



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



Fr
30
3.5

HARVARD COLLEGE LIBRARY



BOUGHT FROM THE INCOME OF THE FUND
BEQUEATHED BY
PETER PAUL FRANCIS DEGRAND
(1787-1855)
OF BOSTON

FOR FRENCH WORKS AND PERIODICALS ON THE EXACT SCIENCES
AND ON CHEMISTRY, ASTRONOMY AND OTHER SCIENCES
APPLIED TO THE ARTS AND TO NAVIGATION



BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME QUATRIÈME

N° 1. — AVRIL 1897

SOMMAIRE

Séance du 11 janvier : Elections. — Ethnographie du M'zab, par M. le Dr TESTEVIN. — Compte rendu de fouilles, par M. MULLER. — Origines préhistorique de l'écriture, par M. le Dr A. BORDIER.

Séance du 1^{er} février : Elections. — Le Charnier de Bouziéyas, par M. SUTTER (avec planches). — De la persistance des Dolmens, par M. le Dr A. BORDIER (*Note pour faire suite à l'histoire du Charnier de Bouziéyas*, avec planches). — La durée de la vie autrefois et aujourd'hui, par M. A. PICAUD.

Séance du 8 mars : Elections. — Correspondance imprimée. — Recherches dans les archives de la mairie de la commune de Charnècles, par M. GIRARD (*Notes sur la période révolutionnaire, d'après un registre des délibérations de la commune*). — Notes Ethnologiques sur la commune de Brunissard (Hautes-Alpes), par M. CHÉREL. — Notes sur l'Ethnologie du Congo français, par M. GODEL, administrateur colonial. — De l'application des rayons de Roentgen à l'anthropologie, par MM. les Drs A. BORDIER et Paul DODERO.

GRENOBLE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT

1, rue Pasteur, 1 (voie Centrale).

1897

En vente aux librairies Gratier, Drevet, Terrier, Perrin et Falque.

TARIF DES TIRAGES A PART

par feuille de 16 pages.

25 exemplaires	10 francs.
50 —	12 —
100 —	15 —

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME QUATRIÈME

N° 1. — AVRIL 1897



GRENOBLE
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT
1, rue Pasteur, 1 (voie Centrale).

1897

Fn 30.3.5

HARVARD COLLEGE LIBRARY
DEGRAND FUND
Mar. 5, 1924

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

SÉANCE DU 11 JANVIER 1897

Présidence de M. PRUVOT, Président.

ÉLECTIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DU BUREAU POUR
L'ANNÉE 1897.

Président..... M. MILANTA.

Vice-Président M. le D^r TESTEVIN.

Secrétaire des séances... M. le D^r BONNET.

Trésorier..... M. le D^r PEGOUD.

Archiviste M. MULLER.

ÉLECTIONS DE MEMBRES NOUVEAUX

Sont élus membres titulaires :

MM. DELUZE, préfet de l'Isère ;

D^r ROSTAING, à Vif ;

LOUIS CARRIÈRE ;

Le lieutenant CHEREL.

Sont élus membres correspondants :

MM. GASTON BARDEL, pharmacien à Sallanche (H.-Savoie).

LUDOVIC VALLENTIN père, à Montélimar.

COMMUNICATION A PROPOS DU PROCÈS-VERBAL.

Objets divers relatifs à l'Ethnographie de M'zab,

Par M. le D^r TESTEVIN.

M. Testevin, à propos du bracelet ouvert, présenté dans la dernière séance par M. Muller et rappelant les anneaux de

jambe des tribus arabes ou kabyles, montre un bracelet en argent mêlé d'étain fabriqué au M'zab. Ce bracelet offre cette particularité de ressembler complètement au type primitif trouvé dans la fouille de Lazer. Cette forme très commune et très répandue est obtenue le plus souvent avec des instruments fort simples, par des procédés qui se sont conservés par tradition et auxquels les ouvriers bijoutiers apportent peu de modifications, sauf en Kabylie.

La forme qui certainement peut être considérée comme la forme première des bracelets se retrouve encore de nos jours, et comme exemple de cette assertion, M. Testevin fait passer aux membres présents un bracelet rond, en serpentine, provenant des tribus des Touareg de l'ouest. D'après les indications fournies par M. le commandant Bissuel, dans son étude sur « les Touareg de l'Ouest » (1), ce bracelet s'appelle « Abedj ». C'est un attribut destiné aux hommes, qui le portent au-dessus du coude droit. « Il donne plus de force pour lancer la sagaie, « et, dit M. Duveyrier, « *offre un point d'appui solide pour écraser la tête de son ennemi* ». L'abedj est très souvent un « gage d'amour que la femme targuie offre à son fiancé et sur lequel elle a gravé, elle-même, une inscription. »

Les femmes touareg ne sont pas sans posséder aussi des bracelets « jabedjan » (2). Ils sont en or, en argent, en métal plus ou moins en rapport avec la richesse de leurs propriétaires. Ils rappellent aussi les bracelets primitifs. « Le bracelet en « argent est une baguette unie terminée par deux grosses « boules dont l'écartement permet l'introduction du bras. Le « bracelet en or est plat, large de 4 à 5 centimètres, et orné de « têtes de clous disposées en quinconce. Il n'est pas ouvert » (3).

Ces bracelets se portent à chaque bras où ils sont placés aussi nombreux que possible, selon la richesse des femmes, qui alternent entre eux les bracelets d'or et d'argent.

(1) Alger. Adolphe Jourdan, éditeur. 1888.

(2) Pluriel de abedj, en langue tamahaq, parlée et écrite par les Touareg de l'ouest.

(3) *Les Touareg de l'ouest*, C^t BISSUEL.

Correspondance imprimée.

Zeitschrift für Ethnologic. 1896. Heft IV. Berlin.

Mittheilungen des Anthropologischen gesellschaft in Wien. XXVI. Band. der neuen Folge XVI. Band. IV. und V. Heft. 228 text. illustrationem. 1896. Wien.

Annales del Muséo nacional de Montevideo. VII. 1896.

Bulletino di Paletnologia italiana. Série III. T. II. Anno XXII, n° 10-12. 1896. Parna.

2^{me} Etude sur le Pithecanthropus Erectus. 1895.

Réponse aux objections contre le Pithecanthropus Erectus. 1896.

Le T sincipital, curieuse mutilation cranienne néolithique.

Observation d'un microcéphale vivant et de la cause probable de sa monstruosité.

Sur le nain Auguste Tuailon et sur le Nanisme simple avec ou sans microcéphalie.

Ces cinq dernières publications extraites des *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, T. VI et VII, iv^{me} série, 1895-1896, sont offertes par l'auteur, M. MANOUVRIER.

Compte rendu de Fouilles,

Par M. MULLER

Présentation d'une Hache de bronze à allerons trouvée à Allevard, et d'une Hache de bronze à douille.

Je dois à l'obligeance de M. Maignien, conservateur du Musée Bibliothèque de Grenoble, de pouvoir vous présenter une hache en bronze trouvée il y a quelque temps à Allevard (Isère).

Voici la lettre qui accompagnait la hache :

« Guerre-Dailly Michel, d'Allevard, en faisant des fouilles dans la propriété Caillat, pour extraire des pierres et du sable, à une dizaine de mètres du torrent du Bréda (mas de Pré-Passé, n° 142 du plan cadastral de la commune d'Allevard, section E), a découvert des restes de fondation d'une construction et des scories de fourneau en très grande quantité.

« A cinquante centimètres d'un des murs de fondation, de 1^m50 d'épaisseur, il a trouvé :

« 1 pièce de monnaie en argent,

« Et 1 taillant de cuivre ou bronze.

« Quelque temps avant, Guerre, en travaillant dans le jardin de M. Rabatel, situé dans le même mas, n° 140 du plan cadastral, trouva, à 1^m50 de profondeur,

« 1 pièce de monnaie en bronze.

« Il offre de grand cœur tous ces objets au Musée de la ville de Grenoble.

« Allevard, le 20 mai 1896. »

Voici une description de fouille très claire, surtout en ce qui concerne l'indication de la parcelle, toujours précieuse, soit par son nom, quelquefois très ancien, soit par les numéros, qui permettent de fixer et de retrouver un gisement ainsi indiqué. Il est regrettable que les personnes qui ont eu la chance de rencontrer un document aussi important n'aient pas plus de connaissances sur la question ; il eût été facile de voir si l'objet était en place, ou, si comme il est permis de le supposer, c'est un objet perdu et entraîné par le torrent, vu que l'oxide retenait, entre les ailerons de cette hache, du gravier mêlé avec du sable grossier à des fragments de cette roche mica-chisteuse, telle que l'on en remarque tant dans la région d'Allevard.

Cette hache est du type dit à ailerons ou à rebords (lequel se voit très bien figuré dans le « Projet de classification des haches en bronze, par M. G. de Mortillet », *Revue archéologique*, janvier 1866, à la lettre I). Elle pèse 580 gr., mesure à plat près de 0^m16 de long, 46 ^m/_m de large vers le talon, et 58 ^m/_m au tranchant ; sur les côtés, les ailerons ont un maximum de largeur de 42 ^m/_m et s'élèvent d'environ 14 ^m/_m sur les faces planes de la hache et, en s'infléchissant vers le talon, se terminent en un rebord qui rejoignait le deuxième de la même face, par une section en relief en forme de croissant, qui était terminé par deux apophyses qui ont été rabattues par l'usage ou intentionnellement. D'après M. Desor, dans le lac de Neuchâtel, il a été trouvé de fortes haches, dont les apophyses, à peine indiquées ici, étaient assez grandes pour se rejoindre et devaient servir à contenir un rivet reliant les deux sections du manche.



PHOTO. FOURDAN A GRENOBLE.

Hache de bronze à ailerons
trouvée à Allevard
(Isère).

Hache de bronze à douille
(Isère).
Gisement inconnu.

Statuette romaine, en bronze
trouvée à Allevard
(Isère).

Cette forme de hache qui, d'après la plupart des savants qui ont traité de la question, est un type intermédiaire entre la hache droite et la hache à talon, précédant le type à douille, a été rencontrée en abondance à Larnaud (Jura), en 1865, d'où le nom de Larnaudien, donné pour représenter ce type dans les classements.

Cette forme, commune dans le bassin du Rhône, a été rencontrée, avec rebords plus ou moins développés, dans l'Isère, à Cognin, à Trept, à Chasse, à Ternay. Le type à ailerons accentués s'est rencontré à Goncelin (1) (cachette de fondeur), Saint-Siméon-de-Bressieux (cachette de fondeur), à Vaugris; c'est à la Poype (Isère), que l'on a trouvé les formes se rapprochant le plus de la hache d'Allevard. (Voir surtout le n° 5 et encore le n° 6 de la pl. XXIX de l'« Album de l'âge du bronze », de M. Chantre.

L'échantillon d'Allevard a beaucoup servi; un martelage répété, pour élargir et durcir le tranchant, a porté fortement sur les ailerons, les a couchés intérieurement en les amincissant, ce qui a produit deux cassures très visibles aux points où le rebord couché trop près du tranchant a cédé, relevé en cours de travail par l'effort de pénétration; il manque certainement à la hache 5 ou 6 centimètres en longueur; le martelage a produit également de fortes bavures sur l'épaisseur, extérieurement.

A part la particularité si intéressante et peu fréquente du relief en croissant du sommet du talon, il faut encore signaler que les deux flasques, formées par les ailerons, sont extérieurement divisées en long par cinq pans parallèles, d'environ 10^{m/m} de large chacun, et tendant à se rejoindre vers les extrémités; la plupart des haches dessinées, soit sur l'« Age du bronze », de M. J. Evans, soit d'après M. de Mortillet, soit dans l'album de M. Chantre, n'ont que deux ou trois arêtes médianes, et, souvent même, les côtés de la hache sont simplement arrondis et unis.

Pour la patine de la pièce qui nous occupe, une couche d'environ 1^{m/m} d'épaisseur, de couleur vert-jaune, avec marbrures,

(1) Goncelin est à quelques kilomètres d'Allevard, deux heures de marche d'Allevard.

est toute craquelée et a, en partie, disparue, laissant voir directement le métal, couvert d'une seconde patine d'un ton bleu-vert, avec marbrures rouges, sans épaisseur appréciable.

La superposition très nette des deux couches d'oxide, la première épaisse, qui donne la forme exacte des profils et contours de la pièce; la seconde, intermédiaire, irrégulière et ne suivant pas exactement les surfaces planes de la première, vient me permettre, en citant le travail de notre collègue M. F. de Villenoisy (« la Patine du bronze antique », *Revue archéologique*, 1896), d'indiquer combien je trouve heureuse l'idée exprimée par M. F. de Villenoisy, lorsqu'il indique que les objets de bronze acquièrent leur patine suivant le milieu dans lequel ils ont séjourné, les alcalins et acides divers en présence dans l'air ou le sol étant les principaux agents des diverses couleurs d'oxidation. Notre hache en est un bel exemple, car un outil, surtout celui-ci, au moment de son enfouissement, a beaucoup de chance de présenter une couleur uniforme et d'avoir le métal vif et poli; l'oxidation régulière du tranchant au talon montre la formation totale de l'oxide, sans autre intervention que les agents nommés plus haut.

Pour terminer, il est à noter que sur le talon de la hache d'Allevard, on voit distinctement deux petits trous coniques : l'un, le plus petit, à peu près à égale distance des bords, a été fait au pointeau; le deuxième, profond d'environ 4^{m/m}, a été fait avec une mèche, un outil perforant par friction. Ces trous sont anciens et ont été mis à découvert par l'auteur de la trouvaille, qui, voulant sans doute voir le métal à nu, a décapé et frotté l'extrémité du talon.

Doit-on voir dans les trous commencés l'idée de placer un rivet, comme dans la fig. 38 (Âge du bronze, texte, 1^{re} partie, de M. Chantre), qui figure une hache à ailerons du Danemark, ou comme pour la fig. 3, pl. III de l'« Album du bronze », du même auteur, où une petite hache à rebords est également perforée au talon?

*
*
*

Voici ensuite une belle hache à douille à anneau, pesant 500 gr. : largeur au col, 50^{m/m}; au tranchant, 50^{m/m}; épaisseur maxima, 46^{m/m}; longueur, 152^{m/m}.

Cette pièce, remarquable par sa belle conservation, sa patine

dure, régulière, d'un joli vert sombre, marbré de taches plus claires, appartient à la série des haches à douille hexagonale ; les côtés, au lieu d'être plats, présentent une double pente, et la largeur de l'ouverture, donc sur le côté étroit, donne, cordon compris, 44^{m/m}.

L'épaisseur du cordon, très accentué, est d'environ 6 à 7^{m/m}, la cavité a 105^{m/m} de profondeur, et contenait du sable grossier, aglutiné par l'oxide.

Sur chacune des deux faces larges, l'on voit trois nervures d'environ 40^{m/m} de long et terminées par un petit bouton, ce qui constitue un ornement très commun sur ces outils ; d'un côté, pourtant, la nervure médiane, au lieu de s'arrêter au niveau de ses voisines, se continue en s'élargissant et en s'aplatissant, pour se perdre sur la face plane.

L'anneau a 8^{m/m} de creux sur 3 et semble porter des traces du passage d'un lien, l'emmanchure nécessitant, pour en retenir le bois courbé à peu près à angle droit, une ligature allant de l'anneau au manche, ligature n'existant pas dans beaucoup de haches à ailerons, qui, comme on l'a prouvé par des découvertes faites en Europe et surtout dans les palafittes suisses, étaient emmanchées, pour la plupart, également d'un morceau de bois courbé à angle droit, mais fendu pour laisser passer les deux parties du bois venant se coincer entre les ailerons.

Cette deuxième pièce est de provenance inconnue ; la seule probabilité à donner est qu'elle provient des environs de Grenoble, et qu'elle a été trouvée dans un lit de rivière. Quoique ayant à peine des traces d'usage, cette hache est certainement, comme la première, par son poids et sa construction, un outil, et non un objet votif.

Notre dévoué collègue, M. Romeyer, chef des travaux chimiques à l'Ecole de médecine, a bien voulu se charger d'analyser un échantillon, prélevé sur chacune des haches ; en voici les résultats :

HACHE A AILERONS, D'ALLEVARD

Cuivre	92,56 %.
Etain.....	7,40
Plomb	traces.
Fer	traces.
Total...	99,96 %.

HACHE A DOUILLE

Cuivre	92,12 %
Etain.....	7,35
Plomb.....	0,20
Fer	traces.
Total...	99,67 %

M. Romeyer a été surpris de la régularité de composition qui, dit-il, se rapproche beaucoup du bronze à canon, dur et résistant.

Les haches et autres instruments en cuivre pur sont rares; les formes primitives se rencontrent avec un alliage de 0,15 à 2,08 % d'étain, surtout dans les haches plates sans rebords, que l'on s'accorde à donner comme les plus anciennes.

Une découverte faite à Venat, près Angoulême, par MM. J. George et G. Chaumet, de nombreux objets en bronze de l'époque Larnaudienne relatent dans les analyses de telles quantités de plomb qu'ils en concluent que, dans bien des cas, l'alliage a certainement été intentionnel (1).

*
*
*

Statuette en bronze trouvée à Allevard.

La trouvaille est ancienne et remonte à une cinquantaine d'années; c'est en pratiquant des fouilles pour élever un mur dans le parc du château, au lieu dit le Pré-Saint-Jean, à Allevard, que la statuette a été recueillie; M. le capitaine d'état-major Margot, à qui elle appartient actuellement, a bien voulu me la confier pour vous la montrer.

N'ayant pas la prétention de vous dire que cette statuette représente un sujet plutôt qu'un autre, je ferais seulement tout mon possible pour la décrire exactement.

Au premier abord, le sujet paraît être un personnage masculin, debout; le bras droit levé, avec la main posée à *plat* sur la tête, le haut du bras gauche collé au corps, l'avant-bras horizontal, la jambe droite perpendiculaire, et la gauche légèrement fléchie, ce qui porte la hanche droite en dehors et donne du côté gauche l'épaule en saillie qui est plus basse que la droite; largeur aux épaules, 20^m.^m; sur l'omoplate droite, il y a un objet

(1) *Revue mens. de l'Ecole d'anthropologie*, 15 août 1895.

ressemblant beaucoup à un carquois, mais renversé. Cet objet est un cône allongé, de 0,22 de long, de 0,04 d'épaisseur, la pointe en haut, portant par bouts et au centre trois cercles ou anneaux en relief; celui du centre paraît être le point d'attache d'une bretelle passant sur l'épaule gauche, sur le pectoral du même côté et, longeant le bas des côtes, remonte sous le bras droit rejoindre le même anneau; la trace en est bien indiquée, soit par une ligne oxidée en rouge, soit, par places, par un sillon creux, comme si, réellement, l'on avait incrusté une bretelle véritable, en fil de fer, détruite en partie par l'oxidation.

L'ensemble de la statuette est bon, la pose gracieuse, quoique les bras soient courts; l'harmonie des formes est bonne, le visage imberbe est celui d'un adolescent, plutôt presque d'une femme; les cheveux, séparés au milieu du front, relevés et ondulés sur les tempes, forment un chignon sur la nuque; les yeux, caves, ont dû contenir une incrustation d'argent ou autre métal; ceci est commun parmi les statuettes en bronze de l'époque romaine; vu de profil, le nez fait suite au front en ligne droite.

Les seins, arrondis, présentent bien au centre des mamelons en relief; de là, jusqu'aux cuisses, peu de saillies musculaires; les hanches sont relativement fortes; à leur hauteur, le corps a 19^{m/m} de large; les fesses, les cuisses et les mollets sont arrondis, sans saillies musculaires; le pénis petit.

Le bras droit relevé, portant la main à *plat* sur la tête, ne fournit pas l'explication de la présence, au bout et bien détaché des doigts de la main droite, d'un rognon de métal qui n'a pas son similaire sur le côté droit de la tête; le bras gauche, cassé avant le poignet, devait tenir un objet qui, vraisemblablement, avait un point d'attache sur le côté gauche de la tête et dont on peut voir le vestige dans le rognon cité plus haut.

Le pied droit, sauf le talon, est absent. Le pied gauche, cassé à la cheville, a été raccommode, probablement dans l'antiquité, par l'adjonction d'une petite plaque de métal soudée au cuivre. Cette réparation ne serait pas possible sur un bronze déjà patiné: la soudure ne prendrait pas sans un grattage énergique.

La statuette a été raclée, en partie, très anciennement, et, depuis, s'est repatinée en partie, irrégulièrement, passant du vert-clair au vert-noir, avec marbrures rouges.

L'ensemble des caractères décrits ci-dessus se retrouve, pour une bonne partie, sauf le carquois, dans un Adonis décrit au n° 306, page 135, du « Catalogue des Bronzes antiques de la Bibliothèque nationale », de MM. Babelon et Blanchet.

Un Apollon, du même ouvrage, n° 130, permet également une comparaison.

Origines préhistoriques de l'écriture,

PAR M. le D^r BORDIER

I

La tradition classique rapporte que ce sont les Phéniciens qui ont inventé l'écriture alphabétique; elle précise même que l'inventeur fut Cadmus; elle ajoute, enfin, que les Phéniciens la portèrent en Grèce. Hérodote nous donne d'ailleurs lui-même ce renseignement : « Pendant le séjour que firent en Béotie les Phéniciens qui avaient accompagné Cadmus, ils introduisirent plusieurs connaissances, et, entre autres, les lettres, qui étaient, à mon avis, auparavant inconnues dans ce pays. Dans la suite des temps, les lettres changèrent avec la langue et prirent une autre forme. Les Ioniens les prirent et les modifièrent aussi » (1).

Les Grecs portèrent à leur tour l'alphabet aux Etrusques. Tacite rapporte que « les Etrusques reçurent des lettres du Corinthien Démocrite » (2). Mais, d'après lui, les Phéniciens avaient *emprunté* eux-mêmes leur prétendue invention aux Egyptiens : « Les Egyptiens prétendent avoir inventé les lettres, et qu'elles furent portées de leur pays dans la Grèce par les Phéniciens qui, navigateurs plus habiles, gardèrent pour eux toute la gloire. En effet, la tradition dit que Cadmus arriva sur la flotte phénicienne et enseigna le premier cet art aux peuples de la Grèce encore barbares » (3).

(1) HÉRODOTE. *Histoire*, liv. V, chap. 58.

(2) TACITE. *Annales*, liv. XI, chap. 14.

(3) *Id.* *Id.* loc. cit.

II

L'écriture est devenue tellement naturelle chez ceux qui l'ont apprise dans leur enfance, que nous ne nous demandons pas, généralement, d'où nous vient cette habitude, devenue chez nous comme une véritable *fonction physiologique*. Mais en réalité, le langage écrit n'est pas plus que le langage parlé le résultat de l'invention d'un homme ou même d'un peuple : tous deux sont une fonction acquise lentement, progressivement et parallèlement au développement d'organes eux-mêmes acquis, celui du langage articulé, la circonvolution cérébrale, qui, dans la région frontale où elle est la troisième, porte le nom de circonvolution de Broca, et celui du langage écrit, le pied de la deuxième circonvolution frontale, — les lésions de l'un produisent l'*aphasie* ; celles du second amènent l'*agraphie*. L'organe du langage n'existait pas chez l'homme primitif. Il ne s'est développé qu'au fur et à mesure que se développait lui-même le langage articulé. Encore aujourd'hui, la troisième circonvolution est peu développée chez les peuples, comme les Boschmann, qui ont à peine un langage articulé, et qui ne peuvent s'entendre entre eux dans l'obscurité, lorsque le geste ne peut plus *illustrer* la parole, comme une image qui fait comprendre le texte. Elle est développée chez l'homme civilisé en proportion de ses aptitudes à communiquer sa pensée, et il en est de même pour l'organe du langage écrit. La fonction comme l'organe se sont développés chez nous par une longue série de transmissions héréditaires, entretenus et développés par l'exercice. Ils ne sont pas arrivés de prime saut au degré de développement qu'ils atteignent actuellement chez l'homme instruit. ils ont accompli une lente évolution fonctionnelle et organique.

III

Le langage articulé, d'ailleurs, a passé par une série de phases, d'étapes, qui sont les mêmes chez tous les peuples : les phases *monosyllabique*, *agglutinante* et à *flexion*. Certaines langues contemporaines n'en sont encore qu'à la période monosyllabique ; d'autres en sont à la forme agglutinante ; d'autres à la phase de flexion.

Au début de la période monosyllabique se trouve le cri, simple imitation de celui des oiseaux, du bruit du vent dans la forêt, de celui du tonnerre qui gronde ou de l'eau qui ravine. Les peuples enfants ont commencé par cette simple imitation, comme encore aujourd'hui nos enfants désignent volontiers le canard, l'âne ou le chien, en cherchant à imiter le cri de ces animaux. Ce cri imitatif de l'homme primitif s'est lui-même altéré, transformé; il s'est combiné avec d'autres syllabes, et nous ne reconnaissons plus la forme originelle que dans un très petit nombre de cas.

Le langage écrit a passé par des phases analogues. D'abord *pictographique*, puis *symbolique*, plus tard *phonétique*, enfin, *alphabétique*.

Si les premiers bégaiements de l'Humanité ont été l'onomatopée, les premiers linéaments de l'écriture, les premiers graphiques humains ont été des dessins qui cherchaient à imiter la forme de l'animal; c'était sans doute en psalmodiant un certain nombre d'onomatopées, au moyen desquelles sa bouche imitait le rugissement de l'ours des cavernes, le hennissement du cheval sauvage, l'appel du renne en rut, que l'homme de la Vézère dessinait, sur le bois des cervidés abattus, l'image redoutée de l'ours ou celle du cheval et du renne; il illustrait à sa façon le poème primitif, où il chantait les émotions poignantes de la chasse ou bien le plaisir d'un bon repas après la capture du cheval au lasso.

Pendant bien des générations, l'image grossière et petit à petit déformée du cheval, comme l'imitation dégénérée du hennissement évoquèrent à l'œil ou à l'oreille l'idée de cheval.

Petit à petit la forme s'altérera, deviendra rudimentaire, ne sera plus indiquée qu'incomplètement, tandis que l'idée qu'elle rappellera sera de moins en moins concrète, de plus en plus large, à mesure que s'agrandira l'entendement humain; l'image d'un bœuf éveillait d'abord l'idée du lourd ruminant; on finira par ébaucher simplement une sorte de tête de bœuf où les deux cornes domineront, évoquant aux yeux tout le reste, et l'intellect percevra non plus seulement l'idée concrète du bœuf, mais surtout l'idée de *force*, d'*utilité*. Les Egyptiens demeurèrent longtemps à cette phase du symbole. Le dessin d'un œil plus ou moins parfait signifie d'abord *l'œil*; par abréviation, un cercle avec un point central simulant

la prunelle désignera la *vue*, le *rêve*, l'*imagination*   

un disque rappellera le disque solaire et signifiera le *jour*;
un brasier représenté schématiquement sera le symbole du

feu  un pinceau, un encrier, une palette de scribe signi-

fieront *écriture*  une voile, le *vent*  un nez, l'*odo-*

rat  une oreille, l'*ouïe*, le *bruit* (1).

A force de le tracer rapidement, les générations successives ébaucheront le signe symbolique qui, dégénéré, deviendra méconnaissable : l'image d'un têtard de grenouille a dû être fréquemment reproduite en Egypte, au moment où la crue du Nil donne asile à d'innombrables batraciens, l'une des *plaies d'Egypte*; l'idée de têtard resta donc attachée à celle de nombre considérable; une queue de têtard successivement abrégée, modifiée et dégénérée en une sorte de virgule, avait fini par signifier *beaucoup*. La première façon de représenter la surface de l'eau agitée par les flots a été de tracer une ligne horizontale brisée. Deux ou trois lignes brisées superposées signi-

fieront, en vieille écriture égyptienne, l'*eau*  Près de

ces lignes qui signifient l'*eau*, ajoutez un veau qui paraît boire,

et vous aurez le signe symbolique de la *soif* 

Si chaque signe exprime ainsi une idée, il exprime aussi un *son*, car il est difficile de penser sans parler, au moins mentalement. Un assemblage de signes finit donc par représenter un assemblage de sons. L'idée primitive représentée par chaque signe d'abord idéographique, puis symbolique, disparaît et chaque signe finit par ne plus évoquer qu'un son,

(1) Consulter MASPERO. *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*.

quand même ce son pourrait convenir à plusieurs idées. On arrive ainsi au *rébus*, qui est une des formes de la période phonétique de l'écriture hiéroglyphique.

En voici un exemple : En ancien égyptien, la pierre, connue sous le nom de Lapis Lazuli, se nommait *Kesdeb*. Or, la syllabe phonétique *Kes* éveillait l'idée d'un homme qui tire sur quelque chose, et était représentée par un homme faisant l'effort de tirer ; *Deb* signifiait la queue d'un porc. Pour écrire *Kesdeb*, Lapis Lazuli, on dessinait donc un porc, derrière

lequel était un homme qui le tirait par la queue (1)



Un pas de plus conduisit à l'*alphabétisme*. Chaque signe, successivement déformé, éloigné de son point de départ, méconnaissable, finit par ne plus représenter qu'un son, sans valeur d'idée par lui-même. Le rébus devient impossible : le signe ne valait qu'un son. Plusieurs sons et par conséquent plusieurs signes groupés de différentes manières représenteraient différentes idées aussi nombreuses que l'étaient les combinaisons dans lesquelles les sons, et par conséquent les signes, pouvaient se grouper. Par dérivation du symbole on était donc arrivé à un procédé qui permettait, avec un petit nombre de signes dont les modes de groupement étaient extrêmement nombreux, à exprimer des idées en nombre égal. L'alphabet avait pris naissance petit à petit, par dégradation successive de l'idéographisme primitif.

IV

Lorsque les Phéniciens arrivèrent en Egypte, ils trouvèrent encore mélangés l'*idéographisme*, le *symbolisme*, le *phonétisme* ; ils trouvèrent même l'*alphabétisme* en germe.

Mais l'évolution qui s'était faite en Egypte avait elle-même pris naissance ailleurs, à une époque très antérieure ; c'est ce qu'ont mis en lumière les découvertes de M. Piette. Ce savant archéologue a découvert, en effet, dans l'Ariège, dans les grottes du Mas d'Azil (arrondissement de Pamiers), des galets

(1) MASPERO. *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*.

colorés en rouge qui sont recouverts de caractères *alphabetiformes*.

V

Avant d'aller plus loin, il n'est pas inutile de nous arrêter sur l'importance que présentent les découvertes de M. Piette, à un point de vue différent de l'histoire de l'écriture.

Jusqu'à ce jour, les fouilles des archéologues et des anthropologistes avaient conduit à la théorie classique dite du *hiatus* : il était admis que sur la coupe schématique d'un forage, se trouvait à la surface le *bronze* ; plus bas apparaît la couche dite *néolithique*, c'est-à-dire de la *pierre polie*, caractérisée non seulement par le caractère poli des armes en pierre, mais encore par l'existence du *blé* et de plusieurs plantes venues de l'Orient ; plus bas, on ne trouvait aucune trace de civilisation humaine, aucun débris humain ; c'était la période du *hiatus* ; plus bas encore apparaissait le *paléolithique* avec la *pierre taillée*, le *renne*, des dessins gravés sur des bois de renne ; on supposait donc qu'entre le *néolithique* et le *paléolithique*, l'Europe avait été inhabitable ou inhabitée, c'était le *hiatus*.

M. Gabriel de Mortillet, notre illustre collègue, avait depuis longtemps soutenu qu'il n'y avait point eu d'interruption générale en Europe, ni même en France ; que le prétendu *hiatus* existait peut-être dans nos connaissances, mais non pas dans la réalité, et que l'homme n'avait jamais disparu de notre sol. C'était également l'opinion de notre savant collègue, M. de Villenoisy.

Les découvertes de M. Piette ont montré la justesse de ces prévisions et comblé la lacune qui existait dans nos connaissances.

Dans une épaisseur de 0^m80 à 1^m80, M. Piette a en effet trouvé d'abord des clous, des poteries gauloises, époque presque moderne, puis des haches polies, tout ce qui caractérise le *néolithique*. Immédiatement au-dessous, dans la couche correspondant au *hiatus* classique, couche jusqu'ici stérile et qui inférieure au *néolithique* est superposée au *paléolithique*, il a trouvé des lissiers en os, des outils magdaléniens, et les *galets colorés*, dont nous allons parler tout à l'heure. Cette couche, qui comble le prétendu *hiatus*, mesure 1^m25 d'épais-

seur ; au-dessus d'elle enfin se trouve l'assise *paleolithique* : le renne y est d'abord peu abondant ; il augmente à mesure qu'on s'avance en profondeur ; d'où il résulte que le climat sec et froid qui convient au renne a été remplacé progressivement par un climat plus doux et humide, correspondant à la diminution des restes de cet animal.

TABLEAU DES FOUILLES DE M. PIETTE.

BRONZE	{	0 ^m 80-1 ^m 80	{	Clous.
NÉOLITHIQUE				Poteries gauloises. Pierre polie.
PRÉTENDU HIATUS	{	0 ^m 60	{	Cendres à escargots, débris de feu de bois. Cerf, sanglier, bœuf, chèvre. Outils magdaléniens. Lissoirs en os. Noix, noisettes, glands (climat humide, peu froid).
				Cendres. Silex magdaléniens Harpons, lissoirs. <i>Galets colorés</i> avec le peroxyde de fer. Pointes en os armées de peroxyde de fer pour le tatouage. Cerf élaphe, chevreuil, bouquetin. Squelettes colorés en rouge par le peroxyde de fer. Cerises, blé. Grenouilles, cyprins.
PALÉOLITHIQUE	{	4 ^m 50	{	Renne peu abondant (climat humide, fin du renne). Renne plus abondant. Renne très abondant (climat sec, apogée du renne). Nombreux dessins. Silex taillés.

Il résulte donc de ces fouilles, qu'il y avait, au moins dans la région pyrénéenne, une contrée qui était demeurée habi-

table pour l'homme et dans laquelle s'était maintenue une réserve de l'ancienne population paléolithique (1).

VI

Les cailloux colorés qui ont été vus par un grand nombre d'archéologues étaient bien en place. Quel âge peuvent-ils avoir? On peut, sans trop de hardiesse, leur donner une ancienneté, à supposer qu'il datent de la fin du Magdalénien, de 16,000 à 18,000 ou 20,000 ans (2). Ils sont colorés avec du peroxyde de fer, qui servait sans doute également au tatouage, ainsi que le montrent les poinçons en os, dont la pointe en est encore armée, et qu'on retrouve encore dans les coquilles de *pecten jacobus* où on le déposait.

VII

Parmi les caractères qui sont peints sur ces galets, quelques-uns sont regardés par M. Piette comme idéographiques (1-2-3). Ils paraissent représenter un ophidien, et il ne serait pas impossible qu'ils fussent le vestige et le témoignage d'un ancien culte du serpent.

Les numéros 4 et 5 semblent représenter l'œil et peuvent être rapprochés des signes 6 et 7 de l'écriture égyptienne qui signifiaient la *vue*, le *rêve*, et servaient à noter le son AR.

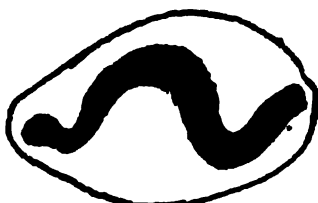
(1) Consulter sur le hiatus : de MORTILLET, le préhistorique; F. DE VILLENOISY, le hiatus préhistorique, et les découvertes de M. Piette.

(2) D'après les conclusions chronologiques de G. de Mortillet (*Le Préhistorique*, par G. de Mortillet), la série des temps, des modernes aux plus anciens, peut se diviser ainsi :

Temps historiques.....	6.000 ans.
Espace écoulé entre la civilisation égyptienne et les	
temps géologiques.....	10.000 —
Magdalénien	33.000 —
Solutréen.....	11.000 —
Moustérien	100.000 —
Chéléen	78.000 —
	232.000 ans.



1



2



3

Mas d'Azil.
Caractères pictographiques.



4



5



6



7

La Vue .
Le Père .
Le Son AR .

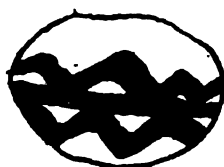
Écriture Égyptienne.

Les signes 8 et 9 peuvent être rapprochés du signe 10 qui, dans l'écriture égyptienne, représentait l'eau et notait le son MU.

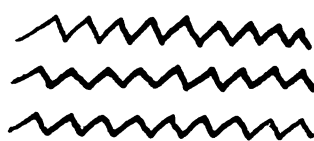
Le signe 11 du Mas d'Azil semble représenter le disque solaire. Il doit être rapproché du signe 12 qui, d'une époque postérieure, a été trouvé gravé sur os dans la grotte de Gourdan (néolithique), du signe 13 gravé sur os à Laugerie-Basse (néolithique), du signe 14, qui a la même origine. Enfin, tous peuvent être rapprochés du signe 15 qui, dans l'écriture égyptienne, signifiait le soleil, la lumière, et notait le son RA.



8



9



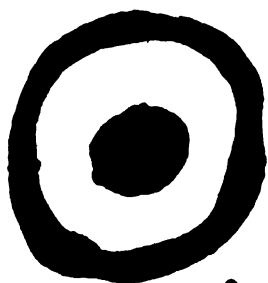
L'eau

Le son MU

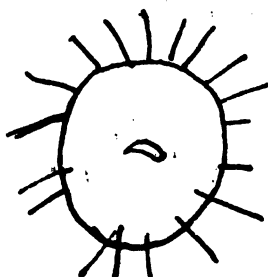
Écriture

Égyptienne.

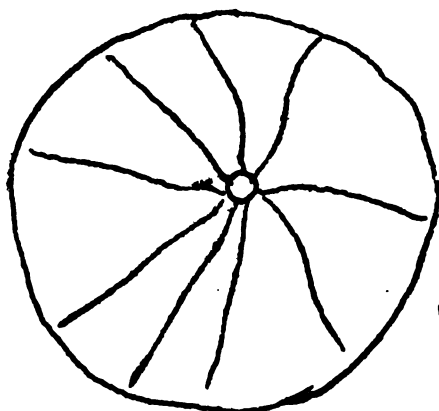
10



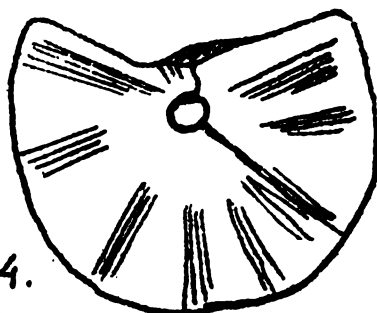
11. Mas d'Azil.



12. Grotte de Gourdan



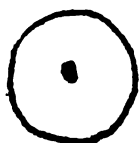
13. *Laugerie Basse*



14.

Laugerie Basse.

15



*Soleil
Lumière
bon RA*

*Ecriture
Egyptienne.*

Ce ne seraient là, en tout cas, que des signes symboliques. Il n'en n'est pas de même des suivants, que M. Piette considère, ce semble avec raison, comme *alphabétiformes*.

Les signes 16 et 17 peuvent être en effet rapprochés de la lettre 18 de l'alphabet de Thera (Santorin).

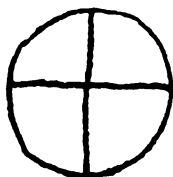


16.

Mas d'Azil.

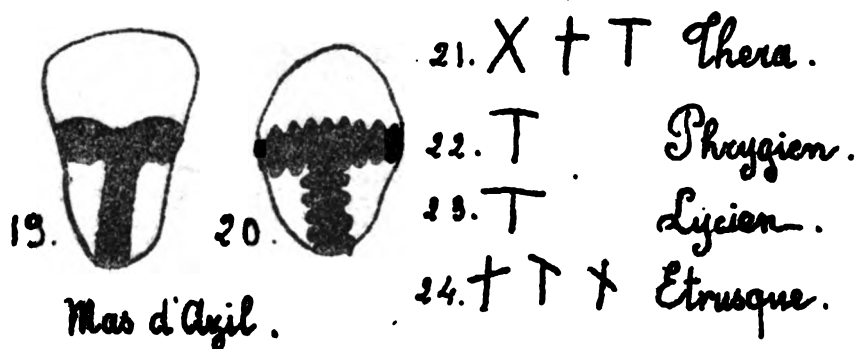


17.

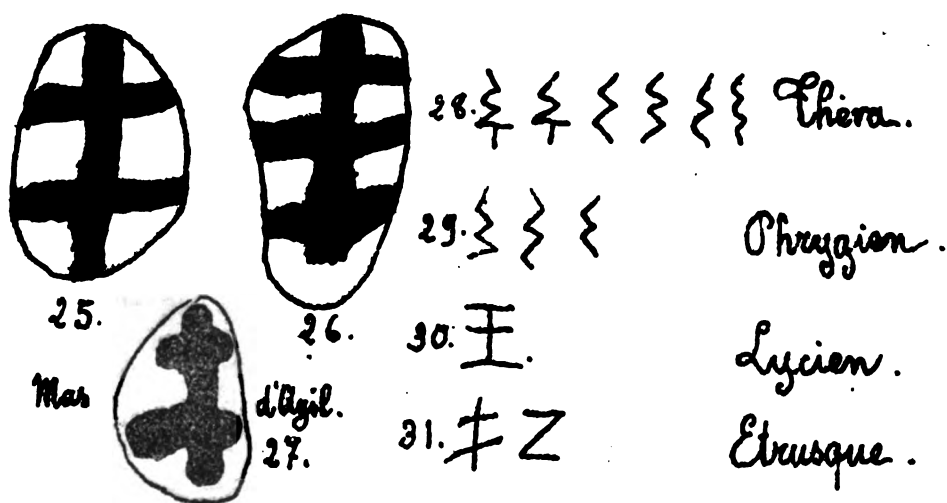


18. *Thera.*

Les signes 19 et 20 du Mas d'Azil, des signes alphabétiques 21 de Thera, 22 de l'alphabet phrygien, 23 de l'alphabet lycien, et 24 de l'alphabet étrusque.



Les signes 25, 26, 27 semblent avoir donné naissance à la lettre 28 de l'alphabet de Thera, 29 de l'alphabet phrygien, 30 de l'alphabet lycien, et 31 de l'alphabet étrusque.



Le signe 32 du Mas d'Azil semble identique au signe 33 de l'alphabet de Thera, 34 de l'alphabet phrygien, 35 de l'alphabet lycien, 36 de l'alphabet latin.



Mas 32. d'Azil

33. Y Y Thera.

34. V Phrygien.

35. V Lycien.

36. V Latin.

Le signe 37 rappelle les signes 38 de Thera, 39 phrygien, 40 lycien, 41 étrusque, 42 latin.



37.

Mas

38. Z I I Thera.

39. I Phrygien.

40. I Lycien.

41. I Etrusque.

42. I I Latin.

Le signe 43 du Mas d'Azil est le même que 44 de Thera, 45 phrygien, 46 lycien, 47 latin.



43

d'Azil.

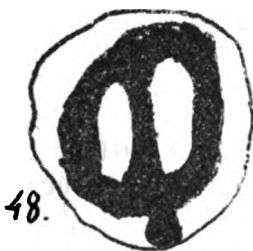
44. ○ Thera.

45. ○ Phrygien.

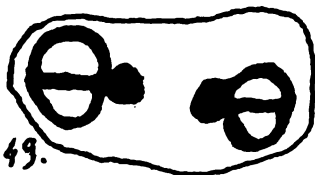
46. ○ Lycien.

47. ○ Latin.

Les galets 48 et 49 du Mas d'Azil sont recouverts de signes semblables au 50 de Thera, 51 phrygien, 52 trouvé sur une fusaiïole à Issarlick.



48.



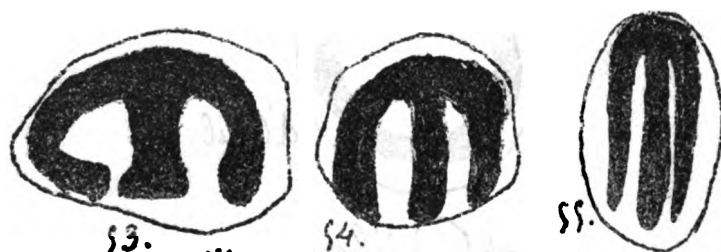
49.

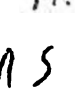
50. φ φ Thera.

51. φ Phrygien.

52. φ Fusaiïole
d'Issarlick.

Les signes 53, 54, 55 peuvent être rapprochés des lettres 56 (MS) de l'alphabet égyptien, 57 de Thera, 58 de phrygien, 59 de lycien, 60 trouvée à Pérouse, 61 de l'alphabet étrusque, 62 de l'alphabet latin.



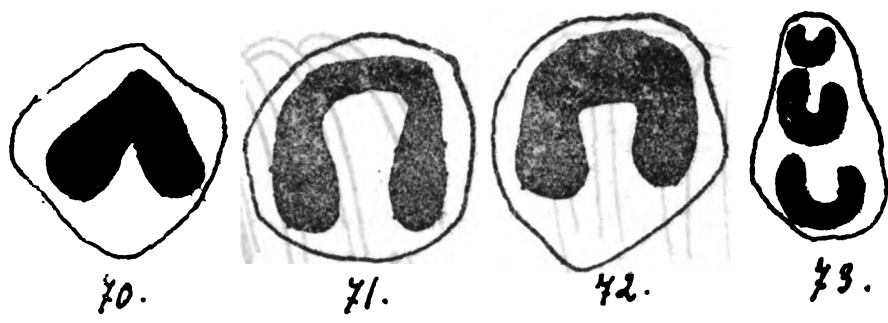
53.  MS Egyptien.
 54.  Thera.
 55.  Phrygien.
 56.  Lycien.
 57.  Pérouse.
 58.  Etrusque.
 59.  Latin.

Le signe 63 a donné sans doute naissance à 64 de Thera, 65 de phrygie, 66 de lycie, 67 de Florence, 68 étrusque, 69 latin.



- | | | |
|-----|-----------|-----------|
| 64. | W M M | Thera. |
| 65. | √ √ √ √ √ | Phrygien. |
| 66. | ⚡ S S | Lycien. |
| 67. | { | Florence. |
| 68. | } | Etrusque. |
| 69. | S | Latin. |

On peut reconnaître dans 70, 71, 72, 73 les lettres 74 de l'alphabet phrygien, 75 de l'alphabet lycien, 76 de l'alphabet grec.



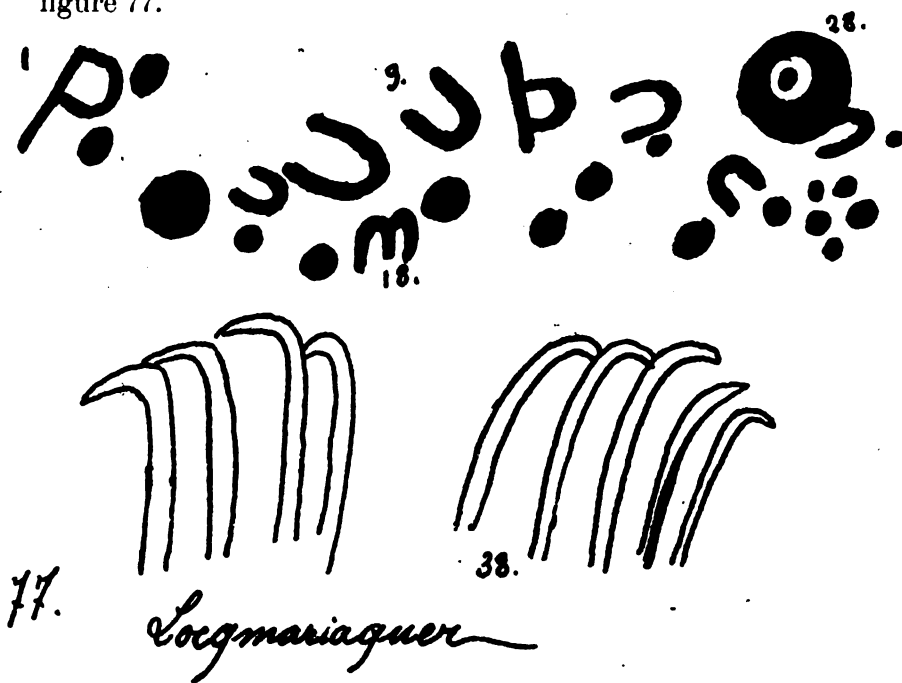
Mas-d'Azil.

- | | | |
|-----|---|-----------|
| 74. | ^ | Phrygien. |
| 75. | ^ | Lycien. |
| 76. | π | Grec. |

VIII

Avant de conclure des recherches de M. Piette, il convient de parler ici d'une importante communication faite à la Société d'anthropologie de Paris, par le D^r Letourneau (1), sur les caractères alphabétiques étudiés par le D^r Closmaudec, sur le dolmen des Marchands à Locmariaker.

Ces signes, s'ils sont contemporains de la période des dolmens, sont évidemment très postérieurs à celle des galets colorés du Mas d'Azil. Leur ensemble est représenté dans la figure 77.

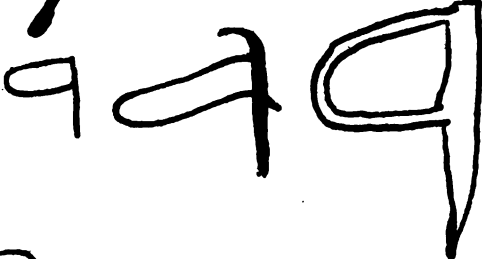


Si nous prenons séparément chacun des signes de l'inscription 77, nous trouvons encore une grande analogie entre le signe 1 de cette inscription et le signe 2 trouvé sur un autre dolmen, dans le Morbihan; le signe 3, qui est la lettre R de l'alphabet phrygien, le signe 4 qui est également la lettre R

(1) *Société d'anthropologie de Paris*, 19 janvier 1855.

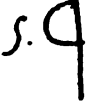
de l'alphabet lycien, le signe 5 étrusque, le signe 6 punique (Schroder), le signe 7 celtibère (Berger), le signe 8 cophte.

1.  Dolmen des Marchands.

2.  Dolmens du Morbihan.

3.  Phrygien R. 6.  Punique (Schroder),

4.  Lycien R. 7.  Celtibère (Berger).

5.  Étrusque. 8.  Cophte.

Le signe 9 de l'inscription du dolmen des marchands peut être rapproché du signe 10 trouvé sur une inscription rupestre des Canaries, du signe 11 d'une inscription rupestre du Sahara (Faidherbe), du signe 12 d'une inscription rupestre d'Andalousie, du signe 13 de l'écriture égyptienne, du signe 14 d'une inscription touareg (Faidherbe), du signe 15 de l'alphabet celtiberien, du signe 16 de l'alphabet étrusque, du signe 17 de l'alphabet latin.

 9. Dolmen des Marchands.

10.  Rupestres (Canaries).

11.  *Rupestres ..*
(Sahara) *Faidherbes*
12.  *Rupestres*
(Andalousie)
13.  *Egypte.*
14.  *Inscription Tunesag.*
(Faidherbes)
15.  *Celtiberien.*
16.  *Etrusque.*
17.  *Latin.*

En renversant le signe 18 du dolmen des marchands, on obtient la lettre 19 trouvée sur une inscription rupestre de Tunisie, la lettre 20 de l'ancienne Egypte, 21 de l'alphabet celtiberien (Berger), 22 de l'alphabet berbère, 23 de Thera, 24 du phrygien, 25 du lycien, 26 de Florence, 27 de l'alphabet étrusque.

18.  18.
19.  *Rupestres (Tunisie).*
20.  *Egypte.*

21.  Celtibérien (Berger)

22.  Berber.

23.  Théra.

24.  Phrygien.

25.  Lycien.

26.  Florence.

27.  Etrusque.

Le signe 28 du dolmen des marchands rappelle le signe 29 d'une inscription rupestre des Canaries, 30 et 31 d'un dolmen du Morbihan, 32 d'une inscription rupestre d'Andalousie, 33 de l'ancienne Egypte, 34 de Théra, 35 qui est l'S numide, 36 étrusque, 37 lycien.



Dolmen des Marchands.
28.



Rupestres (Andalousie). 32.



Rupestres
(Canaries)
29.



Egypte. 33.



Morbihan (Dolmen).
30.



Théra. 34.



Numidie. 35.



Morbihan.
31.

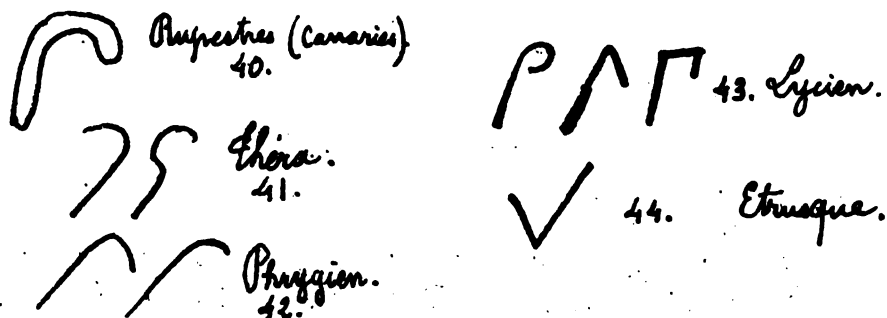
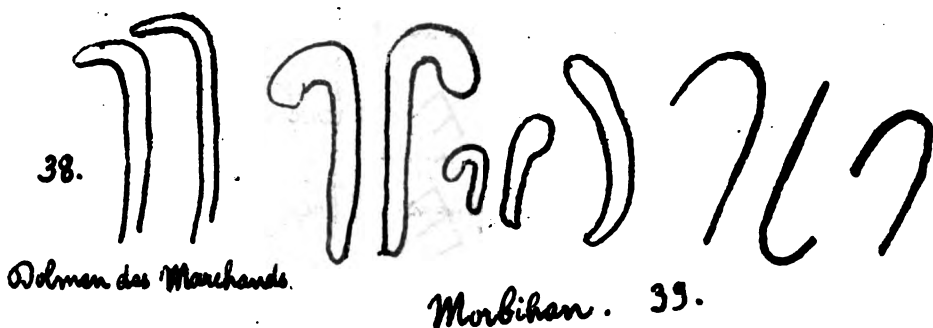


Etrusque.

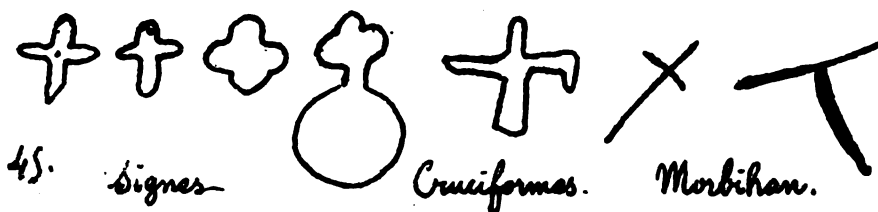


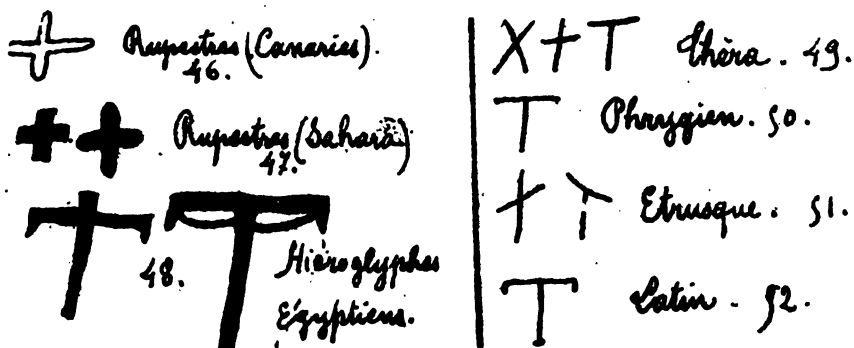
Lycien.
37.

Enfin, le signe 38 de l'inscription du Locmariaker doit être rapproché du 39 des dolmens du Morbihan, du 40 d'une inscription rupestre des Canaries, du 41 de Thera, du 42 du phrygien, du 43 du Lycien, du 44 étrusque.



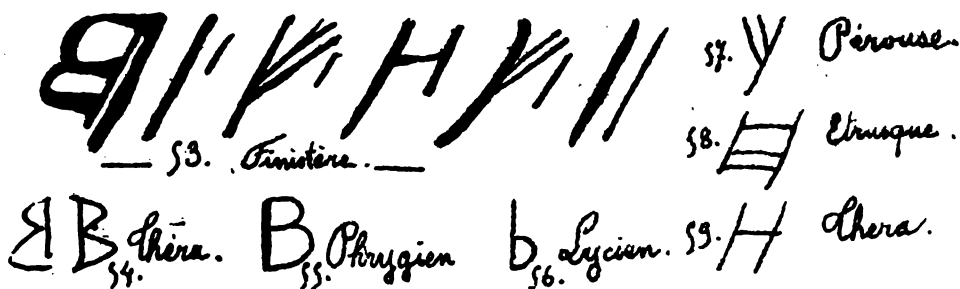
Le D^r Letourneau rapproche encore certains signes cruciformes (45) trouvés sur les dolmens du Morbihan, des signes 46 d'une inscription rupestre des Canaries, 47 des inscriptions rupestres du Sahara, 48 des hiéroglyphes égyptiens, 49 de Thera, 50 de l'alphabet phrygien, 51 de l'alphabet étrusque, 52 de l'alphabet latin.





De son côté, M. Bonnemère (1) a communiqué une inscription (53) trouvée par M. Carguet, percepteur à Audierne, au Kamaik en Esquibien (Finistère), dans une vieille carrière abandonnée depuis l'an 1111, dans laquelle on a trouvé du bronze et de la pierre polie.

Il est aisé, dans cette inscription 53, de retrouver le signe 54 de l'alphabet de Théra, 55 de l'alphabet phrygien, 56 lycien, 57 de l'alphabet de Perouse, 58 étrusque, et 59 de Théra.



IX

Si nous rapprochons de tous ces faits les migrations des Phéniciens, nous trouvons ces navigateurs établis dans la terre de Chanaan, environ 2,300 ans avant Jésus-Christ : pirates

(1) *Société d'anthropologie de Paris*, 20 avril 1893.

aventureux, puis commerçants habiles, à une époque où la civilisation égyptienne était déjà avancée, nous les voyons coloniser Chypre (1,600 ans avant J.-C.), Théra (Santorin) (environ 1,000 avant J.-C.) (1); la Lycie, la Carie, la Crète, les Cyclades, de 1,000 à 1,200 ans avant Jésus-Christ, vers l'époque de la guerre de Troie. — La légende de l'Hercule tyrien nous révèle leur extension civilisatrice dans le nord de l'Afrique, en Espagne; dans les *Pyénées*, dans la Gaule, en Italie, puis aux Canaries, leur navigation vers l'ouest, jusqu'en Amérique (2) peut être; ou du moins jusqu'à la mer des Sargasses, et vers le nord, leurs courses en Cornouaille, en Irlande, et jusque dans la Baltique, à la recherche de l'ambre.

Il est donc vraisemblable que, dans leurs migrations lointaines, ils ont trouvé les signes alphabétiformes des dolmens, les signes plus anciens des populations pyrénéennes, qui peut-être elles-mêmes avaient déjà déteint sur l'alphabet hiéroglyphique égyptien, qu'ils ont transformé le tout et l'ont semé dans les pays qu'ils avaient civilisés.

Cela n'enlève rien à la gloire des Phéniciens, mais cela nous montre une fois de plus combien il faut reculer les premiers pas du genre humain, et combien est tenace la persistance des formes archaïques à travers les âges.

(1) Les inscriptions de Théra (Santorin) sont sur de grands blocs de lave, ou sur la paroi des rochers; on les trouve dans les très anciennes nécropoles de Mesa-Vousn et de Exomyti. Elles datent du ix^e siècle avant Jésus-Christ. — LENORMANT. *Essai sur la propagation de l'alphabet phénicien parmi les peuples de l'ancien monde*.

(2) De cette hypothèse on peut rapprocher le fait suivant qu'en Amérique, dans le tertre de *Grave Creek*, ont été trouvés des galets de grès, sur lesquels étaient gravés 22 signes différents, tous alphabétiformes. — WILSON, *Préhistorical man*, cité par LUBBOCK, *homme préhistorique*.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1897

Présidence de M. MILANTA, Président.

ÉLECTIONS DE MEMBRES NOUVEAUX

Sont élus membres titulaires :

MM. CONSTANT VIALLET ;
MARCEL REYMOND.

Est élu membre correspondant :

M. l'abbé DUSSERT, professeur au Séminaire de la Côte-Saint-André.

Le Charnier de Bouziéyas

Par M. SUTTER, lieutenant au 12^e bataillon.

Il existe dans nos Alpes certains hameaux reculés où le culte pour les morts semble être pratiqué d'une façon fort rudimentaire. Dans le haut Queyras et le haut Briançonnais, on se contente d'ensevelir le défunt enveloppé d'un mauvais drap dans le cimetière de l'église, sans la moindre croix ni la moindre épitaphe. Ailleurs, il est impossible d'enterrer les morts pendant l'hiver, soit parce que le sol est gelé profondément, soit parce que l'épaisseur de la couche de neige qui le recouvre est trop considérable. Dans certaines localités on laisse le défunt dans une grange à claire-voie, exposé au froid, jusqu'à ce que le printemps vienne dégeler la terre ; dans d'autres, à Bouziéyas, par exemple, on le met tout simplement dans un charnier.

Bouziéyas est un hameau de dix maisons et de quarante âmes, aux sources de la Tinée, dans la commune de Saint-Dalmas-le-Sauvage, canton de Saint-Etienne-de-Tinée (Alpes-Maritimes).

Situé sur le versant sud du col des Fourches, il est, par de simples sentiers muletiers, à sept heures de Barcelonnette par le col de Pelouse, à trois heures de Saint-Etienne par le fond de la vallée, et à cinq heures de Ferrières en Italie par le col de Pourriac. En raison de son altitude (1,800^m), les ressources y sont maigres : un peu de seigle et quelques pommes de terre. Les vaches qui paissent aux Fourches représentent presque tout l'avoir du hameau. Ce sont elles qui l'ont baptisé avec leurs éclaboussures.

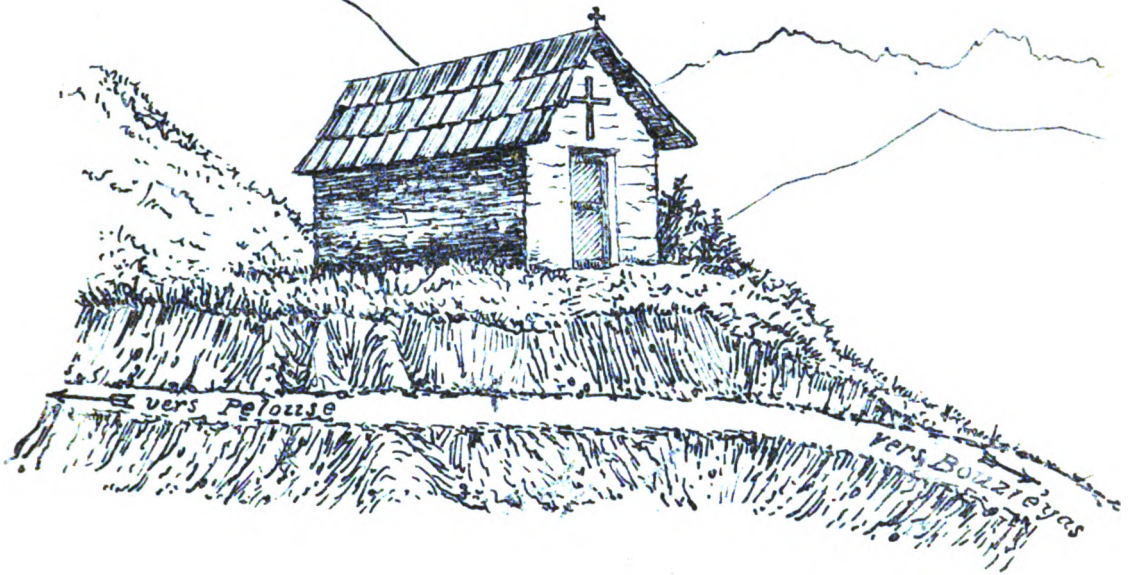
Éparpillé sur un coteau très raide, ce hameau est desservi par le sentier des Fourches qui y forme trois lacets. Sur le plus bas, deux maisons; sur l'autre, trois, avec une chapelle; à droite, quatre autres, et au-dessus du dernier lacet, sur un petit éperon de sable dur, au bord même du sentier, le charnier dominant le reste à 200 mètres environ de distance.

C'est une maisonnette couverte en planches, avec une porte sur le devant. Au-dessus de la porte en bois de mélèze grossièrement sculptée, une croix de bois est fixée sur le mur. Si vous pouvez rencontrer le sacristain de la petite chapelle, donnez-lui vingt sous, il prendra sa clé et vous ouvrira la porte du charnier. Vous entrerez dans une petite salle de trois mètres de large sur quatre de profondeur, dans laquelle se trouve la civière servant à transporter les morts. Dans l'angle droit, près de la porte, vous remarquerez un trou carré de 60 centimètres à peine de côté, mal fermé par une lauze de schiste. Celle-ci enlevée, on descend une lanterne allumée au moyen d'une ficelle et, à 2^m50 environ de profondeur, vous apercevez une dizaine de corps, les uns réduits à l'état de squelettes, les autres ayant un aspect parcheminé, les derniers dans des bières grossières qui se sont ouvertes en tombant. (Les corps qui n'avaient pas de cercueils étaient encore enveloppés en partie dans des restes de draps de lit.) Détail à noter, la bière qui paraissait avoir été jetée la dernière avait littéralement plié en deux le corps sur lequel elle était tombée.

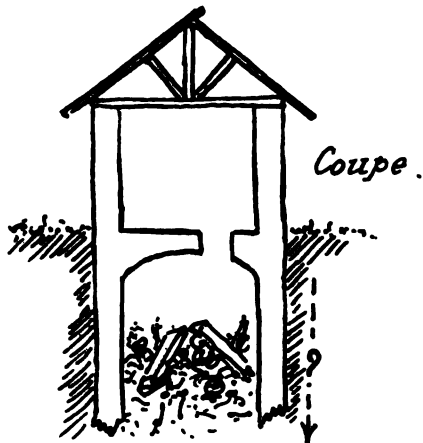
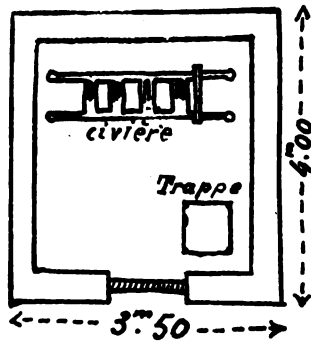
Très peu d'odeur, du reste, le dernier décès remontant à quatre ou cinq années.

Il est difficile d'estimer la profondeur du charnier, car l'enchevêtrement des ossements et des débris de planches empêche d'en voir le fond. Néanmoins, on peut affirmer qu'il sert

Vue du charnier.



Plan.



depuis longtemps, à en juger d'après l'aspect tant extérieur qu'intérieur de la maisonnette, et surtout d'après l'usure de la dalle qui ferme le trou, et qui peut s'enlever à la main sans l'aide d'aucun levier. Si l'on admet qu'il est contemporain des hameaux de cette région, on peut lui attribuer 200 ans d'existence, car plusieurs maisons de Saint-Dalmas, du Pra, et même une de Bouziéyas, portent le millésime 1600 et quelques années.

Au surplus, doit-on voir dans cette façon d'enterrer les morts une obligation imposée par la rigueur de l'hiver dans ce pays, ou la continuation d'une ancienne coutume? Les deux hypothèses peuvent également s'admettre.

En effet, d'une part, il fait très froid l'hiver à Bouziéyas, et il y a pendant de longs mois une grande épaisseur de neige. De plus, il n'existe nulle part, dans le hameau principal, ni aux alentours, dans un rayon de 3 ou 400 mètres de terrain assez peu incliné, pour permettre l'établissement d'un cimetière. La pente générale du terrain est celle des terres roulantes, c'est-à-dire voisine de $2/3$. Il paraît donc qu'il y ait eu nécessité, pour ce hameau en particulier, d'établir un caveau, ne serait-ce que pour mettre les corps à l'abri des éboulements d'un terrain sablonneux et fort incliné.

D'autre part, cependant, il existe au Pra, à 20 minutes au-dessous de Bouziéyas, un charnier attenant à l'église. Ce charnier est fermé depuis 5 ou 6 ans, et l'on a fait un petit cimetière. Le Pra est à 1,600 mètres d'altitude, et situé en terrain presque horizontal. De plus, les habitants affirment que dans certains villages italiens du voisinage se trouvent également des charniers dans le genre de ceux de Bouziéyas et du Pra.

Ceci semblerait confirmer la deuxième hypothèse, c'est-à-dire que l'existence de charniers dans cette région prouverait la continuation d'une ancienne coutume.

Quoi qu'il en soit, le fait de trouver en France un charnier en usage encore de nos jours paraît digne de remarque, tout étant susceptible de devenir le sujet de recherches intéressantes.

De la persistance des Dolmens

Par M. le D^r BORDIER.

(Note pour faire suite à l'étude du Charnier de Bouziéyas.)

I

M. le lieutenant Suter a terminé son intéressante communication sur l'existence, à Bouziéyas, d'un charnier où l'on dépose les cadavres, par deux hypothèses ; il se demande : 1^o si ce charnier résulte d'une obligation imposée par le climat ; 2^o ou bien s'il s'agit de la persistance d'une ancienne coutume. — Je crois que le choix n'est pas à faire entre l'une ou l'autre de ces suppositions, mais que l'une et l'autre peuvent expliquer l'existence de cet ossuaire.

En présence d'un phénomène sociologique quelconque, il faut, d'ailleurs, toujours avoir présent à l'esprit que, dans les sociétés comme dans la nature, il n'y a pas de fait isolé ; le moindre de ceux qu'on peut observer se relie à des origines extrêmement anciennes, et la trace, qu'il laissera lui-même, persistera à son tour dans un avenir reculé.

II

Il ne faut pas juger l'humanité primitive, dans ce que l'on pourrait nommer ses rapports avec les morts, avec les idées qu'ont aujourd'hui les peuples civilisés. — Le culte des morts n'existait pas chez elle ; il est consécutif à des croyances philosophiques et religieuses qui l'ont engendré et auxquelles il survit, même dans l'esprit des personnes qui ont d'autres idées philosophiques et qui n'ont plus d'idées religieuses.

La seule préoccupation du primitif, en présence des morts qui s'accumulaient autour de lui, fut, vraisemblablement, de ménager les susceptibilités de son odorat et de ses yeux. Les moyens de masquer le sinistre appareil de la mort durent varier avec le climat : dans les pays froids et secs, comme dans ceux dont le climat était chaud et sec, la dessiccation de cadavre était rapide ; le souvenir du mort subissait la même évaporation. — Les peuples nomades laissaient en chemin leurs morts et n'en emportaient pas même le souvenir ; le simple abandon à l'air suffit encore aux Cafres et à certaines tribus nomades de la Mongolie, pour les débarrasser des inconvénients de la putré-

faction. Là où le climat ne se prêtait pas à cette rapide volatilisisation, la voracité des animaux fut mise à contribution pour débarrasser les vivants de la dépouille des morts : on trouve, dans beaucoup de pays, l'emploi traditionnel de ces animaux *fossoyeurs* ; les Hindous jettent encore les cadavres dans le Gange, où ils deviennent la proie des poissons carnassiers qui y abondent ; à Bombay, les morts sont déposés dans la *tour du silence*, vaste charnier, à ciel ouvert, où les vautours, qui guettent leur proie quotidienne, ont rapidement fait leur œuvre. Au dire de Strabon, les Bactriens avaient des chiens spécialement destinés à manger les morts et à les soustraire ainsi aux yeux des vivants. — Dans les pays où le bois était abondant, c'était le feu qui se chargeait de cette besogne ; la crémation fut en honneur dans beaucoup de pays ; elle s'allia, d'ailleurs, parfois avec le culte du feu et fut, dans bien des contrées, réservée aux personnages importants.

III

Il vint cependant un jour où l'humanité, moins grossière, plus affectueuse, trouva le moyen de concilier l'attachement pour les parents et les amis perdus et l'éloignement du spectacle de leur décomposition. Enlever ou faire enlever les parties molles, les seules offensantes pour nos sens, et conserver le squelette ainsi *préparé* est un moyen de remplir ce double but : Sur les rives de l'Orénoque, certaines tribus Roucouyennes plongent le cadavre dans le fleuve, en ayant soin de l'attacher à la rive ; lorsque les poissons ont dévoré les chairs, on reprend le squelette pour le conserver pieusement. Ailleurs, on expose le cadavre à l'air libre, sur des claies ou dans un hamac, en un lieu élevé, balayé par le vent et solitaire ; lorsque les oiseaux et les insectes ont détruit les parties molles, on vient chercher le squelette. — Les fouilles de M. Piette au Mas d'Azil, dans les Pyrénées, ont mis à jour des squelettes peints en rouge, qui nous prouvent que les habitants de la fin du quaternaire agissaient ainsi avec leurs morts. — A notre époque encore, à Halstatt, après avoir inhumé les cadavres, on les déterre au bout de quelque temps et on conserve leur crâne, sur lequel on peint des fleurs, des couronnes, des inscriptions symboliques.

IV

Lorsque prit naissance l'idée d'une vie future, lorsqu'elle se répandit dans notre pays avec les populations robenhausiennes, il ne fut plus suffisant de garder le squelette. On pensait logiquement que, pour conserver le défunt à la vie future qui l'attendait, il fallait lui laisser tous ses organes; on poussait même la précaution jusqu'à lui laisser tous les objets usuels de la vie terrestre : des aliments, des vases, des armes, des jouets, s'il s'agissait d'un enfant, de la monnaie, et aussi, parfois, des femmes, des esclaves, des chevaux, qu'on embarquait avec lui pour le grand voyage en les immolant sur sa tombe. C'est à cette croyance et aux pratiques qu'elle suscitait, que nous devons ces beaux mobiliers funéraires qui nous ont permis de reconstituer la civilisation de cette époque reculée. La croyance de ces populations à la vie future n'a pas été trompée, puisqu'elles revivent parmi nous avec tous les attributs de leur existence passée.

Ce sont les Egyptiens qui poussèrent le plus loin la perfection dans cette momification des traits du mort fixés pour toujours dans l'attitude d'un vivant endormi. — Mais d'autres peuples avaient recours au même procédé, entre autres les Guanches des Canaries. Ils ont peuplé les grottes considérables de leur île d'une quantité énorme de momies desséchées, qui, rangées le long des murs et des pilastres, attendent, peuple de fidèles, le renouvellement de la vie pour l'éternité. — Les Péruviens avaient également recours à la momification. Mais tous les climats ne se prêtent pas à la momification dans l'air confiné des grottes, comme aux îles Canaries, ou dans le sable sec et chaud comme au Pérou; les peuples plus denses, plus mouvementés, ont désiré pour leurs morts le calme d'un lieu fermé, plus étroit et les ont disséminés dans de véritables *chambres funéraires*.

Dans l'Europe entière ce fut, lorsque cela était possible, des grottes naturelles qu'on utilisa pour y déposer les morts avec le mobilier funéraire. L'ouverture de ces grottes était bouchée avec une lourde pierre, qu'on enlevait devant chaque nouvel arrivant, pour la remettre en place de suite, dans la crainte des animaux carnassiers et aussi des voleurs du mobilier funéraire;

devant la grotte était le plus souvent une sorte de plateforme, sur laquelle les parents du mort se réunissaient après l'avoir déposé, pour chanter ses louanges et prendre en commun, en son honneur, le *repas des funérailles*, qui se prolongeait le plus possible et se terminait par des danses, aussi par des querelles et parfois par des combats.

Sous les couleurs d'un milieu différent on voit encore, auprès des cimetières de nos villes, des restaurants, dont la principale clientèle est constituée par des familles en deuil, qui viennent là, après l'inhumation d'un parent, déjeunent, causent, s'animent, chantent, puis traitent d'affaires, d'héritage, de testament, se fâchent et se rendent de là chez l'avoué pour régler leur querelle d'une façon moins primitive, mais qui relève de sentiments identiques, parce qu'ils sont ceux de l'humanité.

Gabriel de Mortillet estime à 117 le nombre de ces grottes sépulchrales dans 36 départements français. On en trouve, du reste, dans l'Europe entière.

Tous les terrains ne présentent pas des grottes naturelles. Là où la structure du sol n'en offrait pas, on en creusait, surtout, lorsque, comme dans la Marne, la roche étant tendre et friable. Ces grottes artificielles sont composées d'un vestibule, véritable salon funéraire, où se faisait la *cérémonie*; au fond de ce vestibule se trouvait une ouverture étroite, bouchée par une lourde pierre, comme dans les grottes naturelles; elle donnait accès dans la chambre, de forme souvent irrégulière, sur le sol de laquelle on déposait les morts.

Dans certaines régions, sur les hauts plateaux calcaires de la Bretagne, de la Lozère et de l'Aveyron on ne trouve pas de grottes naturelles convenables, car les grottes du Tarn, ravagées par les eaux, n'auraient pu être un abri sûr pour les morts; le sol ne se prête pas non plus à la confection de grottes artificielles. Il était donc plus simple de se contenter de moins d'espace et d'édifier avec le calcaire du pays un caveau de pierre avec vestibule et porte d'entrée, comme tout à l'heure, sorte de petite maison où l'on déposait les morts, le plus souvent d'une même famille. Ces caveaux, édifiés sur le sol nu, étaient ensuite recouverts de terre, de façon à former un monticule ou *tumulus*. Avec le temps, le tertre de terre s'est éboulé, le caveau de pierre a été mis à nu, détruit en partie;

il est resté sous la forme de pierres fichées sur le sol. Ces ruines sont connues sous le nom de *dolmens*.

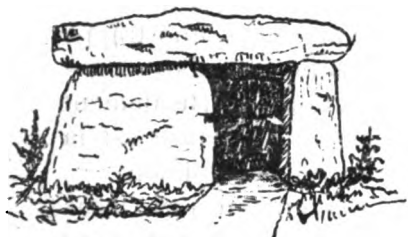
Il n'y a lieu de tenir aucun compte des légendes qui représentent les pierres demeurrées horizontales de ces dolmens, comme les tables sur lesquelles les Druides accomplissaient leurs sacrifices. Ces monuments sont bien antérieurs aux Druides qui, comme nous, n'ont trouvé que leurs ruines. Il convient de ne voir dans les dolmens que les vestiges ruinés d'anciens caveaux funéraires, qui ont été fouillés à maintes reprises par des populations ignorantes, qui sont aujourd'hui à l'air libre, mais qui, dans leur état primitif, n'étaient que les substructions d'un tertre artificiel, d'un tumulus.

Dans ces caveaux, l'architecte avait gardé les données de la primitive grotte naturelle, de la grotte artificielle même. Il s'était borné à ajouter un peu plus de confortable. Le vestibule était devenu une véritable allée *couverte*, puisqu'elle donnait accès à la base du tumulus ; aussi bien pouvons-nous prendre une idée de ce qu'étaient les dolmens, en considérant les chambres recouvertes par les Egyptiens de pierres encore en place, au lieu de terre, que le temps aurait éboulée, dans les *Pyramides*, véritables tumuli de pierres.

Au fond du couloir, du vestibule ou de l'allée, avant d'entrer dans la grotte ou chambre funéraire, se trouvait une pierre, qu'il fallait remuer pour donner accès au mort. Tantôt cette pierre, d'un seul bloc, devait être déplacée (fig. 1) ; tantôt l'ouverture était bouchée par deux pierres, dont une seule était mobile ; tantôt un trou circulaire permettant d'introduire le corps ; tantôt un trou qu'un homme pouvait obturer avec un bouchon, permettait seul d'introduire le nouvel arrivant. Les dessins ci-joints, empruntés à l'atlas du Musée de Saint-Germain par de Mortillet, montrent les diverses formes employées pour fermer les dolmens. Dans l'une même (fig. 4) on voit le bouchon.

V

Le charnier de Bouziéyas est en réalité un dolmen encore en fonction. Mais c'est un dolmen qui, au lieu d'être horizontal, a été édifié suivant la verticale ; au lieu du couloir qui mène



1.



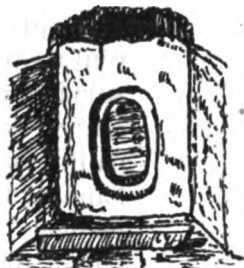
2.



3.



4.



5.



6.



7.



8.

Echelle 0.01 p. mètre.

d'après M. G. de Mortillet.

dans le sens horizontal à la pierre trouée servant de porte et de là dans la chambre, le tout sous un tumulus, ici, le vestibule est en plein relief sur le sol ; c'est la petite maison surmontée d'une croix. La salle funéraire, qui donne entrée au mort, au lieu d'être enclavée dans l'un des quatre murs, est une trappe sur le sol de la maison. Par elle le mort, au lieu de glisser horizontalement dans la chambre attenante, tombe verticalement dans le caveau, situé au-dessous. Mais la fermeture est la même et cette trappe n'est que la pierre de l'ancien dolmen.

Cette persistance des dolmens n'est pas un fait isolé : ces monuments ont persisté en Islande jusqu'au début de l'ère chrétienne (H. Martin), et il serait étonnant que, là où les causes qui leur avaient donné naissance ont persisté, ils aient eux-mêmes disparu. Si le hasard a voulu que les conditions physiques qui les ont engendrés persistassent dans un pays arriéré, rétif au progrès, rivé aux anciennes coutumes, les chances de survivance des dolmens ont été plus grandes encore.

C'est ce qui s'est produit à Bouziéyas. Le sol y est dur, rampant, couvert de neige ou gelé pendant une grande partie de l'année. Ce sont les conditions des causses de la Lozère, des plateaux calcaires de la Bretagne. La population y est arriérée, tellement fidèle aux vieilles traditions, qu'elle accepte difficilement pour ses morts, nous dit M. Suter, le cimetière, qu'on a fait récemment aménager. Il n'en fallait pas plus pour que l'usage des dolmens se répandît dans cette contrée et, une fois répandu, y persistât. La cause de la naissance de cette coutume et celle de sa persistance doivent être cherchées dans le milieu tellurique et dans le milieu social. Quant à voir dans ces phénomènes les preuves de l'existence d'une race spéciale dans cette contrée, je crois qu'il n'y a pas à y songer : Il n'y a pas eu de race de dolmens. Il y a eu des mœurs et des terrains à dolmens. Les terrains n'ont changé nulle part ; les mœurs n'ont pas changé partout !

La durée de la vie autrefois et aujourd'hui.

Par M. A. PICAUD

MESSIEURS,

Un jour (1) qu'il se promenait dans la Cité, le cardinal d'Armagnac aperçut, appuyé contre le porche d'une maison, un vieillard qui pleurait à chaudes larmes.

Emu à la vue de cet homme aux cheveux blancs, si douloureusement affligé, le cardinal s'arrêta et lui demanda pourquoi il pleurait ainsi :

- Je pleure, répondit le vieillard, parce que papa m'a battu.
- Papa vous a battu ? fit le cardinal, un peu surpris.
- Oui, Monseigneur.
- Et pourquoi donc ?
- Parce que je n'ai pas salué mon grand-père en rentrant (2).

Ce respectable vieillard avait 81 ans, son père en avait 103 et son grand-père 123.

Ces trois cas de longévité extrême dans une même famille ne constituent pas un fait isolé ; j'aurai, en effet, à vous parler de nombreux autres vieillards, auxquels l'hérédité a inoculé, si je puis ainsi m'exprimer, un principe de vie séculaire.

En présence de ces exemples de survie, le désir naît spontanément à l'esprit de savoir si l'on vit plus ou moins longtemps aujourd'hui qu'autrefois.

Durée de la vie. — Buffon (3) dit que la connaissance des probabilités de la vie est une des choses les plus intéressantes de l'histoire naturelle de l'homme, et qu'elle mérite une étude

(1) 31 juillet 1554.

(2) DE GESSEY. *Etrennes historiques*. Paris, 1753.

(3) BUFFON. *Histoire naturelle*, etc. T. 1, supp.

spéciale pour les horoscopes à en tirer. D'après lui, la durée de la vie serait de 7 à 8 fois la durée de l'accroissement. Flourens estime que la vie de l'homme, bien gouvernée, pourrait atteindre deux siècles. Mais on se rapproche beaucoup plus de la vérité en disant que la durée de la vie équivaut à 3 fois celle de l'accroissement. Ainsi, par exemple, un chien qui met 3 ou 4 ans à se développer, vit de 10 à 12 ans; un homme, qui croît en hauteur jusqu'à 26 ans, et n'acquiert le développement complet de tous ses organes qu'à 30 ans environ, peut vivre de 90 à 100 ans.

Quoi qu'il en soit, et c'est là un fait biologique reconnu, quand un individu a atteint son développement maximum, il y a arrêt d'abord, puis régression progressive et constante dans l'intimité de ses tissus et dans ses fonctions, jusqu'à ce que la vie ne puisse plus se manifester, c'est-à-dire, jusqu'à ce que l'organisme vieilli passe de la vie à la mort sans secousses et sans douleurs.

On pourrait bien dire qu'un organisme vivra d'autant plus longtemps qu'il met plus de temps à se développer. Mais comment expliquer le fait que la femme, qui atteint plus vite que l'homme son développement maximum, puisse vivre aussi longtemps, et quelquefois même plus longtemps que lui?

On a calculé que sur 9 enfants, qui naissent le même jour, un seul arrive à 70 ans; que 1 sur 33 arrive à 80; 1 sur 291 à 90; enfin, 1 sur 11,996 arrive à 100 ans révolus. Donc, s'il est vrai que l'homme peut vivre jusqu'à 100 ans, il y arrive pourtant difficilement, aujourd'hui comme il y a 2,000 ans, 4,000 ans même; il n'y a aucune différence à cet égard. Mais combien de temps vivait-on en moyenne autrefois, et combien de temps vit-on aujourd'hui?

Durée moyenne de la vie. — Il résulte des statistiques que la durée moyenne de la vie est, à notre époque, réellement supérieure à ce qu'elle était jadis.

D'après les calculs d'Ulpen (1), faits sur l'ordre de l'empereur Alexandre Sévère, et le dénombrement de l'Empire romain

(1) *Mémoires de l'Académie Royale de Paris*, 1828, t. I, p. 51.

opéré par Servius Tullius, la durée moyenne de la vie à cette époque était fixée à 30 années. Mais ce chiffre était sans doute inexact, car les moyens d'étude n'étaient pas alors ce qu'ils sont aujourd'hui.

Au moyen âge — âge guerrier par excellence — la durée moyenne de la vie était, à Genève, de 18 ans $1/2$, et, beaucoup plus tard, en 1826, elle s'est élevée jusqu'à 38 (1).

Pour Lejoncourt (2), la durée moyenne générale de la vie est toujours allée en croissant : de 22 ans qu'elle était à un moment donné, elle est allée à 29, et de 29 à 36; quelques-uns, dit-il, voudraient la fixer à 40.

D'une manière générale, on peut donc affirmer que la durée moyenne de la vie moderne s'est accrue comparativement à la moyenne des anciens.

Durée ordinaire de la vie. — La durée ordinaire de la vie, de la plus haute antiquité à nos jours, a toujours oscillé entre 70 et 80 ans; cette limite reste toujours la même, quels que soient les méthodes et les calculs employés.

Ainsi, le système de divisions adopté par Solon, qui divisait l'existence humaine en dix périodes septennales, la portait à 70 ans. Le système de divisions relaté dans les livres sacrés des Etrusques était différent; au lieu de dix périodes septennales, ils en admettaient douze, de sorte que la durée de la vie ordinaire totale atteignait le chiffre de 84 ans. Dante fixe aussi comme dernier terme de la vie l'âge de 70 ans.

Les auteurs modernes, bien qu'ils adoptent d'autres méthodes, arrivent à peu près aux mêmes résultats.

Burdach (3), après avoir exposé les méthodes de Schubert, de Löstner et de Butte, qui assignent respectivement à l'existence la durée ordinaire de 70 ans, de 72 et de 81, calcule autrement; en prenant pour base la durée de la vie fœtale et, en admettant que l'enfance représente douze fois cette vie fœtale, que le reste de l'existence représente douze fois la durée de

(1) *Bibliothèque universelle de Genève*, t. xxxvi, p. 136 à 140.

(2) *Galerie des Centenaires*, Paris, 1842.

(3) BURDACH. *Traité de physiologie*, t. v, p. 359.

l'enfance, il admet, pour la durée de la vie, 4,900 semaines, soit 76 ans en chiffres ronds.

Pour Lejoncourt, qui résume toutes les recherches faites avant lui, la durée ordinaire de la vie a toujours été la même, et elle est la même pour toutes les professions, sauf une, malgré l'opinion contraire de Haller.

Haller croyait que parmi les souverains d'Europe, il y avait eu plus de vieillards dans les temps modernes qu'au moyen âge. Or, Lejoncourt, en s'appuyant sur une statistique de 2,500 empereurs, rois, chefs de tribus, papes, etc., trouve que, depuis 600 ans, aucun souverain n'a atteint le siècle, et il conclut que la longévité semble diminuer uniquement chez les têtes couronnées, ce qui est, jusqu'à un certain point, consolant pour nous plébéiens.

La durée ordinaire de la vie a donc été et est toujours la même, avec des cas de longévité extrême beaucoup plus nombreux de nos jours que dans le passé.

Si maintenant, de la durée ordinaire et de la durée moyenne de l'existence humaine, nous passons à sa *persistance extrême*, nous remarquerons qu'elle est plus grande qu'elle n'était autrefois; il n'y a là rien de bien étonnant, puisque la durée moyenne elle-même est plus grande. En un mot, il y a eu des centaines dans les temps anciens et il y en a encore dans les temps modernes, mais en plus grand nombre.

Au siècle dernier, de vives polémiques se sont élevées sur ce point. Deux opinions étaient en présence : l'une, s'appuyant sur les attestations de la Bible, admettait la persistance de l'existence humaine; les cas de longévité des patriarches en étaient un exemple; l'autre refusait toute valeur historique à ces attestations.

Les explications n'ont pas manqué. Buffon crut trouver, dans la jeunesse du globe et dans la délicatesse des fruits au temps des patriarches, l'explication des différences énormes qui existaient entre la durée de la vie patriarcale et la durée de la vie des hommes de nos jours. C'était là une hypothèse ingénieuse, mais rien qu'une hypothèse.

Si nous prenons, au contraire, comme élément approximatif de comparaison, le *nombre* des centaines, nous arrivons à ce premier résultat, que le nombre des centaines est plus grand

aujourd'hui dans un seul grand Etat d'Europe qu'il ne l'a été dans toute l'Italie, 74 ans après Jésus-Christ.

Phlégon (1) dit que le dénombrement fait par ordre de Vespasien et de Titus ne contenait que 65 centenaires, 55 hommes et 10 femmes. Or, d'après les relevés de Lejoncourt, de 1824 à 1837, le chiffre des centenaires, par année et pour la France seulement, a oscillé entre 111 et 175. En Angleterre, dit un journal d'Edimbourg (2), on a compté un centenaire sur 3,100 individus. En Russie, on a compté, pour l'année 1814, 3,631 centenaires de 100 à 132 ans sur 891,652 morts; pour l'année 1827, 943 centenaires de 100 à plus de 160 ans, pour les hommes seulement; pour l'année 1838, 1,238 centenaires des deux sexes de 100 à 165 ans.

Si nous consultons les statistiques du ministère de l'agriculture, du commerce et de l'industrie d'Italie, pour l'année 1886, nous trouvons que, dans une période de 13 années, de 1872 à 1884, sur un total de 10,562,410 morts, 1,175 (454 hommes et 721 femmes) avaient plus de 100 ans. Et si nous comparons cette période de 13 années, pour l'Italie, à celle de 14 années (1824-1837), pour la France, mentionnée par Lejoncourt, nous voyons que la France, avec plus de population et avec une année de plus, compte 150 centenaires, alors que l'Italie en compte 1,175.

La statistique du même ministère, sur le mouvement de l'état civil pour 1889, publiée en 1891, nous montre que sur 820,431 morts, en 1888, il y avait 83 centenaires (31 masculins et 52 féminins; que sur 768,068 morts, en 1889, il en avait 84, 33 masculins et 51 féminins.

De ce que nous avons dit jusqu'ici, il résulte donc clairement que la durée moyenne de la vie est plus grande de nos jours que dans l'antiquité, que la durée ordinaire est la même, mais avec un plus grand nombre de centenaires.

Si, au lieu du nombre même des centenaires, nous prenons, comme terme de comparaison, l'âge limite de ces centenaires, nous remarquons que la longévité la plus extraordinaire n'est

(1) PHLÉGON. *De mirabilibus et longevis*. 1712.

(2) *Edimburg Philosophical Journ.* Déc. 1840.

point diminuée à notre époque et qu'aujourd'hui, comme il y a 4,000 ou 6,000 ans, elle est la même, sinon supérieure.

En éliminant, en effet, quelques cas de longévité erronée ou fabuleuse, impossible d'ailleurs, nous voyons que notre époque n'est pas moins riche en centenaires que les époques antérieures, et qu'aux exemples de la Bible nous pouvons en opposer d'autres tout aussi surprenants (1).

*
* *

Je ne crois pas que l'on puisse douter de l'existence de centenaires extraordinaires. Mais, ce dont nous devons surtout nous occuper, c'est de chercher les circonstances générales ou particulières qui font que la vie humaine peut atteindre une aussi longue durée et conserver toute son énergie; en d'autres termes, quelles sont les causes de cette prolongation de la vie?

Toute une série d'auteurs anciens et modernes se sont occupés de l'étude éthiologique de la longévité, et, parmi eux, il me plaît de citer ceux qui ont laissé des œuvres dignes de foi, tels que Bacon de Verulam, Haller, de Longeville d'Harcourt (2), Wipacher et Lamotte (3), Neumair die Sichersten (4), Bourdon, Hufeland, Lejoncourt, Lucas (5), etc.

On a supposé que quatre facteurs principaux pouvaient avoir une influence sur la durée de la vie, ce sont : le *climat*, la *race*, la *profession*, l'*alimentation*. Nous allons les passer en revue successivement :

1° Aucun de ces facteurs, le *climat* excepté, n'exerce une influence marquée. Très contestée par Buffon, Burdach, Prichard, Moreau de Jones, l'action du climat paraît admise d'une

(1) On dit que Mathusalem vécut 969 ans; mais les années de cette époque n'étaient probablement pas autre chose que des mois lunaires. Mathusalem aurait donc vécu 80 ans environ.

(2) DE LONGEVILLE D'HARCOURT. *De ceux qui ont vécu vieux*.

(3) WIPACHER et LAMOTTE. *Les Almanachs des Centenaires*.

(4) NEUMAIR DIE SICHERSTEN. *Mittel ein sehr hohes Alter zu erreichen*. Leipzig, 1822.

(5) P. LUCAS. *Traité philosophique et physiologique de l'Hérédité naturelle*, etc. Paris, 1847-1850.

manière indiscutable par Lejoncourt, qui dit que la patrie des centenaires, en Europe, se trouve dans le nord, en Angleterre, en Allemagne et en Russie. « Pendant une période de 28 ans, dit-il, l'année 1835 est celle où il y eut le moins de centenaires en Russie : 416; eh bien ! que l'on compare le nombre de centenaires qui existaient cette année-là en Russie au nombre de centenaires péniblement recueillis pendant trois siècles en Espagne, en Grèce et en Italie ! »

Lejoncourt exagère assurément. Il est bien vrai que c'est la Russie qui compte le plus de centenaires, mais pourquoi comparer une année à trois siècles ? N'avons-nous pas vu qu'en Italie seulement, dans le cours de 13 années, il était mort 1,175 centenaires, 90 pour chaque année ? En 1888, il en est mort 83; en 1889, 84. Or, si nous ne tenons compte que du nombre minimum, 83, 5 années suffisent pour obtenir le nombre de 415, bien voisin de 416; on peut donc dire que le rapport des centenaires en Italie à celui des Russes est comme 1 est à 5.

Il y aurait peut-être lieu d'accorder une certaine influence au climat sur le nombre des centenaires, mais on ne saurait le reconnaître comme *cause* de ce nombre : il y a des centenaires partout, dans les climats chauds, froids et tempérés.

2° La même incertitude règne sur l'influence de la *race*. — Burdach y croit, mais Buffon n'y croit pas. Pour ce dernier, l'Européen, le Nègre, le Chinois, l'Américain, l'homme civilisé, l'homme sauvage, tous se ressemblent sous ce rapport, parce qu'ils ont tous le même espace de temps à parcourir, parce que la durée ordinaire de la vie est toujours et partout la même. Prichard, au contraire, dit que s'il est vrai que la nature a, relativement à la durée de la vie, soumis toutes les nations à la même loi, il est vrai aussi que, dans certaines contrées, la vie est abrégée ou par des causes extérieures qui provoquent des catastrophes accidentelles et prématurées, ou par des causes qui nuisent à la santé.

De nombreux cas de longévité chez les nègres s'élèvent contre cette opinion. Chez eux, en effet, comme dans la race blanche, on compte des individus qui ont vécu 115, 120, 130, 140, 150, 160, 180 ans.

La *race* n'est donc pas une cause de longévité.

3° L'*alimentation* n'a rien à faire avec la longévité. En effet,

s'il est vrai que plusieurs centenaires signalés par Lejoncourt et Lucas, comme Czartan, Aubourg, Nouilhac, Jacques, Perchez et autres, vivaient d'eau et de légumes; s'il est vrai que Maria Préau vivait de fromage et de lait, Jean Paliot de coquillages, Jean d'Aubrego de choux cuits, Jean Mauluy de pain sec ou de soupe de fèves; s'il est vrai que Priou, mort en 1838, dans la Haute-Garonne, à 158 ans, âge le plus avancé qui ait été atteint en France dans les temps anciens et modernes, buvait de l'eau et suivait un régime très frugal, de même que, tout près de nous, la veuve Durand morte à 124 ans, à Auberives, près Pont-en-Royans; s'il est vrai, enfin, que Chevreul ne but du vin qu'une fois dans sa vie, le jour de son centenaire, d'autres ont fait usage de viande, de café, de liqueurs, de vin, et ont vécu jusqu'à un âge très avancé. Ainsi, l'on parle du médecin G.-A. Bandini, mort à 117 ans, de Camoux dit Annibal, de Catherine Raymond, qui buvaient beaucoup et mangeaient à ventre déboutonné, car ils étaient doués d'un appétit extraordinaire. Jacques Donold dévorait à chaque repas plusieurs livres d'aliments solides et buvait en proportion; Herbelot, comme il le disait lui-même, avait ouvert sa cave depuis l'âge de 50 ans et se portait très bien. Colombiewski, le vétéran populaire de la Grande Armée, buvait chaque jour plus d'un demi-litre d'absinthe.

De sorte que, conclut Lucas, non seulement l'alimentation, mais la *sobriété* elle-même n'ont qu'une influence très limitée.

En vérité, à côté de Maria et Nausenne, qui croyaient avoir trouvé la recette pour vivre longtemps, en joignant à beaucoup de sobriété le moins d'inquiétude possible et le calme des sens et de l'esprit, nous voyons surgir de splendides figures d'ivrognes qui ont illustré leur vie avec leur vice. Je me permets de vous en signaler quelques-uns :

Le tonnelier Jean-Pierre Gardien buvait chaque jour un verre d'eau-de-vie; en augmentant la dose dans les derniers temps, il arriva à en boire 450 litres dans ses deux dernières années. Le paysan Gabriel Chevalier s'est livré à la débauche d'une manière désordonnée. Les chirurgiens Espagne et Politiman considéraient comme médecine apte à prolonger la vie, l'ébriété profonde; depuis 25 ans ils s'enivraient chaque soir! Le boucher Philippe Larroque, mort à 102 ans, le chasseur

John Kirton, mort à 125 ans, ont été des buveurs célèbres. Enfin, l'existence de l'Irlandais Brown a été l'ébriété d'un siècle entier ; son épitaphe rappelle sa célébrité :

Ci-git Brown, qui sut, par la vertu de la bière forte, vivre 120 ans. Il était toujours ivre et si dangereux dans cet état, que la mort elle-même le craignait. Mais un jour où il était, malgré lui, roide et froid, la mort, plus hardie, l'assaillit et triompha de cet ivrogne sans égal.

4° La *profession*, comme les facteurs précédents, n'a rien à voir non plus avec la longévité, car il y a des centenaires dans toutes les professions et dans tous les métiers : savants, ignorants, lettrés, médecins, artistes, pasteurs, agriculteurs, joailliers, mineurs, etc., toutes ces positions sociales ont fourni des centenaires.

Il existait encore, en 1768, en Ecosse, un mineur de 133 ans, qui travaillait depuis 80 ans dans les mines de houille ; le *Moniteur officiel* anglais, de 1841, rapporte que Marie Seullie, de 106 ans, était depuis très longtemps dans une maison de peine de Limerick.

Que faut-il donc penser des circonstances et des conditions sociales ou telluriques dans lesquelles l'homme se trouve, lorsque la durée de sa vie dépasse un siècle ? Simplement ceci, c'est qu'aucune de ces circonstances ou conditions n'a une influence directe sur la prolongation de la vie, et que tout ce que j'ai eu l'honneur de vous dire à ce sujet démontre d'une manière incontestable que la longévité doit nécessairement dépendre d'une puissance de vitalité propre que les centenaires apportent en naissant, vitalité spéciale, douée d'une énergie caractéristique de ces être privilégiés, grâce à l'intégrité de leurs fonctions organiques.

Beaucoup de ces centenaires paraissent jouir d'une sorte d'immunité contre les maladies ; un grand nombre d'entre eux ne les connaissent même pas du tout. Ainsi, par exemple, Pierre Béranger, mort à 104 ans ; Pierre Gablier et sa femme, à 106 ; Pierre Macquard, à 102 ; François Le Beaufin, à 107 ; Maria Jouhan, à 111 ; Marin Chesnard, à 112 ; Dando, à 120 ; Thomas Paar, à 153, et tant d'autres, comme Politiman, Espagne, etc., n'ont jamais été malades.

D'autres centenaires, bien qu'ils fussent atteints de fièvre in-

termittente, d'ulcérations aux poumons, qu'ils fussent bossus, etc., ont vécu longtemps sans grande inquiétude. Lejoncourt enregistre parmi ses plus célèbres centenaires une longue liste de bossus.

Dans ces hommes merveilleux qui défient les siècles, dit Lucas, il n'y a pas seulement la vie simple — cette sorte de végétation dont sont doués les vieux organismes — mais la vie vraie, entière, avec toutes ses facultés et fonctions, mentales, motrices, sensorielles, affectives, sexuelles; tout, en un mot, s'accomplit dans ces organismes avec une énergie, une régularité et une persistance juvéniles, et en même temps incompréhensibles.

Il cite une série d'hommes et de femmes qui auraient procréé à un âge très avancé : Abraham, à 100 ans, et Sara, à 90; Thomas Paar, qui vivait au xvii^e siècle, fut mis en pénitence publique, à 101 ans, à la porte de l'église, pour avoir eu un enfant avec une jeune femme; Leboupin eut, à 103 ans, deux enfants; un centenaire de Pau se remaria à 107 ans, et de cette union naquit un fils!

Au xviii^e siècle, Massard se marie à 101 ans; Patrice O'Neil se remarie pour la 7^e fois à 116 ans. Au xix^e, Dufournel procréa encore à presque 110 ans. Enfin, le norvégien Surrington offre le phénomène inouï d'engendrer à 151 ans.

Cette preuve éclatante de résistance organique n'existe pas seulement dans le sexe masculin, mais aussi, comme je l'ai déjà dit, dans le sexe féminin. Un vieillard de 94 ans épouse une femme qui en a 83; celle-ci devient enceinte et accouche d'un beau marmot à terme; Marguerite Krobscowna, russe, accouche à 96 ans; une autre russe, de Moscou, redevient enceinte, en 1840, à l'âge de 123 ans. Une négresse de 125 ans, Maria Dolores Villanueva, mourait dernièrement à la Havane; elle avait conservé son lait jusqu'à 124 ans et élevé 14 enfants à son maître.

Je conviens que ce sont là des légendes; mais ce n'est pas tout. Quelques-unes de ces natures phénoménales échappent jusqu'à l'air de vieillesse que les nombreuses années impriment trop souvent à la grande majorité des mortels; elles n'offrent, en effet, aucun signe, aucune infirmité propre à la décrépitude. A ce propos, la réponse du rhéteur grec Giorgos

de Leontium, âgé de 107 ans, et précepteur d'Isocrate, qui vivait 4 siècles avant Jésus-Christ, à ceux qui lui demandaient pourquoi il tenait encore tant à vivre, est remarquable : « C'est parce que, disait-il, je n'ai aucun motif de me plaindre de la vieillesse. »

Ces heureux vieillards ne ressentent pas trop la fatigue des ans ; ils ne paraissent pas même vieux ; ils se sont arrêtés sur le chemin de la vie vers l'âge de 60 ans, et, au-delà de cet âge, l'existence persiste chez eux, mais ne s'éteint pas. Voici quelques exemples étonnants : Georges Domberger, mort en 1838, à 130 ans, était resté, extérieurement du moins, le même qu'à 65 ans ; Henri Francesco, de 134 ans, et qui vivait encore en 1820, aux Etats-Unis, paraissait un homme de 50 ans. Clément Barbet, à 110 ; Elisabeth Durieux, à 114 ; Noël des Quersonnières, à 117 ans, présentaient le même phénomène.

« J'ai vu, dit Brantôme, M^{me} de Moreville, mère de la marquise de Merzière, à l'âge de 110 ans, auquel elle mourut, aussi fraîche et aussi belle, aussi droite, aussi dispose et saine qu'en l'âge de 50 ans. Elle avait été très belle femme en sa jeune saison ». Il en fut de même de Fontenelle, qui vécut jusqu'à 100 ans moins quelques semaines, et qui, jusqu'à sa dernière heure, garda la force et la santé. Fontenelle aimait beaucoup le monde et la vie mondaine. Quand il mourut, un mauvais plaisant s'écria en voyant passer son convoi : « C'est la première fois que M. de Fontenelle sort de chez lui pour ne pas aller dîner en ville. »

Une autre particularité curieuse chez quelques centenaires, c'est la conservation des dents. Le D^r Alexis Mendez, mort à 102 ans ; Nicolas Marc, à 110 ; Nicolas Schroen, à 108 ; Anna Pesnel, à 110 ; Jacques Blovet, à 112 ; Antoine Nouilhac, à 115, et enfin, Gaspard Dragonetti, mort en 1826, à 120 ans, ont conservé les dents les plus enviables. Le D^r La Torre a connu un vieillard de 103 ans armé de dents capables de casser les noix et de briser le biscuit de soldats.

D'autres conservent leurs cheveux touffus et noirs comme à 20 ans, et, chose curieuse, chez quelques-uns, les cheveux tombent pour repousser noirs. Nous avons donc beaucoup à espérer de ce côté. Il en est de même des dents, qui tombent

pour repousser plus solides et plus belles; mais alors la vie est près de s'éteindre.

Parmi les centenaires qui ont recouvré des cheveux noirs, nous pouvons citer : Angélique Domangieux, mort à 103 ans; la comtesse d'Esmonde, à 104; Jean Boot, à 108; F. Sicardi Hongo, à 114; Jean de Boldecq, chanoine et doyen du chapitre de l'église de Kilcheberg, mort à 186 ans. En 1764, dans l'abbaye de Saint-Michel, on lisait encore cette curieuse inscription, qui rappelle le phénomène :

*De Kilcheberg canus
Edentulus decanus
Rursum negrescit
Dentescit
Hic requiescit.*

On parle également d'un vieillard de 80 ans, de Belfort, dont les cheveux, d'un blanc pur, redevinrent noirs en peu de temps et restèrent tels jusqu'à sa mort, qui arriva à 110 ans. Mais ce n'est peut être là qu'une légende.

Un très grand nombre de ces heureux centenaires ont réalisé le rêve de la mort idéale, c'est-à-dire de mourir sans souffrances, sans secousses, sans qu'un indice quelconque les ait averti d'une fin très prochaine. Pierre Bertrand, à l'âge de 102 ans, finit de manger et va se coucher, demande un verre de vin, le boit, met la tête sur l'oreiller et meurt; Archambault, de 105 ans, descend du lit, et, pendant qu'il s'habille, s'affaisse et expire; Jean de Lofitte, de 136 ans, rend le dernier soupir en se couchant, au milieu d'une tranquille conversation avec les siens.

Deux pâtres, l'un de 121 ans, l'autre — Jean Bayler — de 130, meurent appuyés contre un mur en assistant à la pâture de leurs troupeaux.

Les laboureurs, Louis Jouhan, de 108 ans; Antoine Senisse, de 111; Jean Majoudon, de 114; François Morsio, de 120, meurent en conduisant la charrue.

Les jardiniers, Marguerite Champenois, de 105 ans; Taroux, de 107; Jean Estienne, de 113; Jean Obst, de 155, rendent le dernier soupir en arrosant et en cultivant les fleurs odoriférantes.

Les chasseurs, Michel de Gourgues, à 105 ans; le baron de Lavaux, à 104; Pierre Duburre, à 114; Nazara de Vigè, à 118; Pierre Munde, à 130, et d'autres, chassent encore et s'éteignent en poursuivant et en pointant le gibier.

Des chirurgiens ont eu aussi le suprême bonheur d'expirer sans angoisses. On cite, à cet égard, le Dr Jacques Pomy père, mort à Paris, en 1824, à 102 ans; le Dr Espagne, de 112 ans, qui opéra jusqu'au dernier moment; le Dr Politiman, qui, quelques heures avant de mourir, avait extirpé habilement un cancer à une femme.

Des médecins centenaires sont morts au lit de leurs malades: Dyonis-Antoine Bandini, à 117 ans; Dufornel, à 120, etc.

Des prêtres sont frappés par la mort dans l'exercice de leur ministère. Ainsi, Aloin de Croches, à 113 ans; Pailhé, curé de Bonnemaison, à 105; le curé de Robion, à 108, meurent pendant qu'ils célèbrent la messe.

L'ouvrier meurt en travaillant: Charles Bohut, armurier, à 104 ans; Salettré, menuisier, à 107; Marguerite Chaumont, campagnarde, à 104; Marie Blanchard, journalière, à 104; Jean Cathela, cordonnier, à 108; Grandez, joaillier, à 126; un loueur de chaises, de 103 ans, pendant qu'il portait d'une maison à l'autre la paille nécessaire pour raccommoder un de ses meubles, et chantait sa joyeuse chanson, est renversé par un coup de vent et assommé contre un mur; tous appartiennent à cette classe d'êtres heureux.

Les mendiants, Pierre Fumery, de 105 ans; Nicolas Schroen, Duburg Krick, de 108; Robert Montgamer, de 126, et Florius Paris, de 139, meurent en frappant à la porte des riches ou en tendant la main pour recevoir l'aumône.

Quelle idée devons-nous nous faire de ces organismes remarquables? Comment expliquer l'état florissant des fonctions qu'ils conservent jusqu'à un âge si avancé? Une seule explication est en harmonie avec l'idée générale de la vie.

La vie consistant dans une lutte incessante entre les conditions extérieures et les conditions organiques internes, les organismes doivent s'adapter à ces conditions extérieures. L'adaptation implique donc un équilibre au moyen duquel ils peuvent continuer à vivre et produire une descendance; elle suppose, d'une part, une certaine résistance aux influences

extérieures, qui, si elles sont excessives, peuvent devenir destructives; d'autre part, une disposition de l'organisme à fléchir, en se modifiant, devant ces mêmes influences.

Ces principes, reconnus par Darwin, servent à expliquer la prolongation de l'existence chez tous les êtres, et la sélection naturelle. Si nous les appliquons à nos vieillards, il nous est alors facile de trouver la cause de leur longue existence. Ce sont, en effet, des organismes d'une grande résistance et merveilleusement adaptés, dès les premières époques de leur vie, au milieu physique dans lequel ils vivent; leur mort doit donc être une conséquence de conditions naturelles de leurs tissus et des fonctions qui y correspondent.

De tels organismes peuvent donner une descendance avec des caractères identiques aux leurs, et cela pour plusieurs générations : l'hérédité de ces caractères n'a, d'ailleurs, rien qui puisse surprendre.

Permettez-moi donc, s'il vous plaît, d'insister un peu sur *l'hérédité de la durée de la vie*, en rapportant quelques faits :

*
* *

On sait que les caractères physiques, tant à l'état de santé qu'à l'état de maladie, se transmettent de père en fils ; il en est de même de la durée de la vie, ainsi que de très nombreux caractères moraux et intellectuels. Et de même que nous avons des exemples très fréquents et indiscutables de familles dans lesquelles la vie s'éteint de bonne heure chez tous les membres, de même nous avons de nombreux cas dans lesquels la longévité passe, pendant plusieurs générations, des parents aux enfants.

Bush (1) dit qu'il n'a jamais connu d'octogénaire dans une famille où il n'y a pas eu de cas de longévité. Il cite à ce sujet les exemples les plus caractéristiques, qui se trouvent consignés dans les livres qui traitent cette question.

Dans le village de Conches, paroisse de Saint-Frézol (Cévennes), mourait Flavie Rouz, à 117 ans, en août 1758 ; son mari, Jacques Guin, mourut l'année après, à 114 ans. Ils

(1) BUSH. *Sammlung anseerlosen*, etc., T. xvii, p. 110.

comptaient 79 années de mariage et avaient eu 18 enfants — 12 garçons et 6 filles — dont 14 étaient vivants. Le fils aîné, Jacques Guin, avait 79 ans à la mort de ses parents ; le second, Pierre, en avait 78, et les autres en proportion.

Dans le mois d'octobre de la même année, Pierre Bertrand, de 102 ans, mourait dans la paroisse Saint-Martin, de Metz ; il laissa une sœur de 88 ans, un fils de 70, une fille de 65 et un autre fils de 60.

En 1773, mourrait, dans la cité de Siara Andrea, Visol de Neigreiros, à l'âge de 124 ans ; il possédait encore toute sa mémoire et était dans la plénitude de toutes ses facultés. Il était père de 34 garçons et de 5 filles, qui avaient donné le jour à 32 enfants, 52 neveux, 42 fils de neveux, pères eux-mêmes de 26 descendants. Ils composaient ainsi une famille de 195 personnes, dont 149 étaient pleines de vie, qui habitaient une seule maison, avec leur premier et vénérable auteur.

Le 25 décembre 1844, mourait, près de Pavia (Asturies), un riche laboureur, Gaspard Cifuentos, à l'âge de 119 ans, laissant un fils vivant encore en 1847 et âgé de 85 ans.

Une femme de 150 ans s'éteignait à Toulouse, le 6 février 1846 ; elle laissait une fille de 82 ans.

A Vaux-en-Velin, sur les bords du Rhône, existaient encore, en 1845, cinq frères et sœurs, enfants du même père et de la même mère, et qui avaient les âges suivants : Geoffroy, 92 ans ; Claudine, 89 ; Antoine, 86 ; Marie, 83 ; Pierre, 80 ; en tout 430 ans.

Madame de Montgolfier — la mère de l'inventeur des ballons — vivait encore en 1847, pleine de vivacité, avec ses 110 ans ; tous ses enfants avaient plus de 80 ans.

Le 10 mars 1890, l'indien Old Gabriel mourait à Monterey (Californie), à l'âge de 131 ans ; son fils Zachariah était mort quelques années avant lui, à Gonzalès, à l'âge de 114 ans.

Voici d'autres exemples qui montrent encore mieux l'influence de l'hérédité sur la durée de la vie.

Nous citerons, en premier lieu, la famille du vieillard du cardinal d'Armagnac.

On conserve, dans la bibliothèque royale de Bruxelles, le portrait et l'histoire d'un homme d'un âge patriarcal. C'est le cultivateur Jean Czartan, mort le 5 janvier 1724, en Hongrie,

à l'âge de 185 ans ; le plus jeune de ses fils avait alors 97 ans et l'aîné 155.

Dans le même pays et vers la même époque, mourait le célèbre Jean Rowir, qui ne vécut pas moins de 172 ans ; son fils cadet avait presque un siècle et l'aîné avait 115 ans.

En Turquie, le 6 mars 1779, mourait Jean Argus, à l'âge de 123 ans, laissant 9 enfants, dont 6 garçons et 3 filles ; leurs descendants, jusqu'à la cinquième génération, formaient le total de 160 personnes, qui habitaient toutes le même village. Le père de Jean Argus avait vécu 120 ans.

Vingt ans plus tard, le cultivateur Jean Surrington mourait dans les environs de Bergen (Norvège), à 160 ans ; le plus âgé de ses fils avait 103 ans, le moins âgé 97.

Un paysan de 157 ans est mort à Varsovie ; il s'était marié pour la première fois à 30 ans et vécut 58 ans avec sa femme ; veuf, il se remaria et vécut encore 55 ans avec sa seconde femme. Son père était mort à 150 ans.

Le paysan Jean Groza est mort, à 120 ans, en février 1839, dans le comté de Zorand, en Transylvanie ; il laissa un fils 100 ans et un neveu de 80.

L'Angleterre présente plusieurs de ces prodiges ; je ne citerai que les trois plus célèbres :

Jean Purs, de 152 ans ; son fils Jean Neuwil en vécu 127, et mourut en 1761, à Michaelstow.

Thomas Paar, que nous connaissons déjà, mourut d'indigestion, en 1635, à l'âge de 168 ans ; son fils en vécut 127.

Dans le comté de Cumberland, mourait, en janvier 1878, à l'âge de 138 ans, la nommée Jeanne Forester ; sa fille avait 103 ans.

L'Italie a eu aussi ses patriarches. Le célèbre chanteur Galvini mourait à Rome, en 1825, à 138 ans ; son fils mourut à 113 ans.

La France, enfin, fournit également son contingent. Citons quelques exemples :

En 1711, mourait Henri le Baucher, de Caen, à 115 ans ; son père en avait vécu 107 et son fils en comptait 73.

Jean Fileus mourait en 1715, à 108 ans ; son père était mort à 104 et il laissait un fils qui en avait 80.

A la fin du règne de Louis XIV, le 1^{er} avril 1716, le sellier

Philippe Herbelot mourait, à Paris, à l'âge de 115 ans. Admis, en 1714, à présenter pour la dernière fois un bouquet de fleurs au Roi à l'occasion de sa fête, Louis XIV lui demanda comment il avait fait pour arriver à un si bel âge. -- « Maître, répondit malicieusement le vieillard, dès l'âge de 50 ans j'ai fermé mon cœur et ouvert ma cave. » — Le père d'Herbelot avait vécu 113 ans et son grand-père 112.

Anna Cauchic vivait encore Dieppe, en 1772, à l'âge de 150 ans et pleine de santé ; son père était mort à 124 ans et son oncle à 113.

Né le 28 février 1728 à Valenciennes, Noël des Quersonnières vivait encore en 1845. Sa physionomie, dit son historiographe, était restée douce, l'ouïe et la vue avaient conservé une délicatesse de perception étonnante. A ceux qui l'interrogeaient, il avait coutume de répondre : « Voyez, ma famille descend de Mathusalem; il faut nous tuer pour que nous cessions de vivre. Mon grand-père maternel est mort subitement à l'âge de 125 ans, et je vous invite à mes funérailles... au siècle prochain (Lucas). » (1).

Pour clore cette longue liste, je ne dirai qu'un mot de deux centenaires intéressants, au point de vue historique.

Le 23 octobre 1789, pendant la séance de l'Assemblée nationale, réunie sous la présidence de Fréteau, on reçut un vieillard de 120 ans. Ce vieillard voulait voir l'Assemblée qui avait dégagé sa patrie des liens de la servitude. L'abbé Grégoire demande « qu'en raison du respect qu'a toujours inspiré la vieillesse, l'Assemblée se lève lorsque cet étonnant vieillard entrera ». Cette proposition est accueillie avec transport. — Le vieillard est introduit. L'Assemblée se lève; il marche, conduit par sa famille; il s'assied dans un fauteuil vis-à-vis du bureau et se couvre. La salle retentit d'applaudissements. Le vieillard

(1) M^{me} Julie Chiquet, née à Alney (Marne), et qui habite depuis de longues années la commune de Tours-sur-Marne, atteindra sa centième année le 17 février prochain.

La vieillesse est d'ailleurs héréditaire dans sa famille : la nouvelle centenaire avait une tante qui est morte à 103 ans ; sa grand'mère a vécu 101 ans, et sa sœur est âgée de 94 ans.

remet son baptistaire. Il est né à Saint-Sorbin (Jura), de Charles-Jacques et de Jeanne Bailly, le 10 octobre 1669. Le roi donne à l'archi-centenaire une pension de 200 livres, et l'Assemblée vote une autre pension destinée « à rendre plus tranquilles les derniers jours de ce vieillard respectable à tant de titres ».

Colombiewski (1) est né à Ostrovic (Pologne) en 1744. Ancien soldat de la garde du roi de Pologne Stanislas Leszczinski, il entra en 1766 dans le régiment d'infanterie français Bourbonnais et, depuis cette époque, il comptait 80 années de service actif passées sous les armes. Il fit 35 campagnes, parmi lesquelles celle d'Amérique sous Louis XVI, celle d'Égypte sous le Directoire, celle d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne et de Russie sous Napoléon. En 1815, il passa dans les vétérans; sa santé était toujours excellente, il était vif et droit malgré cinq blessures graves.

Messieurs,

Ce que je viens de vous exposer contient certainement quelque chose de fabuleux ou d'exagéré, en ce qui concerne du moins les limites extrêmes de la vie et ses manifestations. Mais en examinant les choses sans parti pris, je crois pouvoir me résumer par les propositions suivantes :

1° La durée de la vie est aujourd'hui ce quelle était il y a des milliers d'années.

2° Malgré l'incertitude des données statistiques, malgré la difficulté de trouver celle des siècles passés, on peut admettre que la durée moyenne de la vie moderne est supérieure à celle des temps anciens.

3° Le nombre des centenaires d'aujourd'hui est plus grand que celui d'autrefois; la limite extrême de la vie de nos vieillards peut rivaliser avec celle de la vie des vieillards des autres âges.

4° Quant aux causes de la longévité, ni la race, ni la profession, ni la nourriture, n'exercent des influences particulières.

(1) KUBOLSKI. *Vie de Jean Colombiewski*. Paris 1846.

res sur elle ; le climat, sans être une véritable cause, exerce au contraire quelque influence.

5° La longévité est rationnellement explicable avec les idées modernes sur l'adaptation.

6° La force de résistance que l'organisme acquiert dans la lutte pour l'existence, en s'adaptant aux conditions extérieures — force de résistance qui constitue la force vitale — est transmissible par hérédité.

7° Grâce à la civilisation, à l'éducation meilleure et à l'hygiène, on vit aujourd'hui plus longtemps qu'autrefois.

La plus grande durée de la vie chez nos ancêtres, invoquée par quelques philosophes, est donc un fait apparent, mais non réel. Aussi est-il bien ridicule de regretter le « bon vieux temps », car, si l'on vit plus longtemps aujourd'hui, il faut bien reconnaître une amélioration, tant dans les conditions extérieures à notre organisme que dans sa propre résistance.

Nous pourrions devenir plus forts, nous pourrions vivre plus longtemps encore, si nous pouvions rendre notre organisme plus résistant aux injures qu'il reçoit du dehors, si, mieux protégés, nous avions moins à craindre des ennemis qui nous attaquent.

Mais nous le pouvons. C'est à l'hygiène, à son étude infatigable, à son application rationnelle que nous devons cette solution.

Le but de la science nouvelle est donc de maintenir l'organisme dans un équilibre parfait, de proportionner la résistance à l'attaque, de manière que chacun puisse transmettre à ses enfants le sublime idéal d'une

Mens sana in corpore sano.

C'est alors, peut-être, que se réaliseront ces paroles d'Hufeland (1) : « L'organisation et la force vitale de l'homme peuvent, l'une durer et l'autre agir pendant deux siècles. » (2).

(1) HUFELAND. — *Journ. des trav. de la soc. franc. de Stat. univ.* — Vol 7., § 3, déc. 1841.

(2) Pour plus de détails, V. dans les « *Atti della Società Romana di Antropologia* », V. I, fasc. II, 1894, l'article de M. F. La Torre : *Quanto si vivrà altre volte*, auquel nous avons emprunté le plan et les grandes lignes.

SÉANCE DU 8 MARS 1897*Présidence de M. MILANTA, président.*

ÉLECTION

Est élu membre titulaire :

M. BRIANÇON, inspecteur des enfants assistés de l'Isère.

Correspondance imprimée.*Mémoires et documents publiés par la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie* (Échange). T. XXXV, II^{me} série. T. X. Chambéry, Ménard. 1896.*Mittheilungen des Anthropologischen Gesellschaft in Wien.* XXVI Band. VI Heft. Wien. 1896 (Échange).*Bulletin de la Société archéologique du Chatillonnais.* 12 bulletins avec nombreuses pl., de 1881 à 1894 (Échange).*Evolution quaternaire de la Pierre*, par G. de Mortillet.*Précurseur de l'Homme et Pithécanthropus*, par G. de Mortillet. 2 broch. Extrait de la *Revue mensuelle de l'Ecole d'anthropologie de Paris*. 1896-1897 (Don de l'auteur).*Dents de Rhinocéros*, discussion sur la terrasse de Villefranche (Don d'un des auteurs). M. G. de Mortillet.

**Recherches dans les Archives de la Mairie
de la commune de Charnècles,**

Par M. GIRARD, instituteur à Beaucroissant.

**Notes sur la période révolutionnaire, d'après un registre
des délibérations de la commune.****I****Fête Nationale.**

La Convention Nationale, par décret du 4 nivôse, an II, avait ordonné qu'une fête nationale serait célébrée sur toute l'étendue du territoire

de la République, en l'honneur de la reprise de Toulon aux Anglais. Les citoyens de la commune de Charnècles, près de Rives (Isère), sur l'invitation de leur municipalité, avaient en quelque sorte devancé les ordres de la Convention. Le neuf nivôse, ils avaient fêté chez eux ce succès de nos armes.

Néanmoins, pour obéir au décret de la Convention, le corps municipal se réunit de nouveau le dix-huit nivôse et décida qu'une fête solennelle serait célébrée le jeudi, jour du décadi.

« Le Conseil général de la commune invite ses membres à se rendre à la chambre commune, le jour énoncé ci dessus, à neuf heures du matin. Ils devront être décorés de leur marque distinctive. Il invite de même le comité de surveillance de s'y rendre à la même heure, pour marcher en ordre et se rendre au pied de l'arbre de la liberté pour manifester leur joie de la prise de Toulon et entendre les instructions et lois qui seront proclamées par le maire et les officiers municipaux ou tout autre. Il sera donné ordre au chef de la garde nationale de cette commune pour qu'il se rende avec ses deux compagnies, les hommes munis de leurs armes à feu ou piques, le même jour et à la même heure, auprès de l'arbre de la liberté. Tous les individus qui ne se soumettraient pas à cette décision seront convaincus de désobéissance aux lois et déclarés comme suspects. Le même jour, sur les six heures du soir, il sera fait un feu de joie. Tous les bons citoyens donneront du bois. De même, tous les citoyens sont invités à illuminer leurs maisons, suivant leurs moyens. »

II

Etat des plateaux et troncs d'arbres pour la confection des fusils.

« Le dix-huit nivôse an II, les membres composant le district de St-Marcellin envoient à la municipalité une circulaire pour l'inviter, au nom du salut public, à dresser, dans un délai de huit jours au plus tard, l'état des plateaux et troncs de noyers propres à être employés en bois de fusils, d'en connaître la quantité et de prendre les noms des propriétaires de ces objets.

Le corps municipal, réuni le 22 nivôse, désigne pour faire la vérification des plateaux et troncs de noyers dont il s'agit, les citoyens François Brizard et François Douillet, officiers municipaux. Lesquels pourront s'adjoindre le citoyen Thibaud, charpentier, pour s'assurer de la bonté des troncs de noyers qui seront trouvés appartenir à divers citoyens. Ils rapporteront le résultat de leurs opérations. »

III

Fourniture de lits.

Réunion du corps municipal du 26 nivôse, an II :

« Lecture faite de la lettre des administrateurs du district de Saint-Marcellin, en date du onze du présent mois de nivôse, parvenue le quatorze, et l'arrêté pris à cet égard, le dix sept dudit mois, par la municipalité, portant que cette commune se trouve comprise pour la fourniture de deux lits composés chacun d'une paillasse, d'un matelas, de deux paires de draps, de deux couvertures et d'un traversin. Le tout devant être, suivant la lettre des administrateurs du district de Saint-Marcellin, porté et remis à Grenoble, le vingt-un du présent mois, au magasin militaire.

Considérant qu'il n'existe dans cette commune aucun riche égoïste, aristocrate, ni suspect; considérant encore que les citoyens qui jouissent d'une certaine aisance doivent être ceux par qui le contingent assigné doit s'ouvrir,

Ont unanimement arrêté la liste des citoyens qui doivent concourir à cette fourniture, ainsi qu'il suit :

- | | |
|--|---------------|
| 1° Joseph Crozet, pour un matelas, ci..... | 1 matelas. |
| 2° Antoine Crozet-Billet, un drap, ci..... | 1 drap. |
| 3° Nicolas Gonard, un drap, ci..... | 1 drap. |
| 4° Claude Chassigneux, un drap, ci..... | 1 drap. |
| 5° Benoît Richard, pour un drap, ci..... | 1 drap. |
| 6° Joachim Déchaud, pour un drap, ci..... | 1 drap. |
| 7° François Martel la Souge, un drap, ci..... | 1 drap. |
| 8° Joseph Blanc, une paillasse, ci..... | 1 paillasse. |
| 9° Claude Massit, une couverture, ci..... | 1 couverture. |
| 10° Charles Marthelon, une couverture, ci..... | 1 couverture. |
| 11° Claude Raphaël, une couverture, ci..... | 1 couverture. |
| 12° Joseph Martel, de Lézardièrre, un traversin, ci. | 1 traversin. |

Pour la fourniture de tous lesquels objets, les citoyens dénommés ci-dessus, chacun en droit soit, sont requis au nom de la loi et du salut public, avec invitation de faire la fourniture à laquelle ils sont soumis pour demain à midi précis, et d'apporter le tout à la chambre commune, où se trouveront les citoyens Joseph Crozet, Antoine Raphaël, fils de Claude, membre du conseil général de la commune, Benoît Brellier, Louis Raphaël, membres du comité de surveillance, commissaires nommés à l'effet de vérifier si les objets qui seront fournis sont en bon

état et recevables. Pour conduire et transporter les objets ci-dessus au magasin militaire de Grenoble, le citoyen François Brizard est requis au nom de la loi de ce faire. Lequel sera accompagné par le citoyen Louis-Victor Blanchet, qui retirera du garde-magasin militaire récépissé des susdits objets fournis par la commune de Charnècles. » (Registre des délib., page 6.)

IV

Réquisition pour dresser un état des besoins de la commune.

« Du septidi vingt-sept nivôse, de la troisième décade de l'an second de la République, le corps municipal assemblé au lieu ordinaire de ses séances, l'agent national est entré et a dit : « Citoyens, vous avez reçu, le 22 nivôse, une lettre des administrateurs du district de St-Marcellin, en date du 18 du même mois, par laquelle vous êtes prévenus que pour remplir le but de la commission des subsistances et approvisionnements de la République, il est indispensable que vous connaissiez les citoyens qui ont besoin d'obtenir des denrées de première nécessité, dont la nomenclature vous est précisément donnée par la loi du maximum du vingt-neuf septembre dernier (vieux style); que vous dressiez un état général des demandes particulières qui vous seront faites; lequel vous ferez parvenir au directoire du district de Saint-Marcellin, pour qu'il puisse, en *ablottant* les états des besoins de toutes les communes de son ressort, présenter le résultat général des besoins du district. En conséquence, requiert que les dispositions de ladite lettre des administrateurs de Saint-Marcellin soient par la municipalité exécutées suivant sa forme et teneur. »

« *Recensement des biens communaux.* — Requierit encore l'Agent national, qu'il soit, incessamment et sans délai, dressé un état des biens communaux de cette commune, qui doivent être partagés suivant la loi du 10 juin dernier (vieux style), observant que dans cet état, la nature et la contenance des communaux doivent être exprimées, expliquées, si le partage en est fait et l'usage utile auquel on les a appropriés. Et attendu qu'il est constant que le partage de ces biens communaux n'a point été effectué, en ce que le citoyen Charmet, notaire à Tullins, commissaire nommé par la commune de Vourey, pour juger la contestation qu'élève cette dernière à la commune de Charnècles; attendu, dit l'Agent national, que ce partage n'a pu s'opérer par la négligence du citoyen Charmet, il est nécessaire d'établir dans cet état les causes qui

ont jusqu'à présent retardé l'exécution de la loi et d'exprimer si les communaux dont il s'agit sont propres à la culture des grains, et de quelle espèce, s'ils sont actuellement en culture. »

« *Etat des charrues de la commune.* — Au surplus, l'Agent national requiert que la lettre des administrateurs du district de Saint-Marcellin, en date du vingt-deux présent mois de nivôse, parvenue à cette municipalité cejourd'hui, portant qu'il sera dressé un tableau, dont le modèle est annexé à la présente, propre à faire connaître à la commission des subsistances et approvisionnements de la République le nombre de charrues et demi-charrues existant dans cette commune, tant celles affermées que celles tenues par les cultivateurs propriétaires, en indiquant les productions de chaque charrue, tant pour la quantité que pour la nature des denrées. Observant que la municipalité aura le plus grand soin de ne pas oublier d'évaluer toutes les productions en poids de mars et d'établir la contenance de terrain dont sera composée chaque charrue, non en sétérées, mais en arpents, lequel est composé de treize cent quarante-quatre toises seize pieds carrés; attendu que ce mode est indispensable pour arriver à des résultats généraux. Observant encore l'Agent national que pour former ce tableau la municipalité peut avoir recours à la matrice du rôle de la contribution foncière, et en tant que de besoin aux états de section de la matrice. Le tableau garni sera incessamment et sans délai, envoyé au district, attendu que cette opération est des plus pressantes et des plus vivement sollicitées par la commission des subsistances. Observant encore que dans la formation des tableaux dont il s'agit, les biens nationaux des émigrés doivent y être compris. Et à l'Agent national, sous toutes dues réserves et protestations, de dénoncer à qui de droit la municipalité en cas de refus et de retard. »

« A la suite des demandes énumérées ci-dessus de l'Agent national, le corps municipal décide qu'il s'occupera sans cesse et sans désespérer des objets qui y sont énoncés. »

V

Don des vases sacrés et autres objets patriotiques.

« Du vingt-huit nivôse, an deux de la République une et indivisible, le corps municipal étant assemblé dans le lieu ordinaire de ses séances,

Le citoyen Claude Perrin est entré et a dit que par arrêté de la Société populaire, il fut député conjointement avec le citoyen Louis Raphaël pour porter et faire recevoir à la Société populaire de Grenoble les vases ou ornements en argent de la ci-devant église de Charnècles, qui

consistent en un calice avec sa *pataine* et un ostensor, un ciboire, un petit porte-hosties, une petite boîte des saintes-huiles, et une somme de cent vingt-trois livres un sol en assignats, provenant des dons faits par les citoyens de cette commune pour l'extermination des Anglais. Observe ledit Perrin qu'il a rempli sa mission, ainsi qu'il résulte de la quittance du receveur de la Société populaire de Grenoble, en date du huit du présent mois ; demande que ladite quittance soit enregistrée dans tout son contenu et a signé. »

La quittance contenant la désignation des objets portés à Grenoble par le sieur Perrin est transcrite dans son entier au registre des délibérations, page 11.

VI

Fixation du prix des denrées.

« Le même jour, huit nivôse, an II, le conseil municipal, pour mettre un frein à la cupidité des cabaretiers et des boulangers, après avoir entendu l'Agent national, arrête à l'unanimité :

1° Que la livre de pain, froment pur, poids ordinaire, est et demeure fixée à trois sols ;

2° La livre de pain composé de seigle, blé noir ou froment, deux sols, même poids ;

3° La bouteille de vin première qualité de ce lieu et autres circonvoisins, de la contenance de trois demi-mesures de Voiron, est et demeure fixée à sept sols ;

4° La bouteille, même mesure, seconde qualité de vin rouge, six sols,

5° Le vin rouge, première qualité de ce lieu et autres circonvoisins, est fixé à neuf sols le pot, mesure de Voiron ;

6° Le vin de la seconde qualité de ce lieu et autres circonvoisins, est fixé à huit sols le pot, même mesure.

Inhibition et défense sont faites à tous cabaretiers et autres vendant vin à pot, à pinte, et à tous boulangers d'outrepasser ni excéder le taux fixé ci-dessus, à peine de dix livres d'amende et d'être déclarés suspects, conformément à la loi. Ainsi a été arrêté et délibéré par les sous-signés.

Au surplus, ordonne qu'à la diligence de l'Agent national, le présent arrêté sera lu, publié et affiché partout où besoin sera, aux formes ordinaires, dans le délai de vingt-quatre heures.

Malgré l'apparente vigueur de cet arrêté, il ne semble pas que les intéressés, les cabaretiers surtout, l'aient scrupuleusement observé. On

omettait de fixer le prix du vin blanc. Les cabaretiers s'en prévalurent pour le vendre neuf sols la bouteille. La municipalité dut combler cette lacune, le 16 pluviôse, an deux, et exiger que la contenance des bouteilles serait vérifiée par un agent spécial. »

VII

Nécessité d'avoir un tambour.

« Le 1^{er} pluviôse, an deux, l'Agent national manifeste son étonnement qu'il n'y ait point encore de tambour dans la commune de Charnècles. « Il est honteux, dit il, que dans cette commune, où il existe une garde nationale assez nombreuse, on n'ait pas un sujet en état de battre la caisse pour la rassembler lorsqu'il en est besoin et qui servirait aujourd'hui plus que jamais à réunir les citoyens pour entendre proclamer et publier les lois et décrets de la Convention Nationale et les arrêtés de police et autres mesures prises tant par le conseil général de la commune que par la municipalité. » Il demande au conseil municipal de s'occuper sans retard du choix d'un jeune citoyen auquel on fera apprendre à battre la caisse aux frais de la commune.

En conséquence de la demande de l'agent national, le conseil général de la commune, réuni le 19 pluviôse an deux, désigne pour apprendre à battre la caisse le citoyen Feýdel, fils de Jean. Il décide en même temps que les frais d'apprentissage, l'habillement et les gages seront à la charge de la commune. Fixe les gages du tambourg à vingt-quatre livres par année. »

VIII

Réquisition pour une fourniture de foin et paille.

« Le sept pluviôse an deux, l'agent national dépose sur le bureau du corps municipal une lettre des administrateurs du district de Saint-Marcellin, adressée à cette municipalité le trois du présent mois et qui n'est parvenue que ce jourd'hui. Ladite lettre portant que les administrateurs du district ont fixé le contingent de cette commune pour la fourniture de quarante quintaux foin, quinze quintaux paille de lien et neuf quintaux paille de cousage; observe que cette fourniture est nécessitée par la réquisition faite au département de l'Isère par les représentants du peuple envoyés près l'armée des Alpes et à Commune affranchie. En exécution des ordres du district de St-Marcellin, résultant de la lettre dont il s'agit, l'agent national requiert la municipalité, sous la responsabilité collective et individuelle des membres qui la

composent, de s'occuper sans aucun retard de la fourniture des quarante quintaux foin au magasin militaire de Moirans, et celle des quinze quintaux paille de liens et neuf de cousage à celui de Grenoble. Requiert que cette fourniture soit répartie, dans les vingt-quatre heures, sur les propriétaires et cultivateurs de cette commune, à chacun desquels la municipalité est requise d'adresser une réquisition particulière de fournir, dans le délai de trois jours au plus tard, la portion qui leur sera assignée, sous peine d'être poursuivis comme suspects.

Requiert en outre l'agent national que pour faciliter le transport des foins et pailles dont il s'agit, la municipalité nomme de suite un commissaire et l'autorise : 1° à faire conduire en masse, dans les magasins ci-dessus désignés, les denrées que chaque propriétaire et cultivateur livrera ensuite de la réquisition qui lui en aura été faite; 2° à en recevoir le prix ainsi que celui du transport et à en donner quittance; 3° à faire la répartition des sommes qu'il en aura reçu du garde-magasin, qui est tenu de les payer sur-le-champ à chaque propriétaire ou cultivateur, à raison de la qualité des denrées par lui fournies. Demande acte de sa réquisition et proteste de dénoncer tout retard et toute négligence que pourrait apporter la municipalité dans la fourniture dont il s'agit. Signé J. MARTEL.

Le huit pluviôse, la municipalité répartit ainsi qu'il suit la fourniture demandée :

- 1° Charles Martellon, 20 quintaux de foin.
- 2° Claude Raphaël, 20 quintaux de foin.
- 3° Joachim Déchaux, 4 quintaux paille de cousage.
- 4° Nicolas Douillet, 5 quintaux paille de cousage.
- 5° Antoine Raphaël, 3 quintaux paille de liens.
- 6° Jean Camet, 2 — —
- 7° Claude Chassigneux, 2 — —
- 8° Joseph Meyzin, 2 — —
- 9° Claude Chabon, 2 — —
- 10° Jean Mollier, 2 — —
- 11° Pierre Veyron, 2 — —

Bien entendu que le tout poids de mars. Pour faire la voiture de la paille, la municipalité requiert les citoyens Antoine Douron et Antoine Blanc, et nomme ledit Antoine Blanc commissaire pour la faire recevoir et en tirer le paiement audit magasin de Grenoble; au surplus pour le foin, requiert les citoyens Martellon et Raphaël pour conduire et faire la voiture audit magasin de Moirans; en outre, le corps municipal

nomme commissaire le citoyen Claude Raphaël pour se faire payer le montant dudit foin au garde magasin. »

IX

Instruction publique.

« Le vingt-six pluviôse an deux de la République Française, le corps municipal étant assemblé, l'agent national a dit que les articles 1, 2 et 3 du décret de la Convention nationale, du vingt-neuf frimaire dernier, sur l'organisation de l'instruction publique, section 1^{re} de l'enseignement général, portent qu'il est libre, qu'il sera fait publiquement, que les citoyens et citoyennes qui voudront user de la liberté d'enseigner seront tenus : 1^o de déclarer à la municipalité qu'ils sont dans l'intention d'ouvrir une école ; 2^o de désigner l'espèce de science ou art qu'ils se proposent d'enseigner ; 3^o de produire un certificat de civisme et de bonnes mœurs signé de la moitié des membres du Conseil général de la commune du lieu de résidence, et par deux membres au moins du comité de surveillance du lieu de leur domicile. Et attendu qu'il existe dans cette commune des citoyens et citoyennes qui enseignent la jeunesse, requiert la municipalité qu'elle ait à exécuter les dispositions du décret à cet égard, et notamment l'article 5, section 3, qui exige qu'il soit ouvert dans chaque municipalité un registre pour inscrire les noms des instituteurs et institutrices du premier degré d'instruction, et généralement de mettre en exécution par la municipalité tous les articles dudit décret. Signé : J. MARTEL. »

La municipalité ouvre le jour même le registre demandé par l'agent national.

X

Achat de cuir pour la confection des souliers pour les volontaires.

« Le vingt-six pluviôse an deux, au sein du Corps municipal, un membre propose qu'ensuite des ordres des administrateurs du district de Saint-Marcellin, du 21 pluviôse, qui requièrent la municipalité de Saint-Clair de faire délivrer à la municipalité de Charnècles un cuir fort par les tanneurs de Saint-Clair, que la municipalité de Charnècles leur payera au maximum, pour faire la fourniture des souliers pour les volontaires nationaux, la municipalité donne pouvoir au citoyen Jacques Fournier, maître cordonnier, de se transporter au lieu de Saint-Clair pour se faire livrer un cuir fort qu'il payera au maximum et que ses frais de voyage lui seront payés, suivant qu'il sera taxé par la municipalité. »

XI

Extraction du salpêtre.

« Le vingt-huit pluviôse an deux, l'Agent national requiert la municipalité de prendre les mesures nécessaires pour la formation d'un atelier propre et commun destiné à lessiver les terres salpêtrées, et à faire choix d'un homme en état de diriger ces opérations et d'éclairer les citoyens de cette commune sur celles qu'ils voudraient faire chez eux en se conformant à la loi du 14 frimaire dernier. Observant que si la commune a besoin de quelques avances pour subvenir aux premières dépenses de cet établissement, elle peut s'adresser à l'Administration du district, qui les lui accordera. Proteste l'Agent national de tous les retards qu'apporterait la municipalité à l'exécution de sa réquisition. »

XII

**Echange des matières d'or et d'argent
contre des assignats.**

« Le même jour, vingt-huit pluviôse, l'Agent national requiert encore que les citoyens soient invités par affiche et au nom de la loi, par la municipalité, de faire échange contre des assignats, dans les caisses publiques, des matières d'or et d'argent et du numéraire qu'ils ont en leur pouvoir, et ce conformément à l'art. 1^{er} de l'arrêté du district de Saint-Marcellin du 9 du présent mois. Proteste encore contre toutes négligences de la part de la municipalité qui est requise de faire lecture de l'arrêté du district dont il s'agit pendant trois décadis consécutifs et sans interruption. »

XIII

Réquisition de bois pour les forges de Renage.

« Du cinq ventôse, an deux de la République, le corps municipal de Charnècles, vu la lettre du citoyen Louis Salomon, fabricant d'acier à Renage, du même jour, qui dit que par ordre du commissaire du comité du Salut public de la Convention nationale, il invite cette municipalité de mettre en réquisition tous les bois taillis qu'il trouvera propres pour faire des charbons pour alimenter sa forge pour fabriquer de l'acier pour la nation. De même que tous les bois appartenant à l'émigré Saint-Jullien qui sont situés sur notre territoire de Charnècles, ainsi qu'un bois appartenant au citoyen Claude Raphaël, au mas de la Rencurelle. Observant que ce bois n'est pas situé sur notre territoire, que nous n'avons aucun

droit de le mettre en réquisition. Et le bois du citoyen Buis, situé au mas de Mollard-Rond.

Dans la même lettre il y a copie du pouvoir donné par le citoyen Duamet à Louis Salomon, fabricant d'acier à Renage, conçu en ces termes : Nous, commissaire du comité de Salut public de la Convention nationale, autorisons et donnons pouvoir au citoyen Salomon, de Renage, de mettre en réquisition les bois taillis qu'il trouvera propres à faire du charbon pour son acier, pourvu qu'ils n'aient pas encore été mis. Et qu'il l'autorise à faire couper lesdits bois, ou de requérir la municipalité dans laquelle ils sont situés de les faire couper dans le plus bref délai, sous leur responsabilité, conformément au décret de l'Assemblée nationale du treize pluviôse. Le corps municipal faisant droit à toutes ces observations, nomme deux commissaires pour se transporter dans tous les bois de Saint-Jullien, émigré, situés sur notre commune et de tous autres particuliers, pour en faire la vérification la plus exacte ; de désigner sur un mémoire fait par eux toutes les coupes de bois qui seront propres pour faire du charbon, et de réserver tous les bois taillis qui sont de belle coupe et de bonne venue pour entretenir les souches. Le corps municipal nomme commissaires pour remplir cette mission : Antoine Crozet, maire, et Nicolas Gonard. Lesquels ont accepté. »

XIV

Réquisition de bois, de chanvre et de goudron.

« Du six ventôse, an deux de la République une et indivisible, le corps municipal assemblé au lieu ordinaire de ses séances, l'Agent national a dit que l'art. 1^{er} de l'arrêté des représentants du peuple, fait à Commune-Affranchie, le vingt-deux nivôse dernier, porte que chaque citoyen qui aurait du bois, soit coupé, soit sur pied, propre à la construction et à la mâture des vaisseaux, du chanvre et du goudron, sont en réquisition pour le service de la République. L'art. 2 dispose que tous citoyens qui possèdent de ces objets sont tenus d'en faire la déclaration détaillée et par écrit au directoire de leur district dans le courant de la décade qui suivra la publication du présent, sous peine de séquestre et confiscation de ce qu'ils n'auraient pas déclaré. L'article 3 dispose que les déclarations doivent contenir l'indication des prix suivant le maximum de tous les objets portés en ladite déclaration. En conséquence, requiert la municipalité d'instruire, dans le plus bref délai, tous les citoyens de cette commune susceptibles d'être possesseurs des objets désignés en l'article 1^{er} dudit arrêté, pour qu'ils puissent faire leur déclaration.

Observe l'Agent national que l'exécution dudit arrêté est de la plus grande urgence pour mettre promptement notre marine sur le pied le plus respectable et assurer partout le triomphe de la liberté et de l'égalité, et anéantir les efforts des tyrans coalisés contre la République.

Signé: J. MARTEL.

En suite de cette réquisition, le conseil municipal décide séance tenante de nommer quatre commissaires, pris dans son sein ou dans celui du conseil général de la commune, qui devront se transporter dans toute l'étendue des bois situés sur le territoire de Charnècles pour vérifier, inspecter et mettre en réquisition tous ceux qui seront reconnus propres pour la marine. Ces mêmes commissaires seront tenus de se rendre chez tous les citoyens susceptibles d'avoir des bois sur leurs propriétés utiles à la marine, de leur faire inhibition et défense de faire couper ni enlever lesdits bois sans en avoir donné connaissance aux administrateurs du district des Thermopyles (ci-devant St-Marcellin). Lesdits commissaires sont autorisés, au nom de la loi, à prendre un état des chanvres qu'ils trouveront chez les particuliers de cette commune qui sera envoyé aux administrateurs du district. Le conseil municipal nomme commissaires les citoyens François Brizard et Nicolas Gonnard, officiers municipaux, Louis Sirand et Joseph Crozet, notables. »

XV

Défense de s'attrouper et de se déguiser.

« Du sept ventôse, le comité de surveillance de Charnècles ayant représenté au corps municipal que plusieurs citoyens se sont permis de s'attrouper et de se déguiser, qu'il ont ainsi contrevenu aux lois, notamment au décret de la Convention du sept août mil sept cent quatre-vingt-treize qui porte que tout citoyen qui sera surpris à faire patrouille ou déguisé en femme ou autrement sera puni de mort ; la municipalité, pour prévenir tous les désordres qui pourraient arriver, décide que son arrêté de ce jour sera publié et affiché pour que personne n'en ignore, et qu'elle prendra toutes les mesures pour découvrir ceux qui se rendront coupables de pareilles fautes. »

XVI

Réquisition pour empêcher de couper les baliveaux et autres arbres utiles à la marine.

Du vingt-trois ventôse, an deux, l'Agent national, instruit que les citoyens François Martel, notable, et Jean Fournier, membre du comité de surveillance, soi-disant commissaires nommés par le conseil général

de la commune, à l'effet de faire exploiter et couper les bois taillis propres à faire du charbon, mis en réquisition par le citoyen Louis Salomon, négociant à Renage, le cinq du présent mois, en suite du pouvoir qu'il en a reçu le jour précédent, se permettent de faire couper indistinctement tous les bois; et bien loin de conserver les gros baliveaux sans poids et sans mesure et ne laissent substituer que les petits de la grosseur du bras. Sans doute que ces commissaires prévariquaient dans les fonctions qui leur ont été déléguées, parce qu'il est difficile à croire que les intentions de la Convention nationale et du citoyen Duhamet soient d'autoriser les municipalités à détruire les baliveaux qui, dans quelques années, peuvent être d'un grand secours, non seulement à la marine, mais encore aux bâtiments qui pourront être susceptibles de réparations. Il est constant qu'il faut un nombre considérable d'années pour l'accroissement et la grosseur des bois propres à la construction. Donc, si l'on continue à couper les gros baliveaux et à ne laisser que les petits, il en résultera que ce fléau destructeur portera la plus grande atteinte à la marine et à l'intérêt général de la République. Par tous ces motifs, je requiers la municipalité qu'elle ait, sous sa responsabilité collective et individuelle, à prendre les mesures les plus efficaces et les plus promptes pour, sans interruption néanmoins, de la coupe des bois à charbonner, empêcher la continuation du coupement des gros baliveaux, et de veiller, au contraire, scrupuleusement à leur conservation; déclarant en outre que faute par la municipalité de satisfaire à la présente réquisition, il la dénoncera non seulement au district des Thermopyles, mais encore, en tant que de besoin, au comité de sûreté générale de la Convention nationale. »

Signé: J. MARTEL.

XVII

Réquisition de grosse toile.

« Du vingt six ventôse, an deux, l'Agent national dit qu'ayant pris lecture de la circulaire de l'Agent national provisoire du district des Thermopyles, en date du vingt-trois ventôse présent mois, parvenue à cette municipalité le vingt-six du même mois. D'après les dispositions de cette lettre, il annonce que le vingt-un de ce mois, un arrêté de la commission des subsistances et approvisionnements de la République, en date du quatre, portant, art. 1^{er}, que les toiles à sacs, treillis et fils servant à la confection de ces toiles, qui se trouvent dans la République, sont mis en réquisition. L'état en sera dressé sur-le-champ et envoyé à la commission. L'art. 2 dispose qu'aussitôt que cet état sera formé et envoyé à

la commission la réquisition se fera. Observe que l'exécution et les dispositions de la présente sont de la plus grande importance. En conséquence, il requiert, au nom du salut public, la municipalité, sous sa responsabilité collective et individuelle, de mettre sur-le-champ en réquisition les toiles à sacs, treillis et fils servant à la confection de ces toiles ; d'en dresser de suite un état indicatif du nom des propriétaires et de la quantité, et d'observer dans l'état dressé si ces toiles sont un produit du pays, ou si elles y ont été fabriquées. Si les métiers en toile et ce commerce situés dans l'étendue de cette commune sont en pleine activité, s'ils languissent, en dire les causes en indiquant les moyens de les rendre florissants, et ajouter au présent état la quantité de chanvre qui pourrait se trouver dans la commune. C'est pourquoi il requiert, somme et interpelle les membres de la municipalité de prendre les mesures les plus efficaces et les plus promptes pour faire passer dans un délai de deux jours le présent état à l'Agent national provisoire du district des Thermopyles. »

XVIII

Secours aux indigents.

« Par décret du dix-huit pluviôse, an deux, la Convention nationale avait ordonné la répartition d'un secours de dix millions aux indigents de toutes les communes de la République. L'état de répartition établi à Charnècles, conformément aux prescriptions de la loi, s'élevait à la somme de deux cent septante-six livres douze sols huit deniers. Je ne sais pas si les indigents touchèrent réellement cette somme. »

XIX

Location du jardin de la cure et du demi-arpent.

« Le dix germinal, an deux, la municipalité loue, au profit de la nation, provisoirement pour une année seulement, attendu que la nation se dispose à les vendre, le jardin de la ci-devant cure de Charnècles et un verger y attenant. Le citoyen Victor Blanc fut déclaré locataire au quatrième feu, moyennant la somme de cent septante livres. »

XX

Réquisition de cendres.

« Le seize germinal, an deux, l'Agent national dit que l'Agent national provisoire du district des Thermopyles vient d'adresser une lettre, en date du neuf courant, aux officiers municipaux de cette commune, par laquelle il annonce que la commission des armes et poudres de la Répu-

blique l'a chargé de mettre en réquisition et appréhension toutes les cendres provenant des fours communaux et des boulangers existant dans chaque commune; et comme il importe essentiellement aux intérêts de la République que cette mesure soit promptement mise à exécution, c'est pourquoi il a, par cette même lettre, chargé la municipalité de concourir de tout son pouvoir à seconder cette importante mission. En conséquence, je requiers que la municipalité mette sans délai en appréhension et réquisition toutes les cendres provenant des boulangers existant dans cette commune, de désigner le lieu où elles seront déposées et de fournir à ceux des boulangers qui apporteront leurs cendres un bon du poids de chaque livraison, pour qu'ils en soient payés suivant la fixation qui sera déterminée; comme aussi la municipalité instruira de ses démarches et de l'effet qu'elles auront produit l'agent national du district, sous peine de demeurer responsable du retard qu'elle apporterait à déférer à la présente réquisition. »

XXI

Réquisition de chevaux.

« Le même jour, seize germinal, l'Agent national requiert la municipalité de prendre les mesures les plus promptes pour que tous les chevaux propres à la cavalerie existants dans cette commune soient rassemblés et incessamment conduits dans celle des Thermopyles, et ce conformément à la lettre des administrateurs de ce district du quatorze courant, qui rappelle les dispositions d'un arrêté en date du douze du même mois, du représentant du peuple Gaston; et attendu que cette mesure est essentiellement liée au salut public, requiert qu'il y soit apporté la plus grande célérité. »

XXII

Coupe extraordinaire de bois.

« Le même jour, seize germinal, l'Agent national dit au conseil municipal que la lettre des administrateurs du district des Thermopyles, en date du treize courant, parvenue aujourd'hui à cette municipalité, rappelle les dispositions de la loi du treize pluviôse dernier, qui ordonne une coupe extraordinaire de bois dans les forêts de la République, et oblige chaque propriétaire de faire couper cette année la partie de bois qui aurait dû être coupée l'année prochaine. Et comme de l'exécution de cette loi dépend une partie du salut public, l'agent national requiert la municipalité de pourvoir sans délai à l'exploitation des coupes dans les

bois et forêts des particuliers qui refuseraient et négligeraient d'y faire procéder.

La municipalité est encore expressément requise de faire parvenir à la commission des subsistances et approvisionnements de la République un état de toutes les coupes qui doivent être faites, tant dans les forêts nationales que dans les bois et forêts des citoyens, et ce conformément au modèle annexé à la lettre dont il s'agit. Et pour n'apporter aucun retard à l'exécution de la présente, la municipalité est requise de mettre sur-le champ en réquisition les coupes à faire dans l'étendue de cette commune et de se conformer entièrement aux articles 1, 2 et 3 de la lettre des administrateurs, comme aussi d'apporter beaucoup plus d'ordre, de règle et d'énergie dans ces coupes que dans les précédentes. »

XXIII

Secours pour les défenseurs de la Patrie.

« Le même jour, seize germinal, l'Agent national, informé que la municipalité apporte la négligence la plus caractérisée à mettre à exécution les lois des vingt-six novembre mil sept cent quatre-vingt-douze, quatre mai, dix-huit juillet, quinze septembre mil sept cent quatre-vingt-treize (vieux style), six nivôse et vingt un pluviôse derniers, toutes relatives aux secours attribués aux défenseurs de la patrie, se voit forcé de suivre l'impulsion de son ministère et de réveiller l'autorité constituée du sommeil léthargique où elle est plongée, en la rappelant à la hauteur des circonstances et au niveau de ses fonctions; en conséquence, requiert que, sans délai, la municipalité mette à exécution les lois des vingt-six novembre mil sept cent quatre-vingt-douze, quatre mai, dix-huit juillet, quinze septembre mil sept cent quatre-vingt-treize, six nivôse et vingt-un pluviôse derniers, et notamment l'article 1^{er} du titre sept de cette dernière loi; de se conformer à l'instruction de l'Agent national provisoire du district des Thermopyles (Saint-Marcellin), en date du deux courant et à la circulaire du Ministre de l'intérieur en date du quatre ventôse dernier, qui fixe et détermine les mesures à prendre pour l'exécution des lois sus-rappelées. Requiert que la municipalité se livre entièrement à l'exécution de ces lois puisqu'elles tendent à procurer et à assurer des secours aux familles des défenseurs de la patrie. Elle serait coupable si elle ne se hâtait promptement de faire jouir aux citoyens des secours que ces lois bienfaisantes leur accordent. Proteste expressément de tous les retards qui ont été

apportés à l'exécution de ces lois et contre tout ce que la municipalité aurait pu entreprendre ou faire au préjudice de leurs dispositions. »

XXIV

Défense aux cabaretiers de donner à boire le dimanche.

Du six floréal, an deux de la République démocratique, une et indivisible, sur les six heures du matin, le conseil général de la commune assemblé avec le comité révolutionnaire de surveillance dans le lieu ordinaire de ses séances. Les citoyens Antoine Raphaël, fils de Claude, et Pierre Camet, commissaires députés par la Société populaire de cette commune, sont entrés et ont dit que dans sa séance du trente germinal dernier, ladite Société a pris un arrêté, dans les vues sages de détruire le fanatisme et de donner aux bras de tous les citoyens l'activité et l'action qu'exigent impérativement les intérêts de la chose publique ; en conséquence, lesdits commissaires ont invité au nom de ladite Société le conseil général à prendre des mesures rigoureuses pour parvenir au but de l'anéantissement du fanatisme et de l'inaction des bras. Se faisant de prendre un arrêté par lequel il sera fait inhibition et défense à tous cabaretiers et autres vendant vin, de donner à boire ni à manger à qui ce soit de cette commune, si ce n'est aux étrangers, le jour ci-devant appelé dimanche, sous peine de telle amende qui sera statué, solidairement tant contre les citoyens que contre les cabaretiers qui seront pris en flagrant délit et par suite déclarés suspects, et ont lesdits commissaires signé.

Le conseil général et les membres du comité présents, considérant que les vues qui ont donné lieu à l'arrêté de la Société populaire tendent à détruire le fanatisme, à arracher les citoyens des bras de l'inertie et de l'oisiveté, fléaux funestes à la société ;

L'Agent national provisoire entendu ;

Ont arrêté qu'inhibition et défense sont faites à tous cabaretiers et autres vendant vin, de donner à boire, à manger ni à jouer, soit aux boules, soit aux cartes, aux citoyens de cette commune, le jour ci-devant appelé dimanche, sauf aux étrangers et aux voyageurs, sous peine de dix livres d'amende pour la première fois et de trente livres pour la seconde, solidairement payables par celui des citoyens surpris en contravention et par le cabaretier contrevenant. Arrête, au surplus, qu'à la troisième récidive les contrevenants seront déclarés suspects et comme tels punis suivant la loi. Chargent l'Agent national de tenir la main à l'exécution du présent, ordonnent qu'à sa diligence il sera lu, publié et

affiché partout où besoin sera, et pour surveiller les contrevenants, le conseil général nomme et députe les citoyens Nicolas Gonnard, Claude Mollier, Claude Perrin et Antoine Blanc, avec injonction de remplir leur mission et de demeurer responsables des abus qu'ils toléreraient dans leurs fonctions. »

XXV

**Réquisition du cinquième de tous les grains,
farine et légumes secs.**

« Le vingt-neuf germinal, an trois, l'Agent national dit qu'il est parvenu cejourd'hui à la municipalité un arrêté du comité du Salut public de la Convention nationale, en date du quatre germinal présent mois. L'article 1^{er} de cet arrêté dispose que le cinquième de tous les grains, farines et légumes secs existant dans les départements, districts ou communes, affectés aux approvisionnements des armées et de la commune de Paris, sont en réquisition. L'article 2 veut qu'au reçu du présent arrêté les municipalités nomment un nombre suffisant d'officiers municipaux, notables et autres, qui seront chargés de reconnaître la quantité des grains battus et non battus, les farines et légumes secs appartenant aux communes et aux particuliers. En conséquence, il requiert les membres du conseil général de mettre sur-le-champ en exécution toutes les dispositions dudit arrêté. »

**Notes Ethnologiques sur la commune
de Brunissard (Hautes-Alpes),**

Par M. CHÉREL.

On ne parcourt pas longtemps les Alpes sans reconnaître que les habitants de chacune de ses vallées ont un caractère particulier qui les distingue assez nettement les uns des autres.

L'habitant de la Maurienne paraît plus intelligent, tout au moins plus industrieux, que l'habitant de la Clairée, lequel est moins dissimulé que celui de la Cerveyrette.

Ce dernier, avec ses fines oreilles, ses yeux rusés et toujours en mouvement, ne peut être confondu avec le naturel de la Vallouise, à la tête énorme, à l'œil aussi éteint que son cerveau.

Ces dissemblances ne sont dues, croyons-nous, qu'à des causes locales : climatériques, hygiéniques ou même sociales.

Dans la Maurienne on s'expatrie pendant l'hiver ; dans la Clairée on est sédentaire ; dans la Cerveyrette, le pays le plus pauvre des Alpes, on a longtemps vécu de contrebande, ce qui a développé la finesse jusqu'à la dissimulation. Le crétinisme des habitants de la Vallouise tient à des causes multiples.

Comme on le voit, ces dissemblances sont plus morales que physiques, sauf pour les derniers, et tiennent au genre de vie même des habitants, et si l'on transportait des familles d'une localité dans une localité voisine, leurs descendants se confondraient vite avec les premiers occupants.

En serait-il de même des habitants de Brunissard ?

Ne peut-on se demander si les éléments ethniques de sa population ne diffèrent pas très sensiblement de ceux des populations voisines ? C'est ce que nous allons rechercher.

Brunissard, dans les Hautes-Alpes, à l'altitude de 1,785 mètres, est le premier que l'on rencontre en passant du Briançonnais dans le Queyras, soit par le col d'Izouard (2,400^m), soit par le col des Ayes.

Le village, bien construit, domine un vallon perpendiculaire à la vallée du Queyras et la rejoint entre Château et l'Ange-Gardien.

Les communications latérales y sont difficiles permettant à la défense de résister de front sans crainte d'être tournée ; considération importante pour les gens qui d'un moment à l'autre devaient soutenir l'attaque des villages voisins.

Les trois villages de La Chalp, le Coin et Arvieux, situés au-dessous, sont catholiques. Tous les habitants de Brunissard sont protestants.

Mais ils ne se donnèrent au protestantisme qu'au xv^e siècle. Cette date n'est pas sans importance ; le village est formé, tout à coup, par immigration, au xiii^e siècle. Ses habitants ne sont donc pas des Vaudois, jetés hors de leur pays par les guerres de religion, puisqu'ils restent catholiques pendant deux siècles à Brunissard.

Les hommes y sont généralement grands ; ils sont secs, nerveux.

Les femmes sèches et nerveuses. elles aussi, sont brunes

avec des yeux noirs très brillants; de plus elles ont les extrémités fines. Ce ne sont pas là les caractères de la femme des localités voisines, généralement blonde, épaisse et lymphatique.

Montées sur un mulet qu'elles excitent constamment de leurs cris, elles vont labourer les champs ou bien porter les engrais pendant que les hommes le plus souvent fument étendus au soleil.

L'hiver, elles restent seules au village; les hommes descendent à Marseille ou se dispersent sur le littoral.

Les mariages avec des catholiques sont inconnus; cependant la consanguinité n'a pas abâtardi la race. Mais, comme on le sait, les Vaudois occupaient les vallées voisines du Fellice, du Clusorce, du Queyras, et le célèbre vallon d'Angrogne, leur sanctuaire, n'est pas éloigné de Brunissard.

En un temps où la religion était plus forte que la nationalité, les protestants durent facilement s'allier aux gens de Brunissard.

Quelques blonds parmi cette race brune semble confirmer cette hypothèse; toutefois, les Vaudois n'entrèrent que dans une faible proportion dans ce mélange.

Les habitants de Brunissard embrassèrent cette religion, simplement pour abandonner le catholicisme; ils ne semblent pas partager le fanatisme froid et compassé de leurs coreligionnaires de Dormillouze.

C'est aussi bien dans leurs mœurs que dans leur type physique qu'ils diffèrent de leurs voisins.

Dans le Briançonnais, comme partout ailleurs, chacun travaille pour soi, et c'est le régime de la petite propriété individuelle.

A Brunissard c'est presque le collectivisme :

Les pâturages, les bois et les forêts sont en commun.

N'est-ce pas encore là un des traits qui les rapprochent des Berbères? Eux aussi ne possèdent que collectivement, tout au moins ont une tendance à ne posséder que collectivement, comme l'établit le docteur Bordier « *La Colonisation scientifique et les colonies françaises*, par M. le docteur Bordier. »

Revenons à Brunissard.

Les intérêts de la commune sont-ils en jeu? la cloche,

située au sommet d'une tour pyramidale, est agitée; tous les hommes, jeunes et vieux, se réunissent, et chacun donne librement son avis.

Un jour par semaine le travail est consacré aux veuves et aux orphelins.

De grand matin on sonne la cloche : les hommes s'assemblent d'un côté, les femmes d'un autre; les escouades de travailleurs s'en vont en chantant, les uns relever le chalet d'une veuve, les autres faire des provisions de bois ou labourer le chant d'un orphelin, le tout sans aucune rétribution.

Quoi qu'il en soit, les gens de Brunissard et les Vaudois de Dormillouze, dont les mœurs ont en somme beaucoup d'analogie, sont incontestablement supérieurs aux habitants des villages voisins.

Les périls continuels n'ont permis qu'aux sujets les plus robustes, les mieux doués de sortir victorieux dans cette lutte pour la vie. L'hygiène y est mieux observée.

Nous aurons fini si nous disons que le patois des habitants de Brunissard possède encore aujourd'hui beaucoup de mots berbères ou kabyles.

On nous assure qu'un officier de l'armée d'Afrique en voyage dans les Alpes put se faire comprendre dans cette langue comme il le fit à Saint-Colomban-des-Villards.

Au cours de notre prochain séjour dans les Alpes, nous nous assurerons de la véracité de ce fait et nous connaîtrons alors l'origine de cette population si visiblement différente de ses voisins, que ceux-ci donnèrent au village de ces nouveaux venus le nom de Brunissard ; ils voulurent désigner par là un endroit habité par une race plus brune que la leur.

Peut-être, après la bataille de Poitiers, une partie des vaincus de Charles Martel traversa le Morvan et une petite tribu vint s'accrocher à ce vallon des Alpes? Ou bien encore, une fraction des Sarrasins établis dans l'Esterel aurait remontée vers le nord. C'est ce que nous essaierons de connaître.

Notes sur l'ethnologie du Congo français,

Par M. GODEL, administrateur colonial.

**Mœurs des indigènes : I. La justice chez les indigènes.
Le Boundou, poison dit d'épreuve. Le Tchougou, contre-poison. L'Icassa. — II. La case du sang.**

Franceville, le 15 mai 1895.

I

Un indigène accusé d'avoir commis un acte coupable doit pouvoir se justifier. Dans le cas contraire, il est soumis à une épreuve.

Les épreuves peuvent varier. Nous parlerons, ici, d'abord de celle du *Boundou*, d'après les indications de Tchagui, mon interprète, à Franceville.

Le Boundou est un poison employé par les indigènes, pour reconnaître l'innocence ou la culpabilité des accusés.

D'après leurs croyances, cette plante, préparée d'une certaine façon, doit empoisonner les gens réellement coupables, auxquels on en fait absorber et doit être inoffensive pour les autres.

Préparation du Boundou. — On fait un trou dans la terre argileuse; des feuilles de bananes, passées à la flamme, pour les amollir, serviront à le garnir. On jette dessus de l'écorce du Boundou, rapée, de l'eau, et l'on agite le tout. Dès que la solution devient rouge, le poison peut être administré.

Epreuve. — On fait venir le patient; s'il refuse d'absorber le breuvage, il est considéré comme coupable; s'il en boit et qu'il soit empoisonné, on lui administre vivement un contre-poison, mais il est reconnu coupable et, comme tel, doit, s'il ne meurt pas, payer une amende suivant l'importance du délit.

Dans certains cas, il est permis à l'accusé de faire faire l'épreuve sur un animal substitué à lui-même.

Dans ce cas, on emploie généralement une poule, à laquelle

on ouvre le bec, pour lui faire avaler quelques gorgées de la préparation.

Si le poison produit son effet, la poule sera prise d'un tremblement et périra. Son maître sera déclaré coupable et condamné à payer une amende. Si au contraire elle rejette ce qu'on lui a fait absorber sans mourir, son maître emporte sa poule et a gagné son procès.

Il convient d'ajouter que, chez les indigènes, l'équité ne préside pas toujours aux jugements rendus, et que, souvent, la décision des juges peut être subordonnée à la valeur de cadeaux intelligemment offerts à certaines influences par l'accusé ou par ceux qui s'intéressent à sa défense.

Dans ces conditions il est permis de supposer que les doses de Boundou, plante à base de strychnine, peuvent être proportionnées à l'intérêt que le féticheur, juge et exécuter en la circonstance, doit avoir pour le patient; la dose est, suivant les cas, mortelle ou inoffensive.

Je ne connais pas d'épreuve où la volonté du féticheur ne puisse prévaloir dans l'expérience qu'il fait en public. De sa propre volonté dépend l'accusé.

Le *Tchougou* des indigènes, qui sert de contre-poison, est un grand arbre qui produit de gros fruits en novembre et décembre. Son fruit est employé comme contre-poison du Boundou.

Préparation. — Ce fruit et rapé, mélangé avec de l'eau et de la terre argileuse, sorte de marne, avec laquelle les indigènes font des poteries.

Cette préparation doit être absorbée dès les premiers symptômes d'empoisonnement.

Le poison s'évacue généralement par l'intestin, même chez les animaux.

Epreuve de l'Icassa ou Okassa. — Il existe une autre forme d'épreuve judiciaire, mais son usage disparaît, car il n'est plus connu que par les vieillards. On prend une petite marmite de terre qu'on remplit d'eau, environ de $1\frac{1}{5}$ de ce qu'elle peut contenir. On la place sur le feu et le féticheur jette alors dans l'eau qu'elle renferme une substance inconnue (*Icassa ou Okassa*). Les inculpés se tiennent autour du feu. Si

l'eau de la marmite s'évapore, l'accusé est reconnu coupable, après toutefois que l'expérience a été répétée quatre fois.

Si au lieu de s'évaporer l'eau boue et s'échappe de la marmite, il est reconnu innocent, après que l'épreuve a été recommencée également 4 fois.

II

Dès que l'on s'aperçoit qu'une jeune fille a des pertes de sang, on appelle plusieurs personnes du village, hommes femmes ou enfants.

Le fait constaté, les jeunes gens s'assemblent et vont à la chasse, dans le but de procurer de la viande en abondance à la jeune fille et pour la fête qui suivra sa convalescence.

La jeune fille doit rester chez elle pendant environ 6 jours. Elle n'en sort que pour les cas indispensables, et dans sa case on entretient constamment du feu.

Le jour où les pertes cessent, elle peut sortir, et, en signe de réjouissance, on tire plusieurs coups de fusil.

Elle est alors revêtue de ses plus brillants atours; au besoin, on lui prête des parures pour la circonstance.

Enfin, elle est placée, sur des nattes, dans une case, espèce de hangar, où elle est visitée et complimentée par ses amis et connaissances. Généralement, chaque visiteur lui laisse un petit présent.

Si c'est une fille de chef, elle va cérémonieusement lui faire une visite, puis se retire dans la case, où elle recevra les visiteurs et leurs cadeaux.

Si c'est une fille du village, le chef vient la voir sans cérémonie.

La jeune fille reste parée, pendant toute la durée de la fête, quatre jours environ.

Son costume consiste en étoffe du pays ou d'Europe; sa parure se compose de colliers de perles polychromes, cylindres, etc., etc., clochettes, bracelets d'ivoire, de fer ou de cuivre, voir même en corne de pied d'éléphant.

Ces ornements sont placés au col, aux poignets et aux chevilles.

Ces parures sont des plus variables.

Elle est peinte des pieds à la tête, avec une couleur rouge produite par un bois teintorial, réduit en poudre, mélangée avec de l'eau ou de l'huile de palme.

Les cheveux huilés, parfois même colorés en rouge, sont soigneusement tressés, en crête, au sommet de la tête; une jolie plume d'oiseau, placée dans les cheveux, complète la coiffure.

Le visage n'est pas toujours complètement rouge, on y applique aussi du blanc, espèce de kaolin, ou du noir, produit par le suc d'une espèce d'indigo.

De petites graines blanches ou jaunes, semblables à celles des tomates, sont alignées et collées autour des yeux.

Ces genres de maquillages sont des plus fantaisistes et des plus variables.

Ces cérémonies se pratiquent pour les gens libres et même pour les esclaves.

Quant aux autres femmes, des cases sont spécialement construites pour elles. Elles sont placées au milieu du village, ou dans un endroit isolé mais abrité. En général, chacun évite d'en approcher, même lorsqu'elles sont vides. Chaque homme marié en possède une spécialement affectée aux femmes composant sa famille.

∴

M. BORDIER rappelle que le *Boundou* est une apocynée — et que les épreuves juridiques sont répandues dans une grande partie de l'Afrique. L'Europe n'a pas à s'étonner de ces pratiques, puisqu'il y a quelques siècles la justice était encore rendue chez nous par le *jugement de Dieu*.

De l'application des rayons de Roentgen à l'anthropologie,

PAR MM. LES D^r BORDIER ET PAUL DODERO.

Les applications des rayons de Roentgen à la médecine et à la chirurgie préoccupent actuellement à bon droit le monde médical. De tous côtés les médecins cherchent une application nouvelle au diagnostic des maladies. L'étude de l'homme sain, si complète qu'elle paraisse aujourd'hui, peut, je crois, gagner elle-même en précision, par l'emploi de la nouvelle méthode d'investigation, dans les recherches anthropologiques.

C'est, bien entendu, l'étude du squelette qui peut la première attirer l'attention. On sait déjà, en effet, d'après les mesures prises sur le squelette, qu'il existe un certain nombre de différences, sous le rapport de la conformation des diverses parties du système osseux, entre les races humaines; mais cette observation serait bien plus intéressante, plus fréquente, si elle pouvait être faite chez des individus vivants.

Les mensurations des membres sont faites aujourd'hui de deux manières : 1° sur le vivant ; 2° sur le squelette.

Quel rapport peut-on faire entre ces deux mensurations ? Quelle est la mesure de leur concordance et de leur divergence ? Quelle modification faut-il faire subir à l'une pour avoir l'autre ? Autant de questions qui pourront être résolues par la radiographie.

Certains points de détails pourront facilement être constatés sur le vivant ; il me suffira de citer : la *perforation olécranienne*, fréquente dans la race jaune (36 %) ; chez les Guanches des Canaries (25 %) ; chez les nègres (21 %) ; moins fréquente à l'époque de la pierre polie dans notre pays (10 %) ; plus rare encore chez les Parisiens du IV^e siècle (5,5 %) ; plus rare encore chez les Parisiens du moyen âge (4,1 %) ;

Le *fémur à pilastre* ;

Le *tibia platycnémique* ;

Le *flexion en arrière* de la tête du tibia, fréquente à une certaine époque ;

L'incurvation du cubitus et la grande dimension de l'olécrane, qui se rencontraient dans les races préhistoriques.

Tous ces caractères pourraient actuellement être recherchés chez le vivant.



M. P. DODERO fait voir aux membres de la Société un certain nombre de projections radiographiques : un avant-bras sur le vivant ; à travers les vêtements on distingue dans leurs détails le radius et le cubitus ; la colonne vertébrale d'un sujet vivant ; on distingue la projection des côtes et des masses noires au niveau du cœur et du foie.



BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME QUATRIÈME

N° 2. — JUILLET 1897

SOMMAIRE

Séance du 5 avril : Nominations de MM. REY, libraire, et Dr JACQUEMET, membres nouveaux. — *Correspondance* : Circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique, relative à l'encouragement des recherches archéologiques et ethnologiques. — *Distinctions honorifiques* : Récompense accordée par M. le Ministre de l'Instruction publique à M. GIRARD, instituteur à Beaucroissant, pour ses recherches dans les archives des mairies. — *Travaux originaux* : Notes pour l'Histoire de l'assemblée municipale de la communauté de Besse, au XVIII^e siècle, par M. OUGIER. — Fragments de la grammaire de l'Oisans, par M. OUGIER. — Rapport de la Commission des fouilles, par M. MULLER. — Ethnologie du M'zab, par M. le Dr TESTEVIN.

Séance du 3 mai : Nomination de M. JAY, maire de Grenoble. — *Travaux originaux* : Silex anciens, emmanchés de nos jours par un aliéné, par M. H. MULLER. — Notes pour servir à l'histoire de la commune de Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, par M. O. CHENAVAS, député. — Notes sur la commune de Rives, par M. GIRARD. — Compte rendu des fouilles pratiquées à la station néolithique des Balmes de Fontaine, sous les auspices de la Municipalité, par M. H. MULLER.

Séance du 14 juin : Nouvelles fouilles au Monétier-d'Allemont, par M. H. MULLER. — Note sur une hache en bronze à talon, par M. H. MULLER. — Les sutures de la voûte du crâne envisagées au point de vue des sexes, par M. PICAUD. *Discussion* : MM. BORDIER et BONNET.

GRENOBLE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT

1, rue Pasteur (voie Centrale).

1897

En vente aux librairies Gratier, Drevet, Terrier, Perrin et Falque.

TARIF DES TIRAGES A PART

par feuille de 16 pages.

25 exemplaires	10 francs.
50 —	12 —
100 —	15 —

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME QUATRIÈME

N° 2. — JUILLET 1897



GRENOBLE
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT
1, rue Pasteur, 1 (voie Centrale).

1897

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

SÉANCE DU 5 AVRIL 1897

Présidence de M. MILANTA, Président.

ÉLECTIONS

Sont élus membres de la Société :

MM. REY, libraire;
D^r JACQUEMET.

Correspondance.

M. le *Secrétaire général* donne lecture de la circulaire suivante du ministère de l'Instruction publique, relative aux encouragements à donner aux recherches archéologiques.

Circulaire relative à la participation des instituteurs aux recherches historiques et archéologiques.

Paris, 15 mars 1896.

MONSIEUR L'INSPECTEUR D'ACADÉMIE,

Un certain nombre de sociétés savantes m'ont signalé les services rendus par des instituteurs publics dans les recherches historiques ou archéologiques, et elles m'ont demandé d'encourager les maîtres qui veulent bien participer à ces intéressants travaux.

Déjà, mes honorables prédécesseurs ont, à diverses reprises, engagé les instituteurs à s'intéresser aux questions d'histoire

locale et à rédiger des monographies communales. Un assez grand nombre de ces monographies ont figuré à l'Exposition de 1889 ; il serait désirable que la collection fût enrichie et complétée pour la future exposition universelle. J'ai d'ailleurs constaté avec satisfaction que MM. les Inspecteurs d'Académie ont, dans plusieurs départements, recommandé très instamment aux instituteurs de poursuivre ces études historiques devant constituer une source importante pour l'histoire communale.

Les instituteurs ne participeront pas moins utilement aux recherches archéologiques, soit en s'y livrant personnellement, soit en y associant les élèves, en les initiant, au cours de promenades ou d'excursions, à reconnaître les pierres anciennes, les outils primitifs enfouis sous terre, à les réunir, à les classer et à en former des collections instructives. Des indications sur cet ordre de recherches, telles qu'elles peuvent être entreprises par l'instituteur, ont été récemment données dans le Bulletin de l'instruction publique de la Charente-Inférieure. Les instructions ci-après reproduites seront consultées avec profit par les instituteurs qui seraient disposés à s'adonner à cette étude et à ces investigations.

Plusieurs Conseils généraux, pénétrés de l'importance des services que peuvent rendre à cet égard les instituteurs publics, ont alloué une subvention destinée à récompenser ceux d'entre eux qui auront apporté à ces recherches archéologiques ou historiques le concours le plus actif et le plus apprécié. Je serais, pour ma part, disposé à tenir compte aux instituteurs des services qu'ils rendraient à ce point de vue et à leur accorder un témoignage de satisfaction soit par un don de livres, soit par une lettre de félicitations, sur la proposition que vous m'adresseriez, d'accord avec M. le Préfet.

Je vous prie, Monsieur l'Inspecteur, de vouloir bien insérer cette circulaire au Bulletin départemental et de m'en accuser réception.

Recevez, etc.

Le Ministre de l'Instruction publique, E. COMBES.

M. le *Secrétaire général* donne ensuite à la Société communication d'une récompense accordée, en raison même de cette circulaire, à notre laborieux et actif collègue M. Girard, instituteur à Beaucroissant :

Récompense décernée par M. le Ministre de l'Instruction Publique à M. Girard, instituteur à Beaucroissant.

Nous sommes heureux d'enregistrer la première application de cette circulaire faite, dans l'Isère, par M. le Ministre de l'Instruction publique, en faveur de notre dévoué collègue M. *Girard*, instituteur à Beaucroissant, pour les recherches historiques qu'il a communiquées à la *Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie*, et qui ont été insérées dans nos bulletins. Le Ministre a bien voulu faire don à M. Girard d'un ouvrage sur la Révolution française.

La Société adresse ses remerciements à M. le Ministre ainsi qu'à M. Rey, inspecteur d'académie, qui a bien voulu lui faire apprécier ces travaux; elle est doublement heureuse et de la juste récompense dont la valeur est surtout morale, accordée à un collègue dont le zèle est infatigable, et des encouragements que reçoivent ainsi ses travaux; elle se plaît à trouver là une sanction de l'appel qu'elle faisait à tous les chercheurs lorsqu'elle exposait en 1894 son programme général : « La Société fait appel, disait ce programme, à tous les chercheurs, même aux plus modestes : savants, médecins, ingénieurs, historiens, littérateurs, artistes, instituteurs, collectionneurs, bibliophiles, simples amateurs, et leur demande d'apporter un fait, un document, si minimes soient-ils, qui, réunis à d'autres faits, à d'autres documents, finiront par constituer sur une base solide notre histoire locale, encore à faire, et dont le temps détruit chaque jour un certain nombre d'éléments. »

LE BUREAU.

Notes prises dans les Archives de la commune de Besse,

Par M. OUGIER.

Mode d'élection municipales en 1790.

Assemblée municipale de la Communauté de Besse.

« Du jeudy compté le dix-huitième février, année courante mille sept cent quatre-vingt-dix, sur les deux heures de relevé, dans l'église de paroisse de Saint-André de Besse, ensuite de la proclamation faite par M. Surrel, curé dudit lieu, et de celle faite à cri public et par affiche à la porte muraille de l'église,

Se sont assemblés Messieurs les cy dessous nommés faisant la majeure partie des habitants de ladite Communauté, aux quels le sieur Consul a dit qu'ils étaient convoqués en vertu des décrets de l'Assemblée nationale des mois de décembre dernier, revêtus de la sanction royale et de ses lettres patentes, qui ordonnent qu'il sera formé dans chaque communauté un Corps municipal d'administration; qu'il s'agit d'élire les membres qui doivent le composer : 1° du président, le premier de la présente assemblée, des personnes du sieur François Hustache et Jean Retourna feu Jean, lesquels cy présents donnent serment de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loy et au Roy, et de bien remplir leurs fonctions, lesquels ont esté nommés par scrutin, et ont signé : F. Hustache, J. Retourna.

Noms et surnoms des habitants qui ont droit d'élire en la présente assemblée municipale.

MM. (suivent les noms au nombre de 140).

Après qu'il a esté pris lecture des susdits décrets aux assemblées, il a esté observé que l'état de la population de cette communauté arrive à 960 âmes, ainsy que d'après l'article 25 du susdit décret la municipalité doit être composée de 6 membres, y compris le maire. J. Hustache.

Il a été choisy pour scrutateurs en la personne des sieurs André Garcin, Claude Retourna et Jacques Faure, lesquels ont fait le dépouillement du scrutin pour la nomination d'un maire,

dont il résulte que la pluralité des suffrages est tombée sur sieur Sébastien Ougier, lequel cy-présent a promis d'en faire les fonctions à la forme des lettres patentes et instructions cy dernier énoncées, lequel a prêté le serment de maintenir de tout son pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèle à la nation, à la loy et au Roy. et de bien remplir ces fonctions. Il a avec nous signé : S. Ougier, F. Hustache, J. Retourna, secrétaire.

Et comme l'heure tarde, renvoyé la continuation de la présente élection, à huit heures du matin, et avons signé : F. Hustache, J. Retourna, secrétaire.

Du vendredy 19^e jour du mois de février, année 1790, sur les deux heures de relevée, sont présents tous les habitants électifs dudit Besse, pour la continuation des membre de la municipalité, agissant de l'hotoritté (*sic*) de sieur Sébastien Ougier, nommé maire par la séance du jour d'hier, les autres membres nommés, ainsy que cy après, savoir qu'il a été formé le scrutin, lequel a été dépouillé par les sieurs scrutateurs, tellement que pour premier membre du Corps municipal, sieur Jacques Hustache Peil a eu 102 suffrages, Jacques Dodde 90, Jacques Faure 85, Pierre Barthélemy 74, Claude Hustache 73, lesquels ont pris place, ont prêté le serment de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loy et au Roy, et de bien remplir leurs fonctions, et ont signé.

(Suivent les signatures.)

Et de suite il a été procédé à l'élection d'un procureur de la commune, lequel a été nommé par les citoyens actifs au scrutin quy a été dépouillé par les scrutateurs à liste simple, et la pluralité des suffrages est tombé sur sieur Pierre Hustache, lequel cy présent prête serment de maintenir de tout son pouvoir la constitution du royaume, d'être fidèle à la nation, à la loy et au Roy, et de remplir bien ses fonctions. Et a avec nous signé.

(Suivent les signatures.)

Et comme l'heure tarde, renvoyé la continuation de la présente élection à demain compté 20 du présent, à une heure de relevée, et avons signé.

(Suivent les signatures.)

Du samedi compté le 20^e jour du mois de février, année 1790, dans l'église de Saint-André de Besse, sur les deux heures de relevée, il a été procédé à la continuation des officiers de la municipalité dudit lieu, ainsy que cy après, ainsy qu'il résulte de la composition du scrutin pour former le corps des notables conseillers, après avoir cueilli les suffrages dépouillés par les scrutateurs à liste double, tellement que la pluralité des suffrages est tombée sur sieurs Appolinaire Barthélemy, 93 suffrages; Pierre Hustache, 91; André Hustache l'ainé, 88; André Josserand, 87; Antoine Hustache, 76; Antoine Hustache, maçon, 74; André Ougier, 72; Jean Barthélemy, 72; Claude Ougier, 69; Claude Dode, 60; Louis Barthélemy, 58; Joseph Coche, 59; lesquels pour se conformer à l'ordonnance ont avec nous signé.

(Suivent les signatures.)

Et comme l'heure tarde, renvoyé la continuation de la présente à lundy, compté le 22 présent, à deux heures de relevée. Signé : S. Ougier, maire; F. Hustache; J. Retourna, secrétaire.

Du lundy conté le 22 février du présent mois de février, à deux heures de relevée, il a été continué l'assemblée municipale dans l'église de Saint-André de Besse dud. lieu, comme cy-après, tout le conseil municipal icy assemblé ont nommé pour trésorier et receveur des impositions de la présente année, et tout ce quy est à exiger dans la communauté, ainsi quy l'ont fait cy-devant, sieur Joseph Hustache, lequel a le même pouvoir à luy accordé par l'assemblée consulaire, en la place duquel il en sera nommé un autre au dimanche d'après la Saint-Martin prochain, à la forme des lettres patentes, énoncées cy devant. Et a signé : J. Hustache.

Et pour secrétaire lesdits sieurs membres municipaux ont délibéré que sieur François Hustache, ancien secrétaire, continuera d'en faire les fonctions à la manière accoutumée. Eu égard à sa caducité on a nommé pour postulant Jean Retourna, auquel il lui sera accordé douze livres par année, lequel s'aidera à faire les fonctions de secrétaire. Lesdites élections faites ce jour, de l'avis autoritté, puissance dudit sieur Ougier, maire de ce lieu, et de tous les citoyens actifs et électifs présents en ce dit lieu, et de plus ledit sieur Ougier, en sa dite qualité, se ré-

serve le droit de nommer encore un postulant à son choix et à sa volonté quand bon lui semblera, sans aucun salaire. De tout quoi il requiert acte. Et ont signé.

Et comme il est essentiellement et très nécessaire de faire observer tant l'ancien règlement que le nouveau, suivant leur point et teneur, même d'y ajouter ce que les habitants trouveront nécessaire, en premier lieu qu'il soit observé inviolablement de quelle condition et sexe que ce soit, qu'il leur soit défendu de porter du feu, soit de nuit, soit de jour d'une maison à l'autre avec de la paille, sous peine de l'amende de trois livres, tant pour celui qui baillera le feu que celui qui sera surpris en contravention. Et pour l'observation dudit article et de tous les autres qui seront trouvés à propos d'ajouter aux dits règlements et nettement qu'il soit pareillement défendu de ramasser le blé la nuit, d'un Angelus à l'autre, à quelque personne que ce soit, sous les peines qui seront trouvées à propos d'infliger sur le règlement qui sera renouvelé par Messieurs du Conseil municipal. Et ont signé. (Suivent les signatures.)

Pour copie conforme : S. OUGIER. »

La grammaire lexicologique du dialecte de la commune de Besse (1) (*suite*),

Par M. OUGIER.

CHAPITRE IV.

DE L'ADJECTIF. — DE L'ADJECTIF.

Le mot *adjectif* signifie *ajouter*. Pour désigner les qualités de toute espèce, des personnes, des animaux et des choses, on ajoute, avant ou après les noms, un mot qu'on appelle *adjectif*.

Il y a des adjectifs qui marquent la qualité; on les appelle

(1) Voir *Bulletin* n° 1 (avril 1896).

qualificatifs, et d'autres qui déterminent, c'est-à-dire qui précisent les noms; on les appelle *déterminatifs*.

Adjectifs qualificatifs. — Adzectifs quaillicatifs.

Le mot qu'on ajoute à un nom pour marquer sa qualité, bonne ou mauvaise, s'appelle *adjectif qualificatif*.

Ex.:	<i>Bon père,</i>	<i>Boun païré ;</i>
	<i>Bonne mère,</i>	<i>Boura maîré ;</i>
	<i>Cheval robuste,</i>	<i>Tsival rebustess ;</i>
	<i>Enfant sage,</i>	<i>Affantt sazouss ;</i>
	<i>Montagne haute,</i>	<i>Mountagno haouto ;</i>
	<i>Fille blonde,</i>	<i>Fillo bloundo.</i>

Les adjectifs déterminatifs s'ajoutent aux noms pour les déterminer, c'est-à-dire les préciser.

Ex.:	<i>Ce,</i>	se dit en patois	<i>Y qué ;</i>
	<i>Cet,</i>	—	<i>Y que l' ;</i>
	<i>Ces,</i>	—	<i>Y que lous, y que las ;</i>
	<i>Cette,</i>	—	<i>Y que la.</i>

Masculin.....	{	<i>Ce livre,</i>	se dit en patois	<i>Y qué illouré ;</i>
		<i>Cet enfant,</i>	—	<i>Y que l'affantt ;</i>
Féminin		<i>Cette plume,</i>	—	<i>Y que la plumo ;</i>
Plus des deux genres	{	<i>Ces poules,</i>	—	<i>Y que las poullass ;</i>
		<i>Ces grolots,</i>	—	<i>Y que lous greilliss.</i>

Ces adjectifs, en dialecte, comme en français, ont des formes différentes pour le masculin, le féminin, le singulier et le pluriel.

Formation du féminin.

Règle : Pour former le féminin, en patois, on ajoute à la fin du mot la lettre *o*.

Ex.:	<i>L'habit blanche,</i>	<i>La vesto blantso ;</i>
	<i>Le batoum pountsu,</i>	<i>La canno pountsuo ;</i>
	<i>Le rézimm gnier,</i>	<i>La pururo néïro.</i>

Cette règle n'est pas générale; ainsi, l'adjectif bleu et beaucoup d'autres ne changent pas, c'est-à-dire qu'ils se disent dans le dialecte comme dans le français :

<i>Le courdoum bleu,</i>	<i>La ceinturo bleue.</i>
--------------------------	---------------------------

Les adjectifs terminés en français par un **e** muet, changent, en patois, **e** par **o**.

Ex.: *Ur homme zusté,* *Uro féno zusto;*
 Ugn prince hounété, *Uro princesso hounéto.*

Les adjectifs terminés en **el**, **eil**, **en**, **on**, **et**, forment leur féminin en doublant la dernière consonne et ajoutant la lettre **o**.

Ex.: *Cruel,* *Cruello;*
 Vermeil, *Vermeillo;*
 Ancienn, *Anciennno;*
 Vioulet, *Viouletto;*
 Groouss, *Groouusso;*
 Secrett, *Secretto;*
 Fol, *Follo;*
 Nouvel, *Nouvello.*

Remarque : Comme on le voit par les exemples qui précèdent et ceux qui suivent, on peut, pour ainsi dire, généraliser la règle de la formation du féminin dans les adjectifs dialectiques, en ajoutant à la fin du mot la lettre **o**, au lieu de **e** muet.

Les adjectifs terminés au masculin singulier par **F** changent, comme en français, le **F** en **V**, et mettant la lettre **O**.

Ex.: *Tardif,* *Tardivo;*
 Bref, *Brévo;*
 Actif, *Activo;*
 Naïf, *Naïvo.*

Les adjectifs terminés en français par **x**, sont terminés en patois par **s** ou **ss** pour raison de pronciation. Pour former leur féminin, on ajoute simplement la lettre **o**.

Ex.: *Heureux,* en dialecte *Hirouss,* au féminin *Hirouso;*
 Doux, — *Douss,* — *Doussso;*
 Faux, — *Faouss,* — *Faoussso.*

Remarque : Il y a dans ces espèces d'adjectifs une foule de particularités, dont le mot patois est tout à fait différent du mot français, comme, par exemple, l'adjectif *rouge*, se dit en patois *rouï*, au féminin *rouïo*; *rogneux*, en patois *rignouss*, au féminin *rignouso*.

Les adjectifs terminés en **eur** forment leur féminin, comme dans le français, en changeant **eur** en **euse**, à l'exception de l'**e** muet qui se change en **o**.

Ex. : *Menteur*, en patois *Menteeur*, au féminin *Menteuuso* ;
Parleur, — *Parleeur*, — *Parleuuso* ;
Dormeur, — *Durmeeur*, — *Durmeuso*.

Les adjectifs terminés par **teur** forment leur féminin en changeant **teur** en **trisso**.

Ex. :

Cultivateur, en dialecte *Cultivateur*, au féminin *Cultivattrisso* ;
Acteur, — *Acteeur*, — *Actrisso* ;
Directeur, — *Directeeur*, — *Directrisso*.

Les adjectifs terminés en **er** forment leur féminin régulièrement, c'est-à-dire en ajoutant **o** à la terminaison.

Ex. : *Entier*, en patois *Entierr*, au féminin *Entéïro* ;
Léger, — *Illouzier*, — *Illouzéïro*.

Blanc, franc, sec (*itsut*), frais (*fresc*), font au féminin *blantso*, *frantso*, *itsuto*, *fréïtso*.

Public, caduc, turc, grec, font : *Publico*, *caduco*, *turco*, *grecquo*.

Formation du pluriel des adjectifs.

La formation du pluriel des adjectifs ne peut se faire qu'avec des changements divers de la terminaison. On ne peut donc formuler aucune règle générale, cependant, comme en français, la lettre **s** est aussi le signe caractéristique du pluriel.

Ex. :

Le grand chemin, en dialecte *Le grand tsemign*, au pluriel
Lous grands tsemmiss ;
La grande table, — *La grand tablo*, au pluriel
Las grands tablass ;
Le cheveu noir, — *Le tsevel gnier*, au pluriel
Lous tseveuus gniéss.

Les adjectifs terminés par **s** ne changent pas au pluriel, et ceux qui sont terminés par **x** changent **x** en **ss**.

Ex. :

Le gros chien, en patois *Le groous tsign*, au pluriel
Lous groouss tsign ;

Le sol marécageux, en patois *Le sol maricazouss*, au pluriel
Lous sols maricazouss.

Les adjectifs en **eau** forment le pluriel en changeant **eau** en **eouss**.

Ex. :

Le blé nouveau, en dialecte *Le bla nouvel*, au pluriel
Lous blas nouveuuss;
L'enfant jumeau, — *L'affant zumel*, au pluriel
Lous affants zumeuuss.

Les adjectifs terminés au singulier par **al** forment le pluriel en changeant **al** en **ouss**.

Loyal, au pluriel *Loyaouss*;
Original, — *Orizinaouss*;
Banal, — *Banaouss*.

Règles d'accord des adjectifs qualificatifs.

Tout adjectif s'accorde en genre et en nombre avec le nom qu'il qualifie.

Ex. :

Le bon père, en patois *Le boum païré*, au pluriel
Lous bous païress;
La bonne mère, — *La boura maïré*, au pluriel
La bouras maïress.

Lorsqu'un adjectif qualificatif qualifie deux noms singuliers, il se met au pluriel ; masculin, si les deux noms sont masculins.

S'il y a un nom masculin et un autre féminin, l'adjectif se met aussi au masculin pluriel, et il se met au féminin pluriel si les deux noms sont féminins.

Ex. :

L'oncle et le neveu intelligents, en patois *L'ouclé et le névou
ignteillizents*;
La tante et la nièce intelligentes, — *La tanto et la gniesso
ignteillizentass*;
Le neveu et la nièce intelligents, — *Le névou et la gniesso
ignteillizentos*.

Adjectifs déterminatifs. — Adjectifs déterminatifs.

Comme dans le langage français, il y a dans le dialecte cinq sortes d'adjectifs déterminatifs : les démonstratifs, les possessifs, les conjonctifs, les numéros ordinaux et les indéfinis. Ces adjectifs, comme les qualificatifs, s'accordent en genre et en nombre avec les noms qu'ils déterminent.

Adjectifs démonstratifs.

Les adjectifs démonstratifs servent à montrer les personnes ou les choses dont on parle.

Ces adjectifs sont, pour le masculin singulier : **Ce, Cet** ; pour le féminin singulier : **Cette** ; pour le pluriel des deux genres : **Ces**.

Ces adjectifs s'expriment dans le dialecte ainsi qu'il suit :

Ce, par Y qué ;
Cet, par Y que l' ;
Cette, par Y que la ;
Ces, par Y que las.

Ex. :

Ce jardin, en patois Y qué sardign, ou Y que l'ortt ;
Cet oiseau, — Y que l'ouzel ;
Cette poule, — Y que la poulo ;
Ces forêts, — Y que las fouress.

Adjectifs possessifs.

Les adjectifs possessifs sont ceux qui marquent la possession.

Ces adjectifs sont :

MASCULIN SINGULIER			FÉMININ SINGULIER		
<i>Mon,</i>	en dialecte	<i>Moum ;</i>	<i>Ma,</i>	en patois	<i>Mas ;</i>
<i>Ton,</i>	—	<i>Toum ;</i>	<i>Ta,</i>	—	<i>Tas ;</i>
<i>Son,</i>	—	<i>Soum ;</i>	<i>Sa,</i>	—	<i>Sas ;</i>
<i>Notre,</i>	—	<i>Nooutré ;</i>	<i>Notre,</i>	—	<i>Nooutro ;</i>
<i>Votre,</i>	—	<i>Vooutro ;</i>	<i>Votre,</i>	—	<i>Vooutras ;</i>
<i>Leur,</i>	—	<i>Lour.</i>	<i>Leur,</i>	—	<i>Lor.</i>

Au pluriel des deux genres :

<i>Mes,</i>	en patois	<i>Mas ;</i>
<i>Tes,</i>	—	<i>Tas ;</i>
<i>Ses,</i>	—	<i>Sas ;</i>
<i>Nos,</i>	—	<i>Notras ;</i>
<i>Vos,</i>	—	<i>Votras ;</i>
<i>Leurs,</i>	—	<i>Lours.</i>

Ex. : <i>Mon livre,</i>	en patois	<i>Moun illouré ;</i>
<i>Ton cahier,</i>	—	<i>Toun cahierr ;</i>
<i>Son sabre,</i>	—	<i>Sous sabré ;</i>
<i>Ma tante,</i>	—	<i>Ma tanto ;</i>
<i>Sa table,</i>	—	<i>Sa tablo ;</i>
<i>Notre terre,</i>	—	<i>Nooutro terro ;</i>
<i>Votre soupe,</i>	—	<i>Voooutro soupo ;</i>
<i>Leur couteau,</i>	—	<i>Lour coutel ;</i>
<i>Mes oreilles,</i>	—	<i>Mas oureillass ;</i>
<i>Tes plumes,</i>	—	<i>Tas plumass ;</i>
<i>Ses assiettes,</i>	—	<i>Sas siétass.</i>

Remarque : Lorsque nom qui suit l'adjectif possessif commence par une voyelle ou un **h** muet, les adjectifs *mon, ton, son* remplacent le **n** final par **r** : *mour, tour, sour*.

Ex. : *Mour oureillo, Tour houtel, Sour habitudo.*

Adjectifs conjonctifs. — Adjectifs counsounctifs.

On appelle conjonctifs les adjectifs qui servent à lier ensemble deux parties d'une même phrase.

Ces adjectifs sont :

SING. MASCULIN	SING. FÉMININ	PLUR. MASCULIN	PLUR. FÉMININ
<i>Quel,</i>	<i>Quelle,</i>	<i>Quels,</i>	<i>Quelles,</i>
<i>Lequel.</i>	<i>Laquelle.</i>	<i>Lesquels.</i>	<i>Lesquelles.</i>

Ils se disent ainsi qu'il suit en dialecte :

MASCULIN SING.	FÉMININ SING.	PLUR. MASCULIN	PLUR. FÉMININ
<i>Quegn,</i>	<i>Quéïro,</i>	<i>Quéïrous,</i>	<i>Las quéïrass ;</i>
<i>Le quegn.</i>	<i>Laquéïro.</i>	<i>Lous quéïrous.</i>	

Ex. : *Quegn affant, Quéïro fillo, Quéïrous affantss ;*
Quéïras fillass, etc.

Adjectifs numéros et ordinaux.

Comme en français, les adjectifs numéros sont ceux dont on se sert pour compter, et les ordinaux marquent l'ordre, le rang.

Les adjectifs numéraux sont :

En français : *Un, Deux, Trois, Quatre, Cinq, Six, etc.*;

En patois : *Ugn, Doous, Treïss, Quatre, Tsing, Sèits, etc.*

Les adjectifs ordinaux sont :

En français : *Premier, Deuxième, Troisième, Quatrième*;

En patois : *Premierr, Deuxiémé, Troisiémé, Quatriémé.*

Remarque : Ces adjectifs en dialecte ont beaucoup de similitude avec le français, sauf quelque variante dans la prononciation qu'il n'est pas possible de reproduire.

Adjectifs indéfinis. — Adjectifs ignidifigniss.

On appelle adjectifs indéfinis ceux qui déterminent vaguement les personnes ou les choses.

Ces adjectifs sont :

MASCULIN SINGULIER	FÉMININ SINGULIER	DES DEUX GENRES
<i>Aucun, Quel,</i>	<i>Aucune, Quelle,</i>	<i>Autre,</i>
<i>Certain, Tel,</i>	<i>Certaine, Telle,</i>	<i>Chaque,</i>
<i>Maint, Tout,</i>	<i>Mainte, Toute,</i>	<i>Même,</i>
<i>Nul, Un.</i>	<i>Nulle, Une.</i>	<i>Plusieurs,</i>
		<i>Quelque,</i>
		<i>Quelconque.</i>

Ces adjectifs se disent en patois :

<i>Oucugn,</i>	<i>Quègn,</i>	<i>Oucuro,</i>	<i>Quèiro,</i>	<i>Aoutro,</i>
<i>Certain,</i>	<i>Tolle,</i>	<i>Certaino,</i>	<i>Tallo,</i>	<i>Méïmo,</i>
<i>Maintt,</i>	<i>Tout,</i>	<i>Mainito,</i>	<i>Touto,</i>	<i>Plusieurs,</i>
<i>Nul,</i>	<i>Ugn,</i>	<i>Nullò,</i>	<i>Uro,</i>	<i>Quoqouss,</i>
				<i>Quicounquess.</i>

Remarque : Ainsi qu'il a été expliqué dans un chapitre précédent, les doubles consonnes à la fin des mots ne sont pas utiles pour l'orthographe; elle y figurent pour raison de prononciation, c'est-à-dire pour faire voir qu'il faut appuyer, en prononçant, sur la consonne finale.

(A suivre.)

Compte rendu de la Commission des Fouilles

Par M. MULLER.

Depuis quelques années, les cultivateurs de la vallée étant obligés de replanter leurs vignobles, il est tout naturel que le défoncement des terres mette à jour quelques vestiges des siècles passés.

Ayant été averti par M. A. Perrard, propriétaire à Saint-Ismier, que des os humains avaient été mis à jour pendant un défoncement à Saint-Nazaire, nous avons voulu voir ce qu'étaient ces os.

Le 14 février, accompagné par MM. Perrard frères, de Saint-Ismier et de Saint-Nazaire, grâce à leur obligeance, nous avons pu visiter le lieu des fouilles, qui est un champ en pente douce, face au sud-ouest, et là, par les débris de la grande tuile à crochets, épars et seuls matériaux présents, et aussi par la description des tombes trouvées (une quinzaine environ), construites avec les grandes tuiles susdites, deux en forme de toiture et une dessous, par 9 ou 10 pour chaque tombe, en plus l'absence de mobilier funéraire, nous avons pensé devoir classer ces débris à l'époque Champdolienne, dont on trouve de nombreux exemples dans nos régions, époque qui a dû y persister probablement jusqu'au VII^e ou VIII^e siècle de notre ère.

Nous n'avons pu recueillir que quelques fragments d'un crâne, le propriétaire ou plutôt le fouilleur, connaissant notre arrivée, croyant vendre tuiles et crânes comme choses précieuses, avait jugé prudent de rester chez lui ce jour-là avec les tuiles et crânes entiers, pensant sûrement que nous irions l'y chercher pour les acheter, ce que nous n'avons pas fait. Les tuiles vues portaient en marques de potiers des cercles faits avec les doigts avant la cuisson, marques habituelles.

Les tombes étaient à environ 50 ou 60 centimètres de profondeur, et le champ qui les recélait s'appelle dans le pays *Nitolet* ou bien encore *Picapour* (lieu où l'on pique les poireaux); deux chemins lui servent de bordure, et c'est là, dit-on, le vieux Saint-Nazaire, et tout près, à 200 mètres, s'élevait

autrefois une église, supprimée depuis quelque 30 ans, et rebâtie, à 7 ou 800 mètres de là, dans un quartier nouveau de Saint-Nazaire.

Des urnes funéraires en plomb et des ex-voto de l'époque romaine ont été recueillis il y a plus de vingt ans à Crolles. On peut en voir des échantillons au Musée de Grenoble.

Des tombes analogues ont été mises à jour il y a quelques années au bas de Saint-Ismier, vers la Bâtie ; et il faut espérer que les travaux de la voie ferrée en construction de Grenoble à Chapareillan mettront à jour des vestiges intéressants et qu'on les recueillera.

M. *Milanta* signale le nom curieux d'un coteau dominant Saint-Nazaire, côté est, et appelé encore la *Véherie*. Il pense qu'il y a eu là un guet, un observatoire dans les temps anciens.

Coup d'œil sur l'état politique du M'zab en l'an 1300 de l'Hégire ou 1882 de notre ère,

Par M. le Dr TESTEVIN, médecin-major de 1^{re} classe.

I.

Le M'zab est une région située entre 32 et 33° 20 de latitude nord et entre 0° 4 et 1° 50 de longitude orientale. Elle a un aspect étrange, particulier, et nous ne pouvons mieux faire que d'en emprunter la description à l'ouvrage de M. le Commandant Robin : *Le M'zab et son annexion à la France* (Alger, A. Jourdan, éditeur, 1884).

« A partir de l'Oued Settafa, limite de la zone des dayas, on « pénètre dans la chebka, vaste plateau rocheux incliné du « nord-ouest au sud-est, et qui s'étend jusqu'au-delà d'El-Goléa, sur une largeur moyenne de 110 kilomètres.

« La chebka n'est pas une protubérance montagneuse, c'est « un plateau régulier qui était primitivement uni ; c'est l'écoulement des eaux pluviales qui, dans la succession des âges, « y a creusé les ravins et les oueds qu'on y trouve ; tous les

« sommets s'arrêtent dans un même plan, comme des témoins
« de l'état primitif.

« Le sol est formé d'un calcaire cristallin très dur (1), d'un
« blanc grisâtre à l'intérieur, et d'un jaune noirâtre à l'exté-
« rieur ; il ne présente pas trace de terre végétale.

« La région de la chebka est d'une tristesse mortelle, la vue
« est renfermée dans un cercle étroit qui ne dépasse jamais
« les crêtes qui bordent le thalweg que l'on suit, et on n'a
« sous les yeux que des rochers d'une teinte livide qui pa-
« raissent calcinés par un soleil torride ; à chaque col que l'on
« gravit, on espère que le regard sera délivré de cette espèce
« d'oppression et pourra s'étendre ; mais cet espoir est tou-
« jours trompé, on étouffe moralement.

« Dans ces mornes solitudes, il n'y a, pour ainsi dire,
« pas de végétation ; on ne rencontre pas un être vivant, pas
« un oiseau, pas un insecte. Le roc que l'on foule est raboteux,
« âpre, mordant.

« Dans la chebka du M'zab, les chemins, au nombre de
« trois ou quatre seulement, vont tous du nord au sud, sauf
« celui qui suit l'Oued M'zab ; le pays est tellement difficile
« que si on s'engageait sur ces chemins avec des chevaux ou
« des chameaux, on ne pourrait plus se dérober à droite ou
« à gauche, et qu'on pourrait se trouver pris comme dans
« un filet. C'est peut-être cette particularité qui a fait donner
« à cette région son nom de chebka, qui, en arabe, signifie
« filet. »

II.

La population qui habite la région du M'zab comprend deux éléments distincts : les derniers représentants berbères de la secte abadite, des tribus arabes, nomades agrégées (ajoutons encore que quelques familles israélites originaires de l'île de Djerba habitent aussi le M'zab). La secte ouahbite abadite est d'origine ancienne (2). Elle a eu comme fondateur Abdallah ben Ouabb, chef d'un parti de dissidents, échappés au nombre

(1) La dolomie.

(2) Elle date de l'an 38 de l'ère musulmane.

de dix au massacre de Nahrouan, alors qu'Ali, le gendre du prophète, écrasa une partie de l'armée musulmane mutinée contre son autorité. Ces dissidents ont été considérés comme des Kharidjites (1) ou Kharedjia (2) (sortis de la *bonne voie ou schismatiques*), par les orthodoxes musulmans; et pourtant leur but était de prêcher la réforme de la loi et des mœurs. La division se mit parmi eux et ils se divisèrent bientôt en deux groupes distincts: « Les modérés ou Ouahbites-Abadites, « ou plus simplement Abadites, du nom d'Abdallah ben « Abad, leur premier législateur; les violents Ouahbites-Soffrites, ou plus simplement Soffrites, du nom d'Abdallah ben Soffar, cousin du premier » (Zeys, *loco citato*). Les gens du M'zab suivent actuellement encore la doctrine abadite, dont ils sont en Algérie les derniers représentants et la dénomination de Mozabite ou mieux de Béni-M'zab par laquelle ils sont désignés est purement géographique (Zeys, L. C.)

Cette opinion n'est pas celle généralement admise. Rappelons qu'Ibn Khaldoun, le grand historien berbère, a signalé dans la région des tribus moatazilites portant les noms de Beni-Moçab, converties à la doctrine abadite vers le iv^e siècle de l'Hégire (Motylinski, L. C.), qu'elles ont été désignées dans les chroniques abadites sous celui de Béni-Meçaab (Motylinski, C^e Robin, L. C., et Masqueray, traduction et commentaires de la chronique du mozabite Abou-Zakaria, 1879).

La doctrine abadite avait été adoptée « dès les premiers siècles de l'Hégire par la plupart des tribus berbères de la Tripolitaine, du Fezzan, du Djerid tunisien, de l'Oued Souf, de « l'Oued Righ, d'Ouargla et de tout le Sahara algérien » (Motylinski, L. C.). Elle a été ruinée par les soulèvements des Berbères de l'Afrique du septentrion contre les exactions des conquérants arabes. En l'an 761 de notre ère, les Abadites formaient un véritable Etat dont Tiaret était la capitale; cet Etat, d'une

(1) « ZEYS (*Voyage d'Alger au M'zab*, par M. Zeys, chargé d'une mission par M. le Ministre de l'Instruction publique, 1887. *Tour du Monde*, « 1^{er} semestre 1891). »

(2) « MOTYLINSKI (*Guerara depuis sa fondation*, traduction par A. de C. Motylinski, interprète militaire au M'zab. Alger, Adolphe Jourdan, « éditeur, 1885). »

durée d'un siècle et demi, était dirigé par la dynastie des Roustémides. Cette dynastie, d'origine persane, avait rallié les tribus berbères de la race des Zenata. Battu en 908 par les Fatémides, le dernier de leurs imans vit sa capitale détruite, ses contingents dispersés. Alors commença l'exode de la secte dont les débris se réfugièrent à Ouargla ; ils y fondèrent des établissements qui portaient les noms de Cedrata, Mèlika, Djebel Abad, Krîma, dont on trouve les ruines dans l'Oued Mya. Leur qualité de schismatique les fit traquer par les vrais croyants Malékites de l'Algérie ; chassés des rives de l'Oued Mya, en 1012, ils vinrent se réfugier au M'zab, dans le nord-ouest, où ils s'établirent successivement à El Ateuf (1012), Bou-Noura et Beni-Isguen (1047), Ghardaïa (1087), Mèlika (1350), Guerara, (1631), Berrian (1679). C'est après la deuxième invasion arabe que la secte fut définitivement cantonnée dans la chebka.

Aussi, M. le médecin-major Amat (1) a-t-il raison de conclure : « A leur installation, les Abadites trouvèrent une population d'origine zénatienne comme eux, pratiquant la doctrine moatazilite ; c'étaient les Beni-Meçab. Convertis par le cheik Mohamed-ben-Bekr(2) à la foi importée, ils purent donner leur nom aux nouveaux venus, d'où nos Beni-Mezab, nos Beni-Mozab, nos Beni-M'zab actuels. » Ce nom serait donc plus qu'une dénomination géographique, mais bien un nom patronymique rappelant l'origine berbère de la population (3).

(1) « *Le M'zab et les M'zabites*, Paris, Challamel et C^{ie}, éditeurs, 1888. »

(2) Ou mieux d'après A. de C. Motylinski : Abou Abd-Allah Mohammed ben Bekem Es-Saïts, mort en 440 de l'Hégire.

(3) « Au M'zab, cependant, on trouve une autre explication qu'expose ainsi M. le médecin-major Amat (L. C.) :

« Une autre version, basée sur une idée religieuse, jouit auprès des intéressés d'une plus grande faveur.

« Leurs savants enseignent que les M'zabi doivent s'appeler Mizabi ou Beni-Mizab (enfants de la gouttière), en mémoire du miracle dont Abou-Bilal-Meurdas fut témoin au tombeau du prophète. Ce personnage vénéré priait à la Mecque par une nuit étoilée, lorsque, suppliant Allah de manifester par un signe qu'il agréait sa pieuse pratique, des gouttes d'eau se mirent à tomber du Mizab. Pour ce motif, les pèlerins Abadites se prosternent une cinquième fois autour du temple, sous la fameuse gouttière. »

III.

Les faits tirés des relations historiques sont des probabilités qui permettent de conclure à l'origine berbère des Beni-M'zab. M. le médecin-major Amat, dans le travail très documenté que nous avons cité (1), apporte une série de preuves autrement positives et convaincantes. Il a étudié au point de vue anthropologique, pendant son séjour au M'zab, au lendemain de la prise de possession par la France, les indigènes du pays. Cette étude a porté sur 50 individus du sexe masculins, nés à Ghardaïa, Beni-Isguen, Bou-Noura, Berrian, de parents abadites ; ces sujets compris entre 18 et 70 ans correspondaient à un âge moyen de 37 ans. Il a noté la coloration de la peau : blanche, mais plus ou moins bronzée, selon l'action de l'air ; celle des cheveux, châtain clair, 2 ; châtain foncé, 14 ; bruns, 16 ; noirs, 18 ; celle des yeux : brun foncé, 14 ; brun, 20 ; bruns clair, 15 ; gris foncé, 1 ; celle de la barbe, qui est analogue à celle des cheveux. Il a mesuré le crâne, la face, la stature, les membres, le tronc. Il conclut de ses recherches :

« Le M'zabite a la peau parfaitement blanche dans l'enfance.
 « Plus tard, elle se bronze, mais faiblement, grâce à la vie
 « sédentaire qu'il mène, dont le premier effet est de le sous-
 « traire aux rigueurs des intempéries. Les cheveux à limite
 « d'implantation parfaitement arrêtée, lisses et abondants, sont
 « coupés très ras. Au niveau du sinciput seulement, ils pous-
 « sent en liberté et atteignent 30, 40 et 60 centimètres pour
 « former une mèche que tout bon croyant doit avoir. Leur colo-
 « ration est brune avec quelques rares spécimens moins
 « foncés. La barbe peu fournie présente des nuances analo-
 « gues. Les poils droits sont clair-semés quoique uniformé-
 « ment répartis. Les yeux normalement bruns montrent par-
 « fois des teintes un peu plus claires.

« Vue d'en haut, la tête décrit un ovoïde parfaitement
 « régulier. Le diamètre antéro-postérieur l'emporte sur le
 « transverse dans une telle proportion que le crâne doit être
 « classé par son indice céphalique dans la variété des sous-

(1) « *Le M'zab et les M'zabites.* »

« dolichocéphales peu accusés. L'indice frontal relativement
« élevé, obtenu par le rapport du diamètre bitemporal mini-
« mum au transverse maximum, fait déjà prévoir une face
« large. Cette amplitude accentuée au niveau des apophyses
« zygomatiques est d'autant plus manifeste que la longueur
« simple est déjà réduite. L'indice facial ou résultat de la lon-
« gueur à la largeur est en effet assez faible. Du vertex à la
« partie inférieure du menton, la distance est grande. Le dia-
« mètre bizygomatique, comparé à cette dernière, nous four-
« nit comme indice général de la tête un chiffre assez fort;
« il signifie que les M'zabites ont la face franchement ova-
« laire.

« La projection horizontale de la tête est de deux à trois cen-
« timètres inférieure à la longueur totale; la projection du
« crâne antérieur est de un centimètre environ supérieure à
« la projection du crâne postérieur.

« L'angle facial est presque droit. En conséquence, nous
« avons un visage long, large, aplati, orthognathe modéré, aux
« pommettes un peu saillantes ou eurygnathe léger. Un front
« élevé, sensiblement vertical, à bosses peu accusées, présente
« à sa base une faible dépression transversale. Il surmonte
« des crêtes sourcilières saillantes, garnies de poils nombreux
« qui tendent à s'entrecroiser au niveau de la racine du nez.
« Les ouvertures palpébrales peu allongées sont bordées de
« cils longs de coloration brune. Leur longueur moyenne est
« un peu inférieure à la largeur de l'intervalle des deux yeux
« et du nez à la base. Celui-ci, échancré à sa racine, est un
« peu long et relativement étroit, comme l'indique le rapport
« de la largeur à la hauteur ou indice transversal de l'organe.
« Sa saillie maximum modérée s'harmonise très bien avec la
« longueur; l'indice antéro-postérieur assez peu déterminé
« par la comparaison de ces deux résultats l'exprime parfai-
« tement. Le dos arrondi affecte une direction convexe. Le
« lobule médian, détaché des ailes modérément inclinées, se
« prolonge légèrement au-dessous du plan des narines. Ces
« dernières, elliptiques et obliques, regardent en bas, en avant
« et faiblement en dehors.

« La bouche, grande, est bordée par des lèvres un peu
« épaisses. Les dents verticales ne sont pas toujours très

« blanches et très saines. La voûte du palais affecte générale-
« ment la forme du cintre. Le menton est rond, parfois un peu
« ovalaire, sensiblement fuyant.

« Les oreilles, plutôt développées, sont près de deux fois
« plus hautes que larges. Ovale, à lobule modérément
« accusé et à plis normaux, elles s'écartent de la tête.

« La taille est de trois centimètres inférieure à la moyenne.
« La hauteur des épaules, eu égard à la stature générale, nor-
« malement situées, nous indiquent un cou court. L'épicon-
« dyle se trouve bas placé, de même que l'apophyse styloïde
« du radius, située à deux travers de doigt au-dessus de la
« demi-taille. La main, assez petite, rachète ce que le bras a
« de trop long.

« Le niveau fort peu élevé où se trouve le bord supérieur
« du grand trochanter, l'interligne du genoux et le sommet
« de la malléole interne indiquent des membres inférieurs
« courts. Le pied est développé. La distance du médus à la
« rotule est minime et au-dessous de la moyenne.

« La comparaison l'un à l'autre des membres démontre que
« le supérieur est proportionnellement long et l'inférieur
« réduit, que le bras l'emporte sur l'avant-bras, que la jambe
« et la cuisse sont à peu près égaux, que la main est d'un
« quart plus petite que le pied.

« Assis, le M'zabite paraît d'assez belle stature, grâce à la
« hauteur de son tronc. La poitrine bien développée est nor-
« malement plus large que le bassin. La grande envergure est
« supérieure à la taille. Assez souvent l'abdomen proémine en
« raison du panicle adipeux de ses parois. Les organes géné-
« taux sont développés. Le rachis décrit régulièrement ses
« courbes et détermine une faible ensellure.

« La fréquence particulière des pulsations et des mouve-
« ments respiratoires doit être attribuée aux divers sentiments
« éprouvés par l'observé. Les psalmodies musulmanes s'al-
« lient très bien à sa voix de ténor. »

Les Beni-M'zab, émettant la prétention de représenter ce qui
reste de Berbères purs en Algérie, il était intéressant de rappro-
cher les résultats de ces recherches de celles faites sur les
Kabyles du Djurdjura, les Chaouias de l'Aurès (Seriziat et Gille-
bert d'Hercourt). Après avoir rappelé que les Kabyles et les

Chaouias sont moins isolés des Arabes Malékites de l'Algérie que les Abadites, M. le médecin-major Amat nous fait voir Kabyles et Chaouias blancs à la naissance devenus bronzés par les influences météoriques; mais conservant comme les M'zabites des cheveux et une barbe plus clairs (même de coloration blonde parfois chez les Kabyles), la coloration des yeux associée presque toujours à celle du système pilo-cutané. Il ajoute enfin le tableau très suggestif que voici :

MOYENNES DES DIVERSES MENSURATIONS CRANIENNES.

	Arabes	Chaouias	Kabyles	M'zabites.
Diamètre antéro-postérieur.....	196	190	190	190
— transverse-maximum	140	141	146	147
Indice céphalique.....	71.8	77.1	76.8	77.3
Diamètre frontal minimum.....	112	109	107	110
Indice frontal.....	80.0	77.3	73.2	74.8

Il nous semble difficile de ne pas admettre d'après cet ensemble que Kabyles, Chaouias, M'zabites sont des représentants d'une même race, les anciens Berbers du Magreb.

Nous ajouterons que pour les M'zabites, la conservation du type a été favorisée par une mesure particulière : l'interdiction absolue à toute femme abadite de quitter le M'zab. Celle-ci jalousement gardée dans le Home ne sort guère des villes pendant une partie de l'année que pour se rendre à l'oasis où elle vit peut être un peu moins claustralement dans les jardins que dans la maison de ville. Bien après le passage de M. le médecin-major Amat, en 1886, alors que notre temps de séjour au M'zab touchait à sa fin, il nous a été possible d'apercevoir à Mélika quelques types du sexe féminin auxquels nous avons été appelé à donner des soins. Nous avons vu peu de visages, ayant déjà de grandes difficultés à vaincre pour obtenir que les femmes se dévoilassent pour examiner la langue des malades. L'impression qui se dégagait de ces entrevues rapides était l'apparition d'un visage long, large, aplati, aux pommettes peu saillantes, de coloration blanche, représentant exactement le visage de l'homme décrit et mesuré par M. Amat.

Enfin, il y a lieu de noter un idiome particulier parlé par les femmes et les enfants, non écrit, qui se rapproche beaucoup de

la langue Kabyle, du langage des Touaregs. L'enfant mâle n'apprend guère la langue arabe que vers l'époque adulte, quand le chef de famille l'emmène dans le Tell pour l'initier au commerce ou quand il apprend à lire le Coran.

IV.

Après leur exode dans la chebka, les Abadites s'organisèrent, entourèrent leurs villes de murailles, s'agrégèrent des tribus arabes voisines primitivement chargées de la défense du pays qu'eux-mêmes cultivaient. C'est à cette époque que remonte sans doute l'origine de la confédération, l'Heptarchie résultant d'une alliance entre les sept villes.

La forme du gouvernement que nous avons trouvé plus tard était une démocratie théocratique ressemblant par quelques points à cette autre démocratie berbère qui existait chez les Kabyles. Au M'zab, d'après les recherches de M. de Motylinski, l'idée prédominante et caractéristique c'est l'immutabilité de la doctrine, l'horreur de toute innovation. Aussi c'est le parti religieux représenté par les tolbas qui a la toute-puissance, tandis que chez les Kabyles où le Coran est moins observé le parti laïque l'emporte et prédomine. Si nous recherchons maintenant les détails de l'organisation, nous arrivons à étudier la formation des Halkas opposés aux Djemâas Kabyles. La Halka ou cercle (les membres s'asseyant en cercle, sans intervalle entre eux, au moment de la réunion) se recrutait exclusivement parmi les clercs, mais après un certain temps d'épreuve. Ceux-ci suivaient l'enseignement de la mosquée, devenaient tolbas ou lettrés, tlamids ou disciples du 2^e degré, enfin Azzaba ou membres de la Halka. La règle de Ghardaïa, rédigée par le cheikh Abou El Kacem ben Yahia, traduite par M. de Motylinski, expose en effet : « Les Azzaba « ne pourront admettre un nouveau membre dans la Halka « qu'après avoir chargé un des leurs de l'examiner et d'observer attentivement ses paroles et ses actes pendant un an « environ. S'il est reconnu scrupuleusement attaché à la doctrine, fidèle observateur de la religion de Dieu, si, en un « mot, le rapport fait lui est favorable, les Azzaba l'inviteront à « entrer dans la Halka ; ils feront dès lors tous leurs efforts

« pour obtenir son concours et le décider à faire partie de leur assemblée.

« Si, au contraire, l'azzabi constate que les actes ou les propos du récipiendaire sont tels qu'ils ne puissent être agréés par Dieu et par les musulmans, il fera son rapport dans ce sens et on devra renoncer à l'admettre dans la Halka ». Il ne faut pas s'étonner de cette sévérité quand on considère cette autre pensée de la règle : « L'azzabi qui révélera les secrets de la Halka sera exclu et ne pourra jamais être réintégré ». Dans chaque ville la Halka comprenait douze membres. « Les 4 membres les plus anciennement admis forment, dans le chapitre, un conseil supérieur chargé de surveiller la doctrine enseignée ; c'est à ces 4 membres qu'appartient le choix du chikh de la mosquée, qui est, dans chaque ville, le chef de la religion, celui qui a la décision en toute matière. Ils le prennent parmi eux, d'un commun accord, et leur choix doit être accepté par les autres membres du chapitre, sous peine d'exclusion » (1). Il pouvait être remplacé par le Kébir des Azzaba, c'est-à-dire le membre le plus ancien si le conseil supérieur n'arrivait pas à s'entendre sur le choix d'une individualité. C'est ainsi qu'à l'arrivée de la colonne Française en 1882 il n'y avait plus qu'un chef de mosquée dans toute la région, celui de Beni-Isguen. Ces Cheikh ou Kebars, résumant la toute-puissance, désignaient un Moudden pour l'appel à la prière, un iman pour la direction des prières à la mosquée, 4 laveurs de morts, 3 professeurs pour l'enseignement, 2 oukils, 1 huissier pris parmi les membres de la Halka. Le rôle de ces personnes était ainsi défini. « Ils avaient la direction de la mosquée et le soin de son entretien. Ils instruisaient les enfants et enseignaient les sciences aux adultes, châtiaient les malfaiteurs, protégeaient les faibles, les veuves et les orphelins, rendaient la justice aux gens lésés, concluaient les mariages, dressaient des actes et prononçaient des jugements selon la loi, déterminaient les limites des maisons, des terres et des jardins et administraient les biens provenant des donations religieuses. »

(1) « Commandant Robin (L. C.) ».

(Notice sur Guérara, rédigée par Si Mohammed ben Chetioui ben Slimane, traduction de Motylinski.) Donc pour la justice point de cadi désigné ; les parties acceptaient comme juge un savant inspirant confiance. Son jugement cependant pouvait être frappé d'appel et celui-ci porté devant un Medjelès formé d'un nombre déterminé de membre des Halkas de chaque ville, que présidait chaque jeudi à Ghardaïa un cheikh de mosquée.

Cette puissance était aidée dans chaque ville par un pouvoir secondaire, la djemâa des Aouames ou laïques ; c'étaient des délégués choisis parmi les gens mariés, pères de famille, jouissant d'une certaine fortune. A Guerara, d'après la notice citée, ils s'occupaient du peuplement de la ville et de l'agrandissement de l'oasis. Au-dessous d'eux, d'après la même notice, venaient des hommes appelés Mékaris, dont les attributions comprenaient la police générale, le maintien de l'ordre et l'arrestation des malfaiteurs et des gens de désordre. Ces mékaris étaient pris parmi les adultes en état de porter les armes. En résumé, « les Azzaba qui représentaient dans chaque ville le « maximum du savoir religieux ont, avant tous, qualité pour « apprécier et décider (1) ». Les laïques doivent leur concours pour exécuter. En kabylie, la djemâa, dont le vocable désigne à la fois le local des séances et les membres de l'assemblée délibérante, faisait les lois, votait les impôts, décidait de la paix et de la guerre, rendait la justice, administrait par elle-même ou par délégation les biens communaux, en un mot gouvernait le thaddert (2), ville ou plutôt village. Ses membres c'étaient, en principe, tous les hommes ayant atteint leur majorité, en réalité elle comprenait surtout les chefs de famille, les vieillards, des citoyens expérimentés et éloquents. 15 ou 20 membres au plus conduisaient les affaires. Cette assemblée de notables choisissait un délégué, l'Amin, auquel appartenait la direction des délibérations, l'exécution des décisions de la djemâa, le maintien de l'ordre ; simple mandataire, il était révocable ; c'était le représentant de la majorité de l'assemblée.

(1) MOTYLINSKI, L. C.

(2) « A travers la Kabylie et les questions Kabyles, par François CHARVERIAT, agrégé des Facultés de droit, professeur à l'Ecole de droit d'Alger. Paris, Plon 1889 ».

A côté de lui, la minorité avait son représentant dans la personne de l'oukil, receveur municipal, chargé de la gestion financière. Au-dessous d'eux se trouvait un tamen, ce dernier représentait une fraction du thaddert, la Kharouba, formée par la réunion de plusieurs familles de même souche ; le tamen était choisi par l'Amin, mais agréé par le groupe qu'il représentait ; c'était l'auxiliaire de l'Amin, investi des mêmes pouvoirs dans la Kharouba. Le village ou thaddert ne restait pas isolé, il se fédérait et de cette fédération résultait le douar ou tribu. Ainsi s'était formée la grande collectivité berbère du Nord, des Kabyles, dont le nom, d'après Hanoteau et Letourneux (la Kabylie et les coutumes Kabyles), signifie « confédérés ». Le pouvoir central y était représenté par l'Amin des Amins ou Amin-el-oumena. C'est un peu semble-t-il le cheikh de la mosquée mozabite, avec cette différence cependant que c'est le représentant laïque d'une puissance laïque.

Il semble que dans cette organisation il manquait un élément pacificateur, respecté de tous, capable d'arrêter par son prestige toute discussion et que celui-ci se trouvait au M'zab par le fait de l'existence de ces graves et religieux personnages, membres de la Halka (1). Avant toute conclusion il faut bien se rappeler le caractère propre de la race berbère ; de tous temps les berbères se sont partagés en ennemis, ils ont soutenu des luttes fratricides. Aucun pouvoir n'a pu arriver à les en empêcher, et au M'zab, en Kabylie, les querelles ont existé et souvent pour des motifs futiles. La lutte de Çoff contre Çoff, calmée à certaines périodes lorsque l'épuisement du parti vaincu l'obligeait à disparaître, reprenait de plus belle quand des ressources suffisantes, l'appel aux voisins, lui donnaient l'espoir de reprendre son ancienne situation. La notice sur l'histoire de Guerara déjà citée indique longuement l'origine des deux Çoffs, le Çoff Chergui, le Çoff Ghorbi, un meurtre suivi bientôt de luttes armées, d'exils, de destructions de jardins, d'arbres, de maisons. Il s'ensuivit de longues années de

(1) Aucune préoccupation ne devait les atteindre au point de vue de l'existence matérielle semble-t-il. Celle-ci était largement assurée par les revenus des biens de main-morte ou habous.

guerre qui durèrent jusqu'en l'an de l'Hégire 1270 ou 1853. Toutes les autres villes prirent plus ou moins le parti de l'un ou de l'autre Çoff. C'est pendant ces périodes de trouble que les djemâas laïques, les Aouames et les Mékaris cherchèrent à se débarrasser de l'influence de la Halka, devenue le plus souvent un foyer d'intrigues. « Mais cette assemblée avait un
« moyen de rétablir sa domination : elle fermait la mosquée,
« faisait cesser l'appel à la prière, refusait de laver les morts
« et de passer les actes authentiques. Cet état de choses ne
« pouvait durer longtemps et on se soumettait » (C^t Robin).

Et comment ne pas se soumettre à ces tolba qui avaient seuls le droit d'infliger les peines reconnues licites : « elles comprennent les trois degrés suivants :

« L'adeb, dont le maximum était vingt coups de bâton ou
« vingt jours de prison ;

« Le taazir, dont le maximum était quarante coups de bâton
« ou quarante jours de prison.

« Le nékal, peine supérieure à quarante coups de bâton et
« à quarante jours de prison, mais sans maximum fixé.

« Enfin, la peine de mort, rarement appliquée.

« La peine la plus fréquente était celle de la bastonnade ou
« du fouet. Le Kitab-El-Ahkam règle dans tous ses détails le
« cérémonial de cette exécution. Voici le résumé du chapitre
« qui traite de cette matière :

« La bastonnade ne doit jamais être infligée dans la mos-
« quée ; elle est licite dans tout autre lieu.

« Elle doit être donnée par celui qui a infligé la peine ou par
« quelqu'un qu'il délègue.

« L'instrument destiné à frapper doit être un fouet fabriqué
« à cet effet et payé par le trésor public ; à défaut de fouet, une
« tresse de cuir, composée de trois lanières, une corde d'alfa,
« une branche de palmier dépouillée de ses feuilles, ni trop
« rigide ni trop flexible. On ne doit pas frapper avec une corde
« en filaments de palmiers ou en laine, avec un bois de régime,
« un roseau ou un bâton de bois dur.

« Le patient devra se mettre à genoux et découvrir ses
« épaules ; il subira sa peine dans cette position. L'exécuteur
« le frappera d'abord sur l'épaule droite, puis sur l'épaule
« gauche et continuera ainsi en alternant jusqu'à la fin.

« Dans le cas où, par suite de blessures, ou pour toute autre
« cause, le patient ne pourrait recevoir la bastonnade sur les
« épaules, il sera frappé sur la partie postérieure qui devra
« rester couverte ; si le vêtement se déchire, on interrompra
« l'exécution pour replacer un voile nouveau.

« Les esclaves mâles pourront, à volonté, être frappés sur
« les épaules ou sur la partie postérieure.

« Les femmes libres recevront la bastonnade sur les épaules ;
« elles devront ramener leur voile sur la tête et rester entière-
« ment couvertes. Avant de commencer l'exécution, on devra
« s'assurer, en les faisant inspecter par des femmes dési-
« gnées, qu'elles n'ont pas un vêtement épais, susceptible
« d'amortir les coups.

« Pour empêcher la femme de montrer sa nudité en se
« débattant, on l'obligera à s'asseoir dans un grand panier qui
« lui vienne jusque sous les bras, ou à s'introduire dans une
« gherara (sac en laine) qu'on lui attachera sous les aisselles.

« Afin d'éviter au public le spectacle d'accidents physiques
« que la douleur ou la peur peuvent déterminer chez la femme,
« on arrosera abondamment d'eau le panier ou la gherara
« dans lesquels elle doit prendre place ainsi que le sol, à
« l'endroit où elle doit subir sa peine.

« Les femmes esclaves recevront la bastonnade sur leurs
« épaules nues. Dans le cas où on les frapperait sur la partie
« postérieure, cette partie devra toujours rester couverte.

« On ne bâtonnera jamais une femme enceinte ; elle subira
« sa peine après son accouchement.

« On prendra à l'égard des hermaphrodites les mêmes pré-
« cautions que pour les femmes ; ils seront placés dans un
« panier et battus les épaules couvertes. (1) »

Ainsi, si les Azzaba dispensateurs des peines, législateurs et éducateurs régnaient par la suspension de la vie municipale, ils régnaient aussi par la terreur. L'étroitesse rigide de leurs principes devait peser fortement sur l'esprit de leurs concitoyens appelés par les besoins de leur commerce à passer une partie de leur existence dans le Tell. Ils s'y montraient labo-

(1) A. de C. MOTYLINSKI, L. C.

rieux, intelligents, honnêtes dans leurs transactions, n'avaient aucune attache avec les tribus arabes et ils étaient parvenus à conserver même pendant les époques troublées de notre conquête une sorte d'indépendance. Cette indépendance ils la gardaient aussi chez eux en éloignant à prix d'argent les aventuriers qui surgissaient dans le Sahara.

En 1853, après la prise de Laghouat, le bon renom de ces commerçants pacifiques fit entamer des négociations avec les représentants de leurs villes et une sorte de pacte fut conclu. Il était convenu que les Mozabites auraient la faculté de voyager et de commercer librement dans tout le territoire algérien, mais à la condition de fermer leurs villes et leurs marchés à nos ennemis, de les repousser par la force, de payer à la France un tribut annuel. Il leur était promis encore qu'ils seraient libres de s'administrer, libres de leurs actes, si ceux-ci ne troublaient pas la tranquillité générale, s'ils respectaient les droits de nos nationaux et de nos tribus soumises. Cette convention porte la date du 24 janvier 1853. Nous l'avons observée, mais la lutte entre le parti laïque et les tolbas fit du M'zab un foyer de désordres et d'anarchie. Nos ennemis y étaient accueillis, ils y trouvaient des vivres, des armes, de la poudre, des subsides, de sorte que la convention ne paraissait plus engager que la France.

Voici, d'après le commandant Robin, le résumé des faits qui ont nécessité l'intervention, la soumission du M'zab à la règle commune :

« Au mois de mars 1860, deux hommes attentent à la vie du « chef de la djemâa de Guerara, Brahim Bouhoum, le blessent « grièvement et tuent son frère ; Brahim, encore tout couvert « de sang, fait appel à la justice de la djemâa, qui condamne « les coupables à mort et les fait fusiller.

« L'année suivante, le parti de Brahim Bouhoum a le dessous, dans la nuit du 9 au 10 septembre 1861, cet indigène « est expulsé violemment de la ville, avec une fraction de la « tribu arabe des Atatcha ; il a 5 des siens tués et les biens des « expulsés sont confisqués.

« Après deux ans d'exil, Brahim Bouhoum, ayant mis dans « son parti les Chamba de Metlili, attaque Guerara de vive « force, dans la nuit du 21 au 22 avril 1863, enlève l'enceinte et

« pénètre dans sa maison, dont il fait un réduit où il supporte
« toutes les attaques. La lutte dure 14 jours, Brahim gagne
« peu à peu du terrain, et, le 7 mai, il expulse tout le parti
« opposé et règne en maître. L'autorité française est obligée
« d'intervenir pour rétablir l'ordre. Cette lutte avait coûté la
« vie à 73 personnes.

« Franchissant quelques années de calme relatif, nous
« retrouvons, en 1877, Brahim Bouhoum, chef des Guerara.
« Le 4 avril, cet indigène rentrait chez lui du marché, quand
« il essuie le feu de huit hommes qui s'étaient embusqués sur
« son passage, et tombe mort.

« Le 26 mai, la djemâa de Guerara arrive à Laghouat avec
« les meurtriers; nous n'avions pas à poursuivre ceux-ci, aux
« termes de la convention de 1853, et nous ne pouvions inter-
« venir que comme conciliateurs. La djemâa décide qu'on
« paiera le prix du sang et que les coupables seront exilés à
« Ghardaïa. La députation se rendait dans cette ville, lorsque,
« à peu de distance de Ghardaïa, Kassi ben Bouhoum, frère
« de Brahim, tombe sur elle avec les Atatcha et en fait un
« massacre général; 14 individus sans défense sont mis à
« mort. Kassi-ben-Bouhoum s'installe comme chef de la
« djemâa et aucune répression n'est exercée. Voilà pour
« Guerara.

« Le 23 février 1880, un conflit a lieu sur le marché de Beni-
« Isguen; 13 individus sont tués et 60 blessés.

« Le 11 juin 1880, une centaine de Mozabites et d'Arabes
« font une brèche dans l'enceinte de Bou-Nourâ et pénètrent
« de vive force dans la ville en balayant les rues à coups de
« fusil. Les agresseurs sont refoulés par un retour offensif,
« et une trentaine d'entre eux s'enferment dans la maison
« commune. On entasse dans la cour des fagots sur lesquels
« on verse du pétrole, et on y met le feu. Tous allaient
« périr, si les gens de Ghardaïa n'étaient arrivés à temps
« pour les sauver; il y avait eu 11 tués et un grand nombre
« de blessés.

« Voyons maintenant les luttes qui ont lieu à Ghardaïa :

« Dans la nuit du 16 au 17 septembre 1864, les gens de
« Mélika, Bou-Noura, El Ateuf, secondés par les Chamba et
« par une partie des Larba insurgés, attaquent Ghardaïa et

« pillent les maisons des gens qui ne veulent pas se rallier au
« parti des Oulad-Sidi-Chikh révoltés contre nous. Par la
« même occasion, ils pillent les maisons des Juifs, qui n'étaient
« pour rien dans l'affaire.

« Dans la nuit du 14 au 15 janvier 1867, 800 individus mar-
« chent de Berrian sur Ghardaïa, appelés par un des partis
« qui s'y disputent le pouvoir, et entrent dans la ville par sur-
« prise. La lutte dure 3 jours, les maisons sont mises au pil-
« lage; 38 individus faits prisonniers sont massacrés froide-
« ment, sur la place du marché, à coups de couteau et de
« pioche; on arrache les yeux aux victimes; des enfants de
« 7 à 8 ans, des vieillards sont mis à mort. Dans ces affaires,
« il y eut 68 tués et de nombreux blessés.

« Le 31 mai 1881, le chikh de la mosquée de Ghardaïa, El-
« Hadj-Salah ben Kassî, disparaît tout à coup sans qu'on
« puisse le retrouver; il a été assassiné, malgré le respect que
« devait inspirer son caractère religieux.

« Cet assassinat, dont une fraction est accusée, cause une
« grande fermentation dans la ville. Dans la journée du 28
« avril 1882, le sof auquel cette fraction appartient est attaqué
« à l'improviste, de propos délibéré, par l'autre sof, qui est
« beaucoup plus nombreux; les agresseurs chassent leurs
« adversaires de la ville, les traquent à coups de fusil dans les
« jardins et livrent leurs maisons au pillage; 9 individus sont
« tués et 10 blessés. Une des victimes est décapitée et on
« jette sa tête sanglante sur les genoux de sa mère, qui avait
« eu pour son compte une jambe cassée et les oreilles
« déchirées pour en arracher les bijoux. Cette pauvre femme
« meurt deux jours après de l'émotion qu'elle avait éprouvée.

« Quelque temps auparavant, le 9 octobre 1881, le chef de
« la djemâa de Berrian, El-Hadj Brahim ben Djeriba, qui
« avait le tort énorme, aux yeux de ses administrés, de nous
« avoir toujours montré beaucoup de dévouement et de nous
« avoir livré, peu auparavant, un criminel dangereux, est
« assassiné en plein jour. C'était un vieillard de plus de 80
« ans, renommé pour sa charité. Les coupables qui avaient
« agi ouvertement de sont pas même inquiétés.

« Ces deux derniers faits avaient épuisé notre patience, qui
« avait été mise souvent à de dures épreuves; il était impos-

« sible de tolérer plus longtemps à côté de nous de pareilles
« atrocités ; d'ailleurs, les Mozabites n'avaient cessé de four-
« nir, malgré nos observations réitérées, de grandes quantités
« d'armes et de poudre aux insurgés de la province d'Oran ;
« la contrebande de guerre était devenue une des branches les
« plus lucratives de leur commerce ; d'un autre côté, il
« n'était pas digne de notre civilisation de laisser la traite de
« noirs se continuer dans un petit pays enclavé au milieu de
« nos possessions. L'annexion du M'zab fut donc résolue, et,
« dans le courant d'octobre 1882, toutes les mesures furent
« préparées pour la prise de possession de ce pays, et pour
« la création, auprès de Ghardaïa, d'un poste militaire destiné
« à assurer le fonctionnement régulier de l'administration
« et à maintenir dans le devoir tout le sud de la division
« d'Alger. »

Comment fut acceptée cette occupation ? Si Mohammed ben Chetioui ben Slimane va nous l'apprendre :

« En l'an 1300 (1882) nous avons été soumis définitivement
« à la France et l'anarchie qui régnait chez nous a cessé pour
« toujours. Dieu nous a apporté la paix et a mis fin à toute
« injustice en nous donnant le gouvernement français, secours
« de l'opprimé et terreur du méchant. »

Et, comme l'ajoute M. de Motylinski : « Il ne faut pas voir
« seulement dans cette phrase une de ces louanges banales
« que les indigènes accordent si libéralement à l'autorité fran-
« çaise dès qu'ils ne peuvent plus se soustraire à son action.
« C'est surtout l'expression du sentiment de la grande majorité
« des Mozabites, des laïques surtout. Les habitants des Ksour
« du M'zab, jaloux et fiers de leur indépendance se rendaient
« cependant parfaitement compte de l'état politique déplorable
« dans lequel ils vivaient et de la décadence progressive qui en
« était la conséquence : « O Aghlan, dit un proverbe local,
« connu de tous, quel crime as-tu commis pour être ainsi
« assoiffé de toute part ? Quelle est la cause de tes maux ? Est-
« ce ton peu de religion ou ton mépris des défenses divines ?
« Non, c'est la discorde qui divise tes cœurs. Si les cœurs
« s'entendaient, tes vallées seraient remplies comme des
« mers (1). »

(1) *Guerara*, A. de Motylinski, L. C.

Depuis ce moment, le calme le plus absolu n'a cessé de régner au M'zab. Si les vallées ne sont pas remplies comme des mers, la population a pu se développer. Les relations commerciales se sont étendues, surtout du côté du Tell ; la sécurité la plus complète permet aux Beni-M'zab de voyager dans toutes les directions. Cependant, les tolbas ne peuvent supporter sans récriminations le rôle effacé qui leur est attribué aujourd'hui, et si des observations, quelques timides réclamations se sont élevées contre nous, contre notre occupation toute pacifique, c'est d'eux qu'elles sont venues.

SÉANCE DU 3 MAI

Présidence de M. MILANTA.

ÉLECTIONS

Est nommé membre titulaire :

M. S. JAY, maire de Grenoble.

Présentation de silex anciens, emmanchés de nos jours par un aliéné,

Par M. MULLER.

M. le Dr Dodero, membre de la Société, a reçu de son collègue, M. le Dr Marie, médecin aliéniste à Dun-sur-Auron (Cher), une série de silex emmanchés par un aliéné dans le but de tuer le Dr Marie, qui le soignait.

Au point de vue de la survivance d'une industrie, de l'adaptation à un milieu nouveau, et surtout de la résurrection atavique d'instincts amenant l'emploi raisonné de matériaux abandonnés par une race depuis des milliers d'années, il eût été intéressant à un haut degré que l'aliéné artisan soit d'extraction humble et surtout un illettré. Malheureusement ce n'est pas le

cas, car le malade en question est un ancien médecin d'un hôpital de Memphis (Floride), qui a certainement vu des musées ethnologiques et des collections d'objets préhistoriques. Il y a donc fort peu de mérite pour un homme comme cela à ramasser des cailloux tranchants et à les monter en fendant des branches d'arbre et en liant lesdits cailloux avec des lacets et des tresses.

D'après M. le Dr Marie, le malade est un mélancolique avec idées de persécution et de suicide (tentative pour se noyer), inégalité pupillaire sans paralysie générale. 60 ans.

Le malade a monté ses armes dans le département de l'Eure, à Evreux, où l'on trouve beaucoup de silex en rognons en place et disséminés. M. le Dr Marie n'a pas connaissance de stations ou ateliers préhistoriques dans les environs de l'asile, bien qu'au musée d'Evreux il y ait un certain nombre d'objets préhistoriques, entre autre un beau poignard en silex dont le moulage est au musée Saint-Germain.

Les silex employés par le malade ont été ramassés par lui dans la cour de l'asile, dans les remblais et les matériaux pour un mur en construction. L'asile est entièrement sur remblais exhaussés depuis peu ; l'aliéné n'a eu qu'à faire quelques retouches à ses silex pour pouvoir mieux les lier.

Les lignes qui précèdent font partie de la réponse de M. le Dr Marie à une demande de renseignements concernant le préhistorique connu dans la région, car le côté intéressant de cette communication est surtout de faire ressortir la possibilité de découvrir, d'après les silex utilisés par l'aliéné, une station préhistorique ou un atelier de taille de silex.

Sur les 6 silex emmanchés, 3 sont des noyaux portant de nombreuses facettes d'éclatement montrant en creux l'emplacement du bulbe de percussion existant sur les silex qui en ont été détachés.

L'un, plat, roussâtre, montrant encore partie de sa gangue, d'environ 35 millimètres d'épaisseur, approchant de la forme d'un losange, pesant près de 300 grammes, a été ramassé primitivement dans un cours d'eau ; les surfaces anciennes sont en effet égrissées et montrent les traces de nombreux chocs ; tout autour, des éclats ont été détachés en grand nombre et vu leurs positions et dimensions sont certainement intentionnels et, de

plus, de fabrication ancienne; pas de traces d'éclats modernes, fixé dans une branche d'arbre fendue et lié avec des lizières rouges.

Un deuxième, en silex gris bleu, légèrement transparent, en forme de pic, pesant environ 100 grammes, montre des éclats anciens à côté d'éclats modernes, emmanché dans une branche fendue et lié comme le premier.

Un troisième silex, le plus intéressant, pesant environ 350 grammes (je dis environ, car je ne pouvais le démonter pour vérifier le poids), peut se figurer par un T dont le pied serait trois fois plus large que les bras; ce silex a 0 m. 16 de long côté des bras, le pied mesure 0 m. 08 de long sur 7 et 8 de large, épaisseur de 2 à 3; il est de couleur blanc roux et montre plus de 14 facettes d'éclatement. Les deux bras du T ont le dos plat et portent par là sur une branche d'orme qui a été planée d'un côté pour recevoir la pièce , l'aliéné ayant simplement accentué les crans par des retailles nouvelles pour mieux fixer les liens d'attache qui sont, pour cette hache, de la corde est de gros lacets de cuir; je dis hache, car montée de cette façon cette pièce en a la forme et constitue une arme redoutable.

Les trois autres pièces sont, l'une, un éclat accidentel en forme de serpe, l'autre, un mince rognon ayant encore toute sa gangue rougeâtre, et la dernière, dépassant 400 grammes, est un énorme éclat de décortication d'un rognon de silex, ligatures en cuir, corde et lianes.

Il y a donc intérêt à procéder à des recherches sérieuses sur le territoire et autour de l'asile qui a fourni les armes citées plus haut, et surtout connaître la provenance des déblais qui ont servis à exhausser son sol; une découverte importante peut en résulter, l'on a eu souvent à enregistrer des trouvailles sérieuses à la suite de renseignements plus vagues que ceux-ci.



Note pour servir à l'histoire de la commune de St-Etienne-de-St-Geoirs.

Par M. O. CHENAVAZ, député.

Noms des Administrateurs de la commune de St-Etienne-de- St-Geoirs, depuis 1789.

MONARCHIE CONSTITUTIONNELLE (Constitution des 3-4 septembre 1791)

LOUIS XVI (1789-1792)

ÉTATS-GÉNÉRAUX (4 mai 1789)

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE (20 juin 1789)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (1^{er} octobre 1791-21 septembre 1792)

Constitution des nouvelles Municipalités d'après le décret
du 14 décembre 1789

<i>Maires.</i>	<i>Procureurs de la Commune.</i>
1 ^o Claude-Joseph VEYRON-LA-CROIX élu maire le 18 février 1790 élu membre de l'administration du départe- ment le 22 avril 1790.	1 ^o Pierre BIESSY élu le 18 février 1790.
2 ^o Pierre BIESSY élu maire le 9 août 1790.	2 ^o Jean VEYRON-MASCARON élu le 9 août 1790.
	3 ^o Jean-Gaspard PERRIAL élu le 13 novembre 1791.

PREMIÈRE RÉPUBLIQUE (Proclamation de la République, 22 septembre 1792)

CONVENTION NATIONALE (22 septembre 1792-26 octobre 1795)

Constitution du 24 juin 1793

<i>Maires.</i>	<i>Procureurs de la Commune.</i>
Pierre BIESSY démissionnaire le 28 octobre 1792.	Jean-Gaspard PERRIAL
3 ^o Pierre VINOY élu le 13 décembre 1792.	<i>Agents Nationaux.</i>
4 ^o Pierre BIESSY • élu en frimaire an III (6 ⁿ novembre 1794), démissionnaire en pluviôse an III (fé- vrier 1795).	4 ^o Jean-Gaspard PERRIAL élu en frimaire an III démissionnaire en pluviôse an III.

PREMIÈRE RÉPUBLIQUE (*suite*)

Maires

- 5^o Jean-Etienne COSTE
élu le 2 ventôse an III (fin février 1795).
- 6^o Pierre BIESSY
Nommé par le représentant Gauthier, le 7 floréal an III (fin avril 1795). Refuse les fonctions.
Sur nouvelles sommations du 29 thermidor an III, nouveau refus. Vacance de la fonction.

Agents nationaux.

- 5^o Mathieu JACQUEMET
élu le 2 ventôse an III (fin février 1795).
Mathieu Jacquemet rempli les fonctions de maire, depuis floréal an III jusqu'en brumaire an IV, sur le refus du citoyen Biessy, qui n'est pas remplacé.

Administration municipale du canton d'après la Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795).

- 1^o *Président de l'Administration cantonale*
Jean-François GATEL (élu le 24 brumaire an IV, novembre 1795).

Commissaire provisoire du Pouvoir exécutif près l'Administration municipale cantonale de St-Etienne-de-St-Geoirs

Louis-Marie VEYRON-LA-CROIX-DU-PLAN
nommé par le Directoire exécutif du département de l'Isère, le 11 brumaire an IV.

Commissaire du Pouvoir exécutif

Louis VACHON, notaire
nommé par le Directoire exécutif du département de l'Isère, le 13 frimaire an IV.

Agents municipaux

- 7^o Mathieu JACQUEMET
élu le 24 brumaire an IV (novembre 1795).
- 8^o Louis-Marie VEYRON-LA-CROIX-DU-PLAN
élu le 9 brumaire an V (octobre 1796).
- 9^o Antoine-Scipion COCHET
élu le 30 germinal an V (avril 1797), révoqué par arrêté de l'Administration départementale pour incivisme le 26 brumaire an VI (oct. 1797).
- 10^o Pierre BIESSY
élu par l'Administration cantonale pour continuer le mandat du citoyen Cochet.

Agents municipaux adjoints

- 6^o Jean CHENAVAZ
élu le 24 brumaire an IV.

DIRECTOIRE EXÉCUTIF (26 octobre 1795-15 décembre 1799)

Constitution de l'an III

- 2^o *Président de l'Administration cantonale*
Joseph-Claude VEYRON-LA-CROIX (élu le 1 floréal an VI, 20 avril 1798)

PREMIÈRE RÉPUBLIQUE (suite)

<i>Agents municipaux</i>	<i>Agents municipaux adjoints</i>
11 ^o Pierre BIESSY élu le 1 ^{er} floréal an VI (20 avril 1798).	7 ^o Jacques SIMIAN élu le 1 ^{er} floréal an IV.
12 ^o Claude-Joseph GENON élu le 29 frimaire an VII, par l'Administration cantonale, en remplacement du citoyen Biessy, démissionnaire.	

COUP D'ÉTAT DU 18 BRUMAIRE AN VIII

Constitution du 22 frimaire an VIII (15 décembre 1799)

Réorganisation des municipalités communales d'après la loi du 28 pluviôse an VIII et de l'arrêté des consuls du 19 floréal an VIII.

CONSULAT. — BONAPARTE 1^{er} CONSUL (15 décembre 1799-18 mai 1804)

Constitution de l'an VIII

<i>Maires</i>	<i>Adjoints</i>
13 ^o Gabriel-Georges-Guillaume PERRIOL Nommé le 21 floréal an VIII (mai 1800), par arrêté préfectoral.	8 ^o Louis-François MOLLIÈRE nommé le 21 floréal an VIII, par arrêté préfectoral.
	9 ^o Louis VEYRON-CHURLET nommé le 21 mars 1808, par arrêté pré- fectoral.

SÉNATUS CONSULTE ORGANIQUE DU 16 THERMIDOR AN X

PREMIER EMPIRE

NAPOLÉON I^{er} (18 mai 1804-6 avril 1814)

Sénatus-Consulte, 28 floréal an XII

Gabriel PERRIOL	Louis VEYRON-CHURLET
-----------------	----------------------

PREMIÈRE RESTAURATION

LOUIS XVIII (6 avril 1814 - 20 mars 1815)

Charte Constitutionnelle du 4 juin 1814

Gabriel PERRIOL	Louis VEYRON-CHURLET
-----------------	----------------------

LES CENT JOURS

NAPOLÉON I^{er} (20 mars 1815-22 juin 1815)

Acte additionnel, 22 avril 1815

14 ^o Jacques SIMIAN nommé le 16 juin 1815, par arrêté préfect.	10 ^o BOUILLIER nommé le 16 juin 1815, par arrêté préfect.
--	---

DEUXIÈME RESTAURATION (22 juin 1815-30 juillet 1830)

Charte Constitutionnelle, 4 juin 1814

LOUIS XVIII (1815-1824) — CHARLES X (1824-1830)

15° Gabriel-Georges PERRIOL
nommé le 2 juillet 1815, par arrêté préfec.
démissionnaire en oct. 1815.
16° Louis-Etienne VEYRON-LA-CROIX
DU CHARREL
nommé le 11 oct. 1815.
17° Gabriel-Georges PERRIOL
nommé le 30 août 1824, par arrêté préfec.

11° Louis VEYRON-CHURLET
nommé le 2 juillet 1815, par arrêté préfec.
12° Pierre-François PETIT
nommé le 30 août 1824, par arrêté préfec.

RÉVOLUTION DE JUILLET 1830

MONARCHIE DE JUILLET

LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS (juillet 1830-24 février 1848)

Charte Constitutionnelle du 14 août 1830

18° Pierre-François SIMIAN
nommé le 26 septembre 1830, par arrêté
préfectoral.

13° Pierre BRISSAUD
nommé le 15 octobre 1843, par arrêté
préfectoral.

RÉVOLUTION DE FÉVRIER 1848

DEUXIÈME RÉPUBLIQUE

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

Constitution du 4 novembre 1848

Présidents de la République :

CAVAIGNAC (24 juin-4 novembre 1848).

LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE (10 décembre 1848-2 décembre 1852).

19° Pierre-Michel BIESSY
élu président de la commission municipale.
par le conseil municipal, le 16 mars 1848;
élu maire, par le conseil, le 30 août 1848;
démissionnaire le 30 décembre 1851.
20° François-Louis-Joseph ROMAIN
élu maire, par le conseil municipal,
le 10 janvier 1852.

14° Pierre-François PETIT
élu, par le conseil munic., le 30 août 1848;
démissionnaire le 30 décembre 1851.
15° Rémy MATHAIS
élu, par le conseil mun., le 10 janvier 1852;
démissionnaire en septembre 1868.

COUP D'ÉTAT DU 2 DÉCEMBRE 1851

DEUXIÈME EMPIRE

NAPOLÉON III (2 décembre 1852-4 septembre 1870)

Constitution du 14 janvier 1852

21° Pierre-François SIMIAN
nommé le 15 septembre 1852, par arrêté
préfectoral.

16° Pierre BUGNON
nommé le 18 septembre 1868, par arrêté
préfectoral, en remplacement de Rémy
Mathais, démissionnaire.

RÉVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE 1870

TROISIÈME RÉPUBLIQUE

Présidents de la République :

A. THIERS (1870-1872). — MAC-MAHON (1872-1879).

J. GRÉVY (1879-1887). — S. CARNOT (1887-1894).

CASIMIR-PÉRIER (28 juin 1894-15 janvier 1895) — F. FAURE (17 janvier 1895-)

22° Etienne CHENAVAZ
élu président de la commission municipale,
par le conseil municipal, le 10 septembre
1870;
élu maire, par le conseil municipal, le
7 mai 1871;

nommé maire, par décrets du Président de
la République, les 17 février 1874, 23
février 1878 et 19 février 1881;

élu conseiller d'arrondissement du canton,
le 8 octobre 1871;

élu conseiller général de l'Isère, par le
canton, le 1^{er} août 1880.

Etienne CHENAVAZ
réélu maire par le conseil municipal, le
1^{er} mai 1882.

23° Augustin MATHIEU
élu par le conseil municipal (bénéfice
d'âge), le 18 mai 1884.

24° Etienne CHENAVAZ
élu par le conseil municipal, le 19 décem-
bre 1886;

réélu le 20 mai 1888;
décédé le 18 février 1899;

25° Hippolyte VEYRON-CHAMBAUD
élu par le conseil municipal, le 14 avril 1889.

17° Rémy MATHAIS
élu adjoint par le conseil municipal, le
7 mai 1871;
nommé par décret du Président de la Ré-
publique, le 17 février 1874.

18° Louis BUGNON
nommé par décrets du Président de la Ré-
publique, les 25 février 1878 et 19 fé-
vrier 1881;
réélu par le conseil municipal, le 1^{er} mai
1882.

19° Joseph CHAMPON
élu par le conseil municipal, le 18 mai 1884.

20° Louis BUGNON
élu par le conseil municipal, le 20 mai 1888.

TROISIÈME RÉPUBLIQUE (*suite*)

26° Octave-Pierre-Léonce CHENAVAZ
 élu conseiller général de l'Isère, par le
 canton, en mars 1889.
 élu maire, par le conseil municipal, le
 15 mai 1892 (non acceptant);
 réélu le 19 mai 1892;
 élu député de l'Isère, arrondissement de
 Saint-Marcellin, le 3 mars 1895;
 maire démissionnaire le 5 mars 1895.

27° Alexandre GAGNEUX
 élu par le conseil municipal, le 10 mars
 1895;
 réélu par le conseil municipal, le 17 mai
 1896.

Louis BUGNON
 réélu par le conseil municipal, le 15 mai
 1892.

Louis BUGNON
 réélu par le conseil municipal, le 17 mai
 1896.

**Notes sur la commune et le canton de Rives pen-
 dant la Révolution, prises dans les registres de
 la municipalité de Rives,**

par M. GIRARD, instituteur à Beaucroissant.

**Prestation du serment civique par le curé et le vicaire
 de Rives.**

« Du jeudi treize janvier mil sept cent quatre-vingt-onze, a
 comparu M. Louis-Joseph Geynet, curé de Rives, qui, pour se
 conformer au décret de l'Assemblée nationale du 27 novembre
 dernier, sanctionné par le Roy, nous a déclaré vouloir prêter
 ledit serment prescrit par ledit décret, dimanche prochain,
 compté le seize du présent mois, à l'issue de la messe paroiss-
 siale, et a signé.

« Signé: GEYNET, curé.

« Du dimanche 16 janvier 1791, au lieu Rives, dans la cour
 de l'église, à l'issue de la messe paroissiale, les habitants étant
 dans ladite église.

« Les officiers municipaux, ensemble les notables formant le
 Conseil général, se sont rendus en ladite église, ensuite de la
 déclaration faite sur le présent registre par M. Geynet, prêtre et
 curé dudit Rives, et par M. Gondrand, vicaire du même lieu,

les huit et treize de ce mois, au sujet de leur prestation de serment, ordonnée par le décret de l'Assemblée du 27 novembre dernier, sanctionnée par le Roy le 26 décembre suivant.

« M. Geynet, revêtu des ornements dont il vient de célébrer la messe, sur le marche-pied de l'autel, a dit, à haute et intelligible voix, qu'il était prêt à prêter le serment dont il s'agit, ordonné par le susdit décret, ce qu'il a fait en disant, la main sur la poitrine : « Je jure de veiller avec soin sur les fidèles de cette paroisse qui me sont confiés, et d'être fidèle à la nation, à la loi et au Roy, de maintenir de tout mon pouvoir la constitution décrétée par l'Assemblée nationale, acceptée par le Roy. » Duquel M. Geynet requiert acte au corps municipal ici assemblé.

« De suite, M. Gondrand, revêtu d'un surplis, au-devant de l'autel de la même église, a prononcé le même serment. M. Gondrand a de même requis acte et a signé avec M. Geynet.

« Signé : GEYNET et GONDRAND.

« Le conseil général de la commune a donné acte de la prestation de serment de MM. Geynet et Gondrand, curé et vicaire audit Rives, pour servir et valoir ce que de besoin, et a le conseil général de la commune signé.

« Le curé Geynet quitta la paroisse de Rives le 29 juin 1792. »

Service célébré à la mémoire de Mirabeau.

« Du vendredi 13 mai 1791, le conseil général a arrêté qu'il sera célébré un service dans l'église de ce lieu, en la mémoire de M. de Mirabeau, membre de l'Assemblée nationale, lundi prochain compté le seize du courant, sur les dix heures du matin ; à l'effet de quoi M. le curé sera invité d'annoncer ce service dimanche prochain à la messe de paroisse. Le conseil général y assistera ; invitation sera faite à MM. de la garde nationale d'y assister de même en cérémonie.

« Le service pour M. de Mirabeau fut célébré le lundi 16 mai 1791, par M. Geynet, curé. Y assitaient, MM. les maire, officiers municipaux et notables, la garde nationale. »

Assassinat de Beauvais, à Toulon. — Fête funèbre.

« Du vingt-huit brumaire, l'an second de la République française une et indivisible, le procureur de la commune a dit qu'à Grenoble on avait célébré une fête funèbre et civique en la mémoire de Beauvais, assassiné lâchement par les traîtres Anglais à Toulon, et de la lâcheté et barbarie commise par eux sur nos bâtiments dans le port de Gênes, requiert en conséquence la municipalité de faire faire une telle fête qu'à Grenoble, et a signé.

« Dudit jour, le conseil général en permanence a arrêté que de suite les ordres seraient donnés pour une telle fête. Que la garde nationale serait invitée d'y assister, ce qui a été effectué. Et de suite, la garde nationale étant sous les armes, la garde nationale de Renage de même que la municipalité qui s'est rendue à notre maison commune. Ladite garde nationale nous est venue prendre et nous sommes montés à l'église où le curé de Rives a dit une messe et a fait une oraison funèbre qui a été applaudie de tous les spectateurs en général, après laquelle il a été chanté les strophes de la société populaire de Grenoble. La cérémonie achevée, il a été proposé de faire un don patriotique pour aller chasser cette race maudite du sol de la République. Il a été arrêté que l'on se réunirait à la Société populaire et que là un registre serait ouvert pour recevoir les dons. Il a été ensuite prêté serment de mourir républicain et de ne quitter les armes que quand nous aurions chassé tous les satellites des despotes. Il a été en outre arrêté que l'oraison funèbre de Beauvais serait inscrite dans le registre. »

**Oraison funèbre de Beauvais prononcée
par le curé de Rives.**

« Dans ce jour triste qui rassemble tous les bons patriotes, et qui doit tous nous déchirer le cœur, c'est d'apprendre qu'un de nos représentants, le citoyen Beauvais, vient d'être immolé à la fureur et à la barbarie des traîtres Anglais, à Toulon. Nation odieuse, tu viens de violer le droit des gens en frappant de mort un de nos représentants, apprends que c'est le peuple que tu as frappé dans sa personne et que ce peuple que tu outrages dans ta fureur se lèvera en masse pour t'écraser et te pulvériser.

ser. L'histoire nous apprend que de tout temps tu as été notre rivale, tant par des guerres injustes que tu nous a suscitées et que tu nous suscites encore, que par des traités odieux que des ministres pervers t'accordaient pour l'or que tu leur prodiguais. La nation française, outragée de tant d'odieux projets, a su apprécier ses intérêts en anéantissant tous les satellites du despotisme, qui s'engraissaient jadis à la sueur du peuple. Traître Pitt, tu marches sur les traces de ces sangsues du peuple. Tu fais mouvoir tous les ressorts imaginables pour soutenir ton despotisme, tu dilapides les finances dont tu n'es que le dépositaire pour fatiguer une nation juste qui se fait des lois ; tu assouvis enfin ta rage jusque sur la vaste étendue des mers, car nous venons d'apprendre depuis peu qu'une flotte française a été assaillie par les Anglais dans le port de Gênes ; mais apprends que cette nation que tu outrages si injustement saura se venger de tes forfaits et que lorsqu'un peuple combat pour sa liberté, aucune puissance ne saurait l'anéantir. Beauvais n'est plus, mais sa mémoire sera toujours chère à tout bon républicain. Régulus fut sacrifié pour l'avantage de la République, Beauvais vient de subir le même sort. L'histoire ne cesse de montrer que l'homme juste et sage, quelque revers qu'il essuie, a toujours de quoi se féliciter de sa vertu. Tel a été Beauvais. Mais que l'injustice, la fourberie, la trahison et tous les crimes vengent eux-mêmes la société du mal qu'ils luy font, la vengent, dis-je, par le mal que se font les vicieux et les coupables ; tels ont été les Anglais envers Beauvais.

« Ce jour est triste, je l'avoue, citoyens, par la perte que nous venons de faire d'un héros de la liberté ; mais d'une autre part, il est satisfaisant en voyant notre constitution qui s'établit avec la félicité publique sur des bases inébranlables.

« Ayons sans cesse présent à notre mémoire la constance et la fermeté des représentants de la nation dans la vaste carrière qu'ils remplissent si glorieusement. S'ils ont couru des dangers, ça a été pour les surmonter avec courage, et tous les obstacles qu'ils ont rencontrés n'ont servi qu'à faire briller avec plus d'éclat leur zèle et leur activité. Tel a été Beauvais.

« Ainsi, citoyens, soyons donc fermement convaincus que la Convention nationale ne peut que vouloir et faire le bien, et pour lui prouver notre confiance la plus étendue, prions-la constam-

ment de ne pas désemparer, que le vaisseau de l'Etat agité par la tempête ne soit calme et qu'elle reste à son poste jusqu'à ce que la vague de la liberté ne soit totalement affermie. O liberté ! nous te resterons fidèles jusqu'à la mort ; échauffes nos cœurs des rayons de ton feu divin ; que ta lumière, en nous éclairant dans les sentiers de la justice, nous donne en même temps la force et le courage de triompher de nos ennemis. Nous réussirons ou nous périrons tous jusqu'au dernier, plutôt que de ne pas transmettre à nos successeurs ton dépôt sacré ! »

Fixation du prix des travaux de la campagne.

« Le vingt-huit prairial, l'an deux de la République, se sont assemblés en conseil général les officiers municipaux et notables de la commune de Rives.

« L'agent national ouï,

« Le conseil général a arrêté que conformément à l'extrait des registres du Comité du Salut public de la Convention nationale, en date du onze prairial, l'an deux de la République française, portant, article 8, que le prix des journées sera fixé au même taux qu'en 1790, auquel il sera ajouté la moitié du prix en sus.

« 1° Les faucheurs auront pour chaque journée de leur travail trente-six sols et deux pots de vin, lorsqu'ils ne seront pas nourris, ci..... 1 livre 16 sols.

« Et lorsqu'ils seront nourris, dix-huit sols, ci..... 18 sols.

« 2° Les faneurs auront, étant nourris, douze sols, ci..... 12 sols.

« 3° Les faneuses, nourries, neuf sols, ci. 9 sols.

« 4° Les journaliers qui se nourrissent, trente-six sols à grandes journées, ci..... 1 livre 16 sols.

« Et à petites journées, vingt-quatre sols, ci 1 livre 4 sols.

« 6° La grande journée du charpentier non nourri, sera de cinquante-deux sols, ci..... 2 livre 12 sols.

« Et la petite journée du charpentier nourri sera de vingt-six sols, ci..... 1 livre 6 sols.

« 6° La journée du laboureur à charrue, ce qui fait le labour d'un journal de terrain, sera avec la nourriture de six livres. ci..... 6 livres.

« 4° La journée du laboureur à araire sera avec la nourriture de quatre livres, ci..... 4 livres.

« 8° La voiture d'une toise de bois prise dans l'enceinte de notre commune sera de trois livres, ci..... 3 livres.

« 9° Les voitures d'autres objets quelconques seront payées la chacune au prorata du poids et de la difficulté du transport.

« 10° Les maçons et charrons seront payés sur le même pied que les charpentiers.

« Le Conseil entend par grandes journées, celles qui se font depuis le premier vendémiaire jusqu'au premier germinal.

« Les ouvriers à petites journées n'auront que les deux tiers du prix donné aux ouvriers de la grande journée. »

Instruction primaire.

« Le trois prairial an quatrième de la République française, les membres de l'administration municipale du canton de Rives assemblés,

« Vu la loi du 37 brumaire an trois, relative aux écoles primaires et l'instruction à nous envoyée par le président de l'administration du département, relative au même objet;

« Le suppléant du commissaire du pouvoir exécutif oui,

« L'administration municipale est d'avis :

« 1° Que le presbytère de la commune de Rives et le jardin en dépendant doivent être exceptés de la vente et laissés à la disposition de la commune, pour y loger les instituteurs dont cette commune ne peut se passer, soit parce qu'elle est le chef-lieu du canton, soit parce que sa population qui est très écartée est d'environ quinze cents âmes, observant d'ailleurs que le plus souvent il y a eu plusieurs instituteurs dans ladite commune et qu'un seul ne peut y suffire ;

« 2° La commune d'Izeaux est distante de celle de Rives d'une lieue et demie et de celle de Beaucroissant, dépendant du même canton, de près d'une lieue ; que la population de la même commune d'Izeaux est d'environ douze cents âmes, et très dispersée ; par ces motifs, l'administration est d'avis que le presbytère de ladite commune et le jardin en dépendant ne sont pas dans le cas de la vente et qu'ils doivent être conservés

pour le logement des instituteurs nécessaires à ladite commune.

« 3° La population de la commune de Renage excède aussi mille âmes, elle est répandue sur un sol très spacieux, coupé par des coteaux, ruisseaux et rivières, ce qui rend pour ainsi dire impossible l'accès et la sortie de cette commune, entre autre dans l'hiver pour les enfants; indépendamment de sa distance aux autres communes et indépendamment de ce que cette commune a besoin, à raison de sa population, au moins d'un instituteur; ainsi son presbytère et le jardin ne doivent pas être vendus.

« 4° La population de la commune de Beaucroissant n'est que de sept cent cinquante âmes. Cependant, considérant la distance de cette commune à celle de Renage et d'Izeaux et la difficulté qu'éprouveraient les enfants pour se rendre dans une autre commune, notamment dans l'hiver, l'administration est également d'avis que le presbytère et le jardin en dépendant doivent être conservés pour le logement d'un instituteur. Néanmoins, contre l'espoir de l'administration, s'il était décidé que le presbytère de Beaucroissant doit être vendu, les enfants de cette commune ne pourraient être réunis qu'à l'instituteur de Renage, et alors cet instituteur ne pourrait suffire.

« 5° La commune de Charnècles, par son étendue, sa population qui est de plus de mille âmes, et son éloignement du presbytère de Rives qui est au moins d'une lieue, a besoin d'un instituteur dans son sein. En conséquence, le jardin et le presbytère doivent être conservés pour le loger.

« 6° Les deux communes de Réaumont et de Buy donnent une population d'environ onze cents âmes qui exigent au moins un instituteur. Vu d'ailleurs l'éloignement de ces deux communes des autres et leur grande étendue, observant qu'il convient que l'école soit placée au presbytère de Réaumont comme étant le point le plus central; déjà cette commune a un instituteur dans son presbytère, qui a à ses soins plus de quatre-vingts enfants desdites communes. En conséquence, le presbytère de Réaumont doit être conservé pour l'instituteur, étant observé que ce presbytère est sans jardin et qu'attendu que la loi en a assigné un à l'instituteur, il doit être pris le terrain nécessaire pour en former un sur le fonds qui avait été assigné au ci-devant curé pour son demi-arpent près du presbytère.

« 7° La population de la commune de La Murette est d'environ huit cents âmes ; elle est distante de Réaumont de près d'une heure de marche, ainsi que celle de Saint-Cassien. Aussi, quoique sa population n'arrive pas à mille âmes, il est nécessaire que cette commune ait un instituteur dans son sein. En conséquence, le presbytère et le jardin en dépendant ne doivent pas être vendus. Observant néanmoins qu'il serait plus commode aux habitants de la commune de conserver pour leur instituteur le bâtiment où était placée ci-devant l'école des jeunes filles de la Murette, si le département juge à propos d'exempter ce bâtiment de la vente.

« 8° La commune de Saint-Cassien n'a non plus qu'une population d'environ sept cents âmes ; mais considérant que cette population est très dispersée, des habitants étant à peu près à une lieue des uns des autres ; les plus éloignés du presbytère de ladite commune sont à presque une heure de chemin, ce qui rend pour ainsi dire impossible la réunion de cette commune à celle de la Murette, attendu que l'éloignement serait encore plus considérable. Il est par conséquent de toute justice de conserver à St-Cassien son presbytère pour y loger son instituteur.

« 9° Il est observé qu'il existe, dans la commune de Renage dépendant du canton, un petit emplacement contenant environ trente toises, servant autrefois de cimetière, avant la construction de l'église actuelle, et les sépultures s'y étant faites jusque il y a environ dix ans et même il n'y a qu'environ quinze jours qu'on y a encore enterré des enfants ; en sorte que ce terrain, d'une très mince valeur, n'est pas dans le cas d'être vendu en l'état. Cependant il est revenu à l'administration que des particuliers ont passé leur soumission pour l'acquérir ; l'administration centrale est priée d'excepter de la vente le sol dont s'agit.

« Tels sont les renseignements et les observations que présente l'administration municipale. Elle espère que celle du département y ayant égard, exceptera de la vente tous les presbytères ci-dessus rappelés, dont le besoin pour les communes a été prouvé. Vente qui d'ailleurs ne peut pas avoir lieu d'après l'article 5 de la loi du 27 brumaire, qui met à la disposition des communes tous les presbytères non vendus ; que si bien l'article 2 dispose qu'il sera établi une école par mille

habitants, cette disposition n'empêche pas que lorsque la distance et l'éloignement des communes ainsi que les localités forment obstacle à la réunion de plusieurs communes, il ne puisse y avoir une école dans chacune ; autrement en faisant des réunions, ce serait priver les jeunes gens de plusieurs communes ou de parties d'icelles du bienfait de la loi, et ce serait tromper les vues du gouvernement qui veut que chacun soit instruit. »

Présentation d'un instituteur pour Rives.

« Du cinq vendémiaire an cinquième, les membres de l'administration municipale du canton de Rives, assemblés,

« S'est présenté le citoyen Etienne Boisserand, habitant de cette commune, qui a demandé à être admis à remplir les fonctions d'instituteur des écoles primaires de la commune de Rives, en jouissant des avantages accordés par la loi;

« Considérant que la population de la commune de Rives est considérable, qu'un instituteur est très nécessaire pour l'enseignement des jeunes gens, et que, en attendant que l'administration du département ait, conformément à l'art. 1^{er} de la loi du 3 brumaire dernier, déterminé les arrondissements, il convient d'obtenir provisoirement un instituteur pour ladite commune ;

« Le suppléant du pouvoir exécutif oui ;

« L'administration municipale arrête que le citoyen Etienne Boisserand sera présenté à l'administration pour être nommé instituteur de l'école primaire de Rives. Ledit Boisserand ayant été préalablement examiné par un des jurys d'instruction.

« Au surplus, l'administration municipale est d'avis qu'il soit alloué audit Boisserand une somme de quarante-huit livres pour la présente année pour lui tenir lieu de logement et de jardin.

« Le 19 vendémiaire an cinq, le citoyen Amant-François Pinet, originaire de Rouen, domicilié à Réaumont, fut présenté dans les mêmes formes, pour remplir les fonctions d'instituteur pour les communes de Buy et de Réaumont. L'école devant être placée à Réaumont, point central.

« Le 10 brumaire an cinq, désignation du citoyen Thomas Logerot pour remplir les fonctions d'instituteur à Renage.

« Le 20 floréal an six, désignation du citoyen Barthélemy Carail pour remplir les fonctions d'instituteur à Charnècles. »

Célébration de la fête anniversaire de la République.

« Du 1^{er} vendémiaire an six, l'administration municipale du canton de Rives, ayant fait proclamer la fête de l'anniversaire de la fondation de la République dans toutes les communes du canton, a invité les citoyens d'assister à sa célébration au chef-lieu.

« Cejourd'hui, tous les membres de ladite administration, le juge de paix, la garde nationale sous les armes et nombre de citoyens se sont rendus sur la place de la Liberté, à onze heures du matin. Le président de l'administration y a prononcé un discours, plusieurs hymnes patriotiques ont été chantés, et la fête s'est terminée par un cri unanime de Vive la République ! »

Célébration de la fête de la Souveraineté du peuple.

« Le 30 ventôse an six, la commune de Rives, prévenue depuis plusieurs jours par une affiche et depuis hier soir par le son du tambour et trois coups de canon, que conformément à la loi du 13 pluviôse dernier, elle devait célébrer la fête de la Souveraineté du peuple, a été témoin, en y prenant toute la part possible, du spectacle suivant : le président de son administration, son agent municipal et son adjoint, le secrétaire du canton, le commissaire du pouvoir exécutif, le juge de paix, ses assesseurs, en partie, nombre d'entre eux ayant resté pour célébrer la fête dans leur commune, et son secrétaire, se sont d'abord réunis dans la maison commune ; dix-huit vieillards, quatre jeunes gens et la garde nationale s'y sont rendus à leur tour. Ce rassemblement fait, les quatre jeunes gens ont commencé la marche portant chacun un des écriteaux ordonnés par la loi ; les vieillards les ont suivis avec une baguette blanche à la main ; se sont ensuite mis en marche les administrateurs qui précédaient la garde nationale, et tous en ordre, suivis d'un nombre considérable d'habitants, se sont rendus non dans une prairie qui était d'abord le lieu choisi pour la célébration, mais, à cause du mauvais temps, dans la nef de la ci-devant

église. Là, la garde nationale s'est rangée à quelque distance d'un autel dressé exprès, chargé d'une inscription propre à inspirer l'amour des citoyens pour leur patrie, entouré de verdure et surmonté d'un drapeau tricolore. Les jeunes gens se sont mis aux quatre coins de l'autel avec leurs écriteaux, les vieillards ont formé entre eux un demi-cercle au-devant de cet autel ; immédiatement après eux se sont placés les membres de l'administration, et ensuite l'instituteur public et ses élèves. Les vieillards ont réuni leurs baguettes, en ont fait un faisceau et sur ce faisceau mis sur l'autel a été placé le livre de la constitution.

« La cérémonie a commencé par un hymne patriotique, et un des vieillards, étant monté sur les degrés de l'autel, a prononcé les paroles sacramentelles ordonnées par l'arrêté du 28 pluviôse dernier, et le président a répondu sur le même ton.

« Aussitôt a été faite la lecture de la proclamation du Directoire exécutif du 28 pluviôse dernier, et celle du message du même Directoire au Conseil des Cinq-Cents.

« La cérémonie ayant été terminée par des chants patriotiques, le cortège est retourné à la maison commune au bruit de trois coups de canon qui déjà s'étaient fait entendre au moment où le cortège mettait le pied dans l'enceinte du rendez-vous. Le livre de la constitution et le faisceau des baguettes réunies étaient portés par les jeunes gens qui précédaient la marche des administrateurs précédant eux-mêmes celle des vieillards. Le cri de : Vive la République a été fréquemment répété pendant le cours de la cérémonie, et a été répété encore quand on s'est quitté, avec un ton qui annonçait autant de zèle que de sincérité.

« L'après-midi a été employé à un repas civique nombreux, où les toasts ont été portés à la reconnaissance envers la représentation nationale, à la destruction des ennemis de la République et à la paix.

« Les autres communes du canton de Rives ont chacune, dans leur arrondissement, célébré la même fête avec autant de solennité qu'il leur a été possible, les procès-verbaux qu'elles en ont dressés ayant été déposés à l'administration. »

**Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. —
Fête funéraire.**

« Du vingt prairial an sept, sur les dix heures du matin, après que la convocation en a été faite, se sont réunis dans la maison commune les membres de l'administration municipale du canton de Rives, et autres fonctionnaires publics, l'adjudant, quelques officiers et fusiliers de la garde nationale du même canton.

« Le but de cette convocation étant de célébrer la fête funéraire ordonnée par la loi du 22 floréal dernier, relative à l'assassinat des ministres de la République à Rastadt; l'Assemblée s'est d'abord rendue au temple. Le premier objet qui s'y est présenté sur une table placée au milieu du temple a été une urne couverte d'un grand crêpe; au-dessus était en gros caractères l'inscription suivante : « Le 9 floréal, an sept, à neuf heures du soir, le Gouvernement autrichien a fait assassiner par ses troupes les ministres de la République française : Bonnier, Roberjot et Jean Debry, chargés par le Directoire exécutif de négocier la paix au Congrès de Rastadt. »

« Au côté droit de la table, sur une certaine hauteur, était une autre inscription portant ces mots : « La nation outragée dans la personne de ses plénipotentiaires assassinés à Rastadt par les satellites de l'Autriche, vengeance ! »

« Et au côté gauche, à la même hauteur, était un écriteau portant les noms honorables des conscrits partis pour l'armée, et les noms honteux de ceux qui n'ont pas rempli cette destination.

« L'Assemblée s'étant rangée, la Municipalité au centre du cercle formé par la garde nationale, lecture a été faite : 1° de la loi précitée; 2° des lettres : l'une du ministre de la justice, l'autre du ministre de l'intérieur aux administrations centrales et municipales, toutes les deux du présent mois; 3° du bulletin décadaire traitant de l'assassinat des plénipotentiaires français.

« Cette lecture achevée, l'Assemblée est retournée à la maison commune, le cœur respirant l'indignation et la vengeance. »

**Compte rendu des fouilles pratiquées à la station
néolithique des Balmes de Fontaine, sous les
auspices de la municipalité,**

Par M. H. MULLER.

Messieurs,

A la suite du rapport adressé à M. le D^r Gaché, alors maire de Grenoble, qui a bien voulu appuyer ma demande de son influence éclairée, ayant obtenu gain de cause sous forme d'une subvention de 150 francs, votée par le conseil municipal pour terminer si possible les fouilles dans cette station, j'ai pu une première fois, du 29 mars au 12 avril (vacances de Pâques), et du 8 au 18 octobre 1896 et enfin le 1^{er} novembre, soit 28 jours en tout, avec deux et trois hommes continuellement, faire terrasser environ 350 mètres cubes de déblais, qui m'ont donné un certain nombre d'objets intéressants, depuis les couches néolithiques jusqu'à nos jours.

A trois reprises, j'ai déjà eu l'honneur de vous soumettre les résultats des précédentes recherches en séances du 2 avril, du 12 novembre 1894 et du 1^{er} avril 1895 (voir les *Bulletins* 1 et 3 de 1894 et le *Bulletin* n° 2 de 1895).

Voici, avec la nomenclature des objets trouvés, les observations relevées au cours du travail :

D'abord, confirmation de l'hypothèse émise dans une précédente communication, qui donnait à la station la forme d'un berceau, les couches étant au milieu avec leur maximum d'épaisseur et chacune venant en s'amincissant aux deux extrémités affleurer presque au même point, figurant assez bien un hamac suspendu par les deux bouts (voir fig. 1).

Cette disposition des strates fait que l'on a pu trouver des silex bien en place aux deux extrémités dans une couche qui, au milieu, se trouvait être à 2 mètres au moins en contrebas.

Cette période de fouilles, pendant laquelle j'ai passé chaque jour plus de 12 heures sur la station, a complètement porté sur des couches vierges de remaniements modernes, et j'ai pu relever exactement la position de la plupart des objets intéressants.

Plus de 200 kilos de tessons de poteries et d'os ont été récoltés, la description des dessins gravés sur les fragments de vaisselle, les formes des vases que l'on pourra reconstituer, ainsi que la reconnaissance des espèces animales qui ont donné les os récoltés feront avant la fin de l'année, si possible, l'objet d'un article avec dessins dans un prochain *Bulletin*.

Commençant du haut en bas, l'épaisseur du terrain fouillé forme une assise de 7 mètres de puissance que, en certains points, nous avons pu avoir complète. Nous avons pu, en suivant les gradins établis de mètre en mètre pour la commodité et l'exactitude des fouilles, compter plus de 50 foyers superposés, dont un, presque le plus bas, entre deux couches riches en silex, avait près de 0^m50 d'épaisseur.

Dans les parties ayant dû toujours recevoir des gouttières et en recevant encore, les foyers étaient très bien conservés et composés surtout de débris de charbon de bois, l'humidité ayant empêché sa complète réduction en cendres. Entre ces foyers et autour d'eux les poteries, les os, sont mal conservés. Nous avons vu un os long placé entre deux zones, l'une humide et l'autre sèche ; dans la première, l'os était carié, friable ; dans la seconde, le même était sec, dur et poli ; c'est ce qui fait que les poinçons en os et autres outils en corne trouvés en lieu parfaitement sec étaient ramassés en place sans altération appréciable, et cela entre 4^m 50 et 7 mètres de profondeur, et représentant, d'après les données scientifiques actuelles, un minimum de 4 à 5,000 ans pour la période néolithique la plus proche de nous aux Balmes de Fontaine, et comme le faisait remarquer ici, il y a quelque temps, M. le Dr Bordier, ces strates néolithiques pourraient bien avoir commencées il y a 15 à 20,000 ans.

Autre remarque : les objets intéressants ont été trouvés pour la plupart contre les parois des roches formant l'abri, également les os et les tessons de poterie les plus volumineux ; il est évident que ces parties du sol étaient moins foulées aux pieds, et comme en général les foyers occupaient presque toujours le milieu de l'abri, ce qui aurait pu échapper aux allées et venues des habitants a été en grande partie détruit par le feu, témoins quelques lames de silex qui, ayant été calcinées, n'ont plus aucune résistance et se brisent entre les doigts.

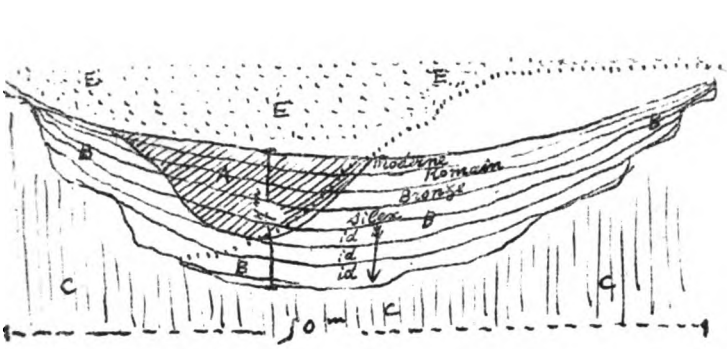
Nous avons eu encore plusieurs preuves de la régularité des couches en trouvant parfois, à plusieurs mètres de distance, des tessons d'une même poterie et s'ajustant les uns aux autres.

Pendant toute la durée des travaux, nous nous sommes servis d'une grille ayant des trous de 0,01 centimètre de vide, et quand nous pensions devoir l'utiliser, c'est très attentivement que, ayant à la main un petit trident aux dents recourbées, chaque pelletée de terre a été examinée. A signaler: chaque fois qu'une lame de silex se trouvait dans une pelletée de terre nous étions mis sur nos gardes par le son qu'elle rendait en dévalant le long de la grille, son facile à obtenir en faisant dégringoler des éclats de verre de forme allongée sur un tamis incliné.

La pente à donner à la grille varie un peu avec la nature plus ou moins humide, plus ou moins volumineuse des matériaux à tamiser, néanmoins, autour de 45 à 50 degrés, l'on rencontre les inclinaisons les plus favorables.

Passant aux fouilles, en général, la première couche de terre que nous avons remuée était soit du gazon, soit des débris d'une carrière qui a été en activité il y a environ 50 ans et a fait disparaître une partie de la roche servant de front à la station. A partir de 0^m25 à 0^m35 nous avons rencontré de nombreux os de mouton, de chèvre, de chats, de chiens et autres animaux domestiques, mêlés à de la poterie souvent vernie, et alors, plus bas, jusqu'à 1 mètre, la poterie franchement romaine, débris d'amphores en terre rouge, quelques débris de vases samiens et de tuiles à crochets, nous montrent la fréquentation sérieuse de cette station sous la domination romaine; il faut y ajouter, depuis 0^m50 du sol actuel jusqu'à 1^m50 de profondeur, la présence de nombreux fragments de vases en verre mince, fortement oxydés et brisés par leur séjour en terre.

Avant d'arriver à 1^m50, profondeur variable et un peu inégale, vu que les couches qui, vers la roche surplombante sont à 1 mètre, sont souvent plus profondes vers la roche de front. Vers une fente de la première roche susdite, à partir de 0^m30, nous avons rencontré des clous, des anneaux de fer, et vers 0^m60, une clé en fer (fig. 2) bien ouvragée et qui pourrait être très ancienne; M. Allmer, à qui j'ai souvent recours, m'a



Fouille Penat, 1884.

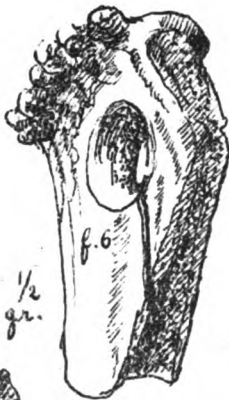
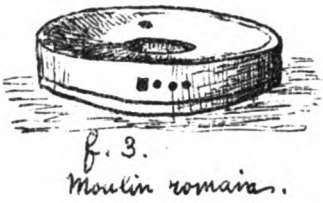
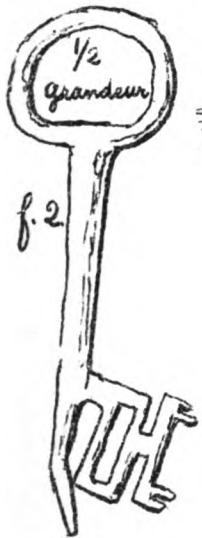
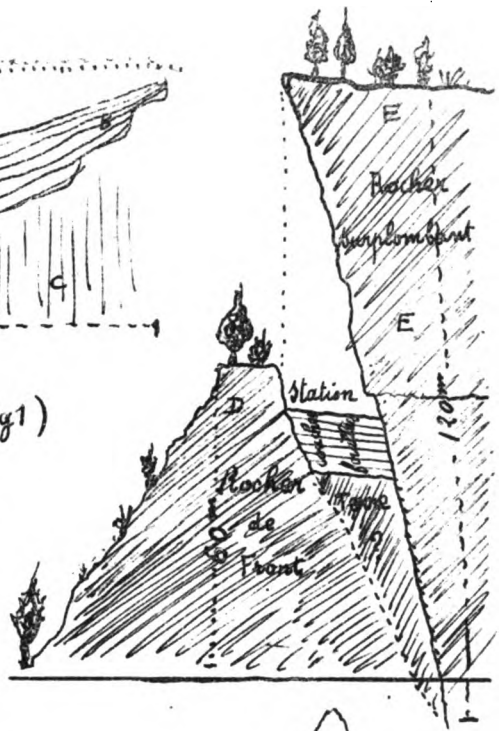
BBBB Fouilles M., 1888-97. (fig 1)

..... Profil de la Roche de front. D

c f d couches inexplorées

E E E. Rocher surplombant.

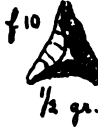
Station de Barne Bigou.
Balme de Fontaine près Grenoble.



Hache en serpentine



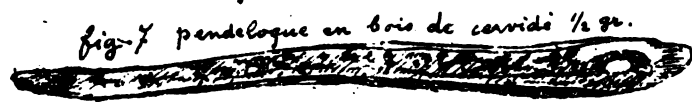
f. 5 silex du Gr. Presigny ?



Station de Barne Bigou.
fouilles de 1896.



Prison en os



M. H.

donné son avis qui est que cette clé ne serait pas postérieure au xvi^e siècle; l'on voit d'ailleurs encore dans nos montagnes des clés faites par les forgerons de villages et qui, par leur facture et leurs formes, pourraient se fourvoyer au milieu de clés de l'époque mérovingienne.

A environ 0^m 60, un peu au-dessus des fragments d'un moulin romain, contre la roche surplombante, nous avons ramassé un fémur gauche et deux tibias ayant appartenu à un individu de grande taille; le fémur et un tibia étaient en place l'un sur l'autre, comme si le membre complet, replié, avait été abandonné là, encore reliés par les tendons; les apophyses de ces os sont absentes en partie, le temps, les rongeurs et d'autres causes ayant facilement raison de ces parties, vu leur texture spongieuse.

Le fémur reconstitué devait avoir 52 centimètres de long; le tibia, 41 centimètres 1/2; le fémur a 100^{mm} de tour au point le plus mince; le tibia, 83^{mm}, mesures qui sont bien au-dessus de la moyenne.

Le fémur, quoique très gros, n'a pas la ligne âpre développée en proportion; il présente une particularité intéressante; au-dessous du petit trochanter qui est volumineux, le corps de l'os est aplati d'avant en arrière, donnant en coupe la fig. ci-contre , au lieu de celle-ci normale .

Les tibias sont aplatis de dehors en dedans, avec tendance à la platycnémie; leur diamètre antéro-postérieur est supérieur à la moyenne; la ligne oblique est peu marquée.

Nous avons retrouvé des fragments d'un crâne, des côtes brisées, quelques phalanges et tout le côté droit d'un maxillaire inférieur volumineux, sur une aire d'environ 10 mètres carrés, et vraisemblablement dans une même couche. Ces os paraissent appartenir au même individu, et, comme les trois os longs ont aussi un aspect vigoureux et une forte ossification.

Les 12 alvéoles que porte le maxillaire humain sont toutes vides, preuve assez claire de la dispersion des os à la surface du sol après la mort de l'individu, car après enfouissement rapide dans la terre, les dents restent en place, pour tomber rapidement si, une fois exhumées, les mâchoires restent exposées à l'air; il n'y a, pour la pièce qui nous intéresse, que les

alvéoles de deux molaires, ce qui donnerait pour le maxillaire inférieur 14 dents seulement, à moins que la dent de sagesse soit venue après la disparition de la dernière molaire, étant donnée entre les dernières alvéoles existantes une cloison osseuse plus large du double que les voisines.

Mâchoire forte, à large écartement posée sur un plan, la branche se relève presque à angle droit, l'aspect général est carré et robuste.

La présence de ces os au-dessus de la couche qui nous a donné les débris d'une habitation à l'époque romaine, fait regretter l'absence du crâne, qui aurait pu, par suite de la longueur et de la puissance des os longs, indiquer peut-être un individu de race Burgonde (?); il a fallu un cas exceptionnel pour amener en ce lieu et à cette époque le cadavre d'un être humain.

Alors que depuis la domination romaine les morts étaient respectés et ensevelis soigneusement, une mort violente, soit de la main des hommes, soit par les fauves, peut seule expliquer la présence de ces os au milieu de débris que l'on peut dater de la fin de la domination romaine dans nos régions.

De 1 mètre à 1^m30, nous avons ramassé 9 des 10 morceaux composant un moulin romain, dont le premier fragment nous avait été remis par M. Taulier, greffier de justice de paix; un peu incrédule, c'est avec satisfaction que, poursuivant les recherches, nous avons pu reconstituer la meule dormante en 4 morceaux et plus des 3/4 de la meule tournante (le fragment absent a été remplacé par un stuc composé de plâtre de Paris avec cinq fois son volume de poussière de charbon de coke).

Le moulin (fig. 3) complet, en belle lave noire, pèse 31 kilos et mesure 0^m44 de diamètre et 0^m15 d'épaisseur; la meule tournante porte sur la surface deux trous verticaux pour recevoir les poignées et sur un côté quatre trous ■ ● ● ● dont un carré qui, au moment de la trouvaille, montrait encore des fragments oxydés de la barre de fer fixée là pour mettre le moulin en mouvement.

Mêlés aux nombreux débris de vases romains, de verre, de poterie grise tournée et ornée, de la grosse poterie du type olla, à grains de sable, tournée également, et avec quelques débris de poterie non tournée, nous avons relevé une monnaie

romaine de Claude II le Gothique; c'est un petit bronze parfaitement conservé (R. Mars Ultor) et semblable aux monnaies du même règne trouvées il y a quelques années à Veurey.

A quelques mètres de là, mêmes strates, un grand bronze de Gordien III (mort en 244 de J.-C.) R. *Iovi Statori* bien conservé; dans les déblais expulsés hors la station, un moyen bronze romain très fruste, ayant été suspendu en breloque, présente deux échancrures qui ne sont autres que les trous de suspension ouverts par l'usure. Deux autres moyens bronzes romains, frustes, dont un de Vespasien, ont été trouvés également dans les déblais par les ouvriers.

La présence de ces documents de l'époque romaine, ainsi que la remarque au même point de l'accumulation des blocs de pierre réguliers choisis comme pour monter des murs, la remarque que les monnaies romaines sont surtout du commencement de la période agitée, indiquerait avec assez de raison que les habitants du pays s'étaient réfugiés là au moment des invasions, pendant la période troublée de la fin de la domination romaine et que ces habitants y avaient séjourné longtemps: de nombreux débris de fer, malheureusement trop oxydés pour les déterminer, indiquent aussi pour ces couches une activité que l'on ne peut omettre.

Entre 1^m50 et 2 mètres, nous avons ramassé plusieurs fragments d'un vase qui, par son verni rouge, est semblable au samien, mais, avec, en plus, des traits parallèles et en dents de loup peints en brun sur la panse et d'autres blancs sur le bord et le col, terre rouge tournée, de bonne fabrique et la première de ce genre ramassée par nous aux Balmes.

Vers 2 mètres, un petit anneau incomplet est le seul échantillon de bronze trouvé dans cette fouille, ce qui fait, avec l'épingle et un anneau trouvés précédemment, les seuls objets que l'on puisse rapporter à l'époque du bronze, et encore sans assurance, le type de l'épingle ayant survécu jusque pendant l'époque romaine et les anneaux ne constituant pas une preuve: il y a d'ailleurs ceci de très particulier, au moins dans une bonne partie de cette station, c'est qu'il y a, pour ainsi dire, un hiatus; entre 1^m50 et 2^m50, les foyers sont encore nombreux, mais les tessons de poterie se font rares, les os aussi, et les instruments plus encore. De plus, nous avons rencontré maintes

fois à cette hauteur des agglomérats renfermant des os de petits rongeurs, d'oiseaux, de batraciens ; ce sont là les pelotes dégurgitées par les oiseaux de proie qui ne sont certainement venus là que parce que l'homme en était absent fréquemment. Une autre remarque parallèle plaide aussi en faveur de cette hypothèse : c'est que des quantités d'os de batraciens seuls ont été rencontrés à la même hauteur, entiers ; il résulte de ce fait que le terrain a reçu la visite de quantités de grenouilles ou de crapauds, — peut-être des deux — qui s'y enterraient pour hiverner, et dans le nombre comme il y en a qui périssent sous terre, il est naturel d'y retrouver leurs os entiers, alors que si l'homme ou les animaux les avaient mangés, les os seraient brisés. Donc, nouvelle preuve d'un hiatus. Cette observation s'est représentée à nouveau beaucoup plus bas, à 7 mètres de profondeur. (En cours de fouilles nous avons trouvé dans un terrier un loir encore endormi pour l'hivernage.)

Nous avons néanmoins recueilli les débris d'un vase plat, large, lissé à l'intérieur, et qui porte en traits bien parallèles de jolis dessins en creux.

De 2^m50 à 4 mètres, nous avons ramassé des os de gros animaux : bœuf, sanglier ou porc, etc. Ces os seront déterminés plus tard et la nomenclature des animaux représentés sera jointe à la description des poteries.

A 3^m25 environ, plusieurs fragments de bois de cerfs détachés de l'andouiller principal et portant les traces nettes des coups qui ont été donnés pour cela ; des cornes de daim un peu en dessous ; une pendeloque faite avec la canine supérieure d'un fort sanglier, percée de part en part à la base (fig. 4).

Plus bas encore, un fragment d'une énorme défense de sanglier et une perle de collier faite avec une vertèbre de poisson ou de reptile, un long usage en a poli les angles.

Une belle moitié d'une pointe de lance en silex brun-rouge, trouvée isolément vers 4^m 25 vient réveiller notre attention au moment où le découragement s'annonçait après plusieurs jours de fouilles infructueuses au point de vue instruments.

Ce silex, donnant les 2/3 d'une pointe de lance, est un magnifique échantillon de ce beau silex rouge brun du Grand Presigny (Indre-et-Loire), où l'on a trouvé d'immenses étendues de terrains couvertes par les débris de nombreux ateliers de

taille, dont les produits ont été *exportés* aux temps préhistoriques dans toute la France, pour ne parler que de notre pays. Voici ses proportions : longueur, 107 ^m/_m ; largeur maxima, 34 ^m/_m ; largeur minima, 12 ^m/_m ; épaisseur, 10 ^m/_m. Toutes les personnes qui ont l'habitude de voir des silex n'ont pas hésité à faire venir celui-ci du Grand-Pressigny ; ajoutons en plus que dans l'échelle des couches des Balmes de Fontaine, il représente à peu près la fin du néolithique (fig. 5).

Une autre lame très petite, quelques éclats de taille, ceux-ci en silex local, complètent la série des silex des couches supérieures.

Encore vers 4 ^m 25, rez la roche, trois fragments d'un crâne humain sont mêlés aux cailloux sans être accompagnés par quoi que ce soit permettant d'expliquer leur enfouissement en ce lieu ; les fragments réunis forment un pariétal droit complet.

A 4 ^m 50, la couronne et un fragment de la tige de base d'un andouiller de cerf sont rencontrés avec quelques éclats de silex ; ce bois, perforé de part en part (fig. 6), de 0 ^m 10 de long, a été raclé sur un côté ; en même temps que l'on a enlevé une partie du rebord de la couronne ; doit-on voir là un outil, une amulette, une pendeloque ?

A 5 mètres, un fragment d'un fémur humain, côté de la tête, avec 5 ou 6 centim. du pilastre, est trouvé fourvoyé au milieu d'os d'animaux et de cailloux ; les fractures sont anciennes, et étant donné l'effort nécessaire pour briser un os comme celui-là, involontairement, on songe à une main humaine et aussi à un débris de repas (?). Ce fémur a appartenu à un individu de petite taille, mais présente des insertions musculaires très vigoureuses.

Vers 5 ^m 50, nous avons trouvé presque tous les os d'un bovidé, dont les moules osseux des cornes étaient restés, mais dont la partie cornée avait disparue ; tous les gros os étaient brisés, même les côtes.

Dans cette même couche, une meule d'un bois de cervidé, de grosse taille, est ramassée avec un fragment de ramure qui a été détaché de la perche après des coups répétés dont on voit bien les traces ; la meule, qui mesure 0 ^m 08 de diamètre, porte aussi la preuve indiscutable du travail dépensé pour enlever

la perche et le premier andouiller; de nombreuses facettes, représentant chacune un coup de l'instrument tranchant (on ne peut penser qu'à une hache en se souvenant que l'objet provient absolument des couches néolithiques), forment une surface tailladée qui a produit une entaille de 10 à 12 ^m/_m, en creux, autour de la perche; l'ouvrier ayant atteint la couche spongieuse interne du bois a pu, sans grand effort, le séparer de sa base; l'ouvrier néolithique est pris là sur le vif.

A 5^m 50, une hache verte en serpentine, d'après M. le professeur Killian, est ramassée au milieu de débris d'os humains carbonisés, avec quelques petites lames de silex; c'est une lame détachée d'un galet de rivière; elle est très mince, 7 à 8 ^m/_m d'épaisseur maximum; les deux faces sont irrégulières; le tranchant, très fin, est en bon état; 40 ^m/_m de large au tranchant, et 46 ^m/_m de long, poids 26 gr.

C'est la deuxième hache trouvée officiellement dans la station et la plus complète (fig. 7), elle est très dure, n'est pas rayée par l'acier trempé et pourrait venir de roches que l'on rencontre dans le Queyras (Hautes-Alpes).

Dans la même couche, un cristal de roche (quartz hyalin), de 35 ^m/_m de long, a été utilisé comme noyau et porte les empreintes distinctes, au nombre de 6, des petites lames qui en ont été détachées; nous n'en avons pas trouvé, mais le fait est connu; il n'y a qu'à voir, au Musée de Chambéry, les lames et pointes de flèche trouvées dans la station néolithique de Saint-Saturnin, pour en remarquer de beaux exemples.

A 6 mètres, une pendeloque, faite d'un éclat de bois de cervidé, figure assez bien une aiguille à coudre les sacs; des traces d'un raclage énergique latéral montrent le procédé de fabrication; longueur, 182 ^m/_m; épaisseur moyenne, 10 ^m/_m; le centre du trou est à 23 ^m/_m du sommet de la pendeloque (fig. 8).

Entre 6 mètres et 6^m 50, cinq poinçons faits avec des os longs, refendus, de mouton ou de chèvre (fig. 11); sur les quatre entiers, trois sont encore assez pointus pour percer sans peine n'importe quelle peau ou cuir; l'un d'eux, très effilé, a été ramassé sous une grosse pierre en compagnie d'un caillou rouge très friable; une pointe avec de la couleur, voilà tout le matériel nécessaire pour se bien tatouer. Au cours de ces

fouilles dans les mêmes assises, deux autres pierres rouges et friables ont été ramassées. D'après M. Kilian ces pierres rouges sont des marnes ferrugineuses, une seule, la première signalée, a peut-être pu servir de colorant.

Le plus long de ces poinçons a 85 ^m/_m, le plus court, 71 ^m/_m; il a bien été trouvé une vingtaine de poinçons divers dans cette station depuis 1884.

Toujours dans les mêmes strates, nous avons recueilli un fragment de coquille marine, qui porte à trois ce genre d'échantillon (voir *Bulletin* n° 2, juillet 1895), dont deux en terrain néolithique; ce dernier est probablement un fragment de ce grand coquillage méditerranéen, la « *Pinna Angustana* », ainsi que pour le silex du Grand Pressigy, il y a là indication soit d'un commerce, soit de grands voyages.

Une belle pointe de flèche lancéolée (fig. 9) est recueillie avec une autre plus petite (fig. 10), triangulaire; toutes les deux sont très régulières, et la première se rapproche du type de celle découverte précédemment par M. de Villenoisy. Avec une autre endommagée, cela porte à quatre le nombre de ces instruments trouvés dans la station.

Toujours entre 6^m 25 et 7 mètres, dans les mêmes couches que les flèches, nous avons ramassé de nombreux éclats de taille de silex, quelques lames, très petites, dont quelques-unes ont un tel tranchant que l'on peut facilement appointer un crayon.

Ces lames, les meilleures, sont d'un silex qui ne se trouve pas dans la région.

Après, en dessous, à 7^m 50, encore des cendres, quelques os, pas de silex, mais de véritables couches d'os de batraciens, qui ont l'air, partout où nous les rencontrons, d'indiquer que l'habitat humain est fini, à moins que les travaux de la carrière, enlevant la roche de front, ne nous montre en-dessous de nouvelles assises plus primitives.

Pendant ces fouilles, où 350 mètres cubes de terre ont été remués et inspectés, nous avons eu l'appui bienveillant des MM. Viallet, Carrière et Dumolard, qui ont mis gracieusement à notre disposition les outils nécessaires, qui nous ont prêté un mineur à plusieurs reprises pour faire sauter de gros blocs que nous avons mis à jour; nous avons aussi bénéficié de

conseils et de l'expérience de M. Beylier, directeur des usines à chaux de Sassenage, qui nous a été envoyé par ces Messieurs cités plus haut, afin de veiller au besoin à ce que nos travaux ne soient pas dangereux pour nous-mêmes.

MM. Policand, anciens propriétaires de la carrière, nous ont aussi offert, comme par le passé, de prendre chez eux tous les outils dont nous aurions manqué.

M. F. de Villenoisy, à plusieurs reprises, a bien voulu nous assister.

M. le D^r Salva, professeur à l'Ecole de Médecine, a bien voulu nous aider de son savoir en anatomie pour la description des quelques os humains trouvés dans ces fouilles.

Donc, avec l'appui de M. le D^r Gaché, du Conseil municipal, de M. le Secrétaire général de la Mairie de Grenoble, de M. Rérolle, conservateur du Muséum, nous avons eu aussi celui des propriétaires de la carrière, et, grâce à tous, nous avons pu procéder à de grands travaux dont les résultats iront enrichir les vitrines du Muséum d'Histoire naturelle de la ville de Grenoble.

Persistance d'un signe de l'écriture préhistorique,

Par M. BONNET, médecin-adjoint à l'Asile de Saint-Robert.

MESSIEURS,

Dans notre dernier *Bulletin*, notre dévoué secrétaire général, M. le D^r Bordier, a publié une intéressante communication au sujet des fouilles importantes récemment faites au Mas d'Azyl, par M. Piette. Ces fouilles ont amené la découverte de nombreux galets colorés, empreints de caractères pictographiques rudimentaires, lesquels constitueraient les origines de l'écriture préhistorique.

La couleur employée pour représenter ces signes ou symboles est le peroxyde de fer associé au manganèse; le tout probablement mêlé à des substances grasses ou à des résines. Les peintures sont grossières, mais elles adhèrent bien aux

galets et résistent aux lavages. Parmi ces signes, la ligne brisée et ondulée



a été trouvée peinte sur de nombreux galets roulés. Les hommes des galets coloriés ont très probablement attribué à ce caractère un signe déterminatif qui signifie eau. L'eau qui coule produit en effet, comme le son, une série d'oscillations, d'ondulations, et de là à représenter l'eau par une ou plusieurs lignes ondulées, il n'y a qu'un pas. Ce dernier sens a du reste été donné à ce même caractère par plusieurs peuples, et il est très curieux, tant est tenace la persistance des formes archaïques à travers les âges, de constater chez les Japonais actuels l'emploi courant de ce symbole, non pas à vrai dire dans l'écriture courante, mais dans de nombreuses œuvres d'art. Du reste, n'avons-nous pas vu chez les Egyptiens, la véritable écriture hiéroglyphique, la plus ancienne, ne s'employer que sur les monuments publics, tandis que l'écriture cursive nommée hiératique et dérivée des hiéroglyphes, n'était utilisée que pour les usages de la vie courante. Toutefois, en Egypte, l'instinct de la race conserva longtemps au dessin de la lettre l'intégrité de sa silhouette primitive.

Plus tard, les caractères s'abrégèrent, diminuèrent de nombre et de volume et formèrent une troisième sorte d'écriture, la plus récente, dite démotique, mais aussi la plus difficile à déchiffrer.

Cette façon de représenter la surface de l'eau agitée fut peut-être le signe idéographique le premier en date, parce qu'il était le plus naturel. Ce signe a été découvert pour ainsi dire d'instinct par l'homme préhistorique. Evidemment, quand, pour la première fois, ce dernier a essayé d'exprimer sa pensée par l'écriture, le moyen le plus simple qui s'offrit à lui fut de peindre la chose dont il voulait donner l'impression ou éveiller le souvenir. Il est certain que le dessin fut l'origine de l'écriture comme l'onomatopée fut l'origine du langage.

Le dessin est l'éternelle écriture que l'humanité comprendra toujours. Si puérile que puisse paraître cette écriture des galets du Mas d'Azyl, elle n'en est pas moins un des premiers et des plus grands efforts de l'esprit humain pour s'élever dans la voie du progrès.

Les galets du Mas d'Azil correspondent à cette période dite de l'hiatus, intermédiaire au paléolithique et au néolithique ; époque pendant laquelle on supposait que l'Europe avait été inhabitable ou inhabitée. En effet, les fouilles n'avaient donné jusqu'à ce jour aucune preuve de l'existence de l'homme à cette époque de transition. Les découvertes de M. Piette sont importantes et viennent combler une lacune. Elles viennent confirmer, à un autre point de vue, l'opinion de MM. de Mortillet, de Villenois, Debierre, etc..., qui affirmaient que cette époque de l'hiatus n'était pas possible et qu'il n'avait pu y avoir d'interruption générale de la vie à cette époque, soit en Europe, soit en France.

Dans le même ordre d'idées, M. Bordier affirme que dans les sociétés comme dans la nature il ne peut pas y avoir de fait isolé ; que le moindre de ceux qu'on peut observer se relie à des origines extrêmement anciennes et que la trace qu'il laissera lui-même persistera à son tour dans un avenir reculé, en somme qu'il n'y a pas hiatus, mais bien évolution constante.

A l'appui de cette opinion, nous avons jugé intéressant de vous signaler la persistance, chez les Japonais actuels, du signe représentatif de l'eau. L'idée de ce caractère idéographique ne pouvait se perdre ; elle sommeillait dans la mémoire des hommes ; le besoin vint à distance en provoquer le réveil. C'est pour le même motif que nous voyons encore aujourd'hui persister l'usage des hâches en pierre polie ou taillée, de dolmens, de charniers, tumuli, etc...

L'instinct, peut-être le hasard, qui a toujours imposé aux siècles son influence, a fait découvrir ce signe par les préhistoriques, comme il le fut par les Egyptiens anciens, par les naturels du Congo et par les Japonais qui l'utilisent encore. M. Bordier possède dans sa collection ethnographique un petit bateau congolais dont la ligne de flottaison est indiquée par un trait ondulé. Deux ou trois lignes brisées, superposées

signifient en vieille langue hiéroglyphique égyptienne *l'eau* :



Si près de ces lignes qui signifient l'eau, on ajoute un veau qui paraît boire, on a le signe symbolique de la *soif* :



Les méandres, les sinuosités de la rivière sont indiqués par le signe   qui représentera plus tard dans l'écriture phonétique le son *rer*, comme la ligne ondulée représentera le son *mou* ou *mu*, puis la lettre *n*.

Les Japonais et les Chinois, figés dans leurs traditions, ont conservé intactes beaucoup de leurs vieilles légendes. Leurs vieux textes sont revêtus d'un caractère quasi-sacré ; le respect des formes du passé a atteint chez eux une puissance que nous ne saurions imaginer. Depuis un temps immémorial, les rites enserrant leur vie comme leur intelligence, les obligeant à dompter leurs qualités originales. Ils se maintiennent dans une organisation vieille de plus de 3,000 ans et dans des habitudes traditionnelles et immuables. C'est à ce vice de leur organisation sociale que nous devons la persistance du motif décoratif, sur lequel je veux appeler votre attention, et qui est un reste de l'ancienne écriture idéographique.

A vrai dire, l'esprit japonais n'est plus tel que je viens de le décrire, depuis la Révolution de 1868. On est étonné et surpris du chemin que ce peuple a parcouru depuis. Qui ne se souvient de ses exploits lors de sa récente guerre avec la Chine ? Les réformes sont aujourd'hui radicales. Chose singulière, il est piquant de voir persister dans ce déchaînement actuel du progrès, au milieu de l'abandon universel des vieux préjugés, un signe symbolique de l'écriture originelle. En voici un échantillon sur ce vase moderne de Satzuma.

C'est un motif formé de lignes sinueuses, plus ou moins contournées en arabesques par la fantaisie de l'artiste décorateur. Ces lignes portent le dessin sommaire de feuilles d'érables. D'ordinaire, ce sont des fleurs de pruniers, cerisiers ou chry-

santhèmes qui sont figurées schématiquement sur la ligne ondulée ci-jointe :



Ce motif est très aimé au Japon ; il se prête à mille fantaisies décoratives que nous ne pouvons malheureusement pas reproduire ici. C'est un des plus couramment employés pour l'ornementation d'objets usuels, tels que : coupe-papiers, peignes, gardes de sabres, plateaux, vases, épingles à cheveux, fukus, kakemonos, cloisonnés, laques, etc....., et aussi, faut-il bien le dire, dans la plupart de ces objets qui sont la monnaie courante des bazars actuels, et où, soit dit en passant, nous croyons trouver l'expression d'art de ce peuple artiste. Ce n'en est au contraire que la caricature.

La Révolution de 1868 a porté un coup funeste à l'art pur, japonais, lequel est actuellement sacrifié aux goûts de l'Europe et aux nécessités de l'exportation.

Ces simples lignes, formées parfois d'un liseré d'or ou d'argent, incrusté sur l'ivoire, la laque ou le fer forment une décoration des plus heureuses.

Ces lignes ondulées représentent l'eau qui coule, tout comme chez les préhistoriques du Mas d'Azyl et chez les Égyptiens. Mais il y a plus. Il y a une connexion intime entre les anciennes légendes et l'industrie japonaise des temps modernes qui fait ainsi revivre les traditions anciennes. Les dessins portés par les lignes ondulées représentent des fleurs que l'eau entraîne, et il n'en faut pas davantage à l'artiste pour atteindre son but qui est de donner une rudimentaire expression d'art ; la poésie et le dessin, cette écriture idéographique, étant ici en étroit rapport.

Le Japonais est tellement habitué à ce symbole, à cette écriture idéographique perpétuée, qu'il saisit à l'instant l'allusion que l'artiste a voulu faire. Dans ce motif, l'art et l'esprit sont doublement satisfaits. La poésie et l'image parlent à la pensée.

Ces simples lignes ondulées sur lesquelles sont éparpillées des fleurs ou des feuilles et dont le sens serait pour nous mystérieux aujourd'hui, sont la simple interprétation d'un fait naturel : la chute des fleurs et des feuilles balayées par le vent

et emportées par la course impétueuse de l'eau. Un sens symbolique est attaché à cette écriture idéographique. Les Japonais comparent la courte floraison des pêchers ou des cerisiers, qui croissent très nombreux sur leur sol, à la brièveté de la vie humaine. Ils se pénètrent, en regardant la chute des fleurs et leur course folle au sein des eaux, de l'inconstance et de la fragilité des choses humaines.

Telle est la haute portée philosophique de ce simple motif décoratif. Telle est la charmante expression de cette écriture primitive pour qui sait la lire.

De nombreuses poésies anciennes démontrent ce fait. Un de leurs poètes a dit :

« Une chose, hélas ! est plus passagère que les feuilles d'érable balayées par le vent d'automne. Comparable à la poussière tourbillonnante est le court passage de l'homme sur la scène de ce monde. »

Quelquefois, sur ces mêmes lignes ondulées, on voit représentées les figures géométriques simplifiées des flocons de neige. Nous avons tous vu, en effet, dans nos chimies, les charmantes cristallisations des flocons de neige. Ici, le symbole est encore le même, mais l'idée est moins mélancolique. La neige est comparée à un nuage de fleurs. Mais l'écriture idéographique existe encore dans ce motif, c'est-à-dire représentation de l'idée par son caractère figuratif (ici légèrement détourné de son sens originel par le temps et les poètes). C'est ainsi qu'un poète s'exprime :

« Quand *les fleurs de neige* tombent du sombre ciel d'hiver et tourbillonnent autour de ma tête, je me demande si, par-delà les nuages, un printemps ne répand pas sa lumière sur des pays célestes. »

Quoi qu'il en soit, ce sont là des tableaux aussi poétiques que simplement exprimés. J'ai cru y voir la survivance curieuse de symboles primitifs d'une écriture idéographique qu'il m'a paru intéressant de signaler. Ces signes viennent à l'appui de la communication de M. Bordier et des récentes découvertes de M. Piette au Mas d'Azyl.

N'est-il pas curieux de voir ce premier balbutiement de l'écriture de nos pères se prêter encore de nos jours à exprimer un besoin d'idéal ?

Je crois devoir vous signaler encore un autre rapprochement entre le signe représentatif de l'eau et le son *re* ou *ra* qui me paraît constituer la racine des mots qui signifient eau qui coule. Le son de cette syllabe est une vibration, une oscillation, et il y a une remarquable analogie entre le son *re* et celui que fait entendre l'eau qui coule. *Re* exprime l'idée primordiale de couler, courir. N'y aurait-il pas là encore survivance d'une onomatopée qui a été, à l'origine du langage, comme la peinture phonétique du bruit de l'eau qui coule ? Le signe égyptien :



sinuosités de la rivière, méandres, signifia *rer*, quand l'écriture d'idéographique devint phonétique. Beaucoup de langues possèdent le radical *re* pour exprimer la même idée. Nous citerons :

En assyrien : *rahasu*, inonder ;

En français : rivière, ruisseau, torrent, Rhin, Rhône, Isère, etc.....;

En patois des Hautes-Alpes : *Rif* ;

En latin : *fluere, currere*, couler ; *Rivus, rivulus, Rhodanus*.

Nous retrouvons même la racine *re* dans le mot *Arar*, la Saône (*a privatif*, qui ne coule pas) ;

En grec : *ρευ*, couler ; *πειθρον*, ruisseau ; *ροοσ*, *ρευμα*, torrent ;

En allemand : *rinnen*, couler ; *rinne*, ruisseau ; *stromm*, torrent ;

En anglais : *to run*, couler ;

En espagnol : *Rio* ; *Rio de Janeiro* ; *Rio-Colorado*, etc.....

En italien : *ruscello*, etc.....

Cette racine primitive a donc une signification générale et ce parallèle permet de rapprocher certaines langues entre elles et d'en former un groupe naturel. On a parlé à une certaine époque de l'humanité, en monosyllabes, en onomatopées. Le son de la voix reproduisait le son entendu par l'oreille. Le son représentait une idée, les monosyllabes n'étant que la matière dont les langues plus parfaites se sont formées. Ces racines ont-elles pu naître spontanément en divers points du globe par les seules forces productives de l'homme ? En un mot, l'homme s'est-il formé peu à peu selon les théories de Darwin, ou a-t-il fait tout à coup son apparition pourvu d'un langage révélé ?

Les hommes ont-ils parlé la même langue et cette langue a-t-elle engendré toutes les autres, ou bien s'est-il formé de nombreux centres de langage desquels ont rayonné des langues et des dialectes? N'est-il pas admissible de penser que pour des sons tels que *re* exprimant des idées primordiales, des rencontres fortuites se soient produites?

Nous sommes hors d'état de résoudre ce problème, mais on voit la gravité des conséquences à tirer, au point de vue de l'origine du langage, des remarques que nous avons été amené à faire.

Je vous prie de remarquer encore, Messieurs, à propos de ces simples lignes ondulées, motif cher aux artistes japonais, combien il est nécessaire, pour comprendre un art étranger, de se familiariser avec le génie de la race qui l'a produit, avec ses mœurs, ses traditions, sa vie intime.

SÉANCE DU 14 JUIN

Présidence de M. MILANTA.

Nouvelles fouilles au Monétier-Allemont (Hautes-Alpes), en 1896,

Par M. MULLER.

Attiré à nouveau dans ce pays par l'espoir de fouilles fructueuses et par l'attrait d'une large hospitalité, agrémentée de l'indulgence la plus grande pour tous mes travers de fouilleur, j'ai pu, en août 1896, me procurer des travailleurs et reprendre, au point où il avait été laissé en 1895, le travail de déblaiement de ce que, page 222 du *Bulletin* du 2 novembre 1896, j'appelais « habitation romaine » (1).

(1) Voir, pour fouilles précédentes dans ce pays, les *Bulletins* du 3 décembre 1894, et du 2 nov. 1896.

L'emplacement fouillé est à 500 mètres au nord de l'église du Monétier-Allemont, au point où la route de Gap à Laragne, franchissant un torrent sur un pont de pierre, vient, par une rampe assez rude, rejoindre le niveau du coteau sur lequel est bâti le village.

Sur une longueur d'environ 80 mètres, la route est encaissée entre deux talus dans lesquels on remarque çà et là, des deux côtés, des vestiges de murs, de carrelages horizontaux, etc. ; vers le milieu de la tranchée, à droite, en venant de Gap, l'on aperçoit des pans de murs d'environ 0^m70 d'épaisseur, accompagnés de débris de murailles moins volumineuses ; la route a coupé un angle de la construction principale, et il y a quelques années, au bas du talus, le cantonnier du pays a ramassé, après un orage, une statuette d'environ 0^m30 de hauteur, en bronze, représentant un cavalier sur son cheval ; un brocanteur l'a acheté, paraît-il, 20 ou 25 francs ; en face de là, de l'autre côté du chemin, un marbre blanc, représentant un lièvre ou un lapin, a été trouvé également parmi des débris d'une construction avec une jolie lampe en terre.

M. Pelloux, notaire, qui m'a donné tous ces renseignements, m'a fortement engagé à fouiller l'emplacement correspondant à l'angle du mur ruiné par les travaux de la route dans le terrain d'où était sorti la statuette en bronze.

En 1895, les premiers travaux avaient mis à jour de nombreux débris de tuiles à crochets, des fragments de poterie samienne, une portion du mur intérieur et un carrelage en brique.

En 1896, des sondages nous ont permis de relever exactement les proportions de la construction qu'il s'agissait de déblayer ; de forme rectangulaire, de 8 m. 80 de long sur 7 m. de large, orientée du nord au midi, les murs faits avec soin. Quelques menus objets ramassés dès le début, et d'autres détails amenaient à l'esprit la pensée que nous devions être en présence d'une habitation importante qui devait donner quelques résultats. Vers la route, sur 7 ou 8 mètres de surface, le carrelage formant le sol de la maison (?) a été mis à jour, montrant un curieux assemblage de briques de petite dimension, disposées sur un fond de mortier à la chaux grasse de 3 ou 4 centimètres d'épaisseur, reposant sur un agglomérat de

cailloux liés au mortier. Les murs côté est et côté nord, déblayés tous deux, ainsi qu'une partie des murs sud et ouest, montrent un système d'appareillage minutieusement établi ; 8 rangs superposés de cubes de calcaire gris local, de 0 m. 10 d'épaisseur, sur 0 m 12 à 0 m 15 de long, bien liés par un mortier à la chaux grasse, sont dressés pour former le mur intérieur ; les pointes des cubes de calcaire gris, légèrement coniques, sont logés dans un mortier formé de cailloux, de sable et de briques pilées, sur une épaisseur d'environ 0 m 15, renforcés par un revêtement extérieur de gros cailloux roulés toujours liés par du mortier, le tout d'environ 0 m 60 à 0 m 70 d'épaisseur. Hauteur intérieure au-dessus du briquetage, 0 m 80, et 0 m 30 à 0 m 40 de terre au-dessus.

A l'intérieur, les cubes de calcaire étaient recouverts d'un enduit très dur, composé de chaux grasse et des éclats de taille des cubes susdits, le tout luté d'une mince couche de mortier pur ; les carreaux du fond de la pièce, aux endroits où le carrelage n'avait pas été usé, vers les angles, présentaient des traces d'un vernis rouge mat, fixé par la cuisson.

Au début des observations, j'avais cru pouvoir désigner cette construction comme étant une habitation, mais depuis, au cours des fouilles, m'aidant pour cela des observations en résultant ainsi que des arguments de M. Pelloux et de M. le curé David, la conclusion est que l'on pourrait aussi bien voir là une piscine, un réservoir d'eau qu'un rez-de-chaussée d'habitation, et voici pourquoi : au début, côté sud et angle sud-est, deux boutons, un clou en cuivre, une pièce en bronze de la Gaule narbonnaise (très usée, belle patine foncée), une autre d'un empereur romain ? (moyen bronze, patine vert clair), une anse en bronze de coffre quelconque, anse cintrée en demi-cercle, faite d'un demi-jonc de 10 m/m de large, présentant sur la face plate des traits parallèles indiquant un tréfilage, des débris de verre, des tessons de poterie, fragment de mortier de revêtement de murs, nombreuses tuiles à crochets et tuiles creuses en miettes, des clous de charpente et des traces de foyer ; tout cela pouvait permettre de voir là une maison incendiée et écroulée sur elle-même, seulement, depuis, la suite des travaux a montré sur une grande partie des pierres, des débris d'amphores et de tuiles creuses et à cro-

chets et même quelques gros blocs de pierre, ces derniers trop peu nombreux pour avoir constitué un mur sur place, qui, comme la quantité de tuiles, celles-ci trop nombreuses sur un même point pour ne provenir que d'un toit, se trouvent dans des positions rappelant celles des matériaux versés à l'aide d'un véhicule et non les matériaux d'une maison écroulée sur place.

Autre observation : le niveau du carrelage de cette construction est au moins de 0^m 30 à 0^m 50 plus enfoncé dans le sol que dans les constructions voisines, différence qui s'expliquerait par le fait qu'un réservoir affleure généralement le sol ; enfin, il n'a pas été relevé de traces d'ouverture quelconque indiquant l'emplacement d'un seuil de porte. Le mur n'a pas été déblayé à fond, mais il a été sondé dans ses parties non découvertes. A Lyon, sur le coteau de Fourvières, le corridor d'accès d'une salle de bain est dallé avec des briques encore plus petites que celles qui nous occupent. Le Musée de Vienne possède des fragments d'un carrelage absolument semblable, et M. Allmer, membre correspondant de l'Institut à Lyon, a vu à Vienne des carrelages identiques pavant le rez-de-chaussée d'habitations romaines ; néanmoins, malgré ces arguments pour et contre divers, étant données toutes ces raisons citées plus haut, j'aurais une tendance sur ces preuves, vaguement édifiées il est vrai, à prendre la construction romaine fouillée en 1896 au Monétier-Allemont, au lieu dit la Condamine (il y a encore dans la commune au moins deux autres parcelles portant ce nom), pour un réservoir d'eau plutôt que pour une habitation.

A part cela, pendant cette période de fouilles, j'ai eu le plaisir de remarquer diverses antiquités, toutes chez le notaire, M. Pelloux ; en voici une courte description :

1° Un bas-relief en pierre blanche, locale, d'environ 0^m 80 carré, de 0^m 20 à 0^m 35 d'épaisseur, montrant à gauche un buste d'homme dont la figure façonnée en pleine lune apparaît au centre d'un bourrelet l'entourant complètement à la façon d'un casque dont la visière serait relevée. Ce casque (?) montre, côté droit, une oreille (?), et se termine légèrement en pointe, laissant deviner à sa droite et à sa gauche les bases d'attaches de deux cornes ou de deux ailes (?); le cou est court, les

épaules et le buste trop petits pour la tête ; de l'épaule gauche qui manque en partie part un baudrier (?) ; un pan de draperie qui s'arrête à la ceinture, figurée par des traits parallèles ; le sein droit est fortement indiqué par un bouton conique en relief ; le bras droit paraît se perdre sous une masse carrée, figurant assez bien un cippe qui aurait, entre la base et la colonne, une cavité ressemblant à une gueule de four ; on pourrait voir là un autel. Au-dessus de l'épaule droite, une colonne ronde bien figurée est surmontée d'un chapiteau carré qui porte quelques traits en creux, vestiges d'ornementation ; à gauche, une deuxième colonne (?) et un coq sans cou, grossièrement figuré, tête à droite, marchant à droite ; enfin, au-dessous du bloc carré (cippe ou autel), un instrument qui figure assez bien une hache, le manche venant joindre le buste au-dessus de la ceinture, est représentée le tranchant en bas.

Je pensais, vu l'ensemble grossier du travail et le manque d'inscription, pouvoir attribuer ce travail à l'époque mérovingienne ; M. Allmer, qui comme d'habitude veut bien m'honorer de ses conseils, pense que cette sculpture est romaine, mais d'un artiste amateur et peu expérimenté, non dépourvu d'imagination et de sentiment artistique ; d'après lui, ce dieu, Mars ? Hercule ? plutôt Hercule, coiffé de la peau du lion, dont les oreilles feraient peut-être ce qui paraît être des « traces de cornes ou des attaches d'ailes », la chevelure et la barbe encadreraient la figure comme d'un épais bourrelet. M. Allmer fait remarquer que le bas-relief étant incomplet à droite, il y avait peut-être deux autres colonnes figurant un temple ; il ne sait quel rôle attribuer à l'oiseau, coq ou corbeau, et au bloc cubique.

Voici ensuite deux inscriptions incomplètes relevées sur des blocs de pierre, l'une ne donne que les lettres DA I, que M. Allmer lit DAT, plus EX VOTO, le tout en trois lignes ; la seconde montre en trois lignes NAR SV CLI. La première serait du II^e siècle, la deuxième du III^e siècle et toutes deux auraient fait partie d'autels votifs.

Un bloc de pierre, un marbre local blanc, veiné de gris et rose, carré, représentant, avec une dalle de 0^m10 d'épaisseur

qui lui sert de couvercle, un cube de 0^m50 de côté, a été creusé en forme de mortier, et lors de la trouvaille recélait encore au fond de la cendre et des os calcinés; ce devait être un ossuaire destiné à recevoir une urne contenant des cendres.

Les quatre monuments ci-dessus décrits proviennent tous des terrains cultivés de la commune du Monétier-Allement. M. Pelloux, notaire, les a sauvés de la destruction totale en leur donnant une hospitalité éclairée, qui peut être donnée en exemple.

Des travaux pour la construction d'un réservoir derrière la maison notariale ont amené la découverte, à 1^m 50 de profondeur, de deux tombes formées de dalles et construites comme celles dont la fouille a été publiée page 218, *Bulletin* n° 2 de novembre 1896. Elles étaient orientées à peu près de l'est à l'ouest, et il n'a pas été possible d'en retenir quoi que ce soit d'utile.

Une poterie grise à fond plat et large avec une anse, pouvant contenir 1 litre 1/2, a été recueillie entière dans une tombe par M. Pelloux fils, qui a aussi ramassé dans cette fouille une clochette romaine rectangulaire en bronze, longueur 0^m10 avec l'anneau, dimensions des côtés 0^m07 et 0^m04. Le battant est en fer, et un des angles de base de la clochette porte un bouton de bronze, destiné probablement à arrêter le battant à l'aide d'une lanière; le battant est retenu dans ce même angle par l'oxyde, la clochette est elle-même fortement endommagée par l'oxydation et un écrasement antérieur à l'enfouissement.

Madame Pelloux a bien voulu me remettre un crâne provenant d'une tombe creusée à même dans le poudingue qui forme le fond du terrain du pays, et quoique n'ayant pu me procurer des indications qui permettent de lui assigner une époque, j'ai pensé qu'il était toujours intéressant de posséder ce document, étant donné surtout que le crâne en question est fortement dolicocephale, avec exubérance de l'occipital, alors que la race et les crânes que l'on rencontre habituellement dans le pays appartiennent pour la plupart au type celto-ligure. Voir page 163, *Bulletin* n° 3, décembre 1894, la communication de M. le Dr Bordier.



Demi
Grandeur.

Hache en Bronze à talon
Forêt de Franc-sec. (nièvre).

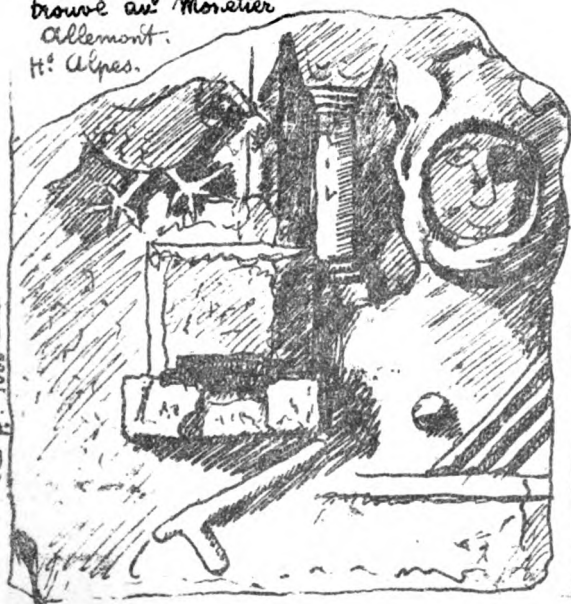


Vase trouvé dans une tombe
au Monétier Allemont. H. Alpes.



clochette romaine
en Bronze.
Monétier Allemont.

Bas relief romain
trouvé au Monétier
Allemont.
H. Alpes.



carrélaye en briques
de la construction
romaine
de Monétier -
Allemont.



Inscrip. trouvée
au Monétier Allemont

Je dois ajouter que la clochette, le crâne, les menus objets ramassés au cours des fouilles m'ont été gracieusement offerts par M. Pelloux pour notre musée social.

Notes sur une hache de bronze à talon,

Par M. MULLER.

Messieurs,

J'ai eu l'honneur de vous présenter dans la dernière séance une série de silex anciens emmanchés récemment par un aliéné. M. le Dr Marie a bien voulu joindre à ce lot une hache en bronze que je crois devoir vous montrer, car quoique n'étant pas dauphinoise, elle a l'avantage d'appartenir à un genre que l'on rencontre très rarement dans nos régions, il est donc intéressant de pouvoir par comparaison en remarquer les différences.

Cette hache a été trouvée dans la forêt de Tronc-Sec, à 1,500 mètres du village d'Aeroux (Nièvre), (il y a, paraît-il, près de là, à 500 mètres, un mégalithe connu dans le pays sous le nom de pierre tournante). La hache, du type dit à talon, pèse 620 grammes, sa longueur est de 185 millimètres, elle a 80 millimètres de large au tranchant, 33 millimètres à la base et 32 millimètres à la hauteur de la saillie du talon, de la saillie du talon au tranchant l'on trouve 70 millimètres; l'épaisseur à la base est de 6 millimètres; à la saillie du talon 28 millimètres. Il y a 11 millimètres de creux vers la partie la plus concave, à la base du talon.

Cette hache a servi; l'on voit la diminution de l'épaisseur du tranchant sous l'effort du martelage, l'arrête médiane entre le talon et le tranchant est plus visible d'un côté et les deux faces ne sont pas tout à fait sous le même angle, comme si le martelage n'avait été fait que d'un côté: la face posée sur l'enclume pendant l'opération recevant moins l'impression du choc que la face directe au marteau.

M. John Evans, dans son ouvrage *l'Age de Bronze*, place cette catégorie tout de suite après ce qu'il appelle *Celts à ailes*

et palstaves; ce serait un type presque immédiat après les haches plates et celles à rebords droits; les haches à talons avec boucles latérales sont classées immédiatement après.

Un échantillon trouvé à Grenoble, que donne M. Chantre dans son album du Bronze, montre une boucle (pl. IX, fig. 4), une autre avec nervure sur le plat de la lame, sans anneau de suspension (boucle), (même pl., fig. 2). provient également des environs de Grenoble.

L'échantillon le plus semblable en tous points est celui figuré pl. VI, fig. 5, longue de 0^m 17, trouvée à Auxonne (Haute-Saône) et qui est au musée St-Germain; comme celle que je vous montre, elle a également à la base une légère échancrure en demi-cercle et montre sur la lame le même martelage.

Dans le *Bulletin* n° 1 (avril 1897, p. 11), les analyses des deux haches, l'une à ailerons, l'autre à douille, avaient été faites par notre savant collègue M. Romeyer, chef des travaux pratiques à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie de Grenoble; il a bien voulu analyser cette hache à talon, et voici le résultat de son travail;

Hache à talon de la forêt de Tronc-Sec (Nièvre):

Etain, 9,42 %.

Cuivre, 90,37 %.

Plomb, traces,

Pas de fer.

Si l'on compare ce résultat aux précédentes analyses, l'on demeure frappé de la régularité des proportions, que l'objet analysé appartienne aux différentes époques de l'Age de Bronze et qu'il vienne d'un point quelconque du territoire français.

Quoique l'on puisse de nos jours très bien travailler le bronze contenant une quantité relativement forte d'étain, il se pourrait que, à l'époque du Bronze, les fondeurs aient appris à leur dépens qu'il n'est pas prudent de mettre trop d'étain dans l'alliage, et que, à la suite d'expérience ayant eu pour conséquence d'aigrier le métal, il en soit résulté, au moins pour les instruments destinés à être martelés, un moyen terme d'alliage pratique, à base peu variable et connu de tous les fondeurs, étant

donné que pour une industrie dont les artisans étaient nombreux, les mêmes causes ont amené les mêmes effets qui, par la tradition, ont dû se répandre et se conserver partout.

Les sutures de la voûte du crâne envisagées au point de vue des sexes,

Par M. PICAUD.

La manière dont se soudent les os du crâne et l'époque à laquelle a lieu cette soudure sont deux facteurs qui influent notablement sur sa forme et sur son volume. Or les auteurs qui ont étudié les caractères du crâne chez la femme, et Mantegazza, Weisbach, Rebentisch, Panichi (1), eux-mêmes, qui ont fait de récents travaux à ce sujet, n'ont pas envisagé la manière dont s'opère la soudure des sutures crâniennes dans les deux sexes. M. Picozzo, professeur à l'Université de Sienne, au contraire, a fait des recherches dans ce sens, en se servant du travail de M. Ferraz de Macedo (2).

M. Ferraz de Macedo, disons-le tout de suite, a fait des observations sur un millier exactement de crânes normaux (494 masculins et 506 féminins), groupés suivant l'âge en 5 lots. Ces observations ont porté sur les trois principales sutures (*coronale, sagittale, occipitale*), dans le but, non pas d'établir l'identité pour l'âge et pour le sexe, mais de les comparer à celles des crânes des criminels qu'il avait déjà étudiés.

Du tableau que cet auteur a dressé, M. Picozzo en a extrait le suivant, où sont consignés les *pour cent* des sutures sans trace de soudure, des sutures les plus simples et des sutures les plus compliquées, aux divers âges et dans les deux sexes :

(1) PANICHI. — *Ricerche di craniologia sessuale*. Arch. p. l'antropologia. Florence, 1892, f. 1.

(2) FERRAZ DE MACEDO. — *Crimes et criminels*. Lisbonne, 1892.

		POUR CENT					
		HOMMES			FEMMES		
134 ♂ de 18 à 30 ans	143 ♀ de 18 à 30 ans	libres	très compliquées	simples	libres	très compliquées	simples
Coronale...	(supérieure..	80.6	0.8	19.4	85.3	0.7	37.7
	(moyenne ..	71.6	38.1	0.8	80.4	51	0.7
	(inférieure..	68.7	—	56.7	74.8	0.7	58.7
Sagittale...	(antérieure..	62.7	10.5	11.2	81.1	6.8	16.1
	(moyenne ..	44.8	41.8	0.8	51	37.7	—
	(obéliion	44.8	—	29.8	71.3	—	39.9
	(postérieure..	56.7	29.1	1.5	81.1	35	1.4
Lambdoïde.	(supérieure..	70.1	20.9	—	87.4	21.7	—
	(moyenne ..	77.7	57.5	—	87.4	70.6	—
	(inférieure..	88.8	—	42.5	81.1	0.7	44.8
120 ♂ de 31 à 40 ans							
Coronale...	(supérieure..	59.1	0.8	15	62	1.1	33.7
	(moyenne ..	51.7	46.7	—	80.4	51	0.7
	(inférieure..	43.3	—	56.7	50	2.2	60.9
Sagittale...	(antérieure..	25.8	10	7.5	52.2	6.5	18.5
	(moyenne ..	22.5	46.7	0.8	50	38.1	—
	(obéliion	22.5	1.7	22.5	52.2	—	45.6
	(postérieure..	30	40.8	—	67.4	42.4	—
Lambdoïde.	(supérieure..	41.7	38.3	—	79.4	20.7	1.1
	(moyenne ..	59.2	62.5	0.8	76	72.8	—
	(inférieure..	75.8	—	45	82.6	—	42.4
84 ♂ de 41 à 50 ans							
Coronale...	(supérieure..	51.2	1.2	19	60.4	—	47.5
	(moyenne ..	44	35.7	—	57.5	41.6	—
	(inférieure..	19	—	38.1	42.6	3	44.6
Sagittale...	(antérieure..	31	6	3.6	51.5	3.9	23.8
	(moyenne...	11.9	36.9	—	43.6	24.8	—
	(obéliion	11.9	—	27.3	45.6	—	37.6
	(postérieure..	14.3	35.7	—	54.5	31.7	2
Lambdoïde.	(supérieure..	34.5	28.5	—	67.3	16.8	—
	(moyenne ..	48.8	65.5	1.2	66.4	61.4	—
	(inférieure..	60.7	—	46.4	76.3	—	42.6

		POUR CENT					
		HOMMES			FEMMES		
98 ♂ de 51 à 60 ans	102 ♀	libres	très compliquées	simples	libres	très compliquées	simples
Coronale...	supérieure..	40.8	1	17.4	44.1	—	39.2
	moyenne ..	38.8	39.8	—	35.3	36.2	1
	inférieure..	18.4	—	29.6	27.5	—	37.3
Sagittale...	antérieure..	17.3	6.1	13.2	34.3	3.9	24.5
	moyenne ..	11.2	28.6	1	30.4	26.5	1
	obélion	9.2	1	16.4	35.3	—	28.4
	postérieure..	17.4	22.4	—	37.3	25.5	—
Lambdoïde.	supérieure..	20.4	15.3	—	43.2	23.5	—
	moyenne ..	32.6	41.8	—	41.2	53	—
	inférieure..	49	—	46.9	65.7	—	43.2
58 ♂ de 61 à 70 ans							
Coronale...	supérieure..	27.6	—	5.2	29.4	—	38.2
	moyenne ..	29.3	20.7	—	27.9	23.5	—
	inférieure..	8.6	—	32.7	20.6	—	32.4
Sagittale...	antérieure..	13.8	1.7	5.2	22.1	—	17.6
	moyenne ..	5.2	20.7	—	14.7	10.3	4.4
	obélion	5.1	—	10.3	17.6	—	25
	postérieure..	10.3	12.1	—	22.1	11.8	5.9
Lambdoïde.	supérieure..	15.5	12.1	—	25	11.8	—
	moyenne ..	32.8	44.9	—	28	44.1	—
	inférieure..	67.2	—	36.2	54.4	—	33.8
Moyenne totale : 494 ♂ 506 ♀ de 18 à 70 ans Moy. de l'âge : 41, 84							
Coronale...	supérieure..	56.3	0.2	16.2	60.3	0.4	39.3
	moyenne ..	51.8	38.1	0.2	55.5	42.3	0.4
	inférieure..	37.1	—	45.3	47	1.2	48.4
Sagittale...	antérieure..	38.5	7.7	8.7	52.5	4.5	19.9
	moyenne ..	22.5	37.1	0.6	40.3	29.3	0.8
	obélion	22.1	0.6	22.6	48.2	—	36.1
	postérieure..	29.8	29.8	0.4	56.5	30.6	1.6
Lambdoïde.	supérieure..	40.9	24.3	—	64.7	19.6	0.2
	moyenne ..	54	55.5	0.4	63.8	62	—
	inférieure..	70.4	—	43.9	73.7	0.2	42.1

Ce tableau peut se traduire de la manière suivante :

HOMME.

FEMME.

De 18 à 30 ans.

Sutures en grande partie libres (44-88 %). Commencement de synostose de la sagittale et principalement de l'obélion (libre 44 %). Plus rarement synostose de la partie postérieure libre de la sagittale (56 %).

Sutures en grande partie libres 51-87 %. Synostose dans la partie moyenne de la sagittale dans une moitié des cas (51 %).

De 31 à 40 ans.

Sutures libres réduites (22-75 %). Obélion presque toujours soudé (libre 22-25 %), ainsi que la partie postérieure de la sagittale (libre 22-52 %). La partie inférieure de la coronale (libre 43 %) et la supérieure de la lambdoïde (libre 41-47 %) commencent à se souder.

Sutures presque toujours libres (50-82 %). La partie moyenne de la sagittale (libre 50 %) est presque toujours dans les mêmes conditions que de 18 à 30 ans. L'obélion commence à se souder (libre 52 %), ainsi que la partie antérieure de la sagittale (libre 52 %) et l'inférieure de la coronale (50 %).

De 41 à 50 ans.

Suture sagittale généralement presque toute soudée (libre 14-31 %), excepté la partie antérieure dans la moitié des cas (libre 51 %). Synostose de la partie inférieure de la coronale (libre 19 %). La lambdoïde reste encore libre dans la moitié des cas environ.

La sagittale n'a pas fait beaucoup de progrès de soudure (libre 43-54 %). De même que la partie inférieure de la coronale (42-46 %), la partie moyenne commence à se souder (libre 57 %). Les choses ne diffèrent pas beaucoup d'ailleurs de ce qu'elles étaient dans la période précédente.

De 51 à 60 ans.

Sagittale généralement toute soudée (libre 9-17 %). La coronale est déjà passablement soudée (libre 18-40 %), de même que la lambdoïde (libre 20-49 %); mais tandis que la première est un peu libre dans la partie supérieure (libre 40 %), la seconde l'est dans la partie inférieure (libre 20 %).

Synostose de la sagittale (libre 30-37 %), en totalité et presque uniformément, mais non aussi fréquemment que chez l'homme. Coronale soudée à sa partie inférieure (libre 27 %), mais non comme chez l'homme. La lambdoïde est ouverte assez fréquemment, surtout en bas (libre 37 %).

HOMME.

FEMME.

De 61 à 70 ans.

Synostose générale des sutures (libres 5 à 29 %), sauf de la lambdoïde dans la partie inférieure (libre 67 %).

Synostose générale, avec moins de fréquence que chez l'homme (libres 14-54 %), mais plus uniforme; pourtant, la lambdoïde se trouve moins souvent libre dans sa partie inférieure que chez l'homme (libre 54,4 %).

La soudure des sutures dans les deux sexes varie donc : 1° suivant l'époque à laquelle elle a lieu; 2° suivant l'ordre dans lequel elle se produit; les sutures varient d'ailleurs dans les deux sexes, suivant leur degré de complication. En général, la soudure des sutures crâniennes arrive plus tôt chez l'homme que chez la femme.

Si nous jetons un coup d'œil rapide sur le tableau de M. Picozzo, nous constatons immédiatement un fait très intéressant: tandis que, dans les premières années, la moyenne des sutures libres est moindre chez l'homme que chez la femme, dans les dernières années les moyennes tendent à se rapprocher; les écarts entre les *pour cent* des deux sexes vont toujours en diminuant, ce qui prouverait une fois de plus que *les deux sexes, à un âge avancé, tendent à se rapprocher par leurs caractères somatiques*.

La première des sutures considérées, qui commence à se souder, quel que soit le sexe, c'est la *sagittale*; mais, chez l'homme, la soudure commence à l'obélion et à la partie moyenne, tandis que chez la femme elle commence plutôt dans la partie moyenne de la suture. De plus, tandis que chez l'homme la soudure tend à s'étendre plutôt vers la partie postérieure, chez la femme, au contraire, elle s'étendrait plutôt vers la partie antérieure.

La seconde suture qui se soude, dans les deux sexes, c'est la *coronale*; la soudure va de la base au sommet.

L'*occipitale* ou *lambdoïde* se soude en dernier lieu dans les deux sexes; la soudure va de haut en bas, mais, chez la femme, elle a lieu presque en même temps dans la partie supérieure et dans la partie moyenne (fig. 1).

La complication des sutures est généralement plus grande chez l'homme que chez la femme. Dans les deux sexes, la partie moyenne de la suture coronale est très compliquée; la partie supérieure l'est moins et la partie inférieure encore moins.

L'obélion est la partie la plus simple de la suture sagittale des deux sexes.

La suture lambdoïde est presque aussi compliquée chez la femme que chez l'homme; cette complication va d'ailleurs en diminuant vers la partie inférieure.

Ces remarques servent non seulement à distinguer les sexes, mais encore à déterminer leur âge approximatif, sur lequel les auteurs, qui se sont occupés de la forme et de la soudure des sutures, sont à peu près muets.

Les conclusions générales que M. Picozzo a pu tirer de son travail sur les sutures sont du plus haut intérêt pour l'étude de la femme, au point de vue anthropologique.

Le retard de la soudure des sutures paraît en contradiction avec un certain nombre de caractères sexuels du crâne féminin, qui représentent à coup sûr un état d'infériorité relative; mais on pourrait en dire autant des insertions musculaires peu prononcées, des saillies osseuses peu marquées, etc., tous caractères sexuels, qui ne manquent presque jamais. Ce retard de la soudure des sutures, de même que d'autres caractères du crâne féminin, la courbe frontale, par exemple, exprime un arrêt de développement, une marque ou tare infantile.

Un autre caractère d'infériorité évidente, qui sans doute a déjà dû être observé, c'est la plus grande simplicité des sutures, simplicité qui se retrouve chez les races inférieures.

Enfin, un caractère plus intéressant encore, et tout d'abord inexplicable, réside dans le processus de la soudure des os crâniens, du côté de la suture sagittale: chez la femme, en effet, la portion moyenne antérieure de cette suture se soude avant la portion moyenne postérieure. A toutes les périodes de la vie, la portion postérieure de la sagittale se soude plus tard que chez l'homme, et la portion antérieure plus tôt. Il en résulte forcément un arrêt de développement dans la partie antérieure du crâne, plus précoce que dans la partie postérieure.

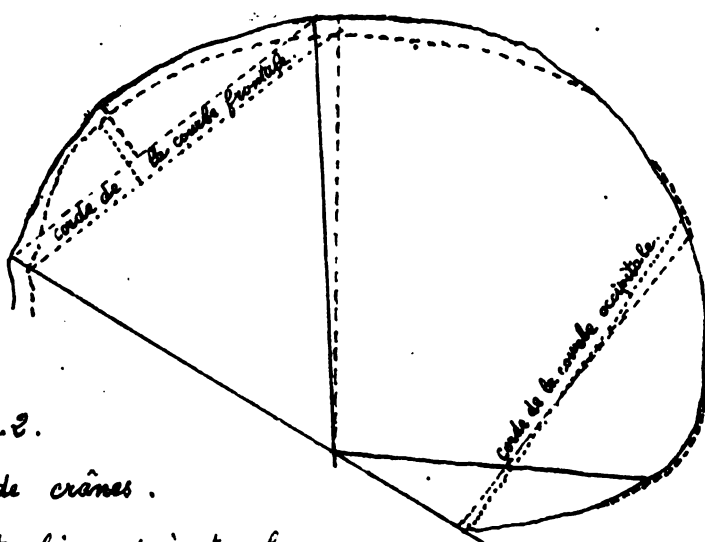
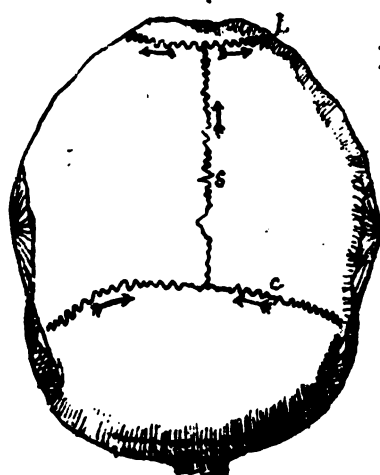


Fig. 2.

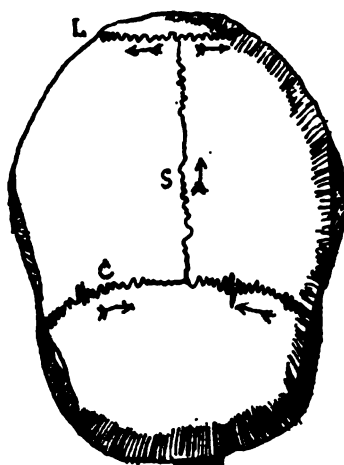
Profils de crânes.

Le trait plein représente les crânes masculins; le pointillé, représente les crânes féminins.



A

Fig. 1



B

Sutures de la voûte du Crâne. A., Homme. B., Femme. C, suture coronale; S. suture sagittale, L, suture lambdoïde. — Les flèches indiquent le sens de la soudure.

Aussi, suivant la loi de Virchow (1), le développement du crâne doit-il s'arrêter dans la direction perpendiculaire à la suture en synostose, c'est-à-dire dans l'extension en largeur.

Ce fait est confirmé par d'autres caractères connus du crâne féminin : Korner, Ecker (2) et Weisbach (3), en effet, citent, parmi les caractères sexuels du crâne de la femme, la moindre hauteur, le plus grand aplatissement de la boîte crânienne, surtout au vertex, la brièveté de tous les diamètres de la partie antérieure de la tête, tandis que la partie occipitale du crâne est plus haute et plus longue que celle de l'homme (fig. 2).

Nous savons maintenant que tous ces caractères s'expliquent, pour la plupart, par la manière différente dont s'effectue la soudure de la suture sagittale. Or cette inversion dans la soudure des os, chez la femme, est un caractère certain d'infériorité.

Gratiolet avait déjà remarqué que les races supérieures ont leurs sutures plus largement et plus longtemps ouvertes dans la partie antérieure de la calotte crânienne que dans la partie postérieure; que chez les races inférieures, au contraire, chez les nègres du Mozambique, principalement, et chez les individus dégénérés de la race blanche, la synostose se produit en sens inverse. Danielli a constaté le même fait sur des crânes de Bengalais. Et c'est ce que nous rencontrons chez la femme!

Tourdes (4) dit que cette inversion paraît en rapport avec une différence dans l'évolution des hémisphères cérébraux : la soudure antérieure se faisant la première, le développement des lobes occipitaux est plus facile et dure plus longtemps; dans le cas contraire, particulier aux races supérieures, l'accroissement des lobes frontaux se trouve favorisé, et, par conséquent, rendu plus facile et plus prolongé.

Si le retard apporté dans la soudure des sutures est un carac-

(1) A la suite de la synostose d'une suture, le développement du crâne reste toujours en retard dans une direction perpendiculaire à la suture soudée.

(2) ECKER, *Arch. f. anthrop.*, 1872.

(3) WEISBACH, *id.* 1878.

(4) TOURDES. — Art. *Suture*. *Dictionnaire des Sciences médicales* (Dechambre).

tère infantile du crâne de la femme, son mode de synostose est un caractère d'infériorité. Il n'est donc pas superflu d'ajouter un ou deux caractères sexuels du crâne aux cinquante caractères cités par Rebentisch (1), car aucun de ces caractères n'est absolu : leur ensemble seul peut être de quelque utilité pour l'anthropologiste.

En résumé, les tableaux de M. Ferraz de Macedo donnent l'explication de caractères déjà cités par d'autres auteurs, et celui de M. Picozzo apporte de nouvelles preuves anatomiques de l'infériorité du crâne de la femme par rapport à celui de l'homme.

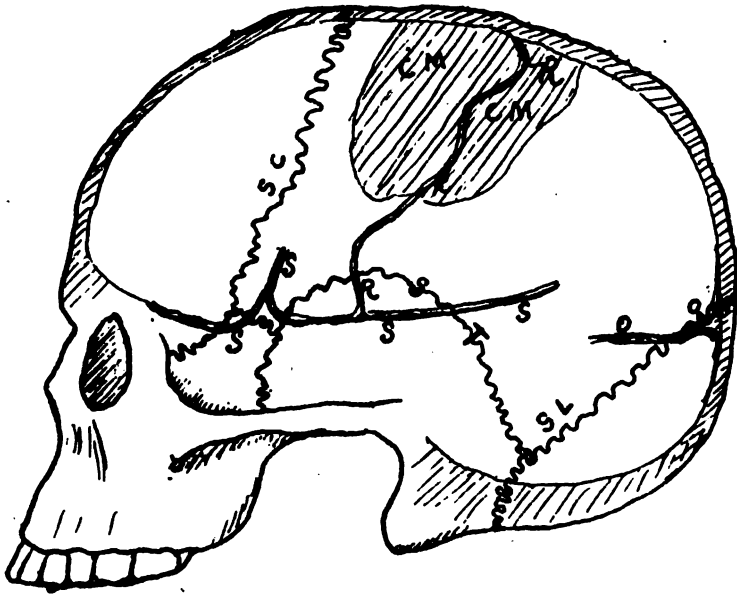
DISCUSSION.

M. BORDIER fait remarquer combien il est dangereux de vouloir trop affirmativement conclure de l'état des sutures à la valeur du cerveau ; en semblable matière il importe de tenir compte de facteurs très divers.

D'abord, les sutures intéressent deux tables osseuses, séparées par le diploë spongieux. Si la table interne peut être considérée comme relevant assez intimement du cerveau même, la table externe relèvera au contraire beaucoup plus du système musculaire. L'ossification d'une suture peut marcher d'un pas différent en dedans et en dehors. Il arrive par exemple que telle suture, que l'aspect extérieur montre ouverte, est soudée en dedans. Le contraire peut s'observer également.

En outre, s'il est vrai jusqu'à *un certain point*, car il y a beaucoup d'exceptions, que c'est la poussée du dedans en dehors exercée par le cerveau qui retarde l'ossification des sutures et par conséquent que la précocité de la soudure indique un amoindrissement de la poussée cérébrale, si cela est *relativement vrai*, dans *certaines cas* et sous certaines réserves, il ne faut pas oublier que le cerveau n'est pas seulement un organe pensant ; il ne contient pas que des cellules de la pensée, il renferme aussi des cellules motrices, et tel cerveau

(1) REBENTISCH. — *Der Weiberschädel*, Vierteljahr f. gerich. med., 1894, p. 173, Heft 3.



- R.* Scissure de Roland.
S. Scissure de Sylvius.
O. Scissure occipitale.
CM Centras moteurs.
SC Suture coronale.
ST Suture temporale.
SL Suture lambdoïde.

pourra être plus gros qu'un autre, exercer de dedans en dehors une poussée, qui retardera l'ossification des sutures, non parce qu'il aura plus de cellules de la pensée, mais parce qu'il sera mieux doué en cellules motrices. Le retard d'ossification proviendra de ce qu'on a affaire ici, non à un penseur, mais au contraire à un impulsif, à un homme dont le réflexe est plus musculaire qu'intellectuel, à un brutal ; les individus qui, à faculté pensante égale, ont plus souvent que d'autres l'occasion de se servir de leurs muscles, développent leurs cellules motrices et arrivent ainsi à présenter, plus tard que d'autres moins adonnés à la vie musculaire, l'ossification des sutures ; c'est précisément le cas de l'homme comparé à la femme. Le retard de l'ossification chez l'homme ne dénote donc aucune supériorité ni aucune infériorité ; il tient à un déterminisme spécial, l'usage plus fréquent des muscles chez l'homme que chez la femme.

Ce serait à tort que, pour en faire honneur à l'homme, on arguerait du retard de l'ossification de la suture frontale chez lui, à un plus grand développement des lobes antérieurs, qui seraient les lobes nobles pour ainsi dire. Il s'en faut, en effet, que la topographie des sutures crâniennes corresponde exactement avec la topographie des lobes cérébraux : le crâne antérieur, moyen et postérieur ne se superpose nullement au cerveau antérieur, moyen et postérieur. Cela ressort très clairement des recherches de Broca sur la topographie crânio-cérébrale au moyen d'un procédé qui consistait à enfoncez dans le crâne de petites fiches de bois, qui pénétraient dans le cerveau et à voir dans quelle région du cerveau elles s'implantaient.

Les résultats auxquels Broca et Féré sont arrivés par cette méthode sont les suivants : la scissure de Rolando, qui sépare le lobe frontal du cerveau de son lobe pariétal, ne correspond pas à la suture coronale. Elle est située à 47-48 millimètres environ en arrière de la suture coronale à sa partie supérieure, et de 27 millimètres à sa partie inférieure ; or de chaque côté de la scissure Rolando, précisément en arrière de la suture coronale, sont contenus les centres moteurs des membres des muscles faciaux et de la bouche ; c'est la région motrice du cerveau.

On comprend donc que le développement de ces centres

moteurs plus grand chez l'homme que chez la femme retarde l'ossification de la suture frontale et celle de la suture sagittale, on comprend que le moins grand développement de ces centres moteurs rende le cerveau plus plat à ce niveau chez la femme.

C'est encore à l'amointrissement des centres moteurs qu'est due, sans doute, une *partie* de l'amointrissement relatif du cerveau de la femme. *Je dis une partie*, car pour le reste de la différence, la plus grande partie, l'infériorité de poids est absolument en rapport avec l'infériorité de la taille de la femme, comparée à celle de l'homme.

Je ne vois donc, dans les différences d'ossification des sutures chez les deux sexes, qu'une conséquence d'un déterminisme fonctionnel et anatomique, mais nullement un caractère qui puisse prétendre au qualificatif de supérieur pour l'homme et subir celui d'inférieur pour la femme.

D'une façon générale, je crois qu'on abuse en zoologie et par conséquent en anthropologie des épithètes de *supérieur* et d'*inférieur* ; l'humanité regarde naturellement comme supérieurs les caractères qui lui sont propres ; dans l'humanité, l'Européen donne ce titre aux caractères de l'Européen, et parmi les Européens, le mâle le réserve aux caractères qu'il présente lui-même. Cela est humain, mais n'est pas scientifique. Le mammifère semble supérieur à l'insecte sous certains rapports, mais il lui est inférieur sous le rapport de la force musculaire. La seule supériorité en zoologie est d'être plus qu'un autre en harmonie avec son milieu, d'être mieux qu'un autre adapté à sa fonction. Les êtres peuvent être *différents*, sans que cette différence implique une hiérarchie, qui n'a d'autre avantage que de satisfaire les tendances anthropomorphiques de notre esprit.

La femme a d'autres fonctions à remplir que l'homme ; ses organes spéciaux ne sont pas inférieurs aux organes spéciaux de l'homme ; ils sont *autres*.

M. LE DOCTEUR BONNET. — Je m'associe pleinement aux conclusions de M. le docteur Bordier. Je ne crois pas que l'infériorité intellectuelle de la femme soit la conséquence de la synostose prématurée de ses sutures antérieures du crâne.

Contrairement à l'opinion commune, il faut croire que le cerveau n'est pas absolument immobilisé par le crâne. Ce dernier ne s'oppose pas complètement au développement cérébral. C'est le crâne, au contraire, qui se moule sur le cerveau. La boîte osseuse prend une importance proportionnelle à l'étendue des circonvolutions, suivant une évolution progressive et parallèle. Voyez par exemple quelle trace profonde imprime, à la face interne du pariétal, l'artère meningée moyenne et ses branches.

En poussant les choses au pire, la théorie que vient de soutenir notre collègue se rapproche de la théorie de Virchow, laquelle attribue l'idiotie à la synostose prématurée des os du crâne. La boîte crânienne inextensible s'opposerait ainsi à l'expansion du cerveau. C'est pour remédier à cet inconvénient qu'on a proposé, il y a peu d'années, la crâniectomie, comme remède à l'idiotie. Le professeur Lannelongue a tenté de nombreuses opérations de ce genre, sans succès d'ailleurs. Ce traitement opératoire est abandonné.

Du reste, M. le docteur Bourneville a formulé de graves objections à ce traitement. L'étude de toute une collection de crânes d'idiots conservés au musée de Bicêtre a démontré d'une façon formelle que chez les enfants idiots ou arriérés, il n'y a pas en général de réunion prématurée des sutures. Souvent même, il n'y a pas seulement ossification des fontanelles. C'est que la lésion est plus profonde, elle porte sur la substance cérébrale elle-même et n'est pas susceptible d'être modifiée par une opération.

A mon avis, on exagère l'importance de la synostose des os du crâne. Cette synostose constitue un fait physiologique ; elle apparaît normalement entre 40 et 50 ans. Mais si l'on réfléchit avec quel engrenement profond et parfait ces os sont reliés entre eux, on se convaincra qu'en pratique, la synostose est complète de bien meilleure heure. Le développement crânien peut s'opérer néanmoins en portant son action également sur toute la partie osseuse, aussi bien qu'au niveau des sutures. Le développement a lieu en bloc.

C'est ce qui explique que le véritable traitement de l'idiotie doit être un traitement médico-pédagogique. Grâce à des procédés spéciaux d'éducation, trop négligés malheureusement,

on peut améliorer ces malheureux au point de leur permettre de vivre en société

De même, l'infériorité intellectuelle de la femme n'est pas due à la synostose prématurée de son crâne antérieur.

Cette infériorité a pour cause permanente le milieu retiré dans lequel la femme a été tenue, par la tyrannie des préjugés existants. Elle tient à un défaut d'usage, à une éducation trop longtemps insuffisante de ces centres intellectuels. Pendant des siècles, son instruction a été tenue pour un désastre. Quoi d'étonnant à ce que cette fatalité héréditaire ait imprimé son action aux organismes successifs? Cette conséquence, héritage du vieux droit romain, n'est pas irrévocable.

En effet, la supériorité intellectuelle de l'homme provient de l'influence prépondérante de l'enseignement qui lui a été donné de tout temps. Elle provient d'exercices intellectuels, mille fois répétés, coordonnés entre eux et dont nous bénéficions aujourd'hui par un heureux atavisme.

Au point de vue artistique, par exemple, avouons que nous n'avons pas le droit de conclure à l'infériorité originelle de la femme, par rapport à l'homme, puisque les moyens d'éducation lui ont été refusés. Il n'y a pas encore un an qu'on s'est décidé à lui ouvrir les portes de l'Ecole des Beaux-Arts. A mon avis, si les femmes nous sont inférieures dans le grand art, elles sont mieux que nous, par un don naturel, par une intuition plus facile, capables de réaliser, dans l'art industriel, des merveilles de goût et d'ingéniosité.

Nous assistons à une transformation du milieu humain. Il n'y a point de fatalité qui tienne contre une évolution nouvelle, efficace. Nul ne peut hésiter à reconnaître que le progrès actuel est indéniable, dans la réforme de l'éducation de la femme.

L'œuvre commence à peine ; il faut lui donner le temps de porter ses fruits.

Que des efforts prolongés se continuent encore à travers quelques générations et l'on sera surpris du chemin parcouru et de la puissance d'évolution de l'intelligence féminine.

C'est une évolution nouvelle qui se fera en dépit des résistances et qu'il faut admettre.

Faut-il s'en réjouir? Faut-il s'en plaindre? et la femme ne

sera-t-elle pas dupe ou victime du nouvel ordre de choses qui la rendra de plus en plus l'égale de l'homme?

That is the question.



BULLETINS

DE LA

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME QUATRIÈME

N° 3 & N° 4. — DÉCEMBRE 1897

SOMMAIRE

Séance du 5 juillet. Travaux originaux : Faits et gestes de Guillaume de Meullon, publiés d'après le manuscrit original, par M. Edmond MAIGNIEN, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble.

Séance du 8 novembre : Nomination de MM. BOUVAT (Lucien), MARTIN, BARTHÉLEMY. — *Travaux originaux :* Archives du Monestier-de-Clermont ; notes sur la commune du Monestier-de-Clermont pendant la période révolutionnaire, d'après un registre de la municipalité, par M. GIRARD, instituteur à Beaucroissant. — Notes historiques et légendaires sur la commune de Besse-en-Oisans, par M. OUGIER, ancien maire de Besse-en-Oisans. — Statuts d'une maladerie fondée en 1450 à Ornacieu : *Statuts et dispositions de noble Gabriel de Rossillon, seigneur du Bouchage, Brangue, Ornacieu, fondateur et donateur de la chapelle, soubz le vocable de sainte Magdelaine, et d'une maladière à Ornacieu*, par M. BADIN. — L'anthropologie au congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, par M. PICAUD.

Séance du 6 décembre. Nécrologie : Augustin VIALLET. — *Nomination* de MM. MASSAREL, D^r CIBERT, GUIFFRIDO-RUGGERI. — *Travaux originaux :* Contribution au Folk-lore médical ; quelques anciennes recettes contre la peste, par M. MARTIN. — Un épisode peu connu de la vie de Dominique Villars ; injustes accusations relatives au recrutement et à la réforme militaires, par M. le D^r A. BORDIER. — L'os hyoïde des Equidés : caractères différentiels (*avec planches*), par M. PICAUD. — Note sur diverses antiquités romaines trouvées à Lachau (Drôme), (*avec planche*), par M. MULLER.

Table des matières du volume IV. — Table des auteurs. — Table des membres titulaires et correspondants de la Société. — Echanges et divers.

GRENOBLE

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT

1, rue Pasteur (voie Centrale).

1897

En vente aux librairies Gratier, Drevet, Terrier, Perrin et Falque.

TARIF DES TIRAGES A PART

par feuille de 16 pages.

25 exemplaires	10 francs.
50 —	12 —
100 —	15 —

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

BULLETINS
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE
D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

TOME QUATRIÈME

N° 3 & N° 4. — DÉCEMBRE 1897



GRENOBLE
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE GABRIEL DUPONT
1, rue Pasteur, 1 (voie Centrale).

1897

SOCIÉTÉ DAUPHINOISE

D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

SÉANCE DU 5 JUILLET 1897

Présidence de M. MILANTA, Président.

Lecture du procès-verbal, qui est mis aux voix et adopté.

Vacances.

M. le Président annonce que la Société se mettra en vacances pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre.

Propositions diverses.

M. RÉROLLE propose de faire l'échange du Bulletin de la Société avec celui de la Société d'*Histoire naturelle d'Autun*.

M. PICAUD propose d'échanger notre Bulletin contre celui de la Société d'*Emulation du Doubs*.

Ces deux propositions sont adoptées.

M. MULLER est chargé par la Société de se rendre compte de la valeur des trouvailles archéologiques signalées dans la com-

mune de Lachau (Drôme), sans engager les finances de la Société.

M. PICAUD est chargé par la Société de la représenter au prochain *Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences*, qui doit avoir lieu à Saint-Étienne, au mois d'août prochain.

Faits et Gestes de Guillaume de Meuillon

publiés d'après le manuscrit original

par EDMOND MAIGNIEN,

Conservateur de la Bibliothèque de Grenoble.

I.

Le personnage dont nous allons publier la chronique est presque un inconnu : à peine les historiens du Dauphiné lui consacrent-ils quelques lignes.

Guillaume de Meuillon, chevalier, baron d'Arzeliers, seigneur de Ribiers, conseiller et chambellan ordinaire du roi, sénéchal de Beaucaire et de Nîmes (tel est son nom et tels étaient ses titres), était fils de Pierre de Calme de Meuillon et appartenait à une très ancienne famille noble, la famille de *Calme* ou de la *Chaup*, qui avait été substituée, vers 1290, au nom et aux fiefs d'une branche de la famille de Mevouillon ou Meuillon.

Il naquit en Dauphiné au milieu du ^{xiv}^e siècle et écrivit probablement, vers 1426, ses *Faits et Gestes*, qui nous promettent, non sans profit, partout où les hasards de sa vie d'aventures l'ont conduit lui-même. D'abord écuyer du duc d'Anjou, il fit ses premières armes en Italie (1382).

En septembre 1394, il figure au milieu des troupes levées contre Savone et Gênes, par Enguerrand de Coucy, lieutenant du duc d'Orléans.

De 1395 à 1396, il est gouverneur de Savone, puis il fait partie de nombreuses missions et expéditions, entre autres des expéditions ordonnées par le roi de France sous la conduite des connétables de Sancerre (1399) et de Boucicaut (1406-1415), et toujours il sert son maître avec fidélité, bravoure et dévouement.

Nous le voyons aussi guerroyer en Normandie contre les Anglais et, plus tard, assister au siège de Salins, à la prise de Soissons et à celle de Pontoise. Nommé sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, il prend une large part aux guerres de Provence. Il est aux sièges de Pont-Saint-Esprit, 1420, d'Aigues-Mortes, de Béziers et de Sommières, 1421.

En 1425, il va recevoir le serment du comte de Foix qui avait résolu de rompre ses engagements avec le roi d'Angleterre et de faire alliance avec le roi Charles VII. A partir de cette époque, il disparaît, se retire dans ses terres et vient mourir sans doute à Sisteron, vers 1428. Telle est en abrégé sa vie diplomatique et militaire. La lecture de sa chronique, qui comble quelques lacunes de notre histoire et qui n'est pas sans intérêt, en fournira le détail.

II.

Ce précieux document, resté manuscrit, n'est pas connu : seul Nicolas Chorier le cite dans son *Histoire généalogique de la maison de Sassenage* (1), il doit provenir des archives de la maison de Bressieu. A la mort de N. Chorier, il passa dans la collection de Guy Allard : on trouve, en effet, dans les notes manuscrites de cet historien la mention suivante : « Guillaume de Meuillon, senescal de Beaucaire. Histoire de sa vie, en vellin, t. 17, f° 123 » (2), qui prouve que notre manuscrit était inséré au t. 17, f° 123, des nombreux recueils formés par Guy Allard.

(1) *Histoire généalogique de la maison de Sassenage*. A Grenoble, chez Jean Nicolas, 1669, in-12, p. 320.

(2) *Connaissance des familles nobles par les titres*, t. 3, f° 196. Bibl. de Grenoble, U.-505.

Il y a cinquante ans, par suite du don fait à la ville de Grenoble, par M. Allard du Plantier, de tous les livres et manuscrits de Guy Allard, la chronique de G. de Meuillon a été déposée à la bibliothèque de cette ville où elle se trouve actuellement sous le n° R. 3732.

Elle commence vers 1380 et se termine en 1425; elle est écrite en français, sur vélin, en caractères cursifs; elle comprend 16 feuillets, de 23 lignes à la page, et contient trente-cinq paragraphes. On y trouve quelques annotations dans les marges, les unes du xvi^e siècle, d'autres, de la main de Chorier, plus deux feuillets de garde; sur le premier de ceux-ci on lit: « A esté faict chevalier de l'ordre noble Aymard François de Meuillon, seigneur et baron de Breyssieu (1) et ferre
« scavoir le dernier jour du mois d'aoust mil Vc soixante-
« quatre, à Vallence en Daulphiné ensemble Monsieur de
« Maulgiron. Ainsi le certiffie. *Spes mea in Deo*, 1564. »

Sur la dernière garde, une autre note, presque effacée, que nous avons cependant pu rétablir et qui doit avoir été écrite vers le commencement du xvi^e siècle, est ainsi conçue :
« Pierre de Meuillon, fils de ce Guillaume, en l'an 1451, gou-
« verneur de Marseille, conseiller d'Estat, grand chambellan et
« grand écuyer du feu roy René; l'an 1460, il fust fait amiral
« de l'armée qui fus mandée à Naples, et en cette année il y
« mourust. »

III.

Dans cette chronique, Guillaume de Meuillon énumère tous ses états de service et nous fournit quelques notes sur les membres de sa famille : ainsi il nous apprend que son frère Bertrand se noya en cherchant à pénétrer dans une *galiote* qui appartenait au roi Lancelot; il fait aussi mention de deux de ses fils : Eynard de Meuillon, chevalier, mort à la bataille

(1) Aymar-François de Meuillon, chevalier de l'ordre du Roi, baron de Bressieu, Ribiers, Arzeliers, etc., était fils d'Isabeau de Peyre. Il testa le 13 octobre 1565 et laissa trois enfants : François, Laurent et Louis.

d'Azincourt, et Charles de Meillon, chevalier, tué à la bataille de Verneuil, en 1424.

Avant de terminer ce préambule, il nous paraît intéressant de donner la généalogie peu connue de la branche des Meillon à laquelle appartient notre auteur :

Pierre de Calme ou de la Chaup, baron de Meillon, seigneur de Calme, d'Etoile, d'Arzeliers, Ribiers, Pomet, etc., etc., vivait en 1342.

Il épousa en premières noces, Éléonore Adhémar, fille d'Hugonnet et de Constance de Poitiers. Le nom de sa seconde femme ne nous est pas parvenu.

Il laissa cinq enfants.

Du premier lit naquit :

Baudoin l'aîné, marié avec Alix de Sillans, de laquelle sont nés cinq enfants.

Du deuxième il eut :

1° Guillaume de Meillon, qui suit, auteur de notre chronique ;

2° Lambert, seigneur de Sallerans et de Chateauneuf ;

3° Bertrand, mort aux guerres d'Italie ;

4° Pierre.

Guillaume de Meillon, seigneur de Pomet, Valbaret, Ruy-nat, Valclause, Montboucher, etc., sénéchal de Beaucaire et de Nîmes, s'unit :

1° Le 9 mai 1379, à Louise de Grimaldi, fille de Barnabé, seigneur de Laurise et de Béatrix de Glandevez.

2° à Marguerite Aymar, dame de Taulignan.

Il testa le 5 avril 1428, élut sa sépulture dans l'église des frères Prêcheurs de Sisteron et donna une somme de 200 florins pour la construction d'une chapelle sous le vocable de la Sainte Trinité et de saint Georges.

Il laissa six enfants :

I. Aynard, chevalier, mort à la bataille d'Azincourt, le 25 octobre 1415 (1).

(1) Cf. M. J. ROMAN. *Montres et Revues des capitaines dauphinois*. Grenoble, Allier, 1888, p. 90.

II. Charles, chevalier, tué à la bataille de Verneuil, le 17 août 1424 (1).

III. Pierre, seigneur de Ribiers, bailli de Sisteron et de Digne, chevalier de l'ordre du Croissant, institué par le roi René, conseiller et premier écuyer d'écurie de René, comte de Provence, 1448 (2), gouverneur de Marseille, en 1451, amiral de l'armée envoyée à Naples, en 1460, année de sa mort.

Pierre avait épousé :

1° Jeanne d'Agoult, fille de Raymond, comte de Sault, et de Louise de Glandevéz ;

2° Marguerite de Clermont, fille d'Antoine, vicomte de Clermont et de Françoise de Sassenage.

Il mourut sans enfants. Par son testament du 18 mai 1460, il avait fait héritiers ses neveux, Aymar de Grolée, dit le Renard, et Antoine de Grolée.

IV. Guillaume, seigneur de Valclause, qui s'unit à :

1° Marie de Noyers, fille de Hugues et de Jeanne de Calleville ;

2° Marguerite Aymard, fille de Jean, seigneur de Monteynard et de Marguerite Alleman ;

3° Marguerite d'Oraison.

Il mourut sans postérité.

V. Jeanne, religieuse à Sisteron.

VI. Béatrix, mariée :

1° à Jean Alleman, seigneur de Séchillienne ;

2° à Jean de Grolée Montrevel, dont la postérité prit le surnom de Meuillon.

Par son testament du 12 janvier 1470, Béatrix fit des legs à ses enfants du premier lit : Guillaume, Antoine, Jeanne, Alix, Antoinette ; Marguerite et Louise, religieuses, et Louis, moine,

(1) Cf. M. ROMAN, *ibid.*, p. 91. Voyez aussi : *Armorial des chevaliers dauphinois tués à la bataille de Verneuil. Angers, imp. Lachèse, Belleuvre et Dolbeau*, in-8°, 11 pp.

(2) En cette qualité il signa plusieurs certificats du roi René. Voyez : *Extraits des comptes et mémoriaux du roi René, publiés par A. Lecoy de la Marche. Paris, Picard, 1873, in-8°, nos 345, 346, 347, 384, 385, 549, 550, 586, 588, 590, 591, 597, 621.*

et institua héritier universel Aymar de Grolée de Meuillon, qui épousa Philippine-Hélène de Sassenage.

S'ENSUYVENT cy après en brief les faitz et œuvres [vertueuses lesquels], magnifique et puyssant seigneur messire Guillaume de Meuillon, chevallier baron d'Arzelier et seigneur de Ribiers, conseiller et chambellan ordinayre du roy nostre sire, son seneschal de Beaucaire et de Nismes, c'est employer, tant au temps de sa jeunesse estant escuyer, comme depuys qu'il a este fait chevallier au service du Roy et des seigneurs de son sang et d'autres commys et ordonnez par eulx.

Et premièrement, ledit Guillaume encoures escuyer quant monsieur d'Anjou (1), a qui Dieu pardoint, entreprint d'aller au royaulme de Napples, fut en son service et compaignie et fut la première foys qu'il se arma, et y estoit ung syen frère ainsné de luy, et eurent aucune charge de gens, et là, demourarent par l'espace de deux ans. Durant lequel temps furent faitz de grans faiz d'armes et de notables choses devant pleussieurs places.

Item, au retour dudit voyage de Napples, ledit messire Guillaume, encoures escuyer, servit le Roy lors en sa guerre de Provence qu'il avoit au Roy Charles, lequel tenoit partie dudit pays de Provence et où se firent de grans et notables choses et se recouvra la plus grant partie dicelluy pays. Et après aucun temps, le dit messire Guillaume ouyt dire que le Roy faisoit sa grant armée pour passer en Angleterre. Et tantost il alla par delà au service du Roy audit voyage, et fut la dicte armée jusques à l'Escluse (2), et dilecques s'en retourna et fut rompue.

Item, que certain temps après feu monseigneur de Bour-

(1) Louis I, duc d'Anjou, comte de Provence, roi de Sicile et de Jérusalem, 1382, roi de Naples, 1383, mourut à Bisceglie, le 10 octobre 1384; il prit possession de la Provence et traversa les Alpes au mois de juin 1382, se dirigeant vers le royaume de Naples (Henri MARTIN, *H. de France*, t. V, p. 371).

(2) Descente en Angleterre (1386), « onc, depuis que Dieu créa le monde, on ne vit tant de nefes ensemble, comme il y en eut, celui an, au havre de l'Ecluse et sur la mer entre l'Ecluse et Blankenberghe » (FROISSART).

bon (1), duquel Dieu ayt lame, entreprint le voyage de Barbarie. Et premièrement alla mettre le siège devant Affrique. Et là icelluy messire Guillaume fut fait chevallier par la main du bon admiral de France de Vienne (2) au descendre qu'ilz firent en terre. Et là demeura le siège neuf sepmaines. Et y avoit pleussieurs Roys et autres grans seigneurs dudit pays de Barbarie et d'autres de leurs nations et alliez contre eulx, Et, durant icelluy siège, se firent de grans armes et notables choses, et ladicte armée se départit et s'en retournarent tous deça. Et dilecques le dit messire Guillaume s'en alla au Saint Sépulcre, et à Sainte-Catherine-Monsnaix (3) et en pleussieurs autres voyages, et d'autres chevalliers aussi.

Item, que quant le dit messire Guillaume fut retourné desditz voyages en son hostel, continuant le service de la coronne, ouyt dire que Facinquant (4) mouvoit guerre contre monseigneur d'Orlians (5) en son pays d'Ast et incontinant se..... et della le dit messire Guillaume devers le bon seigneur de Chassennaiges (6) qui estoit leur gouverneur d'Ast et servit mondit

(1) Louis II de Bourbon, comte de Clermont, né le 4 août 1337, mort le 19 avril 1410. V. *Expédition d'Auffrique* (1390) dans la *Chronique du duc Loys de Bourbon*, publiée par M. CHAZAUD. Paris, 1876, pp. 218-257 (Soc. de l'histoire de France).

(2) Jean de Vienne, gouverneur de Calais, 1347, amiral de France, 1373, mort à Nicopolis, 26 sept. 1396. V. *Jean de Vienne*, par le marquis TERRIER DE LORAY. Paris 1877, pp. 241-250.

(3) Monastère de Sainte-Catherine du Mont Sinaï. Il est plusieurs fois question de ce grand monastère dans le voyage d'outre-mer de Jean Thenaud, publié par M. Ch. SCHEFFER. Paris, Leroux, 1864, in-8°, pp. 69, 71, 72.

(4) Fameux chef de condottieri appelé *Fascinus Canis* par le religieux de St-Denis. Facino Cane s'était emparé d'une partie de la Lombardie. (Voy. Chr. de Charles VI, t. IV, p. 255 et suiv., et une note biographique de Ricotti, II, 218).

(5) Louis I^{er}, duc d'Orléans, fils de Charles V et de Jeanne de Bourbon.

(6) François de Sassenage, nommé gouverneur d'Asti pour Louis de France, duc de Touraine (1387) fut remplacé dans cette fonction, en 1396, par Jean de Fontaines. V. *Histoire de la Maison de Sassenage*, par CHORIER, in-12, pp. 319, 320. Sur Chassenages, voyez : *Le duc Louis d'Orléans, frère de Charles VI; ses entreprises en Italie, 1394-1396*, par M. le comte de CIRCOURT. *Revue des Questions historiques*, liv. 91, 1889, pp 92 et suiv.

seigneur d'Orléans en icelle guerre en sièges et autres notables choses qui adoncques y furent faictes. Et y estoit aussi pour mondit seigneur d'Orlians, messire Jehan de Foncanier (1) et messire Jehan de Garancières (2) et requirent, de par mondit seigneur d'Orlians et le bon prince Amycal de Pinerol et plusieurs autres ses alliez, et myrent le siège devant le dit Facinquant en ung lieu appellé Valfenière (3) où il avoit dedans huit cens combatans, et là se firent plusieurs grans armes et notables choses.

Item, que après ung temps, monseigneur d'Orléans envoya monseigneur de Coussi (4) de la volente du Roy en grant puy-

(1) Jean, sire de Fontaines, l'un des seigneurs du parti d'Orléans, chambellan du duc de Touraine à Asti, 1389.

(2) Jean sire de Montenay, baron de Garancières, chevalier seigneur de Croisy, maître et général réformateur des eaux et forêts de Picardie et Normandie (SECOUSSE, VIII, 373), chambellan du duc de Touraine à Asti, 1389. *Vie de Louis de France, duc d'Orléans*, par JARRY, p. 42. En 1403, il assistait au conseil comme maître d'hôtel du roi (*Ibid*, 620).

(3) Siège de Valfenera (Vaufrenières), mars 1394. Cf. JARRY, *Vie de Louis de France*, p. 149. — *Le duc d'Orléans, frère de Charles VI; ses entreprises en Italie*, par A. DE CIR COURT, *Revue des Questions historiques*, 89^e liv., 1889, pp. 108 et 110.

(4) La principauté d'Asti, dot de Valentine Visconti, appartenait au duc d'Orléans, et, dès la fin de 1394, le duc d'Orléans envoyait le sire de Coucy guerroyer dans ces contrées. (V. Paul DURRIEU : *Le royaume d'Asti* (1393-1394), dans la *Revue des Questions historiques*, juillet 1880). Le sire de Coucy ayant retenu tant dans le Dauphiné qu'en Savoie : Guédon de Foissac, Amé de Miribel, Guillaume de Meuillon, avec 21 hommes d'armes et 5 archers, quitta Avignon, le 4 septembre 1394, passa par Embrun et le Mont Genève, et, le 16 septembre, il arriva à Suze. (Mandement du 21 août 1394. Premier compte de Canteleu). JARRY, *Vie de Louis de France*, p. 145. (Voyez aussi : *Le duc Louis d'Orléans, frère de Charles VI; ses entreprises en Italie*, 1394-1396, par M. le comte de CIR COURT, *Revue des Questions historiques*, 91^e liv., 1889, p. 93). — Le duc d'Orléans resta possesseur de Savone, au moins jusqu'au 1^{er} mai 1396 où il qualifie G. de Meuillon de « gouverneur et lieutenant pour nous de notre cité de Saonne » (Archives de Turin, liasse 26). — Le 10 mai 1395, dans une quittance, G. de Meuillon s'intitulait bien : capitaine de Savone pour le roi (Bibl. Nationale. Pièces originales : Meuillon : 3). JARRY, *Vie de Louis de France*, p. 158. De CIR COURT : *Le duc d'Orléans*, *Revue des Questions historiques*, 91^e liv., pp. 132, 134, 136.

sance pour conquérir Gennes et tout le pays. Et le dit messire Guillaume estoit encoures de là. Et conquirent une notable ville appelée Savonne, de laquelle mondit seigneur de Coussi ordonna estre cappitayne ledit messire Guillaume avec deux centz chevaulx et quatre centz hommes de traitz, et ledit monseigneur de Coussi print Facinquant à ses gaiges et luy bailla huit centz chevaulx de retenue. Et après ce que le dit Facinquant eust servi le dit monseigneur de Coussy environ troys moys les gaiges luy fallirent, et adoncques il se alla mettre dedans Gennes avec le duc de Gennes contre le dit monseigneur de Coussi. Et pareillement quant argent faillit à monseigneur de Coussi plusieurs gens d'armes de sa compaignye se partirent de luy. Et voyant ledit duc de Gennes qu'il avoit gens davan-taige et que ceulx de monseigneur de Coussy se départoient, vint mettre le siège devant ladicte ville de Savonne où estoit cappitayne ledit messire Guillaume comme dit est. Et y fut mis le dit siège par mer et par terre, et le dit Facinquant tenoit le siège par terre avec Ramassoe (1) et frère Carles de Basque et avoient bien deux mil et v^e chevaulx et deux mil arbarestiers de la Ryvire de Gennes, et par mer y avoit bien LXVII voylles que naves, gallées, brigantins, que autres fustes. Et dura le siège deux moys moyns quatre jours. Estant monseigneur de Coussy en Ast, auquel ledit messire Guillaume fit scavoir l'estat dudit siège et qu'il avoit besoing de secours. Et lors ledit monseigneur de Coussi partit pour venir lever le dit siège et vint jusques à Seve (2) et requist le bon prince de Pinerol (3) qu'il luy donna ayda et vint en tel pouvoir que le dit Facinquant leva le siège quant il les sentit venir et se retraits vers Gennes, restant le dit messire Guillaume audit Savonne jusques monseigneur de Coussi s'en alla en France qu'il s'en alla avec luy.

(1) Ramaxot de Lamelle et Facino Cane assiègent Savone par ordre du doge de Gènes, juin 1396.

(2) Les gens de guerre de Coucy se dirigèrent par Ceva sur les Carcare où ils étaient arrivés le 9 novembre 1394. De CIRCOURT : *Le duc d'Orléans. Revue des Questions historiques*, 91^e liv., 1889, p. 100.

(3) Amédée de Savoie, prince d'Achaïe.

Item, aprez ce que dit est, le voyage d'Ongrie s'entreprint (1) et le dit messire Guillaume se dispousa d'y aller avec le dit monseigneur de Coussi, mays les ambassadeurs de Savonne vindrent supplier à monseigneur d'Orlians et audit mons^r de Coussi que, actendu et considère que ledit messire Guillaume de Meullion les avoit autreffoys bien conduyt et gouvernez, ilz leur vouldissent laysser encoures pour cappitaine et et gouverneur. Et ainsi convint que ledit messire Guillaume restat et tint icelle ville et la seigneurie jusques à ce que Monseigneur d'Orléans, feist remission au roy de la conquete de Gennes, et manda audit messire Guillaume qu'il rendist et bailla la dicte ville de Savonne et la seigneurie à monseigneur le conte de saint Paol (2), commys par le roy au gouvernement de Gennes. Et ainsi le fit le dict messire Guillaume.

Et, après la guerre de Foix se commença contre le capital de Bueil (3), et le dit messire Guillaume y fut tant qu'elle dura en la compagnie de monseigneur le connestable de Sancerne (4).

(1) Un millier de chevaliers français avaient passé en Hongrie sous la conduite de Jean, comte de Nevers, pour défendre Sigismond contre Bajazet Ilderim, qui semblait marcher à la conquête de toute la chrétienté. Le roi de Hongrie fut défait à Nicopolis le 28 septembre 1396; tous les chevaliers français périrent dans le combat, à la réserve de vingt-quatre seigneurs, qui, avec le comte de Nevers, furent admis à se racheter. On y distinguait Enguerrand de Coucy, le maréchal Boucicaut et le comte d'Eu. SISMONDI, *Hist. des répub. italiennes au moyen âge*, t. VII, p. 367.

(2) Valleran de Luxembourg-Ligny, né en 1355, comte de St-Pol, 1371, gouverneur de Gênes, en 1396, connétable, 1412. mort au château d'Ivoy, le 19 avril 1415.

(3) Archambaud de Grailly, capital de Buch, chevalier gascon.

Archambaud se vit obligé de traiter avec le connétable; les négociations se terminèrent par l'entrevue de Tarbes, le samedi 10 mai 1399; il fut convenu que « le capital et Isabelle s'engageaient à se présenter devant le roi avec leurs deux fils aînés, Jean et Gaston, pour le supplier de recevoir l'hommage du comté de Foix, de la vicomté de Nébouzan et de toutes les terres qui constituaient l'héritage de Mathieu, à l'exception du Béarn et des domaines qui relevaient des suzerains autres que le roi de France ». V. MARCA, *Histoire du Béarn*, p. 274.

(4) Louis de Sancerre, connétable de France, 1397, mort le 6 fév. 1402.

Et vint a tant que mondit seigneur le connestable mena monseigneur de Foix qui est à présent, et son frère, devers le Roy.

Item, que après petit de temps, monseigneur le mareschal Bouciquaut (1) fut commys de par le Roy pour aller secourir Constantinoble qui estoit en vie de pardicion, et le dit messire Guillaume y alla en sa compaignie, et lors ledit monseigneur le mareschal fut fait cappitayne de l'armée tant par le roy que par les Genevoys Veniciens, comme de par les autres qui estoient mys sus pour y aller. Et estant le dit monseigneur le mareschal à Marcellye avec aucunes gallées qu'il avoit, vindrent nouvelles que le roy Loys estoit assiégé à Napples par aucuns ses ennemis, et le dit mons^r le mareschal fit aucun appointement à la Royne Marie qu'il devoit aller secourir le Roy Loys et son frère le prince. Et y estant, mess^r Talebart (2), mess^r Loys de Ligny, et le dit mess^r Guillaume de Meullion furent ordonnez de par icelluy monseigneur le mareschal pour aller devant, par mer, pour scavoir nouvelles dudit roy Loys et de son estat pour luy en rapporter la vérité, et en tirant leur voye trouvèrent une galliote du roy Lancelot (3), laquelle ilz prindrent et à lentrer en icelle galliote, Bertrand de Meullion, frère dudit messire Guillaume, tomba en la mer et fut noyé, et firent tant qu'ilz sceurent nouvelles du roy Loys et de son frère le prince et les rapportarent audit mons^r le mareschal. Et voyant qu'ilz ne luy pouvoient donner secours, car ilz estoient party de Napples, ilz

(1) Jean le Meingre, seigneur de Boucicaut, né à Tours en 1365, maréchal de France, 1391, mort en Angleterre, en 1421. (V. *Histoire de Jean de Boucicaut*, publiée par Th. Godefroy. Paris, Pacard, 1620, in-4^o).

(2) En marge on lit :

« C'était Talebart de Brotin, commandeur de Manas. » Adhémar de Brotin, surnommé Talabart, était chevalier de l'ordre de St Jean-de-Jérusalem, commandeur de Poët Laval ; sa famille originaire de Salette, près de Châteauneuf-de-Mazenc, vint s'établir un peu plus tard à Poët Laval, attirée par le commandeur de Poët Laval Dalmas de Brotin. » (V. sur le capitaine Talabart une note de l'abbé Robin, publiée dans le : *Congrès scientifique de France*, tenu à Grenoble, 1858, t. II, pp. 393-395.)

(3) Ladislas ou Lancelot, roi de Naples, né en 1375, se fit couronner roi de Hongrie en 1403, mais fut forcé de revenir en Italie l'an 1404. En 1408, il se rendit maître de Rome ; il mourut, le 6 août 1414.

tirèrent leur voye à Constantinoble, et, durant le dit voyage, furent faictes pleussieurs grans choses et notables qui seroient longues à raconter. Et entre les autres choses prindrent en la Turquie une forte et notable ville appelée rive de mer majeure, tant par assault, mynes, eschielles, comme par autre force d'armes et fut tout mys à l'espée. Et le dit monseigneur le mareschal se voulut partir de Constantinoble, il y laissa Chasteaumorand (1) et autres notables, gens lesquelz si gouvernèrent bien notablement, et fut fait lacord des deux Impereurs quy avoient debat. C'est assavoir loncle et le nepveu, et la chose demoura bien.

Item, après aucun temps le pape de la lune (2) estoit assiégé dedens le palays d'Avignon et manda au roy, qu'il se mectoit en sa saulvegarde, en laquelle le roy le receut et print et luy bailla pour garde monseigneur d'Orléans, son frère, lequel, par vertu de sa puyssance, commist la chose à messire Robin de Braquemont (3), que depuys a esté admiral de France, et audit messire Guillaume de Meullion, lesquelz sen vindrent en Avignon par le commandement du Roy et dudit monseigneur d'Orléans pour tracter l'accord entre ledit pape et le colliège et pour luy faire bailler breves et autres choses necessaires et là, demourarent environ deux ans (4). Et y convint avoir pleussieurs manières à honneur du roy. Et à la fin le pape (5) se retrait secrètement et sen alla à Chasteaurenart (6) où estoit mariée la fillie dudit

(1) Jean de Chateaumorand était le second fils d'Hugues de Châtelus, seigneur de Chateaumorand; il fut laissé par Boucicaut à Constantinople avec cent hommes d'armes. (*Chronique de Charles VI*, t. II, p. 693.)

(2) Benoit XIII (Pierre de Luna), élu le 28 septembre 1394, mort en 1423.

(3) Robert de Braquemont, dit Robinet, amiral de France, 1417, mort à Moncejon, près Tolède, vers 1424.

(4) Le duc d'Orléans envoya plusieurs familiers auprès de Benoit XIII; il avait confié cette mission à Guillaume de Meullion et à Robert de Braquemont, leur donnant comme instruction de faire tous leurs efforts pour réconcilier le pape et le sacré collège, 1402. (*Louis de France, duc d'Orléans*, par JARRY, p. 282.)

(5) Cf. *Miscellanea di storia italiana*, t. XX, p. 615, et *Chronique de Charles VI*, publiés par BELLAGUET, t. III, p. 71.

(6) Bouches-du-Rhône, chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Arles.

messire Guillaume, et pour honneur du Roy, luy fit délivrer la place. Et en après l'obeyssance luy fut retournée.

Item, que ung temps après, monseigneur le mareschal Bouciquaut manda au pape que s'il envoyoit devers le roy pour avoir lectres il travailleroit volontiers à luy faire avoir l'obeyssance, et manda devers le roy et luy octroya les lectres nécessaires. Et à sa requeste et nominacion, ledit messire Guillaume de Meullion, messire Guigo Flandin et Merigot Bremond furent ordonnez et commys pour aller à Gennes devers monseigneur le mareschal et le commun de Gennes, les requérir qu'ilz se voulsissent déclarer pour le dit pape de la lune et à son obeyssance ainsi que faysoit le royaulme de France, et fut faicte la requeste de par le roy, et tant par le bon moyen de mondit seigneur le mareschal comme par vertu des lettres quilz avoient apportées, la chose se déclaira à la bonne obeyssance dudit de la Lune ainsi que le Roy leur escripvoit.

Item, que le dit messire Guillaume et ses diz compaignions ambassadeurs, s'en tirèrent pour la dicte cause à Pize, à Florence et à Luques, et nul ne voulut obeyr si non le seigneur et la dame de Pize, qui y avoient bonne volente, et pour ce, fut la division entre les gens de Pize et les ditz seigneurs et dame.

Et estant adonques le dit pape à Gennes, ceulx de Pize (1), qui ne vouloient obeyr, se rebellèrent contre les ditz seigneurs et dames qui avoient bonne volente, comme dit est, et les cuydèrent tuer, mayz ilz se retirèrent en la citadelle de Pize, et la dicte dame vint requérir secours au pape et à monseigneur le Mareschal (2), et adonques il se partit de Gennes et alla à Libourne, et della en Fores pour ce que la dicte citadelle se tenoit tousjours pour lesdits seigneurs et dame, et avoient prins

(1) Voyez : Le peuple de Pise soulevé, abandonné par ses chefs (1405), dans l'*Histoire de Florence*, par PERRENS, t. VI, pp. 139-142.

(2) Le maréchal Boucicaut se trouvait à Livourne, en 1405. Le *Livre des faits, etc.*, chap. VIII, p. 298. — Boucicaut fit charger dans le port de Livourne une galère et une grande barque de toutes sortes de provisions, avec 2.000 écus en or pour payer la garnison italienne; il fit embarquer sur ces bâtimens Guillaume de Meullion pour commander dans la citadelle, le seigneur Des Barres, son neveu, presque tous les gentilshommes de sa maison et une partie de sa garde

accord à monseigneur le Mareschal, qu'ilz feroient bailler la dicte citadelle. Le dit messire Guillaume de Meullion fut ordonné par mondit seigneur le Mareschal avec quatre galliotes et certains brigantins, LX hommes d'armes et viii^{xx} hommes de traitz pour aller dedans la dicte citadelle et où estoit la dicte dame. Lequel messire Guillaume, avec la dicte armée et la dicte dame, print son chemin et de fait entra dedans la dicte citadelle avec icelle dame en très grant péril, et danger de ceulx de la ville, car ilz saillirent dehors sur le bort de la rivire et y eust beaucoup de gens bessez à l'entrée en passant par sus la rivière. Et tint, la dicte citadelle, par l'espace de deux moys contre ceulx de Pize qui y tenoient le siège, et y avoit troys engins tirans continuellement et pleussieurs bombardes qui grevoient fort ceulx de la dicte citadelle, et sachant mondit seigneur le Mareschal que les dictz de Pize ne se vouloient accorder, il traicta avec les Florentins, et manda au dit messire Guillaume qu'il délivrast la dicte citadelle ausditz Florentins, et ainsi le fit. Il en prenant bonnes lectres diceulx Florentins et de la dicte délivrance, et entrèrent dedans icelle citadelle bien viii^r hommes de deffence que arbarestiers que aultres, et efforce estoit deshors qui avoit bien ii^e chevaulx, mays non obstant la puysance des dictz Florentins, les dictz Pisains gaignèrent la dicte citadelle sur eulx environ huit jours après par aucune tour d'icelle qui avoit esté rompue par engins, et en après les Florentins la recouvrèrent par siège et par force.

Et tantost après, mondit seigneur le Mareschal voyant que les dictz Florentins vouloient avoir la ville de Saizanne (1) et tout le viconte d'icelle qui estoit de messire Gabriel, seigneur de Pize (2), et que la chose pouvoit estre au grant dommaige

(*Histoire du maréchal de Boucicaut*, par de PILHAM. Paris, 1699, in-12, p. 175).

Il est dit dans l'*Histoire du maréchal de Boucicaut*, publiée par Godefroy, que « le mareschal fait garnir (la citadelle de Pise) des siens, desquels feut chef messire Guillaume de Meullon », p. 291.

(1) Sarzana (août 1405), cf. *La Vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, par JARRY, p. 339. Minerbetti, voyez aux dates. — *Histoire de Florence*, par PERRENS, t. VI, pp. 140 et suiv.

(2) Gabriel-Marie Visconti, seigneur de Léma et de Pise (1402), mort à

et préjudice des Gennevoys, donna commission au dit messire Guillaume de Meullion, de conquister la dicte ville de Seizanne avecques tous les chasteaulx. Lequel messire Guillaume tantost se mist sus et print de gens de la rivière de Gennes, et mist le siège devant icelle ville, et fit tant qu'il la conquesta tant par traité comme autrement, et tous les chasteaulx aussi. Et en après s'en alla à Gennes, devers monseigneur le Mareschal, lequel luy bailla le gouvernement d'iceulx ville et chasteaulx, Et les tint et gouverna deux ans et plus jusques à tant qu'il s'en alla en Sardaigne.

Et ung petit de temps après monseigneur le viconte de Narbonne (1) manda à monseigneur le Mareschal ambassadeurs qu'il luy vouldist envoyer secours de naves, de gallées et ung cappitayne, et envoyer de l'argent pour fournir la dicte armée pour aller au pays de Sardaigne. Et adoncques le dit messire Guillaume fut commis et ordonné cappitaine de la dicte armée. Et fut ordonné d'avoir en la dicte armée deux carragues, deux espinasses (2), quatre gallées et une galliote; et furent mys dessus les naves xii^e arbalestriers et deux cent hommes d'armes. Et icelluy messire Guillaume de Meullion print congié de monseigneur le Mareschal et s'en alla faire son armée à Monesque, dont il estoit cappitayne, et aillieurs. Et quant l'armée fut ordonnée, les naves se partirent et tirèrent leur chemin pour aller en Sardaigne, et devoient actendre le dit messire Guillaume de Meullion au cap de Lezenane, car il estoit demouré pour avancer les gallées qui n'estoient point prestes du tout. Et après il tira son chemin avec aucuns de son hostel qu'il avoit retenu pour sa compaignie, et tira tout droit au cap de Lezenane, pensant trouver les dictz naves; et là trouva ung cappitayne pour le roy d'Aragon appellé messire

Gênes, en septembre 1408; il était fils naturel de Galéas, duc de Milan, et d'Agnès, comtesse de Pise.

(1) Guillaume II, viconte de Narbonne, fut appelé au secours des Sardes, qui s'étaient donnés à lui (1409). — V. *Jean I^{er}, comte de Foix*, étude historique, par L. FLOURAC, p. 39.

(2) Espinaçe, pinasse, sorte de vaisseau.

François de Colompne (1), avec huit gallées, et ne trouva point ses dicts naves, lequel messire Francoys avec son armée saillit sur ledit messire Guillaume de Meullion, du dit cap de Lezenane, et fut la besongne grande et forte, et à la fin, le dit messire Guillaume fut prins dessus la pope, et tous les gens de sa gallée, que prins que mors, et perdit tout quant qu'il avoit, et fut mené au roy de l'isle de Secille, filz du roy d'Arragon, qui estoit à Cailles. Et quant il arriva au port de Cailles, le roy d'Arragon luy vouloit faire couper la teste disant qu'il avoit soubstenu mauvayse querelle. Et là estoit monseigneur le visconte de Chasteaubon (2), à présent conte de Foix, et pleussieurs autres chevalliers qui debatirent la chose, disans que tort seroit fait au dit messire Guillaume de le faire mourir, car il estoit chevallier à suyvir les aventures, et chacun ne scavoit pas les querelles, et à la requeste du dit monseigneur de Foix il eschappa et fut mené au chateau de Cailles (3), en la grosse tour appelée Loriffiant, et là demoura enserre sept moys. Après la mort du dit roy de l'isle de Secille, et puy trouva pleussieurs chevalliers comme messire Jehan de Lune, le fils de messire Pons Périllieux, le fils du viconte de Rodes, et pleussieurs autres qui furent pleiges pour luy, et promist de soy rendre à Barsellonne devant le roy d'Arragon. Et ainsi le fit-il, et fut mys à finance par le bon prouchat de la royne Margaritha d'Arragon, car mondit seigneur de Foix luy avoit recommandé, quant il passa par elle. Et fut délivré du pays et s'en alla à Gyan (4) où estoient noz seigneurs de France qui luy firent du bien.

Et après aucuns temps le roy d'Angleterre (5) fit grosse

(1) Un des lieutenants du roi de Sicile, Francés Coloma, s'était porté avec quelques galères au devant d'une flotte génoise qui venait au secours de Brancaléon Doria, et l'avait obligée à rebrousser chemin (1409). — *Ibid.*, p. 40.

(2) Le viconte de Castelbon, fils aîné d'Archambaud, comte de Foix.

(3) Château de Caillé, Cagliari (Sardaigne).

(4) La Ligue de Gien fut signée le 15 avril 1410.

(5) Henri V de Monmouth, né en 1388, roi d'Angleterre (1413), mort à Vincennes, le 31 août 1422, avait mis le siège devant Honfleur, en août 1415.

armée et vint prendre Arfleur, et mondit seigneur le mareschal Bouciquaut fut mandé pour aller en France au service et secours du roy et de son pays. Et ledit messire Guillaume n'y alla point (1), mays, au dit monseigneur le Mareschal, bailla ung syen filz appelé Eynard de Meullion. Et lors fut la grant bataille devant Gincourt (2), des Francoys et des Angloys, où furent prins et mors pleussieurs seigneurs du sang royal et autres, et lors en icelle bataille le dit Eynard de Meullion fut fait chevallier et y mourut, et le dit monseigneur le Mareschal (3) fut prins et pleussieurs autres seigneurs aussi.

Et quant le dit messire Guillaume ouyt nouvelles de la dicte bataille, luy et aucuns autres gentilhommes du Daulphiné voulans servir le Roy de tout leur pouvoir en sa nécessité firent tant devers leurs parens et amys qu'ilz mirent ensemble environ cinquante hommes d'armes (4) et s'en allèrent devers monseigneur de Guienne (5) qui lors venoit de Rouen, où il avoit laissé le roy et le trouvèrent à Pontoyse et adoncques fut ordonné par le conseil du roy que audit messire Guillaume de Meullion fut baillé la cappitanerie et garde de la ville de Meaulx et du Marche, et y alla, où il demeura tant comme le duc de Bourgongne (6) fut à Laigny où il avoit grosse puyssance et

(1) Serait-ce un autre Guillaume de Meullion, bailli de Briançon, chambellan du roi Charles VI, qui, par lettres de ce prince, du 25 octobre 1406, eut le gouvernement du Dauphiné pendant l'absence du gouverneur le maréchal de Boucicaud ? (*Archives de l'Isère*, B. 3219).

(2) Bataille d'Azincourt (1415). Ce seigneur ne se trouve pas dans la liste de ceux qui moururent en cette bataille, donnée par Enguerrand de Monstrelet (Ed. Douët-d'Arcq., t. III, pp. 112 et suiv.), mais il est mentionné dans celle des chevaliers dauphinois morts à Azincourt, publiée par M. Roman (*Montres et Revues des capitaines dauphinois*, p. 90).

(3) Boucicaud fut grièvement blessé.

(4) Voyez : *Montres et Revues des capitaines dauphinois, recueillies par J. Roman*. Grenoble-Allier, 1888, p. 21. Cet auteur donne, d'après le cab. des titres de la Bibl. Nationale, « la revue de messire Guillaume de Meullion, receuz à Paris le xxviii^e jour de décembre 1415 ».

(5) Louis, duc de Guyenne, 8^e enfant de Charles VI, né le 22 janv. 1396, mort le 18 déc. 1415.

(6) Jean, duc de Bourgogne, « venant de Bourgongne, passa par Troies et par Provins et s'en vint à Meaulx en Brye... (puis) s'en ala à Laigny-sur-Marne et se loga dedans la ville, 1415 ». *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 128.

cuyda, l'on faire audit messire Guillaume souvenetteffoys de maulvays tours et déceptions par aucuns traistres, mays Dieu marcy, la chose se passa, bien et garda lesdites ville et Marche au bien du roy et de monsieur de Guyenne et à son honneur.

Item, puy après feu mon seigneur Darmigniac (1) adonques connestable de France, manda querir ledit messire Guillaume, lequel alla devers luy à Paris, et voulut qu'il fut en sa compaignie, et s'en alla en Normandie avec mondit seigneur le connestable.

Et estant mondit seigneur le connestable de par della, le conte Dorset (2) estoit party Darfleu (3) et toute sa puyssance chevauchant sur le pays, et les nouvelles en vindrent à monseigneur le connestable que le dit conte Dorset estoit sur les champs. Et aussi le dit conte scavoit bien sa venue. Et emprins vaillielement la bataille fut entre eulx, où estoit ledit messire Guillaume, et les Angloys furent deconfitz et en y eust assez de mors, et fut la chose à lonneur du roy et dudit Monseigneur le connestable. Et après petit de temps, fut ordonné que len fit armée sur mer, et le seigneur de Montenay (4) en fut ordonné cappitayne. Et Monseigneur le connestable voulut que icelluy messire Guillaume y allast et s'en tirèrent devant Antonne en Angleterre, et là ne demourèrent guyères pour la fortune du temps qui fut si contrayre qu'ilz ne peurent venir à leur entreprise et s'en retournèrent à Onnefleu et là se perit la nave dudit seigneur de Montenay et pleussieurs autres navires.

Item que après le roy d'Angleterre (5) fit grande armée et Monseigneur de Nerbonne (6) fut ordonné cappitayne pour le

(1) Bernard VII, comte d'Armagnac, connétable de France, 1415, mort à Paris, le 12 janvier 1418.

(2) Thomas Beaufort, comte Dorset, puis duc d'Exeter, frère de Henri IV, mort à Greenwich, le 27 décembre 1426. (W. DUGDADE, II, 125. *The Baronage of England*. London, 1675-1676. V. *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 171).

(3) Harfleu.

(4) Guillaume de Montenay, baron de Garancières.

(5) Henri V, roi d'Angleterre.

(6) Guillaume II, vicomte de Narbonne, fut tué à la bataille de Verneuil, le 17 août 1424.

Roy pour aller à l'encontre desdits Angloys. Et vint monter sur la carraque campyonne que avoit ledit messire Guillaume. Et se mirent sus avec toute l'autre armée, et lesdits Angloys vindrent, et lesdits Mons^r de Nerbonne et messire Guillaume en sa compagnie leur allèrent au devant et plusieurs autres, et entre eulx fut la bataille au chief de Caux (1), bien grande, et y eust grand dommaige. Mays là, Dieu mercy, monsieur de Nerbonne et ceulx de sa compagnie s'en partirent à lonneur.

Item, en icelluy temps, les Angloys mirent le siège devant Camp (2), et lors Mons^r le maistre des arbarestiers, Mons^r de la Fayette (3), à présent mareschal de France, et le dit messire Guillaume de Meullion furent commys de par le roy qui est aujourduy pour aller en Normandie, et s'en tirèrent à Fallaize, et tantost après Mons^r le maistre des arbarestiers s'en partit par mandement du roy, et lesdits Mons^r de la Fayette, messire Guillaume de Meullion et messire Guillaume de Ligny restèrent au dit Fallaize, et della en Fores, firent de grans dommaiges aux Angloys.

Et après que le Roy d'Angleterre eust prins Can (4) il vint mectre le siège devant Fallaize en grans habilliemens de guerre, et fit forte guerre à ceux de dens, et voyant qu'ilz ne se pouvoient plus tenir et que ilz ne pouvoient avoir aucun secours pour les autres affaires que le roy avoit, leur fut force de prendre composition avec lesditz Angloys et rendre la dicte ville.

Et aussi ledit messire Guillaume fut en pleussieurs autres lieux durant le temps de monsieur le connestable et autrement,

(1) Le pays de Caux.

(2) Cf. 4 septembre 1417. Léon PUISEUX : *Siège et prise de Caen par les Anglais*, 1858, in-8°, p. 54 et *passim*.

(3) Gilbert de La Fayette, né vers 1380 à Gênes, gouverneur du Dauphiné, 1420, maréchal de France, 30 septembre, mort le 23 février 1462.

(4) « Item, en ce temps aussi, le roy d'Angleterre (Henri), qui estoit à grant puissance en la duché de Normendie, conquetoit villes et fortresses et peu trouvoit qui contre luy se defendeist... Si vint devant la ville de Caen, laquelle il assiegea, mais en la fin continua, que ladicta ville fut prinse par force, et furent mors bien six cens des defendans... Dedens estoit le seigneur de la Ferté, le seigneur de Montenay, » ... 1417 *Chronique d'Enguerran de Monstrelet*, t. III, p. 242.

tant au siège de Salins, à la prinse de Soissons (1) et de Pontoyse (2) comme aillieurs.

Item, que en après le dit messire Guillaume de Meullion fut ordonné et commys avec Mons^r l'evesque de Laon (3) à venir en Lenguedoc pour acomplir certaines choses que le roy leur avoit commises. Et en tirant leur chemin, quant ilz furent à Lyon, les nouvelles leur vindrent que Paris cestoit rebelle et qu'il avoit convenu que Mons^r le Daulphin, à présent Roy, sen fut party en grant péril. Et Mons^r de Laon sen retourna, et ledit messire Guillaume sen alla vers Beaucaire et fit le myeulx qu'il peult faire, et ung petit de temps après le roy, lors régent, luy donna la dicte seigneurie de Beaucaire.

Et puy après le roy commit et ordonna le dit messire Guillaume avec Mons^r l'evesque de Laon en Bretaigne pour aller ambassadeurs devers nostre Saint Père à Florence (4) pour certaynes choses, et arrivèrent à Florence le soir de Noël, auquel jours, pour l'onneur du roy, le pape donna audit messire Guillaume de Meullion l'espeau et le chapeau qui se donne le dit jour de Noël et chanta l'espître à la messe.

Et après qu'ilz furent venuz de Florence, monseigneur l'arcevesque, duc de Rains (5) fut ordonné par le roy lors régent pour aller au pays de Lenguedoc pour résister aux ennemys, et le dit messire Guillaume fut en sa compaignie (6).

(1) « En après (1418), le seigneur de Bosqueaulx, à tout trois cens combattans des Daulphinois, print d'emblée, au point du jour, la cité de Soissons, sur le seigneur de Longueval ». *Chronique de Monstrelet*, t. III, p. 292 (Edition Douët-d'Arcq).

(2) Prise de Pontoise, 11 juillet 1419.

(3) Guillaume de Champeaux, clerc obscur, évêque duc de Laon, élu, le 16 octobre 1419, pair de France, prélat politique et courtisan qui ne mit jamais le pied dans son diocèse et mourut, le 23 mars 1444.

(4) C'est le cardinal Othon Colonna, élu pape le 11 novembre, et qui prit le nom de Martin V.

(5) Raynaud de Chartres, né vers 1380, archevêque de Reims, 1414, lieutenant-général en Languedoc, 16 août 1418, chancelier de France, 1424, mort à Tours, le 4 avril 1444.

(6) « Le vicomte de Tallard, Guillaume de Meullon, sénéchal de Beaucaire, les sires de Belchastel, de Bouchage, du Caylar, de Grolée,

Item, le dit messire Guillaume assez tost après estoit en la ville de Saint-Gilles avec certaine compaignie de gens d'armes, et luy estant, iceles gens de la ville le trahirent par faulses clefz et autrement et le mirent es mains des ennemys et la ville aussi et perdit ce qu'il avoit et paya finance.

Item, que quant le roy, lors régent, vint ou pays de Lenguedoc (1) et fut devant Saint-Esperit où il tint le siège le dit messire Guillaume y fut, et après ce que la ville se mist à l'obeyssance du roy, on commist et bailla au dit messire Guillaume la charge et garda de la dicte ville laquelle il a tenue et gardée par la grâce de Dieu au bien du roy et à son honneur et encoures la tient.

Et apres aucun temps, Charles mons^r de Bourbon fut fait cappitayne général de Lenguedoc (2) et mist le siège devant

de Clermont, etc., joignirent aussi leurs troupes à celles de l'archevêque de Reims, qui, ayant composé une petite armée, fit la guerre aux Bourguignons et ne négligea rien pour les chasser du Lenguedoc. *Hist. gén. du Lenguedoc*, 1418. Toulouse, 1886, t. XIX, p. 1047.

V. Articles pour la pacification du Lenguedoc, 14 nov. 1418, où il est qualifié de « *magnificus et potens vir dominus Guillelmus de Medulione, miles, senescallus Bellicadri et Nemausi.* » — *Preuves de l'Histoire du Lenguedoc*, t. X, col. 1992 et suiv.

(1) Le Dauphin Charles vint dans la province du Lenguedoc, il était à Toulouse le 3 ou le 4 mars 1420. (V. M. de BEAUCOURT, *Charles VII*, t. I, pp. 197 et suiv.)

« Le Dauphin entreprit le siège du Pont-Saint-Esprit, au commencement de mai, il y mit entre autres en garnison Guillaume de Meillon, sénéchal de Beaucaire, avec vingt-quatre écuyers, un connétable arbalétrier et trente-cinq arbalétriers de sa compaignie » ; ce siège dura du 2 au 17 mai 1421. (*Hist. générale du Lenguedoc*, t. IX, p. 1059.)

V. Lettre du Dauphin (Charles) pour la ville de Bagnoles au diocèse d'Uzès, 13 mai 1421 (au sujet de la recouvrance et réduction de la ville du Pont-Saint-Esprit). *Preuves de l'histoire du Lenguedoc*, t. X, col. 2006-2011.

(2) Le 21 août 1420, le Régent nomma Charles de Bourbon lieutenant-général pour le Roi en Guyenne, en lui laissant sa lieutenance du Lenguedoc. Pendant les mois de novembre et décembre de la même année, ce prince continua le siège d'Aigues-Mortes qui avait été commencé au mois d'août de cette même année par Guillaume de Meillon, sénéchal de Beaucaire. (*Hist. générale du Lenguedoc*, t. IV, p. 455.)

Bisiers, et le dit messire Guillaume de Meullion fut en sa compagnie durant le dit siège.

Et assez tost après au partir dudit siège, il avoit au chasteau de Sommyères (1) aucunes gens qui avoient fait de grans dommaiges au pays, et tenoient occupe le dit chasteau contre la volente du Roy, et le dit messire Guillaume de Meullion par l'ordonnance dudit Charles monseigneur leur mist le siège devant et dedens la ville, de laquelle on luy fit obeysance. Et dura ledit siège six moys. Et à la fin il recouvra le dit chasteau par grant retraicte que on leur donna; et à layda des bons subgetz du Roy, le remist à son obeysance, durant lequel siège, tous marchans et autrens gens alloient et venoyent secrètement sans ce que nul de quelque estat qu'il fut y fit aucunement dommaige (2).

Et après ce, le roy ordonna pour ambassadeurs Mons^r le chancelier de France, messeigneurs de Tonnaire et de Monclavier, mons^r de Thoulouse qui est aujourduy, en laquelle ambassade estoit ledit messire Guillaume, Et furent devers monseigneur de Savoye pour là traicter de la paix (3).

Et au retour de Lyon en Fores, icelluy messire Guillaume

(1) V. Rachat du château de Sommières. Donné au siège devant Béziers, le 13 juillet 1421. (*Histoire générale du Languedoc*. Toulouse, 1885, t. X, col. 2008-2011).

(2) Les habitants de Béziers, se sentant vivement pressés par l'armée du duc, envoyèrent un député auprès du comte de Foix, avec Colomat leur gouverneur, pour qu'il préparât les articles d'un projet de capitulation. Le comte de Clermont, de son côté, consentit à lui envoyer, dans le même but, Guillaume de MEUILLON, sénéchal de Beaucaire, et Guillaume d'Estaing. La capitulation fut réglée, le 16 août 1421. (*Hist. gén. du Languedoc*, t. IX, 1886, p. 1066.)

Guillaume de Meullon, assiégé, au mois d'octobre 1421, le château de Sommières; il continua le siège, pendant tout le mois de novembre; mais il fut obligé de l'interrompre, et le reprit au mois de janvier suivant. Le Dauphin continua le siège et il soumit cette place, vers la fin du mois de février. (*Hist. générale du Languedoc*, t. IX, p. 1069.)

(3) Cf. GUICHENON. *Histoire généalogique de la maison de Savoie*, t. II, p. 459, et *Preuves : Traité entre Louis, roi de Jérusalem et de Sicile, et Aimé, duc de Savoie, 5 octobre 1419*, pp. 257-262. Ce fait n'est pas relaté à sa place chronologique.

s'en alla devers le roy par son mandement à Bourges (1), avec Monseigneur le chancelier, et là, demoura par aucum temps au service de la persone du roy et jusques a tant qu'il le renvoya en sa seneschausée de Beaucaire pour faire vuyder certaynes gens d'armes de compaignie qui y faysoient de grans dommaiges, et y travailla tant qu'il les fit vuyder à très grant peyne.

Et aussi ledit messire Guillaume avoit un filz appelé Charles de Meullion, lequel il envoya au service du roy en sa compaignie de monseigneur le prévost de Paris, lequel a esté fait chevallier et mort en la dernière bataille qui a esté devant Verneul (2).

Item, que le dit messire Guillaume a fait pleussieurs autres services et employer son corps et sa chevance au bien et honneur de la couronne en pleussieurs autres manières que longues seroient icy à réciter, en quoy il c'est porté à son pouvoir comme ung preudhomme chevallier, et fera tousjours tant qu'il vivra.

Et avec ce, c'est employé en divers autres besongnes ailleurs que au service du roy, de quoy icy n'est faicte aucune mencion.

(1) Guillaume de Meillon fut commis par le roi pour aller recevoir le serment du comte de Foix, janv. 1425 (*Hist. du Languedoc*. t. IX, p. 1083). — V. Traité entre le comte de Foix et le roi Charles VII, 16 fév. 1425, signé par l'évêque de Laon, messire Guillaume de Melhon, seneschal de Beaucaire, et messire Thierri Leconte, gouverneur de Montpellier, chevaliers, conseillers du Roy (*Histoire générale de Languedoc*. Toulouse, 1885, t. X. Cf. 2050 et suiv.).

(2) Bataille de Verneuil, 17 août 1424. Cf. M. ROMAN Noms de 159 des 300 chevaliers dauphinois morts à Verneuil, dans : *Montres et Revues des capitaines dauphinois*. Grenoble, Allier, 1888, in-8°, p. 91.

SÉANCE DU LUNDI 8 NOVEMBRE 1897

Présidence de M. MILANTA.

ÉLECTIONS

Sont nommés membres titulaires :

MM. BOUVAT (Lucien), élève diplômé de l'École des Langues Orientales.

MARTIN, commissaire-priseur à Grenoble.

Est nommé membre correspondant :

M. BARTHÉLEMY (Emmanuel), élève architecte aux Beaux-Arts.

Correspondance imprimée.

Bulletin de la Société d'Anthropologie de Lyon. T. XV, 1896; t. XVI, 1897.

Bulletin de la Société Neuchateloise de géographie. T. IX, 1896-1897.

Mélusine, n° 9 et 10, 1897.

Revue mensuelle de l'École d'Anthropologie de Paris.

Mitteilungen der Anthropologischen Gesellschaft in Wien. XXII, Band. II, III, IV u V, Heft. 1897.

Zeitschrift für Ethnologie. Heft II, III u VI. 1897, avec les suppléments Heft 2, 3 et 4.

Bulletino di Paletnologia Italiana, anno XXII. T. III, n° 4-6, 7-9.

La Circoncision chez les Juifs et au Soudan. Don de l'auteur, M. Zaborowski.

Malgaches, — Nias, — Dravidiens. Don de l'auteur, M. Zaborowski.

La formation de la race Belge actuelle. Don de l'auteur, M. F. de Villenoisy.

L'Atlantide et le Renne. Don de l'auteur, M. Philippe Salmon.

Free Museum of science, and Art, Université de Pensilvany.

Bulletin de l'Académie Royale des Belles Lettres et Antiquités de Stockholm.

Archives du Monestier-de-Clermont. — Notes sur la commune du Monestier-de-Clermont pendant la période révolutionnaire, d'après un registre de la municipalité,

par M. GIRARD, instituteur.

Formation d'une garde nationale.

« Du dimanche septième jour du mois de mars mil sept cent quatre-vingt-dix, le procureur de la commune dit :

Messieurs, vous connaissez les décrets de l'Assemblée Nationale qui vous enjoignent d'inviter les citoyens actifs de la commune de se former en soldats nationaux pour soutenir le royaume en cas de trouble, et pour le maintien de la sûreté publique. Vous voudrez bien prévenir les citoyens par affiche aux endroits publics et faire battre la caisse pour les réunir dimanche prochain, sur les deux heures de relevée, sur la place de l'Hôpital. Et là les citoyens soldats assemblés, après qu'ils se seront choisis leurs officiers, vous recevrez leur serment à la forme de la Constitution.

Du 14 mars 1790. Nous, Maire, sur le réquisitoire du procureur de la commune et sur l'opinion de la municipalité, nous avons ordonné que la municipalité sera séante sans pouvoir se diviser jusqu'à ce qu'elle ay reçu le serment de la garde nationale en présence de la commune requise par la garde.

A l'instant a comparu sieur Louis-Alexandre Benoit, com-

mandant de la garde nationale, accompagné d'un piquet de garde de six hommes et un sergent ayant le drapeau, qui est entré dans la maison du maire, actuellement maison de ville, qu'il nous a requis de nous transporter sur la place de l'Hôpital pour recevoir le serment de sa troupe et de vouloir les enregistrer.

Nous Maire, de l'avis de la municipalité, sur le réquisitoire du procureur de la commune, requis par la garde nationale, nous avons ordonné à la municipalité de se transporter avec nous sur la place de l'Hôpital pour recevoir le serment requis, en présence de la commune.

La municipalité, arrivée sur la place de l'Hôpital, a trouvé la garde nationale assemblée ainsi que la commune duement avertie. Et avant la prestation de serment, Nous, maire, avons prononcé à la garde nationale et à la commune le discours suivant :

« Messieurs, l'aurore vient de naître, vous avez recouvré votre liberté ; en *recueillissant* sans obstacle les fruits d'une libre constitution qui a rétabli les lois de la nature qui avaient été affaiblies.

« Par le serment que vous allez prêter en présence de la municipalité et de la commune d'être fidèles à la nation, à la loi, au roi, de maintenir de tout votre pouvoir la constitution du royaume, de prêter main forte aux ordonnances, aux décrets de l'Assemblée Nationale acceptés ou sanctionnés par le roi, sur le réquisitoire de la municipalité.

« Vous allez contracter une alliance indissoluble avec toutes les gardes et milices nationales du royaume, pour maintenir le repos public et repousser les ennemis de l'Etat, en exécutant ponctuellement nos ordres qui seront émanés de l'Assemblée nationale, dont vous devez être de fidèles observateurs ; toute personne qui voudrait vous soustraire à cette loi doit être réputée comme traître à la patrie. Soyez bons Français, ayez gravé dans votre cœur l'inscription de votre drapeau qui est de vaincre ou mourir.

« Pour vous conformer toujours à la loi, nous vous enjoignons, de l'avis de la municipalité, de vous diviser et de vous retirer avec tranquillité et de ne vous assembler que par nos ordres. »

Suit la liste des gardes nationaux, comptant soixante-six noms. (Registre des délibérations, folio 19.)

« La garde nationale ainsi formée a convenu et réglé entre elle qu'elle se mutera tous les deux ans en faisant sortir la moitié des officiers et bas officiers par le sort. Ils pourront néanmoins être continués s'ils montent en grade. Et réglé que l'uniforme sera un bleu de roi, parement, revers et doublures rouges, un passepoil en blanc, boutons blancs au Dauphin, chaque membre de la garde aura les marques distinctives, ainsi que les troupes royales, suivant leur grade.

Nous, procureur de la commune, réquérons le serment de la garde nationale.

Nous, maire, de l'avis de la municipalité, ordonnons le serment requis par le procureur de la commune.

A quoi satisfaisant, le corps des officiers de la garde nationale et les soldats de la garde, en présence de la municipalité et de la commune, levant la main droite à la manière accoutumée, ont promis et juré de maintenir de tout leur pouvoir la constitution du royaume, de prêter main-forte à l'exécution des ordonnances de justice, à celle des décrets de l'Assemblée nationale acceptés ou sanctionnés par le roi, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roy.

Nous, maire, avons donné acte du serment prêté par la garde nationale.

Le commandant de la garde nationale, ayant reçu une lettre des officiers de la garde nationale de Grenoble, en date du dix du présent, portant l'invitation d'envoyer des députés de la garde pour se joindre à la leur et avec d'autres du royaume, le onze avril prochain, en la ville de Grenoble où il y aura fédération. Le commandement requiert que cette lettre soit enregistrée ci-après, qu'il délibérera avec l'état-major sur le contenu d'icelle et en fera part à la municipalité. »

Lettre des officiers de la garde nationale de Grenoble.

« Grenoble, le 10 mars 1790.

« Amis et Compatriotes,

« Une nouvelle confédération des gardes nationales ont été indiquée dans cette ville, et fixée au onze du mois prochain.

Il nous tardait, chers camarades, de rassembler dans nos murs tant de généreux défenseurs de la liberté française.

« Déjà vous avez prêté, les uns dans des fédérations particulières, les autres dans les assemblées municipales, le serment solennel de maintenir la nouvelle constitution du royaume, d'être fidèles à la nation, à la loi et au roy ; d'exécuter et de faire exécuter les décrets de l'Assemblée nationale par tous les moyens qui sont en votre pouvoir.

« Nous ne vous proposons donc pas, vertueux amis, de renouveler ce serment, dont le précepte est gravé dans vos cœurs. Mais il vous importe, autant qu'à nous, d'apprendre aux ennemis de la Révolution et aux détracteurs de l'Assemblée nationale qu'en aucuns temps et dans aucunes circonstances vous n'aurez la faiblesse de la trahir.

« D'autres motifs nous prescrivent la nécessité de nous réunir et de nous concilier, dans un moment où les liens qui doivent attacher les citoyens à la Patrie semblent se relâcher de toutes parts ; où les Français ont, à la fois, à combattre les menées sourdes de l'aristocratie expirante qui avait tenté de s'élever sur les ruines du despotisme, et les excès d'une licence peut-être encore plus dangereuse.

« Vouer un religieux respect et une soumission aveugle à tous les pouvoirs dont les limites vont être invariablement tracées et réglées. Nous conformer à la nouvelle organisation qui nous est promise, et qui déterminera nos fonctions comme nos devoirs. Obéir aux ordres du pouvoir exécutif suprême qui nous seront transmis par le canal des officiers municipaux. Prêter main-forte toutes les fois que nous en serons requis par les mêmes officiers, pour le maintien de la tranquillité générale, dans nos villes, bourgs et campagnes. Etendre cette protection salutaire dans tous les lieux où le secours de nos bras et de nos armes sera jugé nécessaire par nos supérieurs, soit pour repousser les atteintes portées à la liberté publique ou à la liberté individuelle des citoyens, soit pour garantir les propriétés légitimes qui pourraient être injustement attaquées, soit pour assurer la perception des impôts, directs ou indirects, soit pour rendre libre la circulation des subsistances dans l'intérieur du royaume, soit enfin pour faire rentrer dans l'ordre tous ceux qui seraient tentés de le troubler. Appuyer

les travaux des nouvelles municipalités et ceux des assemblées administratives qui vont être instituées pour le bonheur des Français. Observer, en un mot, dans toute son étendue, le serment de fidélité et d'obéissance que nous avons librement prêté à la Nation, à la loi et au Roy.

« Telles sont, chers camarades, nos obligations communes; elles vous sont aussi chères qu'à nous. Soldats courageux, zélés patriotes! vous brûlez de les remplir pour vous rendre à jamais dignes des titres honorables d'hommes libres et d'hommes justes.

« Venez par l'organe de vos représentants, venez jurer avec nous d'acquitter cette dette sacrée! Que le vif amour de nos devoirs devienne le lien de la fédération martiale à laquelle nous vous invitons de concourir! Que notre union, fondée sur le désir de consolider le grand œuvre de la régénération de l'État, soit le signal du rapprochement de tous les intérêts, du retour de la paix et la cessation de tous les désordres! Que la plus sévère discipline et la plus exacte subordination annoncent aux malintentionnés l'esprit qui nous anime et le but de notre association future!

« C'est surtout à l'instant où la province va être divisée en plusieurs départements que nous devons, en bons frères, nous jurer une éternelle amitié et nous promettre une mutuelle assistance, si de nouveaux dangers menacent la chose publique.

« Donnons à nos camarades des provinces voisines, qui voudront honorer notre confédération de leur présence, l'exemple de l'oubli de toutes les rivalités; donnons à la France entière l'exemple d'un désintéressement honorable, d'une constance à toute épreuve et de l'attachement le plus pur aux lois de l'honneur.

« C'est ainsi, vertueux amis, qu'en tâchant de nous rendre utiles à la patrie, et en secondant de toutes nos forces les vues bienfaisantes de l'Assemblée nationale et d'un monarque, ami de son peuple, nous perpétuerons la gloire du nom dauphinois.

« Nous sommes, avec un sincère et inviolable attachement,

« Amis et compatriotes,

« les Gardes nationaux de Grenoble.

« *Signé* : Savoye de Rollin, Dolle aîné, Luc Bernard, De-foard, Nallin, La Rivoire et Jouguet. »

A la suite de l'invitation ci-dessus, une délégation de la garde nationale du Monestier-de-Clermont, composée de MM. Antoine Bonniot, Jean Baret, Jean Ville, Ennemond Liotard, Alexandre Alloard, Jean Mouttet, Joseph Paquier, Louis Daspre et Pierre Auvergne se rendit à Grenoble. La municipalité, par délibération du 21 mars 1790, alloua à chacun des neuf délégués une somme de six livres pour les défrayer de leur voyage.

Enlèvement des bancs de l'église.

Le dimanche 16 mai 1790, la municipalité ayant reçu une pétition d'un grand nombre d'habitants portant que l'église est occupée en partie par des bancs qui gênent la service divin, qu'elle ne peut pas contenir, par ce moyen, tous les habitants, qu'il est nécessaire de se conformer aux décrets de l'Assemblée nationale qui abolit tous les privilèges, décide que les particuliers qui ont dans l'église des bancs grands ou petits, les enlèveront dans les quatre jours.

Le corps municipal décide, en outre, que tout domicilié dans la commune pourra avoir dans l'église une chaise simple, mais sans pouvoir dépasser deux par maison, et en payant annuellement et d'avance quarante sols pour chaque chaise, entre les mains du trésorier de la commune.

Accaparement des grains.

Réunion du Conseil municipal du vendredi 28 mai 1790.

« Sur ce qu'il nous a été représenté que le peuple formait des attroupements dans les rues, nous nous serions présentés pour savoir quels étaient les motifs qui le faisaient rassembler. Il nous a été remontré par la majeure partie d'iceux que le nommé Allard, marchand de grains en ce lieu du Monestier-de-Clermont, aurait en harres beaucoup de grains dans les environs à un prix exorbitant ; que conformément à notre arrêté du dix-neuf de ce mois, il aurait dû en fournir au marché établi en ce lieu, au prix courant, la quantité nécessaire aux besoins des acheteurs, et qu'il lui était ordonné de plus d'en avoir sur la place de la Halle, où se tient le marché, pendant le jour jusqu'à cinq heures de relevée. Et que cependant il en

avait le jour d'hier qu'un sac d'environ cinq quarts, mesure du Monestier, et le tint toujours au prix de quatre livres huit sols pour ne pas le vendre sans doute, puisque les autres qui en ont vendu de la même qualité l'ont donné au prix de quatre livres. Et qu'on a appris qu'il ne s'était vendu au marché de Mens, samedi dernier, que quatre livres ou quatre livres deux sols, le plus beau. Et outre ce, qu'à une heure après-midi, la femme dudit Allard fit rapporter son sac dans son magasin et personne n'en put point acheter. Et que cependant le peuple devait être fourni ; que d'ailleurs plusieurs d'entre eux s'étaient aperçu, ce matin, qu'on en transportait du magasin dudit Allard en cachette, en passant par le ruisseau, par derrière, pour en charger sans doute d'autres voitures, autres que celles qui étaient chargées dans la rue, au devant de sa maison ; que la nécessité du peuple causée par ce monopole ne leur permettait pas de les laisser partir sans savoir leur destination. Et que cette manœuvre clandestine tendait à mettre la famine au pays, et peut-être priver les marchés de Grenoble des secours qu'ils peuvent attendre de ce pays, et qu'il était urgent d'y pourvoir. »

« Sur cet exposé, la municipalité, après avoir remontré au peuple que tout acte de violence était défendu, que conformément aux décrets de l'Assemblée nationale la circulation des grains dans l'intérieur du royaume était nécessaire pour la subsistance des pays dépourvus et que le peuple n'avait qu'à se retirer, que les officiers municipaux allaient s'assembler pour délibérer et prévenir les abus des accaparements, et pourvoir autant qu'il serait en son pouvoir au besoin public. Alors le peuple s'est retiré paisiblement sans commettre aucun acte de violence. Et néanmoins le domestique dudit Allard a déchargé sa voiture, et les sacs dont elle était chargée, ainsi que ceux qu'on avait transportés en cachette en passant par le ruisseau et par derrière, ont été remis dans son magasin. »

« Les officiers municipaux assemblés, la matière mise en délibération, il a été arrêté que conformément à notre délibération du dix-neuf du présent, ledit Allard tiendra le marché de ce lieu garni jusqu'à la récolte, depuis les huit heures du matin jusqu'à cinq heures de relevée, de toutes les espèces de grains qu'il a dans son magasin, conjointement avec tous les

autres marchands de grains de ce lieu, ainsi que tous autres qui en ont dans ce lieu et autres lieux circonvoisins, cependant leur nécessaire prélevé, et le vendront au prix courant proportionnellement à la mesure des marchés circonvoisins. Et dans le cas auquel les grains qui seraient exposés en vente ne seraient pas suffisants pour fournir à tous ceux qui en auraient besoin, les greniers dudit Allard et autres marchands ou ayant grains seront ouverts à tous ceux qui en voudront acheter, à peine d'amende et d'être poursuivis extraordinairement. La municipalité s'éant de plus délibéré qu'elle prendra toutes les précautions nécessaires pour empêcher les accaparements des grains et faire fournir aux marchés de ce lieu par tous ceux qui peuvent en avoir à vendre dans les environs. »

Fête de la Fédération, 14 juillet 1790.

« Aujourd'hui quatorze juillet 1790, sur les huit heures et demie du matin, dans la maison curiale.

En l'absence de M. Allemand Deschemin, maire, et de M. Perrin, procureur de la commune du Monestier-de-Clermont, nous, Claude Brisard, premier officier municipal, remplissant les fonctions de maire, avons convoqué les officiers municipaux et notables qui se sont trouvés audit Monestier, pour leur représenter que la commune de Paris ayant délibéré, à l'instar des principales villes du royaume qui ont fait des fédérations dans leur enceinte pour le maintien de la nouvelle constitution, d'inviter pour le quatorze juillet, d'après l'autorisation de l'Assemblée nationale, tous les districts du royaume à envoyer à Paris des députés en égard à leur population et à leur éloignement de la capitale, pour jurer tous de concert, sur l'autel de la Patrie, de maintenir de tout leur pouvoir tous les décrets émanés de notre auguste Assemblée et sanctionnés par le Roi.

A délibéré, en second lieu, que toutes les municipalités du royaume seront invitées à convoquer pour le même jour quatorze juillet et à midi précis qui sera le moment où le serment fédératif sera prononcé à Paris, la garde nationale et tous les citoyens de leur paroisse pour prêter en même temps et tous de

concert le serment de maintenir la nouvelle constitution de tout leur pouvoir.

La matière, mise en délibération, il a été arrêté que nous, officiers municipaux, décorés de nos écharpes, et notables, nous nous rendrons en corps à l'église sur les neuf heures et demie du matin, accompagnés de la garde nationale, pour assister à la messe qui sera chantée pour attirer sur ce royaume la protection du Ciel. Et que tous les citoyens du Monestier seront invités au son du tambour à s'y rendre. De là, se transporter à l'hôpital, lieu ordinaire des rassemblements, pour y prêter tous ensemble le serment d'adhésion à tous les décrets émanés de l'Assemblée et sanctionnés par le roi et de les maintenir de tout notre pouvoir, et que M. le curé sera invité de chanter le *Te Deum* en action de grâce où nous assisterons tous.

Du même jour, dans l'église dudit lieu, sur les onze heures du matin, après avoir entendu la messe qu'on a chantée pour demander à Dieu de répandre ses bénédictions sur notre patrie, nous, officiers municipaux et notables, nous nous sommes rendus à l'hôpital, accompagnés de la garde nationale et assistés des citoyens de l'endroit. Arrivés au lieu désigné, le temps ne nous ayant pas permis d'y prêter le serment fédératif, nous nous sommes tous rendus à l'église derechef pour ce fait. M. le curé y a prononcé un discours analogue aux circonstances du temps. L'heure de midi s'approchant, M. le commandant de la garde nationale a fait avertir de nouveau les citoyens du Monestier au son du tambour de se rendre derechef à l'église pour prêter le serment ci-dessus énoncé, attendu que plusieurs s'étaient retirés après le retour de l'hôpital; et à midi, nous, officiers municipaux et notables, garde nationale et citoyens présents, avons conjointement promis et prêté serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi. Le serment prêté, nous, susdit Brisard, officier municipal faisant les fonctions de maire, nous avons averti tous les assistants qu'à l'issue des vêpres le *Te Deum* sera chanté en action de grâce.

Sur les quatre heures de relevée du même jour, dans la cure, à l'issue des vêpres, le temps étant beau, nous, officiers municipaux et notables, et citoyens présents, avons assisté à la procession qu'on a fait à la cime du Monestier pour implorer de

nouveau le secours du Ciel sur notre patrie. Et, au retour de la procession, a été chanté en action de grâce le *Te Deum*. Et M. le curé a donné la bénédiction du Saint-Sacrement. »

Défense de tirer des coups d'armes à feu dans le bourg.

Délibération du 29 août 1790. — « La municipalité séante a délibéré qu'il est défendu à toutes personnes quels qu'ils soient de tirer des coups d'armes à feu soit pour baptêmes, fiançailles, noces et pour quelle cause que ce soit dans le bourg du Monestier-de-Clermont, et à cent toises des maisons ou granges dépendant dudit bourg, à peine de douze livres d'amende pour la première fois et des dommages et intérêts s'il en échoit. Les pères et mères étant responsables du fait de leurs enfants, et les maitres et maitresses de ceux de leurs domestiques. Les cabaretiers et aubergistes avertiront les étrangers qui seront logés chez eux des défenses portées par la présente délibération pour qu'ils aient à s'y conformer, à peine d'en répondre en leurs propres et privés noms. »

Défense aux aubergistes de donner à boire pendant le service divin.

Du 29 août 1790. — « Il est défendu à toutes personnes vendant vin, café et autres liqueurs, de donner à boire aux habitants de ce lieu pendant le service divin et après dix heures du soir, à peine de dix livres d'amende pour les contrevenants. Il est aussi défendu sous les mêmes peines de jouer ou de donner à jouer à quel jeu défendu ou de hasard dans quel temps que ce soit, et de donner à jouer à quel jeu permis que ce soit pendant le même temps du service divin, et après ladite heure des dix heures du soir, le tout pour la première fois, et du double en cas de récidive, et en cas d'abus d'être punis conformément aux ordonnances. La présente ordonnance sera lue, publiée et affichée partout où besoin sera pour que personne n'en puisse prétendre de cause d'ignorance et que chacun ait à s'y conformer (1). »

(1) Lorsqu'en 1820, P.-C. Courrier écrivait sa *pétition à la Chambre des députés pour les villageois qu'on empêche de danser*, « les gendarmes

**Demande pour que la garde nationale soit pourvue
de fusils et de munitions.**

« Du dimanche 26 décembre 1790, la municipalité séante, ayant pris lecture de plusieurs imprimés relatifs à l'affaire malheureuse d'Aix-en-Provence des treize et quatorze du présent et des bruits qui se répandent sur le rassemblement des troupes sur nos frontières, soit du côté de l'Alsace et des autres puissances qui environnent cet empire. Considérant que tous ces mouvements, quoique pouvant avoir d'autre but que celui d'attaquer la France, peuvent aussi et doivent fixer nos attentions pour éloigner et repousser toute entreprise hostile qui pourrait être faite contre notre liberté et notre territoire. Et qu'il est de la sagesse de la municipalité de prendre les mesures les plus efficaces pour se mettre en état de défense. Et à cet effet, elle aurait fait inviter les sieurs Louis-Alexandre Benoit, Antoine Bonniot, Ennemond Liotard et Alexandre Alloard, officiers de la garde nationale de ce lieu, pour se rendre à la maison commune. Où étant, ils nous ont déclaré qu'il n'y avait dans la garde nationale de ce lieu que dix soldats qui eussent des fusils qui fussent en état de servir, et aucune munition, soit poudre ou plomb. Et qu'il était impossible de se mettre en état de défense sans être pourvu des armes et munitions nécessaires. Eux retirés, la municipalité a délibéré qu'il serait fait une adresse à MM. les administrateurs du district de Grenoble pour demander les armes et munitions nécessaires pour mettre la garde nationale en état de se mettre en défense et marcher le cas échéant lorsqu'elle sera légalement requise. Et pour cela, elle aurait vérifié les registres des citoyens actifs enrôlés montant

se sont multipliés en France bien plus encore que les violons, quoique moins nécessaires pour la danse..... Nous jouons à des jeux que n'affirme point le gouvernement, au palet, à la boule, aux quilles... » lorsqu'il demandait « qu'il soit permis, comme par le passé, aux habitants d'Azai de danser le dimanche sur la place de leur commune et que toutes défenses faites à cet égard, par le Préfet, soient annulées », il eût été bien étonné d'apprendre que ce que la commune d'Azai voyait sous la Restauration était imité de celle de Monestier en 1790. (*Note du Secrétaire général.*)

au nombre de cent quatorze, et plusieurs particuliers qui ne sont pas encore enregistrés, ne devant pas moins leurs bras à la défense de l'Etat. Ce qui forme environ cent quatre-vingts hommes en état de porter les armes. Pour les pourvoir tous, il est nécessaire de pouvoir obtenir cent soixante et dix fusils et des autres munitions à proportion dont la municipalité se chargerait elle-même pour les distribuer lorsque le besoin le requerrait. »

Défense de tenir des réunions clandestines.

« Du samedi sept mai mil sept cent quatre-vingt-onze, le procureur de la commune a dit :

Que malgré les ordonnances et décrets qui défendent les assemblées sans une autorisation de la municipalité, néanmoins plusieurs femmes et filles s'assemblent soit de nuit, soit de jour, dans différentes maisons ; que celles que la municipalité manda venir le premier de ce mois auxquelles elle enjoignit de ne se plus assembler pour éviter les désordres que cela pourrait introduire dans le pays, ayant cessé d'y paraître, cela n'empêche pas que plusieurs autres s'assemblent de nouveau, ayant à leur tête la nommée Chalaboud, femme de Jean-Antoine Martin, fermier des moulins du sieur Bardonnanche. Le requérant ayant même ouï dire qu'elle a une espèce de catéchisme ou libelle en manuscrit contraire aux lois et à la constitution du royaume, qu'elle communiquait à toutes les femmes et filles qui voulaient l'entendre. Ce qui peut entraîner à un désordre affreux dans le pays, à l'exemple malheureux de Montauban, Nîmes, Avignon et autres. Requier ledit procureur que la municipalité ay à mander venir une seconde fois ladite Chalaboud, femme Martin, malgré le refus qu'elle a déjà fait de comparaitre, sur les réquisitions verbales qui lui ont été faites, de la part de la municipalité, par Pierre Aguiton, mandeur de ville. Et à défaut par elle de se présenter, qu'il soit commandé huit hommes de la garde nationale pour l'amener de force à la maison de ville rendre compte de sa conduite. — Signé : Brisard.

La municipalité séante a délibéré sur le réquisitoire du procureur de la commune, que la nommée Chalaboud, femme

de Jean-Antoine Martin, serait de nouveau avertie et invitée de se rendre à la maison de ville pour rendre compte des assemblées auxquelles elle a assisté, et des attroupements de femmes et filles qu'elle y a invitées, de même que des libelles qu'elle y a lus ou fait lire ; que la municipalité voit avec la plus grande peine que ces assemblées anticonstitutionnelles, sans doute, tendent à semer le désordre et le trouble dans le pays, à l'exemple de tant d'autres qui ont été plongés dans les plus grands malheurs, et qu'il est indispensable d'arrêter dans sa source les intentions malfaisantes des ennemis de l'Etat qui se servent de ces esprits faibles pour introduire une guerre intestine qui pourrait avoir les suites les plus funestes, et qu'au refus de cette femme de se rendre auxdites invitations, il sera commandé huit hommes de la garde nationale pour la faire comparaitre et rendre compte de sa conduite à cet égard. Ledit Aguiton, mandeur de ville, étant de retour, nous ayant déclaré qu'ayant trouvé ladite Chalaboud au-devant de l'église, à laquelle il avait dit que la municipalité la mandait de nouveau venir, auquel elle a dit qu'elle n'avait rien à faire à la municipalité, a sur le champ dit au sieur Benoit, commandant de la garde nationale, d'envoyer un piquet de la garde pour obliger ladite Chalaboud à se rendre à la maison de ville où était assemblé la municipalité. Laquelle ayant trouvé ladite Chalaboud au-devant de l'église et l'ayant invitée à se rendre à ladite maison de ville, où elle s'étant rendue accompagnée dudit Martin, son mari, et du piquet de la garde nationale. Etant présente ainsi que son mari, sur les demandes interpellations qui lui ont été faites, elle a répondu qu'effectivement elle avait un livre en manuscrit, mais qu'elle ne l'avait plus, qu'à l'égard des assemblées elle avait parlé à plusieurs personnes, sans avoir jamais formé aucune assemblée, et après plusieurs invitations que la municipalité lui a faites d'abandonner un parti pour le moins suspect et éviter toutes occasions qui entraînent dans des désordres ; et la municipalité ayant chargé son mari présent de veiller avec plus de soins à ce qu'il ne se fit aucun rassemblement de femmes chez lui, et ayant promis d'y tenir la main, ils se sont retirés. »

Protestation contre une pétition ou certificat présenté à la signature des habitants par le garde de M. de Bardonnanche.

Du 11 mai 1791, le procureur de la commune a dit que le nommé Allouard, garde de M. de Bardonnanche, avait couru le bourg pour mendier des signatures avec un papier à la main ; qu'il ignore le motif de ses recherches et le contenu de ce papier, mais comme les circonstances actuelles demandent une vigilance active et une surveillance pour que les ennemis du bien public ne puissent en aucune manière porter atteinte au bien général, il requiert à ce que la municipalité délibère sur ce qu'elle jugera à propos. Signé : Brisard, procureur.

Le conseil général de la commune ne connaissant pas le libellé dudit papier, proteste néanmoins contre son contenu, en tant qu'il pourrait être contraire aux intérêts de la communauté. »

Le curé Foron refuse de lire une lettre de l'Évêque.

« Dulundi 13 juin 1791, le procureur de la commune ouï, le conseil général considérant que malgré les ordres qu'il a communiqués au sieur Foron, curé de ce lieu, et les instances que la municipalité a réitérées auprès de lui pour l'engager à lire la lettre pastorale de M. l'évêque du département de l'Isère du 26 mai dernier, il n'a pu vaincre ses obstinations, et ledit curé persistant dans son refus, d'autant plus condamnable, que vendredi dernier, dix du courant, la municipalité envoya les sieurs Bonniot, officier municipal, et Blaude Brisard, procureur de la commune, pour lui porter ladite lettre et l'inviter à la lire ; auxquels ledit curé répondit qu'ils avaient rempli leur devoir et que c'était à lui à remplir le sien sans vouloir promettre de la lire. Le sieur Perrin, maire, s'y transporta ensuite et lui demanda, en présence dudit Bonniot, s'il lirait ladite lettre, le dimanche compté le douze, oui, ou non ; auquel le curé répondit qu'il voulait la connaître auparavant, que s'il ne pouvait pas la lire il rendrait ladite lettre le lendemain matin, onze du présent ; une partie de la matinée s'étant écoulée sans aucune réponse de la part dudit curé, la municipalité étant séante, sur les dix heures du matin,

le manda venir par le nommé Pierre Aiguiton, mandeur de ville, duquel il répondit qu'il allait voir un malade et par ce moyen refusa de se présenter. La municipalité, pour ne pas faire une escandale, à cause du nombre considérable de monde qu'il y avait dans la rue ce jour-là, pour le marché, voulut bien encore donner audit curé le temps de réfléchir ; enfin, le dimanche douze s'étant écoulé sans réponse ni lecture de la part dudit curé, la municipalité l'a de nouveau mandé de se rendre à la maison de ville par le susdit Aiguiton, auquel il a répondu qu'il avait son office à dire et partit sur-le-champ à l'église. La municipalité a député les sieurs Ennemond Liotard, Jean-François Allemand, officiers municipaux, pour demander audit curé s'il ne voulait pas lire ladite lettre. Auxquels il a répondu que sa conscience lui était trop chère pour faire la lecture de cette lettre de M. l'Évêque et, en conséquence, l'a leur a remise. La municipalité l'a remise au sieur Pierre Faure, secrétaire, qui en fait la lecture dans l'église avant le commencement de la messe, ensuite des ordres de la municipalité. Le sieur curé, ensuite, au milieu de la messe, a fait une apologie pompeuse de ses vertus et de sa conduite, selon lui irréprochable, sans doute pour grossir le nombre de ses adhérents.

Le conseil général voyant avec peine cette obstination et la conduite dudit curé, le rassemblement clandestin de plusieurs femmes qui se confessent presque tous les huit jours à lui, peuvent troubler la tranquillité publique et mettre le désordre dans le pays et même dans les familles. Le seul remède qu'il nous reste ou celui qui paraît le plus efficace dans ce moment serait de faire remplacer ledit curé par un desservant ; prie le District de vouloir bien peser dans sa sagesse pour découvrir le moyen pour prévenir un plus grand désordre. »

Pétition des habitants du Monestier tendant à faire disparaître les armoiries du seigneur de Bardonnanche.

« Du jeudi trente du mois de juin mil sept cent quatre-vingt-onze, nous, citoyens de la commune du Monestier-de-Clermont, supplions Messieurs les officiers municipaux de la commune de mettre en délibération la présente pétition.

On leur observe que les décrets ordonnent d'abolir absolu-

ment toutes les marques honorifiques et armoiries des ci-devants seigneurs, c'est pourquoi nous vous prions de délibérer à ce que les armoiries du ci-devant seigneur de ce lieu et qui sont incrustées dans la pierre au fronton de son ci-devant château et qu'on a fait masquer avec du plâtre, ce qui prouve que le sieur Bardonnanche, ci-devant seigneur, avait encore espérance en la contre-révolution, et par conséquent de démasquer lesdites armoiries. C'est pourquoi nous requérons que vous ordonniez de les démolir et abattre absolument pour qu'il n'en reste aucune trace, pour qu'il ne puisse pas à l'avenir se flatter de pouvoir revenir à l'ancien régime de despotisme.

Le sieur Bardonnanche a, outre ce, une chapelle contigüe à l'église de ce lieu qui a une porte posée dans un endroit isolé et par conséquent suspect, vu l'émigration dudit ci-devant seigneur et dont il a la clef, et comme cette chapelle a un balustre devant et qui communique à l'église commune, et que ce balustre a une porte aussi fermant à clef et dont il a encore la clef, ce qui mène à de grandes suspicions, soit à cause des vases sacrés, soit à quelque chose de prix et qu'on ne peut prévoir. C'est aussi à cet effet que nous concluons que la porte qui est dans cet endroit isolé soit murée et que le balustre de la chapelle soit ôté et enlevé, ce qui formera l'église qui est trop petite et ladite chapelle assez vaste. Cela, disons-nous, agrandira l'église, en indemnisant si le cas y échoit ledit Bardonnanche, et avons signé en requérant que l'exécution en soit faite dans le jour. »

A l'original, suivent cinquante-six signatures.

Fermeture de la chapelle du seigneur de Bardonnanche.

« Le dimanche 3 juillet 1791, le Conseil général séant a chargé le secrétaire de faire la lecture de la pétition ci-dessus, et après lecture a délibéré qu'en l'état il ne pouvait prendre un parti décisif, a arrêté qu'une copie de la pétition dont s'agit serait communiquée au sieur Bardonnanche en la personne de son concierge ou autre personne gardant sa maison, attendu son absence, qu'interpellation lui serait faite de déclarer dans le délai de huitaine et de justifier du titre en vertu duquel il a joui ou prétend jouir de la chapelle adaptée à l'église de la commune

qu'il fait continuellement tenir fermée, et à défaut par lui de justifier dans le susdit délai des titres qu'on lui demande et de s'expliquer, le Conseil général prendra son silence pour un aveu qu'il ne possède qu'à titre d'usurpation ou de privilège honorifique pour se distinguer de la classe du peuple, privilège anéanti par les décrets de l'Assemblée nationale, qui a établi l'égalité en droit de tous les individus, par conséquent n'ayant pas plus de privilèges qu'un autre citoyen, il ne pourrait pas profiter de cette chapelle en son particulier, bâtie sur un terrain commun, à l'exclusion des autres citoyens, surtout sans titre légal.

« Le Conseil général n'entendant nullement nuire aux droits de propriété dont pourrait justifier le sieur Bardonnanche, de la chapelle dont il s'agit, il lui déclare que cette chapelle ayant été bâtie sur un fonds commun et qu'ayant besoin de cet emplacement, attendu que l'église se trouve trop petite, qu'il prendra des précautions pour l'indemniser. Dans ce cas, il est encore interpellé de communiquer ses titres de propriété pour, ensuite, prendre le parti convenable pour fixer l'indemnité qui lui serait due. Et qu'au moyen de tous ces offres et déclarations ledit sieur Bardonnanche serait encore interpellé de laisser, dès le moment, les portes de cette chapelle ouvertes, surtout la porte de la barrière qui communique dans l'intérieur de l'église; comme encore de remettre entre les mains du procureur de la commune la clef de la porte d'entrée de ladite chapelle pour sûreté des effets déposés dans l'église, attendu que cette porte pourrait faciliter l'introduction des mal intentionnés, sauf ensuite à délibérer plus amplement si oui ou non la barrière sera enlevée provisoirement, attendu qu'elle est établie dans le mur de l'église et qu'elle contient et occupe la place de dix ou douze citoyens. »

Nota. — Par ordonnance du tribunal du district, rendue le 22 du mois d'août 1791, la municipalité fut autorisée à faire effectuer à la chapelle, dont le sieur Bardonnanche ne voulait pas remettre les clefs ni produire ses titres de propriété, les suppressions, démolitions et autres travaux utiles.

Suppression des armoiries du château de Bardonnanche.

« Du 3 juillet 1791. A l'égard de la pétition faite par les citoyens concernant l'abolition des armoiries ou marques honorifiques existant encore au fronton du ci-devant château du sieur Bardonnanche ou ailleurs, le Conseil général, considérant qu'étant chargé en partie l'exécution des lois, et que l'Assemblée nationale ayant ordonné que toutes les armoiries attachées à titre de noblesse ou à titre honorifique seraient brisées ou enlevées. Le sieur Bardonnanche n'ayant exécuté qu'en partie les lois relatives à cet objet, et n'ayant fait que masquer avec un peu de plâtre les armoiries qui existent au fronton dudit ci-devant château, de manière qu'elles existent encore en leur entier, ce qui fait présumer un espoir de résurrection ou d'insigne désobéissance aux lois. En conséquence, le Conseil général ordonne l'exécution de la loi dont s'agit et enjoint au sieur Bardonnanche ou ses préposés de faire enlever ou briser les armoiries dont s'agit dans le délai de huitaine; à défaut de quoi, il lui est déclaré que le Conseil général les fera briser ou enlever aux frais du sieur Bardonnanche. Et, au surplus, a arrêté que copie de la présente délibération sera donnée au sieur Bardonnanche en la personne de son concierge ou personne gardant sa maison. »

Comparution du seigneur d'Avignonet devant le Corps municipal, pour propos inconsidérés.

« Du 28 juin 1791, dans la maison de ville du Monestier-de-Clermont, sur les cinq heures de relevée, la municipalité séante, la procureur de la commune oui, sur la traduction faite devant nous par la garde nationale de ce lieu, de sieur Jacques Denante fils à feu sieur Laurent Denante, ci-devant seigneur d'Avignonet, ensuite des propos inconsidérés tenus par lui aujourd'hui et autres jours,

Oui le sieur Denante sur les motifs exposés par le procureur de la commune, que ledit sieur Denante avait tenu en différents temps et en différentes circonstances des propos scandaleux, soit contre la Municipalité de ce lieu, soit contre

la garde nationale, ainsi que contre les règlements de police. Lequel a répondu qu'il ne croit pas avoir tenu aucun propos indécent et surtout de la nature de ceux dont il est question en la dénonciation du Procureur de la commune; qu'il a cependant tenu quelques propos vagues, sans considération, mais dans ce cas il se repent de les avoir tenus et promet de n'en jamais tenir de semblables.

Nous, maire et officiers municipaux susdits, avons donné acte au sieur Denante de sa négative, et au moyen de la déclaration qu'il a faite de n'avoir jamais entendu injurier la garde nationale ni la municipalité de ce lieu, ni d'avoir tenu des propos contre les jugements de police qu'elle a rendus. Et encore au moyen de ses excuses, lui avons ordonné d'être plus circonspect à l'avenir, de ne revenir jamais à pareil fait sous les peines du droit. Et l'avons mis hors de cour et de procès. »

Le curé Foron n'observe pas le serment civique qu'il a prêté.

« Du dimanche 14 août 1791, sur les sept heures du matin, dans la maison de ville du Monestier-de-Clermont, s'est assemblé le Conseil général de la commune.

Le procureur de la commune a dit :

Messieurs, il m'est parvenu par la voie publique que le jour d'hier, dans l'après-midi, le sieur curé de ce lieu, dans une maison et en présence de nombre de personnes, se permet d'attaquer la sincérité de la municipalité; il osa y faire scandaleusement parade de son incivisme, assurant la société où il s'est trouvé que le serment qu'il avait prêté, concernant l'organisation civile du clergé, n'était pas pur et simple, et sur ce que quelqu'un qui était présent et qui avait là le verbal de cette prestation de serment, lui observa qu'il n'avait su y apercevoir aucune restriction, ledit curé répondit que ce n'était pas sa faute si la municipalité n'avait pas couché son serment tel qu'il l'avait prononcé, et persista à assurer que son intention n'avait jamais été de prêter ce serment tel qu'il avait été prescrit par la loi. Autant que la mémoire peut nous le rappeler, le sieur curé prononça son serment sans restriction quelconque. Sans doute, elles furent mentales, et c'est donc par

une réticence peu louable, pour ne rien dire de plus, que le sieur curé a voulu paraître constitutionnel à ses paroissiens, tandis que son cœur démentait ses lèvres, et qui conservait au fond de l'âme des sentiments opposés à ceux que la Constitution exige des fonctionnaires publics.

« Les propos tenus hier par le sieur curé se trouvent diamétralement opposés au serment qu'il a prêté en public. Il nous paraît nécessaire, dans ces circonstances, de nous assurer des principes par lesquels il se dirige. Vous devez, je pense, exiger de lui une explication qui ne laisse, aux citoyens de ce bourg et à tous ceux de qui il dirigera les consciences, aucun doute. Après vous avoir répété, Messieurs, les expressions dont il s'est servi hier, je vous le dénonce comme suspect dans sa manière de penser relativement à la loi à laquelle il doit nécessairement se soumettre pour jouir des avantages qu'elle lui procure. Plusieurs autres motifs, que vous sentez aussi bien que moi, doivent vous déterminer à exiger du sieur curé une explication nette et précise sur le serment qu'il a prêté, et alors, Messieurs, vous aviserez aux moyens que votre sagesse vous suggérera.

« *Signé : BRIZARD, procureur.* »

Le Conseil général de la commune, séant, ayant pris en considération le réquisitoire du procureur de la commune, a nommé et député sieur André Bonniot, officier municipal, et sieur Pierre Polin, notable, pour aller inviter le sieur Foron, curé de ce lieu, pour se rendre à la maison de ville. Eux rentrés accompagnés du sieur curé.

Sur la demande qui lui a été faite, s'il avait entendu prêter son serment pur et simple ou non, il a répondu qu'il avait assez manifesté ses intentions avant de le prêter.

Demandé si ses intentions n'avaient pas été de le prêter conformément au décret de l'Assemblée nationale, a répondu que, faisant partie du Conseil comme notable, il n'avait rien à répondre.

Demandé si son intention, qu'il avait annoncée hier en présence de plusieurs personnes, était contraire au verbal délivré par la municipalité sur sa prestation de serment, a répondu qu'il n'avait rien à dire.

Demandé si, enfin, il avait entendu prêter son serment pur

et simple, qu'il eût à s'expliquer, oui ou non, a répondu que non, et ensuite s'est retiré en disant qu'il donnerait ses réponses par devant qui il serait appelé.

Le Conseil général a arrêté qu'extrait du présent serait envoyé à MM. les administrateurs du district de Grenoble. »

Publication de la Constitution.

« Du vendredi 21 octobre 1791, le procureur de la commune ouï, le sieur Perrin, maire, a annoncé au Conseil général, séant, qu'il avait reçu la loi concernant la Constitution française, qu'il les invite à délibérer sur la manière dont la publication en serait faite.

En conséquence, le Conseil général a arrêté que demain samedi, compté 22 du courant, la fête sera annoncée, au coucher du soleil, par quatre coups de canon, qui seront mis en batterie hors du bourg, et par trois volées de la cloche de l'église paroissiale ; au point du jour du lendemain dimanche, il sera encore sonné trois volées de la cloche et tiré deux coups de canon. A l'issue des vêpres, qu'il sera enjoint au sieur curé de dire à une heure, MM. les officiers municipaux en écharpe, ainsi que MM. les notables, au son de deux tambours, feront la lecture et publication, sur la place dite de l'Hôpital, de l'acte constitutionnel, qui sera annoncée par deux coups de canon, et se transporteront dans l'église où il sera chanté un *Te Deum* solennel par les sieurs Bon ou Moulin, qui seront invités à cet effet. »

Réunion du village de Garcineyres à la commune de Treffort.

« Du dimanche 6 novembre 1791, le procureur de la commune a remis sur le bureau la copie d'une enquête présentée par les habitants du hameau de Garcineyre à MM. les administrateurs du district et département de l'Isère, tendant à se diviser du Monestier-de-Clermont, dont ils font partie, pour se réunir à la communauté de Treffort ; répondu d'ordonnance conforme des 19 et 22 juillet dernier. Intimée le 24 octobre dernier. »

Première réunion publique des citoyens du Monestier-de-Clermont pour demander le remplacement du curé Foron par un prêtre constitutionnel.

« Du 29 novembre 1791, au lieu du Monestier-de-Clermont où se sont assemblés les citoyens dudit lieu, sur la convocation qui leur en a été faite, aux formes ordinaires, le 22 du courant.

Le procureur de la commune a dit qu'ensuite de la délibération du Conseil général de la commune du 22 courant, il a convoqué la présente assemblée aux formes ordinaires, par affiches préalables, pour que la commune entière ait à délibérer sur les faits insérés dans la pétition présentée le 1^{er} du courant, et signée par un nombre de citoyens excédant celui prescrit par la loi, a requis lecture de ladite pétition. Laquelle ayant été faite par le greffier de la municipalité, et sur les différentes observations faites tant par le procureur de la commune que par nombre de citoyens.

La commune du Monestier-de-Clermont, considérant que dans le temps où le royaume est menacé d'une invasion tant par les émigrants que par les puissances étrangères qu'ils ont mises dans leur parti, et dont ils ont imploré les forces, le plus grand intérêt de la nation est de maintenir dans son sein la tranquillité et l'harmonie qui font le bonheur et la force des peuples. Que nous jouirions de ces avantages sans les secousses du fanatisme qui met tout en usage pour troubler l'ordre social, allumer les torches de la discorde et semer la dissension parmi les citoyens. A quoi les prêtres non assermentés ou réfractaires n'ont que trop réussi dans la contrée du Triève, qui se trouve aujourd'hui divisée en deux factions, qu'une étincelle de ce même fanatisme peut embraser en un instant, et que le moment malheureux qui peut faire un vaste désert de cette contrée n'est peut-être que trop peu éloigné.

Que témoins des démarches perfides que font tous les jours les prêtres réfractaires pour grossir le parti de ceux qu'ils ont cruellement abusés, les efforts des bons citoyens n'ont pu qu'avec peine prévenir jusqu'à ce jour les plus grands désordres ; mais que le grand nombre qu'ils séduisent journellement

mettra bientôt les amis du bien public dans l'impossibilité de parer au coup terrible qu'ils méditent et qu'ils nous préparent.

Considérant que le sieur Foron, curé du Monestier-de-Clermont, a affiché dans toutes les circonstances l'incivisme le plus complet, qu'il a même traité avec mépris et indignation les démarches dictées par le patriotisme, qu'il a osé se plaindre fausement et scandaleusement que la municipalité avait inséré dans ses registres un serment pur et simple de sa part, tandis que, a-t-il ajouté, il avait apposé des restrictions qu'elle avait tenu pour silence. Imputation qui mit la municipalité dans la nécessité d'exiger de lui une explication.

Considérant que le curé mandé par la municipalité et interpellé de déclarer quelles étaient les restrictions qu'il avait entendu apposer au serment pur et simple qu'il avait prêté le 23 janvier 1791, en exécution de la loi du 27 octobre 1790, n'en voulut détacher aucune; que, cependant, interpellé de déclarer s'il avait entendu prêter un serment pur et simple, il répondit que non et se retira sans vouloir signer.

Considérant que, d'après cette démarche non équivoque et consignée dans des registres publics, le sieur Foron a répondu avec affectation dans le public qu'il n'avait pas voulu donner à la municipalité la satisfaction de rétracter devant elle son serment, mais qu'il avait été le rétracter à Grenoble devant le Directoire du district. Lesquels propos ne laissent point douter de l'incivisme dudit sieur Foron, qui s'est formé un parti de femmes qui s'augmente journellement, et parmi lesquelles on compte depuis quelques jours plusieurs hommes. Parce que quelque démarche qu'on ait pu faire, on n'a pu parvenir à empêcher des assemblées particulières et clandestines, assemblées toujours présidées par ledit sieur Foron; que ces assemblées, composées de ce qu'on appelle dévots et dévotes, animées de l'esprit de leur directeur Foron, ont poussé l'impudence jusqu'à causer du scandale dans l'église à l'instant où un prêtre constitutionnel montait à l'autel pour dire la messe.

Considérant que le nombre des hommes et des femmes abusés par les prêtres inconstitutionnels, qui, quoique remplacés, restent dans leur ci-devant paroisse, est si considérable que l'église de ce lieu a peine d'en contenir la moitié les fêtes et

dimanches pour venir entendre la messe du sieur Foron, tandis que leurs églises paroissiales sont presque vides.

Considérant que ces prêtres inconstitutionnels, non contents d'avoir abusé de la confiance que leur donnait leur ministère pour pervertir leurs paroissiens, se sont associés à leurs perfides travaux des femmes, fruits de leur noire séduction, pour tourmenter et égarer les consciences des paroissiens voisins qui pratiquaient leur religion dans la bonne foi, en leur faisant distribuer par des émissaires des catéchismes, et en les engageant à persuader à ces paroissiens étrangers de les prendre pour leurs directeurs pour les abuser et en faire des victimes du fanatisme.

Considérant que nombre de communautés, telles qu'Avignonet, St-Paul, St-Guillaume, Gresse, Les Portes, Clelles, Chichilianne, St-Maurice, Mens et nombre d'autres qui avaient des prêtres non assermentés, ou qui avaient prêté leur serment avec restriction, ont été assez heureuses pour s'en voir délivrer, que le Monestier-de-Clermont, qui a fait nombre de démarches pour jouir du même avantage, ne doit pas faire exception à la règle.

Considérant que des femmes, des enfants et des domestiques sollicités, séduits et trompés sous le voile de la religion, guidés par ces malfaiteurs, peuvent se porter aux derniers excès, et que c'est au moment que le mal augmente que les administrateurs doivent redoubler de zèle pour le prévenir, qu'un instant perdu peut causer les plus grands malheurs et que bientôt peut-être on sera dans l'impuissance de pouvoir y remédier.

Considérant que des citoyens attachés à la constitution et au bon ordre ne doivent reconnaître pour pasteur légitime que celui qui se conforme et se soumet à la loi, qui en prêche l'exécution et y invite par l'exemple ; mais qu'un homme tel que l'abbé Foron, qui abusant de l'ascendant que lui donne sa place sur les esprits faibles, qui leur inspire des sentiments contraires à la constitution, qui prêche à ses prosélytes une morale qui ne tend à rien moins qu'à armer du poignard du fanatisme une moitié du peuple contre l'autre, qu'un tel homme est le fléau le plus redoutable d'une contrée, qu'il doit être regardé comme un furieux dont on ne saurait trop tôt se

défaire, et contre lequel on ne saurait prendre des mesures trop précises pour arrêter le cours de ses séductions.

Considérant que le sieur Foron s'est rendu indigne de la confiance de tous les honnêtes gens, puisqu'il s'est permis les propos les plus licencieux contre les amis du bon ordre, de la paix et de la constitution, et particulièrement contre ceux à qui l'exécution des lois a été confiée. Il a osé dire publiquement que sans le maire, le juge de paix et le procureur de la commune, il viendrait à bout de son dessein, et que cependant son parti était assez fort pour parvenir à son but, que sans cette malheureuse société de constitution établie au Monestier, il aurait triomphé plus facilement; que tous ceux qui approchaient les prêtres assermentés au tribunal de la pénitence étaient damnés, qu'ils étaient sans pouvoir et sans mission, que le baptême qu'ils conféraient était nul ainsi que tous les autres sacrements, et que l'évêque constitutionnel était un intrus qu'il ne reconnaîtrait jamais.

Considérant d'après tous les faits ci-dessus que l'abbé Foron, salarié par la nation, n'est point l'homme de la nation, qu'il ne peut être au contraire qu'un agent des ennemis de la constitution dont il reçoit un salaire pour allumer la guerre civile dans cette contrée, et que cette contrée doit se hâter de vomir de son sein.

Considérant enfin que l'opiniâtreté des prêtres remplacés à continuer leur résidence dans les lieux où ils étaient précédemment curés est la seule cause des différents partis qui existent, divisent et sont prêts à déchirer les citoyens et même les familles, puisqu'ils continuent d'y prêcher la morale qui les a fait chasser et y propagent leurs principes; qu'il en sera de même du Monestier-de-Clermont, si, en le délivrant de son curé inconstitutionnel, comme on a lieu de l'espérer, on lui laisse la faculté d'y résider; que sur le tout, il suffit que le sieur Foron ait perdu la confiance de la portion la plus saine et la plus nombreuse de ses paroissiens pour qu'il doive être remplacé.

Par tous ces motifs, l'Assemblée générale de la commune du Monestier-de-Clermont a arrêté que MM. les administrateurs tant du département que du district seront priés de pourvoir incessamment au remplacement du sieur Foron, dont les

principes inconstitutionnels pourraient causer les plus graves malheurs à la citée, et que son remplacement effectué il lui sera inhibé et défendu de résider dans le lieu du Monestier, non plus que dans ses environs, à quatre lieues au moins de distance, et qu'extraits de la présente seront envoyés l'un au Conseil général du département. actuellement assemblé, un second au Directoire de district et un troisième à l'accusateur public, près le tribunal. Et ont signé les sachant écrire. Au registre suivent cinquante-six signatures. »

Deuxième réunion publique pour demander le remplacement du curé Foron.

« Du douze décembre 1791, sur les quatre heures de relevée et dans la maison commune où se sont assemblés les citoyens du Monestier-de-Clermont.

Le procureur de la commune a dit qu'il lui avait été remis une pétition des citoyens du Bourg, signée par trente-sept d'eux. Il l'a remise sur le bureau et en a requis la lecture.

Lecture faite de ladite pétition par le secrétaire de la municipalité, les citoyens assemblés et délibérant sur les faits dont en ladite pétition, se référant aussi aux faits contenus dans sa délibération du 29 novembre dernier, considérant en outre que le sieur Foron, curé de ce lieu, qui a déjà manifesté son incivisme dans nombre de circonstances, et dont toutes les démarches tendent à allumer une guerre civile dans cette contrée, vient encore de nouveau de caractériser ses principes anticonstitutionnels et antireligieux de la manière la moins équivoque.

Que nombre de fois ce curé a publié dans le bourg qu'il n'avait jamais entendu, en prêtant son serment civique, renoncer à la hiérarchie ecclésiastique, que plusieurs fois aussi il a déclaré hautement qu'il ne reconnaîtrait jamais l'évêque constitutionnel pour son évêque légitime, parce qu'il est un intrus, sans pouvoir et sans mission.

Le curé Foron vient de consacrer scandaleusement ce principe et par là même il a porté l'atteinte la plus violente à la religion, qu'il devrait au contraire, par état, tâcher de soutenir de toutes les manières possibles.

La fête de Notre-Dame, d'octobre, s'est constamment solennisée dans le diocèse de Grenoble, et ne se solennisait point dans le diocèse de Die, depuis quelques années seulement. Invariable dans sa façon de penser, l'abbé Foron n'a pas voulu solenniser cette fête, quoique le Monestier-de-Clermont, qui dépendait ci-devant du diocèse de Die, dépende aujourd'hui de celui de Grenoble. Plusieurs citoyens en témoignèrent leur mécontentement, les murmures devinrent considérables, la sollicitude des bons citoyens, enfin allarmés, des mesures prises à temps firent heureusement cesser cette rumeur sourde qui pouvait, d'un moment à l'autre, éclater contre l'abbé Foron.

Dans ces mesures, il fut concerté que le curé solenniserait la fête; sur la promesse qu'il en fit, le mardi, sur les dix heures du soir. En conséquence de cette promesse, les habitants furent prévenus de la fête du lendemain et les esprits se calmèrent.

Le curé dit effectivement une messe solennelle, le huit, sur les dix heures du matin; mais il refusa de chanter les vêpres. Il fit plus, il interrompit sa messe pour, contre la vérité, annoncer au peuple qu'on l'avait forcé de célébrer la fête de la vierge, qu'elle n'était pas commandée par l'église, et assurant en même temps les assistants qu'il savait très positivement qu'elle ne se faisait point ni à Grenoble, ni à Vif. Ce qui est un faux prouvé par le fait, faux d'autant plus condamnable que le curé Foron savait parfaitement que cette fête se solennisait à Saint-Paul, Sinard et autres communes circonvoisines et dans tout le diocèse.

Considérant que cette conduite de l'abbé Foron est tout à la fois irrégulière, attentatoire à l'autorité de son supérieur et injurieuse au public, parce que : 1° il suffisait qu'il fût question de pratiquer un acte religieux pour que le ministre de cette même religion dût s'y porter avec zèle; 2° parce que, étant subordonné à l'évêque de Grenoble, il doit exécuter ce qui est par lui prescrit aux ecclésiastiques qui sont sous sa juridiction, ou du moins se conformer aux usages pratiqués dans le diocèse; qu'enfin il suffisait à ce salarié que le public eût manifesté son désir de vouloir célébrer la fête de la Vierge pour que ce désir fût pour lui une loi, et qu'il dût se prêter sur-le-champ au vœu commun.

Par toutes ces considérations, a arrêté que les nouveaux faits énoncés en la présente seront dénoncés, ainsi que les précédents l'ont été, aux administrateurs de département, de district, même à l'accusateur public, pour activer son remplacement, avec déclaration que le dit Foron a perdu sans retour leur confiance, que tous les bons citoyens gémissent sur les événements qui peuvent résulter de sa conduite, et que les officiers publics de la commune du Monestier-de-Clermont, même le juge de paix du canton qui y réside, ne peuvent ni ne doivent répondre desdits événements.

Au surplus, pour accélérer le remplacement déjà réclamé et que l'on réclame itérativement, l'assemblée a délibéré qu'il sera envoyé dès demain un député près les directoires du département et du district pour solliciter sans relâche les fins de la présente délibération. En conséquence, a nommé pour son député sieur Claude Serre, citoyen de ce bourg, auquel l'assemblée donne les pouvoirs les plus amples au fait de la présente, auquel dit sieur Serre il sera remis un extrait de la présente délibération pour le directoire du département, un pareil pour le directoire du district, successivement, un à l'accusateur public, et l'autre à M. l'évêque, et ont signé ceux qui l'ont su. » Au registre, suivent trente-sept signatures (1).

Dénonciation au tribunal des perturbateurs de l'ordre.

« Du dimanche quinze janvier 1792, le Conseil général, séant, considérant que les ennemis du bien public, mettant tout en

(1) Les deux délibérations ci-dessus témoignent d'un esprit cultivé, mais passionné. On serait tenté de voir dans leur auteur, qui est un nommé David, juge de paix, un ennemi personnel du curé Foron.

Par mandement du 22 décembre 1791, l'évêque de Grenoble nommait le sieur Marie Joseph-Gervais Duboille en qualité de desservant, pour remplir les fonctions de curé de la paroisse du Monestier-de-Clermont.

Duboille prêta le serment civique, devant le conseil général de la commune, le 27 décembre 1791.

Foron fut plus tard desservant de la paroisse de Château-Bernard. Il mourut tragiquement au passage de la Balme, entre Château-Bernard et le Vercors. Sa mémoire fut longtemps populaire dans la région du Monestier-de-Clermont. (*Note de M. Girard.*)

œuvre pour parvenir à introduire le désordre dans la commune, les bons citoyens doivent redoubler leur zèle pour en arrêter le cours et prévenir les funestes effets de leurs pernicious des-seins.

Considérant que quelques particuliers de cette commune ont tenu des propos incendiaires dans les cabarets et autres lieux publics, et particulièrement le nommé Jean Dussert dit Lembrouille, cordonnier de ce lieu, ayant dit plusieurs fois et prononcé des discours contraires à la Constitution. C'est pourquoi le Conseil général dénonce sa conduite et celle de ses adhérents au tribunal de police correctionnelle, pour être informé sur les faits et articles, circonstances et dépendances, pour y statuer ce qu'il appartiendra. Lequel tribunal sera établi dans la salle patriotique des amis de la Constitution, dans la maison du sieur Benoit, et qu'extrait de la présente sera communiqué à M. le juge de paix du canton, pour être par lui informé des faits énoncés en la présente, et y être statué ce qu'il appartiendra. »

Les citoyens du Monestier-de-Clermont demandent des armes et des munitions.

« Du jeudi dix-neuf janvier mil sept cent quatre-vingt-douze, sur les six heures de relevée, au lieu du Monestier-de-Clermont, dans la maison commune où se sont assemblés les citoyens de ce lieu, ensuite de la convocation qui en a été faite par le Conseil général de la commune, par affiches et publications aux formes ordinaires, le procureur de la commune a dit qu'il a été fait une pétition par la majeure partie des habitants de ce bourg pour se procurer les armes nécessaires que le besoin pourrait exiger, selon les circonstances.

L'assemblée, considérant que les rassemblements des ennemis de la chose publique, leurs manœuvres sourdes nécessitent des précautions impérieuses pour déjouer leurs projets sinistres, et que la tranquillité des citoyens dépend en grande partie des armes dont ils doivent être pourvus pour leur défense. Et qu'il est nécessaire d'y pourvoir, attendu que ce bourg en est totalement dépourvu. Et qu'il serait d'autant plus avantageux d'en avoir que les gardes nationales pourraient

apprendre la manœuvre ; dans le cas où l'opiniâtreté de nos ennemis nous forcerait à une juste défense, on aurait alors des sujets formés et qui ne peuvent l'être par défaut des armes nécessaires.

En conséquence, l'assemblée a délibéré à l'unanimité qu'il serait acheté, aux frais de la communauté, trente fusils de munition garnis de leur bayonnette, cinquante livres de poudre et deux quintaux de plomb, dont un en balles et l'autre en barre. Pour l'acquisition de tout quoi il sera emprunté une somme suffisante d'après que l'on se sera informé du prix desdites armes et qu'on aura traité avec le fabricant. A cet effet, l'assemblée donne pouvoir à la municipalité de traiter, acheter les objets ci-dessus et emprunter pour en faire le payement. »

Au registre suivent vingt-neuf signatures.

Refus d'un nommé André Allemand de faire baptiser son enfant à l'église.

Les curés réfractaires qui avaient été remplacés par des prêtres assermentés n'avaient pas quitté le pays pour la plupart. Ils vivaient en fugitifs dans des maisons reculées, où ils continuaient à officier et à administrer les sacrements en cachette. Ils ne se faisaient pas faute, comme bien l'on pense, de médire du nouvel ordre de choses et surtout de discréditer leurs remplaçants ; étant d'autant plus écoutés par les bonnes âmes, qu'ils étaient ceints de l'auréole du martyr. Aussi beaucoup de personnes ne croyaient pas aux prêtres assermentés et se passaient de leur ministère.

Un nommé André Allemand, du Monestier-de-Clermont, avait négligé de faire baptiser son enfant à l'église. La municipalité délégua auprès de lui le maire, le procureur de la commune et le secrétaire. Voici le procès-verbal qui fut rédigé à ce sujet :

« Du 21 février 1792, sur les six heures de relevée, ensuite de la commission à nous donnée, nous nous sommes transportés dans la maison du nommé André Allemand, citoyen de ce lieu, dans laquelle nous avons trouvé ledit Allemand, ainsi que Marie-Magdeleine Algoud, son épouse, alitée. Et après leur avoir

expliqué les motifs qui nous amenaient chez eux et les avoir exhortés de remplir le devoir de tout bon catholique en faisant baptiser un enfant nouveau né qu'ils ont, suivant le rit de l'Eglise catholique, apostolique et romaine, à quoi ils n'ont voulu déferer. Nous les avons requis et interpellés de nous déclarer depuis quel jour leur enfant était né.

Les mariés Allemand répondant ont dit qu'il est venu au monde jeudi dernier, seize du courant, sur les quatre heures après midi.

Interrogés, les mariés Allemand quelle religion ils professent, répondent l'un et l'autre qu'ils professent la religion de leurs pères, c'est-à-dire la religion catholique, apostolique et romaine.

Interrogés, les mariés Allemand pourquoi, étant catholiques, apostoliques et romains, ils n'en remplissent pas les devoirs et pourquoi ils n'ont pas fait baptiser leur enfant,

Répondent que leur enfant a été baptisé et qu'ils lui ont fait donner l'eau.

Interrogés, par qui ils ont fait baptiser leur enfant,

Répondent que c'est par la nommée Catherine Allemand, femme-sage, sœur et belle-sœur des répondants.

Interrogés, les mariés Allemand s'ils ne savent pas qu'il est du devoir d'un bon chrétien de faire baptiser son enfant à l'église du lieu et par le curé de la paroisse,

Répondent qu'ils le savent.

Interrogés, les mariés Allemand pourquoi, connaissant leurs devoirs de bon chrétiens, ils ne s'y sont pas conformés,

Répondent qu'ils ne l'ont pas fait baptiser à l'église parce qu'ils ont entendu dire que le curé desservant de ce lieu n'était pas leur pasteur légitime.

Interrogés, les mariés Allemand par qui ils ont entendu dire les propos précédents,

Répondent qu'ils ne se rappellent plus par qui ils ont entendu tenir lesdits propos.

Interrogés, les mariés Allemand s'ils n'ont pas été sollicités de ne pas faire baptiser leur enfant suivant les formes ordinaires,

Répondent que non.

Interrogés, les mariés Allemand si leur intention n'est pas de

faire conférer le baptême à leur enfant dans les formes ordonnées par l'Église,

Répondent que oui, mais que ce sera quand l'ordre de chose sera changé.

Interrogés, les mariés Allemand ce qu'ils entendent par ce changement d'ordre de chose,

Répondent que c'est quand le curé Foron sera rétabli dans sa cure.

Plus ont été interrogés, interpellés de signer. Ils ont déclaré l'un et l'autre ne le savoir. — Signé : Perrin, maire; Ducros, procureur, et Faure, secrétaire. »

**Lettre de la municipalité du Monestier-de-Clermont
au directoire du district (10 mars 1792).**

MESSIEURS,

.....
« Au reçu de votre lettre, la municipalité s'est empressée d'exécuter ce que vous y prescriviez ; elle n'a pas pu lever les scellés qu'on vous a dit avoir été apposés sur les portes du château, parce qu'il n'y en avait point été mis ; mais nous avons fait retirer la garde que nous avons placée dans la basse-cour pour veiller à la sûreté des denrées qui étaient dans les greniers et du vin qui était dans la cave.

Si nous nous sommes déterminés à cette démarche qui, nous en convenons, paraît de rigueur, c'est que les circonstances nous ont impérieusement fait la loi.

Prévenus à onze heures et demie du soir qu'on dévastait le château, le maire et le procureur de la commune cherchèrent à empêcher cette dévastation. Ils se transportèrent sur la route qui leur avait été indiquée et par laquelle on transmarchait les denrées du sieur Bardonnanche. Ils trouvèrent en effet deux voitures chargées ; ils les arrêtèrent et firent déposer chez un fermier du sieur Bardonnanche. Ils crurent ensuite devoir mettre en sûreté les autres denrées qui existaient encore dans le château et qu'on se proposait d'enlever également. Tel fut le motif, Messieurs, qui détermina l'établissement d'un corps de garde dans la basse-cour du château.

Nous croyons notre conduite irréprochable. L'enlèvement

nocturne qu'on faisait des denrées du château nous persuada, ou qu'on voulait priver la nation d'un objet que la loi lui avait dévolu, ou qu'on commettait une voye de fait en enlevant frauduleusement au sieur Bardonnanche un bien qui lui appartenait. Dans l'un comme dans l'autre cas, nous avons dû, comme nous l'avons fait, nous opposer à cet enlèvement dont le dol ou la fraude paraissait être le motif.

Pour que vous puissiez, Messieurs, juger plus particulièrement de la régularité de notre conduite, nous joignons à la présente un extrait de deux procès-verbaux qui constatent les faits. Vous vous convaincrez, Messieurs, par la lecture que vous voudrez bien en prendre, que la municipalité du Monestier-de-Clermont est inaccessible à la passion; qu'elle ne s'abandonne jamais à un zèle malentendu; que sa seule ambition est d'exécuter la loi, de la faire exécuter par des procédés doux et honnêtes, et de se rendre utiles à la contrée.

Nous sommes avec respect, etc. »

Réclamation de Bardonnanche au sujet des armes prises dans son château.

« Du 1^{er} mai 1792. Un membre a observé qu'il vient d'être prévenu que le sieur Bardonnanche père, ci-devant émigré et rentré récemment dans le royaume, fait des démarches auprès du directoire du département ou de celui du district pour obliger la commune de lui rendre des fusils dont elle fut obligée de se pourvoir dans son ci-devant château, à l'époque de l'évasion du roi; démarche à laquelle ladite commune ne se porta que pour se mettre en mesure contre les tentatives des ennemis du bien public, ensuite de la proclamation qui lui fut adressée par le directoire du district, et parce que ladite commune se trouvait absolument sans ressource dans cet instant critique pour se conformer à ladite proclamation. Requier, en conséquence, que le Conseil ait à délibérer sur cet objet.

Le Conseil général de la commune, considérant que ce fut dans un instant d'une commotion générale que la commune en entier, absolument dépourvue de toutes espèces d'armes, et à l'époque de l'évasion du roi, prit une délibération par laquelle

elle arrêta qu'on se pourvoirait d'armes partout où l'on pourrait en trouver.

Que cette démarche de sa part fut en quelque sorte approuvée par le directoire de district, par l'envoyé qu'elle fit à la municipalité d'une proclamation par laquelle on l'invitait à prendre toutes les précautions possibles pour s'opposer au passage des étrangers, à l'émigration des espèces d'or et d'argent, et à se prévenir contre les tentatives des malveillants.

Considérant que si bien les circonstances de l'évasion du roi n'existent plus, que nous ne sommes pas dans une situation plus heureuse, parce que la guerre étant déclarée contre plusieurs puissances, et entre autres contre le roi des Sardes, notre plus proche voisin, nous pouvons nous trouver incessamment dans la nécessité de nous défendre contre l'invasion des ennemis de l'Etat, et que, sans armes, le citoyen ne peut qu'abandonner ses propriétés et prendre la fuite.

Considérant que le sieur Bardonnanche ne doit avoir aucune crainte sur le sort de ses armes, parce que l'inventaire en a été fait exactement en présence de son homme de confiance, à qui on en a passé un chargé, et que par ce moyen la commune en étant devenue responsable, le sieur Bardonnanche n'a aucune crainte à avoir à cet égard.

Considérant encore que le sieur Bardonnanche père demande ce qu'il ne peut valablement réclamer parce qu'il a fait donation de tous ses biens à son fils sous une pension ; que les fusils dont s'agit appartiennent incontestablement au sieur Bardonnanche fils, et que ce dernier étant émigré, ces armes sont, en conformité de la loi, dans la classe des biens qui sont sous la main de la nation.

Considérant encore que le sieur Bardonnanche, en réclamant la totalité des fusils qui ont été pris dans son ci-devant château, demande plus qu'il ne lui appartient, puisque la majeure partie de ces mêmes fusils appartient à différents particuliers à qui il les a enlevés ou fait enlever par son garde dans le malheureux règne de la féodalité. Et que ces mêmes particuliers les ayant reconnus, en réclament la restitution.

Considérant que les armes dont s'agit ne peuvent ni ne doivent être remises au sieur Bardonnanche père, parce que, en l'état, il ne peut être regardé que comme un homme suspect. Il

a émigré le royaume à l'instant où il a cru la contre-révolution assurée qui devait ramener le rétablissement de l'ancien régime. L'intérêt seul ou des raisons de politique l'ont fait rentrer ; mais il a laissé sa famille chez l'étranger, ce qui fait présumer que son intention est de les aller rejoindre. Dans ces circonstances, lui remettre ses fusils ce serait fournir des armes contre soi-même. »

Condamnation d'un garde national pour manquement à la discipline.

« Du 10 août 1792. Le procureur de la commune a dit que le Corps législatif, prévoyant les efforts des ennemis de l'Etat, tant intérieurs qu'extérieurs, a promulgué un acte par lequel il a déclaré la patrie en danger. Que cette précaution de la part de nos représentants a mis tous les Corps administratifs dans la nécessité de ne rien négliger de tout ce qui pouvait rassurer les citoyens sur les dangers dont ils sont menacés. Et que le premier moyen qu'ils ont mis en usage a été l'activité permanente de la garde nationale comme le plus propre à empêcher tout attroupement, et à empêcher que des étrangers mal intentionnés ne pussent tenter quelque chose de contraire à l'intérêt et la sûreté publique. Mais que cette mesure deviendrait infructueuse si on ne maintenait la discipline de la garde nationale telle qu'elle est déterminée dans la loi concernant son organisation, à laquelle le nommé Pierre Martin, membre de ladite garde, a manqué très essentiellement, ainsi qu'il résulte de la plainte qu'a formé contre lui sieur Perret, adjudant du bataillon. Requiert en conséquence que lecture en soit faite, et que le conseil municipal ait à prendre un jugement dudit sieur Martin, conformément à la loi.

« La municipalité, considérant que rien n'est plus essentiel dans tous les temps, et plus particulièrement encore dans l'instant présent, que le maintien et la discipline des gardes nationales. Et que la plainte formée par l'adjudant du bataillon, dont lecture a été faite, elle doit se conformer à ce qu'exige la loi, a condamné Pierre Martin, garde national dudit bataillon, à payer sans délai au nommé François Allemand dit Planquet, fusilier, qui l'a remplacé pour la garde à laquelle il avait été

commandé, la somme de deux livres. Lui enjoint au surplus d'être exact à l'avenir à faire son service et à obéir aux ordres de ses supérieurs, sous les peines de droit. Ordonne au surplus que la présente sera publiée et affichée partout ou besoin sera. »

Bruit nocturne par suite d'ivresse. — Répression.

« Du 16 août 1792. Le procureur de la commune a dit que, hier au soir, sur les onze heures, il est survenu un bruit affreux qui a troublé la tranquillité publique. Que les auteurs de ce trouble étaient ivres et se sont permis d'insulter la garde, même les administrations. Que cet événement procède des contraventions des cabaretiers de ce bourg aux ordonnances de police promulguée nombre de fois. Que ce fait est si vrai, que les particuliers qui se sont livrés aux voies de fait ci-dessus énoncées étaient dans le cabaret du sieur François Joubert à onze heures du soir, et même que ce dernier sortit du corps de garde où il était pour faire le service de garde nationale pendant cette nuit, pour aller boire chez lui avec ces mêmes gens. Et que la garde fut obligée de l'aller chercher pour faire la patrouille. Conséquemment, on ne doit pas seulement regarder le sieur Joubert comme contrevenant aux ordonnances de police, mais encore, en quelque manière, comme complice du trouble nocturne et rixé qui a eu lieu la nuit dernière. Requier le procureur de la commune que la municipalité ci-assemblée ait à mander venir le sieur Joubert pour répondre sur les faits ci-dessus, de donner ses moyens de défense et se voir condamner conformément à la loi, offrant, en cas de négative de sa part, d'administrer sur-le-champ les témoins pour la preuve des faits ci-dessus.

« Le sieur Joubert, mandé et venu, ouï le réquisitoire ci-dessus, a dit qu'il n'a donné du vin le jour d'hier et pendant la nuit qu'à des moissonneurs qui venaient du travail, et que son intention n'a pas été de contrevenir aux ordonnances de police ; qu'en effet, il n'a pris une patente que pour un mois et que son intention est de quitter le commerce de cabaretier. Que, néanmoins, on ne lui empêchera pas de donner son vin, et que nous pouvons même aller ce soir chez lui, qu'on le trouverait

donnant son vin à ceux qui lui en demanderont, pourvu que ce soit des étrangers, à tout heure. Requis le sieur Joubert de signer, a fait refus.

« Nous, officiers municipaux et notables, ouï le procureur de la commune en son réquisitoire et observations, ouï également sieur François Joubert en ses moyens de défense ;

« Considérant que nul motif n'a pu ni dû le faire contrevenir aux ordonnances de police qui défendent aux cabaretiers de débiter du vin passé les heures indictes par les mêmes ordonnances. Et qu'il nous a convenu que lorsque la garde le fut chercher chez lui il y avait plusieurs personnes qui y buvaient et entre autres deux particuliers qui y chantaient. Usant d'indulgence pour cette fois seulement, a déchargé le sieur Joubert de l'amende par lui encourue. Lui fait très expresse injonction de se conformer à l'avenir aux ordonnances de police qui enjoignent aux cabaretiers et débitant vin d'en vendre ni débiter passé dix heures du soir ; ordonne néanmoins que le présent jugement sera publié et affiché partout ou besoin sera. »

Réquisition du sixième des gardes nationaux. — Moyens pris pour éviter la réquisition. — Rumeur populaire.

« 26 août 1792. Le procureur de la commune a dit qu'il vient d'être instruit qu'il existe dans le bourg une fermentation qui peut entraîner avec elle des suites funestes et faire naître une dissension entre les citoyens, qui, progressivement, pourrait donner lieu à une insurrection dans la contrée, et qu'il est essentiel de prévenir un pareil événement. Que cette rumeur populaire provient de ce que, depuis la réquisition qui a été faite par M. Montesquiou, qu'il fût fourni un sixième des gardes nationaux du royaume tant pour compléter les bataillons que pour augmenter les forces militaires pour la défense de la patrie ; une partie des citoyens de ce bourg se sont expatriés ou cherchent à s'expatrier pour éluder les faits de cette précaution, nécessitée par cette circonstance, et qu'ils prennent les moyens qu'ils croient nécessaires pour éviter de prendre les armes pour la défense de la patrie, en contractant ou supposant des engagements, les uns en qualité de voituriers dans les

équipages à la suite de l'armée, les autres en qualité de muletiers, les autres, enfin, en qualité de postillons ou estafettes (1).

« Que le public dit hautement que ce sont autant d'engagements simulés et qu'aussitôt que le tirage de ceux qui doivent partir sera fait, on verra revenir les citoyens dans l'endroit, reprendre leurs occupations ordinaires; que la conduite de ces engagés ou prétendus engagés, si elle est véritablement abusive est alarmante pour les citoyens de ce bourg, et particulièrement pour les pères et mères qui craignent de se voir privés de leurs enfants, parce qu'il n'est pas douteux que, plus il y aura d'individus qui se soustrairont au sort, plus le danger d'y tomber augmentera pour ceux qui se trouveront dans la contrée. Observe le procureur de la commune qu'il est instant d'éclairer les citoyens sur cet objet. En conséquence, requiert le conseil général de délibérer ce qu'il croira bon être.

« Le conseil de la commune, ouï le réquisitoire ci-dessus, considérant qu'il est juste que chaque citoyen contribue au besoin de l'Etat et que nul subterfuge ne doit dispenser ceux qui doivent contribuer de leur personne de subir le sort et surtout de grever ses compatriotes par une absence momentanée, arrête que tout citoyen de ce bourg expatrié ou qui se dispose à s'expatrier, tant par eux en tant que présent ou par leurs père et mère en tant qu'absent, justifieront dans la huitaine, à la municipalité, des engagements qu'ils prétendent avoir contractés pour le service de l'armée. Pour lesdits engagements être examinés par la municipalité pour, d'après la vérification, être statué ce qu'il appartiendra. Arrête, de plus, que ceux des citoyens qui se prétendent être engagés au service de l'armée, qui reviendront avant la fin de la campagne, seront regardés comme ayant contracté un engagement frauduleux, seront déclarés mauvais citoyens et comme tels dénoncés. »

(1) Le même fait s'est souvent reproduit pendant la guerre de 1870. Ceux qui s'occupaient des transports et des ambulances de la croix de Genève étaient assaillis de demandes faites par des individus qui voulaient absolument être conducteurs de voitures ou brancardiers et qui n'avaient en réalité aucun titre, ni aucune fonction. (*Note du Secrétaire général.*)

Armement des volontaires.

« 23 septembre 1792. Se sont réunis au Monestier-de-Clermont les officiers municipaux des communes d'Avignonet, Sinard, Roissard, Saint-Paul et Treffort, conjointement avec ceux du Monestier-de-Clermont, pour l'armement des volontaires du canton, conformément à la réquisition du général de l'armée du Midi et l'arrêté du Directoire du département de l'Isère. Et la revue passée par M. Ravier, chef de légion, dont le nombre arrive à quatorze, suivant le rôle qui nous en a été remis. Lesquels volontaires sont : Pierre Clet, du Monestier ; Joseph Mazet, de Saint-Guillaume, demeurant à Avignonet ; Antoine Girard, résident à Treffort ; François Allemand, du Monestier ; Jean Arnaud, du même lieu ; Jean Gautier, de Treffort ; Jacques Roux, de Sinard ; Claude Dupuy, de Treffort ; Joseph Colombet, de Roissard ; Louis Mazet, de Sinard ; Joseph Mounier, de Roissard ; Jean Ville, de Treffort ; Joseph Allibert, résidant à Saint-Paul ; Jean-Pierre Allemand, du même lieu. Lesquels seront armés ainsi que suit : 1° il leur sera délivré les cinq fusils que le canton avait reçus de l'administration en 1791 ; 2° un fusil qui avait été délivré au sieur Ducros, comme garde national de Grenoble ; 3° deux par la commune de Saint-Paul ; 4° un par la commune de Treffort ; 5° deux par la commune d'Avignonet ; 6° et les trois autres par la commune du Monestier-de-Clermont. Desquels fusils il sera réclamé le remplacement, conformément à l'arrêté du département, et dans le cas auquel ledit remplacement ne serait pas effectué, les communes ci-dessus dénommées se rendent solidaires les unes pour les autres pour le remboursement du prix des armes que les unes auront fourni pour les autres. »

Disette de grains.

« 19 décembre 1792. Le procureur de la commune ouï, le conseil général considérant que le peu de grains qu'il y a dans le pays est bien loin de pouvoir suffire pour les subsistances de ses habitants, que le défaut de cette denrée de première né-

cessité peut causer dans ce lieu des maux incalculables, et que tous les soins que le conseil général de la commune pourrait prendre peuvent échouer contre les besoins les plus pressants, et qu'il est urgent d'en prévenir par tous les moyens justes qui sont en son pouvoir. A arrêté qu'il sera fait une adresse aux citoyens administrateurs du département de l'Isère, avec prière de prendre en considération la situation des habitants de ce lieu, soit en fournissant à ceux qui n'ont aucune ressource pour acheter du grain, quelques secours en grains ou argent, soit employant cette somme qu'ils jugeront à propos en réparations des chemins nationaux dont la communication est presque coupée en plusieurs parties, et particulièrement dans le territoire de cette municipalité, depuis le bas de la rampe du Monestier jusqu'au Collet, auxquelles ils pourraient utilement être employés et se garantir de la misère qui les menace. »

Secours en grains aux nécessiteux.

« 9 février 1793. Le procureur de la commune a dit que, sur la demande faite ensuite de la délibération du conseil général de la commune au département pour obtenir des prompts secours pour la subsistance des pauvres, vu la cherté et la disette des grains, le département aurait bien voulu accorder la quantité de soixante setiers blé seigle, à la charge par le conseil général d'en passer ses soumissions et se soumettre d'en payer le montant du prix tel que l'administrateur le fixera, et d'en compter le montant à l'administration en versant dans la caisse du receveur, au fur et à mesure que les fonds rentrent. En le délivrant aux pauvres de la commune, dans cette position, le conseil général doit profiter de la bienveillance de l'administration pour procurer aux dits pauvres les plus prompts secours en prenant ledit grain. Et pour y parvenir il est nécessaire de députer une personne pour se transporter à la ville de Grenoble pour passer toutes les soumissions nécessaires, fixer le prix desdits grains, en passer décharge, en faire faire le transport aux meilleures conditions qu'il lui sera possible. Et comme le cas est urgent pour le soulagement des pauvres et procurer la tranquillité publique, le comparaissant

requiert que le conseil général ait à délibérer sans désespérer. Signé : Benoît. »

« Le conseil général, faisant droit au réquisitoire du procureur, a délibéré qu'il nomme et députe le citoyen Jean Allemand, officier municipal et receveur des impositions de ladite commune, pour se transporter en la ville de Grenoble et auprès de l'administration du département pour passer toutes les soumissions requises et nécessaires concernant les soixante setiers blé seigle, que le département a bien voulu accorder en soulagement et par forme d'avance aux pauvres de cette commune ; que ledit député en conviendra du prix, le recevra et passera décharge, se soumettra d'en payer le montant à qui il sera ordonné, fixera le prix du transport de Grenoble en ce lieu aux meilleures conditions possibles pour l'avantage des pauvres. Et faire généralement, pour l'entière exécution de l'arrêté du département et recouvrement de grain, tout ce qui sera nécessaire, avec promesse d'avoir à gré tout ce qui sera fait par ledit député, et de le relever et garantir des charges de la présente, laquelle vaudra jusqu'à révocation expresse. Et ledit député voulant concourir aussi de tout son pouvoir à l'avantage et au soulagement des pauvres, a offert de fermer chez lui ledit blé gratis, et de le délivrer aux pauvres de cette commune sur des mandats des officiers municipaux, et d'en recevoir le prix de ceux à qui il le délivrera pour le rembourser ensuite à qui il sera ordonné.

« Le conseil général arrête, au surplus, qu'il sera fait une adresse au département tendant à obtenir des fonds sur ceux destinés en réparations des chemins vicinaux, la plupart de ceux qui aboutissent en ce chef-lieu de canton étant coupés et les passages interceptés par les éboulements et par les eaux, et principalement celui tendant du Monestier à Gresse, passant par le village d'Audieyres, celui qui communique à Saint-Paul et ses hameaux, celui qui communique du Monestier à Moissard, ainsi que celui qui communique à Treffort. »

Mise en circulation de gros sols.

« 7 mars 1793. Le conseil général ayant reçu de la caisse du district, en échange contre des assignats, la somme de cinq

cents livres en gros sols de douze deniers pièce, et celle de quinze cents livres en assignats de coupure de dix et quinze sols, et qu'il est urgent de les mettre en circulation; arrête que lesdits gros sols seront distribués à chaque chef de famille de cette commune, en échange des billets de confiance que ladite commune a émis, sur l'autorisation des administrateurs du département de l'Isère, à raison de trois livres cinq sols pour chaque chef de famille, montant au nombre de cent cinquante-deux. Laquelle distribution sera faite par les citoyens Perrin, maire; Jean Liotard, officier municipal; Benott, procureur de la commune; Joseph Allard et Antoine Bérard, notables, chaque dimanche, à commencer par le prochain, depuis huit heures du matin jusqu'à midi, dans la maison de ville. »

Réquisitoire du procureur de la commune sur divers objets.

« 1^{er} avril 1793. Les circonstances exigent impérieusement une surveillance exacte des armes qui sont dans le pays. Qu'il était connu que les domestiques du ci-devant château en avaient encore chez eux, puisqu'ils s'en étaient servis pour aller à la chasse pendant l'été dernier; qu'il était essentiel de prévenir les suites que pourraient causer ces armes dans des mains dangereuses.

« Que le fanatisme faisait tellement des progrès dans ce bourg, qu'il y a eu des rassemblements de femmes la semaine dernière en divers lieux; que craignant sans doute de se trouver le nombre porté par la loi, elles se divisaient en différents lieux pour faire leurs conciliabules; que la loi exige un nombre trop considérable pour être dans le cas d'être arrêtée, on ne pouvait trouver ce même nombre que très difficilement, et que cependant les rassemblements n'avaient pas moins lieu, ce qui était de la plus haute importance.

« Qu'il était aussi essentiel de se pourvoir de poudre et de plomb pour en faire des cartouches qui, malheureusement, nous deviendront que trop nécessaires.

« Que la caisse des billets de confiance émis par cette commune, placée dans la maison de ville, n'était pas dans une

sûreté suffisante pour ôter toute inquiétude, qu'il demanderait qu'elle fût placée dans un lieu plus sûr.

« Que l'administration augmentant chaque jour les travaux de la municipalité, il était essentiel de former des bureaux dont chacun se chargerait spécialement des différentes parties pour diminuer la masse de l'administration en général.

« Qu'on avait passé l'adjudication des habits, souliers et chapeaux pour les trois volontaires que la commune a fournis conformément au décret du 24 février dernier ; mais qu'il leur manquait encore trois chemises, deux cols, un sac de toile, un sac de peau, un fusil, une giberne avec sa banderolle et plusieurs autres objets portés par le décret, et qu'il était nécessaire de prendre un parti à cet égard. »

**Fermeture des couvents. — Rentrée des religieuses
dans leurs familles.**

« Lors de la fermeture des couvents, les religieuses rentrèrent dans leurs familles. Elles devaient se rendre à la Mairie, où l'on dressait un procès-verbal comme celui transcrit ci-après. De plus, elles étaient astreintes au serment civique.

« 11 avril 1793. Sur la comparution faite par la citoyenne Marie-Madeleine Liotard, ci-devant religieuse au couvent de Sainte-Ursule, à Vif, nous soussignés officiers municipaux et membres du Conseil général de la commune du Monestier-de-Clermont, sur la demande qui a été faite par la susdite Liotard, certifions sur l'attestation des citoyens Joseph Billat, Jean-Baptiste Fontaux, Pierre Vieux, Louis Daspre, Pierre Massier, Pierre Pollin, Joseph Paquier, Alexandre Faure, tous domiciliés dans le lieu et canton du Monestier, qui est celui dans l'arrondissement duquel est la résidence de la certifiée Marie-Madeleine Liotard, âgée de trente-six ans, taille de quatre pieds neuf pouces, cheveux et sourcils blonds, les yeux bleus, visage plein, nez bien fait, bouche ordinaire, menton rond, visage ovale, un peu marqué de petite vérole, une tache à la joue droite et sur la lèvre supérieure, qu'elle demeure actuellement à la maison du citoyen Ennemond Liotard, son père, et qu'elle y réside et y a résidé sans interruption depuis le deux octobre dernier jusqu'à présent. En foi de quoi, nous avons

délivré le présent certificat qui a été donné en présence de la certifiée et des certifiants citoyens. Lesquels certifiants ne sont à notre connaissance et suivant l'affirmation qu'ils ont fait devant nous, parents, alliés, fermiers, domestiques, créanciers, débiteurs, ni agents de ladite certifiée. Et ont lesdits certifiée et certifiants signé tant sur les registres des délibérations et actes de la commune du Monestier-de-Clermont que sur l'extrait. »

Secours à la femme d'un volontaire.

« 5 mai 1793. Le conseil général a arrêté que la municipalité délivrera un mandat jusqu'à la concurrence de la somme de vingt-sept livres à titre de prêt à la nourrice de l'enfant jumeau de Magdeleine Batie, femme de Jean-Pierre Gontard, grenadier au troisième bataillon des volontaires de l'Isère, pour la payer des trois mois de nourrice qui lui sont dus, à la charge par ladite Magdeleine Batie, femme Gontard, de rembourser à la communauté dans le plus court délai ladite somme de vingt-sept livres. »

Vente du foin des prairies de Bardonnanche.

« 7 juillet 1793. Le procureur de la commune a dit que n'ayant reçu aucune réponse aux lettres qu'il avait écrites au citoyen Hilaire, procureur syndic du district de Grenoble, concernant la vente de la coupe de foin des grandes prairies, le petit Pranon et le pré de la Vie, ayant appartenu au sieur Bardonnanche fils, émigré; qu'il était instant de prendre un parti à cet égard, ayant même appris que le nommé André Alloard, concierge du ci-devant château, en avait fait faucher une partie. Requier, en conséquence, la municipalité de prendre tels moyens qu'elle avisera pour conserver les intérêts de la nation. Signé: Benoit.

« La municipalité ayant pris lecture du réquisitoire du procureur de la commune; considérant que l'intérêt de la nation se trouvant compromis puisque les prairies ci-dessus ne faisant point partie des réserves du sieur Bardonnanche père, et le silence du citoyen Hilaire sur les lettres à lui adressées par le

procureur de cette commune, aurait mandé venir ledit Alloard et lui ayant demandé par l'ordre de qui il avait fait faucher une partie des prairies ci-dessus, a répondu que ce n'était par l'ordre de personne, mais seulement parce qu'il avait fait faucher l'année dernière. Et cela tendant à priver la nation d'un bien qui avait été confisqué à son profit, la municipalité a défendu audit Alloard de continuer à faire faucher davantage lesdites prairies et même de se prévaloir du foin qu'il avait déjà fait faucher jusqu'à ce que le département et le district eussent ultérieurement statué à cet égard. »

Réquisition de deux voitures à quatre chevaux.

« 24 août 1793. Ensuite de la lettre du citoyen Hilaire, procureur syndic du district de Grenoble, du 22 du présent, requérant au nom de la loi et des réquisitions à lui adressées pour commander deux voitures et quatre chevaux, un conducteur pour chaque voiture, pour être rendus sur-le-champ et par la voie la plus courte à Chambéry, pour le transport à l'intérieur des effets en tous genres qui sont dans cette place. La municipalité a requis le citoyen Claude Nier de faire partir sur-le-champ Pierre Nier, son frère, avec ses trois mulets et sa voiture, à laquelle sera joint le mulet du citoyen Jean Allemand, officier municipal, qui est requis également pour joindre son dit mulet à la voiture du citoyen Nier. Le concierge du ci-devant château est également requis de faire partir aussi sur-le-champ la voiture avec les mulets et le cheval appartenant au sieur Bardonnanche, conduits par Antoine Pollin, voiturier du ci-devant château, à laquelle voiture seront joints une jument du citoyen Jean-Pierre Allemand Dufour, officier municipal, et un cheval du citoyen David, ce qui fera les quatre pour chaque voiture, avec injonction au nom de la loi de les faire partir sur-le-champ, à peine d'être responsables des événements qui en pourraient résulter; ils leur sera aux chalans porté extrait de la présente pour qu'ils aient à s'y conformer ».

Réquisition d'armes.

« 24 août 1793. La municipalité considérant que par les arrêtés du département des 19 et 20 du présent mois qui exor-

tent les citoyens de la première et deuxième réquisition portée par la loi du 24 février, à se rendre à Grenoble avec armes. Lesquels arrêtés ont été lus, publiés et affichés en ce lieu le jour d'hier. Et que craignant de n'avoir pas suffisamment des armes pour fournir à ceux qui partiront, a arrêté qu'il sera fait sur-le-champ une proclamation portant invitation à tous les citoyens et même à leur annoncer les ordres portés par la loi que chaque citoyen qui a des fusils, soit de munition ou autres, de les apporter à la maison de ville pour être vérifiés s'ils sont de calibre et s'ils peuvent servir pour les citoyens qui se rendront à Grenoble, et ce dans le jour pour tout délai.

« *Nota.* — A la suite de l'invitation ci-dessus, aucun citoyen ne s'étant présenté à la mairie, la municipalité, le 26 août, enjoignait au commandant de la garde nationale de donner des ordres pour que les fusils demandés soient apportés dans le jour à la maison de ville ».

Acceptation des droits de l'homme et de l'acte constitutionnel.

« Le 21 juillet 1793, les citoyens du canton de Monestier-de-Clermont se réunirent en assemblée primaire et votèrent l'acceptation des droits de l'homme et de l'acte constitutionnel à l'unanimité de cent soixante et un suffrages. Ils délèguèrent le citoyen Claude Buisson pour porter à la Convention un extrait du procès-verbal. Voici le certificat de l'accomplissement de cette mission :

« CONVENTION NATIONALE

« Commission établie par décret du 9 juillet pour recueillir et réunir les procès-verbaux d'acceptation de la Constitution.

« Du 3 août 1893, l'an deuxième de la République française.

« Le citoyen Buisson, envoyé par l'Assemblée primaire tenue au Monestier-de-Clermont, canton du Monestier, district de Grenoble, département de l'Isère, pour se réunir à Paris, le 10 août, à la fête nationale de l'unité et de l'indivisibilité de la République, a remis ce jourd'hui sur le Bureau de la Commission le procès-verbal de ladite assemblée primaire portant acceptation des droits de l'homme et de l'acte constitutionnel ».

Choix d'un instructeur pour le maniement des armes.

« 1^{er} septembre 1793. La municipalité, ensuite de la loi du 30 mai dernier, concernant le mode de réquisition de la force publique, article 6, portant que les officiers municipaux choisiront un instructeur pour le maniement des armes et des instructions militaires, la municipalité a nommé le citoyen Antoine Connot pour remplir ces fonctions dans la municipalité, et invite tous les citoyens d'icelle qui y sont soumis à se conformer à ladite loi. »

Levée des hommes en réquisition.

« 5 septembre 1793. Est comparu le citoyen Sauton, commissaire nommé pour la levée des hommes qui sont en réquisition, conformément à l'arrêté des représentants du peuple du 25 août dernier et de celui du département du lendemain, par la lettre du 31 du même mois d'août qu'il a remis sur le bureau, de même qu'une lettre des administrateurs du département de l'Isère du 4 du présent mois de septembre adressée aux officiers municipaux du canton du Genevrey, conçue en ces termes :

« Grenoble, le 4 septembre 1793, l'an second de la République française, une et indivisible.

« Les administrateurs du département de l'Isère,

« Aux citoyens officiers municipaux du chef-lieu du canton du Genevrey.

« Nous vous invitons, citoyens, et en tant que besoin nous vous requérons, au nom de la loi, de faire partir sur l'heure même et à la réception de la présente, les vingt-cinq hommes que vous avez dû lever dans votre canton, en exécution de notre arrêté du 26 août dernier, qui a dû vous être transmis par le district, pour se rendre à Grenoble et voler de là au poste qui leur sera indiqué par le général. Les besoins sont très pressants, les dangers augmentent à chaque instant. Nous vous autorisons à transmettre le présent ordre aux autres communes de votre canton et aux commandants des lieux pour effectuer le départ de ces hommes, autrement vous seriez responsables du retard. Salut et fraternité.

« Lesquelles pièces ayant été lues par le secrétaire-greffier de la municipalité qui a donné acte audit citoyen Sauton de ladite rémission, requérant que la commune ait à délibérer si on convoquera sur-le-champ toutes les communes du canton, conformément à l'arrêté du département du dix-neuf août dernier, pour la levée du contingent de dix-neuf hommes qu'il doit fournir pour se rendre sur-le-champ en la ville de Grenoble, ensuite de l'arrêté des représentants du peuple du 31 août dernier et de l'arrêté du département y joint, que les circonstances exigent d'accélérer ladite levée. Signé: Sauton.

« Vu la réquisition ci-dessus, la municipalité séante, considérant que les circonstances impérieuses exigent la levée des hommes le plus promptement possible, aurait bien désiré ardemment de répondre au zèle du citoyen Sauton pour faire ladite levée le plus promptement possible; mais que les citoyens de chaque communauté qui composent ce canton ayant été convoqués par le citoyen Allemand Deschemin, commissaire aussi à ce nommé, que pour dimanche prochain compté le huit du présent mois de septembre; la plupart des citoyens qui sont en réquisition, ne croyant pas avoir dû s'assembler avant ledit jour 8 septembre, se sont absentés. Plusieurs même ont été à la foire de la Croix-Haute qui se trouve demain, les autres ayant vaqué à d'autres affaires, conséquemment ne pourraient se trouver au lieu qu'on leur indiquerait plus tôt que le jour qui leur avait été indiqué ci-dessus compté le huit dudit mois de septembre, auquel jour ils invitent le citoyen Sauton à s'y rendre ».

**Impossibilité de satisfaire à une nouvelle réquisition
de deux voitures à quatre colliers.**

16 septembre 1793. La municipalité séante et permanente, attendu que le cas requiert célérité. Les citoyens Jean-Jacques Liotard et Jean Allemand, officiers municipaux présents, ont été requis de délibérer sans désespérer sur la lettre mise sur le bureau par le procureur de la commune sous la date du quinze du courant; de la part du procureur syndic du district de Grenoble, portant réquisition de fournir deux voitures à quatre colliers sur-le-champ, de donner les ordres les plus prompts pour

se rendre à Grenoble aux ordres et à la disposition du directeur général d'artillerie à l'arsenal, près de l'Hôpital. Les officiers municipaux ayant pris lecture de ladite lettre, Jean Liotard, commissaire député pour la revision des chevaux et voitures de traits qui peuvent être dans ce lieu, s'est transporté dans le domicile de chaque citoyen et a rapporté qu'il n'y a plus de voitures, ni chevaux de traits, ni autres chevaux propres au tirage, que les citoyens Allard, Joubert, Pollin et Nier qui avaient des voitures et chevaux de traits sont au service de la nation dans l'armée des Alpes, sauf celle de Nier qui est en course depuis quelques jours, ne sachant où elle est. Et pour que la municipalité ne soit en aucun retard, il sera envoyé sur-le-champ un extrait du présent procès-verbal à l'administration du district pour y avoir tel égard que de raison.

« *Nota.* — Le 26 octobre 1793, on ne put également satisfaire à une réquisition de trois cents setiers de grain, faite pour approvisionner la ville de Grenoble ».

Perquisition domiciliaire.

« 22 frimaire an II. Est comparu le citoyen Pierre David, lieutenant de l'armée révolutionnaire, actuellement en activité en ce canton, lequel a dit que dans la visite domiciliaire qu'il a faite cejour'hui, conjointement avec les citoyens Coquet et Pasqualy, soldats de ladite armée, conjointement avec le citoyen Liotard, officier municipal de cette commune, chez le citoyen Antoine X....., résidant au Collet, sur cette commune, il a été trouvé environ douze quarts de blé dans un grenier qui est dans la maison de la ferme veuve Blanc, qui était caché au-dessous de la graine d'esparcette et séparé par le moyen d'un drap de toile. Lequel grain n'a point été déclaré dans ladite visite, et comme c'est une contravention à la loi, il en a dressé son procès-verbal ce dit jour, qu'il remet sur le bureau, dénonce ledit X..... à l'effet qu'il soit prononcé la confiscation dudit grain et condamné à l'amende, conformément à la loi. Signé : David.

« Le citoyen X..... étant ci-présent, lecture lui a été faite de la dénonciation et du procès-verbal y énoncé. Il a déclaré qu'il convient d'avoir placé du grain dans un grenier

au-dessous de la graine d'esparcette et séparé par le moyen d'un drap de toile ; mais qu'il ne l'a pas fait dans l'intention de cacher ce grain, que s'il s'était trouvé chez lui lors de la visite, il en aurait fait la déclaration et représentation, se trouvant absent.

« Vu le procès-verbal et la dénonciation ci-dessus, le procureur de la commune ouï, la municipalité et les membres du comité de surveillance adjoints, considérant la contravention d'Antoine X..... pour avoir caché les douze quarts de blé dont s'agit, avons déclaré lesdits douze quarts de blé confisqués au profit de la nation et seront voiturés à ses frais dans les greniers de subsistance militaire à Grenoble. Et au surplus, avons condamné ledit X..... à une amende de cent livres en faveur des pauvres de la commune. De laquelle amende ledit X..... sera tenu de rapporter certificat à la municipalité du paiement qui en sera fait en la personne du trésorier et quatre membres de la Société populaire dans la huitaine. Et au surplus avons ordonné que le présent jugement sera publié et affiché dans les lieux accoutumés de cette commune et dans le canton sur la réquisition qui nous en a été faite par les commissaires de l'armée révolutionnaire, le tout dans les trois jours ».

Enlèvement des marques extérieures du culte.

« Le conseil général a arrêté, le 23 frimaire an II, que pour se conformer à la réquisition des commissaires de l'armée révolutionnaire actuellement en activité dans ce canton du jour d'hier, que toutes les marques extérieures du culte qui se trouvent dans l'étendue du territoire de la commune seront enlevées aux frais de ladite commune, et les matières en bois serviront pour le chauffage à la municipalité, les matières en fer et autres métaux seront vendus au profit de ladite commune ; ayant convenu avec le citoyen Pierre-Bernard Bonniot, charpentier de ce lieu, qu'il fera l'enlèvement de la croix qui est à l'extrémité de la flèche du clocher de l'église de ce lieu, le conseil général lui ayant promis la somme de soixante-six livres qui lui sera payée dans la huitaine, temps auquel il promet de faire l'enlèvement de ladite croix. De laquelle

somme de soixante-six livres ensemble de celle de quatre livres qui est due audit Bonniot par la commune pour avoir enlevé la croix de la mission qui était sur la place publique, y avoir fait une nouvelle croisée et avoir planté ladite croix au-devant de l'église au printemps dernier, faisant en tout soixante et dix livres sur les débiteurs de la commune. »

Fête civique en l'honneur de la reprise de Toulon.

« 5 nivôse an II. Le conseil général ayant été instruit par les nouvelles publiques que l'armée républicaine française avait remporté d'assaut la ville et les forts de l'infâme Toulon, et pour signaler ce jour à jamais mémorable, il arrêta qu'il serait célébré une fête civique où seraient invités tous les bons citoyens composant la société populaire, la garde nationale et le comité de surveillance; et dès le lendemain, quatre de ce mois; ce qui a été exécuté ledit jour par des chants d'allégresse et l'hymne des Marseillais, au pied de l'arbre de la liberté, avec un concours de citoyens et citoyennes de tout sexe et de tout âge. »

Fixation du prix de la journée de travail et des gages des domestiques.

« 5 nivôse an II. Le conseil général voulant se conformer à l'article 8 de la loi du 29 septembre dernier (vieux style), arrête que le prix des journées de travail des manœuvres dans cette commune est fixé à une livre dix sols jusqu'au mois de septembre prochain, même pour celles qui ont été faites depuis ladite loi, et ce pour la journée des manœuvres mâles; et pour la journée de femme à une livre. Le conseil général ayant reconnu qu'en l'année mil sept cent quatre-vingt-dix, les journées de manœuvres d'homme se payaient dans cette commune une livre et celles des femmes de douze à quatorze sols.

« Le prix des journées des ouvriers, soit maçons, soit charpentiers et menuisiers est fixé jusqu'au mois de septembre prochain, même celles qui ont été faites depuis ladite loi, à deux livres cinq sols, ayant aussi été reconnu que lesdites journées se payaient, en 1790, une livre dix sols chacune.

« Le prix des gages des travailleurs chez les citoyens, appelés ci-devant domestiques mâles pour une année est fixé à la somme de cent vingt livres, et celui des femmelles pour le travail d'une année est fixé à la somme de cinquante-sept livres, compris souliers, chemises, tabliers, etc.; ayant également reconnu que les gages des ci-devant domestiques, mâles et femmelles, se payaient un tiers de moins en 1790. »

Fournitures de lits pour l'armée.

« 15 nivôse an II. L'agent provisoire de la commune a mis sur le bureau une lettre du 10 nivôse, signée Hilaire, agent national, qui requiert de faire différentes fournitures d'effets et les faire verser dans les magasins militaires.

« L'agent ouï, lecture faite de ladite lettre, le conseil considérant que cette fourniture, suivant l'esprit de la lettre, doit être faite : 1° par les riches égoïstes, les aristocrates, les suspects, les riches et ceux entachés ou soupçonnés de fédéralisme; que dans cette commune le sieur Bardonnanche père est regardé comme aristocrate et suspect. En conséquence, a délibéré qu'il sera pris dans sa maison de ce lieu quatre paillasses, quatre matelas, huit couvertures de laine, seize draps et quatre traversins. Et attendu que le sieur Bardonnanche est dans la maison d'arrêt à Grenoble, que sa maison est toujours ouverte par le citoyen Alloard, il sera requis par le citoyen Jean Liotard, officier municipal, commissaire député, d'en faire la délivrance sous peine de désobéissance et d'être puni conformément à la loi. Lesquels effets seront envoyés à leur destination en conformité de la susdite lettre.

« *Nota.* — L'administration militaire refusa de recevoir dans cette fourniture douze drap et huit couvertures. Le onze ventôse, la municipalité complétait les quatre lits de la façon suivante :

Jean-Pierre Allemand.....	deux couvertures.
Joseph Allard.....	une couverture.
Ennemond Liotard.....	id.
Joseph Perrin.....	id.
Claude Martin.....	id.

Antoine Joubert.	une couverture.
Jean Allemand.	id.
Jean-François Allemand.	deux draps.
Pierre-Antoine Mounier.	id.
Pierre Pollin.	un drap.
Joseph Bertrand.	id.
Joseph Faure.	id.
Jean Gautier.	id.
Pierre Vieux.	id.
Jean Fauchet.	id.
Claude Brizard.	id.
André Bonniot fils.	id.

« Tous les citoyens susnommés se sont empressés d'apporter à la maison commune les objets pour lesquels on les a requis et ont prouvé par la satisfaction qu'ils témoignaient que rien n'est plus doux que les sacrifices qu'on fait pour la liberté. »

Fête civique.

« 30 nivôse an II. Le conseil général a délibéré qu'on dresserait procès-verbal de la célébration de la fête civique ordonnée par la loi du 4 nivôse. Laquelle fête a été annoncée la veille par le son des caisses et de la cloche; le décadi matin, sur les dix heures, la garde nationale sous les armes, la société populaire précédée de la pique surmontée du bonnet de la liberté, la municipalité en écharpe, les membres composant la justice de paix de ce canton, et généralement les citoyens de tout sexe et de tout âge. Etant réunis, le citoyen président de la société populaire a prononcé un discours analogue aux circonstances, inspirant le plus ardent amour de la liberté et la haine la mieux caractérisée de toute tyrannie. Ce discours a été vivement applaudi et suivi des cris répétés de vive la République, vive la liberté et l'égalité; et on a ensuite chanté l'hymne marseillaise au pied de l'arbre de la liberté. Et enfin le tout a été terminé par un repas civique, où l'on a porté avec enthousiasme plusieurs santés à la Montagne, à nos armées et à tous les vrais sans culottes. »

Education de la jeunesse.

« 8 pluviôse an II. Le conseil général, considérant que la liberté se nourrit de vertus et qu'il importe aux bonnes mœurs qu'il n'y ait aucun instant dans la journée auquel les parents ne puissent exercer sur leurs enfants une bienfaisante surveillance d'après les réclamations de plusieurs pères de famille, a arrêté que défense serait faite aux académistes et vendants vin de recevoir ou retenir chez eux des enfants pendant le temps des assemblées générales et populaire et qu'extrait du présent serait affiché et proclamé au son de la caisse. »

Remise des vases sacrés à la mairie.

« 30 pluviôse an II. Est comparu le citoyen Ennemond Fauchet, curé de cette commune, lequel a dit que les matières d'or ou d'argent servant au culte catholique étant entièrement étrangères à la religion et pouvant exciter la convoitise de quelques fripons, ainsi que le prouvent plusieurs vols faits de pareils objets, aux environs de Grenoble, et pouvant être d'une beaucoup plus grande utilité dans les creusets de la nation, a déclaré ne plus vouloir s'en servir et nous a remis en conséquence un calice d'argent coupe dorée avec sa patène aussi dorée, un ciboire aussi coupe dorée, un ostensor avec son croissant, le tout de moyenne grosseur et d'argent. Enfin, une petite boîte aussi d'argent, dorée à l'intérieur; a demandé acte de sa déclaration et rémission et a signé. Signé : Fauchet.

« Nous avons donné acte de tout ce que dessus et nous sommes signés. »

Le Monestier-de-Clermont demande à changer de nom.

« 30 pluviôse an II. Les citoyens du Monestier-de-Clermont se sont réunis pour délibérer sur une demande faite par la société populaire de ce lieu tendant à obtenir le changement du nom de notre commune en celui de Monestier-Libre, ainsi que sur l'usage des vases d'argent servant au culte catholique que le citoyen Fauchet, curé de cette commune, a remis ce matin à la municipalité, déclarant ne plus vouloir s'en servir.

« Quant aux vases d'argent servant au culte catholique, l'assemblée, considérant que les matières d'or ou d'argent seront d'une beaucoup plus grande utilité versées dans les creusets de la nation qu'entre les mains des ministres du culte catholique, a applaudi à l'offre et remise du citoyen Fauchet, et a unanimement arrêté qu'il en serait fait don à la nation, chargeant la municipalité de remplir l'objet de ses désirs.

« Quant à la demande faite par la société populaire de ce lieu, l'assemblée, considérant que le nom de Clermont avait été donné à cette commune ensuite d'une cession de droits féodaux faite à la famille *de Clermont* par un souverain de la ci-devant province du Dauphiné, cession dont le principal et unique objet était l'oppression des habitants et des exactions aussi injustes pour ceux qui les exigeaient qu'humiliantes et avilissantes pour ceux qui les payaient.

« Considérant d'ailleurs que le nom de *Monestier-Libre*, rappelant aux citoyens de cette commune le serment qu'ils ont souvent renouvelé avec enthousiasme de vivre libres ou de mourir, les engagerait à cimenter ce serment sacré de leur sang si des circonstances assez malheureuses l'exigeaient, et qu'on ne saurait attacher par de trop étroits liens les citoyens à conserver la liberté et l'égalité qui seules peuvent assurer la félicité de l'humanité.

« L'assemblée a arrêté qu'il serait écrit à la Convention nationale pour obtenir ce changement et a fait choix des citoyens Sébastien Ducros, Jean-Pierre Allemand, Claude Buisson, Louis Benoit, Joseph Perrin et Ennemond Fauchet pour rédiger une adresse à cette fin. »

Demande pour que les terrains de Bardonnanche soient cultivés.

« 3 ventôse an II. La municipalité, considérant qu'en vertu de la loi du dix-sept frimaire, présente année, les biens des pères et mères dont les enfants sont émigrés doivent être mis en sequestre, les enfants fussent-ils majeurs, si les parents ne peuvent pas prouver qu'il ont agi activement et de tout leur pouvoir pour empêcher l'émigration.

« Considérant que le citoyen Bardonnanche père a un fils

émigré, qu'il est lui-même détenu comme suspect, que ses biens et revenus sont saisis, que ses effets mobiliers sont sous le scellé, qu'une partie de ses revenus consiste en immeubles qui ont besoin actuellement de culture indispensable.

« A arrêté qu'il serait écrit à l'administration pour connaître le parti qu'il faut prendre pour la culture du terrain dont s'agit. »

Exploitation du salpêtre.

« 4 germinal an II. A comparu le citoyen Pierre-André Perret, lequel nous a exhibé une commission en son nom et en celui du citoyen François Achard, pour l'exploitation du salpêtre dans ce canton, dont la teneur suit :

AGENCE NATIONALE DES POUDRES ET SALPÊTRES.

Action révolutionnaire.

« Les citoyens François Achard et Pierre-André Perret, ayant dessein de fabriquer du salpêtre dans les cantons du Monestier-de-Clermont et de la Mure, les municipalités des lieux où ils travailleront sont invitées à mettre à leur disposition, par voie de réquisition, tout ce qui leur sera nécessaire pour faire prospérer des établissements aussi intéressants. Lesdits citoyens ne pourront contrarier des fabriques du même genre, mais agiront de concert avec celles qui pourraient être établies dans leur voisinage. — Signé : Muret. »

Refus d'une religieuse de prêter le serment civique.

« 13 germinal an II. A comparu le citoyen Ennemond Liotard, de ce lieu, lequel nous a représenté que la citoyenne Magdeleine Liotard, sa fille, ci-devant religieuse ursuline à Vif, réside chez lui depuis la suppression des congrégations. Que depuis que les religieuses sont soumises à prêter le serment civique, prescrit par le décret de l'Assemblée nationale du neuf nivôse dernier, il a fait l'impossible auprès de sa fille, même il l'a fait solliciter par ses amis de se soumettre à ce décret. Mais sa puissance paternelle ni les exhortations de ses amis n'ont pu opérer. Exposant qu'il a toujours été fidèle à la

République, qu'il obéit à la loi comme vrai républicain, nous a fait la présente déclaration pour que rien ne lui soit imputé, et a requis acte. — Signé : Liotard.

« L'assemblée, persuadée de la sincérité de la déclaration du *comparaissant*, lui en a octroyé acte. »

Nota. — Plusieurs autres religieuses résidant au Monestier, qui se trouvaient dans le même cas que la nommée Liotard, prêtèrent le serment civique exigé.

Recensement des grains.

« 19 germinal an II. Sont comparus devant le conseil général les citoyens Joseph Delisle et Pierre Pons, nantis d'une commission donnée par le citoyen Gaston, représentant du peuple français, envoyé près l'armée des Alpes, en date du quatrième germinal, pour faire un recensement exact et scrupuleux des grains dans le district de Grenoble, le premier, en qualité de commissaire, et le second, en qualité d'adjoint ; ils ont mis leur commission sur le bureau, requérant la municipalité de les aider à remplir l'objet de leur mission.

« L'assemblée ayant pris lecture de la commission ci-dessus, ayant applaudi au zèle civique qui a dicté cette sage mesure dont le principal et unique objet est de rassurer les citoyens sur la disette factice que cherchent à établir les ennemis de la Révolution, dont tout l'espoir est fondé sur le désespoir du peuple, qui entraînerait sa division et conséquemment sa perte.

« Ayant donné un libre cours à la joie qu'éprouvent des républicains de posséder dans leur sein de vrais sans-culottes, revêtus de la confiance d'un des pères du peuple, vrai montagnard, ami de la patrie.

« Considérant qu'il importe de donner le plus tôt possible aux susdits commissaires les renseignements qui leur sont nécessaires.

« A arrêté qu'à l'instant le conseil général se diviserait en huit sections pour se transporter chez les citoyens de la commune, et prendre une note exacte de toutes espèces de grains que le chacun peut posséder, pour faire du tout un tableau et le remettre aux citoyens commissaires. Et qu'invitation sera

faite aux membres du comité de surveillance de les aider dans cette opération. »

La commune du Monestier n'a pas assez de grains pour sa consommation.

« 27 germinal an II. La municipalité, considérant que d'après le dernier recensement des grains, il résulte qu'il en manque à cette commune pour environ un mois et demi.

« Considérant que le blé que possèdent les habitants est tellement divisé que presque tous en manque, et que près de la moitié en ont à peine pour un mois ;

« Affligés de ne pouvoir se suffire, pour tranquilliser et sécher les larmes des nécessiteux qui manquent de moyens pour aller s'approvisionner aux marchés voisins ;

« A arrêté qu'il serait écrit à l'administration du district, pour être autorisé à prendre les grains qui nous manquent pour notre consommation dans les communes de Roissard, Treffort et Avignonet, qui toutes trois en possèdent d'excédent. »

Déclaration d'un père de famille que son fils est au service de l'armée.

« 8 floréal an II. Devant la municipalité a comparu le citoyen Antoine Joubert, de cette commune, lequel a dit que Pierre-Antoine Joubert, son fils, de l'âge de première réquisition, est attaché aux convois militaires depuis environ une année et neuf mois, conducteur d'une charrette lui appartenant. A requis acte de sa déclaration, pour se mettre à l'abri des peines que la loi prononce contre les pères de famille dont les enfants sujets à la réquisition ne voleraient pas aux frontières.

« Nous, maire et officiers municipaux, convaincus de la sincérité et vérité de la déclaration du citoyen Joubert, lui en avons accordé acte. »

Rétractation de serment d'une religieuse.

« 11 floréal an II. De suite le citoyen Buisson a remis sur le bureau une lettre en date du 28 avril (vieux style), adressée

à la municipalité, renfermant la rétractation de serment de Suzanne Allemand, ex-religieuse hospitalière de la commune de Grenoble, qu'elle demande être insérée dans les registres de la commune.

« L'assemblée s'étant assurée que cette rétractation était vraiment écrite de la main de ladite Suzanne Allemand,

« A arrêté qu'elle restera annexée aux registres pour y avoir recours le cas échéant. »

Répartition de secours.

« 20 floréal an II. Il a été procédé à la distribution et répartition de cent quarante-sept livres de secours provisoire accordé par la nation aux indigents de cette commune, ainsi qu'il suit :

« A la citoyenne Suzanne Gay, veuve de Jean-Baptiste Auvergne, et sa fille..... 18 livres.

« A la citoyenne Anne Allemand, veuve de Jacques Pollin, pour trois de ses enfants.... 23 l. 6 sols 6 d.

« A François Robert, Suzanne Grat, son épouse, et Marianne Robert, sa fille..... 33 liv.

« A François Martin..... 11 liv.

« A Marie Allemand Planquet..... 11 liv.

« A Jeanne-Marie Aguitton..... 11 liv.

« Aux deux enfants de feu Guillaume Liotard 15 l. 11 s.

« A l'enfant de Ville, tuilier..... 7 l. 15 s.

« A un enfant du citoyen Jean-Pierre Vaucenas..... 7 l. 15 s. 6 d.

« A un enfant du citoyen Jean-Pierre Faure. 7 l. 15 s. 6 d.

Fête de l'Être Suprême.

« 20 prairial an II. L'agent national a dit que les registres de la municipalité devaient être les monuments authentiques de la vertu des Français citoyens qui l'habitent; et considérant l'enthousiasme et le frémissement religieux avec lesquels s'est célébrée aujourd'hui la fête de l'Être Suprême, comme propres à réchauffer la gloire des Français et à faire rougir leurs calomniateurs qui les accusent d'avoir nationalisé

l'athéisme, il a demandé que procès-verbal en fût dressé.
— Signé : Benoît.

« L'Assemblée, pénétrée de reconnaissance envers nos immortels législateurs qui ont si bien interprété les sentiments du peuple français, en proclamant à son nom l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme, idée salutaire et consolante que les seuls ennemis de la société peuvent chercher à détruire.

« Considérant que celui-là se montre bon citoyen qui se montre intimement convaincu de ces grandes vérités, et qu'un tel acte ne doit pas être ignoré, ne fût-ce que pour confondre nos ennemis qui nous considèrent comme des brigands sans mœurs, nom qui ne convient qu'à eux.

« A fait droit à la réquisition de l'agent national. La fête a été annoncée la veille au son de la cloche et du tambour ; le matin, à trois différentes reprises, les mêmes sons se sont fait entendre ; à dix heures et demie la société populaire, la municipalité, le comité de surveillance, la justice de paix, la garde nationale sous les armes et les autres citoyens, de tout âge et de tout sexe, que le mauvais temps a forcé de se réunir au temple de la Raison, quoique bien persuadés que rien ne saurait borner l'Éternel et que son vrai temple est le cœur de l'homme et l'univers ; s'y sont rendus avec cet air de satisfaction qu'éprouve un aveugle qui a ouvert les yeux à la lumière. Arrivés, le président de la société a annoncé le sujet du rassemblement et le motif de l'établissement de la fête à l'Être Suprême. Son discours, vivement applaudi, a été suivi de trois autres tendant à inspirer aux citoyens des sentiments de reconnaissance envers l'auteur de la nature, pour tous les bienfaits dont il ne cesse de nous combler, et principalement de ce qu'il a daigné protéger si visiblement la cause de la liberté, en faisant avorter tous les complots liberticides. Ces discours tendaient en même temps à inspirer l'amour de la vertu, sauvegarde de la liberté, et l'horreur du mensonge et des préjugés. Ils ont été suivis des plus vifs transports de satisfaction, et suivis d'hymnes à l'Éternel, chantés avec un frémissement religieux. Et la liberté de la France a été mise, par une courte mais énergique prière, sous la protection du vrai et unique maître de la patrie. De suite, on s'est transporté au pied de l'arbre de la liberté, où, malgré une abondante pluie, on a entonné plusieurs chan-

sons civiques et fini par se séparer en criant : « Dieu et la patrie. »

Réquisition de laine.

« 17 messidor an II. Est comparu le citoyen Chanier père, chapelier à Grenoble, lequel a remis sur le bureau une réquisition signée Périer et Pouchot, membres du conseil général du district de Grenoble, et Hilaire, agent national, par laquelle réquisition la municipalité de cette commune est obligée de faire fournir, au prix du maximum, vingt-cinq quintaux laine d'agneau par les habitants du pays ou par les marchands qui viennent à la foire ; a prié la municipalité d'y faire droit et a signé.

« Ouï le réquisitoire ci-dessus,

« L'assemblée, considérant que toute négligence à faire fournir ce qui est nécessaire à nos braves frères d'armes est un crime d'incivisme et d'inhumanité, voulant faire droit à ladite réquisition, les moyens d'y satisfaire mis à la discussion, il a été arrêté que deux commissaires se transporteraient aux avenues de la commune, nantis de ladite réquisition, pour faire l'emplette de vingt-cinq quintaux de laine d'agneau des citoyens des communes voisines qui en apporteront à la foire de ce jour. Lesquels commissaires pourront s'adjoindre quelqu'un pour peser ladite laine. Lesquels *pésements* le citoyen Chanier se charge de payer les suffrages réunis. Les citoyens Jean Liotard, Joseph Allard, Antoine Bérard et Joseph Bertrand ont été choisis pour remplir ladite réquisition. Présents, ils ont déclaré accepter et se sont de suite transportés aux lieux indiqués. »

Vérification des matières reçues par le magasin militaire du Monestier-de-Clermont.

« 30 messidor an II. L'agent national a remis sur le bureau une lettre du citoyen Billion, directeur des subsistances militaires, par laquelle il prie la municipalité de cette commune d'arrêter toutes les recettes en matières, à ce jour et heure du garde magasin de ce lieu.

« L'agent national ouï, lecture faite de ladite lettre en date 21 messidor.

« L'assemblée, considérant que tout ce qui peut ôter aux dilapidateurs de la fortune publique le moyen de satisfaire leur insatiable ambition et s'engraisser des deniers publics, doit tenir infiniment à cœur à des républicains, et que tout retard à ce sujet serait un crime.

« A arrêté qu'on se transporterait à l'instant chez les citoyens Jean Allemand et Jean-Antoine Allemand, gardes magasin de ce lieu, pour, en conformité de la lettre précitée, arrêter leurs recettes en matières.

« A l'instant sont comparus lesdits citoyens Allemand, lesquels nous ont remis leur registre de recette, et un extrait d'icelui que nous avons comparé à l'original et trouvé conforme, et d'où il résulte qu'ils ont reçu depuis le 1^{er} frimaire jusqu'à ce jour, 2,156 quintaux et 20 livres foin, 1,229 quintaux et 35 livres paille, 617 quintaux et 89 livres avoine, et 47 quintaux 57 livres aussi avoine, provenant des biens ayant appartenu à Bardonnanche, émigré, et de plus 200 quintaux foin nouveau versé dans le magasin par ceux à qui ont été affermées les prairies dont Bardonnanche père jouissait en réserve, et que lesdits fermiers étaient obligés de verser audit magasin, conformément à l'adjudication à eux passée par les administrateurs du district de Grenoble.

« Nous avons prévenu les citoyens Allemand de l'arrêté du comité de salut public réduisant le prix du foin à quatre livres le quintal, et le prix de l'avoine à onze livres le quintal, le tout poids de marc et à dater de demain.

« *Nota.* Les matières du magasin militaire étaient achetées dans la région au moyen de réquisitions. C'était un dépôt. »

Nécessité d'achever le battage des grains.

« 19 thermidor an II. Sont comparus les citoyens Cros et Calmet, membres de l'administration du district de Grenoble, et commissaires par elle nommés, qui ont déposé sur le bureau extrait de l'arrêté de l'administration du onze du courant, portant commission de faire activer le battage des grains dans différentes communes du district, dont il a été fait lecture. Mais comme cette commune ne présente pas de ressources pour fournir des grains à celle de Grenoble, eu égard à son peu de

territoire et à sa grande population, lesdits commissaires ont invité et même requis cette municipalité de mettre en réquisition tous les batteurs qui pourront se trouver dans la commune et de les envoyer dans les voisines où il a été fait des réquisitions de fournir des grains. Les commissaires comptent trop sur le zèle de cette commune pour qu'elle ne concourt pas de tous ses moyens à soulager ses frères de Grenoble. Signé: Gros et Balmet.

« Vu la réquisition ci-dessus, lecture prise de l'arrêté de l'administration du district précité et l'agent national ouï.

« L'assemblée, après avoir donné un libre cours à la joie que doivent éprouver des républicains en possédant au milieu d'eux des fonctionnaires publics, revêtus de la confiance publique, qu'ils n'ont jamais démentie.

« Affligés de l'état affreux de pénurie de grains auquel se trouvent réduits nos frères de la commune de Grenoble.

« Désirant ne rien négliger pour améliorer leur position.

« En conformité et pour l'exécution de la réquisition des citoyens Cros et Balmet, a arrêté que les citoyens de cette commune, accoutumés à aller battre le grain dans les communes voisines seraient requis de s'y transporter incessamment pour cet effet.

« Que les municipalités voisines seraient invitées à nous prévenir de leur manque de bras pour accélérer le battage des grains, afin qu'on mette en activité tous les citoyens de cette commune propres à ce genre de travail. »

Prix du vin.

« 20 thermidor an II. L'agent national a dit que la commune était dans l'usage d'acheter du vin que les voituriers apportaient du département de la Drôme, qu'il s'était informé du prix du maximum et que par un abus intolérable ils prenaient jusqu'à quinze livres par quintal de voiture, et qu'il fallait remédier à pareil désordre. Signé: Benoit.

L'assemblée considérant que la moindre infraction à la loi du maximum est très répréhensible et qu'une autorité qui la souffrirait mériterait elle-même une punition beaucoup plus grave qu'un administré, a arrêté unanimement que les vins qui

seraient exportés du département de la Drôme et vendus dans cette commune, étaient fixés à quarante livres les deux quintaux et que les débitants le vendraient vingt sols la grande mesure ».

Le Monestier-Libre.

« 20 fructidor an II. L'agent national ouï, le conseil général considérant que les citoyens de cette commune ayant manifesté leur vœu pour le changement du nom de celui en celui de *Monestier-Libre* dans une assemblée générale, tenue à ce sujet, le 30 pluviôse an deux, où il fut arrêté que la Convention nationale serait priée d'autoriser ce changement, ce qui a été fait sans qu'on ait reçu aucune réponse.

« Considérant que plusieurs communes ont changé de nom sans autorisation, sans qu'on les ait criminalisées d'avoir fait ce changement, et qu'une loi invite les communes qui se sont ainsi comportées d'en prévenir les administrations et autorités supérieures, ce qui prouve la légitimité et la légalité d'un tel changement.

« A arrêté que conformément au vœu des citoyens de cette commune, le nom de Monestier-Libre sera substitué à celui de Monestier-de-Clermont, nom qui rappelle un des monstres de la classe privilégiée, lequel se réunit dans l'infâme Lyon aux scélérats qui voulaient asservir la patrie et nous donner des fers.

« Que les administrations supérieures seront instruites de ce changement, et qu'il en sera fait affiche et proclamation pour que les fonctionnaires publics et autres citoyens y aient égard dans leurs actes publics et privés. *(Ce nom figure dans les registres jusqu'au 22 thermidor an trois)* ».

Nomination d'un commissaire pour veiller aux sépultures.

« 20 fructidor an II. L'agent national dit que depuis que cette commune avait eu la satisfaction de voir son ci-devant curé renoncer à ses fonctions, les sépultures se faisaient sans que personne examinât si la fosse avait la profondeur qu'exige la salubrité de l'air ; et dans cette gravité que doit témoigner une

grande nation qui sait respecter jusqu'aux cendres des morts, a demandé qu'on nommât un commissaire chargé de surveiller les sépultures. Signé : Benoit.

« L'assemblée, faisant droit à la réquisition de l'agent national, déterminée par les motifs qu'il a détaillés, les suffrages ont été recueillis pour la nomination du susdit commissaire. Ils se sont réunis en faveur du citoyen Antoine Joubert, notable, lequel sera obligé de veiller à ce que les corps des citoyens morts ne soient inhumés que vingt-quatre heures après le moment du décès, et qu'après quarante-huit heures si le citoyen était mort subitement. Il accompagnera le convoi décoré d'un ruban tricolore, veillera à ce que le respect dû aux cendres des défunts soit gardé, et à ce que la fosse ait à peu près quatre pieds de profondeur ».

Réquisition de huit barreaux.

« 4 vendémiaire an III. L'agent national a remis sur le bureau une réquisition en date du deux de ce mois, par l'administration du district de Grenoble, de huit barreaux à fournir par les citoyens de cette commune, il a demandé que l'assemblée s'occupât du moyen d'y satisfaire.

« L'agent national oui, lecture faite de ladite réquisition, signé Bertrand, Boisvert et Hilaire, l'assemblée considérant qu'il n'existe dans cette commune qu'un très petit nombre de barreaux qui à peine peuvent suffire aux besoins des particuliers auxquels on n'aurait aucun égard si on ne pouvait les concilier avec l'intérêt général.

« Considérant qu'il y en a plus d'une douzaine dans les appartements de Bardonnanche où les scellés ont été apposés ; que se trouvant dans un endroit humide, ils ne peuvent que perdre de leur valeur, sans qu'il en résulte aucun avantage général ni particulier.

« Considérant qu'il importe de mettre en circulation tout ce qui peut être utile à la République, et qu'il est temps que les biens des petits tyrans, connus sous le nom de seigneurs, qui ont si souvent servi à river nos chaînes, servent à consolider la liberté.

« A arrêté que le juge de paix de ce canton, et, en son absence,

ses assesseurs, serait invité à lever les scellés apposés sur l'appartement où sont renfermés les barreaux de Bardonnanche, émigré, dont son père, incarcéré, avait la jouissance, pour en prendre le nombre requis, en dresser verbal et réapposer les scellés ».

Vérification de la correspondance des suspects.

« 10 vendémiaire an III. L'agent national a dit que tout ce qui pouvait contribuer à faire découvrir les infâmes complots des ennemis de la liberté, qui ne peuvent réussir qu'ignorés, devait être mis en usage, qu'un des moyens les plus sûrs pour les connaître était leur correspondance dont le secret ne doit plus être sacré dès qu'il pourrait compromettre la sûreté publique. Il a demandé qu'en conformité à la loi du 9 mai 1793, l'assemblée nommât deux commissaires pour se transporter chez le directeur de la poste, à chaque arrivée du courrier, pour vérifier s'il n'existe point de lettre à l'adresse des personnes portées sur la liste des émigrés, condamnés à mort, ou déportés par jugement, pour en dresser procès-verbal, en donner décharge au directeur et se conformer en tout aux dispositions de la susdite loi. Signé : Benoit.

« L'assemblée faisant droit à la réquisition de l'agent national, les citoyens Pierre-Antoine Mounier et Jean-Jacques Liotard, officiers municipaux, ont été nommés commissaires pour se conformer aux dispositions de la loi précitée. »

Fauchage du pré Romanet.

« 12 vendémiaire an III. L'agent national a dit qu'il existait dans l'arrondissement de cette commune un pré vendu par les administrateurs du district de Grenoble au citoyen Romanet, lequel n'avait pas encore été fauché et que la récolte périssait. Il a demandé que l'assemblée avisât au moyen de la conserver.

« L'assemblée considérant que la saison est très avancée, que le moindre retard pourrait faire que le foin dudit pré fût entièrement perdu.

« Considérant que la récolte des denrées utiles est confiée à

la surveillance spéciale des administrations et qu'il n'y a que de mauvais citoyens qui puissent les laisser périr.

« A arrêté que le foin dudit pré serait recueilli au plus tôt et transporté au magasin militaire de ce lieu, le tout aux frais dudit Romanet. En conséquence, les citoyens Joseph Corréard, Pierre-Pollin Pilatte, André Mounier, Pierre Liotard et André Allemand ont été chargés de le faucher; les citoyens Jean-Pierre Fajon, son épouse, son neveu, Chomat et son ouvrier, de le faner, Jean Roux et André Allemand de le transporter au magasin. »

Acquisition de biens nationaux pour les défenseurs de la Patrie.

« 20 vendémiaire an III. La municipalité, considérant qu'en suite de l'article 5 de la loi du 13 septembre 1793, relative à la vente des biens des émigrés, les défenseurs de la patrie peuvent acquérir par procuration des susdits biens jusqu'à concurrence du brevet de récompense qui leur sera accordé d'après le nombre de leurs campagnes.

« Considérant que les braves de cette commune qui sont aux frontières uniquement occupés de terrasser les ennemis de la patrie, n'ayant en vue que la liberté et l'égalité, n'ont pas pensé à envoyer leur procuration.

« Considérant que les officiers municipaux doivent veiller scrupuleusement aux intérêts des soldats de la République de leur arrondissement, et qu'ils sont leurs procureurs fondés de droit, toutes les fois qu'il s'agit de l'exécution des lois qui ont pour but principal de favoriser ces colonnes de la liberté.

« A arrêté qu'un de ses membres se transporterait à Grenoble pour acquérir au nom des défenseurs de la Patrie de cette commune, dont les noms suivent, des biens nationaux à concurrence du prix déterminé par la loi, et d'avoir égard dans l'acquisition, à la convenance et proximité desdits immeubles.

« De suite les suffrages émis et recueillis se sont réunis en faveur du citoyen Claude Nier, officier municipal.

« *Noms des volontaires de cette commune* : François Mouttet père, Jean Mouttet fils, Jean Baret, Joseph Liotard, Louis Freychet, Hugues Froment, Pierre Dupuy, Joseph Faure,

Pierre Paquier, Pierre Pollin, Jean-Pierre Gontard, Augustin Auvergne, Louis-Alexandre Fauchet, Jean Vette, Pierre Chamoux, Antoine Bonniot, Joséph Chomat, François Vaussenas, Jean Arnaud, Joseph Roux, Jean-Pierre Liotard, Mathieu Vieux, Pierre Clet ».

Location de la maison curiale.

« 5 brumaire an III. Dans la maison commune du Monestier-Libre, la municipalité séante, et où se sont réunis plusieurs citoyens, prévenus par affiches et au son de la caisse qu'on devait procéder à la location de la ci-devant maison curiale et du jardin de l'ex-curé, pour l'adjudication en être passée au plus offrant et dernier enchérisseur.

« Le citoyen Buisson, maire, a déclaré la séance ouverte.

« De suite est comparu le citoyen Pierre-Antoine Mounier qui a offert pour prix du loyer annuel de ladite maison la somme de cinquante livres, et s'est soumis à tenir les bâtiments regotoyés à ses frais.

« Le citoyen Pierre Bérard en a offert cinquante cinq livres aux conditions ci-dessus.

« Le citoyen Claude Pollin en a offert soixante-six livres, aux clauses et conditions énoncées.

« Le citoyen Pierre Bérard en a offert soixante et quinze livres, s'est chargé de tenir les bâtiments affetrés et regotoyés, aux conditions que dans le cas auquel ladite maison ne se vendrait pas, l'adjudication qui lui en serait passée aura lieu pour quatre années, et que quand même elle serait rendue avant l'expiration de quatre années, il renonce à toute indemnité.

« Personne ne s'étant présenté pour faire des offres plus avantageuses que celle faite par le citoyen Pierre Bérard, la location de ladite maison lui a été adjugée au prix annuel de soixante et quinze livres, à la charge par lui de remplir toutes les conditions énoncées dans sa dernière soumission; ladite somme payable en deux termes par portion égale; et pour sûreté du présent, il nous a offert pour caution le citoyen Antoine Bérard, lequel a déclaré y accéder, s'est rendu princi-

pal payeur, ayant expressément renoncé au droit de premier convenir et ont signé avec nous.

« Et de suite le citoyen Bérard a convenu de céder les deux pièces de dessus et l'entrée sur la halle qui sera commune, au citoyen Pierre Aguitton, au prix de trente-cinq livres annuellement.

« Quant au jardin, l'assemblée, considérant que le citoyen Antoine Bérard a droit d'en jouir encore une année en vertu des conventions verbales intervenues entre lui et le citoyen Fauchet, ex-curé.

« Que sur la foi desdites conventions, il a relevé à pierres sèches le mur dudit jardin du côté du ruisseau, travail pour lequel il ne demande aucune indemnité.

« A arrêté que ledit Antoine Bérard jouirait encore cette année dudit jardin, en vertu des susdites conventions et qu'il en verserait le prix entre les mains de la municipalité à raison de quinze livres annuellement. Au registre, suivent les signatures. »

Nomination d'un instituteur.

« 5 brumaire an III. Est comparu le citoyen André Terrier, lequel a dit qu'ayant appris que depuis quelque temps la municipalité s'occupait des moyens de se procurer un instituteur, il vient s'offrir d'apprendre à lire et à écrire aux jeunes gens de cette commune, supposé que l'assemblée le croie propre à cela, pendant l'automne et l'hiver de la présente année, aux conditions qu'on lui fournira un logement et qu'on le payera à raison de trente-cinq sols par mois pour les écrivains et vingt-cinq sols pour les autres.

« Vu la comparution et la soumission ci-dessus, l'agent national oui.

« Le conseil général considérant que tout ce qui peut contribuer à détruire l'ignorance, mère de l'esclavage, doit être pris en grande considération. Que depuis longtemps les chefs de famille, considérant avec raison l'instruction comme le meilleur héritage qu'ils puissent laisser à leurs enfants, réclament avec instances un instituteur qu'on n'a pu se procurer nonobstant des démarches multipliées.

« Convaincu du civisme et des mœurs du citoyen André Terrier.

« A accepté son offre et soumission, à la charge par lui de soumettre au jugement de la municipalité les livres élémentaires qu'il remettra entre les mains de ses élèves; qu'il ne connaîtra de jours de repos dans ses fonctions que les décadi et moitié de quintidi et qu'il entrera en fonction le onze du présent.

« Ce à quoi il a accédé, jurant de ne rien négliger pour justifier la confiance de l'assemblée, contenter les parents en inspirant à leurs enfants les sentiments d'un civisme épuré et d'une probité sans tâche; d'être fidèle à la nation, de maintenir la liberté et l'égalité ou de mourir en les défendant, et a signé avec les membres du conseil général présents. »

Fêtes anniversaires de la mort de Louis XVI.

« Du deux pluviôse, l'an troisième de la République française, une et indivisible, au lieu du Monestier-Libre, la municipalité, la garde nationale et plusieurs autres citoyens, de tout sexe et de tout âge, s'étant réunis pour, en conformité au décret de la Convention nationale du 21 nivôse dernier, célébrer l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français.

« Un membre a rappelé les crimes des rois, il les a fait considérer comme les oppresseurs nés des peuples et les artisans de leurs malheurs. Et après avoir fait ressortir avec énergie les avantages du gouvernement républicain sur tous les autres, il a juré qu'il déclarait haine éternelle aux partisans de la royauté comme à ceux de la terreur, et qu'il répandrait jusqu'à la dernière goutte de son sang pour le maintien de la République une et indivisible et des principes de justice et d'humanité. Lequel serment a été répété avec enthousiasme par tous les assistants, aux cris mille fois répétés de vive la République, vive la Convention nationale, et périssent les amis des rois et de la terreur. La séance s'est terminée par plusieurs hymnes civiques respirant l'amour de la liberté et l'horreur de toute tyrannie. »

« 2 pluviôse an six. Les citoyens ont été prévenus par affiches et proclamation, qu'à ce jour était fixée la célébration

de la fête de l'anniversaire de la juste punition du dernier roi des Français, en exécution de la loi du 18 nivôse an 5.

« Le son de la caisse a annoncé l'approche de la garde nationale, à laquelle était réunie la brigade de gendarmerie, accompagnée des élèves de l'école primaire, précédés par le citoyen Denis Bert, instituteur.

« Les fonctionnaires publics sont partis de la mairie, des hymnes civiques ont annoncé leur apparition, ils ont été reçus dans les rangs de la garde nationale et se sont acheminés dans cet ordre sur la place de la Halle, vers l'arbre de la liberté où ils étaient attendus par un concours nombreux de citoyens de tout âge et de tout sexe.

« Arrivés, le commissaire du directoire exécutif a retracé en caractères de feu les événements qui précédèrent et nécessitèrent la punition du dernier tyran-roi. Il a fait sentir que ses actions, n'eussent-elles pas mérité le dernier des supplices, il fallait ou sa mort ou courir le risque certain de voir la France déchirée à époques successives par les factions royalistes dont sa présence aurait augmenté et l'audace et l'espoir. Il a comparé les Français fêtant, sous l'ancien gouvernement, la naissance des enfants de leurs rois, à des timides colombes se réjouissant de la naissance d'un vautour. Il a rapidement, mais énergiquement indiqué les suites funestes du renversement de la constitution ; il a rappelé pour cela l'époque qui précéda l'heureuse journée du 18 fructidor, où chaque jour était marqué par l'assassinat de quelque républicain. Si les royalistes, a-t-il dit, furent cruels, ayant les lois et la majorité du gouvernement contre eux, qui peut calculer, sans frémir, à quels excès ils se porteraient si les lois étaient muettes et le gouvernement pour eux !..... Jurons donc, a-t-il continué, jurons, et non en vain, haine à la royauté dont le rétablissement changerait la France en un étang de sang, jurons haine à l'anarchie qui nous y conduirait infailliblement ; opposons notre union aux tentatives des factieux et elles seront vaines ; jurons attachement à la République et à la Constitution de l'an trois, sauvegarde de nos personnes et de nos propriétés.

« Ce discours prononcé avec un ton persuasif et une mâle énergie a électrisé toutes les âmes. Les cris répétés de vive l'union, vive la République, à bas tous les tyrans, se sont fait

entendre. Le président de l'administration a saisi ce moment pour prononcer la formule du serment prescrit par la loi du 24 nivôse an cinq, et chacun des fonctionnaires publics a répété individuellement : « Je le jure. »

« Des chansons analogues à la circonstance ont été entonnées et entre autres la strophe républicaine : « Nous entrerons dans la carrière quand nos aînés n'y seront plus... » par les élèves de l'école primaire. Ces chants ont accompagné les fonctionnaires publics se rendant à la maison commune et la fête a été terminée par des banquets civiques, présidés par la gaieté, où aucun toast républicain n'a été oublié. »

Fête anniversaire de la fondation de la République.

Du premier vendémiaire, an sixième de la République française, une et indivisible, dans la maison commune du Monestier-de-Clermont, présents les membres de l'administration municipale soussignés, extraordinairement convoqués pour la célébration de la fête de l'anniversaire de la fondation de la République, annoncée par affiches et proclamations usitées.

« Le son de la caisse a annoncé l'arrivée de la garde nationale à laquelle étaient réunis les gendarmes de résidence dans cette commune. Les membres de l'administration municipale se sont avec eux transportés sur la place publique, suivis d'un concours considérable de citoyens de tout âge et de tout sexe. Arrivés, le président a lu la déclaration des droits et des devoirs qui précède la Constitution de l'an trois, et le premier article de cette Constitution, conformément à l'article 4 de l'arrêté du directoire exécutif du 13 fructidor an IV, lecture qui a été suivie d'un hymne civique.

« Un autre membre de l'administration municipale a prononcé un discours brûlant de patriotisme, analogue à la fête, dans lequel il a tracé en caractères de feu les manœuvres perfides qu'ont successivement employées les ennemis de la République pour en saper les fondements. Il a fait entrevoir combien le vœu de la providence était marqué par les succès que n'ont cessé de remporter sur eux les amis de la liberté. Il a tracé rapidement, mais avec énergie, le sort réservé à tous ceux qui ont servi la chose publique, même à ceux qui se sont mon-

très indifférents, dans l'hypothèse du renversement du gouvernement actuel, autour duquel il a invité de se serrer étroitement, en oubliant tous les ressentiments particuliers pour n'en conserver que contre les ennemis de la République qui le sont aussi des vertus sociales et publiques, et a voté des remerciements à tous ceux qui par leur sang, leurs travaux et leurs écrits ont contribué à établir un gouvernement sage et juste sur des bases immuables. Ce discours a été suivi des plus vifs applaudissements et des cris répétés de vive la République.

« De suite on s'est acheminé vers la maison commune en chantant des hymnes patriotiques ; ce qui a terminé la fête, attendu que la majorité des citoyens est appelée par des affaires pressantes à la foire publique qui se tient aujourd'hui dans cette commune. »

Notes historiques et légendaires sur la commune de Besse-en-Oisans,

Par M. OUGIER, ancien maire de Besse-en-Oisans.

La commune de Besse possède un territoire très étendu, réparti en pâturages, prairies, terres labourables et petite quantité de terres vaines ou rochers nus. Les pâturages et les prairies occupent la partie la plus élevée comme aussi la plus éloignée du village principal, qui ne forme qu'une seule agglomération, où tous les habitants sont réunis pendant l'hiver. En remontant à la période où la population était nombreuse, on apprend que les habitants construisirent des hameaux, au nombre de quatre ; ils existent encore aujourd'hui. Ces hameaux n'étaient et ne sont encore habités que pendant la belle saison. Indépendamment de ces hameaux, on construisit encore des granges dans toutes les prairies éloignées. Tout cela favorisait beaucoup les travaux, puisqu'on rentrait les foin bien plus rapidement, et, une fois qu'ils étaient à l'abri des intempéries, on en faisait les transports dans le village central, au printemps suivant ; le fourrage servait pour l'année sui-

vante. On voit encore aujourd'hui les ruines de toutes ces granges qui avaient été construites avant la destruction des forêts. Comment ont-elles été détruites ? On en trouve la cause authentique dans les « Archives de la mairie de Besse ». En voici la preuve :

Vers l'an 1610, le roi de France étant en guerre avec le duc de Savoie, et aussi avec l'Italie, on fut obligé de faire garder toute la frontière par des troupes françaises ; des camps furent formés sur plusieurs points culminants, à partir de Chapareillan jusqu'à Briançon : c'est ainsi qu'on en établit un sur la commune de Besse, au lieu dit *col des Pertis*, aujourd'hui *col des Prés-Nouveaux* ; ce col sert de communication entre le canton du Bourg-d'Oisans et la Maurienne, et il formait, avec les crêtes de montagnes qui s'étendent à l'ouest et à l'est, la limite entre la France et la Savoie. Les limites en pierre taillée existent toujours ; elles portent, du côté de la France, une fleur de lys, et une croix sarde du côté de la Savoie.

En 1690, le camp étant formé à environ 3,000 mètres d'altitude, on fut obligé de construire des barraques pour abriter les soldats, et comme le bois et les ardoises faisaient complètement défaut dans ces parages, le gouvernement réquisitionna les bois et les ardoises des granges construites dans les prairies particulières, faisant grand tort aux habitants d'alors et à ceux d'aujourd'hui, car on n'a jamais pu les reconstruire, faute de bois.

Je donne ici la copie exacte de plusieurs lettres adressées au Consul (Maire), qui établissent l'authenticité de ce que je viens de citer :

« Col des Pertis, 3 juillet 1690.

« MONSIEUR LE CONSUL,

« Je vous prie de m'envoyer des munitions de gueule pour moi, car je ne puis pas rester sans vivres. Envoyez-moi aussi demi-main de papier et dix montures pour voitures, du bois et ardoises pour construire une autre hutte comme celle que nous avons construite, et le merle pour la construire, et des broches et clous et d'ardoises pour la couvrir et achever celle qui est faite qui n'est couverte qu'à moitié, *saisi des cabanes de la Pisse*. Il m'est impossible de pouvoir rester en ce lieu. En-

voyez-moi aussi un drap que vous appelez au vulgaire une souilleillure, que vous vous servez pour faire sécher le blé. C'est pour faire une tente pour moi, car je ne puis pas coucher avec les autres. Je vous prie de n'y pas manquer et vous suis, Monsieur le Consul,

« Votre très humble serviteur.

« *Signé : GIRAUD. »*

« *P.-S.* — Envoyez-moi du pain grossier pour des soldats qui sont pas relevés et n'ont pas de quoi vivre. Je le ferai payer. Envoyez-moi aussi quatre quintaux de paille. »

« Au Col des Pertis, le 6^e juillet 1690.

« MONSIEUR LE CONSUL,

« Vous me marquiés hyer par la vostre que vous m'envoyez un pain de froment de ceux qu'on cuit en Besse, cependant je n'en ay point trouvé, et au lieu de ce pain j'ay trouvé une pougne venue du Bourg. Je vous prie de m'envoyer les sappes et palles que je vous ay demandé, avec six cavagnes pour voyturer de terre, et des broches et clous, et les charpentiers, et dix ou douze montures à bast des nouveaux convertis pour voyturer en ce lieu des vieilles *hardoises des granges abattues à la Pisse*. Envoyez-moy aussi demy-main de papier pour escrire, et chair routie ou boulie qui soit fraîche, car je ne puis guesre manger de chair sallée, vous scavez que je n'en ay point depuis deux jours et que l'on n'en trouve pas en ce païs. Soyez exact à tout ce que je vous demande, et suis, Monsieur,

« Vostre très humble serviteur.

« *Signé : GIRAUD. »*

« *P.-S.* — Il faut parler à la débitte pour la viande. J'ay bâillé un des pains aux porteurs du présent, qui m'ont bâillé 5 sols 6 deniers, que je vous remettray. »

La lettre qui précède prouve authentiquement la destruction des granges des propriétaires. Voici maintenant une suite d'autres lettres, toutes écrites au camp des Pertis. J'insiste sur ces lettres qui font comprendre l'importance stratégique du col des Pertis, qui est encore de nos jours visité chaque année par nos troupes alpines qui y passent avec leur artillerie de mon-

tagne, et qui, dans le cas d'une guerre avec l'Italie, deviendrait un point important en seconde ligne de défense :

« En Col des Pertis, le 8 juillet 1690.

« MONSIEUR LE CONSUL,

« Comme mon frère ny point d'officier n'est venu pour me relever, je suis obligé d'aller à la garde de la Grave pour en prendre la moytié pour renforcer la nostre et pour y faire la relevée. J'ay étably à ma place, jusques à mon retour, le fils de Monsieur Jasques d'Auris, et comme il n'a pas beaucoup d'expériance, j'ay retenu Claude Bellet, de vostre communeauté, pour le seconder, ne pouvant pas mieux faire, et j'ay bien du regret de quitter la garde. Vous enverrez des vivres audit Bellet aujourd'hui par un exprex ; si les muletiers que je vous avais demandé fussent venus, j'en aurais pris des leurs, mais comme je vois que personne ne vient et que vous négligez les affaires du Roy de la sorte, vous en pourriez estre en payne, car s'il arrivait quelque malheur la faulte serait toute sur vous, et il fault que vous sachiez qu'il me faut encore pour le moins quarante charges d'ardoises et je les devrais déjà avoir dimanche matin ; j'en conféreray avec vous car je prétends de retourner ce soir de la Grave coucher en ce lieu, et demain aller coucher au bourg, c'est pourquoi vous m'enverrez demain deux heures avant le jour un cheval ou mulet jusques à la Pisse, parce que je partirai d'icy à la pointe du jour ; si mon frère ou quelque autre venait ce soir, il ne faudrait rien envoyer, parce que je profiterais de leur monture ; je n'ay plus de vivres que les moytiés du pain de Besses que m'aviez envoyé. Mons^r Aymond, curé du Chasallet, et le sieur Paillas vinrent, hyer de parler à Mons^r d'Arve, à Saint-Jean-d'Arve, et me dirent des nouvelles que je vous diray demain et à Mons^r Guerre et M^r Roux ; je les fis gouter avec moy, sans quoy j'aurais encore du vin, cependant il m'a fallu boire de l'eau ce matin à mon diner. Je vous salue, M^r Guerre, curé à Besse, et M^r Roux.

« Votre très humble serviteur,

« *Signé* : GIRAUD. »

« Au Camp des Pertis, ce 8^e juillet 1690.

« MONSIEUR LE CONSUL,

« J'ay oublié de prendre vos vivres avant que de vous quitter, dans la croyance où j'étais d'en trouver quelque peu ça haut; mon frère est allé à la Grave, nos soldats m'ont assuré qu'il vient demain; je vous prie d'avoir la bonté de donner ordre au sieur André Dosde de m'envoyer du pain, du vin et du fromage comme il en envoyait à mon frère. Il y a beaucoup de nos soldats qui n'ont point de pain, parce qu'ils demeureront icy plus de temps qu'ils ne croiaient pas, pesez exactement le pain que vous ferez apporter pour les soldats et l'on les fera payer avant que je les distribue. Ils demandent aussi du vin et rien ne leur sera délivré qu'ils ne l'ayent payé. Je vous donnerai bien de peine, mais il n'y a pas du plaisir de voir en cet estat une partie de ses soldats, et suis,

« Monsieur, votre très humble serviteur,

« *Signé*: GIRAUD. »

« Au Camp des Pertis, 9^e juillet 1690.

« MONSIEUR LE CONSUL,

« Je vous suis bien obligé de vos bontés et ay reçu avec plaisir ce que vous m'avez envoyé, j'avais pris un pot de vin et un pain d'un garçon de Besse qui en a apporté ce matin, je le lui ay payé. Je vous prie de nous envoyer quatre charges de paille et six charges de vieilles hardoises qui ne soient pas soulevées en hiver, car elles pourriraient, toutefois qu'elles ne soient pas entièrement partagées, et pour vous faciliter lad^e voiture, il vous faut servir des nouveaux convertis qui ont des montures et si vous n'en avez pas assez dans votre communauté vous pourrez recourir à ceux de Clavans ou Mizoin qui vous seront les plus commodes. Mon frère alla hier du côté de la Grave avec deux soldats de Besse, et il n'est pas encore de retour. Je vous prie de n'oublier pas notre pauvre cheval et de nous envoyer aussi deux ou trois chandelles avec des allumettes car on ne sçait comment faire la nuit et surtout pour

lire la liste des sentinelles. Saluez de ma part Mons^r Roux et Mons^r Faure, et suis de tout mon cœur,

« Monsieur, votre très affectionné serviteur.

« *Signé*: GIRAUD. »

M. BORDIER. — Cette sorte de *transhumance* des populations de l'Oisans signalée par notre collègue, se retrouve dans les mœurs de beaucoup de populations primitives, qui, incapables de se défendre contre leur climat, plient devant lui, pour revenir lorsque ses rigueurs diminuent.

A mesure que les moyens de communication sont devenus plus faciles, les oscillations de ces migrations périodiques deviennent plus grandes : Aujourd'hui beaucoup de gens de l'Oisans vont en Amérique.

Les Savoyards qui viennent chez nous ramoner nos cheminées et qui vont à Paris vendre des marrons rôtis sont un exemple de ces mœurs.

Ces *migrations* périodiques sont comparables à celles des animaux, notamment des oiseaux, et, comme elles, elles ont pour origine les difficultés de l'alimentation.

Statuts d'une maladerie fondée en 1450, à Ornacieu,

Par M. BADIN.

Les savantes recherches faites par M. le docteur Bordier, sur l'assistance médicale aux siècles passés, ont mis cette question à l'ordre du jour de la *Société dauphinoise d'Ethnologie et d'Anthropologie*. C'est pourquoi j'ai pensé intéresser mes collègues en publiant les statuts d'une ancienne maladerie.

Ces statuts sont à la bibliothèque de Grenoble (U. 897). Ils sont écrits sur deux exemplaires du xv^e siècle ; l'un en latin, et l'autre, qui n'est qu'un extrait du premier, en langue vulgaire pour les besoins du public et notamment des malades,

qui ne connaissaient pas le latin. C'est ce dernier qui va être publié.

Statuts et dispositions de noble Gabriel de Rossillon (1), seigneur du Bouchage, Brangue, Ornacieu, fondateur et dotateur de la chapelle, soubz le vocable de sainte Magdellaine, et d'une Maladière, à Ornacieu (2).

« Icy se commencent et s'ensuyvent les statuts et ordonnances faictes et abreviéz par le magnific et puissant Seigneur et chevalier Monseigneur Gabriel de Rossillon, Seigneur du Bochaige, de Brengo et de Ornacieu, sus la maladerie dudit lieu et la chapelle de Saincte-Marie-Magdalene ou plus près fondées et dotées par mondit Seigneur en son dit mandement de Ornacieu ou tiltre dessusdit par pitié et charité et aulcuns refuges des pouvres malades affligis de la maladie de lèpre sus le regime d'ycelles.

« Qui voudra sçavoir et veoir la cause et la rayson pour quoy mondit Seigneur ha ordonné et fondé ladicte maladerie et chapelle et pourquoy ha fait cestes presentes ordonnances, se voit du tout au loing le prohème desdictes ordonnances se quel se laissent à déclarer ycy pour éviter prolixité et aussy tous les statuts sont abreviés et les raysons d'icelles laissées en cestuy présent estraict et qui voura veoir plus a plain si visette la coppie du latin.

(1) Gabriel seigneur du Bouchage, Brangue, Ornacieu et Morestel, était fils de Guillaume de Roussillon, maréchal de Dauphiné et petit-fils d'Amédée de Roussillon et de Philippine de Miribel. Le 11 février 1446, étant à Romans, il prêta hommage au dauphin Louis pour les biens qu'il possédait en Dauphiné.

(2) Ornacieu, commune du canton de la Côte-Saint-André, était autrefois le chef-lieu d'un mandement important qui appartenait successivement, à titre de fief relevant de la Maison de Savoie d'abord et de la Couronne de France ensuite, aux Miribel, La Chambre, Roussillon, Baternay, Miolans et La Croix-Chevrières. Ornacieu, traversé par une voie romaine, existait déjà aux premiers siècles de notre ère. Son ancien château-fort, aujourd'hui détruit, est mentionné dans une charte de l'an 1107.

« La PREMIÈRE ordonnance est que ladicte maladerie se doibt appeller la maladerie de Ornacieu, et ladicte chapelle, la chapelle de Sainte-Marie-Magdalène, de quoy ladicte maladerie sera gouvernée par ung malade, homme de bien, avec prérogative sus les aultres, ensy que les présents statuts demonstrent lequel s'appellera Majerat, selon sa coustume des aultres maladeries, lequel députera mon dit Seigneur ou le Seigneur de Ornacieu, son successeur à venir, Et ladicte chapelle sera gouvernée par Monsieur le curé de Pennot (1), present, et d'avoir à venir ainsy que s'ensuit en ces presens status et ordonnances.

« La SECONDE est que au dit gouvernement de ladicte chapelle l'on doibvent recepvoir perpétuellement ledit Messire le curé de Pennot, présent, et d'avoir à venir, avesques les profis, les honneurs, les charges de quoy parlent ces presens status, lequel par soy ou par son vicaire soi tenus d'accomplir son office ou regart de ladicte maladerie qui aussi sapellera recteur de ladite maladerie de Ornacieu.

« La TIERCE est que ledit Messire le curé ou par ly ou par son vicaire, tous les vendredis en l'honneur de passion de Notre-Seigneur Jhésus-Christ, soit tenu de célébrer une messe en ladite chapelle et outre cela en quel jour que avienent la feste de Monsieur Saint Ladre, la feste de Sainte Marie-Magdalène, que ledit curé soit aussy tenus de chanter et célébrer une messe.

« La III^{me} est que ledit Monsieur le curé devant ou après la messe qu'il admonnest les malades d'avoir ramembrance de la passion de Nostre-Seigneur Jhésus-Christ qui ha soufferte plus grande passion que nous ne que lesdits malades n'ont. D'autre part, ledit curé les admonestera qu'ilz se confessent souvent lesdis malades et qu'ilz n'atendent point le terme du

(1) Penol et Ornacieu ne formaient au x^v^e siècle qu'une seule paroisse. Le curé résidait dans la première de ces deux communes et son vicaire dans l'autre. Penol possède une église de style roman primordial, qui aurait été construite, d'après M. de Saint-Andéol, dans le courant du ix^e siècle.

statu, car la maladie de lèpre est decepvable et lesdits exortations et admonestemens se faichent tous les vrendredis.

« La V^{me} est que ledit Monsieur le curé, tous les vendredis intérogent les dis pouvres malades si la maladie leur est point agrigée et comment se sentent des personnes et qui leur dient que quand mais de affliction et de mal souferteront que pour cella ont plus grant mérite le royälme de Paradis aquesteront. Item, que ledit curé les admoneste de disposer de leurs biens particuliers, tant pour lame comme pour ladite maladerie, non attendant point le terme de ces présens statuts.

« La VI^e est que lesdits malades soyent tenus de se confesser quatre fois l'année, c'est as sçavoir, à Pasques, à Penthecouste, à la Tous saints et à Chalandes, en lesquelles festes ledit curé soit tenu les oir de confession et en icelles de chélébrer et chanter messe en ladite chapelle ou de faire chanter, Et puis en après qui leur soit actenux d'amenistrer le précieux corps de Nostre-Seigneur-Jhésuscrist avecq toute révérence.

« La VII^{me} est que tous les vendredis ledit curé soit tenus de recommander es dis malades, la bonne intention de mondit seigneur le fondeur et sa bonne prospérité, et après que sera failli par trespassement son âme et de tous ceulz pour lesquels ledit Messire pourvoit estre tenus et de tous les bienfacteurs de ladicte maladerie, tous les habitans du mandement de Ornaceu, et que ledit Messire le curé admoneste lesdits malades, qui tous les jours pour comprendre tout ce qui est dessusdit ung chescun des malades soit tenus de dire une foy le *Pater noster* et le *Ave Maria* et par bonne intention de tous.

« La VIII^{me} est que, quant aucuns des malades trépassera de cestuy monde en l'autre, que ledit curé le doivent sevellir et enterrer ou faire sevellir a son vicaire lay où le malade en sa vie aura esleu sa sépulture en sa parroche et se ledit malade trespasse sans eslire aultre sépulture spécial, que en cely cas ledit curé soit tenus le sevellir en ladite chapelle de Sainte-Marie-Magdalène, en faisant les obsèques selon les facultés et qualités dudit malade tant qu'il sera possible, en ensseignant sa dernière volenté.

« La IX^{me} est que ledit curé soit tenus de recommander lesdits

malades à tous ses parrochiens convoqués à l'église pour avoir l'office divin, en exortans caritativement lesdits parrochiens qui leur plaise de aidier et de souvenir esdits pouvres malades à ce qui leur sera nécessaire.

« La X^{me} est que pour les gaiges dudit curé de Pennot, le recepveur de mondit seigneur le fondeur ou de messire de Ornacieu, son successeur, doit bailler et paier audit curé de Pennot, tous les ans, c'est assavoir cinq florins monnoye courant, desquelz la moitié se paiera sans faillir à la Tous Sains, l'autre moitié à la Penthecouste, et ledit Monseigneur le fondeur ou son successeur soient tenus sans contradiction de les autrer audit recepveur faisant soy comment apayé lesdits cinq florins.

« La XI^{me} est que mondit seigneur le fondeur a assigné maintenant et pour tous temps lesdits cinq florins sus tous les péages de Ornacieu, lesquelx péages mon dit seigneur jusques à ladite somme avec tous intérêt vult estre obligiés au dit Messire le curé à présent et à tous temps.

« La XII^{me} est que ledit Monsieur le curé en supplimant desdits gaiges, doibvent avoir tous les obsèques qui se feront en ladite chapelle à cause des sépultures desdits malades. Item, d'autre part, les oblations et obventions qui adviendront en ladite chapelle desquelles ledit curé soit tenus de faire portion de la moitié esdits malades, ainsy qui leur sera plus util à despendre en commun. Item, en après que ledit curé puisse prendre desdits malades, sans exhaction ce que luy voudront donner quant leur admenistera les sacremens.

« La XIII^{me} est que en ladite maladerie perpétuellement soient institués quatre malades avec telle prérogative que l'on doive eslire l'ung du mandement du Bochaige, l'autre du mandement de Brengo, l'autre du mandement de Ornacieu et le quart de par tout. Item, se esdit mandemens ne avoit point de malade, mon dit seigneur a ordonné que l'on puisse eslire jusques ou dit nombre les autres de partout lesquelz ne soient point de mauvaise vie mais de bonne conversation. Item, mon dit seigneur a ordonné que l'on institue jamais en ladite maladerie, senon quatre malades, sinon qu'ilz fussent plusieurs malades esdits mandemens.

« La XIII^{me} est que se les facultés de ladite maladerie pour les temps advenir soient si fort augmentées qui suffreissent à la substentacion de plusieurs malades, de quatre que en iceluy cas l'on puisse eslire et instituer à ladite maladerie plusieurs malades, tant que porront estre substantés et colloqués en ladite maladerie. Item, a ordonné mondit seigneur que à congnoistre se les facultés suffeissent à plusieurs que la puissance de cella discuter et ordonner s'appartiennent à mon dit seigneur le fondeur ou à Monsieur de Ornacieu, son successeur, avec ledit curé, lesquelz arbitreront se plusieurs se doivent instituer selon leur conscience estre premièrement requis le conseil des aultres malades.

« La XV^{me} est que quant vacquera point des lues desdis malades en ladite maladerie par mort ou autrement que la provision et élection s'appartiennent à mondit seigneur le fondeur pleinement et ossi bien et par le temps advenir à Monsieur de Ornacieu, son successeur, avec ledit curé, lesquelz ensemble soient tenus de demander conseil es aultres malades qui par adonques seront et puis après que ledit Monsieur ou celuy qui sera pour luy et ledit curé faissent la élection et provision selon Dieu et concience sans avarice et sans acception de persone.

« La XVI^{me} est que en ladite maladerie l'on ne doit point recepvoir personne qui soit excommenié, mais en la première réception que l'on interroge bien si est excommenié, et si se trouvent excommenié, qu'il aille quérir son absolution de celuy qui l'a excommenié devant que l'on le recepvoie.

« La XVII^{me} est que l'on avise bien quant se fera la élection si le malade est d'église, religieux ou séculier, car mondit seigneur a ordonné que se le malade est de religion qu'il doitvent monstrier lettre et la licence de son supérieur avant que l'on le recoyve, autrement qu'il soit refusés, sinon qu'il fussent présentés de son supérieur, et se ledit malade est homme d'église séculier, que l'on luy demande se jamais fust bénéficié, quant se ledit malade avoit cessé son bénéfice par symonie en espérance d'estre en ladite maladerie, Monseigneur a deffendu que l'on ne le doitve point recepvoir et, autrement, qui soit admist et receu.

« La XVIII^{me} est que se le cas advient de recepvoir homme

d'église bénéficié ou ordonné séculier ou religieux, qui soit tenus d'avoir son breviaire cler et souffissant à ladite ordonnance dudit curé de Pennot et que ledit malade dient ses heures ainsy qu'elles s'appartiennent. Item, mondit seigneur a ordonné que ledit malade ne puissent vendre son dit breviaire sus la peine d'estre pugniz par subtraction de sa portion selon le cas et la nécessité et la qualité de la personne et sa quantité de son excèsz.

« La XIX^{me} est quel'on advise bien que celui que l'on recepvra en ladite maladerie soit de bonne vie et de bonne conversation et honneste en supportant les aultres malades bénignement et qui ne soit point luxurieux, ne blasmeur de Dieu, ne de la Vierge Marie, ne des saints, ne des saintes de Paradis, ne parjur, ne injurieux, mais patient, ou qu'ilz recourent es remèdes du droit, qui ne soit point sortilège, ne divin, ne usurier par soy ne par personne moyenne.

« La XX^{me} est que quant le malade devra entrer en ladite maladerie par augmentation d'icelle soit tenus de donner argent ou aultre chose en la plus grant somme que pourra, selon sa bonne conscience et dévotion et de son bon gré. Et se ledit malade est si pouvre qu'il ne puisse riens donner, mondit seigneur a ordonné que pour cela qu'on ne li puisse refuser. Toutefois, mondit seigneur a ordonné que toute personne qui entera en ladite maladerie soit tenue de donner et payer audit curé une fois en sa vie quant entera, c'est ascavoir trois gros de monnoye qui seront en supplément de ses gaiges.

« La XXI^e est que quant l'on recepvra poin de malade en ladite maladerie qui doibvent apporter avec luy sa couche garnie et souffissant selon ses facultés sil ha de quoy, car aultrement, sil est tant pouvre qui ne puisse avoir couche, mondit seigneur a ordonné que l'on pourvoie oudit malade des lis et cuches de ladite maladerie pour amour de Dieu.

« La XXII^e est que la cuche de celui qui trespasera en ladite maladerie demoure ou profit de ladicte maladerie, et se le malade se vouloit transférer aultre part et lassier de sa bonne volenté ladicte maladerie, que ledit malade puisse porter avec ly la cuche qu'il aura apportée à ses despens en ladicte maladerie se non que de sa bonne volenté la vouldist lessier et donner en

ladiecte maladerie. Item. que quant le malade sera trespasé ou qu'ils s'en voudroit aler, que jamais ly ne ses héritiers ne puissent demander l'argent qu'il aura donné ou temps de son intramuent, et qui le demandera qui ne soit point restitué.

« La XXIII^e est que ung chescun des malades puisse tester et faire testament par son plésir, sinon qu'il soit régulier ou aultre personne à qui le droit deffient testament, lequel testament se doibvent tenir et observer pour tant que le droit le promet, et mondit seigneur exorte ledit testeur qui luy souviengne en testant de ladite maladerie, en donnant de ses biens à icelle et se aucun malade moert sans testament monseigneur a ordonné que l'on le face par ledit curé ensevellir en faisant les obsèques selon la faculté de ses biens, en chantant messes et aultres prières, et cela qui sera de soubres ou de superflue, que l'on le convertise es réparations ou aultrement ou proffit et nécessités de ladiecte maladerie et, entre deux, que on garde l'argent, en l'arche de quoy mondit seigneur en parle en après.

« La XXIV^e est que se aucun des malades se volt absenter qu'ilz doibvent dire la cause ou magerat, laquelle ledit magerat et le dit curé arbitreront s'il est juste et en icelluy cas que ledit malade se puisse absenter trois mois lequel terme lesditz magerat et curé puissent modérer ou concéder. Et se ledit malade ne pavoit retourner par nécessité, qui soit tenus de faire sçavoir et signifier es aultres malades et, aultrement, ledit monseigneur de Ornacieu avec ledit curé puissent pourvoir d'un aultre ou lieu de l'absent ou conseil des aultres malades se noin que ledit absent fussent dehors pour les négoces de la maladerie ou que de mondit seigneur de Orcieu heussent plus grant licence du conseil du curé et du magerat dessudits.

« La XXV^e est que se aucun desdits malades ou des passans avient à telle nécessité que par deffault pourroit pericliter en la vie, que en icely cas l'on puisse prendre et sy subvenir de l'argent de ladite maladerie qui sera en l'arche s'il n'y ha, ou se non n'a d'argent en ladite arche, que l'on engage des mobiles en la derrenière nécessité des immobiles, et cella mondit seigneur entent ou cas que lesdits pouvres ne trouvassent qui leur donnast pour amour de Dieu ou qui fussent guerres pestillences ou aultres empeschemens et que en iceulz cas

ledit magerat et ledit curé a lassent es gardes des clefs de ladite arche.

« La XXVI^e est que tous les pouvres malades passans par ladite maladerie l'on soit tenux de albergier en ladite maladerie tout ung jour naturel sans point de pris ne guerdons et non plus se non que l'air fust corrompu de tempeste ou par guerre, ou qui fussent bien griefement malades, car en icel cas l'on ne leur puisse denyer albergement jusque à tant qu'ilz soient sains et que durant le cas de la nécessité l'on leur doibve subvenir selon les facultés de ladite maladerie. Et se ledit passant venoit trop souvent que ledit magerat puisse arbitrer sa cause selon sa conscience pour voir si le doibt recepvoyr ou refuser et la qualité de sa maladie aussy.

« La XXVII^e est que l'on ne reçoive point personne en ladite maladerie senon qu'il voelle vivre en commun avecques les aultres malades et qui vueile travailler pour le commun et mendier, et de cella qu'il aura oultre sa despense qui soit communiqué aulz aultres, et cella qu'on luy donnera, soit pour la maladerie ou pour les autres malades qui le revelent, et cella que luy sera donné à part, qu'il en faiche cella que lesdits malades auront establi ensemble. Item, que lesdits malades fissent leurs questes et provisions de bleds et de vins communes estre pourveu, que les foibles et plus malades demourent en ladite maladerie, et qui revèlent estre absens ce qui leur sera donné ou regard de ladite maladerie adfin que soient pourveu à ung chascun.

« La XXVIII^e est que le mascle avec la femelle ne dorment point, se non qu'ils soient l'un ou l'autre moindres de sept ans ou qu'ils soient mariés.

« La XXIX^e est que se ledit messire le curé trouve point desdis malades délinquant qui les puisse admonnester qui le desistar avesque continuation de faire expellir de ladite maladerie le délinquant. Et se aultre personne desdits malades le scet qui le doibve dénoncier audit curé, et quant celui qui sera admonestes se trouvera interrogible, que ledit monseigneur de Ornacieu avec ledit curé de la maladerie le puisse dégetter.

« La XXX^e est que de l'argent de ladite maladerie l'on ne doibve point acheter pensions qu'elles ne soient perpétuelles,

sinon que feussent rentes censes directes perpétuelles si se trouvent aultrement, que ledit argent se puisse convertir en achat de possessions immobles, comme terres colibles, prés, vignes et bois, por tant fruit et revenues ou aultre profit. Et se personne du monde donne point des dites pensions non perpétuelles à ladite maladerie, mondit seigneur est bien content que l'on la prengne, et quant sera faite la rédemption d'icelles, que l'on n'achate point d'aultre temporale pension.

« La XXXI^e est que en ladite chapelle de Sainte-Marie-Magdelène doibt estre une bonne arche fermant a deux clefs diverses pour tenir et garder l'argent commun de ladite maladerie et les aultres biens, comme debtes, confessions, obligations, documens terriers instrumens, recoingnoissances anciennes et nouvelles, privilèges, indulgences, lettres et toutes escriptures desquelles selon qui sera nécessaire l'on puisse faire extraictes et aultres vidimus ou proffict de la maladerie de quoy gardera les coppies le recepveur d'icelle.

« La XXXII^e est que toute personne que l'on recepvra perpétuellement en ladite maladerie soit tenue de soy abstraire par jurement de observer toutes bonnes coustumes et ces présents status et devoir à venir selon Dieu et sa conscience avant qui luy soit donnee place en ladite maladerie, lequel jurement mondit seigneur ordonne que ledit curé le doibve exegir et demander et à ly se doibvent présenter.

« La XXXIII^e est que l'on doibve faire ung livre onquel par main de notaire l'on escripve toutes receptes et aultres biens, rentes, possessions, censes, or, argent, lequel livre soit gardes en ladite arche.

« La XXXIV^e est que l'on face ung aultre livre ouquel on escripra par main de notaire tous abstraictz et toutes leves despenses et aultres librees, tant pour les malades comme aultrement.

« La XXXV^e est que mondit seigneur de Ornacieu, successeur de mondit seigneur le fondeur a tous temps, soit patron protecteur conserveur et deffenseur de ladite maladerie et de la chapelle et de tous les dois d'icelle. Et mon dit seigneur le fondeur, par ces présentes, en charge mondit seigneur de Ornacieu, son successeur, qui bien faice observer tous ces

présens status et ordonnances, et mon dit seigneur le fondeur, ledit curé de Pennot fait et crée recteur et administrateur de la dite chapelle et maladerie, lesquelles mondit seigneur annexe à l'office de la cure de Pennot, avec les drois et obventions dessusdictes, tellement que quant ledit curé et le magerat recourent, ou aultre, par icelles à mondit seigneur de Ornacieu, que le dit seigneur de Ornacieu leur faice expédition de justice sommairement, et mondit seigneur le fondeur a volu que son dit successeur et tous aultres bienfacteurs et coadjuteurs de ladite maladerie soient participans des messes et aultres biens que se feront et diront à cause de ladite maladerie.

« La XXXVI^e est que le vendredi devant la Tous Sains et le vendredi devant Penthecoste, le dit curé soit tenus de lire ou faire lire en commun langaige aux dis malades toutes ces présentes ordonnances, lesquels à la admonition dudit curé soient tenus de eulx se congreguer ensemble et de oir lire les dits statuts et déclarer.

« La XXXVII^e est que de ces présens status et ordonnances l'on faice deux puplies instrumens d'une mesme teneur et substance, desquels instrumens l'on gardera l'ung en la dite arche de la dite chapelle et l'autre gardera mondit seigneur le fondeur ou le seigneur de Ornacieu, son successeur, desquelz instrumens on fera des coppies tantes et quantes seront nécessaires.

« La XXXVIII^e est que le dit curé avec soy doibt avoir la coppie des dits status et ordonnances, tant en latin, et aussy en vulguer en commun langaige, la quelle coppie le dit curé soit tenus desmonstrer à toute bonne personne qui la vouldra veoir ou auyr.

« La XXXIX^e est que les dits malades institués perpétuellement en la dite maladerie soient tenus d'obeyr à très révérend père en Dieu, Monseigneur de Vienne, ou regard de la spiritualité, et ou dit mondit seigneur le fondeur, et ou temps à venir à Monseigneur de Ornacieu, son successeur; quant à la temporalité esquely mon dit seigneur le fondeur a ordonné qu'ilz soient subgeist et touchant laire et l'office du dit curé de Pennot qui luy soient attenux de obéir, et mon dit seigneur

le fondeur, par ces présentes ordonnances non tentent point dérogeant à privilèges des malades de l'eperic ne aussy ou droit commun.

« La XL^e est que mon dit seigneur deffent es malades toutes espices de jue senon que par récréation humaine voulsissent joier quelque petite chose à boire ou à mengier jusque à la value d'un pot de vin sans barat et sans fraude de cestuy présent statu, et ceulz qui passeront le commandement mondit seigneur a voulu le transgredient d'avoir à estre pugni par subtraction de vin et de pitance en ung digner ou en ung soupper.

« La XLI^e est que l'ung des dis malades ne doit dire injures à l'autre ne dementir sus peine d'estre privés du disner ou du soupper de vin ou de peine maiour se le cas le requiert à l'arbitre du maiour.

« La XLII^e est que le premier des dits malades entre en la dite maladerie hait la prérogative de opter le lieu vaccant et de estre assis en la table saulve la prérogative du maiour d'estre préfère en honneur.

« La XLIII^e est se aulcun des dis malades a acheté vaisselle ou aultre garniment que l'ung à l'autre par despit ne le rompe, et se le cas advient qu'il paie la value, et de la pitance d'un jour commun soit privés.

« La XLIV^e est que nul des malades ne soit s'y hardy d'aler par pays ne par villes sans tavelles, ne converser aux sains en buvant ni en mengeant. Ne dormant sus peine d'estre pugni à l'arbistre de mon dit seigneur le fondeur ou dudit seigneur de Ornacieu, son successeur.

« La XLV^e est que un chescun des malades, tout les matins, soit tenus d'aler en la dite chapelle pour honorer Nostre Seigneur Jhesuscrist et la Vierge Marie, et tous les sains, devant la crois de Jhesuscrist en mémorant la passion de Nostre Seigneur Jhesuscrist.

« La XLVI^e est que des injures petites, sans grant violence, que le maiour hait la congnoissance sommaire, et se les dites injures estoient trop atroces, que l'on doibve recourir à mon dit seigneur le fondeur ou à son successeur.

« La XLVII^e est que nul personne des dits pouvres malades ne soient sy hardis d'entrer en la chambre particulière de l'aulture sans la licence et le consentement du possidant la dicte chambre, sus peine d'estre privés de vin et de pitance à la volenté du maiour, selon la qualité de la violence.

« La XLVIII^e est que nul desditz malade ne doibvent ne ne puissent vendre ne aliener chose qui s'appartienné des biens de la dite maladerie, sus peine d'estre privés de la dite maladerie avec les faichants et non révélans, senon qu'ils fussent en quelcung des cas dessus permist.

« La XLIX^e est que nul desdits malades ne ause introduire en la dite maladerie adormir nulle personne saine, ne sa femme, ne ses enfans, ne aultres personnes saines, et qui fera le contraire après ce qui sera admonestés, sera privés une sepmaine des émolumens de la dite maladerie ou durant et crescant sa pitance, plus grief sera pugniz par expulsion de son lieu se le cas le requiert.

« La L^e est que, quant l'on donnera ou transmetra quelque chose par amour de Dieu en la dite maladerie ou regard d'icelle que l'aumosne soit gardée jusque à tant que le maiour soit venu ou son procureur, qui ordonnera comment se doibt despendre, se non qui venist cas de nécessité pour quoy l'on ne peust ne deust attendre le dit maiour, et qui fera le contraire sera privé de sa portion d'un jour.

« La LI^e est que nul des malades ne soit ausés de frapper témérèment ne violement l'aulture, et en iceluy cas, mon dit seigneur commande ou maiour qui le puisse priver de vin et de pitance jusque à tant que mon dit seigneur ou son dit successeur haient ordonné aulture peine.

« La LII^e est que, contre l'admonition du maiour, nul des dits malades ne puisse porter armes nuisables, comme dagues, espées, grants couteaux, et cella que contre la première admonition, sus peine de la portion d'ung jour, et de plus grief peine si ne veult désister.

« La LIII^e est que nul des malades ne soit si ardis de tracter par soy ne par aulture ruffianaige ne chose illicite avecques les femmes, sus peine d'estre privés de tous émolumens de la dite

maladerie à certain temps ou plesir du maiour, et qui le sçait et non révélera soit pugniz à l'arbitre du maiour.

« La LIIII^e est que se le cas advient que aulcung des dits malades se vuelle transporter aultre part qui ne doibve, ne puisse extraire ses biens particuliers sans licence du maiour, et que en la dite maladerie ne puissent faire mariages clandestine sus peine de son jurement presté, oultre la peine du droit.

« La LV^e est se aulcun des dis malades boit tant que par cela tombe en ivrongne, ou aultrement que par trop boire perde jugement de rayson, que d'icelle heure soit privés de vin par l'espace et le temps de trois jours, avecques la peine d'un denier d'avoir à estre appliqué ou commun.

« La LVI^e est que sus peine arbitraire par le dit maiour d'estre privés de pitance ou de vin que l'ung ne soit si hardi de détraire à l'autre saint ou malade, ne faire partie formele contre l'autre à faire chose illicite.

« La LVII^e est que quant les ausmônes seront nécessaires, que le maiour puisse ordonner et mander selon la qualité des malades, lequel les yra quérir et demander et quant, et quant le maiour l'aura commandé, que celui qui sera esleu pour aler soit tenus de obéir sus peine arbitraire d'estre privés de sa portion. »

M. BORDIER fait remarquer que ce règlement, très sage, pourrait encore servir de modèle pour les hospices, asiles..... Il rappelle que, bien que la lèpre, qui existe encore en France, d'ailleurs, ait été très fréquente au moyen âge, il ne faut pas oublier que beaucoup de prétendus lépreux n'étaient que des syphilitiques, des scrofuleux. — Broca ayant eu occasion de fouiller le cimetière d'une importante léproserie, a rencontré sur un grand nombre d'ossements des lésions incontestablement syphilitiques, ce qui, par parenthèse, est une preuve de plus en faveur de l'existence de la syphilis en Europe, et en France, avant le xvi^e siècle ; d'ailleurs, les mesures prises au moyen âge contre la contagion des *lépreux* étaient fort sages, car la *lèpre* et la *syphilis* sont contagieuses. La découverte du bacille de la *lèpre* a ramené aujourd'hui l'universalité des

médecins à la doctrine, abandonnée depuis le moyen âge, de la contagion de la lèpre.

L'Anthropologie au Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences,

par M. PICAUD (1).

MESSIEURS,

La ville de Saint-Etienne a été choisie cette année pour la réunion du Congrès annuel de l'*Association française pour l'avancement des sciences*. Avant de vous parler des travaux de la section d'anthropologie, permettez-moi de vous entretenir un instant de cette Association.

L'Association française (l'A.F.A.S.) est un des plus importants corps scientifiques du monde entier, et, bien qu'elle soit française, elle compte parmi ses membres des savants de tous les pays. — Elle a été fondée, en 1872, au lendemain de la guerre et de l'établissement de la République en France. — Sa devise est « *pour la science, pour la patrie* ».

On sortait de l'Empire et de son régime de compression, et l'on éprouvait le besoin du mouvement, de la liberté et du développement de l'initiative privée. La France avait en outre le devoir, au lendemain de ses désastres, de se manifester au monde et de montrer que, si elle avait succombé au jeu bête de la force brutale, elle n'avait rien perdu de sa vitalité intellectuelle.

Pour arriver à ces résultats, un groupe de savants, qui étaient en même temps de bons citoyens, résolurent de fonder une association sur le modèle d'une autre qui existait depuis

(1) M. PICAUD avait été officiellement délégué au Congrès de Saint-Etienne par la *Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie*. (Note du Secrétaire général.)

assez longtemps en Angleterre : *the British association for the advancement of sciences*.

Nous avons, en effet, été devancés par les Anglais. Il est vrai que, chez eux, la liberté d'association existe de temps immémorial avec son accompagnement naturel, le développement de l'initiative privée.

Les Anglais ont même fait plus : de cette première association, ils en ont tiré une autre (*the British Association for the Progress of social sciences*), dont les Congrès se réunissent, comme ceux de sa sœur aînée, tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, de la Grande-Bretagne, pour l'étude des nombreux problèmes que soulève l'organisation des sociétés.

En France, les sciences sociales font l'objet d'une simple section de l'Association française pour l'avancement des sciences ; mais ce n'est pas celle qui travaille le moins.

En même temps qu'une œuvre de relèvement intellectuel et scientifique, l'Association française est une œuvre de décentralisation.

Les savants français ne sont pas tous concentrés à Paris ; il en existe un grand nombre dispersés sur toute l'étendue du pays : professeurs, ingénieurs, médecins, magistrats, prêtres, pasteurs et rabbins, voire même simples rentiers, qui préfèrent la vie calme de la province au tourbillon parisien.

Ces savants contribuent, tout comme leurs confrères de Paris, aux progrès des connaissances humaines ; ils ont besoin autant que ceux-ci, plus même que ceux-ci, d'occasions de se rencontrer dans une grande communion scientifique, d'échanger leurs idées, de se communiquer leurs découvertes les uns aux autres, de jouir d'un peu de gloire amplement mérité par leurs travaux.

La perspective de ces communions scientifiques excite au travail de découverte et aussi à la synthétisation, à la coordination, à la mise au jour, sous la forme de mémoires destinés à être communiqués aux confrères, aux émules que l'on sait devoir rencontrer.

Ces mémoires sont, en outre, publiés dans les Comptes Rendus de l'Association française pour l'avancement des sciences, et leur utilité en est multipliée, car les Comptes Rendus sont lus par les savants qui n'ont pu se rendre au congrès ;

ils se répandent dans le monde entier, et de la sorte un modeste savant de la province française contribue pour sa part au progrès général des sciences, et acquiert un peu de gloire dans le monde spécial des savants, gloire à laquelle il est plus sensible qu'à la popularité tapageuse et éphémère de tant de politiciens.

Nous avons déjà les congrès annuels des sociétés savantes, qui se réunissent à Paris pendant les vacances de Pâques, au palais de la Sorbonne, le siège métropolitain de la Science française.

Ces congrès sont très utiles, parce qu'ils ont pour résultat d'amener les savants de province dans la capitale, le grand foyer de l'intelligence nationale, de leur permettre de faire connaissance avec ceux de leurs confrères de Paris qui ne peuvent facilement se déranger.

Les congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences ne sont pas moins utiles. D'abord, ils sont une œuvre d'initiative privée, tandis que ceux de la Sorbonne, organisés par le Ministère de l'Instruction publique, ont une attache gouvernementale.

Ces congrès ont un autre avantage : ils révèlent l'œuvre scientifique à des populations qui ne sont pas composées de savants, et dont l'attention est ainsi momentanément attirée sur cet ordre de questions.

Les honneurs qui sont rendus aux congressistes manifestent à l'esprit des gens, qui ne savent pas, toute l'importance de la science.

D'autre part, les savants qui se déplacent ainsi, qui, chaque année, visitent une nouvelle ville, sont à même de constater les progrès de la pratique, de la science appliquée. L'Association va même dans les colonies : une fois le congrès s'est tenu à Alger, une autre fois à Oran, une troisième, à Tunis.

Les administrations des villes où se réunissent les congrès tiennent à honneur de bien faire connaître celles-ci et les régions qui les entourent, aux savants qui les visitent.

A ce sujet, je dois vous dire que la ville de Saint-Etienne a très bien fait les choses. On en peut juger par les trois gros et magnifiques volumes qu'elle a distribués aux congressistes,

par les nombreuses réceptions et visites de mines et d'usines qu'elle a organisées.

Cette année, le président de l'Association était M. Marey, membre de l'Institut et de l'Académie de médecine, professeur au Collège de France.

En outre de ses titres scientifiques officiels, M. Marey en a un d'ordre réel, qui le recommandait tout particulièrement à la sympathie. Il est l'inventeur de la photographie du mouvement, d'où est sorti le cinématographe. C'est lui qui a trouvé le moyen de prendre l'image d'un objet en une infime fraction de seconde.



Le Congrès s'est ouvert le jeudi, 5 août, dans la salle du grand théâtre. M. Marey présidait, ayant à ses côtés: MM. Chavanon, maire de Saint-Etienne; Grimanelli, préfet de la Loire; F. Gillet, vice-président du comité local; Gariel, secrétaire général de l'Association; Reuss, ingénieur, secrétaire du comité local; les sénateurs et les députés de la Loire; un grand nombre de hauts fonctionnaires, de grands industriels, et le major de Wendrich, ingénieur militaire, délégué du gouvernement russe, qui a été l'objet d'une chaude ovation et dont l'uniforme était le point de mire de toute la salle.

Tout le monde ayant pris place et après l'exécution de la *Marseillaise*, M. Chavanon se lève et souhaite la bienvenue aux hôtes de Saint-Etienne. Il termine ainsi son discours :

MESSIEURS,

« Nous vous offrons un livre en souvenir de l'honneur que
« vous nous faites. Vous trouverez dans ces trois volumes de
« nombreux détails sur l'histoire et l'industrie de Saint-Etienne
« et de la région qui l'environne.

« Nous espérons que cette œuvre fera mieux connaître et
« mieux aimer nos laborieuses populations de travailleurs et
« notre pittoresque pays.

« Au nom de la ville de Saint-Etienne et de son Conseil
« municipal, au nom de notre population heureuse de fêter
« votre arrivée, au nom des cités voisines, je vous souhaite la
« bienvenue. »

M. Grimanelli, préfet de la Loire et délégué du ministère de l'intérieur, prend ensuite la parole. Voici sa péroraison :

« Messieurs, je n'oublie pas qu'à côté de nos compatriotes
« sont venus prendre place ici des hommes et des femmes qui,
« par leur savoir, leurs travaux et leurs services, honorent au
« plus haut degré plusieurs nations de l'Europe et du Nouveau-
« Monde. Qu'ils soient tous ici les bienvenus et traités en
« amis. La France a le juste renom de pratiquer dignement
« l'hospitalité. J'espère que nos hôtes reconnaîtront qu'à cet
« égard, comme à tous les autres, la population stéphanoise est
« bien française et qu'ils emporteront un bon souvenir de leur
« trop court séjour parmi nous.

« Les rapprochements semblables à celui auquel nous avons
« le bonheur d'assister aujourd'hui autorisent bien des espé-
« rances; car, croyons-le bien, si le noble rêve de la paix du
« monde, définitivement assurée, doit se réaliser, et qui oserait
« dire qu'il ne se réalisera pas? c'est en grande partie par
« l'action morale de la science et par la confraternité des
« savants que ce grand œuvre aura été préparé. »

Enfin, M. Marey prononce un magistral et clair discours sur la nécessité de développer, de perfectionner et d'unifier l'outillage, qui est l'indispensable facteur de la méthode expérimentale dans le domaine des sciences.

La séance est levée un peu avant 5 heures, après lecture des rapports du secrétaire-adjoint sur les travaux de l'an dernier et du trésorier sur la situation financière.

Au-dehors, le public se masse devant le théâtre pour assister à la sortie des congressistes. Quand le général de Wendrich paraît, sa belle stature, sa physionomie très militaire, son uniforme, l'argent de ses épaulettes, l'astrakan de sa coiffure, provoquent un long mouvement de curiosité toute sympathique, et c'est escorté de deux ou trois cents personnes qu'il arrive sur la place du Peuple.

Vers 5 heures 1/2, les congressistes se réunissent au lycée pour y constituer les bureaux des 17 sections. Voici la composition du bureau de la 11^e section, dite d'anthropologie.

MM. Valdemar-Schmidt, *président honoraire*;
le Dr Collignon, *président*;
le Dr Delisle, *vice-président*;
Bicaud, *secrétaire*.

Le soir, à 8 heures, la grande artère et les allées de la place de l'Hôtel de Ville s'illuminaient, en l'honneur des hôtes de Saint-Etienne, des voûtes de feu des grands jours; puis, un peu plus tard, c'était la réception dans la salle des fêtes, où se coudoyaient, dans une brillante animation, des hommes d'élite venus de toutes parts.

Au nom du comité local, M. F. Gilles a prononcé un attachant discours, nourri d'idées et d'aperçus, sur l'union de la science et de l'industrie.

Le général de Wendrich, à qui la foule, un instant avant, avait fait une vibrante ovation au pied de l'Hôtel de Ville, a porté un toast au génie français, ajoutant, par une délicate attention, qu'il n'ignorait point que Saint-Etienne avait été le berceau des chemins de fer.

∴

Les séances de sections ont commencé le 6 août. Comme dans la plupart des sessions précédentes, la section d'Anthropologie était une des plus nombreuses et le nombre des communications faites dans les séances a été relativement important. Quelques-unes de ces communications ont donné lieu à des discussions d'autant plus profitables qu'elles ont été habilement dirigées.

J'aurais voulu, Messieurs, en attendant la publication officielle des travaux et discussions de la section, vous en donner un aperçu sommaire. Malheureusement mes notes de secrétaire, que je n'ai pas en double, servent actuellement à l'impression du premier volume des Comptes Rendus, et, à trois mois d'intervalle, ma mémoire, si bonne soit-elle, ne me permet pas de reconstituer ces notes. Mais, devant l'impossibilité d'en reprendre possession aujourd'hui, j'ai demandé et obtenu pour la Société Dauphinoise d'Ethnologie et d'Anthropologie un exemplaire de ces Comptes Rendus. Leur lecture sera pour vous un sérieux supplément à mon incomplète communication.

Toutefois les ordres du jour que j'ai pu retrouver vont au moins me permettre de vous donner la liste des sujets traités.

1° *La Succession et la Transformation des Sépultures dans l'Afrique du Nord*, par M. le D^r Carton.

2° *La Démographie des musulmans algériens*, par M. Arsène Dumont.

3° *Quelques Etymologies basques*, par le comte de Charencey.

4° *Le Recrutement dans le département des Landes ; Etude sur la population landaise*, par les D^{rs} Chopinet et Lévêque.

5° *Etude Anthropologique sur le département des Ardennes*, par le D^r Labit.

6° *Dernières découvertes préhistoriques dans le Danemark*, par M. Valdemar Schmidt.

7° *De la famille dans la série animale*, par M. le D^r Topinard.

8° *Sur quelques grottes artificielles de l'Ouest de l'Algérie, attribuables aux Guanches*, par M. Pallary.

9° *Présentation d'un crâne nègre*, par M. le D^r Reynaud.

10° *Résultats des fouilles de trois tumulus de la fin de l'âge de bronze et de la première période de l'âge du fer*, par M. Delort.

11° *Application de la Radiographie à l'Anthropologie*, par M. Picaud (1).

(1) Cette question a fait l'objet d'une communication à la *Société dauphinoise d'ethnologie et d'anthropologie*, de MM. BORDIER et Paul

- 12° *Questions ibériennes*, par M. le comte de Charencey.

- 13° *Les races de l'Europe*, par M. Deniker.

- 14° *Station acheuléenne dans les limons de plateaux à Villejuif (Seine)*, par MM. E. Collin et Capitan.

- 15° *Un village néolithique dans le département de la Seine*, par MM. Colin et Capitan.

- 16° *Station néolithique des roches de la Vignette (Seine-et-Marne)*, par M. E. Collin.

- 17° *Antiquité de l'homme*, par M. G. de Mortillet.

- 18° *Anthropologie de l'Indo-Chine*, par M. le Dr Girard.

- 19° *L'âge de la pierre dans le Beaujolais*, par M. Savoye.

- 20° *Nouvelles recherches à Laugerie-Basse*, par M. E. Massénat.

- 21° *Grotte de la Mouthe*, par M. E. Rivière.

- 22° *Sur l'allongement de la taille par extension volontaire et sur quelques autres variations peu connues du chiffre de la taille*, par M. Manouvrier.

- 23° *Derniers résultats de ses recherches anthropologiques en Syrie, en Mésopotamie, Transcaucasie et Asie Mineure*, par M. E. Chantre.

DODERO, dans la séance du 8 mars 1897. (Voir *Bulletin de la Société*, tome IV, n° 1, page 31.)

24° *Les petites lèvres au point de vue anthropologique et médico-légal*, par M. le Dr Cénas.

.

25° *Sur les propulseurs à crochet*, par M. H. Michel.

.

26° *Carte toponomastique de la répartition en Europe des noms en VILLE, VILLERS, WEILLER, et des noms en COURT, INGEN, ING, ANGE, ENGO*, par M. le Dr Collignon.

.

Comme vous venez de le voir, Messieurs, si ces communications ne sont pas très nombreuses, elles sont du moins très variées. Toutes les parties de l'anthropologie ont été représentées.

Pour terminer ce compte rendu, bien incomplet, je le dis encore une fois, je vous demanderai l'autorisation de formuler un vœu que je sou mets à votre approbation. C'est celui de faire inscrire notre Société comme membre de l'Association française. De la sorte, vous pourriez nommer comme délégué au prochain Congrès, qui se réunira à Nantes, l'un quelconque d'entre vous, alors même qu'il ne serait pas membre lui-même de l'Association. Et ce délégué jouirait des avantages accordés à tout congressiste, c'est-à-dire qu'il aurait droit au demi-tarif sur toutes les compagnies de chemins de fer et qu'il pourrait rapporter les volumes offerts par les municipalités. Enfin, la société recevrait régulièrement et gratuitement les Comptes Rendus des sessions. Le prix seul de ces volumes est supérieur à la cotisation.

Le président de la section d'anthropologie, pour 1898, sera M. Hervé, professeur à l'Ecole d'anthropologie de Paris. Le Congrès se réunira à Nantes, et, en 1899, à Boulogne-sur-Mer.



SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE

Présidence de M. MILANTA, Président.

MORT DE M. VIALLET (Augustin).

M. le PRÉSIDENT annonce à la Société, en termes émus, la mort de notre regretté collègue Augustin Viallet et fait ressortir la perte que la Société fait dans cet homme de bien, à l'esprit large et éclairé.

ÉLECTIONS

Sont élus membres titulaires :

MM. MASSAREL, médecin à La Tronche.

le D^r CIBERT, professeur suppléant à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

Est élu membre correspondant :

M. GIUFFRIDO-RUGGERI, professeur au Frenocômio de Reggio-Emilia (Italie).

Correspondance imprimée.

Bul. société Anthropologie de Paris. 1897, n° 2.

Grammaire malgache, par le R. P. B. Rahidy. 1895.

Zeitoun depuis les origines, etc., Aghassi. 1897.

Geoffroy Fory, premier imprimeur royal, A. Bernard. 1865.

Philostrate sur la gymnastique, M. Minas. 1858.

Catal. général des principales publ. Belges, de 1830 à 1860. 1861.

La Campagne de Moïse pour la sortie d'Egypte, par E. Lecointre.

Provès-verbaux des Etats-Généraux de 1593, A. Bernard. 1842.

Ces 7 ouvrages sont un DON de notre collègue M. BOUVAT, diplômé des langues orientales.

Inscriptions antiques, Musée de Lyon, 5 vol., 1888-93. *Allmer et Dissart*. Don de la Ville de Lyon.

Contribution au Folk-lore médical : quelques anciennes recettes contre la peste.

• Par L. MARTIN.

« Recette pour se garantir contre la peste et s'en guérir, et c'est la mesme recette que feu le docteur (?) donna en grand secret à la feue reine Elisabeth :

« Prenez trois pintes de Malvoisie, mettez-le dans un pot de terre quy soit neuf et y adjouster une poignée de rue, faites bouillir la dite malvoisie sur le feu ; dans le même pot, adjoutez-y un col de poivre long et une demy-once de noix de muscade pillée ensemble avec ledit poivre ; laissez bouillir cette malvoisie peu de temps et après mettez-y quatre cols de mithridate, deux cols de simague (1) et un quart de pinte d'excellente eau angélique que l'on trouvera chez les distillateurs.

« Gardez ceci comme le plus grand trésor qu'il y aye au monde contre la peste et soignez-vous en le prenant chaud soir et matin une bonne cuiliérée ou deux et disposez-vous à suer sy vous estes atteint du mal, sinon un cuiliérée soir et matin.

« Reposez-vous sur ce remède après Dieu, car il n'a jamais manqué à aucun homme femme ou enfant.

« Ce remède sert aussi pour la petite vérolle et rougeolle. »

(1) Peut-être est-ce le *Simaba Cedron*, Simaroubée employée encore à la nouvelle grensbe contre les morsures de serpents (NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL).

Cette recette suivante est du même docteur (?) :

« Recette pour faire meurir le charbon, quand il paraît :

« Prenez la racine d'une fleur de lys blanc (1), mettez-la dans une bonne poignée d'oseille rostir sous la braize, et après pilez bien cette oseille et cette racine de fleur de lis et appliquez cela aussi chaud qu'il sera possible de l'endurer sur le charbon de la peste, laissant l'espace de vingt-quatre heures, et cela fait crever le dit charbon, après quoi vous rendez grâces à Dieu. »

« Recepte pour la peste :

« Prendre de l'herbe nommée morelle, la broier et presser et en faire comme un pain avec le suc.

« La mettre sur le charbon qu'il fera suppurer et y mettre des feuilles de blettes (2) par dessus et bander le tout sur le mal.

« Si on ne pouvait avoir de la ditte herbe fresche, faudrait en avoir beaucoup de sèche, la faire détramper et en faire un pain et l'appliquer comme dessus. »

On trouve également dans un volume curieux (3), la « re-

(1) Le *lys blanc* a été de tout temps célèbre pour ses prétendues vertus : « La racine de lys blanc cuicte en eauë miellée et beuë, chasse par bas toute corruption du sang. La mesme, rostie ou pilée avec huile rosat, amollit la matrice endurcie et provoque le flux menstrual. La mesme, broyée avec du vinaigre, rejoint les nerfz couppés, consume les achores et guérit toute mauvaise gratelle tant de la teste que de la face. La racine de lys mêlée avec vinaigre et feuilles de jusquiame, guérit tumeurs et apostèmes des génitoires. Item, cuicte en vinaigre, fait tomber les agaçons qui viennent aux pieds (REMBERTUS DODONÆUS, 1557. *Histoire des plantes*).

A Grenoble même, le lys a été célébré par Louis Monin (apologie du *lys des étangs*, communément appelé *nymphæa* ou la *vérité reconnue* en bonne médecine par Louis MONIN, conseiller et médecin ordinaire du roi en la ville de Grenoble, achevé d'imprimer chez Petit, 1675). Mais on voit qu'il ne s'agit pas ici de lys (liliacée) mais du *nénuphar* (nymphéacée). Monin lui reconnaît d'ailleurs des propriétés analogues à celles du lys blanc (NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.)

(2) La feuille de blette est un cataplasme encore usité dans nos campagnes.

(3) De l'imprimerie de Simon Rigaud, imprimeur-libraire, rue Mercière, au coin de la rue Ferrandière, à la Fortune, 1644, et chez Jean

cepte contre la peste du feu curé de Collonges, fort approuvée » :

« Il faut commencer par un pigeon, ou poulle, ou coq vif fendu et l'appliquer sur le mal (1). »

« Eau distillée pour ladite maladie et la manière de la faire :

« Prenez racine d'angelique, enula-campana (2) mererbe, racine de monde royal, racine de tourmantille, ou autrement contre peste, canelle, pasdasne, betoine, feuille et racine de chacune de ces herbes, demy-livre, une livre de coriande, deux onces de garderobbe (?), une grande poignée feuille de rüe, trois pots de grains de genèvre, chardonbenit, de gentiane, reine des prés, scabiense, pinpinelle sauvage, feuille de rosmarin, feuille et racine de morsus diaboli; un quarteron de chacune de ces herbes, trois onces de cloux de girofle, le tout soit concassé. Il faut mettre infuser le tout avec trois pots de vin blanc ou d'eau-de-vie (mais l'eau-de-vie est la meilleure) dedans un grand pot de terre; le bien boucher et le laisser l'espace de quatre jours, puis le distiller au bain-marie; pour en user, il en faut bailler deux ou trois cuillerées aux plus forts et une aux enfants et les faire suer s'il est possible, chose fort approuvée. »

Cataplasme contre la peste :

« Il faut prendre du solastrum solanum, en français morelle, de la joubarbe, de la scabieuse, chélidoine, herbe à la reine, le tout autant de l'une que de l'autre, lesquelles concassées se doivent cuire avec du petit-lait dans un pot de terre, et quand elles seront cuites, faudra prendre huit ou dix onces de levain de froment et les détrempier avec du petit-lait, et les faire bouillir avec les dites herbes et faut les remuer jusques à ce qu'elles

Molin, imprimeur ordinaire du Roy, vis-à-vis le Collège de la Sainte-Trinité, 1649, Lyon.

(1) L'application d'un pigeon cru, coupé en deux sur la partie malade est encore pratiquée journellement dans les campagnes du Dauphiné (*Note du Secrétaire général.*)

(2) L'*Enula campana* n'est autre chose que l'Aunée (*Inula Helenium*) (*NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.*)

aient bien bouilli; puis en faire cataplasme qu'appliquerez sur le mal; il faudrait changer de trois en trois heures le jour et une fois ou deux la nuit. »

Vinaigre préservatif contre la peste :

« Prenez absynthe, une poignée de garderobbe ou autrement espargent, rûe, reine des prés, grains de genèvre de chacun une poignée, quatre douzaines de cloux de girofles, racine d'Enula campana, deux onces racines d'angelique, deux onces farfara ou mererbe, deux onces romarin, sauge, marjolaine sauvage de chacune une poignée; il faut mettre toutes les dites choses dans du fort vinaigre l'espace de quinze jours, et puis le passer et le bien boucher, et quand vous irez en quelque lieu contagieux, il faut en frotter les tempes, le derrière des oreilles et les narrines. »

Pour le charbon :

« Faut avoir unguantum populeum et basilicum, il faut continuer à y en mettre jusqu'à ce que le charbon soit tombé. »

Préservatif contre la peste :

« Faut prendre un grand chaudreón et l'emplir plein de vin blanc du plus fort, environ quatre doigts près du bord, c'est-à-dire autant qu'il faudra d'espace pour mettre les herbes et ingrédients qui s'ensuivent :

« Prenez trois fois autant de rûe que d'autres herbes, comme : betoine, Enula campana, petazites, autrement grand pas de cheval, une autre feuille plus grande que le petazites et que la toute-bonne, que le feu curé de Colonge appelait farfara, que les Alemands appellent chasse-peste; faut prendre aussi de la toute-bonne, angélique, mélisse, romarin, marjolaine, serpolet, sauge, hyssope, lavande, genèvre, sabine autant d'une que d'autre et faire bouillir tout ensemble tant que le tout soit réduit aux deux tiers et que le vin soit usé près de la moitié, et comme la chose aura bouilli longtemps, faut jeter une poignée de poivre rond concassé dans une poignée de gingembre, une poignée de cloux de girofle et trois ou quatre poignées de grains de genèvre et le tout ayant tant bouilli qu'il soit réduit aux deux tiers ou de la moitié comme dit est.

« Faudra prendre une grosse asperge, de celle qui sert écurer les grands pots d'estain; il faudra faire aspersion dans toutes les chambres qui auront été infectées; il faut l'aspersion de la hauteur d'un homme, scavoir : les buffets, tables, escabeaux et tous les meubles qui se trouveront dedans les dites chambres de la dite hauteur et faudra que ceux qui se voudront garantir du mauvais air et approcher les pestiférés fasse l'aspersion en tous leurs habits entiers de la dite liqueur et même s'en arrosant le visage et les mains, et prendre de l'huile d'aspic dans leur mouchoir et le tenir en l'haleine du pestiféré et celui qui le voudra approcher et d'abondant tenir en la bouche un petit morceau d'Enula campana, autant d'angélique et de farfara quand l'on entre dans la chambre des pestiférés et qu'on les veut assister et approcher.

« Quand l'on veut boire, faut faire tremper lesdites racines dedans son vin que l'on doit mettre dans la bouche, et quand on aura diné ou soupé, vous prendrez lesdits morceaux de racines et les mettrez dans un mouchoir pour vous en servir chacune des fois que vous voudrez approcher des malades ou entrer au lieu infesté. »

« Il sera fort bon de faire bouillir les dites choses au milieu de la chambre ou la salle que l'on voudra aérer et non sous la cheminée, d'autant que la fumée des herbes a grande vertu.

« Notez qu'entre dix mille qui ont pratiqué les pestiférés avec le feu curé, un seul n'a pris le mal; ledit curé l'appelait prendre sa cuirasse. »

Telle est dans toute sa longueur la recette du feu curé de Colonge contre la peste.

Un grand nombre de formules semblables peuvent être prises dans divers vieux ouvrages (1).

(1) Consulter *Traité politique et médical de la Peste, par François Blanchin, conseiller, médecin et professeur du roi, chancelier et juge de la Faculté de médecine en l'Université de Montpellier* », édité à Liège, chez Jean-François Broncard, imprimeur-libraire, 1721, volume de 366 pages.

En dehors du traité politique, on y trouve l'histoire de la peste de

Un épisode peu connu de la vie de Dominique Villars. — Injustes accusations relatives au recrutement et à la réforme militaires,

Par M. le Dr A. BORDIER.

I

Je dois à l'obligeance de notre érudit collègue, M. Maignien, le conservateur de la bibliothèque de Grenoble, une série de documents, qu'il a bien voulu me communiquer, sur un fait

Montpellier, en 1629 et 1630, et l'ordre public de la ville de Lyon pendant la maladie contagieuse.

Ce traité, qui indique le devoir des magistrats et des consuls des villes, celui des évêques et des ecclésiastiques, donne encore quelques formules pour la désinfection des personnes et des habitations, il règle la conduite de chacun.

On y trouve, à côté d'ordonnances diverses, une digression sur l'intercession de saint Sébastien et particulièrement sur saint Roch, natif de Montpellier.

On trouve également dans *l'Etat du seigneur du Buisson sur la désinfection de la ville de Montpellier*, la liste de toutes les drogues et de tous les parfums nécessaires, avec le poids de chaque substance. (NOTE DE L'AUTEUR.)

Les formulaires contre la peste sont nombreux et se ressemblent tous. M. le docteur Dorveau, bibliothécaire de l'Ecole de pharmacie de Paris, nous a signalé, au sujet des *parfums* ou désinfectants employés pendant les épidémies de peste, un livre fort curieux et complètement ignoré de nos jours. Il a pour titre : *Préservatifs et remèdes contre la peste ou le capucin charitable*, par le P. Maurice de Tolon, Paris, 1668.

J'en ai signalé moi-même un certain nombre dans mon livre : *La Médecine à Grenoble, notes pour servir à l'histoire de l'Ecole de médecine*, Grenoble, 1896, dont les chapitres ont paru dans ces *Bulletins* (1895); enfin, on trouvera beaucoup de renseignements, tous fort curieux, sur l'usage des *simples*, dans une brochure du Dr Alfred Chabert : *De l'emploi des plantes sauvages en Savoie*, par le Dr ALFRED CHABERT, médecin principal de 1^{re} classe, en retraite, ancien directeur du service de santé du X^e corps d'armée. Chambéry, 1897. — Du même auteur, on consultera avec intérêt une étude fort curieuse et relative au même sujet, qui a pour titre : *Villars sous la Terreur*, par le Dr ALFRED CHABERT. Genève, 1897. (NOTE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.)

intéressant, qui complète nos connaissances sur la vie de Dominique Villars.

Faussement accusé, ainsi que son collègue Cabanne, comme lui officier de santé de 1^{re} classe à l'hôpital militaire de Grenoble, d'avoir reçu de l'argent pour délivrer des certificats de complaisance à plusieurs réquisitionnaires appelés à l'armée d'Italie en 1796 et 1797, il comparut, avec lui, devant le conseil de guerre de Grenoble. Tous deux furent acquittés à l'unanimité des voix ; il ne resta de ce procès que la honte pour leurs accusateurs et pour les deux officiers de santé l'éclatante confirmation d'une conduite qui fut toujours exempte de reproches.

A ce titre ces documents méritent d'être publiés, afin de dissiper tout soupçon qui pourrait planer sur la mémoire des deux médecins et de montrer quelle fut en cette circonstance l'attitude noble, digne, toujours pleine d'humanité d'une des illustrations les plus pures de notre pays.

Mais, à un point de vue plus général, ils intéressent à la fois notre histoire locale de la fin de ce siècle dernier et surtout l'histoire des faiblesses humaines. Ils ont trait aux fraudes nombreuses : simulation de maladies, substitution de personnes, fabrication de fausses signatures, mutilations même pratiquées par certains réquisitionnaires, appelés à l'armée d'Italie et décidés à tous les crimes, pour se soustraire aux devoirs de la défense de la Patrie.

Aussi bien ces questions de fraude en matière de conscription, d'exemption ou de réforme militaires auraient-elles été beaucoup mieux traitées par nos collègues de l'armée, beaucoup plus compétents que moi, en pareille matière ; mais ils auraient peut-être été placés dans une posture moins impersonnelle et moins à l'aise qu'un médecin civil, pour proclamer bien haut, que jamais, en aucun temps, des médecins militaires ne se sont prêtés à des manœuvres de ce genre.

II

Les faits qui furent l'objet de l'accusation portée contre Villars et contre Cabanne se sont produits principalement l'an V et l'an VI de la République (de 1796-1798) : Hoche venait de terminer la pacification de la Vendée — le pacte de

famille nous mettait en paix avec l'Espagne ; tout l'effort du Directoire tendait à envoyer des renforts à l'armée, avec laquelle Bonaparte allait poursuivre la campagne d'Italie. — « L'hôpital militaire de Grenoble était, suivant l'expression de « Villars, le rendez-vous de tous les trainards des armées » ; les officiers de santé étaient surmenés par leurs occupations de médecins traitants, auxquelles s'ajoutait l'examen d'une foule d'hommes requis pour le service, mais faisant valoir des motifs plus ou moins sérieux d'exemption temporaire ou définitive.

C'est que la misère était grande dans les campagnes ; — la chute du papier monnaie n'avait fait que l'accroître ; pressés par leurs familles, qui avaient besoin de leurs bras, et aussi par la peur, de nombreux réquisitionnaires employaient tous les moyens illicites pour se soustraire à leurs devoirs : la simulation des maladies, les mutilations volontaires étaient devenues extrêmement fréquentes.

Il ne convient d'accuser ici ni une époque, ni notre région : — la couardise humaine est de tous les temps et de tous les pays, et ce serait à tort qu'on en attribuerait la cause aux événements multiples qui caractérisaient depuis cinq ou six ans cette époque troublée.

Dans son chapitre des *Essais*, intitulé : « *de ne contrefaire le malade* », (1) Montaigne nous conte, d'après Martial, « l'histoire bien vieille de ce Célius qui, pour fuyre à faire la court à quelques grands à Rome, se trouver à leur lever, les assister et les suyvre, faif la mine d'avoir la goutte ; et, pour rendre son excuse plus vraisemblable, se faisait oindre les iambes, les avait enveloppées, et contrefaisait entièrement le port et la contenance d'un homme goutteux ; enfin la fortune luy fait ce plaisir de le rendre goutteux tout à fait. »

Il raconte également que « Auguste confisqua les biens à un chevalier romain qui avait, par malice, coupé les poulces à deux siens jeunes enfants, pour les excuser d'aller aux armées ». Ici le motif était le même que dans les faits de 1796.

(1) MONTAIGNE. *Essais*, chap. XXV, de ne contrefaire le malade, et chap. XXVI, des poulces.

— L'amputation du pouce était même si répandue dans l'antiquité, chez les lâches, que de l'expression *pollices trunci* qu'on leur appliquait serait venue, dit-on, notre mot de *poltron*.

L'histoire des fraudes par.... défaut de courage peut même remonter plus haut : depuis Ulysse qui, ne pouvant se résoudre à quitter Pénélope, aurait contrefait l'insensé pour ne pas aller à la guerre de Troie (1), jusqu'au temps des croisades, où plus d'un sentait la vocation faiblir au moment du départ. On se contentait alors d'un moyen que la gendarmerie emploierait aujourd'hui, sans succès, contre les réfractaires : celui qui manquait à l'appel recevait une quenouille.

Le Dr Boisseau (2), qui a fait une étude très complète des maladies simulées par les militaires, constate que lorsqu'une grande guerre éclate, le nombre des simulations augmente immédiatement dans des proportions très notables, et qu'en présence de l'ennemi, plus d'un, sentant son courage faiblir, songe à recourir à la fraude pour échapper au danger : « le pantalon rouge ne transforme pas tous les soldats français en héros ». L'un accusera une douleur très vive dans les lombes, dans les membres inférieurs et simulera un lumbago, une sciatique, qu'il attribuera à un refroidissement, aux fatigues d'une marche ; un autre se présentera avec une langue couverte d'un enduit blanchâtre, obtenu avec de la craie, du blanc d'Espagne ou du plâtre, après s'être frappé le coude contre la muraille pour accélérer son pouls ; un troisième s'introduira dans l'œil une poudre irritante quelconque, du tabac à priser, par exemple, ou se lotionnera avec de l'urine, de l'eau de savon, pour provoquer une conjonctivite ; un quatrième s'introduira entre le prépuce et le gland ou entre les lèvres du méat urinaire un morceau d'écorce de garou et provoquera ainsi une balanoposthite ou une urethrite aiguë ; d'autres se donnent de l'accélération du pouls et même de l'hyperthermie au moyen d'un

(1) CICÉRON, *de Officiis*, lib. III, ch. xxvi. et OVIDE, *Métamorphoses*, lib. XIII, ch. i.

(2) Des maladies simulées et des moyens de les reconnaître ; leçons professées au Val de Grâce, par le Dr Edm. BOISSEAU, médecin major, professeur agrégé au Val de Grâce (1870).

suppositoire fait d'une gousse d'ail ou d'un morceau de tabac à chiquer.

L'épilepsie (1) est souvent simulée, mais, aujourd'hui, plus souvent par les mendiants, les mêmes qui, pour déterminer et entretenir des ulcérations fructueuses se servaient de la *Clematis vitalba* : c'est même à cet usage qu'elle doit le nom d'*Herbe aux gueux*. Le Dr Boisseau, d'après Percy et Laurent, nous apprend que pendant les guerres de la République et de l'Empire, cette simulation de l'épilepsie était très fréquente. « C'était le grand refuge de ceux qui ne voulaient pas aller à la guerre. »

La pâleur de la face et les apparences de la débilité, voire même la diminution de la taille, sont obtenues par certains conscrits au moyen de longues marches, de l'absence de décubitus pendant la nuit, de la privation de sommeil et de l'abus des plaisirs génésiques.

Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, on imitait jusqu'à la teigne faveuse (2) : on laissait tomber goutte à goutte de l'acide nitrique sur le cuir chevelu ; on obtenait ainsi des croûtes jaunâtres, qui simulaient assez bien les *godets* du favus. Il y avait même des conscrits qui, pour mieux réussir, se faisaient inoculer le teigne. Cette pratique avait lieu surtout sous la Restauration. En 1828, le ministre de la guerre dut même, par une circulaire, où il disait « qu'on lui avait rendu compte que dans quelques départements plusieurs jeunes gens, écoutant de dangereux conseils, se sont fait inoculer le teigne pour obtenir l'exemption de service », enjoindre l'ordre de les déclarer *bons pour le service* ; on les soignait, après quoi on les envoyait au corps.

(1) L'épilepsie est difficile à bien simuler et on découvre généralement la supercherie. Esquirol prétendait même qu'un médecin ne peut être trompé par une attaque simulée. Il est vrai que j'ai entendu raconter à Trousseau, qu'étant interne à Charenton dans le service d'Esquirol, il venait de lui entendre énoncer cette opinion lorsque, peu après, il pousse un cri, tombe en convulsions, l'écume à la bouche, la langue mordue, simulant une attaque. Il entendit alors Esquirol dire aux assistants : Ah ! le pauvre garçon ! quel malheur ! Je lui croyais tant d'avenir !

(2) PERCY ET LAURENT, dict. en 60 vol., art et simulation.

Les soldats d'Afrique savaient jadis comment on se procure une inflammation d'aspect eryzipelateux avec le *thapsia garganica* (1).

Experts en pathologie artificielle, ils simulaient même la *gale* : de nombreuses piqûres entre les doigts des mains, au pli du coude, donnaient naissance à de petites vésicules qui, le grattage aidant, simulaient les sillons de la *gale*.

Marshall (2), dans *ses instructions aux médecins militaires*, rapporte le fait suivant de *palpitations de cœur* provoquées artificiellement : « Des palpitations de cœur devinrent épidémiques en 1821 et 1822 dans l'artillerie de la marine anglaise et furent attribuées pendant longtemps aux travaux de force et à l'exposition des hommes, à un courant d'air froid. Cependant, cette épidémie ne tarda pas à s'étendre aux soldats de la marine, qui occupaient le même local que les canonniers. Cette coïncidence éveilla les soupçons, mais les médecins furent longtemps sans découvrir par quels moyens elle était provoquée. Enfin, le secret fut vendu par un soldat qui, lui-même, en avait fait usage ; il consistait dans l'emploi de la poudre d'hellébore blanc (*veratrum album*). La dose était de 10-12 grains, jusqu'à ce que le cœur fût dérangé dans ses fonctions ; les doses les plus fortes donnaient lieu à des nausées....., un individu succomba même..... Cette criminelle manœuvre avait été introduite dans le corps de l'artillerie par un canonnier, ancien domestique d'un vétérinaire ».

Le D^r Boisseau cite deux simulations qui étaient, paraît-il, en grand honneur autrefois : la simulation des *hémorrhoides* et celle la *chute du rectum*. « D'après Percy et Laurent, on imitait les hémorrhoides avec deux ou trois vessies de rat ou des vessies natatoires de poisson remplies d'air et barbouillées de sang, que l'on fixait dans l'anus ».

Un simulateur jusqu'à *Hydrocèle*, soit au moyen de l'insufflation du scrotum par une piqûre faite à cette région, soit au moyen d'une injection d'eau dans les bourses.

(1) D^r BOISSEAU, *loc. cit.*

(2) MARSHALL, *Hints to young military officers*, cité par le D^r Boisseau.

La *hernie* s'imité assez bien, en faisant remonter le testicule au niveau de l'anneau (1).

Les *echymoses* s'imitent facilement avec de la mine de plomb, une balle de plomb ou une cuiller d'étain frottées sur la peau.

Quant aux *mutilations* , depuis le pouce des *poltrons* de l'antiquité, elles se sont vues à toutes les époques : Hutchinson (2), cité par Boisseau, rapporte l'observation d'un soldat qui s'était coupé les quatre derniers doigts ; un autre s'était tiré un coup de feu dans le poignet et dut subir l'amputation.

Si le devoir du médecin militaire est de démasquer ces mutilations volontaires, il en a un autre plus impérieux encore, c'est de détourner les soupçons, qui pourraient peser sur les hommes, lorsque des blessures accidentelles et honorables, au lieu d'être infamantes, ont simulé la mutilation volontaire. Le baron Hippolyte Larrey racontait souvent avec émotion les angoisses par lesquelles son père, le chirurgien en chef de l'armée pendant les guerres de l'Empire, lui avait souvent dit avoir passé, dans une circonstance de ce genre. Après les batailles de Lutzen et de Bautzen, Napoléon avait été frappé du grand nombre de soldats qui portaient des blessures aux mains et aux doigts. 2,359 soldats étaient ainsi mutilés. L'ordre avait été donné de fusiller quatre hommes ainsi blessés dans chaque corps d'armée, lorsque Larrey, après avoir examiné les blessés en présence de quatre de ses collègues, finit, non sans peine, par persuader à l'Empereur que, pendant un tir sur plusieurs rangs, les hommes des rangs antérieurs avaient été blessés, au moment même où ils tiraient, par ceux qui étaient placés derrière eux. L'ordre de l'Empereur fut rapporté. Larrey regardait ce succès comme un des plus beaux faits de sa carrière (3).

(1) KICHE, *Simulation von Leistenbrüchen* (Schmit's Jahrbücher, 1864).

(2) HUTCHINSON, *Practical observations on surgery*.

(3) Ce fait d'expertise chirurgicale que j'ai entendu raconter par le baron Larrey, le fils du chirurgien de l'Empire, est exposé par Chaussier (médecine légale et recueil de mémoires, consultations et rapports) et par le Dr Boisseau (loc. cit.).

Sous certains rapports, d'ailleurs, le caractère de Larrey rappelle un peu celui de Villars; tous deux avaient rapporté de leurs montagnes, l'un des Pyrénées, l'autre des Alpes, la même nature primesautière, la même simplicité, la même humanité et avaient conservé, dans le milieu élevé où tous deux étaient parvenus, la même indépendance d'allures (1).

(1) Au sujet de la philanthropie de Villars, je dois mentionner un fait peu connu qui est raconté par le Dr Alfred Chabert, dans sa brochure : « *Villars sous la Terreur* », Genève, 1897, et dans son étude : « *De l'emploi populaire des plantes sauvages en Savoie* », Chambéry, 1897. — Villars s'était étudié à exposer le nombre des plantes qui pouvaient, en cas de disette, devenir alimentaires. Son bon vouloir le mena même un peu trop loin. Sous le titre de : « *Catalogue des substances végétales qui peuvent servir à la nourriture de l'homme, et qui se trouvent dans les départements de l'Isère, la Drôme et les Hautes-Alpes* », il avait indiqué comme alimentaires « non seulement les plantes qui le sont réellement, mais un certain nombre d'autres qui ne le sont pas du tout » ; il est vrai que « l'opuscule fut écrit pendant la Terreur, pour rassurer la population contre la crainte de la famine » ; mais Villars eut le malheur de faire sur ce sujet ce que nous nommerions aujourd'hui une *conférence* populaire. Sa bonne intention ne fut pas goûtée. « Quelques passages « parurent contraires à la cause révolutionnaire. Les sans-culottes, tout « puissants alors, s'émurent ; les femmes, croyant qu'il voulait faire « remplacer le pain par des racines sauvages, se soulevèrent contre « lui. Une chanson fut faite qui lui promettait la guillotine :

« De l'écorce du vert sapin
 « Il voudrait bien nous faire vivre !
 « Il veut accaparer le vin
 « En prétendant qu'il nous enivre ;
 « Nous enlever le goût du pain,
 « Nous abreuver de jus d'érables !
 « Nous nourrir de sarments ! gredin !
 « Tu nous traites en misérables !

Refrain.

« Cré Dieu ! nous te raccourcirons
 « Avec la sainte guillotine,
 « Et tout autour nous danserons
 « En buvant le jus de ta vigne ! »

« L'autre couplet, bien mieux tourné, spirituel et très gai, ne peut être reproduit ; il est par trop sans-culotte. Il parle des lits de mousse et

III.

Les pages, qui précèdent, montrent quelle devait être la situation de Villars et de Cabanne à l'Hôpital militaire de Grenoble, ayant, au milieu du désordre général, à soigner les malades, à examiner les réclamations des requisitionnaires et à faire la part des simulateurs, des faussaires, des substitués, etc. A plusieurs reprises, Villars insiste sur la peur qu'il avait de ne pas reconnaître une infirmité réelle et sur les scrupules de sa conscience.

Les fraudes se reproduisaient en effet souvent et à plusieurs reprises, Villars et son collègue Cabanne avaient adressé à l'autorité des plaintes à ce sujet. La réponse suivante du commissaire Imbert à l'une de leurs lettres montre que leur vigilance n'était pas en défaut :

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

DÉPARTEMENT
de l'Isère.

Grenoble, le 15 pluviôse, an 7 de la République Française, une et indivisible.

« Division.

BUREAU
d

LE COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF, près
l'Administration centrale du Département
de l'Isère,

*Vous aurez
soin de rappe-
ler à la marge
de votre répon-
se le N° de la
Division et la
désignation du
Bureau.*

*Aux Citoyens Villard et Cabanne, officiers de
santé en chef de l'Hôpital militaire, à Gre-
noble.*

Je viens de recevoir, Citoyens, réponse de mon collègue du canton du Pont-en-Royans, à la lettre que je luy avois écrite en luy adressant

« fait évidemment allusion à une aventure folâtre attribuée à tort ou à raison à Villars.

« Cette chanson eut une grande vogue. Villars fut menacé, non dans son existence, mais de la prison et de la perte de ses places de médecin de l'hôpital militaire et de professeur de botanique. »

copie de la vôtre du 6 du présent. Les soupçons que vous aviez conçus sur Antoine Fillet Coche n'étoient que trop fondés. Mon intention étant de poursuivre tous ceux qui ont pris part à cette fraude, je prie l'un de vous de vouloir bien se rendre demain à midi et demi à l'administration pour luy procurer tous les renseignements nécessaires aux poursuites que je me propose de diriger.

Salut et fraternité,
IMBERT.

Le réquisitionnaire Coche, dont il est question dans cette lettre, avait, en réalité, présenté à sa place un autre individu; « il y avait joint, dit Villars, le signalement et le passeport d'un imbécille, pour mieux nous tromper; cependant, il ne put réussir; cet homme étant vraiment imbécille, nous ne pûmes croire qu'il eut jamais servi. Nous fîmes connaître au commissaire Imbert cette nouvelle tricherie. »

Plusieurs réquisitionnaires ne craignaient même pas d'avoir recours à la fabrication de faux certificats signés de Villars et de Cabanne.

« Des jeunes gens de Saint-Marcellin, dit Villars (1), comme ceux de Moirans, du canton de Corbelin, de Seissin, etc..., ayant trouvé à Grenoble des frippons déhontés qui leur promettaient des certificats avec nos signatures, sous le prétexte qu'ils tenaient ces certificats des officiers de santé de l'Hôpital, furent leurs dupes. Flattés de l'espoir d'être exempts de partir pour l'armée, ces jeunes gens se retiraient croyant avoir nos signatures. Brun, de Seissin, dont un pareil certificat a fait condamner Bonnet et Cotton par le tribunal criminel de Grenoble (2), ne nous connaissait même pas, car ce réquisitionnaire ne prit pas seulement la peine de venir nous voir à

(1) VILLARS ET CABANNE. Mémoire justificatif.

(2) Voici le jugement (extrait des registres du tribunal civil de l'Isère, audience du douze germinal an sept de la République française, une et indivisible).

JUGEMENT

« Le Tribunal, après avoir entendu le commissaire du directoire exécutif, condamne Jean-Baptiste Bonnet et Jean-François Cotton à la peine de quatre années de fers, conformément aux articles 41 et 42 de la seconde section du titre II de la deuxième partie du code pénal et à

l'Hôpital. Ce fut dans un cabaret, entre le verre et la bouteille, que se fit le complot de fabriquer pour luy nos signatures; elles ont si mal réussi, qu'elles ont fait condamner aux fers deux pères de famille, le 12 germinal, présente année.

« Les certificats des jeunes gens de Moyrans, qui ont paru dans la procédure, furent datés du 22 brumaire, an VII, jour auquel je ne pouvais les avoir signés moi-même, me trouvant à Gap et, en présence de plus de 300 témoins, parce que ce fut un jour de foire et que je suis très connu dans ce pays.

« Le Commissaire du canton de Corbelin, plus prudent que plusieurs de ses collègues, voyant dix à douze certificats entre les mains de jeunes gens qui n'avaient pas de motifs d'exemption apparens, vint nous trouver et comparer nos signatures. Il fut édifié, et il s'en retourna pour faire partir ces réquisitionnaires.

« Quelques citoyens de Saint-Marcellin sont venus aussi nous consulter, nous montrer même des certificats faux, que des faussaires avaient délivrés et vendus à des jeunes gens, leurs voisins, leurs fermiers ou parents. Nous leur avons montré au doigt et à l'œil la fausseté de ces pièces et leur avons conseillé de faire partir sur-le-champ les jeunes gens et de faire connoître le frippon qui leur avait vendu nos prétendues signatures ».

A chaque instant, des solliciteurs indiscrets leur écrivaient

l'article 1 du titre III dont il a été fait lecture par le président et qui sont ainsi conçues, etc...

« Ordonne que, préalablement, ils soient attachés à un poteau placé sur un échafaud qui sera dressé sur la place publique de cette commune et y demeureront exposés aux regards du peuple pendant six heures, etc...

« Ainsi fait et jugé et prononcé à Grenoble, à l'audience publique du tribunal, ledit jour douze germinal an sept de la République Française, une et indivisible.

« Signé : DESCHAUX, *greffier*.

« Il résulte des procédures et de l'acte d'accusation que Jean-Baptiste Bonnet, qui avait fabriqué le certificat déclaré faux, y avait apposé les signatures VILLARD, médecin, CABANNE, chirurgien en chef, ainsi le certifie

DESCHAUX, *greffier*.

pour attirer leur attention, et, au besoin, leur indulgence, sur quelque soldat désireux d'être renvoyé dans ses foyers, témoin la lettre suivante :

Champier, le 17 vendémiaire an 6 de la République Française, une et indivisible.

Voicy encore, cher et généreux citoyen, une occasion d'exercer votre justice et votre bienfaisance; me rendant à Bourgoin, j'ay rencontré un jeune citoyen de ma contrée, qui va à Grenoble, pour, d'après votre examen et celui de votre collègue, solliciter une exemption de service; son état est pitoyable, une hernie épouvantable le met hors d'état de faire le service militaire. Les bons offices que vous voudrez bien lui rendre me seront infiniment précieux, et ne peuvent ajouter ny à ma reconnaissance, ny à la foule de sentiments que je vous ai vouée.

Salut et considération,

LACROIX LARIVOIRE.

Je me rappelle aussi à votre souvenir, connaissant votre caractère porté à obliger les malheureux, j'ose vous prier de faire rendre justice à ce malheureux.

Salut et respect,

G. BUISSON, *inspecteur.*

Lassés de toutes les importunités, accablés par le grand nombre des examens de congé ou de réforme qu'ils avaient à faire, les chirurgiens de l'hôpital finirent, le 10 fructidor an VI, par envoyer au ministre de la guerre un tableau de la situation intolérable qui leur était faite et par lui proposer de partager en plusieurs séries les cas d'exemption — chaque série devant être soumise à l'examen de jurys différents. — Ce qui perce dans cette lettre, c'est, après l'indignation contre les fraudeurs, le désir de faire disparaître les voyages pénibles imposés aux vrais malades, par une trop grande centralisation. L'auteur de cette lettre peint les angoisses du paysan qui a 30 lieues à faire pour se faire exempter, celles du père, disant : « Ma récolte périt, mes deux fils sont morts à la guerre, il ne me reste que celui-là qui est malade, et cependant les gendarmes sont logés dans ma maison, jusqu'à ce que j'aie un ordre du commissaire pour les renvoyer ». — « Daignez entrer avec nous, dit Villars au ministre, dans cette humble chaumière du cultivateur. Cet asyle des pères nourriciers de la Patrie, vous fournira un moment de délassement.... »

Voici cette lettre où Villars se peint tout entier.

Les Officiers de Santé de l'Hospice militaire de Grenoble,

Au Ministre de la Guerre.

CITOYEN MINISTRE,

Au moment d'une nouvelle conscription militaire, les Officiers de santé, jaloux de mériter votre confiance en éclairant votre justice, vont vous faire part de leur expérience, de leurs moyens, et des obstacles qu'ils ont eu à vaincre en concourant à l'organisation des armées. Ils vous doivent l'hommage des motifs qui les ont déterminés, et ils ne craindront pas d'avouer leurs embarras et leurs erreurs, lorsqu'elles pourront être utiles au service de la République.

Depuis la chute du papier monnaie, depuis le passage des armées d'Espagne, de l'Ouest et des Alpes à celle d'Italie, l'hôpital militaire de Grenoble fut le rendez-vous de tous les trainans des armées. A cette classe de militaires blessés ou malades, éloignés de leurs camarades et de leurs drapeaux, de ces hommes en proie à la douleur et au soupçon que font naître leur éloignement et leurs routes détournées; de ces hommes livrés au découragement qu'entraînent la solitude, l'oisiveté et l'indiscipline, se sont réunis, et trop souvent confondus, des déserteurs, des réquisitionnaires en retard, des lâches enfin, sous divers prétextes de maladies ou autres, qui ont mis à l'épreuve notre énergie et notre expérience; qui ont exigé même la présence du faisceau de lumières des autorités constituées qui nous entourent. Notre travail a été plus que pénible, il étoit fastidieux, dégoûtant, insidieux même, daignez en lire le récit.

Pendant que les deux conseils, le directoire et les ministres redoublaient de zèle et d'activité, les besoins de la patrie exigeoient aussi de nouveaux efforts de la part de ses défenseurs. Et certes, les nôtres, n'étoient ni moins urgens, ni moins périlleux, puisque nous avions à supporter un travail extraordinaire d'autant plus ingrat qu'il nous mettoit aux prises contre les plus odieux soupçons que faisoient naître les sollicitations, les présens, les séductions de toute espèce dont nous étions sans cesse entourés et menacés.

Le réquisitionnaire se cachoit, il créoit des maux qu'il n'avoit pas, il se brûloit, se cautérisoit, il faisoit le sourd, s'enflammoit les yeux, se pratiquoit des ulcères et les entretenoit. Il s'en est présenté, ô honte pour des françois! il s'en est présenté dix-huit ou vingt qui avoient le pouce ou le doigt voisin, et plus souvent de la main droite, coupés. Jugez, Citoyen Ministre, de notre indignation! Pouvions-nous nous défendre contre le soupçon de causes aussi révoltantes que criminelles? Cependant nous étions sans preuves. De pareils hommes ne craignent plus la honte: il y en a eu qui ont bravé jusques aux menaces. La prudence et l'humanité seules contenoient notre indignation. Les vertus républicaines, la confiance des autorités constituées qui nous assuroient la

vôtre, les lumières, les sages conseils des inspecteurs généraux et la conscience de nos devoirs nous ont soutenus : mais une épreuve d'un genre nouveau et plus pénible encore nous attendoit.

L'intérêt, ce grand mobile des hommes, est venu répandre la corruption sur nos pas. La révolution, ce mélange de tant de classes d'hommes de tout pays les a démoralisés. Il a fait naître parmi des malheureux réquisitionnaires l'idée de nous gagner par des présents, lorsqu'ils ne pouvoient plus nous tromper par des maladies factices ou simulées. Ils ont employé les sollicitations les plus insidieuses sous prétexte d'humanité. Nos amis, nos plus proches, nos collègues, des hommes en place, dispensés sans doute de connoître des motifs qu'ils ne pouvoient ou qu'ils ne vouloient approfondir, ont été surpris à nous solliciter. Nous ne leur en ferons pas un crime : ce n'étoit quelquefois qu'un jeu ou une erreur de leur part; mais pouvons-nous, au milieu des plus sérieuses et des plus dangereuses fonctions, nous dispenser de vous faire part de ces ruses sans cesse multipliées et renouvelées ?

Nous ne cherchons pas, Citoyen Ministre, à nous faire un mérite d'avoir résisté à ces persécutions, c'étoit notre devoir. Nous ne voulons pas même déverser le blâme sur tant de défenseurs officieux ou complices bénévoles de ces hommes foibles, au moins avilis par l'égoïsme et le découragement. Ce n'est pas non plus le besoin d'épancher notre indignation qui nous fait dévoiler ces manœuvres, car nous n'avons pu toujours la contenir. Sans doute nous avons été quelquefois trompés, car une rigueur irréfléchie nous eût fait commettre beaucoup d'injustices. Le seul motif qui nous anime, Citoyen Ministre, c'est l'espoir que vous trouverez un remède à des maux réels que nous vous faisons connoître.

Après vous avoir fait part des écueils, que la révolution, les besoins de la patrie, l'insouciance, la lâcheté et le crime ont fait naître, permettez-nous, Citoyen Ministre, de vous exposer avec la même franchise les moyens qui nous ont paru les plus propres pour y remédier.

Mirabeau le père a dit : que lorsque les lois ne sont pas inutiles pour les neuf dixièmes de la société, elles sont mauvaises ou tombent en désuétude. Les arrêtés du directoire et les lois concernant les recruteurs ont donc à profiter des avantages et des inconvénients que l'expérience a fait appercevoir. Aucune loi, aucun arrêté n'a dit ni voulu sans doute que des boiteux, des bossus, des estropiés notoirement connus, dussent se présenter tous les trois mois pour se faire visiter, parce qu'ils étoient de l'âge de la réquisition.

Cependant en messidor, thermidor et fructidor an 6, nous avons vu revenir à Grenoble, au grand préjudice de l'agriculture et du trésor public, des hommes déclarés incurables et incapables de servir. Ils venoient non seulement de ce département, mais de ceux de la Drôme, de l'Ardèche, de l'Ain, Rhône, etc., et sur des voitures : ils faisoient ainsi quinze, vingt, trente lieues et autant pour s'en retourner. Le père ou la mère de ces malheureux, quelquefois obligés de les conduire,

venoient se plaindre et charger le tableau, disant : « ma récolte périt, » mes deux autres fils sont morts à la guerre, il ne me reste que celui- » là qui est malade, et cependant les gendarmes sont logés dans ma » maison jusqu'à ce que j'aie un ordre du commissaire pour les ren- » voyer ». Jugez, Citoyen Ministre, de l'impression déchirante que font ces récits, sur des cœurs républicains, amis de l'ordre, de la justice et de la liberté; jugez combien ces extensions forcées, et ces abus violent impunément les lois.

Ne nous accusez pas de faiblesse, Citoyen Ministre, des républicains ne sont pas des allarmistes. Daignez quitter un moment le tumulte des affaires de l'état pour rentrer avec nous dans l'humble chaumière du cultivateur. Cet asyle des pères nourriciers de la patrie vous fournira un moment de délassement, un calme nécessaire à votre ame bienfaisante sans cesse agitée par des sollicitations pressantes. Nous ne doutons pas que vous n'ayiez fait ces réflexions; vos lumières, votre philanthropie vous auront appris ce que l'expérience nous fait éprouver en ce moment dans le département de l'Isère.

Le corps législatif saura, Citoyen Ministre, trouver des moyens pour prévenir ces inconvéniens : il suffit de les lui dénoncer par votre ministère, pour qu'il en trouve le remède. Voici ceux qui dans les lois actuelles nous ont paru efficaces.

Le décret de la convention du 22 vendémiaire an 2, qui condamne à deux ans de fer les Officiers de santé qui éloigneroient par leur faute un seul réquisitionnaire de ses drapeaux, a été utile; non qu'il fût nécessaire à des officiers de santé exercés et habitués à remplir leurs devoirs, ils ne savent pas dévier du sentier des lois, ni du sentiment intime de leur conscience : mais il le devenoit pour des officiers de santé moins exercés au service militaire; pour ceux qui trop rapprochés de leurs petits intérêts, n'ont pas su encore envisager les grands intérêts de la patrie; enfin il le devenoit encore, comme une barrière à exposer aux yeux de ces solliciteurs indiscrets qui ne mettent péril à rien; et la convention fit bien d'exiger que cette loi fût énoncée à la tête de chaque certificat.

Une levée de cent mille hommes, suppose environ un dixième, c'est-à-dire dix mille hommes malades et à réformer. Pour en faire le triage, un plus grand nombre se présente à l'examen. Chaque municipalité ne sauroit avoir des moyens suffisans pour juger les cas ordinaires d'invalidité : il en est qui sont notoires, visibles et frappans qu'on pourroit leur confier : d'autres qui exigent le concours d'officiers de santé et des autorités constituées, mais sur les lieux, afin d'éviter les abus et de briser, par ce concours, les intrigues et les intérêts personnels. Il en est enfin, de ces infirmités qui, quoique réelles, présentent assez de difficultés pour exiger la présence et le coup-d'œil de deux ou trois officiers de santé militaires très-exercés et d'une probité reconnue. Ces trois classes d'infirmités que l'expérience démontre exister réellement, pourroient servir à simplifier, à améliorer même la levée des recrutemens;

si le Ministre, de concert avec l'inspection générale, classoit d'après elle les infirmités ou maladies qui dispensent les jeunes gens du service militaire.

Les officiers de santé militaires, courageux et instruits, inaccessibles à la crainte et à la surprise, sont assez rares ; et les républicains bien prononcés, ne sont pas très-communs encore parmi les citoyens ; cependant vouloir exiger que tous les réquisitionnaires se rendent au chef-lieu du département pour y être examinés, ou même dans les seuls départements ou se trouvent des hôpitaux militaires, ce seroit donner lieu à de nouveaux abus, et reproduire ces extensions forcées données à la loi, laisser à la merci des commissaires du directoire près les communes, souvent même aux gendarmes un arbitraire dont nous avons eu si souvent à gémir. D'ailleurs, ce n'est pas en accumulant ainsi sur la tête des mêmes hommes une masse considérable de réquisitionnaires à examiner, qu'on peut espérer un travail bien fait : leurs autres occupations les empêchent de porter sur chaque objet une justice égale pour tous. La multitude trop précipitée d'occupations engendre l'ennui et substitue l'habitude à l'expérience, la routine à l'art d'observer. Une sorte de justice et d'égards sont dus aussi aux officiers de santé, ils ont besoin d'être encouragés et même surveillés ; or, un travail forcé les harrasse, leur ôte toute émulation et jusques à la possibilité de bien faire.

Il s'agit de concilier l'intérêt des armées avec l'intérêt dû à l'humanité ; le respect dû à la loi avec l'intérêt de l'agriculture ; et l'amour de la République, avec les devoirs des citoyens et les bonnes mœurs :

L'instruction rédigée par la commission de santé et proclamée par le comité de salut public en vendémiaire an 3 présente 54 cas d'infirmités qui comportent l'exemption du service militaire. Il y en a peu à ajouter : mais il conviendrait de les classer, de les distribuer en trois séries ou sections de la manière qui suit :

LA SECTION PREMIÈRE comprendrait les cas d'incapacité notoire, qui peuvent être constatés par les administrateurs municipaux et le commissaire du directoire, sans le concours des officiers de santé : tels sont

1. La perte de la vue, la cécité.
2. La perte absolue de l'œil droit.
3. La perte du nez.
4. Les ulcères habituels et anciens de la face.
5. La perte de deux dents incisives à chaque mâchoire.
6. La perte de la parole ou la voix très-basse, depuis plus d'un an.
7. La perte de l'ouïe ou la surdité ancienne, reconnue.
8. Le goître volumineux qui gêne la voix et la respiration.
9. Les écrouelles ouvertes et suppurantes depuis plus d'une année.
10. L'asthme ou la difficulté de respirer depuis plus d'une année.
11. La bosse ou gibbosité, tant sur le dos que sur la poitrine.
12. La perte d'une main, d'un pied, d'un bras ou d'une jambe.

13. La perte d'un pouce, du gros orteil ou de deux doigts de la même main, ou du doigt voisin du pouce, l'index de la main droite.
14. La perte du mouvement d'un membre.
15. La claudication, le malade boiteux, d'une manière évidente.
16. La teigne invétérée avec perte des cheveux.
17. L'épilepsie ancienne ou mal caduc.
18. Le tremblement ancien d'un ou plusieurs membres.
19. La rétractation d'un membre qui reste ployé, celle du pouce ou de deux doigts.
20. L'imbécillité, la folie, la démence bien reconnues.

DEUXIÈME SÉRIE. — *Maladies qui exigent la présence des officiers de santé et celle des administrateurs municipaux, pour être constatées dans les cantons, sauf l'approbation ou l'opposition du commissaire du directoire, qui pourra réquerir le renvoi des malades aux officiers de santé des hôpitaux militaires.*

1. La myopie ou la vue très-basse.
2. Les taves ou taches anciennes de l'œil droit.
3. La fistule lachrymale, l'inflammation des yeux, des paupières et le larmolement depuis plus d'une année.
4. L'ozène, les ulcères du nez et de la bouche, le polype.
5. L'haleine habituellement fétide.
6. Les difformités de la bouche ou de la mâchoire, qui gênent la parole ou la déglutition.
7. La fistule salivaire ou la perte habituelle de la salive.
8. Le crachement de sang habituel, la phthisie.
9. Les hernies complètes, volumineuses, irréductibles ou difficiles à contenir.
10. La perte d'un testicule par blessure ou maladie.
11. L'hydropisie, les obstructions invétérées.
12. L'hydrocele, le sarcocèle et le varicocèle anciens.
13. La pierre, la gravelle reconnues.
14. La rétention ou l'incontinence habituelles de l'urine.
15. La fistule à l'anus ou aux voies urinaires.
16. La chute habituelle du fondement.
17. Les hémorroïdes habituelles et anciennes.
18. La goutte, la sciatique et le rhumatisme invétérés.
19. La faiblesse et la diminution sensible d'un membre, bras ou jambe; leur défaut d'extension ou de mouvement, soit par vice de conformation, soit par suite de fractures, luxations ou autres maladies.
20. Les anciens ulcères aux jambes.
21. L'anevrisme et les varices considérables.
22. Les fistules et la carie des membres ou du tronc.
23. Les tumeurs osseuses, les tumeurs blanches, et l'anchylose.
24. Les difformités de la tête, des mains et des pieds, qui gênent les facultés intellectuelles, les sens ou les mouvements, pour l'exercice, le maniement des armes ou l'équitation.

25. Le marasme, fièvre lente, maigreur chronique et ancienne.
26. L'œdème invétéré ou la bouffissure et la cacexie invétérés.
27. Le scorbut accompagné de la perte des dents incisives.
28. Les dartres considérables et invétérées, la lèpre.
29. La paralysie partielle ou des membres.
30. L'engorgement habituel d'un membre ou d'une articulation.

TROISIÈME SÉRIE. — *Maladies douloureuses, qui doivent être examinées scrupuleusement par des officiers de santé militaires.*

1. Toutes les maladies récentes, et celles de la précédente série, lorsqu'elles n'ont pas une année de date, et lorsqu'elles n'ont d'autres preuves que le récit des malades, de leurs parents ou voisins.
2. Tous les défauts de la vue, de l'ouïe, sans vice apparent.
3. La perte de la voix, la fièvre, l'incontinence d'urine, l'épilepsie lorsqu'elles sont récentes, lorsque le malade a servi, et lors même qu'il a obtenu plusieurs certificats.
4. Les douleurs, les claudications sans preuves manifestes.
5. Les excoriations, rougeurs aux yeux, plaies récentes, les cicatrices non adhérentes, superficielles, lorsqu'il n'y a ni dépression, ni maigreur, ni retraction, ni impossibilité de mouvoir les membres; le crachement de sang sans fièvre, les rougeurs et excoriations aux parties naturelles, etc.

Nota. — Il seroit à désirer que trois ou quatre officiers de santé pussent alterner par décades ou trimestres pour les examens.

Voilà, Citoyen Ministre, les motifs de notre conduite et les précautions que notre expérience nous a suggérées, pour simplifier le travail, assurer l'exécution des loix et prévenir les abus auxquels de fausses applications, des extensions trop rigoureuses ont pu donner lieu. Il nous reste à vous faire part d'une dernière réflexion.

Autant nous avons eu à gémir sur le sort des réquisitionnaires malheureux, victimes de vexations injustes, ou de leur propre faute, en se cachant, en se rendant malades, autant nous avons regretté les outrages faits à la justice et aux mœurs, autant nous avons été consolés de voir qu'une foule de bons et de vrais militaires, attachés au service, refusoient leur retraite et préféroient le métier des armes.

Il y a parmi le militaire un esprit public si décidé, qu'il nous a quelquefois paru dangereux d'articuler des soupçons de mauvaise volonté, ou de maux factices, en présence des anciens militaires. Ils devenoient alors les accusateurs inexorables des jeunes réquisitionnaires : aussi tel se prétendoit épileptique, atteint de douleurs, ou d'incontinence d'urine, qui, après trois jours d'hôpital, demandoit à partir pour la frontière.

Nous vous devons, Citoyen Ministre, l'aveu de cette satisfaction consolante : après vous avoir fait partager l'ennui et peut-être le dégoût, de cette lutte, où nous ont si souvent plongés la fourberie, la lâcheté, la dissimulation et les moyens de séduction de toute espèce : cet aveu

consolant fut pour nous le seul dédommagement à nos peines, et nous désirons bien sincèrement qu'il puisse intéresser votre humanité, votre philanthropie. En portant avec nous, pour un moment, vos regards vers l'humble chaumière du cultivateur, la réflexion qui suivra sera pour vous un calmant nécessaire à vos grandes occupations, et un moyen de justifier la confiance qui est due et qui est nécessaire à des officiers de santé qui se sont dévoués au service de la République en servant l'humanité.

Salut et respect.

CABANNE, *chirurgien en chef*; VILLAR, *médecin*; FOURNIER, *chirurgien*;
VILLAR, *chirurgien*; PELLETIER, *pharmacien en chef*.

Grenoble le dix fructidor an 6 de la République française.

Parmi les signataires de cette lettre figurent, à côté de *Cabanne* et de *Villar*, médecins, *Fournier* qui devint plus tard professeur à l'Ecole de Grenoble, et *Villar*, chirurgien de 3^e classe, le fils du futur doyen de la Faculté de Strasbourg.

Les tentatives de fraude n'en continuèrent pas moins; l'administration écoutant les propos rapportés de divers côtés par des sollicitateurs éconduits, finit par retirer sa confiance aux deux honorables officiers de santé de l'hôpital militaire de Grenoble : elle eut même l'indélicatesse de ne pas les prévenir, et de faire vérifier et contrôler leurs certificats par des confrères, ou d'immiscer dans l'examen des malades des personnages nouveaux.

Le commissaire du pouvoir exécutif, Hilaire, écrit en effet le 2 brumaire an VI, aux deux médecins, en but à sa méfiance encore cachée, que sur le rapport de plusieurs de leurs confrères, il a donné un congé — ces nouveaux rapporteurs sont les médecins civils *Laugier*, *Bilon*, *Chanoine* et *Silvy*.

Voici cette lettre :

DÉPARTEMENT
de l'Isère.

*Grenoble, le 2^e brumaire, an 6 de la République
Française, une et indivisible.*

• Division.

BUREAU
à

LE COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF, près
l'Aministration centrale du Département de
l'Isère,

*Vous aurez
soin de rappeler à la marge
de votre réponse le N^o de la
Division et la désignation du
Bureau.*

*Aux citoyens Villard et Cabanne, officiers de
santé à Grenoble.*

J'ai donné un congé de trois mois, par prorogation d'un congé précédent, à Pierre Fleury, de Montbonnot, le 25 vendémiaire dernier, n^o 150. D'après les rapports des citoyens Bilon et Silvy des 24 et 25 du même mois vendémiaire. L'un de ces certificats, celui du citoyen Silvy, porte que ledit Fleury a eu un dépôt de petite vérole sur les yeux, qu'il lui reste un larmoyement habituel, maladie qui a affaibli considérablement la vue ; qu'il est de plus affligé d'un rhumatisme chronique qui parcourt différentes parties du corps, mais qui se fixe plus particulièrement sur le bras gauche ; que par ces motifs, il est au cas d'obtenir un congé de trois mois. Les mêmes faits sont attestés par le citoyen Bilon, qui a décidé que le pétitionnaire est au cas de la réforme. Voilà les motifs qui m'ont décidé à accorder le congé de trois mois au citoyen Fleury.

Pour faire cesser les abus dénoncés dans votre lettre de ce jour, j'ai pensé qu'il convenoit que les quatre officiers de santé Laugier, Bilon, Chanoine et Silvy vous adressassent leur rapport cacheté à mesure qu'ils en donnent. Le commandant du dépôt enverroit prendre ceux du matin à midi chez vous, ceux de l'après-dîné à six heures, chaque jour, par une ordonnance qui me les remettroit, et je les examinerois de suite ; sauf au commandant à vous diriger par escorte ou à d'autres officiers de santé, ceux qui se présenteroient ou à moi ou à luy pour être examinés. Veuillez vous concerter un moment tous six pour adopter cette mesure ou tout autre qui pourra mieux vous convenir et qui fera cesser les abus par vous dénoncés, et me faire part du plan que vous aurez adopté. Le commandant et moi nous y conformerons.

IMBERT.

Bilon avait été, en 1788, chirurgien de la milice nationale ; *Chanoine* avait été, à la même époque, syndic du collège des médecins ; il devint plus tard président de la Société de santé.

Le commissaire du pouvoir exécutif Imbert va plus loin : un nommé Garden (de Venosc) avait servi dans les chasseurs et « était atteint d'une ankylose au genou droit depuis trois ans » (Certificat de Villars). Sur ce certificat une suspension de départ avait été accordée à ce soldat nouvellement réquisitionné. Mais le commissaire Imbert se ravise et écrit à Villars, avec une apparente bonhomie, la lettre suivante, pour l'avertir qu'il va faire vérifier son diagnostic par les citoyens Ovide Lallemand et Giroud :

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

DÉPARTEMENT
de l'Isère.

*Grenoble, le 26 fructidor an 6 de la République
française, une et indivisible.*

° Division.

BUREAU
d

LE COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF près
l'Administration centrale du Département de
l'Isère,

*Vous aurez
soin de rappe-
ler à la marge
de votre répon-
se le N° de la
Division et la
désignation du
Bureau.*

*Au citoyen Villard, officier de santé à l'hospice
militaire de Grenoble.*

J'ignore absolument, citoyen, que mon collègue près le canton d'Oisans ait refusé d'obtempérer à la suspension de départ que j'ai délivré d'après vos certificats, à Joseph Garden, de Venosc. J'imagine qu'il a eu quelques raisons d'en user ainsi, puisqu'il n'est pas de ruse, même celle de la substitution de personnes, qu'on emploie pour vous surprendre. Dès qu'il y a doute sur les infirmités d'un individu je dois, aux termes de l'art. 10 de l'arrêté du directoire exécutif du 4 ventôse an 4, ordonner une contre visite, et je ne pense pas que rien puisse limiter mon choix dans les officiers de santé. Les citoyens Ovide Lallemand et Giroud ont été désignés par moi, soit pour les contrevisites, soit pour la visite des réquisitionnaires à qui il échoit d'accorder des

prorogations. Vous savez que l'art 13 de l'arrêté du directoire précité me défend de proroger les exemptions, à moins que les infirmités ne soient constatées par des officiers de santé autres que ceux qui avoient délivrés les premiers certificats.

Vous voudrez bien renvoyer ledit Joseph Garden devant les officiers de santé Ovide et Giroud.

IMBERT.

Le citoyen *Ovide* n'était autre que l'ancien P. Ovide Lallemand, de l'ordre des Pères de la Charité, ordre dispersé depuis la Révolution. Ancien professeur à l'Ecole des Pères, il était demeuré à Grenoble où il exerçait la médecine, et, plus tard, en 1801, il fut chargé, en même temps que *Giroud*, de fonctions officielles.

Les citoyens *Ovide* et *Giroud* conclurent contrairement à l'opinion signée de Villars, que Joseph Garden était en état de reprendre du service. Villars, justement froissé, multiplie les renseignements qu'il avait pu avoir sur un homme que la partialité doublée d'inhumanité envoyait au service malgré ses infirmités. Voici, entre autres, la lettre que lui écrit un médecin de Bourg-d'Oisans, le citoyen Andriol :

Bourg d'Oisans, le 2 thermidor, an 7^e.

CITOYEN COLÈGUE,

J'ay veue votre lettre du 28 messidor dernier par laquelle vous m'avez chargé d'envoyer un certificat contenant l'infirmité du citoyen Joseph Garden, réquisitionné de Venosc; nous avons estimé avec le père qu'il valoit mieux faire le voyage à Grenoble. Il part avec son fils, il le conduira comme il pourra.

Vous ferez voir à vos ennemis la vérité du fait. Le genou est toujours engorgé, raide; il a même des playes à la même jambe que vous verez aussi. Je puis atester, avec vérité, que depuis plus de quinze ans que Joseph Garden, réquisitionnaire, a une douleur, avec épessissement de la sinovie au genou droit; a eu plusieurs dépôts à cette jambe.

Je vous salue, mes saluts au citoyen Vilard, votre fils, ainssi que son épouse, sans oublier M^{lle} Marianne. Je demande toujours la continuation de votre amitié et suis votre

Concitoyen ANDRIOL.

Au surplus, les événements n'allaient pas tarder à donner raison à Villars et à légitimer son jugement: le malheureux Garden arrivé à l'armée d'Italie, où l'avaient envoyé le P. Ovide

et Giroud, entra de suite à l'hôpital, où il demeura quatre mois, et revint dans ses foyers avec un certificat délivré par les médecins de l'armée d'Italie.

Un autre fait allait compléter la série : un réquisitionnaire de 26 ans, Michel Boudillon, racontait partout et le répéta devant le tribunal, comme sa mère l'avait raconté confidentiellement au secrétaire de la commune de St-Marcellin, qu'il avait obtenu de Cabanne un certificat pour la somme de 72 fr. Le père du réquisitionnaire fit la même déclaration et ajouta que c'était un jour avant que le certificat leur fût délivré qu'il avait payé 72 fr. au sieur Cabanne. « Il précisait (1) que cet argent fut versé dans un placard où s'en trouvait beaucoup d'entassé. On eût pu, continue Villars, le conduire dans l'appartement de Cabanne, et le prétendu placard dans lequel on ne peut voir, car il reçoit peu de jour, l'eût bien embarrassé. »

« Comment Boudillon père, peu fortuné, ajoute encore Villars, dont le fils portait un ulcère près de la clavicule gauche, qui rendait le départ du réquisitionnaire impossible dans ce moment, aurait-il pu payer un simple certificat d'exemption provisoire pour trois mois, qui lui était dû légitimement? Il y a plus, c'est que ayant demandé au réquisitionnaire s'il m'avait payé, moi qui l'avais examiné et qui avais fait le certificat, il répondit non, qu'il savait même que je n'aurais rien accepté. »

Du reste, Boudillon finit un jour par déclarer en pleurant qu'il regrettait d'avoir fait cette déclaration contre Cabanne. « Le citoyen Fournier et moi l'avons vu en tel état ; mais vous allez voir (2) que ses repentirs n'étaient de sa part qu'une nouvelle grimace : son congé provisoire expiré, il se coupa le doigt indicateur de la main droite afin de ne pas servir (3). »

(1) Mémoire justificatif de Villars et de Cabanne.

(2) Mémoire justificatif, *loc. cit.*

(3) Voici l'attestation qui fut faite de cette mutilation : « Je soussigné, officier de santé de Saint-Marcellin, certifie avoir traité le citoyen Michel Boudillon, de Saint-Marcellin, réquisitionnaire, du doigt index de la main droite qui avait été coupé obliquement. Comme il avait esté quatre jours sans se faire panser, la gangrène s'en était emparé ; j'ai été obligé de

Boudillon fut arrêté et traduit à Grenoble après cet accident. Villars donne alors, dans le passage suivant, la mesure de son caractère et de sa dignité. « Enfin, Boudillon est parti, son doigt cicatrisé; il est au service avec un doigt de moins, après avoir voulu une seconde fois nous accuser d'être la cause de la perte de son doigt, et ce lâche n'a pas rougi de venir à l'hôpital, où il est entré le 5 prairial dernier. Je l'ai eu dans ma salle, je l'ai vu sous mes yeux. L'embonpoint qu'il avait pris au service, qu'il redoutait tant, l'avait rendu méconnaissable ! »

« Le voilà donc cet homme, qui se traîne de bassesse en bassesse; après nous avoir accusés, il vient réclamer nos soins; que dis-je, il vient pour nous tromper encore, car il nous fit demander par des femmes officieuses un congé de convalescence. Le nom de Michel Boudillon me rappella des souvenirs pénibles, même révoltants. Il ne dira pas qu'il aie eu à s'en plaindre; pour toute vengeance je l'ai renvoyé hors de l'hôpital. Il ne tenait qu'à moi de faire voir et constater légalement sa poltronnerie, mais j'aurais eu l'air de venger mon collègue. De pareils hommes ne méritent que le mépris. Et je ne le fis pas même voir au citoyen Cabanne. Boudillon sortit de l'hôpital où il n'aurait pas dû entrer, car il n'était pas malade alors. »

« La lâcheté et le crime ne se déconcertent pas : Boudillon, couché dans les rangs parmi les braves militaires, dans une salle qui, par la discipline et la tranquillité qui y règnent, a encouragé plusieurs réquisitionnaires, eut grande attention de se faire tâter le poulx du bras gauche, malgré que je me présentais à la visite du côté droit de son lit; luy ayant enfin demandé le bras droit afin de m'assurer de l'identité de l'homme et de sa poltronnerie, je fus convaincu. Je vis le

lui emputer les deux premières phalanges. A Saint-Marcellin, le 3 thermidor de l'an sept de la République française.

« SOLDAT, *officier de santé*.

« Vu en administration municipale pour attester que le citoyen Soldat, qui a délivré le certificat, est officier de santé. Ce 3 thermidor an sept.

« MORAND, *agent municipal*,

« BRENIER, *agent municipal* ».

cachet infammant qu'il s'est imprimé et je le renvoyai le 3^me jour. Qu'il aille porter ailleurs sa lâcheté et sa pénible existence, ce n'est pas nous qui cherchons à faire punir de pareils hommes. Nous sommes trop malheureux de sortir de notre caractère, d'être obligés de leur distribuer des reproches pour nous défendre, au lieu de verser dans leur sein comme dans leurs playes les baumes de la consolation et du soulagement dus à leurs maux et aux fatigues du service. »

Tous ces faits et plusieurs autres encore, colportés, dénaturés par la malveillance et la sottise, exploités par la jalousie et la bassesse, firent oublier au commissaire du Directoire l'honorabilité incontestée, le désintéressement et la grandeur d'âme de Villars, l'honorabilité non moins reconnue de son collègue Cabanne, et ce fonctionnaire eut l'idée malencontreuse pour sa mémoire d'accuser officiellement les deux dignes officiers de santé de l'hôpital. — Ce réquisitoire vaut la peine d'être lu :

DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

*Grenoble, le 14 vendémiaire an 7^e de la République Française
une et indivisible*

LE COMMISSAIRE DU POUVOIR EXÉCUTIF près l'Administration
du département de l'Isère,

*Au Citoyen Rolin, capitaine-rapporteur près le Conseil
de guerre permanent, séant à Grenoble.*

Je remplis un devoir pénible, Citoyen, en dénonçant à votre Tribunal les citoyens Villard et Cabanne, officiers de santé de 1^{re} classe, de l'Hôpital militaire de cette commune ; mais les plaintes portées contre eux ont un caractère de gravité qui nécessite l'intervention d'une procédure dont le résultat doit être la punition exemplaire des dits officiers de santé, ou celle de leurs accusateurs.

Avant de vous présenter les charges résultantes de la correspondance que j'ai entretenue au sujet des inculpations dirigées contre eux, il convient de vous prévenir que, m'étant aperçu que bientôt après mon entrée en fonctions, que les certificats d'infirmités étaient délivrés un peu légèrement par quelques uns des officiers de santé délégués par mon

prédécesseur, en exécution de l'arrêté du Directoire exécutif du 4 ventôse an 4; j'exigeai de tous les réquisitionnaires qui alléguaient des infirmités, de venir les faire constater à l'Hôpital militaire de cette commune, par les citoyens Villard et Cabanne. Je ne me suis dès lors départi de cette mesure que lorsque l'impossibilité du déplacement du malade étoit constatée dans les formes voulues par l'article 14 de l'arrêté du 4 ventôse précité, et quelquefois lorsque les certificats des officiers de santé des cantons ruraux étoient appuyés des attestations de mes collègues des dits cantons.

J'ai été dans la sécurité sur la délivrance des congés provisoires que l'arrêté du Directoire me confie jusques au 12 fructidor dernier, époque à laquelle des plaintes me sont parvenues sur les citoyens Villard et Cabanne, des cantons de Roussillon et Saint-Marcellin.

Le dit jour 12 fructidor, on m'écrivit de Roussillon que les citoyens Villard et Cabanne ont délivré à Pierre Gay, réquisitionnaire, un certificat constatant qu'il est atteint d'infirmités qui doivent lui procurer une exemption. On s'exprime ainsi au sujet de ce certificat : « Je ne puis « vous dissimuler, Citoyen, l'extrême étonnement où m'a jetté un pareil « certificat; ou il est faux, ou les deux officiers de santé qui l'ont signé « ont été trompés, car Gay, quoique poursuivi pendant longtemps pour « rejoindre, ne s'est jamais plaint ni d'infirmités ni de maladies, il n'a « jamais employé la voie qui lui étoit ouverte par l'arrêté du 4 ventôse « an 4, pour les faire constater; il paroît parfaitement bien portant; d'où « peut donc provenir la cause d'un pareil certificat? N'est-ce point un « abus payé? Gay est un citoyen aisé, et j'ai vu avec surprise, depuis « longtemps, que les réquisitionnaires aisés obtiennent presque tous, ou « du moins en grande partie, des certificats d'infirmités, quoique bien « moins susceptibles d'en contracter que ceux que le besoin force à faire « des travaux pénibles et dangereux. . . . »

« On n'a pas été moins surpris du congé provisoire de trois mois, que « vous avés délivré le 9 du présent au citoyen Jean Peyret, d'après les « déclarations des mêmes officiers de santé, Villard et Cabanne; il paroît « que vous avés beaucoup de confiance en ces deux citoyens; peut-être « il la méritent; mais n'est-il rien à craindre qu'ils en abusent? ou, s'ils « n'en abusent pas, n'abuse-t-on pas de leur ministère ou de leur bonne « foy? L'appas ne triomphe-t-il jamais du devoir? Ne se laissent-ils « point tromper par des stratagèmes. . . . Si Peyret eût été infirme, il « n'eût pas attendu de le faire constater que son père fût en état d'arres- « tation pour l'avoir recelé. . . . Pour tirer son père d'une condamna- « tion inévitable il a mis tout en usage, et il a réussi; mais il a manqué « de finesse en n'affectant pas de maladie avant son départ pour Greno- « ble et après son retour, etc., etc. »

D'après cette plainte, j'écrivis à mon collègue près l'administration municipale de Roussillon, le 15 du dit mois fructidor; je le chargeai de faire appréhender Pierre Gay, dont les certificats ne m'avoient point été présentés; je lui adressai l'un de ceux délivrés à Jean Peyret, afin de le

mettre à même de comparer l'énoncé des infirmités de cet individu, résultant du dit certificat avec ce que la voie publique pourroit lui apprendre de l'état de santé ou de maladie du dit Peyret, rapprochement d'autant plus facile à faire, que les infirmités énoncées au dit certificat devoient avoir frappé tous ceux qui l'avoient vu ; qu'il s'agissoit de varice et d'engorgement à la jambe gauche depuis deux ans. Je l'informai, en outre, que je venois de recevoir du canton de Saint-Marcellin une accusation de vénalité contre les citoyens Villard et Cabanne ; je le requis au nom du bien public de recueillir avec soin tous les indices du même genre qui pourroient venir à sa connoissance dans son arrondissement ; je n'ai point eu de réponse à cette lettre.

Le 12 fructidor je reçus du canton de Saint-Marcellin une lettre ainsi conçue : « Je n'ai pas cru devoir vous laisser ignorer, Citoyen Commissaire, les bruits qui circulent dans ce canton. On prétend qu'avec de l'argent les militaires, ou réquisitionnaires, obtiennent des certificats d'infirmités sur lesquels votre bonne foy est trompée : Simon Brenier, qui a obtenu de vous une exemption le 11 thermidor, porte à 300 francs la somme exigée de lui. Jacques Chivat, qui en a obtenu une autre le 7 du courant, prétend avoir fait un premier voyage infructueux, et qu'ayant fait luire de l'argent au second, il a réussi au gré de ses desirs. Ce ne sont pas les seuls qui tiennent de semblables propos. »

Sur cette dénonciation, je chargeai mon collègue près l'administration municipale de ce canton, de recueillir avec prudence et discrétion les indices ou les preuves des propos attribués à Brenier et à Chivat ; je lui fis sentir que la confiance dont nous avoit honoré le Gouvernement nous faisoit à l'un et à l'autre un devoir rigoureux de ne rien négliger pour acquérir la preuve du délit qu'on imputoit aux officiers de santé.

Le 19, il me répond en ces termes : « J'ai voulu consulter Simon Brenier, il m'a passé négative au milieu du plus grand embarras. Sa peine m'a fait soupçonner qu'il me cachait la vérité. J'ai fait des perquisitions pour savoir s'il n'avoit point fait ses confidences à d'autres ? On m'a indiqué Antoine Pin, de Benin, à qui vous avés délivré une exemption le 15 thermidor ; j'ai chargeai son frère de le faire comparoitre devant moi en lui disant que j'avois quelque chose d'essentiel à lui communiquer. Ce militaire n'a pas voulu déférer à mon invitation, il a mieux aimé céder aux sollicitations de Brenier. De toutes parts, j'entend dire que les officiers de santé ont délivré des certificats d'infirmité pour de l'argent, et je n'ai trouvé que le père du nommé Boudillon qui m'ait convenu qu'on lui avoit demandé quatre pièces de 24 francs ; mais qu'un des officiers de santé l'avoit tenu quitte pour trois. Il est possible que Simon Brenier fut plus véridique s'il paroissoit devant vous. »

A la suite de cette lettre se trouve le post-scriptum suivant : « J'ai promis à Boudillon que ces aveux ne lui nuiroient pas. J'espère que vous aurés égard à ma promesse. »

Ces renseignements ne m'ayant pas paru suffisants, j'adressai, le 23,

à mon collègue une lettre en ces termes : « Votre lettre du 19 du présent, « Citoyen Collègue, ne contient pas, sur les délits imputés aux officiers « de santé de l'Hospice militaire, tous les renseignements que j'aurois « désiré. Cependant, au moyen de cet aperçu et commencement de « preuves, et aidé des indices qui me sont parvenus d'ailleurs, je vais les « dénoncer officiellement au conseil de guerre permanent établi à Gre- « noble, envoyé moi sans délai, je vous prie, l'état nominatif des citoyens « de votre canton qui ont fait ou entendu faire des imputations aux dits « officiers de santé, pour que le conseil de guerre puisse les faire enten- « dre. Il est vraisemblable que de toutes ces dépositions sortira la vérité, « et que les coupables seront punis avec toute la rigueur des lois. Je dois « faire marcher de concert avec cette mesure celle de la contre visite « des nommés Simon Brenier et Jacques Chivat. Je vous charge en con- « séquence de requérir ces deux individus de se rendre sur-le-champ à « Grenoble et de se présenter à mon bureau. Si vous pouvez avoir le « moindre soupçon d'un refus de leur part d'obtempérer à votre réquisi- « tion, ne leur donnés aucun avertissement; faites les appréhender et tra- « duire de suite par la gendarmerie; usés en de même à l'égard d'An- « toine Pain, de Bernin, qui a refusé de se rendre à votre invitation. »

« La rigueur des principes auroit exigé que j'eusse pris les mêmes « précautions à l'égard du fils du nommé Boudillon, mais comme cet « homme a eu la franchise de déclarer qu'il avoit donné de l'argent aux « officiers de santé, et que, d'autre part, vous m'invités à avoir quelque « égard pour lui, je ne révoque point, en l'état, le congé provisoire de « son fils. Cette révocation amèneroit, sans doute, la rétractation des « aveux qu'il vous a fait, et j'ai trop à cœur de jeter le plus grand jour « sur l'affaire dont s'agit; elle est, d'ailleurs, trop étroitement liée au « bien public pour ne pas s'éloigner, momentanément, de la rigueur des « principes. »

« Le citoyen Soldat, officier de santé de votre commune, a assuré dans « une auberge de Grenoble, avoir ouï dire publiquement à Saint-Marcel- « lin que les certificats d'infirmité se vendoient ici. Sur quelques obser- « vations qui lui furent faites, il offrit de lier une gageure et d'adminis- « trer la preuve de son dire. Je fis appeler de suite ce citoyen et le priai « de vouloir bien me donner les noms des personnes à qui il avoit en- « tendu tenir ces propos; il sembla d'abord vouloir passer négative de « ce qu'il avoit dit dans l'auberge, mais, sur l'offre que je lui fis de le « mettre en présence des citoyens qui l'avoient entendu, il en convint. « Malgré mes plus vives instances, il n'a jamais voulu déclarer les per- « sonnes qui avoient tenu, à Saint-Marcellin et en sa présence, les « propos qu'il avoit répété dans l'auberge; il balbutia, les prêta à des « militaires actuellement à l'armée d'Italie ou à Toulon, et j'eus lieu de « me convaincre qu'un malheureux esprit de corps le déterminoit au « silence. J'espère qu'il sera plus sincère devant le conseil de guerre, où « il sera d'ailleurs mis en présence des citoyens avec qui il avoit voulu « lier un pari (ces citoyens seront dénommés en la liste des témoins à « faire entendre).

« Je vous prie, Citoyen Collègue, au nom du bien public, au nom des devoirs que vous impose votre place, de surveiller et réprimer tous les abus, de m'aider de tous les renseignements que vous pourrés me procurer dans la procédure qui va s'instruire. J'attends sous le plus bref délai l'état nominatif des témoins à faire entendre, que je vous ai demandé cy-dessus. »

Le 29, mon collègue répondit de la manière suivante :

« J'aurais répondu plutôt, Citoyen Commissaire, à votre lettre du 23, si je n'avois pas été obligé d'accompagner les experts, etc.

« Je sais, Citoyen Commissaire, que je suis la sentinelle du Gouvernement, et que je dois surveiller l'exécution des lois, le maintien de l'ordre et de la tranquillité publique, mais, etc.

« Simon Brenier doit partir après demain pour se rendre auprès de vous. L'adjoint municipal de Chevrieux doit donner demain à Chival l'ordre de s'y rendre le même jour. Pain est hors d'état de faire ce voyage ; le certificat cy-joint que ses voisins m'ont certifié le prouve (il conste de ce certificat, signé Soldat, que le dit Pain étoit atteint d'un rhumatisme universel, et qu'il étoit alors impossible de se transporter ici ni en voiture ni à cheval).

« Ce n'est pas Bourdillon, réquisitionnaire, qui a délivré au citoyen Cabanne les 72 francs, c'est Michel Boudillon son père, qui l'avoit accompagné ; il doit ajouter qu'il vit fermer l'argent par lui délivré dans un meuble où il y en avoit une quantité prodigieuse.

« A ces deux témoins il faut joindre celui-cy, c'est *André Falcon*, à qui vous avés accordé une exemption provisoire le 15 thermidor. — *Nous ne délivrons point de certificats sans être payé*, lui dit le citoyen Cabanne. — *Monsieur, il est juste de vous payer, que demandez-vous ? cent francs. — Je n'en ai que soixante, daignés me faire grâce du surplus. Mes soixante francs furent acceptés et le certificat délivré. — Tel est le rapport que m'a fait cet homme, dont les deux bras ont été cassés et qui est un propriétaire.* »

« Liste des témoins qui déposeront sur des ouï dire :

- « Antoine Ferrouillat, notaire à Saint-Marcellin ;
- « Sébastien Juvenel, agent de la commune de Saint-Marcellin ;
- « Louis-François Rubichon, agent de celle de Saint-Véran ;
- « Estienne-Joseph Morand, adjoint à celle de Chevrière ;
- « Alexandre Lamarche, adjoint à celle de Têche-et-Beaulieu ;
- « Jean-Baptiste Bouvier fils, agent de celle de Saint-Sauveur ;
- « François Giroud, agent de celle de Saint-Appolienard ;
- « Claude Barre et Jean-Louis Simon, fonctionnaires de la municipalité de Saint-Marcellin. »

« J'espère, Citoyen Commissaire, que ces témoins mettront l'affaire dans son plus grand jour. » — Tel est, Citoyen, le résultat de la correspondance que j'ai entretenue à l'égard des imputations faites aux officiers de santé Villard et Cabanne. Simon Brenier se présenta dans mon bureau le 30 fructidor ou le 1^{er} complémentaire. Je le renvoyai aux offi-

ciers de santé Ovide Lallemand et Giroud ; les certificats de visite qu'il m'en rapporta constatoient que sa blessure étoit parfaitement cicatrisée et qu'elle n'étoit pas un obstacle à ce qu'il fût de nouveau employé à l'armée active. Cependant il lui fut donné un délai de six jours, ne pouvant, aux termes de l'instruction du ministre de la guerre, du 1^{er} fructidor dernier, lui expédier aucune suspension de départ, vû qu'il appartenait à un corps. Je le renvoyai, conformément à cette instruction, au commissaire des guerres chargé de la police de l'Hôpital militaire. Je lui fis plusieurs interrogations sur les propos qu'il avoit tenu contre les officiers de santé Villard et Cabanne, sur les 300 francs qu'il disoit leur avoir délivré ; je lui observai qu'il avoit manqué à l'honneur qui doit caractériser plus particulièrement l'état de militaire en tenant ces propos, s'ils étoient dénués de fondements, et que s'ils étoient fondés, il manquait au devoir d'un bon citoyen de ne pas les soutenir, afin de faire punir les délinquants ; je lui fis sentir combien il importoit à l'Etat, au succès de nos armes et à nos frères d'armes, de n'avoir, dans les officiers de santé attachés au service militaire, que des gens d'honneur et de probité. Ses réponses furent une négative constante.

Chivat ne s'est point encore rendu à Grenoble, et je n'ai pu, en conséquence, le faire contre-visiter ; il en est de même de Pain. Je n'ai pas été dans le cas d'ordonner beaucoup de contre-visites depuis les dénonciations qui ont été portées contre les citoyens Villard et Cabanne ; tous les certificats qu'ils ont délivrés à des réquisitionnaires ayant appartenu ou appartenant à un corps n'ont plus dû m'être présentés, d'après l'instruction du ministre, précitée ; d'autre part, j'ai fait entrer à l'hôpital tous les réquisitionnaires non encadrés dont les infirmités étoient transitoires, et ne les mettoient pas au cas de la réforme définitive. Je dois néanmoins joindre ici le certificat signé Villard et Cabanne, délivré le 25 thermidor dernier, à Joseph Garden, de la commune de Venosque, canton d'Oisans, et les deux certificats délivrés au même individu par les officiers de santé Ovide Lallemand et Giroud, le 27 fructidor suivant, constatant, savoir : celui signé Villard et Cabanne, que le dit Garden est au cas de la réforme définitive, et les autres, qu'il est au cas de servir dans les armées de la République. Je dois à la vérité d'ajouter qu'il ne m'est rien parvenu qui puisse faire croire que le certificat de réforme a été acheté.

Je joins encore ici deux certificats, sous la date du 3^e messidor, délivrés par les citoyens Villard et Cabanne à Pierre Brun, de la commune de Grisail, canton de Saint-Guillaume (et non celui du Monétier, ainsi que l'énonce les dits certificats), constatant que ledit Pierre Brun doit être réformé, et deux autres certificats délivrés par les citoyens Ovide Lallemand et Giroud, au même Pierre Brun, le 1^{er} complémentaire dernier, constatant qu'il peut servir dans les armées. Il m'est revenu qu'il avoit été délivré de l'argent pour l'obtention des certificats du 3^e messidor, par le père de ce réquisitionnaire ; il conviendra de le faire assigner comme témoin pour déposer dans la procédure.

J'ai encore appris que le nommé Périolat, de la commune de Saint-Pierre-d'Octavion, département de la Drôme, avoit acheté son certificat de réforme; que, peu de tems après son obtention, son père se rendit en cette commune pour rembourser la somme importante de 384 francs empruntée par son fils pour se procurer le certificat dont s'agit. Il conviendra de faire assigner ce jeune homme, ainsi que son père, pour venir déposer sur ce fait. Il faudra aussi faire assigner le citoyen Pain, commissaire du Directoire exécutif près l'administration du canton d'Iseron, qui donnera des renseignements. Le citoyen Soldat, officier de santé à Saint-Marcellin, devra également être assigné pour convenir des propos qu'il a tenu chez le citoyen Manard, aubergiste, propos rapportés dans une lettre du 23 fructidor, cy-dessus transcrite; ils ont été tenus en présence du même citoyen Pain, commissaire du canton d'Iseron, du citoyen Manard, traiteur, et du citoyen Murgier, négociant en cette commune.

Il ne m'est pas parvenu d'autres renseignements sur les investigations dirigées contre les citoyens Villard et Cabanne. Sans doute l'audition des témoins jettera de nouveaux jours sur cette affaire; vous sentés trop combien il est important qu'elle soit traitée promptement, pour qu'il soit besoin de vous inviter d'en accélérer l'instruction. Les citoyens Villard et Cabanne, justement peines des soupçons qu'elle fait planer sur leur tête, réclament eux-mêmes un jugement. Par une lettre d'hier, ils m'invitent à en nantir le conseil. Je vous prie de m'accuser la réception de la présente et des pièces y jointes.

Salut et fraternité.

Signé : IMBERT.

Il importe de relever dans cette lettre « *que les citoyens Villard et Cabanne réclament eux-mêmes un jugement et invitent le commissaire Joubert à en nantir le Conseil.* »

C'est alors que Villars rédigea le mémoire suivant :

MÉMOIRE pour les officiers de Santé de l'Hôpital militaire de Grenoble. Ils demandent qu'il soit dit n'y avoir lieu à accusation au sujet des plaintes et dénonciations vagues portées contre eux par des réquisitionnaires et autres.

C. J.

C. J., s'il existoit des preuves pour autoriser des soupçons et des inculpations vagues portées contre les officiers de santé de l'hôpital militaire de Grenoble, elles auroient paru. Confiants dans les principes d'équité qui nous dirigent, comme dans la justice de la Commission militaire qui doit nous juger, le citoyen Cabanne et moi sommes parfaitement rassurés. Les faits allégués contre nous n'ont aucun caractère de vérité, pas même de vraisemblance. Ils ne sont pas précisés : ce ne furent d'abord que des bruits vagues et nous n'avons pu nous per-

suader jusqu'à présent d'avoir été dénoncés par ceux même qui ne cessent de nous accorder leur confiance. Le précis historique des faits, mis sous les yeux du tribunal, suffira pour convaincre nos juges et le public du vague et de la fausseté des soupçons élevés contre nous.

S'il existe un moyen de nous dédomager des amertumes pénibles dont nous sommes abreuvés depuis près d'une année et que nous n'avions jamais connues, c'est de nous voir juger par un tribunal militaire. Tel est le caractère, tel est le cachet qui distingue le militaire; il ne craint pas plus les dangers que les persécutions. Le François, surtout, s'anime par les obstacles, et une guerre comme une calomnie injuste lui donnent plus d'énergie pour les repousser. Nous n'avons pas servi dans les rangs : mais, en étanchant le sang de tant d'honorables blessures, nous avons appris à tremper notre courage; avec le militaire, les dangers et les revers nous sont communs, et s'ils avoient pu nous intimider, nous serions indignes de la confiance publique. Ce ne sera pas en vain que tant de braves militaires confiés à nos soins, auront attesté nos services; ce ne sera pas en vain que nous aurons obtenu des succès, nous en obtiendrons encore. Les autorités civiles et militaires qui nous surveillent, le grand nombre de malades guéris, le petit nombre de morts dans cet hôpital, attestent que nous avons été utiles à notre poste. Tout nous rassure, et notre conviction la plus intime nous dit qu'il ne pouvait y avoir que des lâches réquisitionnaires en retard, qui, dans la honte et le désespoir d'éloigner leur départ pour l'armée, fussent capables d'intenter contre nous de pareilles calomnies.

Voici les faits :

Pendant le trimestre de messidor, thermidor et fructidor an VI, la nouvelle coalition des rois contre la République obligea le Gouvernement à presser le départ de tous les réquisitionnaires en retard. Déjà, les bons soldats étoient aux armées, mais il restoit des valétudinaires, des infirmes, des hommes qui préférèrent la honte et l'esclavage à la voix impérieuse des besoins de la patrie; des lâches, enfin, qui, après avoir bravé les proclamations et les menaces des Commissaires du Gouvernement, étoient prêts à tout oser, à tout entreprendre plutôt que de se rendre aux armées. Juges intègres, vous qui avez tant de fois donné l'exemple du courage, vous braves et dignes défenseurs des droits de la République et de la gloire de ses armées, vous allez apprécier leurs manœuvres criminelles et notre conduite. Le public, juste lorsqu'il est éclairé, vous tous citoyens ne pourrez croire, peut-être, jusques à quel point les mœurs publiques ont été dégradées et la bonne foi outragée, par des manœuvres aussi lâches qu'inouïes.

Une lettre envoyée par nous au Ministre de la Guerre, et qui fut imprimée pour la faire connoître à nos collègues et la faire appuyer, parce que le Ministre, alors ne daignoit pas répondre, sera mise sous vos yeux; elle est du 10 fructidor, an VI. Elle dénonce au ministre des forfaits jusqu'alors inconnus; en voici un passage : « Le réquisitionnaire « se cache, il crée des maux qu'il n'a pas, il se brule, se cautérise les

« membres ; il fait le sourd, il s'enflamme les yeux pour ne pas partir »
 « Il s'en est présenté 18 à 20 ; ô honte pour des François, qui avoient le
 « pouce ou le doigt voisin et presque tous de la main droite coupés.
 « Pourrions-nous, citoyen ministre, contenir notre indignation et nous
 « défendre contre des soupçons de causes aussi révoltantes que crimi-
 « nelles. Ce n'est pas tout ; une épreuve d'un genre nouveau et plus
 « pénible encore nous attendoit. L'intérêt, ce grand mobile, a fait trou-
 « ver à ces malheureux réquisitionnaires l'invention de chercher à nous
 « séduire par des présents, lorsqu'ils ne pouvoient plus nous tromper
 « par la ruse et par la méchanceté. » Voilà, C. J., l'expression de notre
 indignation ; seroit-ce là le langage d'hommes avilis et prévaricateurs ?
 Et quelle époque avons-nous choisie pour élever ce cri d'indignation ?
 Le moment de la levée de la conscription militaire, celle où le besoin
 de nouvelles loix se faisait sentir, la preuve en est positive, car la
 ligne de démarcation entre les infirmités notoires, qui devait être
 confiée aux administrations de canton, et les infirmités réservées à une
 espèce de tribunal de département, fut par nous indiquée, et a été adoptée
 par les législateurs.

Après vingt ans d'exercice pénible dans nos fonctions, après avoir
 des premiers réveillé l'attention du ministre et celle des autorités cons-
 tituées, sur des abus révoltans pour les mœurs et contagieux par le
 mauvais exemple, aurions-nous pu nous attendre d'être livrés à la
 calomnie la plus injuste. Sentinelles vigilantes de la santé des militaires,
 chargés de veiller aux abus qui les rongent de toute part, aurions-nous
 pu nous attendre d'être les victimes de notre zèle et de notre dévoue-
 ment pour le service militaire ?

Un bruit sourd circula d'abord à Saint-Marcellin et fut accueilli même
 accrédité par les cotteries et dans les cabarets à Grenoble. On disoit que
 nous délivrions des certificats pour congés à prix d'argent. Le citoyen
 Soldat, officier de santé de Saint-Marcellin, dinant chez Massard, trai-
 teur, répéta les même propos. Le citoyen Pain, commissaire du direc-
 toire d'un canton voisin de Saint Marcellin, alla faire part de cette con-
 versation au citoyen Imbert, commissaire central de l'Isère. D'autres
 ajoutèrent que le citoyen Imbert partageoit avec nous *le gâteau*. Ce fut
 sans doute pour se secouer de cette calomnie que le Commissaire cen-
 tral écrivit à ses collègues, de Saint-Marcellin et d'ailleurs, pour prendre
 des renseignements sur notre compte : il les chargea d'interroger les
 réquisitionnaires qu'on disoit nous avoir donné de l'argent pour obtenir
 des congés. Le Commissaire de Saint-Marcellin, au lieu de s'acquitter
 lui-même avec soin et impartialité d'une commission aussi délicate, la
 confia au secrétaire de la commune, à un cy-devant prêtre nommé
 Lamarre. Aussi en cette qualité ce secrétaire en fit-il contre nous une
 espèce d'inquisition. Car il n'a pas rougi de déclarer au tribunal, en
 notre présence, le 1^{er} brumaire an 7, que lorsque des réquisitionnaires
 ne vouloient pas *avouer d'avoir acheté leurs certificats, il menaçoit de*
ne pas les enregistrer.

Une partie de l'administration municipale de Saint-Marcellin vint le même jour et tout aussi prévenue, déposer contre nous ; quelques-uns de ses membres eurent l'air de se fâcher de ce que certains réquisitionnaires ne reconnaissent pas parmi les officiers de santé de l'hôpital qui furent tous appelés, celui ou ceux auxquels ils avoient dit auparavant avoir donné de l'argent.

Ce n'est pas le moment encore de dévoiler les motifs de toutes ces manœuvres odieuses, plusieurs témoins s'efforcèrent en vain de mettre sur le compte de Simon Brenier les propos tenus par son frère et pour de vils motifs d'intérêt que ce dernier avoit afin de faire partir son frère cadet pour l'armée, malgré un congé légitime. Vous le voyez, C. J., pour un vil intérêt, le frère se déshonore et déshonore faussement son propre frère. La plume se refuse à tracer des horreurs qu'on auroit dû tâcher d'ensevelir, ou tout au moins les laisser sur le compte de leurs auteurs, car ce seroit avilir notre siècle aux yeux de la postérité que de les lui conserver.

Michel Boudillon, réquisitionnaire âgé de 26 ans, fut le seul qui eut l'effronterie de répéter en face du tribunal ce que d'abord sa mère avoit raconté confidentiellement au secrétaire de la commune de Saint-Marcellin, que son certificat avoit coûté 72 fr. Boudillon, père du réquisitionnaire, fit la même déclaration et ajouta que c'étoit un jour avant que le certificat de son fils lui fut délivré, qu'il avoit payé 72 fr. au citoyen Cabanne. Mais il oublia, volontairement sans doute, de rappeler ce qu'il avoit dit à Saint-Marcellin, que cet argent fut versé dans un placard où s'en trouvoit beaucoup d'entassé. On eut pu le conduire dans l'appartement du citoyen Cabanne, et le prétendu placard dans lequel on ne peut voir, car il reçoit peu de jour, l'eut bien embarrassé.

Comment Boudillon père, peu fortuné, dont le fils portait un ulcère près la clavicule gauche, qui rendoit le départ du réquisitionnaire impossible pour le moment, auroit-il pu payer un simple certificat d'exemption provisoire pour trois mois qui lui étoit dû légitimement ? Il y a plus : c'est que, ayant demandé au réquisitionnaire s'il m'avoit payé, moi qui l'avois examiné et qui avois fait le certificat, il répondit que non, qu'il savoit même que je n'aurois rien accepté. Accordez, s'il est possible, C. J., tant de contradictions : cet homme reconnoît ma probité ; il a une cause d'exemption légitime ; nous attestons le fait en commun parce qu'il est vrai, et cependant cet homme veut inculper le citoyen Cabanne. Vous saurez bien tôt que l'espoir de ne pas partir et celui de l'impunité et de la lâcheté le faisoient parler. Voici d'autres faits qui ne rendent pas moins incroyable l'assertion des Boudillon père et fils.

Des jeunes gens de Saint-Marcellin, comme ceux de Moirans, du canton de Corbelin, de Seissin, etc., ayant trouvé à Grenoble des frippons déhontés qui leur promettoient des certificats avec nos signatures, sous le prétexte qu'ils tenoient ces certificats des officiers de santé de l'hôpital, furent leurs duppes. Flattés, comme Boudillon, de l'espoir d'être

exempts de partir pour l'armée, ces jeunes gens se retiroient, croyant avoir nos signatures. Brun, de Seissin, dont un pareil certificat a fait condamner Bonnet et Cotton par le tribunal criminel de Grenoble, ne nous connaissait même pas ; car ce réquisitionnaire ne prit pas seulement la peine de venir nous voir à l'hôpital. Ce fut encore dans un cabaret, entre le verre et la bouteille, que se fit le complot de fabriquer pour luy nos signatures. Elles ont si mal réussi qu'elles ont fait condamner aux fers deux pères de famille, le 12 germinal, présente année.

Les certificats des jeunes gens de Moyrans, qui ont paru dans la procédure, furent datés du 22 brumaire an 7, jour auquel je ne pouvais les avoir signés moi-même, me trouvant à Gap, et en présence de plus de 300 témoins, parce que ce fut un jour de foire et que je suis très connu dans ce pays.

Le Commissaire du canton de Corbelin, plus prudent que plusieurs de ses collègues, voyant dix à douze certificats entre les mains de jeunes gens qui n'avoient pas de motifs d'exemptions apparens, vint nous trouver et comparer nos signatures. Il fut édifié et il s'en retourna pour faire partir les réquisitionnaires.

Quelques citoyens de Saint-Marcellin sont venus aussi nous consulter, nous montrer même des certificats faux que des faussaires avoient délivrés et vendus à des jeunes gens leurs voisins, leurs fermiers ou parens ; nous leur avons montré au doigt et à l'œil la fausseté de ces pièces, et leur avons conseillé de faire partir sur-le-champ les jeunes gens, et de faire connoître le frippon qui leur avoit vendu nos prétendues signatures.

Combien auroit été plus sage et plus utile aux armées la municipalité de Saint-Marcellin, même le commissaire Imbert et plusieurs de ses collègues, si au lieu de précipiter sur nous, innocents, des soupçons prématurés, ils avoient pris le parti de nous faire appeler, de nous interroger, nous examiner. Nous ne voulons pas les inculper ; nous saurons respecter les fonctionnaires publics jusques dans leurs erreurs et nous les plaignons sincèrement d'avoir été injustes, persuadés que leur erreur fut involontaire.

L'amour-propre, cet ennemi domestique de tous les hommes, le seul peut-être qui, à vos yeux, pourra quelquefois nous avoir atteints, l'amour-propre très déplacé de quelques réquisitionnaires leur a fait imaginer encore un autre expédient. Quelques-uns, réellement exempts du service militaire pour des infirmités réelles, ont préféré de dire qu'ils n'étoient pas malades, mais qu'ils avoient acheté leurs certificats d'exemption, triste sort des inconséquences du cœur humain ; celui qui n'est pas malade veut l'être et achète de faux certificats pour le paroître ; tandis que le vrai malade a honte de l'être et les uns et les autres nous inculpent, nous font soupçonner. Où va donc se loger la vanité chez un malade qui ne veut pas l'être ? Vous connoissez, C. J., les inconséquences du cœur humain ; il seroit facile de prouver tous ces

faits, mais ils vous sont connus ; d'ailleurs, ce seroit abuser de votre temps ; il suffit de vous les rappeler. Un autre statagème de la part des réquisitionnaires se trouve consigné dans une lettre du citoyen Vallier, juge au tribunal civil. écrite à un de ses collègues, le citoyen Rolland. *Je n'ai vu, dit ce magistrat, dans les bruits semés dans Saint-Marcellin contre les officiers de santé Villar et Cabanne, que des jeunes gens qui cherchent à justifier auprès de leurs parens des dépenses qu'ils ont faites à Grenoble ; ou à leur attrapper de l'argent.* C. J., d'après ces récits, vous pourrez apprécier le degré de confiance que méritent les assertions indiscrettes et légères de ces jeunes gens.

S'il se trouvait parmi nos juges ou dans le public quelques personnes sur qui la déclaration des Boudillon père et mère contre le citoyen Cabanne, eut pu laisser encore quelque impression défavorable, il nous reste un moyen sûr de les détruire. Ces deux personnages, qui n'en font qu'un, ne sont pas dignes de foi quand il s'agit de leur enfant, lorsqu'ils s'accusent eux-mêmes et s'avouent coupables ; lorsque le certificat a été fait par d'autres que par le citoyen Cabanne ; lorsqu'il fut fondé sur une exemption légitime, et enfin lorsque ce même Boudillon a déclaré qu'il ne m'avoit pas offert de l'argent *parce qu'il savoit que je n'en eusse pas accepté.* Il y a plus, C. J. Le commissaire Boisclos a, en quelque sorte, provoqué contre nous cette déclaration en promettant à Boudillon l'impunité, c'est à dire l'exemption de partir.

La déclaration des Boudillon est donc fausse : 1^o parce qu'elle est étrangère au certificat qui luy fut délivré par d'autres officiers de santé que celui qu'il accuse ; 2^o parce qu'il a reconnu la probité de ces officiers de santé ; 3^o parce que ce certificat est motivé sur une maladie réelle, qui existoit encore un mois après et qui fut de nouveau examinée en présence du tribunal ; 4^o ce certificat n'étant que provisoire, il n'a fait aucun tort à la République ; les commissaires eux-mêmes l'ont reconnu légitime, puisqu'ils n'ont pas fait partir Boudillon ; 5^o enfin, il n'est nullement probable que Boudillon, pauvre, ait pu acheter d'aucun de nous un certificat qui n'étoit que provisoire et qui luy étoit dû légitimement.

Boudillon pleura à la porte du tribunal et témoigna du regret d'avoir fait cette déclaration contre le citoyen Cabanne ; le citoyen Fournier et moi l'avons vu en cet état ; mais vous allez être convaincus, Citoyens Juges, que ces regrets n'étoient de sa part qu'une nouvelle grimace. Son congé provisoire expiré, il se coupa le doigt indicateur de la main droite, afin de ne pas servir ; jugez, C. J., de la lâcheté de cet homme, jugez s'il a de la délicatesse, s'il a pu avoir des ménagemens pour nous ; jugez de son respect pour la justice et la vérité, dès qu'il se dévoue luy-même à l'ignominie par une manœuvre infâme. Ce n'est pas tout ; il fit courir le bruit, à Saint-Marcellin, qu'il avoit été obligé de se battre contre un militaire, à cause du citoyen Cabanne qu'il avoit accusé. Le citoyen Boisclos, commissaire, après l'avoir recommandé au citoyen Imbert, le fit cependant arrêter et traduire à Grenoble après cet accident. Enfin Boudillon est parti, il est au service avec un doigt de moins, après

avoir voulu une seconde fois nous accuser d'être la cause de la perte de son doigt, et ce lâche n'a pas rougi de venir à l'hôpital, où il est entré le 5 prairial dernier. Je l'ai eu dans ma salle, je l'ai vu sous mes yeux. L'embonpoint qu'il avoit pris au service qu'il redoutait tant, l'avoit rendu méconnaissable.

Le voilà donc, cet homme, qui se traîne de bassesse en bassesse, qui, après nous avoir accusés, il vient réclamer nos soins; que dis-je, il vient pour nous tromper encore, car il nous fit demander par des femmes officieuses un congé de convalescence. Le nom de Michel Boudillon me rappela des souvenirs pénibles, même révoltants. Il ne dira pas qu'il aie eu à s'en plaindre; pour toute vengeance, je l'ai renvoyé hors dell'hôpital; il ne tenoit qu'à moi de faire voir et constater sa poltronnerie, mais j'aurais eu l'air de venger mon collègue. De pareils hommes ne méritent que le mépris. Je ne le fis pas même voir au citoyen Cabanne: le relevé des registres d'entrée à l'hôpital vous prouveroit la véracité de mon récit, si déjà Boudillon lui-même n'avoit reconnu ma bonne foi. Boudillon sortit de l'hôpital et il n'aurait pas dû y entrer car il n'étoit point malade alors.

C. J., la lâcheté et le crime ne se déconcertent pas; Boudillon, couché dans les rangs parmi de braves militaires, dans une salle qui, par la discipline et la tranquillité qui y règnent a encouragé plusieurs réquisitionnaires, eut grande attention de se faire tâter le poulx du bras gauche, malgré que je me présentois à la visite du côté droit de son lit; luy ayant enfin demandé le bras droit afin de m'assurer de l'identité de l'homme et de sa poltronnerie, je fus convaincu, je vis le cachet infamant qu'il s'est imprimé et je le renvoyai le 3^e jour. Qu'il aille porter ailleurs sa lâcheté et sa pénible existence, ce n'est pas nous qui cherchons à faire punir de pareils hommes. Nous sommes trop malheureux de sortir de notre caractère, d'être obligés de leur distribuer des reproches pour nous défendre, au lieu de verser dans leur sein comme dans leurs playes les baumes de la consolation et du soulagement dus à leurs maux et aux fatigues du service.

Les officiers de santé de l'hôpital militaire de Grenoble ont les premiers averti le ministère de ces poltronneries infamantes, aussi injurieuses aux mœurs républicaines que préjudiciables au bien du service. Fermes dans leurs principes, ils se conduisent comme de vrais militaires, avec la franchise et la droiture qui conviennent à des hommes libres et les manœuvres de quelques hommes lâches ou désespérés, ne changeront pas leur caractère. Ils déclarent que ce n'est point du soldat ni du militaire, en général, qu'ils ont à se plaindre. S'ils n'ont pu les contenter tous, en partageant quelquefois des regrets attachés à leurs devoirs, tant de braves soldats estropiés leur ont donné des exemples, des leçons même de courage et d'héroïsme, qu'ils ont pu supporter les épreuves rigoureuses que des lâches réquisitionnaires plus occupés d'eux que du sort de la patrie les ont forcé d'endurer.

Vous me pardonnerez ces détails, C. J., en faveur de la justice outrée-

gée, de nos fonctions troublées, des distractions pénibles, des momens qu'on a arrachés aux besoins du service. Ils étoient nécessaires à notre justification. Comme vous, nous sommes accoutumés à agir plutôt qu'à scruter les dédales du cœur humain et les replis tortueux de la conduite des frippons ; ce n'est pas nous qui sommes agresseurs ni coupables.

Si Boudillon n'avoit voulu que cacher sa honteuse nullité, nous luy aurions, comme à tant d'autres, rappelé l'honneur, les devoirs de l'homme et du citoyen ; nous luy aurions montré les beaux exemples de nos guerriers, de ces exemples qui frappent plus les yeux du soldat que toutes les leçons de la philosophie. Mais Boudillon, ou ceux qui l'on fait agir, ont voulu nous perdre, et il a falu nous défendre et le démasquer.

Si l'on disoit que toute peine mérite salaire, que n'étant nullement payés par le Gouvernement pour examiner les réquisitionnaires, nous sommes présumés avoir été payés par eux ; le principe est vrai, mais la conséquence est fausse. Ceux de nos collègues qui ne sont pas attachés au service militaire, ni salariés par la République, ont pu exiger leur salaire soit des réquisitionnaires, soit des autorités qui leur en ont confié l'examen. Mais nous, militaires et à poste fixe, qui avons examiné promiscuement et gratuitement le réquisitionnaire et le militaire lorsqu'ils se sont présentés, nous n'aurions pu, sans nous compromettre, introduire une pareille bigarrure. Il est évident, d'ailleurs, que notre intérêt comme notre propre inclination, nous imposoient également l'obligation de remplir nos devoirs avec zèle et avec désintéressement afin de conserver nos places. N'est-il pas évident encore que, si nous avons eu ce penchant pour l'intérêt pécuniaire, ayant eu, depuis le commencement de la Révolution, tant d'occasions de voir des frippons voler à nos côtés la République et ses défenseurs, nous serions riches ou livrés au glaive des loix. Où sont donc les biens que nous possédons ? Ce ne sont pas nos fortunes, certainement, qui ont excité la jalousie de nos ennemis ? Seroit-ce nos places ? Nous ne le pensons pas. Ce ne sont que des lâches réquisitionnaires en retard et des fonctionnaires peut-être plus zélés pour leurs fonctions que pour la justice qu'ils ne sauraient jamais perdre de vue, qui nous ont suscité cette odieuse chicane.

Depuis la cessation de la guerre avec l'Espagne et dans la Vendée, nous n'avons cessé chaque jour de nous occuper d'examen de malades, corvée fatigante, et en quelque manière étrangère à nos fonctions, car les examens nous ont plus d'une fois arraché du service des malades. Cependant, il falloit supporter ce fardeau et nous l'avons supporté sans murmure. Si nous n'avions eu que des militaires à examiner, cette classe courageuse qui aime l'honneur, ses devoirs, sa patrie, mais qui ne craint pas les privations, qui ne connoit pas l'abus des richesses, ne s'est jamais avilie au point de nous offrir de l'argent, ni de nous suspecter, oui, C. J., nous le disons hautement, lorsque le Gouvernement nous a confié la vie des militaires, on auroit dû se dispenser de nous croire assez avilis pour nous vendre à prix d'argent.

Ce qui portera la conviction dans le cœur de nos juges, c'est cette foule de faux certificats délivrés par des faussaires à des réquisitionnaires. Il y en a eu à Saint-Marcellin, à Moyrans, à La Tour-du-Pin, à Grenoble même de distribués; nous en avons la preuve, dans ceux qui restent et dans le jugement du tribunal militaire qui condamne aux fers deux des coupables. Nous aurions à reprocher sans doute à l'administration municipale de Saint-Marcellin son insouciance à cet égard, car, au lieu d'examiner les certificats qui retenoient les réquisitionnaires dans leurs foyers, elle est venue précipitamment nous accuser sur des propos vagues, sur des oui-dire. N'y a-t-il eu qu'imprudence de sa part? Nous aimons à le croire. Peut-être existe-t-il quelque motifs secrets de jalousie et d'intérêt entre les cantons ruraux et les villes, comme il en existe entre les officiers de santé de la campagne et ceux des grandes communes.

Si l'on venoit vous parler, C. J., d'autres plaintes et d'autres dénonciations faites contre nous, elles ne pourroient être que tout aussi vagues, aussi insignifiantes que les premières. Nous avons refusé des certificats à Couet, de Saint-Jean-d'Octaveon, à Rajon, de Peyrins, et Périolat n'a pas paru devant nous. S'ils ont des congés et des certificats, ce n'est pas nous qui les leur avons procurés. Quant à Perret, il étoit malade, alors nous l'avons attesté. Il seroit possible, cependant que des réquisitionnaires nous eussent présentés des malades sous de faux noms. C'est ce qu'a fait le nommé Coche, de Rencurel, canton du Pont-en-Royans. Il y avoit joint le signalement et le passeport d'un imbécille pour mieux nous tromper; cependant, il ne put réussir. Son homme étant vraiment imbécille, nous ne pûmes croire qu'il eût jamais servi. Nous fîmes connoître au citoyen Imbert cette nouvelle tricherie: il se chargea de faire punir les coupables; ils en ont été quittes pour faire partir le vrai réquisitionnaire Fillet-Coche, qui avoit fabriqué cette nouvelle tricherie. Voilà évidemment des faussaires oubliés ou absous et nous sommes à dérouler notre conduite en présence de votre tribunal.

Le citoyen Imbert étoit si prévenu contre nous qu'ils ne se contenta pas de nommer des officiers de santé civils, deux chirurgiens pour reviser les hommes auxquels nous avions délivré des certificats, mais il leur accorda une confiance exclusive. En voici la preuve.

Le nommé Joseph Garden, de Venosque, canton d'Oisans, ayant une ankylose ou tumeur blanche au genou droit, fut déclaré par nous incapable de servir; dénoncé de nouveau, Garden fut présenté aux citoyens Ovide et Giroud qui le jugèrent en état de servir. Mais loin de là, Garden est venu à l'hôpital, il y a resté plus de quatre mois et il est perclus de cette jambe. Il est malade depuis quinze ans, nous en avons la preuve.

C. J., faites-vous rendre compte de l'état de Garden et jugez.

C. J., depuis près d'une année, des soupçons odieux planent sur nos têtes. Ne comptez pas les amertumes ni les inquiétudes dont nous sommes abreuvés, mais comptez pour quelque chose les services que nous

pourrons rendre encore aux militaires qui nous sont confiés. Nous avons été plus d'une fois intimidés dans nos fonctions ; et comment aurions-nous pu ne pas l'être ? Les autorités constituées qui avoient droit de compter sur notre fidélité ont été ébranlées.

Elles ont hésité. Le citoyen Imbert a nommé d'autres officiers de santé et il nous a dénoncés ; cependant, par une fatalité qui honore le sentiment intime qu'il avoit de nous, il a continué à nous accorder sa confiance et à se servir de nous après nous avoir dénoncés.

Les préventions injustes comme les mauvaises loix retombent nécessairement sur leurs auteurs. Le citoyen Imbert, cédant à des bruits fâcheux, n'a cessé de nous écrire, de nous accorder chaque jour des parcelles de sa confiance. Il a continué à nous envoyer les malades douteux, ceux dont les infirmités embarrassoient les citoyens Ovide et Giroud, pour être par nous examinés. La conscience de cet administrateur lui disoit donc que nous n'étions pas coupables, tandis que des nuages enveloppaient sa conduite à notre égard.

Qui pourra jamais, C. J., dédomager l'humanité souffrante qu'on nous a empêché de servir et de soulager. Quel est l'homme qui, accablé de soupçons, pourroit se flatter de ne pas être parfois entravé dans ses fonctions.

C. J., vous êtes sévères, mais vous serez justes. Vous allez rendre aux défenseurs de la patrie des hommes que la calomnie et la lâcheté de quelques réquisitionnaires, ont tenté de leur ravir. Nos soins furent souvent la première récompense et quelquefois l'unique soulagement, la seule consolation des militaires blessés. Ils n'ont pas d'autre mère que la patrie, d'autre asile que la caserne, d'autres soins à espérer dans leurs maladies ni d'autres amis que les officiers de santé. Nous avons dans cette lutte tâché de conserver le calme et l'impassibilité qui conviennent à des hommes dépositaires du secret des familles et souvent de la vie des citoyens. C'est dans ce pénible métier que nous avons appris à supporter les privations et l'adversité. Nos affections les plus douces sont souvent sacrifiées à des revers pénibles et inattendus ; nous partageons chaque jour les momens cruels de la douleur dont nous sommes témoins ; mais rien ne nous décourage, rien ne trouble, rien ne nous indigne que les mauvais procédés. Notre existence, notre probité, notre honneur attaqués, n'ont eu pour égide que le calme de l'innocence qui n'abandonnera jamais l'homme juste, ni dans les cachots, ni sous les haillons de la misère. L'opinion que le public doit avoir de nous est entre vos mains. Elle a été troublée, cette opinion, elle a été pervertie ; vous allez lui tracer les limites de la justice dont vous êtes les organes. On nous a persécutés et paralysés, nous avons conservé le courage et l'honneur, vous allez nous rendre notre tranquillité. Je persiste.

L'accusation n'en fut pas moins maintenue et les deux officiers de santé furent à plusieurs reprises ainsi convoqués :

7^e DIVISION MILITAIRE.

Grenoble, le 25 vendémiaire, an 7 de la République Française. — Du Greffe du Conseil de guerre.

ROLIN, Capitaine-Rapporteur près le Conseil de Guerre permanent,

Au Citoyen Villars, Médecin de l'Hôpital militaire de cette place.

CITOYEN,

Si vous souhaitez être présent à l'audition des témoins dans l'affaire intentée contre les officiers de santé, vous pouvez vous rendre ici avec le citoyen Cabanne.

Salut et fraternité.

ROLIN.

7^e DIVISION MILITAIRE.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ.

Grenoble, le 12 pluviôse an 7 de la République Française.

ROLIN, Capitaine-Rapporteur près le Premier Conseil de guerre permanent,

Au Citoyen Villard, Médecin en chef de l'Hospice Militaire de Grenoble.

CITOYEN,

Je vous invite de faire venir de suite au greffe du premier Conseil de guerre tous les officiers de 2^e et 3^e classe employés à votre service, excepté ceux de garde qui ne s'y rendront que lorsqu'ils seront relevés.

Salut et fraternité.

ROLIN.

Les deux officiers de santé comparurent devant le conseil de guerre, et là, tous les témoins retirèrent leurs affirmations, sauf un seul, Boudillon, qui se rétracta plus tard.

Voici, d'ailleurs, les notes du défenseur, qui se nommait Reynaud :

« *Pour les citoyens Villars et Cabanne, officiers de santé.*

« Je conclus à ce qu'ils soient déchargés de l'accusation, déclarés non coupables et renvoyés à leurs fonctions.

CITOYENS JUGES,

« Il n'est que trop vrai et le fait est notoire dans cette commune et dans celles des environs, qu'il y a de ces êtres assez pervers, dénués de tous moyens de subsistance, dont l'immoralité est gravée traits pour traits sur leur physionomie, qui ont trafiqué l'honneur et la probité des officiers de santé, en délivrant des certificats d'infirmités à des réquisitionnaires, et cela pour de l'argent, en contrefaisant les signatures dont ils imitaient assez bien la ressemblance, et qu'ils leur faisaient payer bien cher, témoin, entre autres, le nommé Bonnet, qui fut traduit au tribunal criminel pour crime de faux et condamné.

« Ces réquisitionnaires, munis de pareils certificats, sont rentrés chez eux, ont publié à qui a voulu l'entendre, qu'au moyen de l'argent qu'ils avaient donné, ils avaient obtenu des exemptions pour ne pas rejoindre. Il n'en fallait pas davantage pour que ce bruit fût répété de bouche en bouche ; voilà l'origine de ces propos que l'on prête au citoyen Soldat, officier de santé, d'avoir ouï de pareils propos dans une auberge, à Grenoble, et c'est ainsi que le bruit s'en est répandu dans la commune de Saint-Marcellin et dans les environs.

« Le commissaire du pouvoir exécutif ne tarda pas d'en être averti. Il écrivit à ses différents collègues pour avoir des renseignements : ils lui furent donnés ; il les recueillit pieusement, mais l'événement n'a pas justifié ses espérances. Quoi qu'il en soit, tels quels, il les transmit au citoyen Imbert, commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale.

« Celui-ci, lié par estime et par affection aux citoyens Villars et Cabanne, croit ne pouvoir mieux calmer le cri de sa conscience qu'en ordonnant des contrevisites pour des réquisitionnaires visités auparavant par Villars et Cabanne ; dès ce moment, il oublie la douceur de son caractère pour se livrer aux élans d'un brûlant patriotisme ; il est si plein de l'amour de son devoir, si zélé pour le départ des conscrits, quels qu'ils soient, malades ou infirmes, qu'il se persuade aisément que les officiers de santé de l'Hospice militaire délivrent trop légèrement des certificats d'infirmités ; il va même jusqu'à les soupçonner, les accuser, les dénoncer comme prévaricateurs dans l'exercice de leurs fonctions, et c'est dans cet état que Villars et Cabanne sont traduits devant vous comme prévenus d'avoir reçu de l'argent des réquisitionnaires en leur délivrant des certificats d'exemption qu'ils ne méritaient pas.

« Une accusation aussi grave, qui porte sur des citoyens aussi estima-

« bles par leurs qualités morales qu'ils sont chers à l'humanité souffrante, mérite sans doute d'être appuyée sur des preuves irréfutables. « Le caractère de l'accusateur : c'est un commissaire du pouvoir exécutif « près d'une administration centrale ; les deux prévenus sont deux « citoyens curateurs nommés par le gouvernement pour le soin de ses « enfants les plus chers et les plus nécessaires, les soldats infirmes « ou malades ; tout indique qu'une pareille accusation doit être pour le « public une démonstration géométrique de la vérité des faits qu'on leur « impute.

« Quelle a dû être, citoyens juges, la situation de mes amis, quelle a « été la mienne, lorsqu'en lisant et relisant toutes les pages de cette procédure, en analysant la déposition de chaque témoin, en les comparant « entre eux, avec le compas de la philosophie, je n'ai pu apercevoir « qu'une accusation inconsiderée dans son motif, invraisemblable dans « son objet, incohérente dans sa texture, inadmissible sous tous les « rapports.

« Je pressens l'ennui et le dégoût que je vais vous occasionner en discutant séparément la déposition de chaque témoin ; elles vous ont été « lues, mais c'est à moi à faire ressortir le trait de lumière qui en rejail-
lit pour l'innocence des prévenus.

« Mais que dis-je ! l'ennui ! vous êtes des juges intègres, et dans toutes « les occasions, et principalement dans celle-ci, n'avez-vous pas justifié cette maxime sacrée, que vous aimés mieux trouver des innocents « pour les absoudre, que des coupables à punir ».

Ici, sur les notes, l'indication suivante : *Je prends la procédure témoins en particulier.*

« Sortons maintenant de la nomenclature sèche de chaque témoin. « Résumons en peu de mots leur dire, classons-les suivant le genre de « preuves qu'ils nous présentent, formons-en un tableau, et ce sera de « là, comme d'un foyer, que se réfléchiront les traits de lumière qui « devront opérer dans vos âmes la conviction intime où doit être tout « juge qui prononce sur la vie ou sur l'honneur de ses semblables ».

« D'abord, je range en trois classes les 22 témoins que vous venez « d'entendre ; dans la première, sont ceux qui n'ont déposé que sur les « *ouï dire* ; dans la deuxième, ceux qui ont déposé en faveur des préve-
nus et que je nommerai *témoins à décharge* ; dans la troisième, enfin, « ceux qui déposent avoir donné de l'argent, et que je nommerai *témoins*
« *à charge*.

« 1^{re} classe. — *Témoins à ouï dire*. — Ce sont les 4, 9, 10, 11, 13, 16, 17, « 18, 19, 20. J'observerai que les 9, 13, 20, sont en contradiction avec le 8. « Ceci est important.

« L'un (le 4) dit avoir ouï dire à Boudillon père qu'il avait donné 72 fr. « pour la visite de son fils.

- « Le témoin 9 dit avoir ouï dire à Falcon qu'il *croyait* avoir remis 60 fr. à Cabanne.
- « Le 10 répète le dire du 5.
- « Le 11 a ouï dire que la mère de Boudillon avait dit à quelqu'un qu'il en avait coûté à son fils pour avoir son certificat.
- « Le 13 dit avoir ouï dire à Pin que Simon Brenier avait donné à Cabanne 188 fr.
- « Le 16 ne parle que par ouï dire.
- « Le 17 répète la même déposition que le 16.
- « Le 18 dit ne plus se rappeler ce qu'on lui a dit.
- « Le 19 ne dépose que par ouï dire que Simon Brenier soutient affirmativement n'avoir déboursé aucun argent... et que Falcon lui dit avoir remis à Cabanne 60 fr.
- « Or, le témoin 8 (en contradiction), qui est un nommé Falcon, réquisitionnaire, dit avoir remis à *un quelqu'un*, pour les remettre à Cabanne, 60 fr., et que, présenté à Cabanne, Villars père et fils et Fournier, il ne reconnut pas celui à qui il avait remis les 60 fr. — Falcon nie avoir rien dit de semblable à la déposition du témoin 19.
- « Le 20 ne dépose que d'après la *rumeur publique*.
- « Ce serait abuser de vos moments si j'insistais à vous prouver quelle croyance méritent des témoins qui ne déposent que sur *ouï dire*, et quand ces *ouï dire* attaquent la réputation de personnes en place et dont la réputation est connue, c'est leur faire grâce que de les ranger dans la liste des méchancetés plutôt que dans la catégorie des calomnies.
- « 2^e classe. — *Témoins à décharge*. — Ce sont les 1, 2, 8, 12, 14, 15.
- « Le 1 dit que ni lui ni les autres réquisitionnaires n'ont obtenu de certificats à aucun prix.
- « Le 2 dit qu'il a obtenu de Villars et de Cabanne un certificat, mais qu'il n'a pas été acheté, *comme on a voulu le dire*.
- « Le 8, André Falcon, dit avoir remis 60 fr. à un *quelqu'un* pour les remettre à Cabanne, et que, présents, Cabanne, Villars père et fils et Fournier, il ne reconnaît pas celui à qui il a remis 60 fr.
- « Le 12 dit ne rien savoir que par la voix publique, mais que si les faits existent, Villars ne saurait y avoir participé.
- « Le 14 dit que son frère Pierre a été déclaré incapable de servir, sans qu'il lui en ait coûté la moindre chose, ni que la demande en ait été faite.
- « Le 15, Simon Brenier, dit qu'il a obtenu un certificat d'exemption, mais qu'il n'a promis ni donné aucun argent aux signataires Cabanne et Villars, comme on l'a répandu dans le public.
- « Ces témoins vous disent tous que s'ils ont obtenu des certificats d'infirmité des citoyens Cabanne et Villars, ils ne les ont point achetés, comme on a voulu le dire.
- « J'observe même que le témoin 12 dépose ne rien savoir que par la voix publique, et il ajoute ces paroles précieuses, que si les faits

« existent, Villars ne saurait y avoir participé; vous observerez que ce témoin n'a jamais connu Cabanne; voilà pourquoi il n'en parle pas.

« 3^e classe. — *Témoins à charge.* — Ce sont les 5 et 6. C'est la déposition des Boudillon père et fils.

« Nous voici maintenant arrivés à la partie principale de la procédure, celle qui donne lieu à l'inculpation des prévenus, celle, enfin, qui doit régulariser le jugement que vous allez prononcer.

« Ecoutez-les.

« Le 5, Boudillon père, dit qu'il ne put donner que 72 fr. pour le certificat de son fils et qu'ils furent acceptés par Cabanne.

« Le 6, Boudillon fils, répète la déposition du 5.

« D'abord, la déposition du père et celle du fils ne font qu'une. Le fils a dû répéter sensiblement ce que son père a dit avoir fait en sa faveur, d'avoir remis 72 fr. à Cabanne pour le certificat de son fils.

« Maintenant, je fais cette demande: les Boudillon père et fils doivent-ils être crus sur leurs paroles?

« La réponse à cette question dépend de celle-ci: quelles sont les conditions auxquelles la loi a voulu que l'on attachât les motifs de crédibilité sur la déposition des témoins?

« J'ouvre le code des lois pour les matières criminelles et je trouve que pour qu'un témoin soit digne de toi, il faut:

« 1^o Sçavoir quelle est la qualité du témoin qui dépose, pour connaître s'il n'a pas été induit, sollicité et engagé à déposer d'une manière plutôt que d'une autre.

« 2^o Sçavoir si la déposition est conséquente au fait sur lequel il doit déposer;

« 3^o Enfin, si ce témoin n'a pas encouru quelque acte d'infamie qui le raye des catégories des témoins probes, comme il est effacé par son état de la liste des être sociables. Un monstre ne mérite que du mépris.

« D'abord, Boudillon père et fils n'ont-ils pas été induits, sollicités, engagés à déposer comme ils l'ont fait?

« Ne perdez pas de vue que Boudillon père avait extrêmement à cœur que son fils ne partît pas. Il craignait que le certificat délivré à son fils pour un temps déterminé, n'étant que provisoire, la condition arrivant, il ne fût obligé de partir comme les autres réquisitionnaires. Il en fait part au commissaire du pouvoir exécutif de Saint-Marcellin; celui-ci en fait part au citoyen Imbert et voici ce qu'on lit dans son programme d'accusation contre Villars et Cabanne: « J'ai promis à Boudillon père que ces aveux ne lui nuiraient pas; j'espère que vous aurez égard à ma promesse. »

« A cette recommandation, Imbert répond: « Je n'ai pas voulu user de rigueur envers Boudillon fils, mais comme cet homme a la franchise de déclarer qu'il avait donné de l'argent....., et que, d'autre part, vous m'invitez à avoir quelque égard pour lui, je ne révoque point en l'état le congé provisoire de son fils, cette révocation amènerait, sans doute, la rétractation des aveux qu'il vous fait. »

- Que de réflexions se présentent en comparant ces deux passages !
- « 2^o La déposition de Boudillon est incohérente au fait dont s'agit. Si le certificat délivré à Boudillon n'était pas vrai, c'est alors que l'on pourrait croire que Boudillon père avait donné de l'argent pour l'obtenir, mais..... la maladie ou infirmité était réelle: or, peut-on croire que Boudillon eut donné de l'argent pour obtenir un certificat qui était dû à son fils ? Ce serait méconnaître le caractère du paysan, d'un homme attaché à son argent.
- « 3^o La note d'infamie ne découle-t-elle pas de ce fait que Boudillon fils s'est coupé le doigt pour ne pas servir, ainsi que l'atteste le certificat de l'officier de santé Soldat ? Son infamie n'éclate-t-elle pas dans ses supercheries à l'Hôpital, alors qu'il avait le doigt coupé ? Les castats à Rome étaient infâmes; leur témoignage était rejeté. Ainsi tout concourt à rejeter la déposition des Boudillon et à la regarder comme *suspecte*, ils ont été séduits; comme *incohérente*, comme *parlant d'un homme marqué d'infamie*. »

DEUXIÈME PARTIE

- « Les citoyens Villars et Cabanne ont-ils délivré trop légèrement des certificats d'infirmités à des réquisitionnaires ? Sur ce chef d'accusation, vous n'avez que la déposition de Pierre Plantier 3^e témoin. Il dit que Gay et Perret, tous deux porteurs de certificat, n'ont eu aucune infirmité et ne sont susceptibles d'aucune exemption. »
- « Voici maintenant les raisons qui atténuent cette déposition :
- « 1^o Elle est *unique*, lui seul parle de ce fait ;
- « 2^o Le témoin est *incompétent* ;
- « 3^o Sa déposition est *suspecte*, puisque ce témoin est le dénonciateur des citoyens Cabanne et Villars — c'est lui qui provoque le commissaire ;
- « 4^o Elle dément la conduite publique qu'ont toujours tenue les citoyens Cabanne et Villars ;
- « 5^o Elle porte un caractère de malignité envers mes amis, en prêtant mal ce qui s'est passé, lors de la presse du départ des réquisitionnaires. Je m'explique :
- « Il est de fait que plusieurs individus réellement infirmes, mais prenant le nom de ceux qu'ils voulaient favoriser, ou qui les soutoyaient, se présentèrent à la visite, ils déguisèrent leurs noms (affaire Garden).
- « Voilà une de ces supercheries, entre mille dont se servaient les réquisitionnaires pour ne pas partir.
- « Enfin et ceci est tranchant : les officiers de santé choisis par le gouvernement sont des fonctionnaires publics ; ils doivent être crus, jusqu'à inscription de faux. Ils sont comme les notaires publics ».

Cette plaidoirie simple et serrée devait amener dans l'esprit

des juges une conviction sans doute déjà faite par l'audition des témoins et par l'incohérence de l'acte d'accusation.

Le conseil de guerre rendit donc le jugement suivant :

JUGEMENT

rendu

PAR LE PREMIER CONSEIL DE GUERRE

permanent

DE LA 7^e DIVISION MILITAIRE

Séant à Grenoble

qui acquitte DOMINIQUE VILLARS et ANTOINE CABANNE, officiers de santé en chef de l'hospice militaire de Grenoble, de l'accusation intentée contr'eux.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Cejourd'hui douze thermidor an sept de la République française, une et indivisible, le premier Conseil de guerre permanent de la 7^e division militaire, créé en vertu de la loi du 12 brumaire an cinq, et composé, conformément à cette loi, des citoyens MIQUEL, chef de brigade, *président*; HEID, chef d'escadron; BAILLY, capitaine; LASALLE, capitaine; COMTE, lieutenant; FIQUET, sous-lieutenant; COMTE, sergent; ROLIN, capitaine, *faisant les fonctions de capitaine rapporteur*; SALME, capitaine, *faisant celles de commissaire du pouvoir exécutif*, tous nommés par le général de division MULLER, commandant cette division; assisté du citoyen BLACHETTE, *greffier*, nommé par le rapporteur.

Lesquels, aux termes des art. 7 et 8 de la même loi, ne sont parents ou alliés ni entr'eux ni des prévenus, au degré prohibé par la constitution.

Le premier Conseil convoqué par l'ordre du commandant, s'est réuni dans la salle du tribunal criminel du département, à l'effet de juger les dénommés ci-après; savoir :

ANTOINE CABANNE, natif de Montpellier, département de l'Hérault, domicilié à Grenoble, âgé de 46 ans, taille de 5 pieds 5 pouces, cheveux, sourcils, barbe noirs, front couvert, yeux bruns, bouche moyenne, officier de santé de première classe, accusé de prévarication dans ses fonctions, comme employé à l'hospice militaire de Grenoble.

DOMINIQUE VILLARS, natif du Noyer, département des Hautes-Alpes, domicilié à Grenoble, âgé de 53 ans, cheveux, sourcils, barbe noirs, yeux gris, nez et bouche moyenne, officier de santé de première classe, accusé de prévarication dans ses fonctions, comme étant employé à l'hospice militaire de Grenoble.

La séance ayant été ouverte, le président a fait apporter par le greffier, et déposer devant lui sur le bureau un exemplaire de la loi du 13 brumaire an 5, et a demandé ensuite au rapporteur la lecture du

procès-verbal d'information, et de toutes les pièces tant à charge qu'à décharge envers les accusés, au nombre de trente-neuf.

Cette lecture terminée, le président a ordonné à la garde d'amener les accusés ; lesquels ont été introduits libres et sans fers, devant le conseil, accompagnés de leur défenseur officieux.

Interrogés de leurs noms, prénoms, âge, profession, lieu de naissance et domicile, ont répondu se nommer,

Le premier, Antoine Cabanne, natif de Montpellier, département de l'Hérault, domicilié à Grenoble, âgé de 46 ans, officier de santé de première classe, employé à l'hospice militaire de Grenoble.

Le second, Dominique Villars, natif du Noyer, département des Hautes-Alpes, domicilié à Grenoble, âgé de 53 ans, officier de santé de première classe, employé à l'hospice militaire de Grenoble.

Après avoir donné connoissance aux accusés des faits à leur charge, leur avoir fait prêter interrogatoire par l'organe du président, représenté les pièces de conviction ;

Où le rapporteur dans son rapport et ses conclusions, et les accusés dans leurs moyens de défense, tant par eux que par leur défenseur officieux, lesquels ont déclaré les uns et les autres n'avoir rien à ajouter à leurs moyens de défense, le président a demandé aux membres du conseil s'ils avoient des observations à faire. Sur leur réponse négative, et avant d'aller aux opinions, il a ordonné à leur défenseur officieux et à la garde de se retirer ; les accusés ont été reconduits par leur escorte à la prison, le rapporteur, le greffier et les citoyens assistants dans l'auditoire se sont retirés, sur l'invitation du président.

Le premier Conseil délibérant à huis clos, seulement en présence du commissaire du pouvoir exécutif, le président a posé les questions ainsi qu'il suit :

Les nommés Dominique Villars et Antoine Cabanne, qualifiés ci-dessus, accusés d'avoir délivré des certificats pour attester de fausses infirmités, sont-ils coupables ?

Les voix recueillies, en commençant par le grade inférieur, le président ayant émis son opinion le dernier, le premier Conseil de guerre permanent déclare, à l'unanimité, que les nommés Antoine Cabanne et Dominique Villars ne sont pas coupables.

Les nommés Dominique Villars et Antoine Cabanne, qualifiés ci-dessus, accusés d'avoir exigé ou accepté de l'argent pour délivrer des certificats d'exemption sur des infirmités réelles, sont-ils coupables ?

Les voix recueillies dans la forme indiquée ci-dessus :

Le premier Conseil de guerre permanent déclare, à l'unanimité, que les nommés Dominique Villars et Antoine Cabanne ne sont pas coupables.

Sur quoi le Commissaire du pouvoir exécutif ayant été entendu ; les voix recueillies de nouveau par le président, dans la forme précitée :

Le premier Conseil de guerre permanent, faisant droit sur ledit requi-

sitoire, déclare que les nommés Dominique Villars et Antoine Cabanne, officiers de santé en chef de l'hospice militaire de Grenoble, sont acquittés de l'inculpation dirigée contre eux, conformément aux art. 31 et 37 de la loi du 13 brumaire an 5, ainsi conçus :

Art. 31 : « Dans le cas où trois membres du conseil déclareroient que « l'accusé n'est pas coupable, il sera mis sur le champ en liberté, et « rendu à ses fonctions.

Art. 37 : « Dans le cas prévu par l'art. 31 ci-dessus, le procès-verbal « sera terminé par le renvoi ou la décharge d'accusation, et la mise en « liberté du prévenu, clos et signé, comme il vient d'être dit.

Ordonné qu'ils seront de suite mis en liberté et rendus à leurs fonctions, les autorise à faire imprimer, distribuer et afficher à leurs frais le présent jugement, au nombre de deux cents exemplaires.

Enjoint au capitaine rapporteur de lire de suite le présent jugement aux acquittés en présence de la garde assemblée sous les armes.

Ordonne en outre qu'expédition du présent jugement sera transmis au ministre de la guerre, à la diligence du président.

Fait, clos et jugé sans désenparer, en séance publique. A Grenoble, les jour, mois et an que dessus ; les membres du conseil ont signé, avec le rapporteur et le greffier, la minute du jugement. *Signé, COMTE, PIQUET, COMTE, LASALLE, BAILLY, HEID, MIQUEL, président ; SALME, commissaire du pouvoir exécutif ; ROLIN, rapporteur ; BLACHETTE, greffier.*

Pour copie conforme,

MIQUEL, *président.*

BLACHETTE, *greffier.*

Villars et Cabanne autorisés par le jugement à « faire imprimer, distribuer et afficher à leurs frais le jugement au nombre de deux cents exemplaires », le firent suivre d'un *précis du procès qui a motivé le jugement*. Ce précis qui semble avoir été rédigé par Villars, tout en caractérisant justement « l'autorité cauteleuse des fonctionnaires en place » qui l'avaient si injustement accusé, laisse, comme tout ce qui est sorti de sa plume, l'humanité, la bonté et la clémence dominer l'indignation.

Précis du procès qui a motivé le jugement.

Les officiers de santé de l'hôpital militaire de Grenoble n'ont cessé, depuis la paix avec l'Espagne, et la cessation de la guerre dans la Vendée, d'être fatigués chaque jour par des visites de militaires blessés, isolés, séparés de leur corps. La présence de l'administration centrale, et celle des autorités militaires qui résident dans cette commune, leur ont attiré l'examen des requisitionnaires qui avoient ou disoient avoir

des infirmités qui les dispensaient du service militaire. Ces deux corvées pénibles, étrangères à leurs devoirs, après les avoir cent et cent fois ennuyés et arrachés du service qu'ils devoient à leurs malades, leur ont appris qu'il n'est ni zèle ni probité, ni attachement à la république et à l'humanité, qui puissent soustraire des officiers de santé irréprochables, depuis vingt ans de service, à de sinistres événements, enfantés par la lâcheté, accrédités par l'autorité cauteleuse de fonctionnaires en place, appuyés par la cabale, les cabarets, les coteries; et enfin par la légèreté, par l'inadvertance, la jalousie ou l'ambition de leurs collègues. Voici les faits.

Le 10 fructidor an 6, les officiers de santé Villars et Cabanne, écrivirent une lettre au ministre de la guerre, pour le prévenir de la nécessité de nouvelles lois, au moment de la levée des conscrits. Cette lettre fut imprimée, envoyée aux inspecteurs généraux, aux corps législatifs, et dans plusieurs hôpitaux militaires. Son motif n'étoit pas équivoque.

Elle renfermoit de plus, que les ruses et les supercheries de quelques réquisitionnaires étoient à leur comble; que les uns s'étoient brûlés, cautérisés; d'autres s'étoient procuré des plaies et des maladies qu'ils n'avoient pas; d'autres s'étoient mutilés, coupé les doigts, pour ne pas servir: enfin, que pressés de toute part, et ne pouvant plus nous tromper, ils nous offroient des présents, de l'argent se servoient du nom de nos parents, de nos amis, pour nous séduire et nous les faire parvenir.

Il ne restoit plus que l'art des faussaires à mettre en jeu pour nous perdre, lorsqu'ils n'avoient pu nous tromper. Bientôt des escrocs, des frippons officieux, ayant trouvé l'art de bien contrefaire nos signatures, firent un commerce infâme de faux certificats; mais ils furent découverts: deux furent condamnés aux fers par le tribunal criminel de Grenoble (Bonnet et Cotton), le 12 germinal an 7.

Tant de machinations aussi nuisibles aux mœurs qu'au bien du service, décidèrent le citoyen Imbert, commissaire central de l'Isère, à se faire rendre compte par ses collègues, les commissaires des cantons, des bruits qui couroient sur notre compte, que nous avions délivré à des réquisitionnaires des certificats d'exemption pour de l'argent. Les citoyens Pain et Boisclos, de Saint-Marcellin, prévenus contre nous, laissèrent de côté la prudence et la justice pour nous inculper. Le bruit devint général, sur-tout à Saint-Marcellin, que nous avions reçu de l'argent. Cependant parmi plus de vingt témoins appelés, deux seulement, Boudillon père et fils, furent à notre charge; mais ils furent repoussés par une foule de circonstances qui prouvent qu'ayant une infirmité réelle, reconnue par les commissaires nos accusateurs pour un congé provisoire, Boudillon n'avoit pu, sur-tout avant que d'autres officiers de santé lui délivrassent un certificat, l'acheter de l'un d'eux, pour une misérable somme de 72 francs.

Ce n'est pas tout: l'opinion publique ébranlée, sur-tout à Saint-Marcellin, le Commissaire central crut, pour le bien du service, devoir nous

dénoncer à la commission militaire, et nomma deux officiers de santé civils, pour reviser les requisitionnaires infirmes auxquels nous avions auparavant délivré des certificats. Les lois, les arrêtés du directoire, et sans doute les besoins du service, nécessitoient cette mesure. Mais par une fatalité inséparable de la faiblesse humaine, pendant qu'il nous dénonçoit et nous remplaçoit, le même commissaire continuoit à nous laisser une portion de sa confiance : il correspondoit avec nous, ses nouveaux préposés envoyoient à l'hôpital les malades douteux ; lui-même exigeoit notre avis. Nous étions les mêmes hommes, dénoncés, en partie suspendus, mais toujours en place, et l'on exigeoit de nous des certificats pour les cas les plus difficiles. La conscience du citoyen Imbert lui disoit : ils ne sont pas coupables ; mais des formes cauteleuses, un gouvernement ombrageux, peut-être une malveillance cachée, l'obligeoit de nous livrer à une commission militaire ; la terreur des assassins et des scélérats, mais l'égide de l'innocence et de la probité.

Nos collègues, investis de tout le poids de la confiance du commissaire central, ont dû réformer beaucoup de nos certificats ; tous n'étoient que provisoires. Mais ils ont dû, dans leur marche précipitée, sacrifier quelques fois les droits sacrés de l'humanité à l'erreur, et susciter de nouvelles persécutions à leurs malheureux collègues. Joseph Garden, de Venosc, canton d'Oisans, offre la preuve de ces pénibles vérités : il a fourni un des quatre chefs de notre dénonciation. Il est malade depuis quinze ans, nous l'avions déclaré infirme : nos trop zélés collègues l'ont jugé en état de servir ; et le commissaire central, au lieu de consulter un tiers, nous dénonce, pour cela seul, qu'ils n'avoient pas pensé comme nous. Triste et pénible vérité : Garden vient d'être examiné de nouveau par les citoyens *Verguin, Caffarel et Tissèdre*, officiers de santé de l'armée, et il est de nouveau déclaré incapable de service militaire.

Plaignons les fonctionnaires publics, qui, pressés par les circonstances, aveuglés par un zèle outré, ou influencés par ceux qui cherchoient à nous nuire, nous ont livrés à la calomnie et laissé gémir, victimes de notre patience et de notre courage pendant une année entière. Plaignons nos collègues d'avoir commis une erreur qui outrage la justice et leur caractère ; autant qu'elle nous a été nuisible. Que cette pénible leçon ne soit pas perdue pour eux, ni pour tous ceux, qui ont entre leurs mains, le secret et la vie des citoyens : je veux dire, les Médecins et les Chirurgiens.

Si quelque chose a pu adoucir l'amertume dont nous avons été abreuvés, c'est la justice qui nous est rendue, par un tribunal, que certes, on ne taxera ni de faiblesse ni de partialité : c'est de voir qu'aucun militaire, à l'hôpital ni ailleurs, n'ait partagé les odieux soupçons dont nous étions accablés : c'est devoir que dans Grenoble à peine on y faisoit attention ; que le public a pris un intérêt réel à notre justification ; c'est de voir, que nous avons trouvé dans le canton de Corbelin un

commissaire qui au lieu de croire que nous étions les auteurs des faux certificats est venu ingenuement s'en assurer, nous questionner, vérifier nos signatures. Enfin jusqu'ici, aucun conscrit ne s'est souillé à nos yeux de semblable lâcheté : il existe donc encore des hommes probes et des mœurs républicaines.

Villars et Cabanne sortirent absolument purs de tout soupçon, et leur mémoire n'a rien à craindre des révélations que l'histoire locale peut faire sur cette affaire (1) — c'est un élément de plus à la gloire de Villars ; c'est un trait de plus à ajouter à la noblesse de son caractère et à son désintéressement. De tout temps les réputations des plus pures ont été en but aux conséquences du bavardage des sots et de la malignité des envieux.

IV

Il faut convenir à l'honneur de notre temps que de pareils faits de simulation, de substitution, de faux, de mutilation, etc., ne se retrouvent plus ainsi groupés. « Je m'empresse de reconnaître, dit le D^r Boisseau (2), que les maladies simulées paraissent être aujourd'hui beaucoup moins nombreuses qu'autrefois dans l'armée. Cet heureux résultat, ajoute-t-il, doit être attribué à ce que les jeunes gens, un peu plus instruits en général que par le passé, appréhendent moins la conscription, et aussi à la sollicitude du commandement, qui a su atténuer, dans la limite du possible, les rigueurs et les exigences du service militaire. »

De tout temps, aujourd'hui comme jadis, ces fraudes demeurèrent plus fréquentes dans certaines provinces, et j'ai hâte de dire que le Dauphiné n'est pas mentionné par le D^r Boisseau. « La Bretagne dit-il, mérite de figurer en première ligne ; mais les Bretons deviennent, il faut le dire, d'excellents soldats, après avoir échoué dans leurs coupables tentatives. » Les

(1) Cabanne mourut peu de temps après ce procès, victime du typhus qu'il avait contracté à l'hôpital encombré de typhiques. — Villars fut lui-même atteint de la même maladie, mais guérit, après avoir été soigné par Laugier, Troussat, Gagnon, Caffarel, Bolla, Charcos, Caire et Bilon.

(2) Loc. cit.

Irlandais simulent plus que les Ecossais, et en Autriche les conscrits de la Bohême plus que les autres.

Quant aux mutilations volontaires, assez fréquentes autrefois en campagne, dit le Dr Boisseau, elles sont devenues très rares aujourd'hui : pendant la campagne d'Italie, un seul homme s'est mutilé volontairement en se tirant un coup de pistolet dans le mollet.

D'une façon générale, « le nombre (1) des jeunes soldats qui se mutilent pour se rendre impropres au service est maintenant fort restreint : en 1833, il était encore de 166 ; en 1850, 49 jeunes gens furent déférés aux tribunaux comme prévenus de s'être mutilés volontairement, 23 furent condamnés. En 1851, sur 31 prévenus, 13 furent condamnés ; — en 1859, sur 52 prévenus, 32 furent condamnés ; — en 1860, 60 prévenus, 30 condamnés ; — en 1861, 56 prévenus, 25 condamnés ; — en 1863, 33 prévenus, 18 condamnés ; — en 1864, 17 condamnés ; — en 1865, 15 condamnés ; — en 1866, 15 prévenus, 6 condamnés ; — en 1867, 28 prévenus, 17 condamnés. Aussi bien la loi est-elle justement sévère et beaucoup plus qu'autrefois.

Voici la principale disposition de la loi de recrutement du 15 juillet 1889 (2) :

« Cette peine, continuent MM. du Cajal et Catrin, leur est appliquée, soit qu'au moment des dons ou promesses ils aient été déjà désignés pour assister au conseil de revision, soit que

(1) Dr BOISSEAU, loc. cit.

(2) Du CAJAL et CATRIN, *Médecine légale militaire*, 1 vol. in-16.

Art. 69. — Ceux qui se font exempter par fraude sont punis de un mois à un an de prison.

Art. 70. — Si les complices sont des médecins, des officiers de santé ou des pharmaciens, la durée de l'emprisonnement est pour eux de deux mois à deux ans, indépendamment d'une amende de 200 à 1.000 fr. qui peut être prononcée, et sans préjudice des peines plus graves dans les cas prévus par le code pénal.

Art. 71. — Les médecins militaires ou civils qui, appelés au conseil de revision à l'effet de donner leur avis, conformément aux articles 18, 19, 20, 27 de la présente loi, ont reçu des dons et agréé des promesses pour être favorables aux jeunes gens qu'ils doivent examiner, sont punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

les dons ou promesses aient été agréés en prévision des fonctions qu'ils auraient à y remplir.

« Il leur est défendu, sous la même peine, de rien recevoir, même pour une exemption ou dispense justement prononcée.

« Ceux qui leur ont fait des dons ou promesses sont punis de la même peine. »

« Nous n'ajouterons aucun commentaire, nous contentant de l'énoncé de ces divers articles de la loi *qui, nous le répétons, n'ont jamais eu l'occasion d'être appliqués aux médecins militaires* ».

L'honorabilité du corps médical français, qu'il soit militaire ou civil, est assez grande pour rendre cette loi inutile. toutes les précautions sont en outre prises pour empêcher même les occasions de naître : le nom du médecin-major que désignera le général commandant le corps d'armée, sur la proposition du directeur du service de santé du corps d'armée, doit être *tenu secret* aussi longtemps que possible. Le médecin désigné ne peut faire partie du jury dans sa propre garnison.

Les auteurs de la *Médecine légale militaire* (1) recommandent avec raison, au médecin-major chargé de la revision, « d'éviter la solitude, de s'efforcer de se trouver toujours avec quelque membre du conseil, de ne jamais accepter d'invitation isolée, de ne pas faire de visite seul, de craindre les conversations particulières, les *a parte*, de ne jamais adresser de questions qu'à haute voix, d'éviter que les hommes ne lui parlent bas. »

La loi, s'inspirant de ce que Villars avait déjà demandé, mais avec beaucoup plus de précision, a d'ailleurs enfermé le jugement du médecin dans un cadre qui lui trace nettement sa conduite et peu soulager souvent sa conscience.

Les instructions du 17 mars 1890 énumèrent très explicitement *les maladies, infirmités et vices de conformation qui motivent l'exemption*, et en même temps donnent la liste des *infirmités et difformités compatibles avec les services auxiliaires* (bureaux, magasins, ateliers, arsenaux, réquisition des chevaux et des voitures, réparation de matériel). Elle ajoute

(1) Docteurs du CAJAL et CATRIN, loc. cit.

que les infirmités guérissables par une opération simple ne sont pas un motif d'exemption.

Enfin, lorsque malgré ces cadres très larges mais en même temps très précis, le médecin hésite, il a, pour sauver sa conscience et les droits de l'humanité en même temps que ceux du service, l'*ajournement*.

Peu important, après tout, les règlements. Ils peuvent changer avec le temps. Ce qui ne change pas, c'est le devoir du médecin digne de ce nom, jaloux de concilier son devoir envers le pays et son devoir d'humanité envers les malades, méprisant la calomnie et les injustes délations.

Sous ce rapport, Villars peut être considéré comme un modèle à suivre.

L'os hyoïde des Equidés : caractères différentiels,

Par M. A. PICAUD.

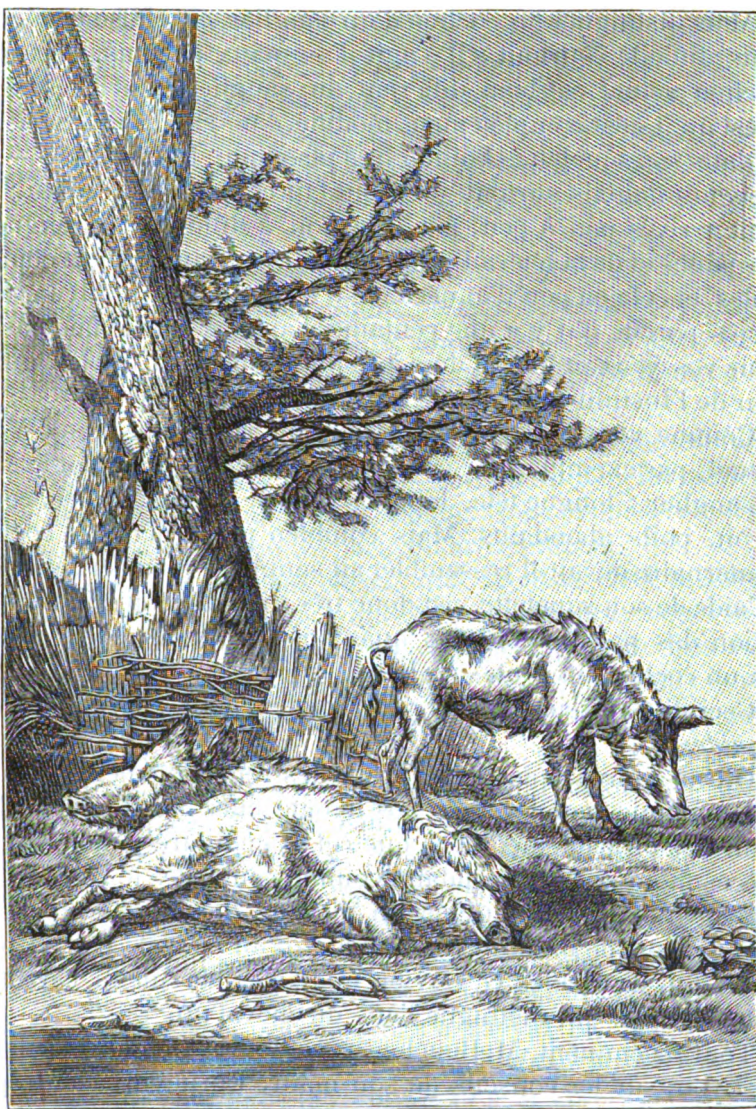
MESSIEURS,

Les anthropologistes et les paléontologistes ne se prononcent qu'avec le plus grand embarras ou même évitent de se prononcer, quand ils sont en présence d'ossements de certains animaux. Aussi les mentions : *lapin ou lièvre, chèvre ou mouton, âne ou cheval, cochon ou sanglier*, reviennent-elles assez souvent dans leurs travaux de détermination d'une faune.

On peut cependant distinguer un âne d'un cheval, une chèvre d'un mouton, un lapin d'un lièvre. On n'a, pour cela, qu'à consulter les savants travaux de MM. Arloing (1), Cornevin (2)

(1) ARLOING. *Caractères ostéologiques différentiels de l'âne, du cheval et de leurs hybrides*, in Bulletin de la Soc. d'anthrop. de Lyon, 9 nov. 1882.

(2) CORNEVIN et LESBRE. *Caractères ostéologiques différentiels de la chèvre et du mouton*, in Bulletin de la Soc. d'anthrop. de Lyon, 7 mai 1891.



PORCS DES ANCIENNES RACES

(Planche extraite de *Le Bétail Suisse il y a cent ans*, par M. BIELER.)

et Lesbre (1), professeurs à l'Ecole nationale vétérinaire de Lyon.

Mais distinguer un cochon d'un sanglier, est chose beaucoup plus difficile, surtout s'il s'agit d'animaux anciens. Certes, le cochon actuel est bien différent du sanglier dont il est issu. C'est qu'il s'est complètement modifié, dans sa forme extérieure et dans son squelette. Animal très plastique, les éleveurs — les éleveurs anglais surtout — en ont fait ce qu'ils ont voulu ; ils sont arrivés peu à peu, par sélection, à diminuer la longueur des pattes et de la tête, au profit des parties franchement comestibles, et cela en peu d'années. Je n'en veux pour preuve que le faciès porcin d'il y a une centaine d'années, que je fais passer sous vos yeux et que je dois à l'obligeance de M. Bieler, directeur de l'Institut agricole de Lausanne (v. pl. ci-joint).

Comme vous le voyez, cet animal n'a rien du cochon d'York actuel, par exemple ; par contre, il a beaucoup d'analogie avec le sanglier : longue tête, longues pattes, échine voûtée, corps étroit, poils abondants. Mais combien plus encore le cochon quaternaire devait-il ressembler au sanglier ? Sa détermination, à l'aide de son squelette, est donc très difficile, et justifie l'hésitation des paléontologistes, quand ils déclarent avoir affaire « à un cochon ou à un sanglier ».

Ceci dit, Messieurs, j'arrive à mon sujet : *l'os hyoïde des Équidés*.

On ne trouve dans aucun Traité des renseignements relatifs à l'anatomie comparée de l'os hyoïde chez les Équidés. Cela tient très probablement à ce que cet os ne figure jamais sur les pièces montées. Et cependant, comme vous allez le voir, cet os, *à lui seul*, suffit à distinguer un âne d'un cheval, et réciproquement, et même un mulet d'un âne et d'un cheval. On ne peut donc plus dire, avec G. Cuvier, qu'il n'existe aucun caractère ostéologique, qui distingue l'âne du cheval (2).

Tout récemment, M. Boucher, répétiteur à l'Ecole vétérinaire de Lyon, sur les conseils de son maître Cornevin, a entrepris

(1) LESBRE. *Caractères ostéologiques différentiels du lièvre et du lapin*, in Bulletin de la Soc. d'anthrop. de Lyon, 3 déc. 1892.

(2) FLOURENS. *Ontologie ou Étude des êtres*, p. 7.

l'étude de l'hyoïde et du larynx chez les Équidés (1). C'est une partie de son travail que je vais vous résumer en quelques mots.

D'une manière générale, l'os hyoïde des Équidés offre à considérer : un corps (*basihyal*) ; de grandes cornes (cornes thyroïdiennes ou *thyrohyal*) ; de petites cornes (cornes styloïdiennes ou *cératohyal*) ; un noyau styloïdien (*épihyal*) ; un os styloïde (*stylhyal*), et, enfin, un appendice antérieur (*glossohyal*) (fig. 1).

Cet appareil osseux se désarticule très facilement. Pour le besoin de notre communication, nous n'envisagerons que la fourche hyoïdienne. L'os hyoïde, ainsi réduit à sa plus simple expression, suffit encore pour déterminer l'espèce d'un équidé donné.

Chez le *cheval*, les deux branches de la fourche simulent un V à pointe arrondie ; chez l'*âne*, elles dessinent les contours de la lettre U d'une manière très nette. Nous avons donc, d'une part, un arc ogival, d'autre part, un arc d'ellipse.

La partie moyenne du corps, très accusée chez le cheval, offre deux faces opposées : une face supérieure, concave en haut, et une face inférieure, plane et triangulaire. Ces faces n'existent qu'à l'état de vestige chez l'âne : les deux cornes thyroïdiennes et l'appendice antérieur semblent donc émaner d'un même point central.

Tandis que les pièces thyrohyales sont arrondies et élargies à leur base dans l'espèce équine, elles sont minces et tranchantes dans l'espèce asine.

Les facettes articulaires, qui flanquent latéralement le corps de l'os, n'occupent pas la même situation chez l'âne que chez le cheval. La ligne qui joint leurs centres respectifs passe en arrière du sommet de l'angle de la fourche hyoïdienne, chez l'âne, en avant de ce sommet chez le cheval (fig. 2).

Quant au glossohyal, il est plus incliné sur le basihyal chez le cheval que chez l'âne (32° contre 19°). Si l'on renverse l'épéron hyoïdien sur sa face supérieure, on saisit immédiatement

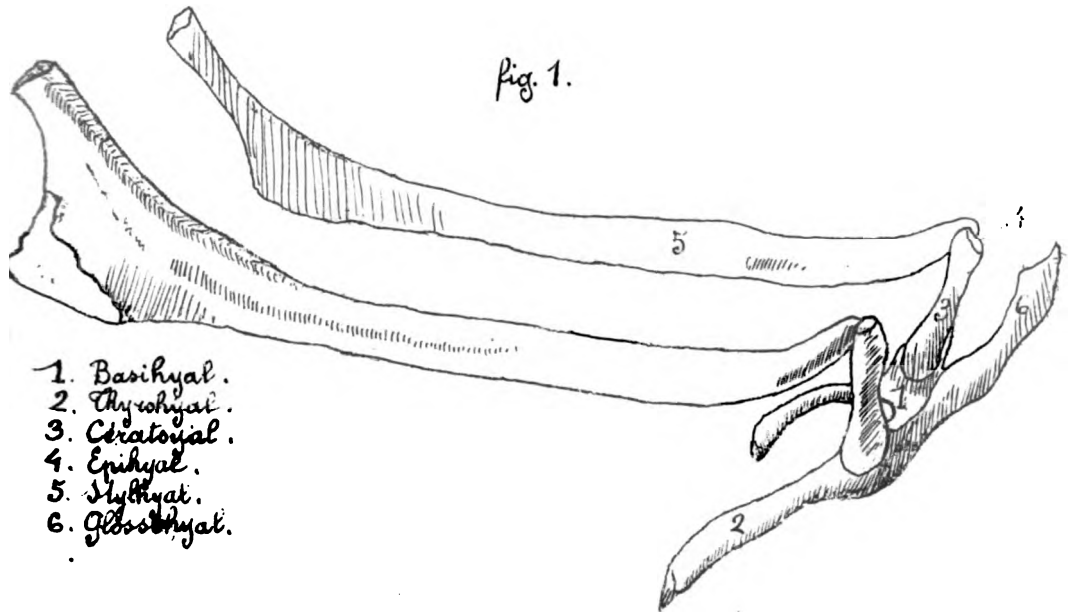
(1) BOUCHER. *De l'hyoïde et du larynx chez les Équidés*. Journal de médecine vétérinaire et de zootechnie. Lyon, janv. 1892.

quelques caractères différentiels. La distance qui sépare le corps de l'os du plan horizontal est bien plus grande chez le cheval que chez l'âne et les surfaces articulaires ne sont jamais de niveau avec les extrémités des cornes et de l'appendice antérieur; chez l'âne, au contraire, les surfaces articulaires supportent l'os concurremment avec l'extrémité du glossohyal (fig. 3).

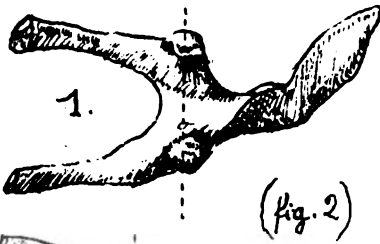
Qu'observons-nous chez le mulet? On le devine sans peine, si l'on se rappelle cette proposition, énoncée par Arloing : *l'influence des ascendants se reflète dans les produits, de telle sorte que la mère imprime surtout son cachet à la charpente, et le père à l'enveloppe.* (Le mulet, produit de l'âne et de la jument, a un faciès asinien et une charpente caballine; le bardot, produit du cheval et de l'ânesse, a un faciès caballin et une charpente asinienne). L'os hyoïde du mulet doit donc se rapprocher davantage de celui du cheval que de celui de l'âne. C'est, en effet, ce qui arrive : la ligne qui joint les facettes articulaires est à peine sécante à la courbe formée par les cornes thyroïdiennes — elle est parfois tangente au sommet de cette courbe, — et le glossohyal est un peu plus incliné sur le corps de l'os que chez l'âne (26°) (fig. 2 et 3).

Nous n'avons pas d'os hyoïde de bardot, mais, d'après la loi d'Arloing, il n'est pas douteux qu'il se rapproche plus de celui de l'âne que de celui du cheval; les facettes articulaires doivent être plus en arrière et le glossohyal moins incliné que chez le mulet. Si donc l'on trouvait dans nos contrées un os hyoïde d'équidé, qui se rapproche plus de celui de l'âne que de celui du cheval, c'est-à-dire intermédiaire entre celui de l'âne et celui du mulet, on pourrait admettre que cet os est celui d'un bardot. Le Dauphiné passe d'ailleurs pour avoir produit cet animal.

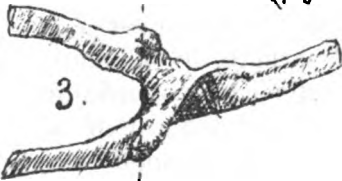
Fig. 1.



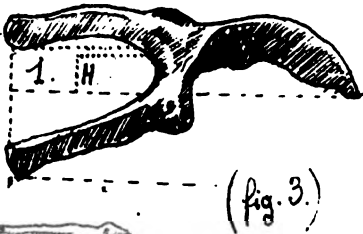
1. Basihyal.
2. Thyrohyal.
3. Ceratohyal.
4. Epihyal.
5. Stylohyal.
6. Glossohyal.



Fourche hyoïdienne.

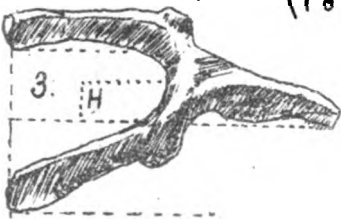


1. Cheval.
2. Ane.
3. Mulet.



Fourche hyoïdienne (renversée).

1. Cheval.
2. Ane.
3. Mulet.



Notes sur diverses antiquités romaines trouvées à Lachau (Drôme),

Par M. MULLER.

MESSIEURS,

En juillet 1897, notre éminent collègue, M. Maignien, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble, m'a fait l'honneur de me communiquer une lettre que venait de lui adresser un habitant de Lachau (Drôme).

Cette missive, curieuse par son orthographe et ses détails, indiquait la découverte, dans ce pays, de sculptures représentant des animaux divers, ours, aigle, des fragments de statues et en plus des lampes romaines, des monnaies et des ferrailles. Tout cela à première vue paraissait exact; pourtant M. Maignien avec son habitude de ces questions pensait qu'il fallait en rabattre, tout en estimant qu'une enquête pouvait être faite afin de ne pas abandonner cette découverte, si, à tout hasard, elle devait être exacte.

Ayant l'intention de me rendre dans les Alpes au début du mois d'août, je priai M. Maignien de me confier sa lettre et immédiatement j'entrais en correspondance avec son auteur, M. Meffre, habitant Lachau, qui, comme de juste, stimulé par une demande de nouveaux renseignements, me répondit en termes si engageants que je me crus obligé de me détourner de ma route pour voir toutes les belles choses annoncées.

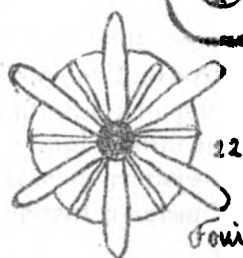
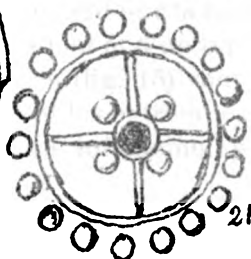
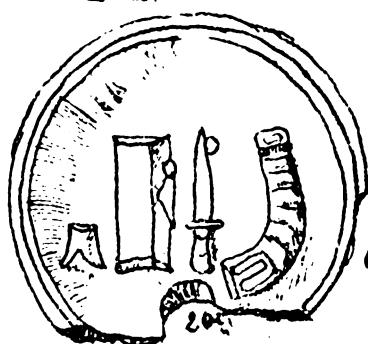
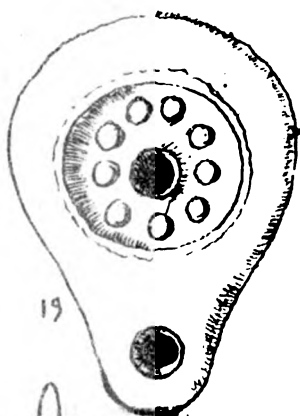
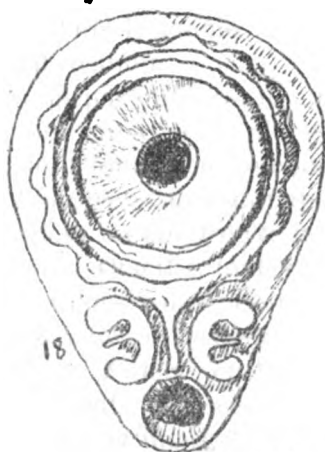
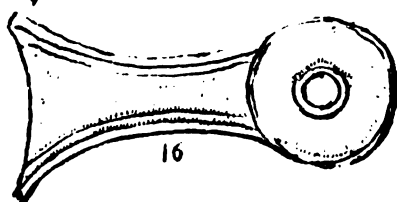
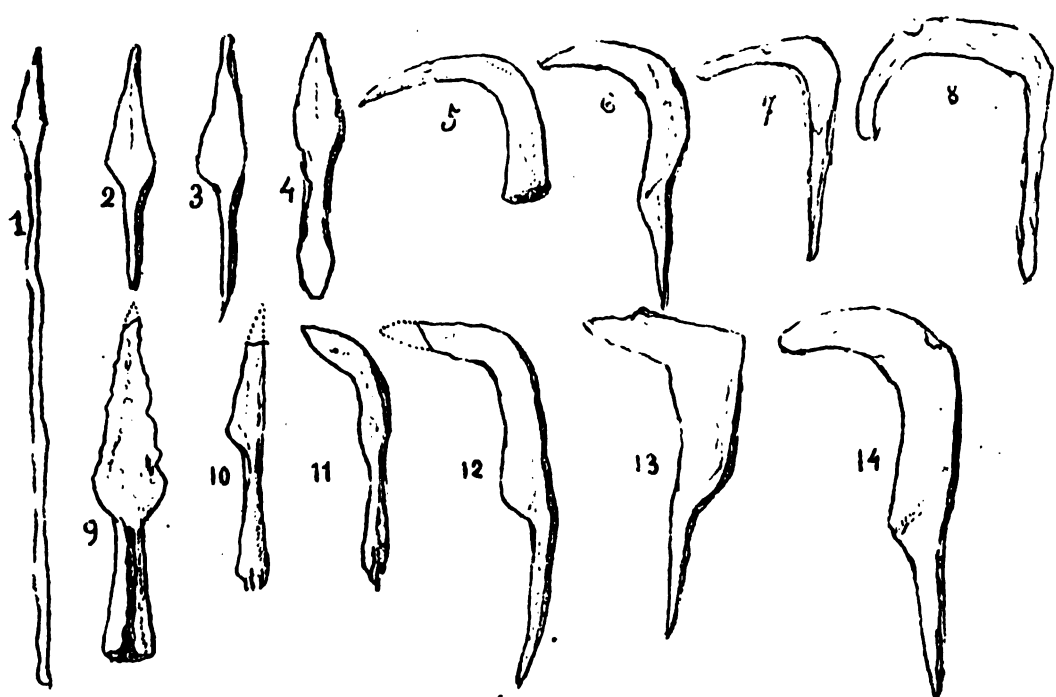
De Laragne à Lachau il y a 25 kilomètres; la route monte graduellement en pente douce depuis le Plan, en suivant continuellement la rive gauche de la Méouge, petit torrent curieusement encaissé entre des roches calcaires (du Néocomien?) ravinées par les eaux et étagées en petites terrasses successives et horizontales, formant des a pics qui, vus du fond de la vallée, ont l'air inaccessibles; aussi est-on étonné de voir de loin en loin des villages comme le Pomet, le Brusq, etc., perchés sur l'abîme sans que l'œil puisse percevoir le chemin qui y conduit. Pendant 10 kilomètres au moins, la route et le tor-

rent, en des courbes savantes ou capricieuses, se disputent l'espace; les travaux d'art n'y manquent pas; le pittoresque abonde, et c'est un pittoresque qui n'est pas celui que nous avons l'habitude d'admirer dans nos environs; en somme, une belle route, de beaux paysages et le charme de l'inconnu font que tout en pédalant vers le but de mon voyage, je n'ai pas négligé d'admirer le pays sous ses divers aspects.

Aussitôt à Lachau, me renseignant sur mon correspondant, j'apprends que c'est un pauvre hère travaillant très peu et courant la campagne à la recherche de quelques simples et surtout encombrant sa mesure de pierres aux formes bizarres, ramassées dans les champs.

L'ours ! pesant 2 ou 300 kilos gisait encore dans un champ, l'homme ainsi que l'ours, ainsi du reste que toutes les prétendues sculptures annoncées, n'étaient que des quartiers de roche façonnés par les eaux et les intempéries, aidées en cela par la nature de la pierre, qui est composée d'un mélange de parties dures et tendres : une simple réédition des découvertes de Presins (Isère) en 1896; découvertes annoncées à grand fracas dans les journaux de la région, et à l'occasion desquelles la société délégua notre dévoué collègue, M. le Dr Pegoud, qui ne rapporta qu'une photographie d'un bloc de molasse façonné par les eaux et dont les pareils gisaient en nombre considérable dans la grange du cultivateur, auteur de la découverte.

Mon correspondant de Lachau, après m'avoir montré ces précieuses pierres, exhiba quelques lampes en terre, quelques monnaies romaines et un paquet de ferrailles qu'il prenait pour des clous servant à suspendre les lampes trouvées à côté. Les débris d'une cinquantaine de lampes gisaient dans un panier; j'ai pu en tirer quatre exemplaires à peu près entiers et deux dessus d'autres lampes, dont l'un est intéressant par les sujets représentés en relief. Ces sujets consistent, je crois, en attributs indiquant la qualité sacerdotale d'un sacrificateur, aspersoir, simpule, etc. (fig. 20); un autre dessus de lampe provenant du même lieu, qui m'a été confié avec d'autres débris par M. Paquier (préparateur à la Faculté des sciences), montre également en bas-relief un amour aux ailes déployées volant à droite (fig. 17), soutenant de la main gauche un bâton posé horizontalement sur l'épaule gauche, aux extrémités dudit



Fouilles de
Lachau (Drôme)

M.H.

Du n° 1 au n° 16, demi-grandeur; du n° 17 au n° 22, grandeur nature.

bâton sont suspendus deux sceaux de l'aspect de nos bennes locales en bois. Un troisième dessus de lampe, vu chez un habitant de Lachau, montrait un cerf courant à droite et poursuivi par un chien, sujet d'assez bonne exécution comme le petit amour figuré en porteur d'eau. Les grosses lampes ont un verni d'aspect samien et sont assez bien faites; en revanche, les petites, les plus nombreuses dans la proportion de 1 à 10, sont grossièrement faites, mal cuites, irrégulières de formes et les trous en sont percés de travers. Certaines ont de 4 à 5 centimètres de long à peine, tandis que les grandes donnent 7, 8 et même 10 centimètres en longueur.

Les ornements des petites lampes sont pour la plupart des cercles en reliefs divisés en rayons plus ou moins nombreux, de 4 à 12, séparés par de petites pastilles en relief également (fig. 18, 19, 21 et 22); d'autres n'ont que des traits concentriques, d'autres rien que le trou du centre.

Quelques-unes des petites lampes ont des initiales marquées en creux sur le fond, surtout sur celles de meilleure facture les lettres PF dans un cercle sont fréquentes; une autre marque indéchiffrable semble montrer une lampe allumée; d'autres, portant des traits en relief sous de grosses lampes, paraissent n'être que des stries faites dans le moule pour mieux retenir l'argile au moment de la fabrication.

Ces lampes ont été trouvées par milliers; il y a quelque vingt ans, les gens du pays en ont ramassé de pleins paniers, à la suite de divers travaux de défoncement sur un coteau voisin de Lachau appelé « *Aux Luninres* », dénomination qui exprime que c'est la montagne, le pays où l'on trouve les lumières. Un Claude I^{er}, une Faustine et une Otacilie, toutes trois en moyen bronze, sont les seules monnaies romaines parmi celles trouvées avec les lampes que j'aie pu acquérir, elles sont en mauvais état. Un manche de *Patéra* en bronze de l'époque romaine avec lignes d'ornements burinées en creux (fig. 16), deux bracelets grossiers en fer et une quantité de petits objets en fer ont été trouvés également sur la montagne des *Luninres*.

Le manche de patère est plat et d'un type commun, il ne porte aucun signe. Les bracelets (fig. 15) sont de simples anneaux de fer formant ressort, dont les extrémités amincies, roulées en spirale autour de l'anneau lui-même, permettent d'agrandir

son diamètre pour l'ouvrir ; ce modèle se fait encore en bijouterie, en or ou en argent.

- Parmi les petits objets en fer, 14 m'ont paru devoir être intéressants à montrer ; parmi eux, une baguette de fer carrée surmontée d'une petite lance, le tout, long de 0^m18, a été fait pour simuler une lance (*Hasta*) (fig. 1) ; trois autres sont de simples pointes grossièrement façonnées qui, à la rigueur, pourraient être des pointes de flèches, mais ne présentent aucune trace d'affutage. Les pointes en sont épaisses et obtuses, surtout dans l'une d'elles formant lance des deux bouts (fig. 4).

Une pointe (fig. 9) paraît être une véritable armure de flèche, les arêtes ont été tranchantes, la base formait une douille destinée à loger le bois ; il se pourrait pourtant que ce soit encore un fac-simile de *Hasta*. Un crochet ayant également la base formant douille rappelle assez bien les crochets des bateliers (fig. 5) (*Harpago*). Une série d'objets du n° 10 au n° 14 donnent les fac-simile de divers instruments que l'on peut ranger parmi les serpes, couteaux et autres instruments destinés à couper, désignés dans le dict. de A. Rich sous les termes de (*Arboraria sylvatica*, *Culter*, *Falx vinitoria*) ; faisant suite sous les n° 6, 7 et 8, trois outils (*Stramentoria* ou *Messoria*) qui peuvent avoir représenté des faucilles. Tous ces objets en fer sont sous le coup de marteau, ils n'ont pas été finis, n'ont jamais été affûtés et par conséquent n'ont pu servir.

Les lampes pour la plupart sont impropres à un usage prolongé, trop petites et devant laisser passer l'huile ; pour trouver une explication plausible à la réunion en un même point de tant de lampes et de ferrailles diverses, on est amené à penser à la présence d'un temple en ce lieu ; la divinité vénérée l'était surtout par l'exposition que l'on faisait sur ses autels de nombreuses lampes allumées et d'ex-voto représentant des armes et des instruments d'agriculture.

Nous avons de nos jours, à Lyon, à N.-D. de Fourvières ; à Marseille, à N.-D. de la Garde ; à la Salette, au Laus, etc., etc., de nombreux exemples de cette façon d'exprimer sa dévotion à une divinité : les cierges vendus à la porte de l'église remplacent les lampes en terre, les béquilles, les petits bateaux, les tableaux et les statuettes sont des ex-voto tout comme les pointes de flèches et les serpes de Lachau.

M. Allmer, que je consulte souvent et toujours avec succès, croit que, en effet, l'on devait apporter au temple de Lachau de petites lampes, peut-être achetées à la porte et garnies d'une provision d'huile suffisante pour une fois.

Dans un hôtel, le principal de Lachau, on peut voir plusieurs tables couvertes par des lauzes de calcaire gris (néocomien inférieur, d'après M. Paquier) qui ont été trouvées au cours de fouilles pratiquées à la montagne des *Luninres*, en un point où les débris romains abondaient, et la roche recouverte par un peu de terre était entaillée rectangulairement en divers endroits comme si il y avait eu là des sous-sols creusés dans le roc.

M. Paquier a vu dans la vallée d'Orpierre, proche de Lachau, un coteau sur lequel on trouve également beaucoup de lampes en terre.

Je dois signaler un fragment de hache en pierre polie (verte et très dure) trouvée dans les environs de Lachau par M. Meffre et que j'ai recueilli parmi ses pierres curieuses.

Lachau possède une vieille église romane, je crois, classée comme monument historique et que l'on répare depuis plusieurs années.



LISTE DES MEMBRES
DE LA
SOCIÉTÉ DAUPHINOISE D'ETHNOLOGIE ET D'ANTHROPOLOGIE

Membres titulaires

MM.

- Dr ALLARD, professeur à l'École de Médecine et de Pharmacie.
Dr ANNEQUIN, médecin principal de l'armée.
BABOIN, pharmacien, professeur suppléant à l'École de Médecine et de Pharmacie.
BADIN (FERDINAND), avocat, à Champier (Isère).
Dr BAISSAS, à Saint-Uze (Drôme).
BARBARIN, directeur de l'École Reboul.
BENOUVILLE, ingénieur des Arts et Manufactures à Paris, architecte du Gouvernement, architecte des Monuments historiques pour l'Isère et la Savoie.
Dr BERGER.
Dr BERLIOZ, professeur à l'École de Médecine et de Pharmacie.
BERTILLON (ALPHONSE), chef du Service anthropométrique à la Préfecture de police, Paris.
Dr BERTHOLLET, médecin des Hôpitaux.
Dr BERTRAND.
BEYLIÉ (J. DE).
Dr BISCH.
BLAIGNAN, avocat général.
BLANC (NOËL), pharmacien.
Dr BONNET, médecin adjoint à l'Asile Saint-Robert.
BONNET (G.), étudiant.
Dr BORDIER, directeur de l'École de Médecine et de Pharmacie.
BOUVAT, élève diplômé de l'École des Langues orientales, à Paris.
BOUVIER (A.), constructeur.
BRIANÇON, inspecteur des Enfants assistés de l'Isère.
CAPITANT, professeur à la Faculté de Droit.
CARRIÈRE (LOUIS), industriel.
CHAMBARD, pharmacien à Saint-Symphorien-d'Ozon (Isère).
CHANTRE, sous-directeur du Muséum, Lyon.
CHARBONNIER, directeur de l'École supérieure.
CHENAVAZ, O., député de l'Isère.
CHÉREL, lieutenant au 12^e chasseurs.
CHION-DUCOLLET, notaire à La Mure (Isère).
Dr CIBERT, professeur suppléant à l'École de Médecine et de Pharmacie.
Dr COMTE, chirurgien des Hôpitaux.

MM.

- CROZALS (DE), professeur à la Faculté des Lettres.
CUCHE, professeur agrégé à la Faculté de Droit.
DEVEAUX (l'abbé), professeur à l'Université catholique de Lyon.
Dr DESCHAMPS, professeur suppléant à l'École de Médecine et de Pharmacie.
Dr DODERO (PAUL), professeur suppléant à l'École de Médecine et de Pharmacie
DODERO (GEORGES), chargé de suppléance à l'École de Médecine et de Pharmacie.
Dr DOUILLET, professeur à l'École de Médecine et de Pharmacie.
DOUILLET (l'abbé), professeur au Séminaire du Rondeau.
DUBOIN, procureur général.
DUCLOT, adjoint au Maire de Grenoble.
Dr DUFOUR, médecin-directeur de l'Asile Saint-Robert (Isère).
DUGIT, doyen de la Faculté des Lettres.
Dr DUPUY.
Dr EYSSAUTIER.
FÉLIX, artiste peintre.
Dr FLANDRIN, chargé de suppléance à l'École de Médecine et de Pharmacie.
Dr GACHÉ, ancien Maire de Grenoble.
GAILLARD (OCTAVE), médecin-directeur de Bouquéron-les-Eaux.
Dr GAILLARD, médecin-major.
Dr GIRARD, professeur à l'École de Médecine et de Pharmacie.
Dr GIRAUD.
GIROUD, ancien pharmacien.
Dr GROLL.
GUILLEMIN, inspecteur des Ports de la Seine, à Billancourt (Seine).
Dr HERMITE, chef de clinique à l'École de Médecine et de Pharmacie.
Dr JACQUEMET, médecin des Hôpitaux.
JAY (S.), Maire de Grenoble.
JOSSIER, secrétaire général de la Préfecture.
KILIAN (laboratoire de géologie de la Faculté des Sciences), professeur à la Faculté des Sciences.
LABATUT, professeur suppléant à l'École de Médecine et de Pharmacie.
LACASSAGNE, professeur à la Faculté de Médecine de Lyon.
LACHMANN, professeur à la Faculté des Sciences, adjoint au Maire de Grenoble.
LAUGIER, secrétaire général du Mont-de-Piété. Paris.
LANARTIC, vétérinaire au 4^e génie.
Dr LEVET, médecin adjoint à l'Asile de Fains (Meuse).
LUZE (DE), ancien préfet de l'Isère.
MAIGNIEN, conservateur de la Bibliothèque.
MARTINAIS, conseiller à la Cour.
MARQUIAN, conseiller municipal.
MARTIN, commissaire-priseur.

MM.

- MASSAREL, médecin, La Tronche.
MEUNIER, agent voyer d'arrondissement.
MERLIN, publiciste.
Dr MERLIN, médecin aide-major au 30^e bataillon de chasseurs.
MILANTA, avocat.
MORTILLET (G. DE), professeur à l'Ecole d'Anthropologie de Paris.
MULLER, bibliothécaire à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.
MOURET, médecin, sous-inspecteur des Enfants assistés de l'Isère.
Dr NICOLAS, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.
Dr PEGOUD, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.
Dr PERRET, à Voiron (Isère).
PERRIN, libraire.
Dr PERRIOL, chef des travaux anatomiques à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie, chirurgien adjoint de l'Hôpital.
Dr PIAGET.
PICAUD, répétiteur général au Lycée.
Dr PLAUSSU, au Touvet (Isère).
PLAUSSU, étudiant en médecine, Paris.
Dr PORTE (R.), professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.
PORTE (A.), avocat, conseiller municipal.
PRUVOT, professeur à la Faculté des Sciences.
RENAVANT, entrepreneur.
RÉROLLE, conservateur du Muséum.
REYMOND (A.), secrétaire général de la Mairie.
REYMOND (MARCEL), avocat, président du Comité de patronage des Etudiants étrangers; vice-président de la Société des Amis des Arts.
REYNAUD, inspecteur primaire à Briançon.
REY, inspecteur d'académie.
REY (EDOUARD), sénateur de l'Isère.
REY, libraire.
ROMANET, instituteur.
ROMEYER, pharmacien en chef des Hôpitaux.
RONDET (l'abbé), aumônier du Lycée.
Dr ROSTAING, à Vif (Isère).
ROUSSET, publiciste.
ROUX, prosecteur d'anatomie à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.
SALMON (PH.), vice-président de la Commission des monuments mégalithiques, Paris.
Dr SALVA, professeur suppléant à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.
SAVIGNÉ, ancien imprimeur à Vienne (Isère).
SILVY (F.), avocat.
TARTARI, doyen de la Faculté de Droit.
Dr TESTEVIN, médecin major de l'armée.
Dr THEVENET, à Voreppe (Isère).
Dr TROUILLET, médecin major.
Dr TUREL, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.

MM.

VACHER (LÉON), secrétaire général de la sous-préfecture de Saint-Marcellin (Isère).
VALLIER, avoué.
VERNE, professeur à l'Ecole de Médecine et de Pharmacie.
VILLARET, directeur de la Voirie et des Eaux.
VILLENOSY (F. DE), attaché au Musée du Louvre, Paris.
ZELLER, recteur de l'Académie de Grenoble.

Correspondants.

MM.

ARRAGON, industriel au Bourg-d'Oisans (Isère).
BARDEL, pharmacien à Sallanche (Haute-Savoie).
BARTHÉLEMY, élève aux Beaux-Arts, architecture, Paris.
Dr BELLIN, à Tencin (Isère).
BERNARD, pharmacien au Villard-de-Lans (Isère).
BEYLIER, directeur des Usines de Sassenage (Isère).
BOSSAN, pharmacien à Bourgoin (Isère).
CHABERT, notaire au Bourg-d'Oisans (Isère).
DUSSERT (l'abbé), professeur à la Côte-St-André (Isère).
FÉVELAT, chef de la comptabilité à la Foncière, Paris.
GIRARD, instituteur à Beaucroissant (Isère).
GODEL, administrateur colonial au Congo français.
GUEYFFIER, juge de paix, St-Etienne-de-St-Geoirs (Isère).
GUILLAUD, médecin à Champier (Isère).
Dr ISNEL, à Vizille (Isère).
JACQUEMET (A.), maire de Vaujany (Isère).
LEMPEREUR, instituteur à Corenc (Isère).
MAUREL, pharmacien à Allevard (Isère).
MIELLE, place St-Jean, Lyon.
OUGIER, instituteur en retraite, ancien maire de Besse-en-Oisans.
ROUX (E.), receveur des Domaines à Neuilly-le-Réal (Allier).
RUGGERI-GIUFRIDO, professeur au Frenocomio de Reggio-Emilia (Italie).
SUTTER, lieutenant au 30^e chasseurs.
VALLENTIN (L.), juge à Montélimar (Drôme).
VIGUIER, pharmacien à Gap.

Échanges et divers.

Académie royale des Belles Lettres et Antiquités, Stockolm (Suède).
 Anthropologiskien Gesellschaft in Wien (Autriche).
 Archives d'Anthropologie de Lyon.
 Atti della societa Romana di Antropologia, Rome.
 Anales del Museo nacional de Montevideo (Uruguay).
 Bulletino di Paletnologia Italiana, M. PIGORINI, collegio Romano,
 Rome.
 Bulletin de la Société d'Anthropologie de Bruxelles.
 Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris.
 Bulletin de la Société d'Anthropologie de Berlin.
 Bulletin de la Société d'Histoire naturelle de Savoie.
 Bulletin de la Société d'Histoire naturelle d'Autun.
 Bulletin de la Société de Géographie de Neufchâtel (Suisse).
 Bulletin de la Société Royale des Antiquaires du Nord (Danemark).
 Bulletin de la Société Archéologique du Châtillonnais (Châtillon-s-Seine).
 Canadiane Institute, Toronto, Canada.
 Dauphiné (Le), Grenoble.
 Mélusine, M.-H. Gaidoz, Paris.
 Nordiska Museets, Dr AZELIUS, Stockolm.
 Association des Etudiants, Grenoble,
 Bibliothèque de l'Université de Grenoble.
 M. DREVET, libraire, Grenoble.
 Ecole d'Anthropologie de Paris.
 Dr HAMY, professeur au Muséum, membre de l'Institut, Paris.
 M. LIARD, Directeur de l'Enseignement supérieur, conseiller d'Etat,
 Paris.
 Polybiblion, rue St-Simon, Paris.
 Revue épigraphique du Midi de la France, M. ALLMER, Lyon.



TABLE DES AUTEURS

BADIN.....	287
BONNET.....	156, 180
BORDIER.....	14, 40, 91, 178, 290
CHENAVAZ.....	129
CHEREL.....	83
DODERO (PAUL).....	91
GIRARD.....	66, 87, 134, 210
MAIGNIEN.....	186
MARTIN.....	311
MILANTA.....	108
MULLER.....	7, 107, 126, 146, 163, 169, 375
OUGIER.....	96, 99, 282
PICAUD.....	47, 171, 370
SUTTER.....	37
TESTEVIN.....	5, 108

TABLE DES MATIÈRES

A

<i>Abadites</i> (La secte des) au M'zab.....	109
<i>Accaparement</i> des grains pendant la Révolution	215
<i>Allevard</i> (Hache de bronze à ailerons trouvée à).....	7
<i>Anthropologie</i> (L') au Congrès de Saint-Etienne).....	301
<i>Antiquités</i> romaines trouvées à Lachau (Drôme).....	375
<i>Arabes</i> (Mensuration crânienne des).....	115
<i>Assignats</i>	75
<i>Association française</i> pour l'avancement des sciences.....	301
<i>Attroupements</i> pendant la Révolution.....	77
<i>Avignonet</i> (Le seigneur d') pendant la Révolution.	227

B

<i>Balmes</i> (Fouilles aux) de Fontaine.....	146
<i>Baptême</i> (Refus de faire donner le) à un enfant pendant la Révolution.....	239
<i>Bardonnanche</i> (Famille de) pendant la Révolution, 223, 224, 242, 253	264
<i>Beauvais</i> (Assassinat de) à Toulon pendant la Révolution.....	136
<i>Berbères</i> (Leur influence dans la constitution du type de certains habitants du Queyras).....	85
<i>Besse</i> (en Oisans) (Archives de la commune de).....	96
— (Grammaire du dialecte de).....	99
— (Notes historiques et légendaires).	282
<i>Biens nationaux</i> (Achetés pour les défenseurs de la Patrie).....	276
<i>Bois</i> (Coupes de) pendant la Révolution.....	80
<i>Bouchage</i> (Seigneur du).....	288
<i>Boundou</i> (Poison d'épreuve au Congo).....	87
<i>Bouzieyas</i> (Charnier de), (Hautes-Alpes).....	37
<i>Branque</i> (Seigneur de).....	288
<i>Bronze</i> (Analyse chimique d'objets en bronze).....	7, 11, 12, 170
<i>Brunissard</i> (Ethnologie de la commune de) (Hautes-Alpes).....	83

C

<i>Cabannes</i> (Dr), son procès.....	316
<i>Cabarets</i> (Défense aux) de donner à boire le dimanche pendant la Révolution	82

<i>Chaouias</i> (Leur mensuration crânienne).....	115
<i>Charnècles</i> (Recherches dans les archives de la mairie de) pour la période révolutionnaire.....	66
<i>Charnier</i> de Bouzieyas (Hautes-Alpes).....	37
<i>Collectivisme</i> (Dans certaines régions du Queyras).....	85
<i>Congo</i> (Ethnologie du).....	87
<i>Constitution</i> (Sa proclamation au Monestier-de-Clermont pendant la Révolution).....	230
<i>Couvents</i> (Fermeture de) pendant la Révolution.....	252
<i>Crâne</i> (Sutures du).....	171
<i>Cure</i> (Location de la) du Monestier-de-Clermont pendant la Révolu- tion... ..	277

D

<i>Défenses</i> diverses faites pendant la Révolution.....	219, 221
<i>Déguisements</i> défendus pendant la Révolution.....	77
<i>Denrées</i> (Fixation du prix des) pendant la Révolution.....	71
<i>Disette</i> au Monestier-de-Clermont, pendant la Révolution.....	248
<i>Dolmens</i> (Persistance des).....	40
<i>Domestiques</i> (Fixation des gages des) pendant la Révolution.....	260
<i>Dons</i> patriotiques pendant la Révolution, à Charnècles.....	70
<i>Droits de l'Homme</i> (Les) au Monestier-de-Clermont... ..	255

E

<i>Ecriture</i> (Origines préhistoriques de l').....	14
— (Persistance de certains signes de l'écriture préhistorique). ..	156
<i>Education</i> des jeunes gens au Monestier-de-Clermont, pendant la Révolution.....	263
<i>Eglises</i> pendant la Révolution.....	215, 223, 259, 263
<i>Elections</i> municipales (En 1790, à Besse-en-Oisans).....	56
<i>Equidés</i> (Leur os hyoïde).....	370

F

<i>Femme</i> (N'a pas de caractères inférieurs à ceux de l'homme) ..	180, 182
<i>Fête Nationale</i> à Charnècles pendant la Révolution.....	66
— Anniversaire de la République à Rives.....	143
— Funéraire à Rives pour l'assassinat des plénipotentiaires à Rastadt.....	145
— De la Fédération au Monestier-de-Clermont pendant la Révo- lution.....	217
— Civique au Monestier-de-Clermont.....	262
— De l'Etre suprême au Monestier-de-Clermont.....	268
— Anniversaire de la mort de Louis XVI au Monestier-de-Cler- mont.....	279

<i>Fête Anniversaire de la fondation de la République au Monestier-de-Clermont</i>	281
<i>Folk-lore médical</i>	311
<i>Fouilles (Commission des)</i>	107

G

<i>Galets coloriés du Mas d'Azil</i>	21
<i>Garde nationale</i> De Monestier-de-Clermont pendant la Révolution .	210
— De Grenoble pendant la Révolution.....	212
— (Armement de la).....	220
— (Discipline au Monestier-de-Clermont).....	244
<i>Garcinières (Village de) réuni à la commune de Treffort</i>	230
<i>Girard (Récompense à M.), instituteur, décernée par le Ministre de l'instruction publique pour ses recherches dans les registres des communes</i>	95
<i>Grains (Battage des) au Monestier-de-Clermont pendant la Révolution</i>	271
<i>Grammaire lexicologique du dialecte de Besse-en-Oisans</i>	99

H

<i>Haches de bronze</i>	169
<i>Hiatus (Doctrine du) et anthropologie préhistorique</i>	19

I

<i>Icassa (Poison d'épreuve au Congo)</i>	88
<i>Indigents (Secours aux) pendant la Révolution</i>	79
<i>Instituteurs (Circulaire ministérielle relative à leur participation aux recherches historiques et archéologiques)</i>	93
— (Choix d'un) pendant la Révolution, à Rives.....	142
— — — à Monestier-de-Clermont..	277
<i>Instruction (Primaire pendant la Révolution)</i>	139
— (Publique — —).....	74

K

<i>Kabyles (Leur mensuration cranienne)</i>	115
---	-----

L

<i>Lachau (Drôme) (Antiquités romaines)</i>	375
<i>Lampes romaines</i>	375
<i>Lits (Fourniture de) pour l'armée pendant la Révolution</i>	68, 261

M

<i>Maladerie d'Ornacieu</i>	287
<i>Mas d'Azil (Fouilles de M. Piette)</i>	18

<i>Menstruation</i> (Cérémonie qui accompagne la première) au Congo...	89
<i>Meuillon</i> (Guillaume de) (Faits et gestes de).....	186
— (Aymar-François)	188
<i>Militaires</i> (Réforme et exemption militaires). Voyez <i>Villars</i>	316
<i>Mirabeau</i> (Mort de). Fête funèbre à Rives.....	135
<i>Monestier-d'Allemont</i> (Fouilles)	163
<i>Monestier-de-Clermont</i> (Archives du).....	210
— (Les citoyens du demandent des armes).....	238
— (Lettre de la Municipalité au Directoire du District en 1792.....	241
— (Armement des citoyens)	256
— (Demande à changer de nom)	263
— (Origine de son nom)	264
<i>Monestier-Libre</i> (Pendant la Révolution).....	264, 273
<i>Mutilations</i> volontaires (Voyez <i>Villars</i>).....	316
<i>M'zab</i> (Ethnographie du)	5
— (Etat politique, Anthropologie).....	108
<i>M'zabiles</i> (Caractère anthropologique).....	112
— (leur mensuration crânienne).....	115

O

<i>Ornacieu</i> (Maladerie d').....	288
<i>Os hyoïde</i> des équidés.....	370

P

<i>Perquisitions</i> domiciliaires pendant la Révolution ...	258
<i>Peste</i> (Anciennes recettes contre la).....	311
<i>Peuple</i> (Fête de la souveraineté du), à Rives pendant la Révolution.	143
<i>Prêtres</i> constitutionnels.....	231, 235

R

<i>Rayons</i> de Roentgen (Leur emploi en Anthropologie)	91
<i>Recensement</i> des grains pendant la Révolution	266
<i>Religieuses</i> retournent dans leurs familles pendant la Révolution...	252
<i>Réquisitions</i> pendant la Révolution.. 69, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 83, 254, 256, 270, 274	
<i>Requisitionnaires</i> militaires (Voyez <i>Villars</i>).....	316
<i>Rives</i> (Notes sur la période révolutionnaire).....	134, 136
<i>Rossillon</i> (Gabriel de), fondateur d'une maladerie à Ornacieu.....	288

S

<i>Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs</i> (Notes sur l'Histoire municipale)....	129
<i>Saint-Nazaire</i> (Fouilles de).....	107
<i>Salpêtre</i> (Exploitation du) pendant la Révolution.....	75, 265
<i>Sassenage</i> (François de).....	192

<i>Secours aux nécessiteux pendant la Révolution</i>	249, 268
<i>Sépultures</i> (Nomination d'un commissaires pour les) pendant la Révolution	273
<i>Serment civique des Prêtres</i> pendant la Révolution.....	134, 228
— (Rétractation de), d'une religieuse.....	267
— (Refusé par une religieuse)	265
<i>Sexe</i> (Ossification des sutures suivant le).....	171
<i>Sexuels</i> (Caractères).....	180
<i>Silex</i> anciens, emmanchés par un aliéné.....	126
<i>Sols</i> gros mis en circulation.....	250
<i>Suspects</i> (Vérification de la correspondance des)	275
<i>Sutures</i> du crâne.....	171

T

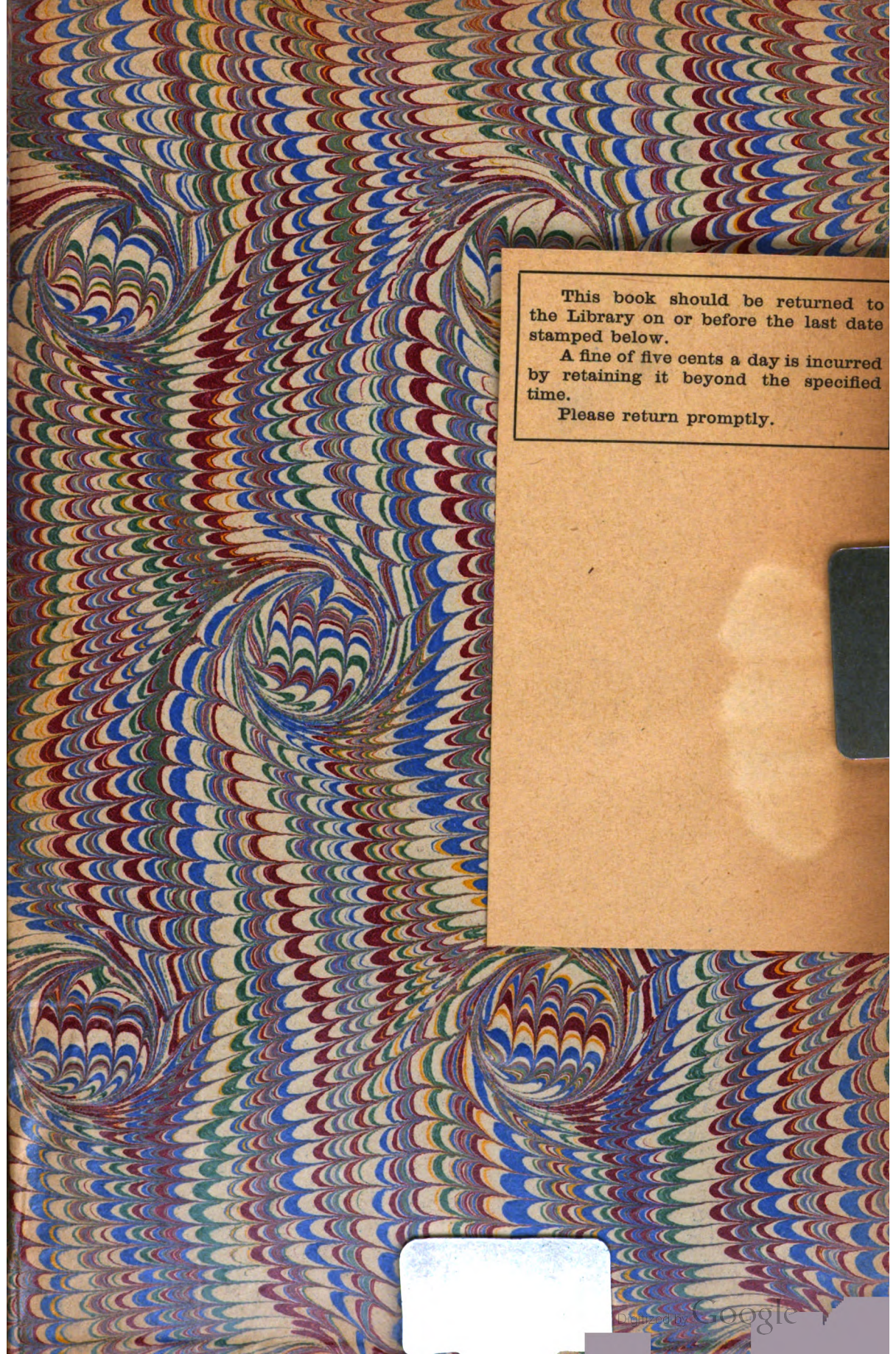
<i>Tchougou</i> (Contre-poison du Boundou au Congo).....	88
<i>Travail</i> (Fixation de prix du), pendant la Révolution.....	138
<i>Treffort</i> (commune de).....	230

V

<i>Véhérie</i> (Origine de ce nom porté par un coteau, près de Saint-Nazaire).....	108
<i>Viallet</i> (Mort d'Augustin).....	310
<i>Vie</i> (Durée de la), autrefois et aujourd'hui.....	47
<i>Villars</i> (Procès intenté à).....	316
— (chansonné)	323
<i>Vin</i> (Fixation du prix du).....	272
<i>Volontaires</i> pendant la Révolution	74, 248, 253







This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.

Widener Library



3 2044 100 896 869

